

PUBLICATION
DE LA
RÉUNION DES OFFICIERS

COURS
D'ART MILITAIRE

PAR

H. BARTHELEMY

Capitaine au 84^e régiment d'Infanterie, professeur à l'École militaire de Saint-Cyr.

SECOND VOLUME

COURS DE SECONDE ANNÉE



PARIS
LIBRAIRIE CH. DELAGRAVE
58, RUE DES ÉCOLES, 58

1875

OLD COLLECTION

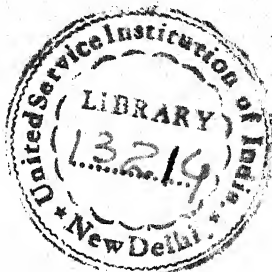
Not to be taken out

TABLE DES MATIÈRES.

TITRE XI

TACTIQUE THÉORIQUE DES GRANDES UNITÉS.

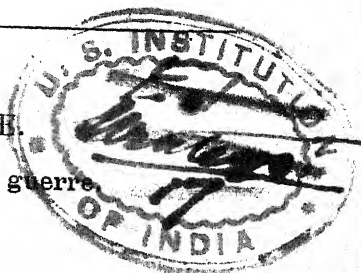
	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	3
CHAPITRE II. ORDRES ET ÉVOLUTIONS.....	9
ARTICLE I. — Notions préliminaires.....	9
— II. — Ordre en ligne de bataille	13
— III. — Ordre en colonne.....	42
— IV. — Ordre en échelons.....	51
— V. — Ordre en échiquier.....	56
— VI. — Ordre en carré.....	57
— VII. — Évolutions.....	59
CHAPITRE III. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	63



COURS D'ART MILITAIRE

TROISIÈME PARTIE

Grandes opérations de la guerre.



TITRE XI

TACTIQUE THÉORIQUE DES GRANDES UNITÉS.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Nous avons défini la TACTIQUE au *Titre V* : nous avons fait observer, en outre, qu'au point de vue de l'étude, on la subdivise en petite et en grande tactique, selon qu'elle s'applique à de petites ou à de grandes unités.

Nous avons étudié, dans la *deuxième partie du cours*, tout ce qui concerne la petite tactique pour chercher et poser les principales règles qui président à son emploi : l'officier subalterne, qui possède à fond les principes des *petites opérations* de la guerre, est certainement à hauteur des fonctions qui lui sont confiées. Mais l'enseignement donné à l'École militaire vise un but plus élevé : il doit avoir pour résultat de permettre à l'officier qui en a suivi les cours comme élève de comprendre l'enchaînement des *grandes opérations* d'une guerre. Tel est l'objet de la *troisième partie du cours* (1).

Voici les principales parmi les grandes opérations ; nous les

¹ Quelques modifications ont été officiellement introduites au programme du *Cours d'art militaire*, tel que nous l'avons donné en faisant paraître le 1^{er} fascicule de cet ouvrage : c'est ainsi que l'étude de la stratégie a pris, dans la troisième partie du cours, la place précédemment affectée à l'histoire de la tactique qui a été comprise dans la quatrième partie réservée aux études d'histoire militaire.

énumérons dans l'ordre suivant lequel nous les enseignerons.

1° *Tactique théorique des grandes unités*, comprenant la combinaison des ordres et des évolutions de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie, tant en France qu'à l'étranger;

2° *Notions élémentaires de stratégie*, contenant l'exposé des principes de cette science depuis la préparation d'une guerre jusqu'à la conclusion de la paix;

3° *Les grandes unités tactiques en station*, ainsi que leur système de surveillance et de sûreté, tant en France qu'à l'étranger;

4° *Les grandes unités tactiques en marche*, ainsi que le rôle des diverses gardes de marche, tant en France qu'à l'étranger;

5° *Les grandes unités tactiques sur le champ de bataille*, les batailles offensives ou défensives, les retraites et les poursuites;

6° *Les grandes unités tactiques en détachement*, c'est-à-dire l'exposé de certaines opérations particulières.

Dans cette étude, nous désirons simplement présenter l'ensemble des principes qui préparent et mènent à bonne fin les grandes opérations : nous nous appliquerons surtout à les dégager de toute considération présentant un caractère exclusivement spéculatif : en conséquence, nous nous servirons de l'histoire des guerres, surtout de celles de notre époque, et toutes les fois que nous énoncerons une opinion sur un fait, nous l'appuierons d'un exemple ; mettant ainsi à profit l'expérience que peuvent donner les recherches historiques, nous espérons arriver facilement à caractériser les règles principales qui mettent en action les grandes unités tactiques. Mais, nous ne saurions trop le répéter, nous n'avons pas la prétention de donner, dans ce cours, une étude complète des grandes opérations : car l'officier qui veut s'instruire éprouve chaque jour la nécessité de développer ses connaissances en pareille matière, tant est vaste le champ qui lui est ouvert : en réalité, nous entreprenons donc seulement une préparation à cette étude que la carrière entière d'un homme est à peine suffisante pour compléter.

Après avoir donné, dans le *Titre I*, les principes généraux d'après lesquels on groupe les éléments constitutifs d'une armée pour former les subdivisions dont elle se compose, nous avons exposé, dans les *Titres II, III, IV*, comment on procède actuellement à cette organisation, en France et à l'étranger. Nous

nous abstiendrons de revenir sur ce sujet ; mais, avant de commencer l'étude des grandes opérations, il nous semble indispensable de signaler à l'attention de nos lecteurs certains traits essentiels relatifs à la combinaison des armes dans les grandes unités tactiques. Celles-ci sont, ainsi que nous l'avons dit, la brigade, la division, le corps d'armée, l'armée et la grande armée.

La *brigade* est la réunion de deux régiments sous les ordres d'un officier général : il n'en existe sur le pied de guerre que pour l'infanterie et la cavalerie : c'est une subdivision d'arme, c'est-à-dire qu'elle ne contient qu'une seule espèce de troupe. Il arrive quelquefois que la brigade d'infanterie ou de cavalerie agit avec indépendance ou en détachement ; dans ce cas, elle possède des troupes d'artillerie et du génie, ainsi que des services auxiliaires, dans une moindre proportion, mais d'après les mêmes principes que la division.

La *division* contient deux brigades quand elle est d'infanterie, deux ou trois quand elle est de cavalerie. La division d'infanterie est la *grande unité tactique normale*, c'est-à-dire que les ordres et évolutions de repos, de marche et de combat se règlent généralement par division. Dans presque toutes les armées européennes de notre temps, la composition de cette unité tactique est à peu près uniforme. Elle comprend : un état-major, une intendance, des troupes dites *divisionnaires* d'infanterie, d'artillerie, du génie, et souvent de cavalerie, ainsi que des services dits *divisionnaires*, du culte, de la force publique, des subsistances, du trésor, de santé et des transports. L'état-major de la division comporte un chef d'état-major et des officiers adjoints : ils préparent l'exécution des opérations projetées par le général commandant la division et de celles qui ont été ordonnées par le commandant du corps d'armée ou de l'armée. L'adjonction d'une intendance au commandement forme de la division une grande unité administrative : cette intendance veille à ce que les troupes divisionnaires soient sans cesse pourvues des vivres, effets et objets qui leur sont nécessaires, sauf en général les armes, les munitions et les outils. L'infanterie divisionnaire contient en moyenne 12 bataillons, c'est-à-dire 10000 à 12000 combattants. La cavalerie divisionnaire existe dans presque toutes les armées, avec un effectif de 2 à 4 escadrons, c'est-à-dire dans une proportion

de 1/40 à 1/20 de la force de l'infanterie. L'artillerie divisionnaire est composée de 4 batteries de 6 pièces ou de 3 batteries de 8 pièces, soit un total de 24 pièces, c'est-à-dire à raison de 2 pièces, ou une section, par bataillon de 1000 hommes: cette arme est, en outre, chargée de la conduite du parc divisionnaire: son effectif est à peu près égal à 1/15 de celui de l'infanterie. Le génie divisionnaire est formé d'une compagnie dont l'effectif est égal à environ 1/30 de celui de l'infanterie. Enfin les personnels des divers services du culte, de la force publique, de l'administration, des ambulances et des transports ont un effectif variant de 1/20 à 1/10 de celui de l'infanterie.

Les forces moyennes des éléments dont se compose la division sont donc, en résumé, à peu près les suivants dans toutes les armées européennes:

Infanterie, 12 bat ^{ons} ,	12000 h.,	80 0/0	de la force de la division.
Cavalerie, 2 à 4 escad.,	300 à 600 h.,	3 à 60/0	id.
Artillerie, 24 pièces,	700 à 800 h.,	5 à 60/0	id.
Génie, 1 compagnie,	250 h.,	1 à 50/0	id.
Services,	1200 h.,	8 0/0	id.

Quant à la division de cavalerie, elle a une composition analogue à celle d'infanterie, en ce qui concerne l'état-major, l'intendance et les services. Les troupes divisionnaires sont 2 ou 3 brigades à 2 régiments, ou 2 brigades à 3 régiments; il y a généralement une brigade de cavalerie de réserve ou de ligne et une brigade de cavalerie légère dans la division: la force moyenne est donc de 16 à 24 escadrons, c'est-à-dire de 2400 à 3600 cavaliers, avec au moins une et souvent deux batteries à cheval à 6 ou à 8 pièces suivant les armées. Presque toutes les armées européennes forment ainsi un certain nombre de divisions de cavalerie, dites *de contact* ou *de réserve*, avec les régiments qui ne font point partie de la cavalerie divisionnaire ou de celle de corps d'armée.

Le *corps d'armée* est l'*unité stratégique secondaire*, c'est-à-dire qu'il est numériquement le plus faible des éléments avec lesquels le commandant en chef d'une armée combine et fait exécuter les grandes opérations d'une guerre. Sa composition est à peu près identique dans toutes les armées européennes; il comprend: un état-major, une intendance, deux divisions d'infanterie, des réserves d'artillerie, du génie, quelquefois d'infanterie et de cavalerie, des services du culte, de la force

publique, des subsistances, du trésor, de santé, des transports, du télégraphe et quelquefois des chemins de fer, enfin des réserves pour ces services. L'état-major du corps d'armée se compose d'un chef d'état-major et des officiers qui lui sont adjoints : il a, par rapport au commandant du corps d'armée, les mêmes attributions que celui de la division par rapport au commandant de la division. L'intendance a la haute direction sur les services administratifs des troupes qui composent le corps d'armée et elle est souvent complétée par l'adjonction de chefs de ces services ou d'officiers et fonctionnaires qui les représentent. Cet ensemble forme ce que l'on appelle le *quartier général*. Chacune des deux divisions d'infanterie a la composition que nous avons indiquée ci-dessus. La réserve d'artillerie comporte les batteries qui constituent l'artillerie dite *de corps d'armée* : les pièces lourdes montées y sont généralement au nombre de 48 et les pièces légères à cheval au nombre de 12 à 18, ce qui porte à 100 au moins le nombre des pièces d'un corps d'armée, c'est-à-dire dans la proportion de 3 à 4 pour 1000 hommes ; ces batteries sont placées sous les ordres d'un officier-général, assisté d'un état-major, qui commande, en outre, les colonnes de munitions de réserve pour toutes les troupes du corps d'armée, ainsi que le parc d'artillerie auquel sont attachés des troupes de l'artillerie à pied, des ouvriers et des artificiers. La réserve du génie comprend presque toujours une compagnie de sapeurs-mineurs, une compagnie de pontonniers, l'une et l'autre avec leur matériel d'outils et l'équipage de ponts, enfin un parc du génie portant les outils de réserve. Il n'y a de réserve d'infanterie que si le bataillon de chasseurs attaché au corps d'armée n'est pas endivisionné : c'est de ce bataillon que se compose alors la réserve. Il n'y a de réserve de cavalerie que s'il n'existe pas de cavalerie divisionnaire ; dans ce cas, cette arme forme une brigade relevant directement du commandant du corps d'armée. Quant aux services auxiliaires, ils sont constitués de façon à subvenir aux besoins du quartier général et des réserves ainsi qu'à entretenir ceux des divisions en personnel et en matériel. En résumé, la composition du corps d'armée est telle qu'il peut agir avec indépendance et disposer de tous les éléments nécessaires à son action.

L'armée, considérée comme une grande subdivision des

forces militaires qu'une nation peut mettre sur pied de guerre, est la réunion de deux ou plusieurs corps d'armée et de une ou plusieurs divisions de cavalerie : elle est l'*unité stratégique normale* ; elle forme le quart, le tiers ou la moitié de la *grande armée*, c'est-à-dire de l'ensemble des troupes mobilisées. Le plan de campagne et les grandes opérations se préparent toujours par la combinaison de deux ou plusieurs armées qui exécutent successivement des mouvements coordonnés et prennent des positions plus ou moins indépendantes sur cette partie du théâtre de la guerre à laquelle on a donné le nom caractéristique d'*échiquier stratégique*. Chaque armée a un grand quartier général, et il en est de même pour la grande armée ; c'est là que sont la direction et la centralisation de toutes les troupes et de tous les services ; mais ni l'une ni l'autre ne possèdent de réserves générales d'aucune sorte, sauf en Autriche où il existe une réserve générale d'artillerie de campagne. Le grand quartier général de la grande armée dispose des grands parcs de munitions de réserve, des sections des télégraphes et des chemins de fer ainsi que des parcs de siège, et il les répartit entre les armées ou les corps d'armée suivant les besoins.

En résumé, nous voyons que chacune des grandes unités tactiques se compose de deux à cinq unités d'ordre inférieur. La brigade n'a que deux régiments dans l'infanterie, en sorte qu'elle ne peut former que deux lignes d'égale force sans réserve constituée ; la brigade de cavalerie a trois régiments dans quelques armées et elle peut ainsi disposer de trois lignes distinctes. La division n'a que deux brigades, mais elle comprend quatre régiments ; elle peut donc former deux ou quatre lignes d'égale force, ou trois lignes dont l'une est plus forte que les deux autres, ou deux et trois lignes dont l'une comprend trois régiments donnant l'aile droite, le centre et l'aile gauche, tandis que l'autre forme réserve. Le corps d'armée n'a que deux divisions, mais il comprend quatre brigades d'infanterie ; il peut donc adopter les dispositions que nous venons d'indiquer pour la division ; de plus, il comporte toujours une cinquième subdivision composée des batteries dites *de corps d'armée* ; enfin, il en contient quelquefois une sixième qui est une brigade de cavalerie. L'armée doit comprendre au maximum : quatre corps d'armée formant l'aile droite, le centre, l'aile gauche et la ré-

serve ; deux ou plusieurs divisions de cavalerie, dites *de contact* ou *de réserve*, agissent autour d'elle avec plus ou moins d'indépendance. La grande armée doit comprendre au maximum quatre armées formant l'aile droite, le centre, l'aile gauche et la réserve ; elle n'en contient souvent que trois ; quand elle en a plus de quatre, c'est que l'on a jugé nécessaire de former des détachements importants en vue d'opérations particulières.

CHAPITRE II

ORDRES ET ÉVOLUTIONS.

Article I. — Notions préliminaires.

Nous avons donné, au *Titre V*, les notions élémentaires de tactique qui concernent les petites unités de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie ; nous les avons complétées dans les leçons suivantes. Dans cette étude, nous avons séparé les armes, parce que cette méthode d'enseignement est la plus claire et la plus simple ; mais, quand nous avons exposé les principes du combat, nous avons dû revenir à la combinaison des armes, parce qu'il était impossible de les envisager séparément sans faire de confusion. Dans la troisième partie du cours, nous suivrons cette dernière méthode : elle permet de mieux grouper et de présenter avec plus d'ensemble les grandes opérations de la guerre ; nous n'aurons point, en effet, à entrer souvent dans les détails de leur exécution, notre but étant surtout de faire ressortir les grands traits qui les caractérisent.

Nous allons commencer par examiner les ordres et les évolutions des grandes unités tactiques, tant en station qu'en marche et au combat ; toutefois, parmi ces unités, il y en a deux que nous étudierons plus spécialement à ce point de vue, d'abord la division, parce qu'elle est la véritable unité élémentaire de combat, de station et de marche dans les grandes opérations, puis le corps d'armée, qui est la plus petite des grandes unités disposant de toutes les troupes et de tous les services nécessaires pour une action indépendante.

D'après la définition que nous en avons déjà donnée, l'*ordre* est la disposition que prend une grande unité tactique qui s'établit au camp, qui exécute une marche ou qui prend part à un combat ; il y a donc des ordres de station, de marche et de

combat ; l'évolution est le mouvement qu'exécute une grande unité tactique qui se déplace sur un terrain de faible étendue sans modifier son ordre, ou qui se déplace en vue de prendre un nouvel ordre.

La plupart des règlements et des écrits militaires ne contiennent que des indications très-sommaires sur le choix qu'il convient de faire, parmi les ordres et les évolutions, pour en tirer le meilleur parti possible suivant la forme du terrain sur lequel on opère, la force et l'espèce des troupes dont on dispose, la force et l'espèce des troupes qu'oppose l'adversaire et le but que l'on veut atteindre : les camps d'instruction établis d'une manière permanente dans quelques pays et les manœuvres d'automne n'ont d'autre objet que de pourvoir à l'insuffisance des règlements en pareille matière, de former les troupes à l'exécution des grandes opérations, enfin de préparer les officiers généraux à les combiner et à les conduire.

L'absence de règles fixes pour les ordres et les évolutions des grandes unités a amené beaucoup de militaires à penser et à dire qu'à la guerre on ne manœuvre pas : « *Le dédain, écrit le maréchal Bugeaud, a empêché de réfléchir sur cette partie très-importante de l'art de la guerre et il s'est introduit dans l'armée des habitudes dangereuses qui ont souvent contribué à la perte des batailles ou à leur indécision. Sans doute on ne fait pas à la guerre des manœuvres de tiroir, des contre-marches et autres choses qui ne sont bonnes qu'à la parade ; mais si le nombre des manœuvres de combat est circonscrit, il n'en est pas moins d'une haute importance de les appliquer d'une manière judicieuse, selon les circonstances et d'après leur possibilité morale et physique.* » Nous pourrions multiplier les citations dans le genre de celle-ci, en les empruntant toutes à des hommes illustres qui, après avoir longtemps fait la guerre, ont laissé à ceux qui leur succédaient les meilleurs et les plus généraux des principes qu'avait consacrés une longue expérience. A toutes les époques, les armées qui ont voulu s'assurer le succès l'ont amené en se préparant aux évolutions et en les appliquant à propos ; l'histoire militaire nous le prouve dans chacune des guerres qu'elle relate ; de notre temps, en raison des puissants moyens d'action dont disposent les combattants et de l'effectif considérable que contiennent les armées, cet axiome est encore plus vrai que jadis. Mais, pour éviter

l'écueil que présente l'indifférence en pareille matière, il ne faut pas se laisser aller à l'exagération. En effet, d'après Marmont, « *les manœuvres sont le moyen de la tactique ; elles consistent dans l'art de mouvoir les masses et de les faire passer sans confusion et rapidement de l'ordre de marche à l'ordre de combat, même au milieu du feu, et réciproquement.* » On ne doit donc considérer les ordres et les évolutions que comme une partie de la science militaire, incontestablement indispensable à posséder, mais ne produisant d'heureux résultats que si elle est secondée par les autres connaissances dont la nécessité est également évidente.

Dans l'étude des *petites opérations de la guerre*, nous avons déjà donné les principes fondamentaux qui doivent présider à toute disposition de troupe : nous les résumons encore ci-dessous parce qu'il faut absolument en connaître l'essence, mais en les complétant.

Les ordres que peuvent prendre les grandes unités doivent être conformes aux règles suivantes :

1° Être en rapport avec le caractère national, avec l'organisation tactique de l'armée, les formes du terrain et l'armement des troupes, dans le but de choisir l'offensive ou la défensive, de donner à chaque arme la place qui lui convient, d'assurer l'appui réciproque des différentes armes et d'occasionner les plus grandes pertes à l'ennemi tout en en subissant le moins possible ;

2° Permettre l'occupation des positions qui offrent l'avantage de dominer, de prolonger, d'enfiler et d'envelopper les troupes ennemies de préférence à l'emploi des fortifications naturelles ou artificielles dont l'effet immédiat est d'immobiliser souvent les troupes qui en tirent parti ;

3° Rendre facile l'exécution de tous les mouvements, quels que soient les événements ultérieurs.

Quant aux évolutions, elles doivent réunir l'ordre, la solidité, la vitesse et la flexibilité. L'ordre, sans lequel tous les efforts sont inutiles et aujourd'hui plus que jamais, exige le silence et l'immobilité dans les troupes, la vigilance de la part des officiers pour voir les signaux ou entendre les commandements, et une préparation préalable de ceux-ci faite avec le plus grand soin pour qu'ils puissent donner leurs instructions avec clarté et précision. La solidité n'est obtenue dans une évolution que

si chaque partie d'une troupe, exécutant un mouvement, est prête à chaque instant à attaquer l'ennemi ou à lui résister avec tous ses moyens d'action. La vitesse permet d'occuper avant l'adversaire une position importante ou d'y amener à temps voulu des forces supérieures. Enfin, par la flexibilité, les éléments d'une grande unité qui exécute une évolution ne sont pas astreints à prendre tous le même ordre, et chacun d'eux adopte celui qui convient le mieux à sa position dans l'ensemble des troupes, à la forme du terrain et à l'espèce d'arme qui lui est opposée par l'adversaire.

A notre époque, il n'y a plus d'ordre absolu comme il en existait encore dans le siècle dernier. Les troupes d'infanterie se forment sur plusieurs lignes si le terrain le permet, mais les lignes qui sont en arrière ne sont plus inséparables de la première et elles peuvent être amenées à la prolonger ou à opérer une diversion. Les ordres uniformes et les évolutions méthodiques d'une ligne entière n'existent que dans de très-rares exceptions : en principe, chaque bataillon est indépendant, et il se forme ou il manœuvre au mieux des intérêts généraux. Les feux de ligne sont l'exception et les feux de tirailleurs la règle ; les tirailleurs sont partout en avant de la première ligne ; celle-ci, soutenue et au besoin remplacée par la deuxième, a pour mission de harceler l'ennemi, de l'affaiblir par des combats partiels au point de l'obliger à engager toutes ses troupes ; la réserve est placée près du point où l'on doit avoir à faire l'effort principal pour attaquer ou se défendre, et c'est elle qui porte le coup décisif contre la partie affaiblie ou découverte des troupes ennemies. La cavalerie n'est plus invariablement placée aux ailes ; elle se tient en avant et autour des troupes pendant le repos et la marche ; dans le combat, elle se place en échelons vers les flancs ou le centre ; elle est toujours prête à prendre l'offensive dans toutes les directions, à protéger les points menacés, à assurer la retraite des troupes, à poursuivre l'ennemi. Dans l'attaque, l'artillerie est employée à éteindre le feu des batteries ennemies et à ruiner les abris ; dans la défense, elle dirige principalement ses coups contre les troupes de l'adversaire qui se portent en avant ; son feu étant toujours d'autant plus redoutable qu'il est plus concentré, elle cherche à faire converger le plus grand nombre de ses coups contre les points décisifs. En résumé, comme l'a dit Napo-

léon I^{er} : « *On ne peut et on ne doit prescrire aucun ordre de bataille absolu : il ne faut accorder de préférence à aucun genre d'attaque ; il faut agir suivant les circonstances et aborder l'ennemi avec le plus de moyens que possible.* » Loin de condamner l'utilité de l'étude, cette sentence démontre au contraire combien elle est indispensable, puisque d'un instant à l'autre un chef peut être appelé à faire face à des événements imprévus, venant tout à coup modifier une situation quelconque. A défaut de règles fixes qui ne se trouvent nulle part, l'examen des ordres et des évolutions adoptés par les grandes unités tactiques dans les guerres modernes est de toute utilité ; car il montre leurs avantages ou leurs inconvénients, et il facilite le choix du meilleur ordre à prendre ou de la meilleure évolution à exécuter à un moment donné ; c'est cette étude historique que nous allons entreprendre.

Les principaux ordres des grandes unités sont les suivants :

- 1^o Ordre en ligne de bataille ;
- 2^o Ordre en colonne ;
- 3^o Ordre en échelons ;
- 4^o Ordre en échiquier ;
- 5^o Ordre en carré.

Quant aux évolutions, elles découlent nécessairement des ordres ; les principales sont donc :

- 1^o Se mouvoir dans un des ordres ci-dessus indiqués ;
- 2^o Passer de l'un à l'autre ordre.

Article II. — Ordre en ligne de bataille.

Nous allons d'abord indiquer sur combien de lignes on peut former une division ou un corps d'armée, puis nous examinerons les distances qu'il faut observer entre les diverses lignes et les formations que doivent prendre les petites unités tactiques dans chacune des lignes.

§ I. Ordre sur une seule ligne.

L'ordre sur une seule ligne présente trois aspects différents :

- 1^o Les troupes qui composent la ligne étant toutes déployées, ou formées en colonne à intervalle de déploiement ;

2° Les troupes qui composent la ligne étant formées en colonne à intervalle resserré ;

3° Les troupes qui composent la ligne étant en formation mixte.

A. TROUPES DÉPLOYÉES OU EN LIGNE DE COLONNES A INTERVALLE DE DÉPLOIEMENT.

Cet ordre a été très-rarement employé, tant pour la division que pour le corps d'armée, et l'on peut dire qu'il a toujours été le résultat de circonstances indépendantes de la volonté des chefs qui y ont eu recours. Il suffit, pour en sentir immédiatement les dangers, d'indiquer le développement en longueur que peut atteindre une grande unité ainsi disposée.

Une division contenant 12 bataillons, 4 batteries et 4 escadrons déployés sur une seule ligne a un front de 5460 mètres, savoir :

12 bataillons de 1000 hommes déployés sur deux rangs, à raison de 0 ^m ,75 par homme	4500 ^m
--	-------------------

8 intervalles de 20 mètres entre les bataillons, 2 de 30 mètres entre les régiments, 1 de 40 mètres entre les brigades	260 ^m
--	------------------

4 batteries déployées, à raison de 100 mètres au moins par batterie.	400 ^m
--	------------------

4 escadrons de 150 hommes déployés sur deux rangs, à raison de 75 mètres au moins par escadron.	300 ^m
---	------------------

Un corps d'armée contenant 25 bataillons, 17 batteries et 8 escadrons déployés sur une seule ligne a un front de 12395 mètres, savoir :

25 bataillons, plus 100 mètres entre les deux divisions	10095 ^m
---	--------------------

17 batteries à raison de 100 mètres au moins par batterie	1700 ^m
---	-------------------

8 escadrons à raison de 75 mètres au moins par escadron	600 ^m
---	------------------

On a donc dû renoncer, en raison des difficultés que présente la conduite d'une pareille ligne, à employer cet ordre tant pour le repos que pour le combat, et aussi bien dans le cas où plusieurs divisions ou corps d'armée sont engagés en même temps que si une division ou un corps d'armée se trouve isolé : cette disposition offre, en effet, de grands dangers, car

les ailes et le centre sont également faibles ; cependant, nous allons voir qu'on a été obligé de l'adopter dans certaines circonstances.

Le premier exemple que nous pouvons citer de l'emploi de l'ordre sur une seule ligne déployée est tiré de la bataille de *Marengo*, livrée le 14 juin 1800 (fig. 1).

Après une reconnaissance mal exécutée aux environs d'*Alexandrie* dans la journée du 13, *Victor* crut pouvoir sans danger étendre, le long du *Fontanone*, les bivacs de la troupe qu'il

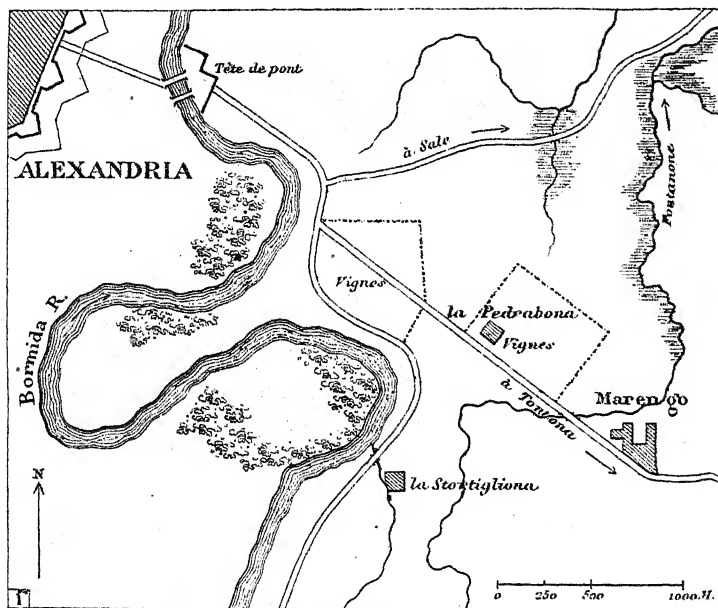


Fig. 1.

commandait ; il avait, sous ses ordres, un corps d'armée composé de la division *Chambarlhac*, forte de 3 régiments à 3 bataillons, de la division *Gardanne*, forte de 2 régiments à 3 bataillons, de la brigade *Kellermann* de grosse cavalerie, forte de 10 escadrons, et d'une batterie de 8 pièces, soit un total de 9000 hommes. La colonne du général *O'Reilly*, formant l'avant-garde de l'armée autrichienne, déboucha d'*Alexandrie*, le 14, au point du jour, et repoussa sans difficulté le poste avancé placé par *Gardanne* à la ferme *la Pedra-*

bona. *Victor*, véritablement surpris par cette attaque soudaine, chercha aussitôt à profiter habilement du terrain pour résister; espérant être bientôt soutenu par le reste de l'armée, dite de réserve, aux ordres de *Bonaparte*, il plaça les 15 bataillons dont il disposait sur une seule ligne; il fit occuper fortement, à son extrême droite, le village de *Marengo*, près duquel passe une route conduisant d'*Alexandrie* à *Tortone*; il y mit 2 régiments d'infanterie ainsi que ses 8 canons, et il en fit le point d'appui de sa droite; il posta un bataillon à la ferme la *Stortigliona*, située entre la *Bormida* et le *Fontanone*, dans le but d'appuyer sa gauche; puis, il déploya sur une seule ligne le reste de l'infanterie, sur la rive droite du ruisseau, afin de couvrir l'espace qui séparait son extrême droite de son extrême gauche; la ligne brisée, ainsi formée, avait une longueur de près de 3 kilomètres, soit à peu près 3 hommes par mètre courant. La brigade *Kellermann*, placée en arrière du centre, formait réserve. *Victor* ne put être soutenu directement; son corps d'armée fut seulement prolongé sur sa droite par celui de *Lannes*, qui forma également ses troupes sur une seule ligne; malgré l'énergique résistance des bataillons de *Victor*, leur ligne fut enfoncée; cependant les formes du terrain leur étaient favorables, mais les Autrichiens, très-supérieurs en nombre, purent multiplier leurs colonnes d'attaque. Bref, cette disposition, résultat de circonstances indépendantes de la volonté de celui qui l'adopta, fut suivie d'un échec.

Voici un deuxième exemple fort remarquable du même ordre que nous offre la campagne de 1805. *Ney*, obéissant aux injonctions de *Murat*, avait fait passer son corps d'armée sur la rive droite du *Danube* (*Donau*) et n'avait laissé sur la rive gauche qu'une division, forte de 3 régiments d'infanterie à 2 bataillons, de 2 régiments de cavalerie et de 2 batteries, sous les ordres de *Dupont*: ce général devait, pour compléter l'investissement de l'armée autrichienne dans *Ulm*, se rendre d'*Albeck* vers cette ville, en suivant la route de *Nordlingen* (fig. 2). Dans ce mouvement, l'avant-garde de la division vit, le 11 octobre, en sortant du village de *Haslach*, une forte colonne autrichienne qui se dirigeait vers le nord-est, en suivant la même route: c'était une masse de 15000 hommes d'infanterie et de 10000 hommes de cavalerie que l'archiduc *Ferdinand* voulait sauver du désastre auquel *Mack* s'exposait en gardant la majeure partie de ses

forces près d'*Ulm*, et que ce prince cherchait à diriger sur la *Bohême*. Bien que convaincu de la supériorité numérique de l'adversaire, *Dupont* n'hésita pas un seul instant à accepter le combat : il savait que l'investissement presque absolu sur la rive droite du fleuve ne laissait aux Autrichiens d'autre voie de salut que la route de *Nordlingen* : il résolut de payer d'audace et de prendre ses dispositions de façon à faire supposer à l'ennemi que sa division était l'avant-garde d'un corps considérable pouvant à chaque instant venir la soutenir. Le terrain lui était, du reste, particulièrement favorable, car la route de *Nordlingen* court à la partie supérieure d'un plateau limité à l'Est par le *Danube*, et à l'Ouest par le ruisseau d'*Öerlingen*. Après avoir reconnu la position, *Dupont* plaça dans *Haslach* un régiment d'infanterie avec une batterie, et il fit, de ce village placé sur sa ligne de retraite, le point d'appui de sa gauche ; vers sa droite, il ne trouva d'autre point d'appui

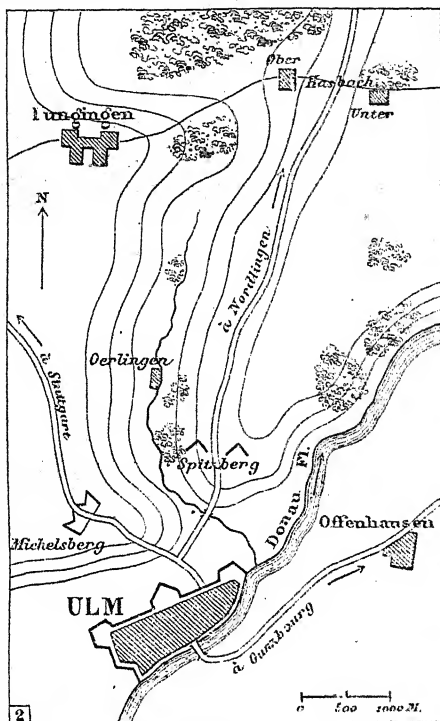


Fig. 2.

que le village d'*Öerlingen*, à 3 kilomètres du précédent ; il y posta un bataillon d'infanterie qu'il relia, avec le régiment occupant *Haslach*, par une ligne formée d'un régiment de cavalerie, d'une batterie et de deux régiments d'infanterie ; au sud et en avant de cette ligne était un petit bois qu'il fit garnir de tirailleurs ; au nord et en arrière était un bois de 3 kilomètres de longueur dans ou derrière lequel l'ennemi pouvait supposer embusquée la réserve de cette ligne ; en fait, il n'y avait qu'un régiment de cavalerie en seconde ligne. Le combat

fut violent et dura cinq heures ; le village de *Iungingen* fut pris et repris six fois ; enfin l'ennemi, quoique disposant d'une force quintuple de celle de la division *Dupont*, se retira, laissant 3,000 prisonniers et ayant 3,000 hommes mis hors de combat ; la troupe française avait de son côté perdu le tiers de son effectif ; mais le résultat principal était atteint : la route de *Nordlingen* était fermée, grâce à l'habileté et à l'énergie du général français ; il profita ensuite de la nuit pour se porter en arrière sur la ligne de la *Brenz*.

Enfin, c'est une disposition semblable que prit la division *Decaen*, du corps commandé par le maréchal *de Mac-Mahon*, à la bataille de *Solférino*, 24 juin 1859. Cette division, forte de 4 régiments à 3 bataillons, d'un bataillon de chasseurs et de

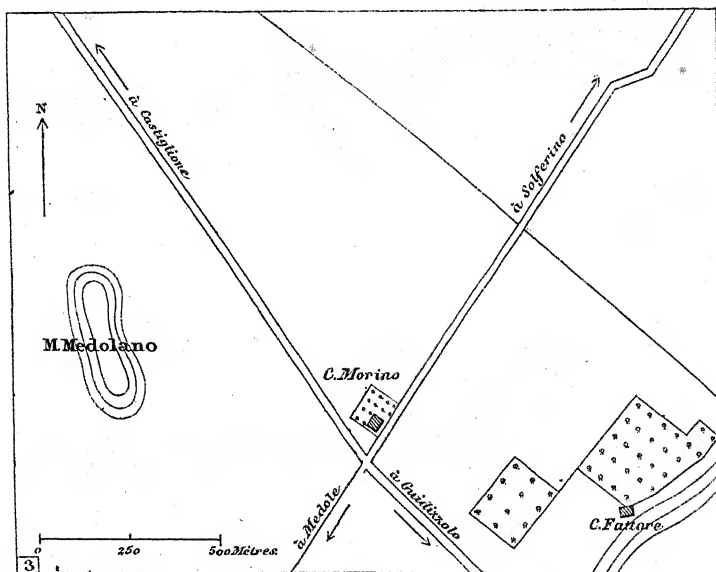


Fig. 3.

2 batteries, formait la tête de colonne du 2^e corps sur la route qui mène de *Brescia* à *Guidizzolo*; (fig. 3) à la hauteur du mont *Medolano*, elle se déploya sur une seule ligne, la droite appuyée à ce mamelon, dans la direction du mont *Fenile* à 1000 mètres duquel était la gauche ; chaque bataillon était en colonne, séparé de ses voisins par l'intervalle de déploiement ; le front était couvert par les tirailleurs à hauteur desquels étaient les

deux batteries ; un peu en arrière de la droite était la division de cavalerie *Partouneaux* et à la gauche la brigade *Gaudin de Villaine* de la même arme ; derrière le centre droit était la division d'infanterie de la *Motterouge* en colonne sur la route ; l'ennemi occupait la *Casa Morino*, à 600 mètres environ en avant de la ligne. Cette disposition, adoptée au milieu d'une plaine, mais appuyée par sa droite au mamelon *Medolano*, avait pour but de prendre pied aussi rapidement que possible sur le *Campo di Medole* et, avec le peu de forces que l'armée française pouvait engager à ce moment, de chercher à joindre d'une part la division *Forey*, du 1^{er} corps, gravissant le mont *Feline*, d'autre part la division de *Luzy*, du 4^e corps, attaquant *Medole* ; le résultat cherché fut atteint, la division autrichienne *Crenneville* étant encore alors trop éloignée pour soutenir les postes avancés qu'elle avait poussés jusqu'à la *Casa Fattore* et, jusqu'à la *Casa Morino*. Lorsque ces deux points eurent été enlevés, le 2^e corps entier se forma sur une seule ligne, la division de la *Motterouge* venant se placer à droite de la division *Decaen*, son centre sur la route.

On voit, d'après ces exemples, que l'ordre d'une division déployée sur une seule ligne de bataille est surtout une disposition défensive ; en général, l'usage en a été fait quand les circonstances ont obligé le commandant de la division à occuper un terrain fort étendu avec fort peu de troupes ; c'est donc un ordre éventuel et non un ordre normal. En ce qui concerne l'ordre d'un corps d'armée sur une ligne, il est rare d'en trouver un exemple : à *Marengo*, *Victor* disposa ainsi son corps d'armée, il est vrai, mais le nombre des bataillons était sensiblement le même que celui d'une division ; quant au corps d'armée *Mac-Mahon* à *Solférino*, il s'échelonna le centre en avant : si faible que soit la seconde ligne d'un corps d'armée, il y en a toujours eu une dans les batailles livrées depuis le commencement de ce siècle.

Nous étudierons cependant une exception à cette règle dans la glorieuse bataille d'*Auerstaedt*, gagnée par *Davoust*, le 14 octobre 1806.

B. TROUPES EN LIGNE DE COLONNES A INTERVALLE SERRÉ.

Cette disposition, à laquelle on donne souvent le nom d'*ordre concentré*, que les Allemands appellent *ordre de ren-*

dez-vous, peut être employée par les troupes qui campent ou bivaquent, par celles qui se réunissent avant d'entreprendre une marche et par celles qui sont en réserve dans un combat ; on peut ainsi disposer une brigade, une division et même un corps d'armée.

Une division, comprenant les éléments que nous avons déjà donnés plus haut, et disposée sur une seule ligne de bataille, les troupes étant en colonne à intervalle serré, occupe un front de 1300 mètres, savoir :

12 bataillons en colonne par peloton, à raison de 6 pelotons par bataillon	750 ^m
Les mêmes intervalles, entre les bataillons, que dans la ligne déployée	260
4 batteries en colonne par section, y compris les intervalles	200
1 régiment de cavalerie en colonne serrée, plus un intervalle	90

Un corps d'armée, disposé de même, a un front de 3215 mètres, savoir :

25 bataillons, plus 100 mètres entre les deux divisions	2185 ^m
17 batteries	850
2 régiments de cavalerie	480

Quant à la profondeur, elle doit être de 200 mètres au moins, tant pour la division que pour le corps d'armée, afin de pouvoir disposer en arrière de la ligne le personnel et le matériel des services auxiliaires qui ne font pas partie de celle-ci.

C'est dans cet ordre qu'était formée la division *Camou*, des voltigeurs de la garde, prise pour servir de réserve au corps du maréchal *de Mac-Mahon*, à la bataille de *Magenta*, 4 juin 1859 (fig. 4). Cette division, forte de 4 régiments à 3 bataillons et d'un bataillon de chasseurs, après avoir débouché du village de *Casate* vers le sud, se disposa sur une seule ligne en ordre concentré derrière la brigade de *Polhès*, qui formait la gauche de la division de la *Motterouge*, et le centre droit de la première ligne ; sa droite était à la route qui conduit de *Cuggiona* à *Buffalora*, vers la *Casate Valigio*, et sa gauche à la *Casa Malastella* ; la ligne avait un front de 1000 mètres environ.

Nous voyons la même disposition adoptée à la bataille d'*Austerlitz*, le 2 décembre 1805, par les deux divisions *Drouet*

et Rivaud, du 1^{er} corps commandé par Bernadotte, formant

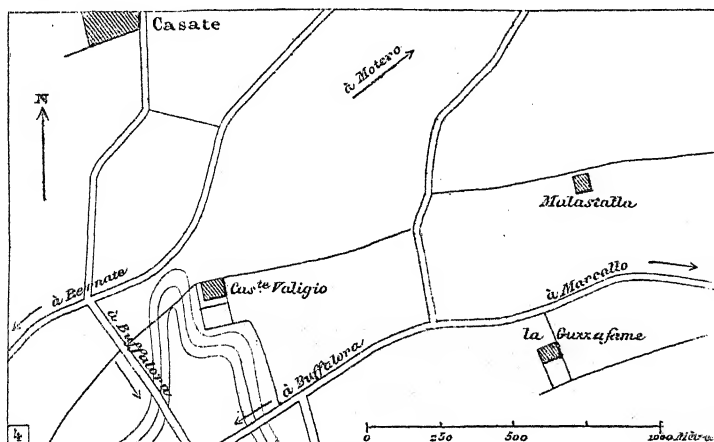


Fig. 4.

réserve sur la rive droite du ruisseau de *Bosenitz*, entre *Girzikowitz* à gauche et le ruisseau du *Stari Vinobradi* à droite, derrière le 4^e corps commandé par *Soult*; le front était de 2000 mètres environ (fig. 5).

Nous aurions pu multiplier les exemples de cet ordre, tant sont nombreuses les circonstances dans lesquelles on l'emploie.

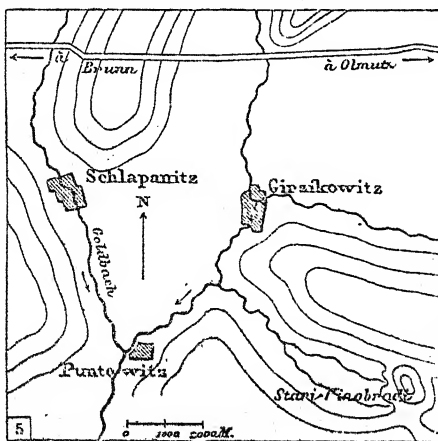


Fig. 5.

G. TROUPES PARTIELLEMENT DÉPLOYÉES OU EN LIGNE DE COLONNES A INTERVALLE DE DÉPLOIEMENT ET PARTIELLEMENT EN LIGNE DE COLONNES A INTERVALLE SERRÉ.

Cette disposition, à laquelle on a souvent donné le nom d'ordre *mixte*, fut un des plus grands perfectionnements introduits à la tactique par l'armée française; elle permettait à

une infanterie solide et manœuvrière d'attaquer un ennemi disposant d'une nombreuse cavalerie, même en terrain plat, tout en donnant des feux : les bataillons déployés étaient destinés à exécuter des feux de ligne tandis que les bataillons en colonne se trouvaient prêts à repousser la charge de la cavalerie.

C'est dans cet ordre que *Desaix* prescrivit à la division *Boudet* de se former, lorsque celle-ci vint prendre part à la bataille de *Marengo*, 14 juin 1800 (fig. 6). L'aile droite de l'armée autrichienne, victorieuse dans son attaque contre nos troupes, s'avancait par la route d'*Alexandrie* à *Tortone* : l'infanterie était en colonne, précédée par deux régiments déployés à l'avant-garde et ayant l'artillerie à l'arrière-garde, tandis que la cavalerie tenait la plaine entre la route ci-dessus indiquée et celle d'*Alexandrie* à *Sale*. La division *Boudet*, forte de 3 ré-

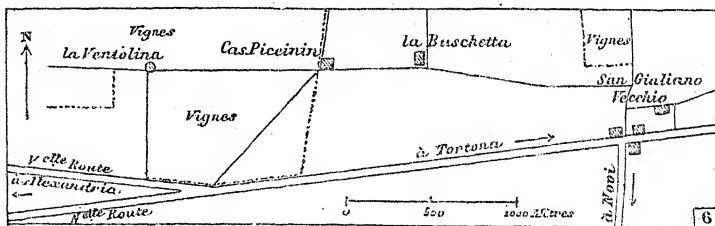


Fig. 6.

giments à 3 bataillons, ramenée par *Desaix* de la route de *Novi*, se disposa de la façon suivante : un régiment au sud de la route d'*Alexandrie* à *Tortone*, ayant le bataillon du centre déployé et les deux bataillons des ailes sur les deux flancs de celui-ci en colonne serrée, la droite appuyée à la route ; sur la route et au nord, une batterie de 9 pièces, formant le centre de la ligne avec le second régiment déployé : à droite, était le troisième régiment disposé comme le premier : à l'extrême droite, la brigade de cavalerie *Kellermann*. La division, ainsi formée à l'ouest du village de *San-Giuliano* qui en appuyait le centre, permit à l'armée française dispersée de se rallier et de donner une longue ligne enveloppante contre la tête de la colonne autrichienne : celle-ci, vivement attaquée par une heureuse combinaison des troupes des trois armes, fut obligée de se retirer en désordre, et la bataille de *Marengo*, commencée par une défaite, se termina par une victoire.

L'emploi simultané de troupes déployées et de lignes de colonne à intervalle de déploiement ou à intervalle serré était fort avantageux lorsque le combat des tirailleurs n'avait qu'une importance secondaire : mais il n'en est plus ainsi depuis que leur action a pris la première place sur les champs de bataille, et l'usage d'une ligne ainsi disposée est devenu très-rare : il a fait place à la ligne de colonnes de compagnie qui est considérée à juste titre comme donnant le plus grand développement au combat des tirailleurs.

Nous trouvons cependant encore un exemple de cet ordre, mais toutefois moins caractérisé, à la bataille de *Solferino*, 24 juin 1859. Le maréchal *Niel*, commandant le 4^e corps, était obligé, après avoir débouché de *Medole* dans le *campo di Medole*, de couvrir l'espace de 3 kilomètres environ qui sépare le chemin allant de *Medole* à *Follo* du chemin allant de *Medole* à *San-Cassiano* : la droite, formée par la division de *Luzy*, s'appuyait au premier chemin, près de *Follo* et la gauche, formée par la division *Vinoy*, était à cheval sur le second chemin, près du point où il coupe la route de *Castiglione* à *Guidizzolo* (fig. 7). La brigade de la *Charrière*, gauche de la division *Vinoy*, était en ligne de colonnes à intervalle de déploiement, mais les bataillons formant à peu près un échelon double

le centre en avant : à sa droite était une batterie de 42 pièces comprenant les canons de la division *Vinoy* et de l'artillerie de



Fig. 7.

réserve du 4^e corps : à la droite de celle-ci, était la brigade de *Martimprey*, droite de la division *Vinoy* ; à la droite de cette brigade, la division de *Luzy* formait un arc de cercle dont l'extrémité droite tendait vers *Follo*, et tenait *Confine*, *Tibaldo* ainsi que les premières maisons à l'ouest du village de *Rebecco* : ses bataillons, comme ceux de la brigade de *Martimprey*, étaient partie déployés, partie en colonne et avaient devant eux des tirailleurs. Quand il fallut enlever la *Casa Nuova*, puis aborder les Autrichiens en présence de leur cavalerie et en plaine, presque toutes les troupes françaises placées à notre droite adoptèrent cette disposition.

§ II. Ordre sur deux ou plusieurs lignes.

L'ordre de bataille d'une division ou d'un corps d'armée sur deux ou plusieurs lignes est celui qui a été le plus employé de tous : c'est, du reste, celui qui se prête le mieux à l'action combinée des diverses armes. Nous allons en exposer le mécanisme, mais nous en diviserons l'étude en plusieurs parties, savoir :

- 1^o Répartition du commandement ;
- 2^o Distances entre les lignes ;
- 3^o Rôle de chacune des lignes ;
- 4^o Formations des troupes dans les lignes.

A. RÉPARTITION DU COMMANDEMENT.

Un corps d'armée, de la composition et de la force que nous avons déjà indiquées ci-dessus, peut se former sur deux ou plusieurs lignes en adoptant, pour la répartition du commandement, l'un des procédés suivants :

- 1^o Chaque division ayant les deux brigades sur la même ligne ;
- 2^o Les deux divisions étant accolées et ayant chacune une brigade sur la même ligne ;
- 3^o Les deux brigades étant accolées dans la division et ayant chacune un régiment sur la même ligne ;
- 4^o Les deux régiments étant accolés dans la brigade et ayant chacun un ou deux bataillons sur la même ligne.

A. *Division sur une seule ligne.*

La répartition des troupes par division sur une seule ligne est admissible lorsque le corps d'armée est au camp ou lorsqu'il forme la réserve dans un combat. Elle est rarement employée pour une ligne engagée, dont le front serait de 5460 mètres, d'après les calculs que nous avons donnés plus haut. Le commandant du corps d'armée ne l'adopte donc généralement que pour des motifs analogues à ceux que nous avons exposés au sujet de la division isolée se formant sur une seule ligne : il peut arriver, en effet, qu'il n'ait au début de l'action qu'une seule division et qu'il juge convenable de lui faire occuper un front très-étendu, sachant que la seconde division viendra la soutenir bientôt : le procédé ne saurait être considéré comme normal : il n'est que le résultat des circonstances.

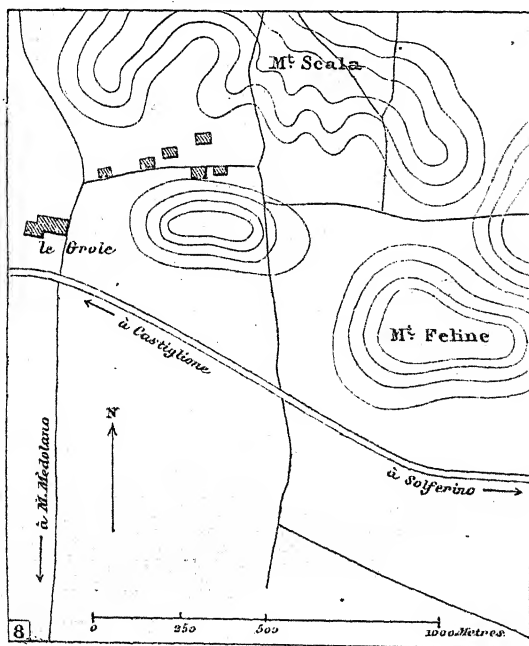


Fig. 8.

Nous en trouvons un exemple à la bataille de Solferino, 24 juin 1859 (fig. 8). Lorsque la division Forey, droite du 4^{er} corps, eut quitté le mont Felice pour marcher vers l'est

dans la direction de *Solferino*, le corps de la garde vint prendre position en travers du chemin qui conduit de *Castiglione* à *Solferino* : la garde se forma alors sur deux lignes, une division à chaque ligne : en première ligne était la division de voltigeurs *Camou*, en seconde ligne la division de grenadiers *Mellinet*. La division de voltigeurs avait la 1^{re} brigade au sud du chemin et la 2^e brigade au nord en partie sur le mont *Fenile* : la division de grenadiers avait la 1^{re} brigade au nord du chemin, la gauche un peu à l'est de la hauteur de *Le Grole* et la 2^e brigade au sud du chemin : chacune de ces lignes prenait son alignement sur le mont *Medolano* : au centre de chaque division, sur le chemin même, étaient les deux batteries divisionnaires en colonne. Le corps de la garde était alors en réserve.

B. *Divisions accolées, chaque brigade formant une ligne.*

Chaque division d'un corps d'armée forme presque toujours la moitié de chacune des deux lignes, soit l'aile droite ou l'aile gauche ; mais les procédés pour prendre cette disposition, dite *par divisions accolées*, sont différents : nous allons les examiner successivement.

La division peut avoir une brigade dans chaque ligne : or, d'après les calculs que nous avons faits, cette brigade, en admettant même qu'elle ait seulement les 6 bataillons dont elle se compose, et sans aucune troupe d'une autre arme, occupe un front de 2250 mètres, qu'il est possible de manier sur un terrain à site uniforme, mais dont la conduite présente de grandes difficultés sur un terrain couvert, coupé ou accidenté : cependant, comme la seconde ligne est indépendante de la première, au point de vue du commandement, il en résulte que le général de division n'a pas à redouter de voir relever une partie de la première par les troupes de la seconde avant que celle-là n'ait produit tout son effort : il peut même se servir de la seconde ligne parfaitement constituée et agissant sous les ordres du général de brigade, son chef reconnu, pour tenter quelque mouvement en arrière ou sur les flancs de la première ligne.

C'est cet ordre qui fut adopté à la bataille de *Waterloo*, 18 juin 1815 : le 1^{er} corps d'armée, *Drouet d'Erlon*, s'étendait

à l'est de la route de *Bruxelles* à *Charleroi*, la gauche appuyée à cette route, un peu au nord de la ferme *Belle-Alliance*, la droite vers le hameau de *Frichermont* (fig. 9) : ce corps comprenait quatre divisions commandées par les généraux *Guyot*, *Marcognet*, *Donzelot* et *Durutte*, rangées dans cet ordre de la gauche à la droite. A gauche du 1^{er} corps était le 2^e, *Reille*,

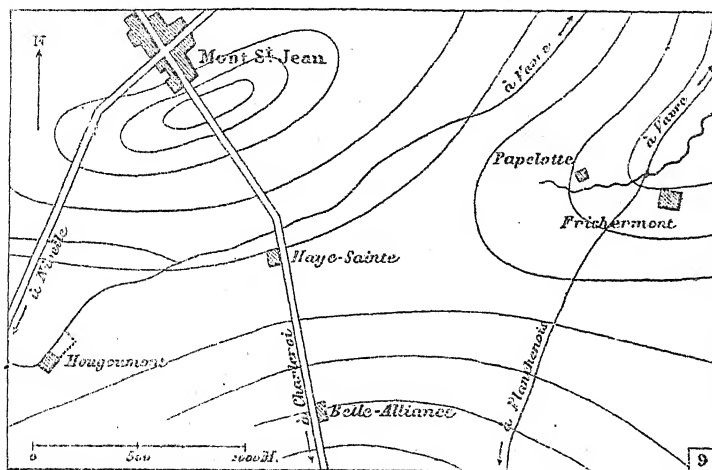


Fig. 9.

qui avait la même disposition entre le chemin du *mont Saint-Jean* à *Nivelles* et la route de *Bruxelles* à *Charleroi* : ce corps se composait des trois divisions *Foy*, *Guilleminot* et *Bachelu*, rangées dans cet ordre de la gauche à la droite, les deux premières au sud du château d'*Hongoumout*, la dernière appuyée à la route. Les deux corps d'armée n'étaient pas sur le même alignement : celui de *Reille* était dirigé de l'est à l'ouest, mais celui de *Drouet* avait sa droite au nord-est, en sorte qu'ils formaient une tenaille dont la ferme *Belle-Alliance* était le sommet.

Nous voyons la même disposition adoptée par les deux divisions *Canrobert* et *P. Napoléon* à la bataille de l'*Alma*, 20 septembre 1854. Ces deux divisions étaient formées chacune sur deux lignes, à raison d'une brigade par ligne, la 1^{re}, *Canrobert*, à droite, la 3^e, *P. Napoléon*, à gauche (fig. 10) : celle-ci avait sa gauche appuyée à la grande route d'*Eupatoria* à *Sébastopol*, tandis que l'autre avait sa droite près du chemin conduisant de *Zamrouk* vers *Almatamak* : chacune des deux batteries

d'artillerie divisionnaire était en colonne par section entre les deux lignes : le front était couvert par les tirailleurs : les pre-

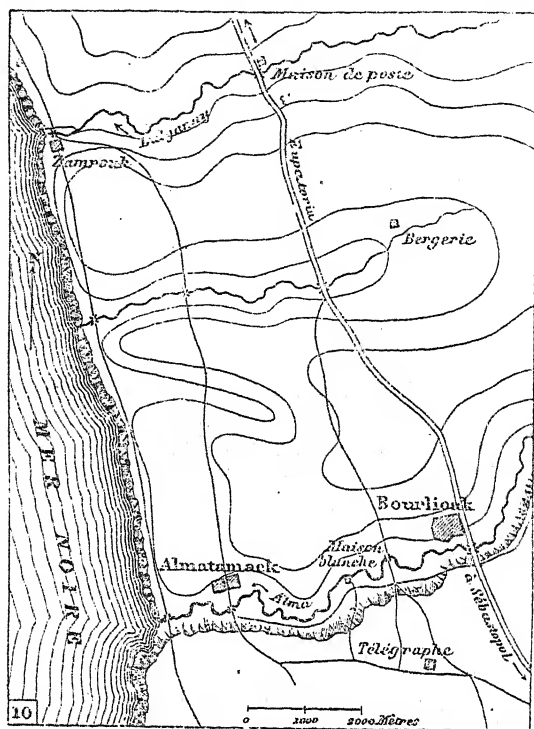


Fig. 10.

mières troupes russes étaient à 3 kilomètres environ de ceux-ci, sur la rive gauche de l'Alma.

c. Brigades accolées, chaque régiment formant une ligne.

Chacune des deux brigades d'une division peut donner l'aile droite ou l'aile gauche des deux lignes formées par la division: c'est l'ordre par *brigades accolées*.

On reproche à ce mode de répartition des troupes de trop fractionner le commandement sur la première ligne et, par suite, de faire perdre quelquefois de vue l'objectif principal. On lui attribue encore un autre inconvénient, c'est de permettre au général de brigade de relever les troupes de la pre-

mière ligne peut-être avant qu'elles aient produit tout leur effort : ce danger semble plus spécieux que réel, car le général de brigade a évidemment tout intérêt à conserver aussi longtemps que possible fraîche une partie de ses troupes : quant au premier inconvénient, il n'existe que si le général de division a négligé d'indiquer, avant l'engagement, à chaque général de brigade, le but à atteindre.

Cet ordre permet, au contraire, de faire renforcer ou relever à propos les troupes de la première ligne par celles de la seconde, puisque les unes et les autres dépendent du général de brigade et, dans le cas où les deux lignes viennent à se confondre, de diminuer le désordre, car ce sont les troupes de la même brigade, et non celles de deux brigades différentes, qui se trouvent ainsi mélangées : il présente, en outre, l'avantage de faciliter la formation des échelons et il met le général de division à même d'exécuter, sans évolutions préparatoires, une attaque par brigades échelonnées sur deux lignes, chaque brigade restant sous les ordres de son chef désigné.

C'est d'après cette méthode que fut disposé à la bataille d'Austerlitz, 2 décembre 1805, le 4^e corps, sous les ordres de Soult ; il se composait des deux divisions *Saint-Hilaire* et

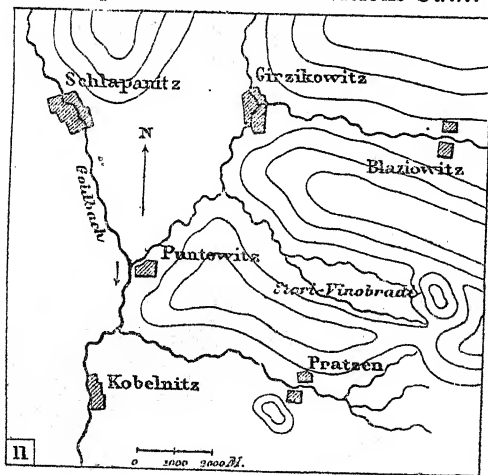


Fig. 11.

Vandamme, la première ayant sa droite appuyée au ruisseau de *Pratsen*, à l'est de *Puntowitz*, la seconde étendant sa gauche jusque vers *Girzikowitz* (fig. 11). Soult avait l'ordre d'aller

occuper le plateau de *Pratzen* et de tomber sur les queues des colonnes ennemies déjà descendues dans le ravin du *Goldbach*, afin de séparer en deux parties l'armée austro-russe : il devait gagner du terrain sur sa droite vers le village de *Pratzen* afin de laisser le terrain libre au corps de *Bernadotte* qui était en réserve : il prit donc une disposition qui lui permit de former des échelons successifs dans ce grand mouvement de conversion.

Nous voyons, à la bataille de l'*Alma*, 20 septembre 1854, le général *Bosquet*, qui devait opérer une attaque enveloppante contre l'aile gauche de l'armée russe, partager sa division, la 2^e, d'après le même principe (fig. 12). Au départ du bivac de

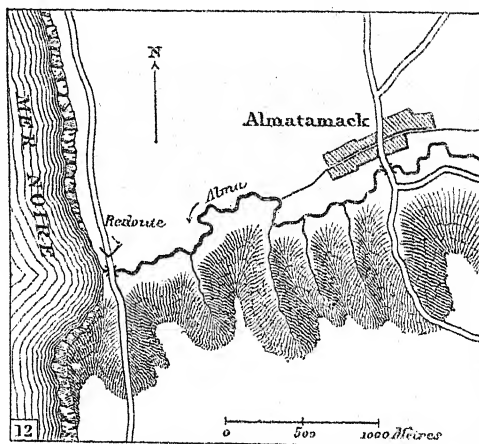


Fig. 12.

Zamrouk, sur la *Boulganag*, la division marcha en deux colonnes par brigades, l'artillerie entre les deux, la division turque en arrière et sur la droite : la 1^{re} brigade, d'*Autemarre*, était à gauche, la 2^e, *Bouat*, à droite. La colonne de gauche franchit l'*Alma* au gué d'*Almatamack*, gravit les escarpements de la rive gauche du fleuve et prit pied sur le plateau où était rangée l'armée russe : elle forma ses six bataillons sur deux lignes perpendiculairement au cours d'eau : la 2^e brigade, suivie de la division turque, après avoir franchi l'*Alma* près de son embouchure, prit à peu près la même disposition. Il est bon de remarquer, en outre, que, dans chacune des deux brigades, les bataillons étaient partiellement déployés ou partielle-

ment en colonne et que les deux lignes formées par chaque brigade n'étaient pas méthodiquement placées l'une derrière l'autre, mais affectaient la disposition des échelons.

L'ordre d'une division sur deux lignes par brigades accolées est admis en principe dans l'armée allemande comme base de la disposition de rendez-vous et, par suite, comme préparation à l'ordre primitif de bataille : il en résulte qu'en Allemagne les évolutions des troupes ne se font point par ligne, mais par brigade, et cela aussi bien dans l'infanterie que dans la cavalerie. La brigade d'infanterie allemande se dispose généralement sur trois lignes, quand elle est isolée : un bataillon de la première ligne forme ce que les Allemands appellent l'*avant-ligne*, ou un bataillon de la deuxième ligne forme l'*arrière-garde*. Lorsque la brigade agit conjointement avec d'autres, elle peut se disposer seulement sur deux lignes, à raison d'un régiment par ligne. Quant à la brigade de cavalerie, elle se range sur trois lignes, car elle est composée de trois régiments et elle en met un par ligne.

c. *Régiments accolés ayant chacun un ou deux bataillons sur la même ligne.*

Chacun des quatre régiments de la division peut fournir l'aile droite, l'aile gauche, le centre droit ou le centre gauche de l'ordre de bataille : c'est le procédé de l'ordre par *régiments accolés*.

Cette disposition a été quelquefois adoptée pour les divisions de réserve lorsqu'elles sont formées en colonne par régiment, ainsi que nous le verrons plus loin, mais elle ne l'a pas été jusqu'ici pour les divisions placées sur les lignes de bataille engagées dans un combat : bien qu'elle n'ait pas encore été mise en pratique, elle paraît devoir présenter de grands avantages et il est indispensable d'en indiquer les principes.

Nous avons déjà dit que, dans la plupart des armées européennes, le bataillon contient 1000 hommes : la ligne qu'il forme, les soldats étant sur deux rangs, est mathématiquement égale à 375 mètres sur le terrain d'exercice : un régiment composé de 3 bataillons formés sur une seule ligne occupe donc, lorsque les bataillons sont déployés ou en colonne à intervalle de déploiement, un front de 1165 mètres, y compris deux intervalles de 20 mètres. Or, au commencement de ce siècle,

lorsque l'infanterie se formait sur trois rangs, ce front contenait 4500 hommes, soit 9 bataillons à 500 hommes, c'est-à-dire une très-forte brigade ou une faible division : en observant que, déjà à cette époque, on avait souvent renoncé à former une division et même une brigade sur une seule ligne, parce que l'on trouvait celle-ci trop étendue pour être facilement maniable, on en a conclu logiquement que, le même inconvénient se présentant actuellement pour un régiment à 3 bataillons de 1000 hommes sur deux rangs déployés, il était préférable de fractionner encore la ligne, et l'on est ainsi naturellement arrivé à proposer l'ordre par régiments accolés. Il faut, du reste, remarquer que cette longueur de 375 mètres indiquée pour le front d'un bataillon déployé est un minimum : dans bien des cas, elle devient plus considérable et il semble que l'on doive accepter comme maximum celle de 750 mètres, c'est-à-dire les 1000 hommes étant sur un rang et coude à coude : le front du régiment atteindrait alors 2250 mètres, ce qui est inadmissible, il faut le reconnaître.

On peut donc dire que l'ordre par régiments accolés s'impose comme une conséquence de l'accroissement numérique des bataillons ainsi que des modifications introduites à l'armement et de la multiplicité des habitations, des séparations de culture, des travaux de canalisation et des voies ferrées qui répandent de plus en plus à la surface du sol les obstacles artificiels donnent forcément lieu à des combats locaux.

Cet ordre fractionne la première ligne dont il augmente la mobilité, tout en ne laissant pas au chef de chaque bataillon l'indépendance presque absolue dont il disposait jadis dans certains cas, puisque le colonel, le général de brigade et le général de division, ayant chacun un front moins étendu à diriger, peuvent agir plus efficacement sur cette ligne: il permet de former par régiment des échelons ayant chacun leur chef reconnu et pouvant par conséquent prononcer plus aisément les mouvements enveloppants qui ont aujourd'hui une si grande importance : il laisse à la disposition du colonel des troupes fraîches qu'il peut employer à propos pour renforcer, relever ou prolonger la première ligne, et cela sans désordre, car les troupes qui viennent s'ajouter aux premières sont sous le commandement du même chef : il semble donc offrir les meilleures garanties pour le combat : sans doute, il n'est pas parfait,

mais il est de beaucoup supérieur à tous ceux que l'on a employés jusqu'ici. Cette substitution de l'action *par aile* à l'action *par ligne*, de l'emploi *successif* des fractions constituées à leur emploi *simultané*, est la conséquence incontestable de la trop grande étendue des lignes ainsi que du besoin impérieux d'éviter la confusion qui résulte de l'emploi des tirailleurs en grandes bandes.

Voici les principales des nombreuses combinaisons que l'on peut ainsi obtenir :

La division peut se former sur trois lignes à quatre bataillons chacune, un régiment à l'aile droite, un au centre droit, un au centre gauche et un à l'aile gauche (fig. 13).

Il peut n'y avoir que trois régiments accolés, constituant respectivement l'aile droite, le centre et l'aile gauche ; le quatrième régiment est alors en réserve derrière les lignes formées par les trois autres (fig. 14).

Chaque régiment peut ne placer qu'un bataillon en première ligne et en mettre deux en seconde, ou inversement placer deux bataillons en première ligne et en mettre un en seconde : on obtient ainsi, dans le premier cas (fig. 15), une première ligne de quatre bataillons et une seconde de huit : dans le second cas (fig. 16), la première ligne a huit bataillons et la

4.R 3.R 2.R 1.R

Fig. 13

2.B 1.B

Fig. 14

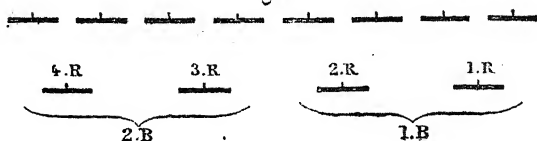
2.B 1.B 4.R

Fig. 15

seconde n'en a que quatre : dans les deux cas, il y a un régiment à l'aile droite, un au centre droit, un au centre gauche

et un à l'aile gauche. Si le général de division veut conserver

Fig.16



une réserve, il y emploie l'un des régiments et les trois autres forment respectivement l'aile droite, le centre ou l'aile gauche des deux lignes (fig. 17 et 18).

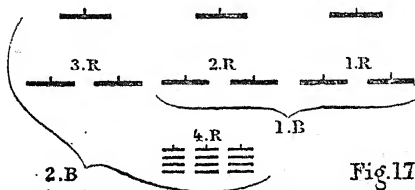


Fig.17

adopter pour sa disposition les ordres

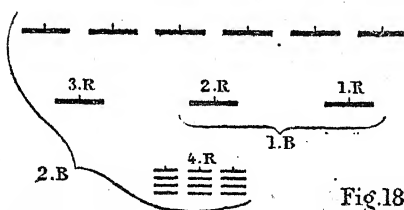


Fig.18

celui que représente la figure 19 et dans lequel une brigade

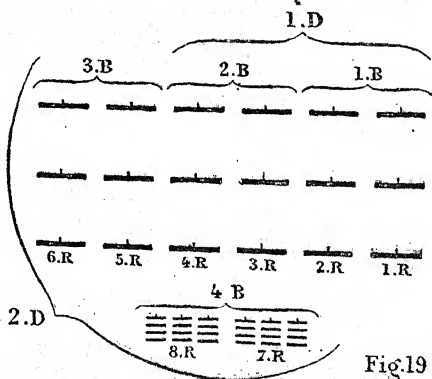


Fig.19

forme respectivement l'aile droite, le centre ou l'aile gauche

des trois premières lignes tandis que la quatrième est en réserve.

Il est, du reste, évident que cet ordre de bataille par régiments accolés dans la brigade, par brigades accolées dans la division et par divisions accolées dans le corps d'armée, présente de grands avantages, non-seulement comme disposition de combat, mais aussi pour l'installation au repos et pour faire passer les troupes de la situation du repos à celle de marche ou de combat et réciproquement.

B. RÔLE ET COMPOSITION DE CHAQUE LIGNE.

La première ligne d'un ordre de bataille est généralement composée des troupes employées au service de surveillance et de sûreté : son but est, selon les circonstances, d'engager ou de soutenir le combat. La cavalerie, dite de *contact*, qu'elle comprend, se tient à une distance assez grande en avant pour masquer les mouvements et la force des autres troupes ainsi que pour chercher à connaître la force de l'ennemi et prévenir à temps voulu des mouvements qu'il exécute. Derrière la cavalerie sont des parties plus ou moins considérables des régiments d'infanterie dont le gros, placé en arrière, est presque toujours accompagné de batteries de l'artillerie divisionnaire. Dans cette première ligne, dont la disposition doit permettre le prompt passage de l'ordre de station à l'ordre de marche et à l'ordre de combat ou inversement, les troupes de cavalerie et d'infanterie font usage de l'ordre dispersé : en station, elles surveillent les approches du camp : en marche, elles couvrent la colonne : au combat, elles engagent l'action, elles se hâtent d'occuper les positions favorables, elles luttent avec la plus grande énergie tant pour déconcerter l'adversaire que pour donner le temps d'arriver aux troupes qui se trouvent derrière elles.

La deuxième ligne est le soutien direct de la première qu'elle peut être appelée à renforcer, à relever ou à prolonger dans le combat : s'il n'y a pas de troisième ligne, elle a rarement un autre rôle. Quand il y a plus de deux lignes, la troisième ligne peut être dépendante des deux premières, comme dans l'ordre par régiments accolés, et elle a, en réalité, le même objet par rapport à la deuxième que celle-ci par rapport à la première.

Si la troisième ligne est indépendante des deux autres, elle devient une véritable réserve, surtout lorsque l'ordre de bataille ne comporte pas plus de trois lignes : elle peut être employée comme réserve partielle ou générale, c'est-à-dire être spécialement affectée à une partie de l'ordre de bataille, ou rester dans une position telle qu'elle soit à même de secourir n'importe quelle partie de cet ordre : ainsi envisagée, la réserve constitue le dernier moyen dont dispose le commandant de la troupe pour porter le coup décisif : mais quelquefois on en fait cependant usage pour exécuter une opération relativement indépendante, c'est à-dire pour prononcer un mouvement enveloppant ou pour faire face à une attaque imprévue. Le gros de la deuxième et de la troisième ligne forme le gros du camp et se repose lorsque les troupes sont en station : il constitue le gros de la colonne dans une marche : il se compose, sur le terrain du combat, des bataillons non engagés en arrière des ailes desquels se disposent les escadrons de cavalerie qui ne sont pas employés aux fausses attaques et avec lesquels opèrent les batteries divisionnaires non engagées sur la première ligne. Quant à la réserve, dont la troisième ligne tient quelquefois lieu ainsi que nous l'avons fait observer, elle se place sur les derrières de l'ordre de bataille, tant au camp qu'en colonne et sur le terrain du combat : elle est formée de troupes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie d'une force relative indéterminée et dont les proportions dépendent des circonstances locales. En arrière de la réserve viennent enfin les divers services des non-combattants.

D'après ce que nous avons dit plus haut, l'objet des lignes successives d'un ordre de bataille est de relever, de renforcer directement ou de prolonger la première ligne ainsi que d'agir même en dehors de la direction principale du combat. L'histoire nous offre, en effet, des exemples de ces divers modes d'action.

La bataille de *Solferino*, 24 juin 1859, nous fournit un remarquable exemple de troupes de deuxième ligne et de réserve venant relever, renforcer directement et même prolonger la première ligne. La division *Forey*, 1^{re} du 1^{er} corps d'armée, tenait la droite de ce corps et s'était formée sur deux lignes : à la première ligne était la 1^{re} brigade, *Dieu* ; à la seconde la 2^e brigade, d'*Alton* (fig. 20). La 1^{re} brigade, après s'être emparée

du mont *Feline*, avait descendu les revers de cette colline et s'était portée dans la direction de Solferino, chassant de crête en crête les troupes ennemies dont le nombre s'augmentait sans cesse : devant ces forces supérieures, cette brigade fut forcée de s'arrêter, tant étaient grandes les pertes subies. La 2^e brigade reçut alors l'ordre de s'engager : elle vint se placer sur la droite de la 1^{re} en se dirigeant vers la tour de *Solferino* : mais prise de front et d'écharpe, elle fut obligée de ralentir sa

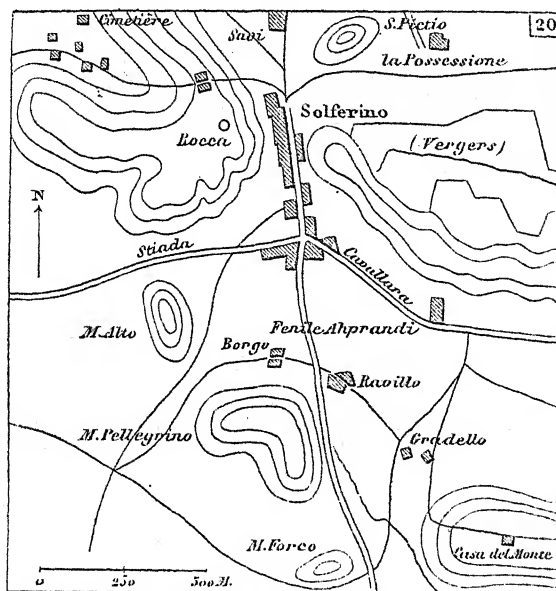


Fig. 20.

marche. *Forey* qui voulait agir sur les derrières du village de *Solferino*, mais qui ne pouvait y parvenir en raison du peu de forces dont il disposait, fit demander du renfort : la division des voltigeurs de la garde le lui fournit : le général *Camou*, qui la commandait, dirigea sa 1^{re} brigade, *Manèque*, vers la droite de la division *Forey*, au-devant des colonnes autrichiennes qui descendaient de *Casa del Monte* : deux bataillons de cette brigade renforcèrent directement la division *Forey* et prirent position entre les deux brigades *Dieu* à gauche et d'*Alton* à droite : les autres bataillons dépassèrent la brigade d'*Alton* et se jetèrent sur les brigades *Hoditz* et *Reznitchek* qui garnissaient les hau-

teurs de *Forco* et *Pellegrino* : le bataillon de chasseurs de la garde, qui formait la gauche de cette nouvelle ligne, tourna le village de *Solferino* et s'en empara : quant à la 2^e brigade des voltigeurs, elle était allée, sous les ordres du général *Picard*, renforcer la division *Bazaine* placée à la gauche de la division *Forey*.

Nous savons qu'au début de la bataille de l'*Alma*, 20 septembre 1854, la division *Canrobert* était formée sur deux lignes, la 1^{re} brigade, *Bourbaki*, en première ligne, et la 2^e brigade, *Vinoy*, en seconde ligne. Quand cette division eut traversé l'*Alma* près de la *Maison blanche* et gravi les hauteurs de la rive gauche du cours d'eau, elle se forma sur une seule ligne, la 2^e brigade venant se placer à la droite de la 1^{re} ; c'est dans cet ordre qu'elle attaqua et enleva la position du *Télégraphe*. A cette même bataille, la division *Forey*, qui servait de réserve, employa sa 2^e brigade, *d'Aurelle*, à soutenir la division *Canrobert*, tandis que sa 1^{re} brigade, *de Lourmel*, allait former la réserve spéciale de la division *Bosquet*, en franchissant l'*Alma* près de son embouchure (fig. 21, 40, 42).

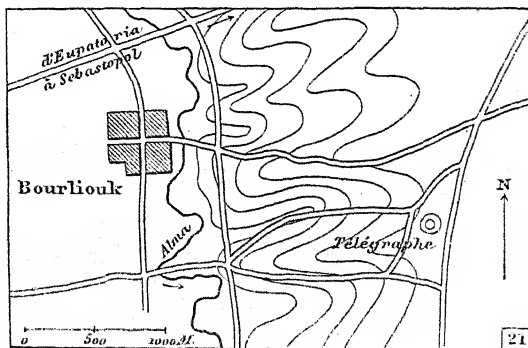


Fig. 21.

A la bataille de la *Rothière*, 1^{er} février 1814, la division *Gérard*, disposée sur deux lignes, formait la droite de l'ordre de bataille entre la *Rothière* et *Dieuville* (fig. 22) *Giulay*, qui commandait l'aile gauche de l'armée ennemie, ayant passé sur la rive gauche de l'*Aube* par *Unienville*, dirigea une partie de ses troupes contre *Dieuville* afin de couper à l'armée française la route de *Troyes*. Pour s'opposer à ce mouvement, *Gérard* mit sa seconde ligne en crochet, face à l'ouest, sur la

rive droite du cours d'eau : cette troupe eut alors à livrer un combat particulier pour la défense du pont de *Dieuville*, tandis

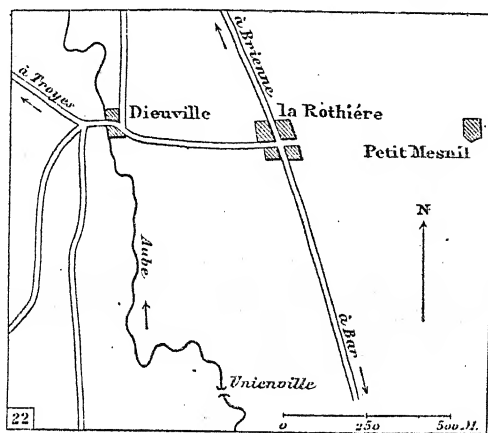


Fig. 22.

que la bataille se livrait sur le front de *Dieuville, la Rothière, Petit-Mesnil*.

C. FORMATIONS DES TROUPES DANS LES LIGNES ET DISTANCES ENTRE LES LIGNES.

En étudiant l'ordre de bataille sur une seule ligne, nous avons dit que l'on y a formé les troupes soit déployées, soit en colonne à intervalle de déploiement, soit en colonne à intervalle serré : il en est de même pour la première ligne d'un ordre de bataille sur plusieurs lignes. Selon le but offensif ou défensif du combat, selon les circonstances locales, c'est toujours l'emploi de ces formations qui a prévalu pour les petites unités de la première ligne dans toutes les batailles livrées depuis le commencement du siècle, sauf dans celles qui ont eu lieu récemment, c'est-à-dire en 1866 et en 1870. Actuellement, c'est l'ordre dispersé qui est la caractéristique du combat en avant de la première ligne et c'est l'ordre en *ligne de colonnes* qui prévaut pour la formation de celle-ci : nous en avons déjà indiqué les principes au *Titre V* : nous nous abstenons donc d'y revenir. Nous rappelons seulement que la plus grande analogie existe entre les dispositions adoptées pour le système

de surveillance au repos ou en marche et celles qui sont admises pour la première ligne au combat : très-dispersés pour exécuter leur service, les sentinelles ou vedettes des grand'gardes, les éclaireurs et les flanqueurs des diverses gardes de marche, voient leur réseau se renforcer, dès que le combat est engagé, par l'entrée successive en première ligne des petits postes ou des patrouilles et de la pointe, des gros des grand'gardes ou des gardes de marche et enfin de la réserve de l'un ou l'autre système. La première ligne se trouve dès lors généralement constituée de la façon suivante :

1° Une ligne de tirailleurs ;

2° Une ligne de renforts que forment de petits groupes constitués ;

3° Une ligne de soutiens fournis par le reste de chacune des compagnies qui a donné une partie de chacune de ces deux premières lignes ;

4° Une ligne de gros dont chacun comprend, pour chaque bataillon, une partie ou la totalité des compagnies non engagées.

Lors du commencement de l'action, c'est-à-dire dans l'ordre primitif, quand les diverses parties du réseau de surveillance se sont rapprochées des hommes isolés qui sont en avant, on peut estimer, ainsi qu'il suit, les distances à observer entre les diverses parties de la première ligne :

1° 100 à 150 mètres entre les tirailleurs et leurs renforts ;

2° 200 à 300 mètres entre les renforts et leurs soutiens ;

3° 500 mètres entre les soutiens et les gros.

En conséquence, si les batteries ennemies sont à 500 mètres des tirailleurs, et l'on ne peut admettre qu'elles soient plus rapprochées, sauf quand des obstacles les masquent aux coups de la mousqueterie, elles sont alors à une distance de 1300 à 1450 mètres des diverses parties du gros de la première ligne : celles-ci peuvent donc presque toujours se soustraire plus ou moins aux effets des gros projectiles, soit en se cachant derrière un abri naturel ou artificiel, soit en se couchant, soit en se déplaçant de quelques pas en avant si elles ne peuvent se défilier et dès qu'elles s'aperçoivent de la régularité du tir des batteries ennemies les ayant prises pour objectif.

Quant aux troupes de la deuxième ligne, elles peuvent adopter les formations en ligne déployée et en ligne de colonnes, telles

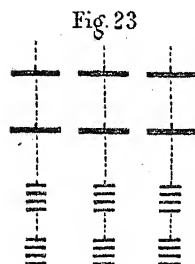
que nous les avons déjà indiquées. La distance entre la première et la seconde ligne doit être telle, quand les troupes sont au camp ou en marche, que celles-ci puissent prendre leur repos ou exécuter leur mouvement sans encombrement. Au combat, elle doit permettre aux troupes qui sont en arrière de prêter à celles de la première ligne un appui efficace : jadis, cette distance n'excédait point 400 mètres au début de l'action ; nous la voyons même, dans l'ordre de bataille primitif de l'armée française à *Waterloo*, n'être que de 60 à 100 mètres entre les deux lignes formées par les divisions du 1^{er} corps, *Drouet d'Erlon*, et du 2^e, *Reille* (fig. 9). Cela tient à ce que le tir des armes à feu portatives et des pièces de l'artillerie de campagne n'avait pas atteint le degré de perfectionnement auquel il est parvenu de nos jours : il convient d'ajouter, en outre, qu'à cette époque, la première ligne avait très-peu de profondeur tandis que maintenant, comme nous l'avons montré plus haut, celle-ci peut être de plus de 1000 mètres. La grande portée et la justesse du tir actuel d'une part, la profondeur de la première ligne d'autre part, ont donc pour conséquence inévitable de porter la deuxième ligne beaucoup plus en arrière que dans les temps passés, et l'on peut affirmer, sans exagération, qu'au début d'une bataille, elle peut être à 500 mètres au moins derrière le gros de la première, c'est-à-dire à près de 2000 mètres des batteries ennemies, à 1400 mètres environ des tirailleurs de la première ligne et, par conséquent, à 1500 mètres au moins des tirailleurs de l'adversaire.

La troisième ligne, les lignes suivantes quand il y en a, et la réserve qui se compose souvent, du reste, de la troisième ligne, se forment presque toujours en ordre concentré derrière des obstacles les masquant aux vues de l'artillerie ennemie : quant aux distances à observer entre elles, il semble qu'elles peuvent sans inconvénient être de 1000 mètres au moins, de façon à les préserver des gros projectiles et à les maintenir intactes en dehors des fluctuations qui se manifestent dans les lignes qui sont devant elles, tout en les mettant cependant à même d'appuyer et de secourir celles-ci.

Telles sont, en raison des nouvelles conditions de la tactique, les formations et les distances à adopter dans les ordres de bataille sur plusieurs lignes au début d'une action : il est évident que ces distances tendent à varier pendant le combat,

sélon que les lignes se rapprochent jusqu'au point de se confondre ou s'éloignent de façon à devenir absolument indépendantes.

Quant à l'emplacement des troupes des lignes non engagées par rapport à celles de la première, il peut présenter deux aspects différents qui sont l'ordre *plein sur plein*, ou *plein sur vide*. Avec la première méthode (fig. 23), le drapeau de toute troupe en arrière suit les traces du drapeau de la troupe qui lui correspond dans la ligne précédente : les mouvements sont ainsi plus faciles et offrent moins de désordre ; en outre, dans un terrain favorable, les troupes qui ne sont pas engagées peuvent se rapprocher de celles qui prennent part à la lutte sans



que l'ennemi s'aperçoive du mouvement. Avec la seconde méthode (fig. 24), le drapeau de toute troupe en arrière se

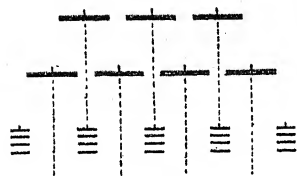


Fig 24

dirige sur le milieu de l'intervalle séparant deux troupes correspondantes dans la ligne qui est en avant, et la disposition affecte la forme d'un échiquier ou d'un quinconce : si les intervalles de la première ligne se sont beaucoup augmentés, il peut être avantageux de

disposer ainsi les lignes suivantes afin de faire supposer à l'ennemi, souvent empêché par la fumée, l'éloignement ou les formes du terrain, de reconnaître exactement les dispositions prises, qu'il n'y a pas de lacune dans la première ligne ; enfin, avec ce procédé on peut faire déborder les ailes de celle-ci par celles des lignes suivantes.

Article III. — Ordre en colonne.

La disposition en colonne peut avoir trois objets distincts : la marche, l'évolution ou le combat offensif ; une grande unité tactique peut donc se former en colonne de route, d'évolution ou d'attaque.

§ I. *Colonne de route.*

L'ordre en colonne de route est la disposition adoptée par toute grande unité tactique qui exécute une marche par étapes. Nous en ferons une étude spéciale dans le *Titre XIV* qui concerne les grandes unités tactiques en marche.

§ II. *Colonne d'évolution.*

La colonne d'évolution, vulgairement dite de manœuvre, est employée :

- 1° Pour disposer les troupes non engagées ;
- 2° Pour mouvoir les troupes sur le champ de bataille.

Dans le premier cas, la colonne est presque toujours à distance serrée, tandis que dans le second elle est le plus souvent à distance entière.

A. COLONNE A DISTANCE SERRÉE.

L'ordre en colonne à distance serrée est, concurremment avec la ligne de colonne à intervalle serré, une des dispositions employées pour former les troupes de l'ordre de bataille qui ne sont pas engagées et surtout la réserve.

Voici les dimensions des diverses unités tactiques ainsi disposées :

	front	profondeur
1 bataillon de 6 pelotons en colonne par peloton.	62 ^m ,50	32 ^m ,00
1 régiment à 3 bataillons	62 ^m ,50	108 ^m ,00
1 brigade à 2 régiments	62 ^m ,50	222 ^m ,00
1 batterie montée en bataille	80 ^m ,00	40 ^m ,00
1 colonne serrée de 4 batteries.	80 ^m ,00	140 ^m ,00
1 escadron en bataille	75 ^m ,00	6 ^m ,00
1 régiment à 4 escadrons en colonne serrée . .	75 ^m ,00	60 ^m ,00

Un corps d'armée, composé comme nous l'avons déjà dit plus haut, défalcation faite du personnel et du matériel des services accessoires, peut donc former une seule colonne de 1600 mètres environ de profondeur sur 80 mètres de front, mais cette disposition n'a presque jamais été employée et on lui préfère le partage en colonnes par division, par brigade ou par régiment, ainsi que nous allons l'expliquer.

Dans l'ordre en colonne à distance serrée par division, analogue sous le rapport de la répartition du commandement à l'ordre en ligne par divisions accolées, chacune des deux colonnes formées par le corps d'armée a une profondeur de 450 mètres et un front de 62^m,50 pour les troupes d'infanterie qu'elle comporte; les batteries d'artillerie divisionnaire et de corps d'armée, les escadrons de cavalerie divisionnaire ou de corps d'armée peuvent, soit former des petites colonnes indépendantes sur le flanc de celles d'infanterie ou entre celles-ci, soit occuper une place à la tête, au milieu ou à la queue de ces colonnes. Quant à l'intervalle qui sépare les colonnes ainsi obtenues, il ne saurait être déterminé.

C'est cet ordre qui fut employé pour le 6^e corps, commandé par Mouton, à la bataille de *Waterloo* (fig. 9). Chacune des deux divisions dont il se composait se forma en une seule colonne, la première à l'ouest de la route de *mont Saint-Jean* à *Charleroi*, la seconde à 20 mètres d'intervalle à gauche de la première; toutes deux étaient derrière la droite du 2^e corps, dont elles étaient destinées à former la réserve. L'artillerie divisionnaire était placée sur les flancs extérieurs; il n'y avait pas de cavalerie divisionnaire.

Lorsque chaque brigade forme une colonne, c'est-à-dire quand les brigades sont accolées, la profondeur du corps d'armée est réduite à 225 mètres; c'est ainsi qu'étaient disposées les deux divisions de la garde, *Duhesme* et *Morand*, à la bataille de *Waterloo*. Devant elles se trouvait la 1^{re} division, *Friant*, appartenant au même corps, qui était sur deux lignes par bataillon en masse à intervalle serré, tandis que les deux autres formaient chacune une colonne par brigade, soit quatre colonnes à 20 mètres d'intervalle, deux à l'est et deux à l'ouest de la route de *Mont Saint-Jean* à *Charleroi*. Le corps de la garde était alors en réserve derrière le 6^e corps; les batteries d'artillerie qu'il comprenait étaient placées sur les flancs extérieurs; quant à la cavalerie de la garde, elle formait des lignes indépendantes de l'infanterie (fig. 9).

Enfin, dans l'ordre en colonne par régiments accolés, chaque régiment d'infanterie ou de cavalerie forme une seule colonne, ainsi que le groupe des quatre batteries divisionnaires. C'est cette disposition qui fut à peu près adoptée pour la division *Forey*, réserve de l'ordre de bataille primitif de l'armée fran-

gaise à la bataille de l'*Alma* (fig. 10). Cette division, forte de 4 régiments à 2 bataillons et d'un bataillon de chasseurs, était placée derrière la division *P. Napoléon*, chaque corps de troupe formant une seule colonne; les deux batteries d'artillerie divisionnaire étaient chacune en bataille derrière les colonnes formées par chaque brigade. Il n'y avait point de cavalerie divisionnaire.

B. COLONNE A DISTANCE ENTIÈRE.

Lorsqu'une grande unité tactique doit évoluer sur le champ de bataille à portée du canon, elle ne reste jamais disposée en colonne à distance serrée; si cette colonne est d'infanterie, elle peut se former soit en colonne à distance entière ou à demi-distance, soit en colonne par bataillon en masse à demi-distance ou à distance de déploiement; la cavalerie se dispose presque toujours en colonne à distance entière pour évoluer; quant à l'artillerie, elle manœuvre peu, car son rôle est surtout de choisir une bonne position où elle puisse rester le plus longtemps en action, et lorsqu'il est nécessaire de la mouvoir sur le champ de bataille, elle le fait rarement par groupe de plusieurs batteries.

Une brigade de 6 bataillons d'infanterie en colonne par peloton, à raison de 6 pelotons par bataillon, a une profondeur moyenne de :

2300 mètres, en colonne à distance entière, ou en colonne par bataillon en masse à distance de déploiement;

1400 mètres, en colonne à demi-distance;

600 mètres, en colonne par bataillon en masse à demi-distance.

D'après ces données numériques, on voit aisément qu'il est impossible de faire évoluer un corps d'armée ou une division sur une seule colonne, quelle que soit, du reste, la formation des bataillons dans cette colonne; même pour la brigade, les deux seules dispositions que l'on puisse adopter sont la colonne à demi-distance et la colonne par bataillon en masse à demi-distance. Quant au régiment de 3 bataillons en colonne par peloton, à raison de 6 pelotons par bataillon, il a une profondeur moyenne de :

1100 mètres, en colonne à distance entière, ou en colonne par bataillon en masse à distance de déploiement;

650 mètres, en colonne à demi-distance;
260 mètres, en colonne par bataillon en masse à demi-distance.

Aucune de ces colonnes n'a une profondeur trop considérable pour en interdire le maniement sur un champ de bataille.

Enfin, dans la cavalerie, la profondeur est de 750 mètres pour une brigade de deux régiments en colonne avec distance par peloton, ou de 370 mètres environ pour un régiment dans le même ordre; on peut donc aisément faire mouvoir les troupes de cette arme en colonne par brigade.

Étant connues les dimensions d'une colonne d'infanterie ou de cavalerie, il nous reste à rechercher, dans l'histoire des guerres passées, quelles sont, parmi les dispositions énoncées plus haut, celles qui ont été employées et considérées comme avantageuses.

A la bataille d'*Austerlitz*, 2 décembre 1805, *Davout* avait reçu l'ordre de renforcer l'extrême droite de l'armée française; il amenait de *Nicholsbourg* la division de dragons *Bourcier*, forte de 18 escadrons, la division *Friant*, forte de 5 régiments à 2 bataillons et 4 batteries (fig. 25); en suivant la route, ces

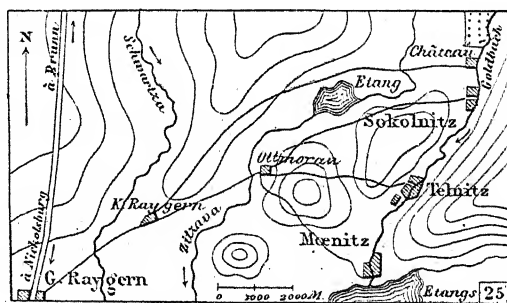


Fig. 25.

deux divisions ne formaient qu'une seule colonne, la cavalerie en tête; lorsque après avoir quitté la route à *Gross-Raygern* pour appuyer à l'est, elles eurent atteint *Klein-Raygern*, comme elles allaient évoluer à portée de canon de l'armée austro-russe qui descendait des hauteurs de *Pratzen*, elles se fractionnèrent en plusieurs colonnes. La division *Bourcier* se dirigea en une seule colonne vers l'espace entre *Telnitz* et *Mœnitz*, après avoir franchi la *Zizawa* au pont d'*Ottmouau*.

Le régiment léger de la division *Friant* passa par ce même pont et se porta en une seule colonne dans la direction de *Telnitz* ; la première brigade, après avoir traversé le pont d'Ottmorau, laissa l'étang de *Sokolnitz* à sa gauche et marcha en une seule colonne vers le village de *Sokolnitz* ; la seconde brigade se dirigea de *Klein-Raygern* sur le château de *Sokolnitz* en laissant l'étang sur sa droite ; chaque colonne avait avec elle une ou deux batteries ; dans ce mouvement, l'infanterie et la cavalerie étaient en colonne à distance entière. Par ce fractionnement de la troupe en plusieurs colonnes, Davout put couvrir rapidement le flanc droit de l'armée française, but qu'il avait l'ordre d'atteindre.

La plupart des écrivains militaires et des généraux les plus renommés, depuis Frédéric II jusqu'au maréchal Bugeaud, ont recommandé l'emploi de la colonne à distance entière pour toute troupe qui est obligée, dans une évolution sur le champ de bataille, de prêter le flanc à l'ennemi ; c'est, en effet, la disposition qui permet le mieux à une grande unité tactique de passer rapidement de l'ordre en colonne à l'ordre en ligne ou inversement. Nous voyons cependant *Mas-sena* agir autrement à la bataille de *Wagram*, 6 juillet 1809 ; le 4^e corps, dont il avait le commandement, comprenait les quatre divisions d'infanterie *Carra Saint-Cyr*, *Molitor*, *Légrand* et *Boudet* ; les trois premières étaient rangées sur une seule ligne de bataillons en colonne serrée à intervalle de déploiement et de la droite à la gauche dans l'ordre ci-dessus énoncé, la droite vers *Aderklaa*, la gauche vers *Breitenlee* (fig. 26) ; la division *Boudet* était dans *Aspern* ; la division de cavalerie légère *Lassalle* était en arrière

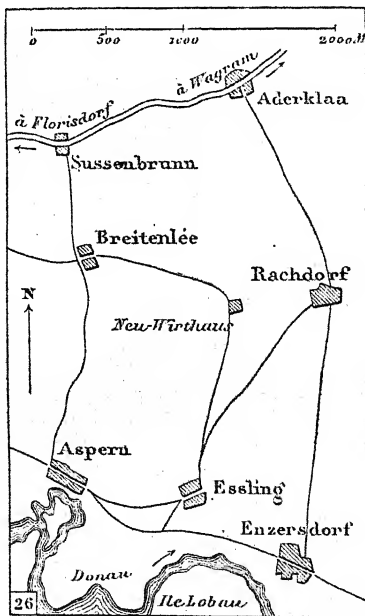


Fig. 26.

de la division *Legrand*. Profitant de l'espace libre qui se trouvait entre cette division, extrême gauche de l'ordre de bataille de l'armée française et le *Danube* dont la division *Boudet* défendait seule les abords, les généraux *Klenau* et *Kolowrath*, qui formaient l'aile droite de l'armée autrichienne, cherchèrent à couper notre armée par sa gauche et à détruire les ponts qui nous avaient permis de traverser le fleuve. *Masséna* fit alors exécuter à son corps d'armée une marche de flanc vers *Essling*; les bataillons changèrent de direction et la colonne ainsi formée se mit en marche, chaque bataillon étant en masse mais conservant entre lui et les bataillons voisins une distance égale à l'intervalle de déploiement; dans cette évolution, le corps d'armée passa par *New-Wirthaus*; son mouvement était protégé par les cuirassiers de la division *Saint-Sulpice*, par les cavaliers légers de la division *Lassalle* et par les batteries d'artillerie divisionnaire; celles-ci prenaient des positions successives; lorsque la cavalerie autrichienne s'approchait de la colonne, l'infanterie se formait en carrés pleins. *Masséna* put ainsi forcer *Klenau* et *Kolowrath* à s'arrêter, puis leur reprendre *Essling*; ensuite il reforma la ligne par un changement de direction des bataillons qui se retrouvèrent dans le même ordre qu'avant l'exécution de la marche de flanc. Cette évolution fut couronnée de succès, mais la colonne avait terriblement souffert des projectiles de l'artillerie ennemie et *Masséna* ne l'avait ainsi disposée que pour permettre à chaque chef de bataillon d'avoir bien dans la main les hommes qu'il avait sous ses ordres, car la situation était très-critique et le corps d'armée ne comprenait guère que des jeunes soldats.

Nous avons déjà cité l'exemple de la division *Bosquet* à la bataille de l'*Alma*, quittant son bivac pour se porter contre la gauche de l'armée russe en deux colonnes formées chacune d'une brigade et entre lesquelles les deux batteries d'artillerie divisionnaire marchaient en colonne par section: il n'y avait pas de cavalerie attachée à cette division (fig. 10): quant aux bataillons d'infanterie, ils étaient en colonne à distance entière.

En résumé, il semble que pour mouvoir des troupes sur le champ de bataille, la meilleure disposition est la colonne à distance entière et que le maximum des troupes à former en une seule colonne est un régiment d'infanterie ou une brigade de cavalerie: aujourd'hui la portée des armes à feu et la nature

des projectiles de l'artillerie sont telles qu'il faut renoncer à l'emploi des colonnes serrées et profondes pour exécuter des évolutions : celles-ci, comme nous l'avons dit plus haut, doivent être réservées pour les troupes non engagées qu'elles permettent de concentrer sur une superficie de terrain relativement peu considérable, dans le but d'en cacher la force à l'ennemi.

C. COLONNE D'ATTAQUE.

L'ordre en colonne d'attaque est, à notre époque, considéré comme mauvais et dangereux : il fut en honneur dans les dernières guerres du premier empire, mais il était plutôt la conséquence de considérations morales que l'origine d'une nouvelle tactique : nos troupes ne se composaient alors presque que de recrues et nos adversaires avaient pris comme principe de nous livrer surtout des batailles défensives : la nécessité d'attaquer de formidables positions avec des soldats peu aguerris avait amené l'usage de colonnes profondes qui, en fait, eurent quelques succès, mais éprouvèrent encore plus de revers. On en comprend aisément la cause : même à cette époque où, dans certaines circonstances, l'emploi de la baïonnette était préférable à l'action des armes à feu, une colonne profonde, telle que peut l'être celle d'une division, d'une brigade et même d'un régiment, était peu maniable : écrasée par le canon, débordée par l'ennemi, prise en flanc et à revers par la mousqueterie et les charges de la cavalerie, la masse ainsi formée cherchait à se déployer pour faire usage de ses feux : ne pouvant y parvenir faute de temps et d'espace, les subdivisions qui la composaient se confondaient, tourbillonnaient et se retiraient presque toujours dans le plus grand désordre, mais après avoir subi des pertes considérables. Sous ce rapport, la cavalerie et l'infanterie sont dans les mêmes conditions : ni l'une ni l'autre ne doit se disposer en colonnes profondes d'attaque : de nombreux exemples historiques, pris dans les batailles livrées au commencement du siècle, prouvent évidemment les dangers d'une semblable disposition : comme l'ordre en colonne était déjà justement condamné à une époque où les armes à feu étaient loin d'être aussi parfaites que maintenant, nous nous abstenons de citer ces exemples, presque tous né-

gatifs, d'autant plus que cette disposition semble avoir été définitivement abandonnée.

On reconnaît aujourd'hui qu'il vaut mieux employer des lignes de bataillons ou d'escadrons en colonne à intervalle de déploiement permettant de fournir plusieurs efforts simultanés ou successifs. C'est cette disposition que nous avons déjà indiquée au *Titre V* et, dans ce présent *Titre*, aux *chapitres* concernant les ordres sur une ou plusieurs lignes : nous allons prouver, par un fait de guerre récent, que son emploi n'est même pas toujours possible.

A la bataille de *Saint-Privat*, 18 août 1870, le corps de la garde prussienne, *P. Aug. de Wurtemberg*, et le 12^e corps, *P. royal de Saxe*, formaient l'extrême gauche de l'armée allemande. Après s'être emparés de *Sainte Marie-aux-Chênes*, village défendu par les troupes avancées du 6^e corps, *Canrobert*, qui formait l'extrême droite de l'armée française, ces deux corps d'armée se séparèrent : le 12^e se porta vers *Roncourt* pour tourner notre aile droite, tandis que la garde prussienne faisait face à *Saint-Privat* où était le gros du 6^e corps français et qu'elle devait enlever en partant de *Sainte-Marie* et d'*Habonville*. Le *P. de Hohenlohe*, commandant l'artillerie de la garde prussienne, mit en batterie 84 pièces contre *Saint-Privat* et fit canonner la position des Français, d'abord à une distance de 2200 mètres, puis à environ 1800 mètres. Le chef du corps de la garde, estimant que le 6^e corps français devait être suffisamment ébranlé, ordonna ensuite à l'infanterie de prononcer son attaque : il était 5 heures du soir : la 4^e brigade de la garde était à *Habonville*, la 1^{re} division du même corps à *Sainte-Marie* : la distance entre *Habonville* et *Saint-Privat* est de 3 kilomètres environ : elle est la même à peu près entre *Habonville* et *Sainte-Marie* : elle n'est que de 2 kilomètres entre *Sainte-Marie* et *Saint-Privat* : ce dernier village se trouve au sommet d'un plateau légèrement élevé dont le revers occidental descend en pentes douces vers les deux premiers ; le sol est entièrement découvert : la grande route de *Metz* à *Briey* passe par *Saint-Privat* et par *Sainte-Marie* (fig. 27). La 4^e brigade commença le mouvement : elle formait deux lignes de demi-bataillons en colonne à intervalle de déploiement que précédait une ligne de tirailleurs : un quart d'heure après, la 1^{re} division de la garde sortit de *Sainte-Marie* et vint se former dans le même ordre à

gauche de la 4^e brigade. Ces deux lignes arrivèrent ainsi presque en même temps dans la zone dangereuse des coups de feu des défenseurs de *Saint-Privat* ; leur front était de 1600 mètres environ, ce qui mettait une profondeur moyenne de 10 hommes par mètre courant. L'effet de la mousqueterie du 6^e corps français fut si meurtrier à plus de 1000 mètres de *Saint-Privat* que la garde prussienne perdit environ 6000 hommes en dix minutes ; elle dut alors suspendre son attaque, attendre le

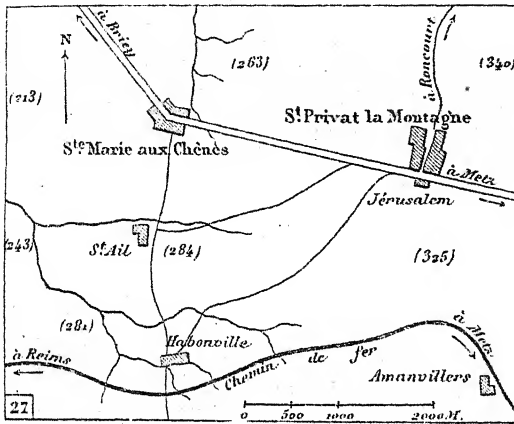


Fig. 27.

renfort des troupes de la garde non engagées, d'une division du 10^e corps et enfin le signal de l'attaque enveloppante entreprise par le corps saxon. C'est à la suite de cette action que l'armée allemande renonça à l'attaque en ligne de colonnes sur un terrain découvert, cette disposition ayant été considérée comme trop dangereuse et souvent impraticable. Il faut donc conclure de cet exemple que le gros de la première ligne devra dorénavant se former en ordre mince et agir, même au moment de l'attaque, en groupes moins forts que le demi-bataillon.

Article IV. — Ordre en échelons.

L'ordre en échelons se présente dans presque toutes les batailles livrées depuis le commencement du siècle : c'est la conséquence de l'abandon de l'action simultanée et de l'adoption de l'action successive.

Nous allons étudier cette disposition :

1° Au point de vue du mécanisme et de la distance entre les échelons ; 2° par rapport à la formation et à la force des échelons.

§ I. Mécanisme et distance entre les échelons.

Les échelons sont simples ou doubles. Les échelons *simples* sont ceux dans lesquels une aile est portée en avant tandis que l'autre est refusée (fig. 28). Les échelons *doubles* sont ceux dans lesquels le centre se trouve en avant des deux ailes (fig. 29),

Fig. 28

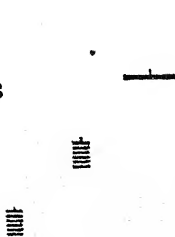
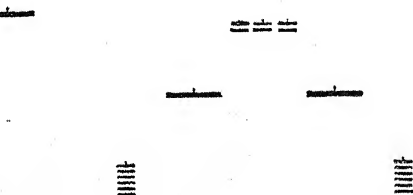


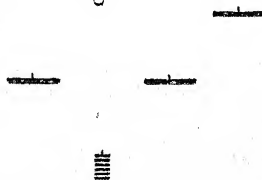
Fig. 29



ou en arrière (fig. 30). Dans les échelons simples, il n'y a donc qu'une seule unité tactique sur la même ligne, tandis que dans

Fig. 30

==



les échelons doubles il y en a deux symétriquement placées l'une à droite et l'autre à gauche de celle du centre.

La distance entre les échelons, dans l'ordre de bataille primitif, ne saurait être réglée d'une manière absolue : il

faut, en tout cas, d'une part que cette distance permette à chaque échelon de procurer un flanquement suffisant à celui qui le précède et de lui servir d'appui efficace, d'autre part que l'échelon placé en avant n'entraîne pas ceux qui le suivent, s'il est forcé de se retirer. De ces deux considérations, il résulte que la distance à maintenir entre les échelons n'est point proportionnelle à la force de la troupe dont ils sont formés ; donc, si l'on admet qu'entre deux échelons par bataillon la distance peut être égale à leur front, soit 350 à 400 mètres, on ne doit pas en conclure que la distance entre deux échelons par brigade sera égale à leur front, ce qui ferait plus de 2000 mètres, car elle doit être à peine plus considérable

qu'entre les échelons par bataillon. De même, dans la cavalerie, quelle que soit la force des échelons, c'est autant que possible la longueur de la carrière de charge que l'on cherche à obtenir comme distance entre eux. On ne doit donc pas, dans l'une et l'autre arme, disposer les échelons de l'ordre de bataille primitif à plus de 500 ou 600 mètres les uns des autres, sinon ils deviennent forcément indépendants : il est évident d'ailleurs que cette distance tend à diminuer au fur et à mesure que l'engagement augmente d'intensité.

§ II. Force et formations des échelons.

Les échelons que forme l'infanterie peuvent avoir la force d'un bataillon, d'un régiment, d'une brigade et même d'une division ; quant à la formation des troupes dans chaque échelon, elle est en ligne, en colonne, en ligne de colonnes, en carré, selon que le combat est offensif ou défensif, selon que les troupes avancent ou reculent, enfin d'après la forme du terrain, le moral des combattants et l'espèce d'adversaires qu'il faut combattre. Dans la cavalerie, les échelons peuvent être de la force d'un escadron, d'un régiment, d'une brigade et même d'une division : ils sont presque toujours composés de troupes en ligne. Nous allons chercher quelques exemples remarquables d'échelons dans les batailles livrées depuis le commencement du siècle.

A la bataille de *Solférino*, 24 juin 1859, (fig. 3), après la prise de *Casa-Morino*, le 2^e corps, commandé par le maréchal *de Mac-Mahon*, se disposa en échelons doubles le centre en avant par bataillon. La 1^{re} brigade, *de Castagny*, de la division *de la Motterouge*, avait son aile droite appuyée à la route de *Castiglione* à *Guidizzolo* : mais cette aile était refusée, tandis que l'aile gauche de cette brigade atteignait *Casa-Fattore* : à la gauche de cette brigade était la division *Decaen*, dont l'aile droite touchait également ce dernier point, tandis que l'aile gauche était refusée dans la direction de *Le Grole* : chaque bataillon était en colonne double à demi-distance.

Nous avons déjà donné la disposition adoptée par la division *Boudet* que *Desaix* amena avec tant d'à-propos sur le champ de bataille de *Marengo*, 14 juin 1800. Chacun des trois régiments dont elle se composait forma un échelon ; l'aile gauche

était en avant et l'aile droite était refusée, ce qui donnait une disposition en échelons simples tenant, à l'ouest de *San-Giuliano*, les deux côtés de la route qui conduit d'*Alexandrie* à *Tortone* (fig. 6).

A la bataille de *Waterloo*, 18 juin 1815, *Friant* commandait la division de vieille garde, forte de deux brigades à quatre bataillons, et disposée sur deux lignes en tête du corps de la garde, au sud de la ferme *Belle-Alliance*. Il reçut de *Napoléon I^{er}* l'ordre de culbuter la gauche de l'armée anglaise avant l'arrivée définitive des Prussiens sur notre aile droite. Il forma deux échelons, chacun d'une brigade, la gauche en avant et il les dirigea à l'est de la ferme *Haye-Sainte* (fig. 9). Dans chaque échelon, les deux bataillons du centre étaient en ligne et les deux bataillons des ailes en colonne.

Nous avons déjà cité la disposition de la division *Bosquet* à la bataille de l'*Alma*, 20 septembre 1854 (fig. 12). La 1^{re} brigade, d'*Autemarre*, après avoir franchi la rivière au gué d'*Almatamack*, se disposa de la façon suivante: à gauche, derrière un tumulus touchant à la crête, un régiment d'infanterie de deux bataillons en colonne serrée par bataillon; au centre, un régiment de tirailleurs algériens à deux bataillons déployés; à droite, un bataillon de zouaves déployé; en avant du front, les deux batteries divisionnaires précédées d'un bataillon de zouaves masqué par une légère élévation et que couvrait une ligne de tirailleurs. La 2^e brigade, *Bouat*, après avoir traversé la rivière près de son embouchure, vint former un échelon en arrière et à droite de la précédente, à une distance de 600 mètres environ; à la gauche, était un régiment d'infanterie à deux bataillons déployés; au centre, un autre régiment d'infanterie de même force formant échelon par bataillon en colonne, l'aile gauche en avant; à droite, un bataillon de chasseurs en colonne précédé d'une ligne de tirailleurs qui couvraient le flanc droit de la brigade.

Nous voyons enfin une série très-remarquable d'échelons par division à la bataille de *Solférino*, 24 juin 1859, dans le *Campo di Medole*, entre le *M. Pellegrino*, à gauche, et *C. Morino*, à droite (fig. 34). Lorsque le maréchal de *Mac-Mahon* eut été informé du renfort reçu par le 4^e corps sur sa droite, il put enfin chercher à opérer vers la gauche sa jonction avec la garde. La division de la *Motterouge* reçut l'ordre de se porter

vers *San-Cassiano* ; elle se plaça sur deux lignes par brigade : chaque ligne était formée de bataillons en colonne à intervalle de déploiement ; la première ligne était couverte de tirailleurs à hauteur desquels était une batterie divisionnaire tandis que l'autre marchait en colonne à droite de la seconde ligne. A 400 mètres environ en arrière de la droite de cette division, et formant échelon par rapport à celle-ci, était la division *Decaen* ; sa première ligne, composée d'une brigade, avait ses

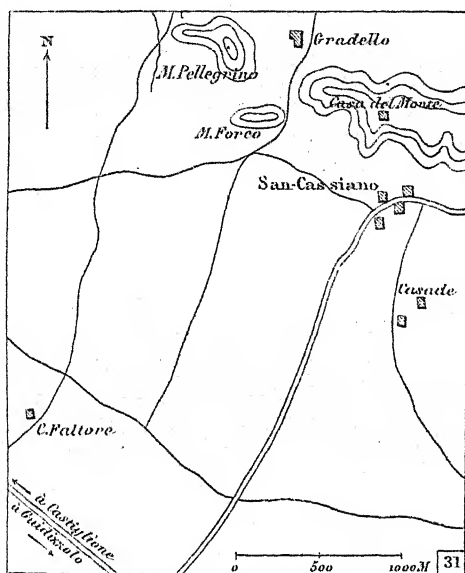


Fig. 31.

bataillons en colonne à intervalle de déploiement ; sa seconde ligne, composée de l'autre brigade, formait deux colonnes, chacune d'un régiment, derrière l'aile droite et l'aile gauche de la première, et entre lesquelles marchaient les deux batteries divisionnaires. La brigade de cavalerie de *Villaine*, attachée à ce corps d'armée et les quatre batteries de réserve étaient à hauteur et à gauche de la division *Decaen*. A sa droite, était la division de cavalerie de la garde *Morris*, mise sous les ordres du maréchal de *Mac-Mahon* ; cette division, forte de trois brigades, formait trois échelons, à raison d'une brigade par échelon ; les huit escadrons de chaque brigade étaient sur une

seule colonne; l'aile gauche, formée par la brigade de cavalerie légère, était en avant, presque à hauteur de la division Decaen; l'aile droite, formée par la brigade de grosse cavalerie, était refusée et à hauteur de *C. Fattore*; à droite de la division *Morris*, mais en avant d'elle, près de la route de *Castiglione* à *Guidizzolo*, était la division de cavalerie *Desvauz* sur deux lignes, flanquant la gauche du 4^e corps. Quand la division de la *Motterouge*, parvenue à hauteur des divisions de la garde, eut fait tête de colonne à droite pour attaquer *San-Cassiano*, la division *Morris* mit chacune de ses trois brigades en ligne, mais tout en les conservant échelonnées dans le même ordre; la division *Desvauz*, qui avait légèrement appuyé sur sa gauche, se trouva à hauteur du dernier échelon et elle fut alors soutenue en arrière de sa droite par un nouvel échelon fourni par la division de cavalerie *Partouneaux* disposée sur deux lignes. Cette disposition générale était donc, en ce qui concerne le 2^e corps d'armée, l'ordre en échelons simples par division l'aile gauche en avant.

Nous n'avons fait que signaler l'emploi des échelons doubles le centre en arrière; nous verrons, dans quelques-unes des leçons suivantes, que cet ordre est la caractéristique de toute attaque enveloppante; il permet, en effet, de concentrer les feux sur un espace relativement restreint, mais il n'est possible qu'avec une grande supériorité numérique ou une extrême habileté dans l'application des évolutions aux formes du terrain.

Article V. — Ordre en échiquier.

L'ordre en échiquier, déduction faite de la méthode compulsée que l'on employait jadis pour l'obtenir, n'est autre que la disposition d'une grande unité sur plusieurs lignes dans lesquelles les petites unités, formées en colonne ou en carré, se trouvent réparties, tant plein que vide, les troupes d'une ligne correspondant aux intervalles d'une autre et réciproquement. Cet ordre n'est point une disposition particulière puisqu'il est la reproduction, sous un autre terme, de l'ordre en ligne de colonnes ou de l'ordre en échelons doubles dont nous avons parlé plus haut. On l'a donc abandonné, tant pour éviter la confusion dans les expressions qu'à cause de la substitution de l'action par aile à l'action par ligne qui était la base

fondamentale de cette disposition. Nous nous abstiendrons par conséquent de l'étudier.

Article VI. — Ordre en carré.

Nous avons déjà dit, au *Titre V*, tout ce qui concerne la *formation en carré* et les autres dispositions prises par l'infanterie pour résister aux charges de la cavalerie. Nous avons constaté, en outre, que cette formation est souvent employée, pour le bivac, en Europe par les petites unités tactiques et en Algérie par les grandes. En raison du perfectionnement considérable apporté aux armes de l'infanterie, des nouvelles dispositions qu'elle a adoptées depuis les guerres de 1866 et 1870 pour former sa première ligne de bataille, des nombreux obstacles artificiels qui viennent de plus en plus rendre difficile et inefficace l'action de la cavalerie en grande masse sur les champs de bataille de l'Europe, il semble incontestable que l'*ordre en carré*, c'est-à-dire la disposition d'une ou plusieurs lignes entières formant des carrés échelonnés ou obliques, ne sera plus employé à l'avenir ; en effet, bien que grâce à sa rapidité d'allure, la cavalerie puisse encore dresser une embuscade pour charger et sabrer une petite partie de l'ordre de bataille, on ne peut plus admettre qu'elle s'avance à découvert et en masse assez imposante pour obliger toute une ligne à prendre l'ordre en carré dans le but de lui résister ; sans doute, dans une situation critique, le fait de la charge pourra être ébauché, se prononcer même, mais sans produire le résultat attendu, car il suffira aux troupes d'infanterie ainsi attaquées de conserver leur formation et de faire usage de leurs feux pour résister avec succès. Il faut donc considérer l'ordre en carré comme étant actuellement hors d'usage ; et, pour prouver que cette opinion n'a rien d'exagéré à notre époque, il suffira de rappeler que le maréchal *Gouvion Saint-Cyr*, qui avait fait toutes les guerres de 1792 à 1813, affirme n'avoir jamais éprouvé la nécessité d'employer cet ordre.

Mais il n'en est plus de même dans les batailles livrées sur des terrains plats et découverts à un adversaire disposant d'une cavalerie excellente et nombreuse ; les Français, dans la campagne d'Égypte en 1798, et dans la conquête de l'Algérie, ont

eu souvent à en faire usage. En voici un exemple remarquable à la bataille de l'*Isli*, 14 août 1844.

Le maréchal *Bugeaud* occupait le camp de *Lalla-Maghnia*, près de la frontière du *Maroc*, à 40 kilomètres à l'ouest de *Tlemcen* et à 30 kilomètres au sud de *Nemours*, observant les

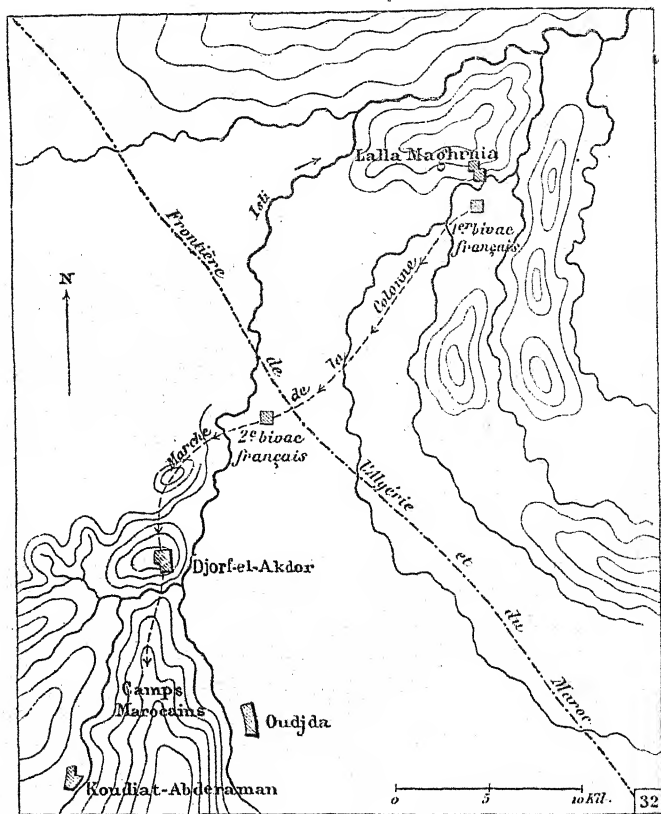


Fig. 32.

rassemblements de troupes marocaines réunies par *Abd-el-Kader* dans des camps situés sur la rive droite de l'*Isli*, entre *Koudiat-Abderaman*, *Oudjda* et *Djorf-el-Akdor* ; l'ennemi disposait de 25000 cavaliers, 10000 fantassins et 11 bouches à feu. Le maréchal *Bugeaud* avait, sous ses ordres, 9500 fantassins formant 19 bataillons, 1600 cavaliers formant 19 escadrons, 400 caya-

liers irréguliers et 16 bouches à feu ; il leva le camp le 13 et marcha contre les Marocains, en formant sa troupe dans l'ordre suivant. A l'avant-garde étaient quatre bataillons, sous les ordres de *Lamoricière*, un en pointe, deux sur les flancs, le dernier formant échelon en arrière, les uns et les autres en colonne à distance entière par peloton ; venait ensuite le gros comprenant à droite, une colonne de six bataillons sous *Bedeau* et à gauche une colonne de six bataillons sous *Pélissier* ; chacune de ces deux colonnes se composait de bataillons en colonne à distance entière ; entre les deux colonnes, à gauche de la brigade *Bedeau*, était une colonne de cavalerie, forte de dix escadrons, commandée par *Morris*, à droite de la brigade *Pélissier* était une colonne de cavalerie forte de 9 escadrons, commandée par *Jusaf*, et que suivait la cavalerie irrégulière ; entre les deux colonnes de cavalerie, marchait le convoi composé du parc d'artillerie, de l'ambulance, des équipages du train, des bagages et du troupeau ; à l'arrière-garde, sous le colonel *Gachot*, étaient trois bataillons en échelons doubles le centre en arrière : quatre bouches à feu marchaient derrière le dernier bataillon de l'avant-garde, deux derrière le bataillon de tête de chaque colonne, deux en tête du convoi, deux derrière le 3^e bataillon de chaque colonne et deux en avant du dernier bataillon de l'arrière-garde. C'est encore dans cet ordre que la troupe bivaqua sur la frontière dans la nuit du 13 au 14 et qu'elle marcha, dans la journée du 14. Lorsqu'elle fut en présence des camps marocains, elle forma un vaste losange ; la brigade *Bedeau* fit face à droite par bataillon et la brigade *Pélissier* face à gauche par bataillon ; chacune de ces deux brigades se mit ainsi sur une seule ligne et forma un échelon double le centre en avant, les bataillons des ailes restant sur place ; les sections d'artillerie prirent position entre les bataillons que couvraient des lignes de tirailleurs et les escadrons de cavalerie purent sortir et rentrer par les intervalles. Cette heureuse disposition permit au maréchal *Bugeaud* de s'emparer des positions occupées par l'ennemi et de disperser ses troupes.

Article VII. — Évolutions.

Il nous reste, pour terminer ce rapide exposé des principaux enseignements que nous offre l'histoire militaire sur les ordres de bataille, à indiquer le caractère général des *évolutions* qui peuvent employer les grands unités tactiques.

Dans la *marche en ligne de bataille* en avant ou en retraite, les bataillons, escadrons et batteries, tout en s'appliquant à conserver les intervalles qui doivent les séparer des troupes voisines, leur liaison avec celles-ci et leur place dans l'ensemble, ne sauraient s'astreindre à un alignement général que détruisent rapidement les circonstances locales ; cette évolution s'exécute donc avec des alternatives de mouvement et de temps d'arrêt qui amènent naturellement et presque toujours la disposition de la ligne *en échelons*.

Les *changements de direction et de front d'une ligne de bataille* aboutissent, pour une ligne formée par une grande unité tactique, au même résultat ; ils s'opèrent par une suite de changements successifs de direction exécutés par les petites unités tactiques qui gagnent du terrain vers la droite ou vers la gauche en s'échelonnant et en prenant des positions intermédiaires jusqu'à ce que la nouvelle ligne ait été formée.

Le *passage des lignes* est une opération extrêmement délicate, qui peut se faire soit en avant, soit en arrière ; cette évolution, qui permet de relever la première ligne lorsqu'elle a beaucoup souffert, était jadis réglementée dans l'armée française ; elle l'est encore dans l'armée allemande, parce qu'elle demande une très-grande habileté et parce qu'elle occasionne beaucoup de désordre si elle est mal exécutée ; mais il convient d'ajouter que le règlement allemand donne, au renforcement de la première ligne obtenu à l'aide d'une action latérale d'une partie ou de la totalité de la seconde ligne sur son prolongement, la préférence sur le relèvement direct de l'une par l'autre.

Le *passage de l'ordre en ligne à l'ordre en colonne ou inversement* se fait généralement par régiment ou par brigade au plus, en raison de ce fait qu'une ligne d'une brigade est difficile à diriger et qu'une colonne de brigade est lourde à manier. Dans chacun de ces mouvements, le bataillon, l'escadron ou la batterie doit rester aussi groupé que possible afin

d'éviter le désordre et la perte des intervalles ou des distances. Si la ligne doit exécuter une marche de flanc en présence de l'ennemi, elle y parviendra avec le moins de danger possible en rompant en colonne à distance entière de façon à pouvoir se reformer rapidement, ainsi que nous l'avons déjà dit. Si elle doit exécuter en colonne une marche en avant ou en retraite, elle fera usage du ploiement qui, pendant son exécution, n'est autre qu'une disposition momentanée *en échelons*, de même que le déploiement permettant de passer de l'ordre en colonne à l'ordre en ligne en avant ou en arrière.

Enfin, la *marche en colonne* peut se faire, selon la proximité ou l'éloignement de l'ennemi, à distance entière, à demi-distance ou en masse, comme nous l'avons déjà expliqué en exposant les principes relatifs à cet ordre.

De tout temps, on a constaté les difficultés que l'on éprouve à faire évoluer une grande unité tactique, non-seulement sur le champ de bataille, mais encore pour la faire passer de l'ordre de station à celui de marche et de combat ou réciproquement.

Parmi ces trois situations qu'occupe alternativement toute troupe en campagne, il est évident que l'on peut espérer obtenir des dispositions réglementaires plutôt pour la situation de repos ou de marche que pour celle de combat : cependant, comme le combat est le but définitif de toute opération militaire et comme il a toujours des conséquences importantes, c'est l'ordre que les grandes unités tactiques doivent adopter pour l'engager ou le soutenir que l'on a surtout cherché à régulariser.

C'est ainsi que l'on est arrivé à établir cette partie des règlements à laquelle on a donné le nom caractéristique d'*évolutions de ligne* : ce terme indiquait bien, en effet, l'esprit des principes théoriques qui étaient destinés à disposer uniformément et à faire évoluer dans le même ordre une ligne composée de plusieurs petites unités tactiques.

Mais ce système ne put être appliqué : il fut vivement combattu par des hommes qui avaient longtemps fait la guerre : il devint, en effet, bientôt incontestable que l'action par aile se substituait forcément à l'action par ligne, que l'engagement successif des troupes était préférable à leur engagement simultané, et l'expression d'*évolutions de ligne* tendit à disparaître.

Dans les armées étrangères, cette suppression d'une réglementation qui ne répond plus aux nécessités actuelles de la tactique a déjà été obtenue depuis de longues années : il a été reconnu impossible de faire mouvoir et de disposer avec uniformité une ligne de bataille; tant les effectifs des petites unités sont aujourd'hui considérables, tant les moyens d'action dont dispose l'infanterie lui permettent d'étendre son front, tant sont nombreux enfin les obstacles de toute nature qui empêchent deux troupes voisines d'adopter le même ordre ou d'évoluer par le même procédé.

La nouvelle manière d'envisager la théorie des ordres et des évolutions se généralise : cette observation expliquera le motif qui nous a déterminé à ne donner, au sujet des évolutions, que quelques notions élémentaires. Il est aujourd'hui admis que les mouvements des grandes unités sur le champ de bataille doivent être aussi peu compliqués que possible et reposer sur l'emploi d'un nombre très-limité de moyens.

Quant à l'instruction que donnait jadis l'étude des préceptes théoriques relatifs aux évolutions des grandes unités tactiques, elle est aujourd'hui remplacée, dans presque toutes les armées européennes, par de grandes manœuvres, généralement exécutées en automne, et dans lesquelles les troupes des trois armes de bataille, infanterie, cavalerie et artillerie, s'exercent à agir de concert.

Les quelques considérations que nous venons de donner sur les ordres et sur les évolutions des grandes unités tactiques ne constituent, du reste, qu'une introduction à l'étude des grandes opérations de la guerre : nous avons tenu à les appuyer par des exemples tirés de l'histoire militaire et choisis dans les guerres récentes, conformément aux divers conseils émis par le maréchal *Marmont*, dans l'avant-propos de son livre sur *l'Esprit des institutions militaires*. On verra, en outre, par la suite des autres exemples que nous donnerons à propos des autres grandes opérations de la guerre, combien les règles qui les concernent ont varié depuis le commencement de ce siècle : c'est dans cette instabilité même des principes que les officiers trouveront une nouvelle preuve irréfutable de la nécessité de l'étude.

CHAPITRE III

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Telles sont les principales dispositions que peut adopter une grande unité tactique, division ou corps d'armée, en station, en marche et au combat. Nous avons cherché à en présenter les traits caractéristiques ; mais, rappelons-le, nous n'avons voulu ni discuter, ni comparer, ni critiquer ; nous renfermant dans les limites tracées à notre enseignement, nous avons simplement expliqué, à l'aide d'exemples historiques, de quelle façon ont été formés les ordres de bataille les plus usités depuis le commencement du siècle, en indiquant cependant les changements que peuvent leur faire subir les modifications introduites à la tactique. Voici la liste des principaux ouvrages que nous avons spécialement consultés à ce sujet :

Commentaires de Napoléon Ier, 1867 ;

Essai général sur la Tactique, par le général de Guibert, 1770 ;

Traité de Tactique, par le colonel de Ternay, 1825 ;

Précis des événements militaires, de 1799 à 1814, par le général Dumas, 1826 ;

Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire, par le maréchal Gouvion Saint-Cyr, 1831 ;

Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution, par le général Jomini, 1824-1836 ;

Relation de la bataille de Marengo, par le maréchal Berthier, 1805 ;

Campagne de 1815, par le colonel Charras ;

Études tactiques pour l'instruction dans les camps, par le général Ambert, 1863 ;

Bibliothèque historique et militaire, par Liskenne et Sauvan, 1835-1844 ;

Atlas historique et topographique de la guerre d'Orient ;

Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie ;

Les diverses publications sur la guerre de 1870-1871.

DIA

oles
aluat
Ex
s R

opm
pass
and
t of
anist
he V
Law
catis
Offi
oub

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XII

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES DE STRATÉGIE

TABLE DES MATIÈRES.

TITRE XII

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES DE STRATÉGIE.

	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	67
CHAPITRE II. HOSTILITÉS.....	70
CHAPITRE III. PLAN DE CAMPAGNE.....	72
CHAPITRE IV. SYSTÈME DES OPÉRATIONS.....	76
CHAPITRE V. THÉÂTRE DE LA GUERRE.....	85
CHAPITRE VI. OBJECTIF.....	86
CHAPITRE VII. THÉÂTRE DES OPÉRATIONS.....	90
CHAPITRE VIII. BASE D'OPÉRATIONS.....	94
CHAPITRE IX. MOBILISATION ET CONCENTRATION.....	104
CHAPITRE X. LIGNES D'OPÉRATIONS ET DE COMMUNICATION.....	113
CHAPITRE XI. CONCLUSION.....	124
CHAPITRE XII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	127

TITRE XII

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES DE STRATÉGIE.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Dans son livre intitulé : « *Précis de l'art de la guerre* », Jomini admet que cet art se compose de cinq branches principales : la *stratégie*, la *grande tactique*, la *logistique*, la *tactique de détail* et l'*art de l'ingénieur*. Il donne ensuite certaines explications desquelles il résulte que, pour lui, la stratégie est l'art de faire la guerre sur la carte, la tactique est l'art de combattre sur le terrain où le choc a lieu, et la logistique est la science qui établit les relations entre les deux autres.

Ces définitions, exprimées pour la première fois d'une manière aussi affirmative et absolue, ont donné lieu à de nombreuses controverses qu'il est inutile de reproduire ; mais celles-ci sont loin d'être futiles ainsi qu'on l'a plusieurs fois prétendu, car rien ne facilite plus l'étude d'une science que la clarté et la netteté des expressions dont elle exige l'emploi. Des discussions qui se sont élevées sur ce sujet, il semble généralement admis en ce moment que la science militaire se compose de deux branches, la stratégie et la tactique, intimement liées l'une à l'autre dans les faits et dont la séparation, au point de vue de l'étude, est une simple nécessité de l'enseignement. En réalité, la tactique est la partie de la science militaire qui détermine les dispositions et les mouvements des troupes de la manière la plus efficace pour obtenir le résultat d'une opération conçue, combinée et préparée par la stratégie : peu importe que cette opération soit petite ou grande, qu'il s'agisse d'installation au repos, de marche ou de combat, il est incontestable qu'il faut une *conception* d'abord, et c'est la STRA-

TÉGIE qui en est chargée, puis une *exécution* dont les moyens sont du domaine de la TACTIQUE.

Dans les notions élémentaires que nous allons donner sur la stratégie, nous admettons donc que cette science est celle des opérations conçues, combinées, préparées sur la carte, rédigées ensuite dans des ordres et instructions qui indiquent le but à atteindre et l'ensemble des moyens à employer pour y parvenir. Dans la *deuxième partie du cours*, nous avons laissé autant que possible de côté toute considération relative à la stratégie, parce que l'usage n'admet pas l'emploi de cette expression dans l'exposé des petites opérations, mais nous avons eu soin de faire observer que c'est là une erreur : il suffira, pour s'en convaincre, de comprendre l'essence des principes stratégiques relatifs aux grandes opérations dont nous allons présenter l'esquisse sommaire : on verra qu'ils s'appliquent aussi bien aux petites qu'aux grandes opérations et qu'aucune entreprise, quelle qu'elle soit, sauf dans des circonstances très-favorables et par conséquent très-rares, ne peut obtenir d'effet utile sans une préparation raisonnée.

Si l'on compare la tactique à la stratégie, on s'aperçoit aisément que la première de ces deux sciences repose sur des éléments essentiellement mobiles, tandis que les bases sur lesquelles s'appuie la seconde présentent un caractère relatif de fixité. Ces bases comprennent deux sortes de principes : il y a d'abord des principes généraux, immuables, constants, appliqués de tout temps par les généraux illustres dont l'histoire nous a transmis les noms et les hauts faits, mais qui n'ont été condensés et exposés en corps de doctrine que depuis le commencement du siècle : viennent ensuite certains principes particuliers qui concernent spécialement un État et qui, sans être forcément opposés dans leur essence à ceux dont font usage les autres puissances, sont cependant surtout applicables à cet État. L'emploi des chemins de fer et du télégraphe, l'accroissement continu des voies de communication et les progrès de l'agriculture qui ont changé en plaines fertiles des terrains jadis incultes, toutes ces causes réunies ont, il faut le constater tout de suite, et nous le démontrerons plus loin, amené des changements considérables dans l'application des principes généraux, malgré le caractère de fixité qu'on leur reconnaît : quant aux principes particuliers, ils se modifient

incessamment suivant les changements que subit la géographie politique ainsi qu'en raison du système d'alliances et de neutralités qui résulte des négociations diplomatiques. Voici deux exemples qui caractérisent les opinions que nous venons d'émettre. Le premier concerne le principe général de l'établissement d'une *base d'opérations*. Dans l'antiquité, l'armement des troupes n'exigeait point un matériel considérable et les grandes surfaces faiblement peuplées du sol parcourues par des armées peu nombreuses suffisaient presque toujours à leur entretien : il en résultait que l'importance d'une base d'opérations était loin d'être aussi grande qu'aujourd'hui. Quand le matériel devint considérable, on éprouva la nécessité d'établir une base d'opérations et on la mit aussi près que possible de la frontière, souvent même sur la frontière. Puis, l'emploi des voies ferrées permettant d'exécuter rapidement les transports militaires, on est arrivé actuellement, dans quelques pays, à reculer cette base et à l'éloigner de la frontière afin de la mettre à l'abri des premières attaques de l'ennemi. Le second exemple est relatif à un principe particulier. Dans les nombreuses guerres entre la *France* et l'*Autriche*, avant que l'unité italienne n'ait été faite, l'*Adige* était considéré comme la meilleure *ligne de défense* pour une armée française opérant en

Lombardie contre des armées autrichiennes pouvant déboucher du *Tyrol* et du *Frioul* : elle couvrait, en effet, toutes les vallées des affluents de la rive gauche du *Pô* : elle isolait la place de *Mantoue* et elle interceptait les relations avec la moyenne et la basse *Italie*. Or, ces raisons n'existent plus actuellement, tant par suite de l'absorption de la *Vénétie* par le royaume d'*Italie*, que par le fait de



Fig. 33.

la création de nouvelles routes au nord de *Mantoue* (fig. 33). Tels sont les deux exemples que nous avons cru devoir rapide-

ment énoncer pour prouver que les principes de la stratégie ne sont pas tous immuables.

Dans les quelques considérations préliminaires que nous venons de donner sur la stratégie, nous avons cherché à caractériser le rôle de cette science militaire, dans sa spécialité et dans ses rapports constants avec la tactique, conformément à l'axiome de Jomini portant en principe que « *La plupart des opérations importantes de la guerre participent à la fois de la stratégie pour la direction dans laquelle il convient d'agir et de la tactique pour la conduite de l'action elle-même.* » Nous allons maintenant exposer quelques notions élémentaires sur cette science, mais simplement, comme le prescrit l'instruction ministérielle sur le programme du *Cours d'art militaire*, dans le but de faciliter ultérieurement l'étude des campagnes : nous suivrons donc, autant que possible, l'ordre naturel des faits tels qu'ils se présentent dans une guerre : nous commencerons par quelques observations générales sur les hostilités et sur le plan de campagne, puis nous entrerons dans l'étude sommaire des règles principales relatives aux lignes et aux points stratégiques.

CHAPITRE II

HOSTILITÉS.

La DIPLOMATIE a pour objet le maintien de la paix entre les divers États. Lorsqu'un conflit s'élève entre deux puissances, l'agence diplomatique de chacune d'elles rédige un *memorandum*, c'est-à-dire une note dans laquelle elle expose sommairement le différend, en vue de justifier l'attitude prise par son gouvernement et la conduite qu'il veut suivre : cette note est communiquée à tous les *cabinets* : elle a surtout pour objet la conclusion ou le maintien des *alliances offensives et défensives*, ainsi que l'affirmation des *neutralités*.

Le rôle des neutres est alors d'offrir leurs bons offices pour éviter que le point en litige ne devienne un *casus belli*, et cette intervention se manifeste par la *médiation* ou l'*arbitrage* : dans le premier cas, la solution proposée par le médiateur peut être acceptée ou refusée : dans le second cas, la décision prise par l'arbitre est obligatoire.

Lorsque ni l'arbitrage ni la médiation n'a été accepté, ou lorsque ses efforts ont été nuls, les agents diplomatiques de l'État qui cherche la réparation du dommage causé à ses intérêts, ou de l'atteinte portée à ses droits, rédigent et envoient au gouvernement opposé un *ultimatum*, c'est-à-dire un résumé des conditions moyennant l'acceptation desquelles la paix sera maintenue. Si l'*ultimatum* est rejeté, les négociations sont rompues, les ambassadeurs sont rappelés à moins qu'ils ne l'aient déjà été, et alors apparaît la *déclaration de guerre*, manifeste par lequel les relations pacifiques sont terminées.

Dès que l'état de guerre a été dénoncé et communiqué aux cabinets des États non engagés directement dans le conflit, ceux-ci font connaître aux États belligérants leur volonté d'entrer dans la lutte à titre d'*alliés* ou leur intention de rester *neutres* : ces derniers désignent publiquement, par une note diplomatique, les objets qu'ils considéreront comme *contre-bande de guerre*, et dont ils interdisent à leurs nationaux le commerce avec les puissances en guerre.

Les hostilités commencent généralement dès que le laps de temps fixé par l'*ultimatum* s'est écoulé, sans qu'il y ait eu une réponse satisfaisante aux dernières conditions imposées pour le maintien de la paix : elles peuvent être interrompues, pendant leur durée, des diverses façons suivantes, qui portent le terme général de *suspensions d'hostilités*.

La *trêve* est une convention par laquelle deux armées belligérantes s'engagent à suspendre pour quelque temps les actes d'hostilité, sans que pour cela la guerre soit terminée : sa durée est souvent considérable et son action s'étend sur tous les pays appartenant aux États en guerre.

L'*armistice* est une convention du même genre, faite entre deux parties des armées, ayant une durée de quelques jours ou semaines au plus et ne s'étendant que sur quelques lieues de terrain.

La *suspension d'armes* est une convention de même espèce que l'*armistice*, mais d'une très-courte durée et destinée à faciliter l'accomplissement de certains devoirs indispensables, tels que l'inhumation des morts.

Enfin, la *capitulation* est une convention par laquelle une troupe ou une ville s'engage à mettre bas les armes sous certaines conditions.

En raison de leur importance, la trêve et l'armistice ne sont conclus, entre les chefs d'armées ou de parties considérables d'armées belligérantes, que par l'intermédiaire des chefs d'état-major et même des agents diplomatiques régulièrement accrédités : bien que d'une durée limitée, ces deux conventions ne cessent d'avoir leur effet que si leur fin est *dénoncée* de part et d'autre ; sinon, elles peuvent durer plus de temps que les conditions de leur conclusion n'en comportent. Quant à la suspension d'armes et à la capitulation, elles peuvent être consenties par des chefs militaires de tout grade ; mais, comme elles ont quelquefois les plus graves conséquences, un chef ne doit en demander ou en accepter que dans les cas d'absolue nécessité et qu'après avoir honorablement accompli son devoir.

Enfin les hostilités sont terminées par la *paix*, résultat d'un *traité* conclu entre les puissances belligérantes, ou d'un *congrès* dans lequel sont réunis les diplomates de plusieurs États appelés à servir de médiateurs ou d'arbitres relativement aux prétentions opposées des adversaires.

Tel est le rapide exposé de l'ensemble des procédés admis généralement par les États civilisés en *Europe* pour déclarer, faire et terminer la guerre : il est utile de les connaître avant de commencer l'explication des principales règles stratégiques.

CHAPITRE III

PLAN DE CAMPAGNE.

Le PLAN DE CAMPAGNE est l'exposé des combinaisons que doit réaliser une armée en guerre pour atteindre le but déterminé, c'est-à-dire la conclusion de la paix, au détriment de l'ennemi : on désigne encore, sous les appellations de *plan d'opérations*, *d'expédition*, *d'attaque* ou *de défense*, selon l'objet plus particulier qu'il concerne, un projet ayant en vue des opérations moins considérables que celles d'une grande guerre.

« Un plan de campagne, dit Napoléon I^{er}, doit avoir prévu tout ce que l'ennemi peut faire, et contenir en lui-même les moyens de le déjouer. Les plans de campagne se modifient a

l'infini, selon les circonstances, le génie du chef, la nature des troupes et la topographie du théâtre de la guerre. »

Le plan de campagne doit, en conséquence, répondre aux conditions suivantes :

1° Indiquer clairement l'ennemi à combattre, les alliances sûres ou probables, les neutralités à observer, le but à atteindre ;

2° Apprécier exactement les forces en personnel et en matériel que peuvent s'opposer les États belligérants, ainsi que les ressources qu'ils sont à même de consacrer à l'entretien des troupes ;

3° Donner la description géographique de l'ensemble des contrées où les armées peuvent se rencontrer, mais surtout en ce qui concerne les systèmes des montagnes, des eaux, des voies de communication, des places fortes et des positions ;

4° Contenir la projection des premières entreprises de la guerre, en prévoyant autant que possible les succès pour en profiter et les revers pour y parer, mais en donnant à ce canevas assez d'étendue et d'élasticité pour permettre d'introduire dans le plan primitif les modifications nécessitées par des éventualités imprévues.

Développons ces principes généraux. Ce n'est pas au moment où la guerre est imminente qu'il convient d'établir un plan de campagne : c'est en pleine paix qu'il faut le préparer, le discuter et l'arrêter, en tenant compte de toutes les combinaisons que peuvent amener les changements dans les alliances et dans les neutralités : sans doute, un projet pareil ne peut être qu'un cadre : mais, quoique peu complet, il facilite beaucoup le travail immense qui incombe au général en chef : c'est à celui-ci qu'il appartient de l'achever, après avoir pris l'avis préalable de son gouvernement et d'après les conditions définitives dans lesquelles les négociations diplomatiques ont placé le pays auquel il appartient.

Les documents qui servent de base à l'établissement des plans de campagne sont du domaine de la statistique, de la géographie et de l'histoire.

La *statistique* donne l'évaluation des ressources des puissances belligérantes en hommes, en chevaux, en argent, en armes et munitions, en denrées et approvisionnements de toutes sortes : c'est une science fort répandue actuellement en

Europe et dont on peut consulter les données avec autant de facilité que de certitude.

La *géographie* est, comme nous l'avons déjà dit, aussi indispensable pour la préparation et l'étude des grandes opérations, que la *topographie* relativement aux petites : les services qu'elle peut rendre s'obtiennent tant avec l'aide d'une carte bien faite, claire, ne contenant aucun détail superflu, qu'avec le secours d'une description écrite dans un style simple, net, concis et méthodique. Les principaux objets qu'il est utile d'indiquer dans cette description sont d'abord les frontières, en spécifiant si elles sont formées par la mer ou si elles touchent des États alliés, neutres, ou ennemis, en caractérisant leur forme générale, leurs points forts ou faibles et les appuis qui renforcent les ailes ou qui leur seraient utiles : puis viennent les *lignes stratégiques*, c'est-à-dire les voies de communication importantes, telles que les routes nationales, les voies ferrées et les canaux, avec l'indication de leur longueur, de leur direction et de la durée du parcours ainsi que des obstacles naturels qui peuvent ralentir les mouvements et les transports : enfin, l'étude géographique détermine les *points stratégiques*, c'est-à-dire les points naturellement ou artificiellement forts, tels que les grandes forêts, les bords d'un cours d'eau, les grandes positions, les villes ouvertes ou fermées, les nœuds des voies de communication qui, en raison de leur situation sur les lignes stratégiques ou à proximité de celles-ci, auront certainement un rôle important dans le cours des opérations.

L'*histoire* est le complément nécessaire de tout plan de campagne : elle permet, en effet, de comparer les événements de guerre ayant eu jadis lieu à peu près dans les mêmes conditions, d'indiquer les opérations qui y ont été conduites avec habileté et celles qui, par suite de malheureuses combinaisons, n'ont abouti qu'à des revers, de signaler les fautes commises, de profiter de l'expérience acquise par ceux qui nous ont précédés et de préparer enfin les grandes opérations en parfaite connaissance de cause.

Telles sont, déduction faite du système des opérations adopté, les bases qui permettent d'établir un plan de campagne, dont les principaux éléments sont les suivants :

1° Détermination du *système des opérations*, c'est-à-dire du caractère de la guerre, qui peut être offensive ou défensive.

sive, continentale ou maritime, de campagne ou de siège ;

2° Détermination du *théâtre de la guerre*, c'est-à-dire de l'étendue des puissances belligérantes sur le sol desquelles les armées peuvent se rencontrer ;

3° Détermination de l'*objectif*, c'est-à-dire du but qu'il faut chercher à atteindre ,

4° Détermination du *théâtre des opérations*, c'est-à-dire de la zone géographique sur laquelle les armées se rencontreront certainement en raison de la direction du point objectif, et à laquelle on donne souvent, en raison de ce fait, le nom d'*échiquier stratégique* ;

5° Détermination de la *base d'opérations*, c'est-à-dire de la ligne ou du point sur lequel l'armée doit se concentrer lors de l'ouverture des hostilités ;

6° Détermination des *méthodes de mobilisation*, conformément au but proposé et à la base adoptée ;

7° Détermination de la *ligne d'opérations*, c'est-à-dire de la direction principale conduisant le grand quartier général depuis la base d'opérations jusqu'à l'objectif ;

8° Détermination du rôle des *détachements*, s'il est nécessaire d'en former, et des *lignes de communication* destinées à les relier à la masse principale.

Toutes ces désignations sont généralement admises pour la guerre offensive seulement, mais nous verrons qu'elles existent également pour la guerre défensive et qu'il est suffisant, pour les caractériser dans ce dernier cas, de changer à peine un ou deux des termes ci-dessus énoncés : c'est ainsi, par exemple, que pour une armée qui résiste, la base d'opérations devient la *ligne de défense*. Il existe, en outre, dans l'une et l'autre guerre, des lignes et points stratégiques *secondaires* et *éventuels* que nous évitons d'indiquer en ce moment pour ne pas nuire à l'exposé d'ensemble par l'abondance des détails : ceux-ci ne pourraient, du reste, être prévus dans un plan de campagne établi avant l'ouverture des hostilités.

La victoire étant le but définitif des combinaisons stratégiques, sauf le cas très-rare où ce but est la prise d'une place forte, il en résulte que les principes de ces combinaisons, c'est-à-dire de l'établissement du plan de campagne, sont les suivants :

1° Porter successivement le gros des forces sur les points

d'importance décisive ou principale du théâtre de la guerre et toujours de manière à menacer les communications de l'ennemi sans compromettre celles de l'armée ;

2° Chercher à s'assurer la supériorité numérique sur les points où la rencontre avec l'adversaire est inévitable ;

3° Diriger le gros des forces sur le point d'importance principale ou décisive du champ de bataille, en cas de combat, et l'y engager avec la plus grande énergie.

Tel est l'exposé des maximes posées par *Jomini* : nous allons prouver, par des exemples tirés de l'histoire, que ces principes fondamentaux, tout en ayant subi des modifications dans leur application, résument à notre époque, comme dans le passé, la science de la stratégie.

CHAPITRE II

SYSTÈME DES OPÉRATIONS.

Le plan de campagne indique le SYSTÈME DES OPÉRATIONS qu'il faut employer : ces opérations peuvent être offensives ou défensives.

Nous avons déjà donné, au *Titre I* et au *Titre IX*, certaines notions élémentaires sur les caractères différents que présente l'offensive ou la défensive en tactique ou en stratégie et sur les avantages ou les inconvénients inhérents à l'une ou à l'autre méthode : nous nous contenterons donc de fournir à ce sujet quelques considérations destinées à compléter les principes déjà émis.

Lorsque l'OFFENSIVE est dirigée contre un grand État, elle porte le nom d'*invasion* : si elle n'a pour objet que la prise d'une province, on la désigne sous le terme d'*expédition* : quand elle concerne une marche contre une position stratégique de l'ennemi, on l'appelle l'*initiative des mouvements* ; enfin, si l'offensive a pour objet d'enlever une position tactique, on dit simplement que c'est une *attaque*. Telles sont, du moins, les expressions généralement adoptées pour caractériser les divers moyens par lesquels on peut prendre l'offensive.

Nous savons quelles sont les qualités dont jouit l'offensive stratégique ou tactique : conduite avec prudence, elle peut éviter les inconvénients qu'elle présente et elle a toujours la

supériorité morale : son emploi permet, en fait, de prévoir les principaux événements d'une guerre plus que ne le ferait l'usage de la défensive et d'obliger l'ennemi à se conformer aux mouvements de l'armée.

Voici les principales règles applicables à la guerre offensive :

1° Se donner un *objectif* tel que, si l'armée s'en empare, l'ennemi soit obligé de se soumettre, et marcher droit à cet objectif en négligeant les objets secondaires ainsi qu'en employant tous les moyens pour y parvenir le plus tôt possible ;

2° Porter la guerre dans un pays assez riche pour qu'on puisse entretenir aisément les troupes de tout ce qui leur est nécessaire, de façon à alléger l'infanterie et la cavalerie, à avoir peu de voitures du train et à marcher rapidement, mais disposer toujours, en arrière et à proximité, une réserve de huit jours de vivres ainsi que des munitions suffisantes pour livrer trois grandes batailles ;

3° N'attaquer qu'avec les plus grandes chances de succès : à cet effet, faire bien éclairer et garder l'armée, afin de lui permettre de refuser un combat jusqu'à ce qu'elle ait fait ses préparatifs, ou jusqu'à ce qu'elle ait gagné une position favorable ;

4° Chercher à prendre de bonnes positions sur des *points stratégiques* habilement choisis où l'adversaire, bien que se tenant sur la défensive, soit obligé de venir attaquer l'armée ;

5° Ne faire de *détachement* pour quelque opération spéciale qu'en cas d'absolue nécessité, un gros détachement affaiblissant l'armée souvent mal à propos et d'une façon trop sensible, un petit détachement s'exposant sans cesse à être battu ;

6° N'entreprendre un *siège* que s'il est impossible d'agir autrement, mais assurer les derrières de l'armée par l'établissement de quelques *places du moment*, dans lesquelles sont postées des forces assez importantes pour réprimer vivement et rapidement tout soulèvement du peuple ennemi.

Presque tous les grands généraux ont, aux diverses époques de l'histoire, employé la guerre offensive, c'est-à-dire qu'ils ont envahi le territoire des nations auxquelles ils faisaient la guerre : tels furent *Alexandre*, *Annibal*, *César*, *Gustave-Adolphe*, *Frédéric II* et *Napoléon I^{er}* : l'offensive doit donc être considérée comme tout à fait appropriée à l'esprit de conquête. Mais, comme nous l'avons déjà fait observer au *Titre I*, les combinaisons stratégiques peuvent être offensives, c'est-à-dire

être basées sur le principe de l'invasion, de l'expédition ou de l'initiative des mouvements sans que les batailles soient elles-mêmes offensives, c'est-à-dire sans que l'armée envahissante attaque toujours l'armée ennemie dans les positions où elle la rencontre : en un mot, tout en portant la guerre chez l'ennemi, l'armée peut à certains moments n'accepter que des batailles défensives.

C'est ce qu'à fait *Napoléon I^{er}*, dans la campagne de 1805 : après avoir porté la grande armée des camps de *Boulogne* sur le *Rhin*, et de la *Hollande* ainsi que du *Hanovre*, sur le *Mein*,

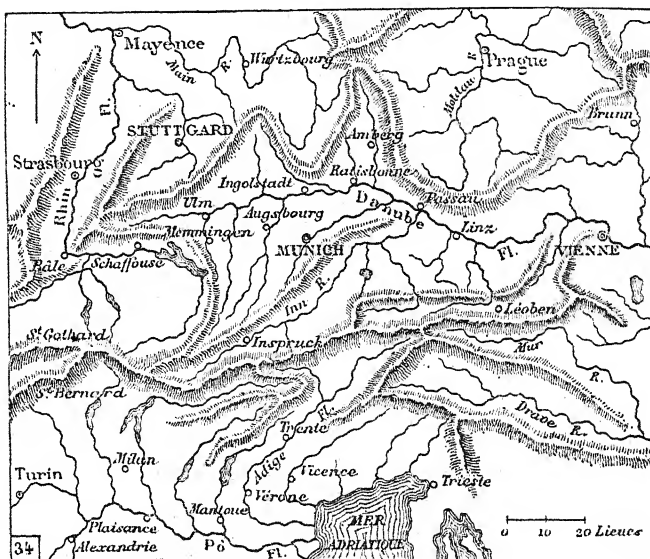


Fig 34.

il fit d'abord capituler l'armée autrichienne commandée par *Mack* dans *Ulm*, puis il envahit l'*Autriche*, il entra dans *Vienne*, il traversa le *Danube* et il marcha à la rencontre de l'armée austro-russe jusqu'aux environs de *Brunn* : il choisit alors une position et il attendit d'y être attaqué ; l'événement vint donner raison à ses calculs ; l'ennemi, qui tenait *Olmütz*, se porta vers le sud contre l'armée française, vint l'attaquer près d'*Austerlitz*, 2 décembre 1805, et y éprouva un échec complet (fig. 34.)

Il y a lieu, du reste, de remarquer que, dans une même campagne, les opérations stratégiques peuvent être à la fois

offensives et défensives : cela dépend du théâtre des opérations : la campagne de 1805 nous en offre un exemple. Tandis que *Napoléon I^{er}* prend l'offensive en *Allemagne* à la tête de la grande armée contre l'armée autrichienne, *Masséna*, qui commande l'armée d'*Italie*, reste sur la défensive. Cette campagne de 1805, dont *Napoléon I^{er}* avait à l'avance prévu presque tous les principaux faits et dans laquelle il n'a pas commis une seule faute, est considérée à bon droit comme un modèle classique : c'est l'ensemble de ses combinaisons qui a permis de déterminer enfin les principes de la stratégie et d'en faire un corps de doctrine ; nous ne pensons donc pouvoir mieux faire que d'y puiser le plus grand nombre possible d'exemples.

Quant à la direction même de l'offensive stratégique, elle peut être centrale, tournante ou enveloppante.

Dans l'offensive *centrale*, l'armée qui attaque cherche généralement à profiter de la dispersion des forces ennemies. C'est ce que fit *Napoléon I^{er}* dans la guerre de 1815 : après avoir réuni son

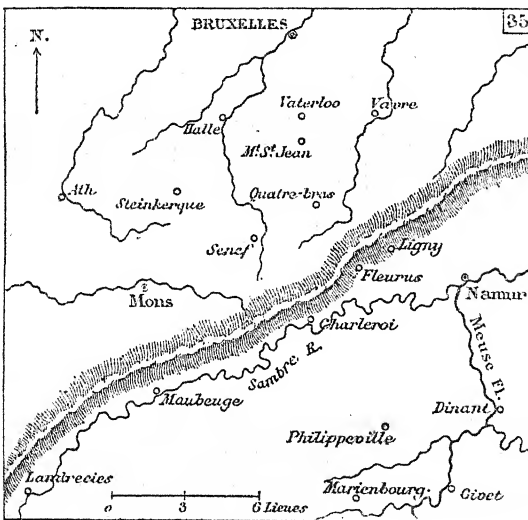


Fig. 35.

armée autour de *Charleroi* avec rapidité et en secret, il pouvait espérer surprendre les armées coalisées et les battre séparément ; l'armée prussienne, commandée par *Blücher*, était alors cantonnée vers *Namur* et l'armée anglaise, sous les ordres de *Wellington*, entre *Bruxelles* et *Quatre-Bras* (fig. 35) ; le Rhin

servait de *base d'opérations* à la première et la mer à la seconde ; c'est par suite de cette direction donnée à l'offensive qu'eut lieu, le 16 juin, la bataille de *Ligny* dont le succès ne fut pas complet à cause du retard apporté à l'exécution des mouvements secondaires et de la prompte détermination de *Blücher* qui eut l'habileté de se laisser séparer de sa base d'opérations plutôt que de l'armée anglaise.

L'offensive *tournante* ou *latérale* est une des combinaisons dont *Napoléon I^{er}* fit le plus souvent usage : les campagnes de 1800, 1803 et de 1806 en sont des exemples dignes de remarque. Voici comment il agit en 1806. Pendant que l'armée prussienne exécutait, par *Weymar*, *Gotha* et *Eisenach*, un mouvement offensif vers *Francfort*, sous la protection d'un rideau de

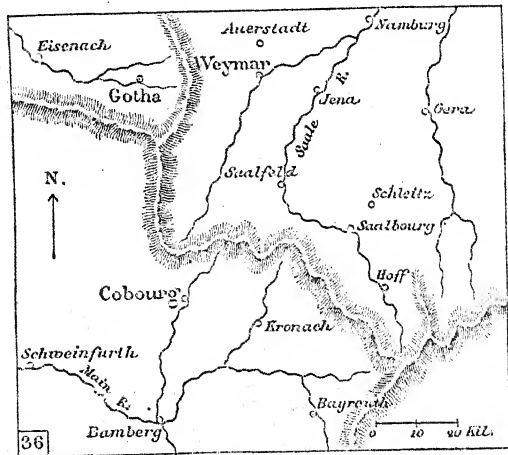


Fig. 36.

troupes qui occupait *Hoff*, *Saalbourg* et *Saalfeld*, c'est-à-dire les villes de la haute *Saal*, *Napoléon I^{er}* réunit ses forces sur le haut *Main* ; il les forma en trois groupes : celui de droite se porta de *Bayreuth* sur *Hoff* et *Géra* ; celui du centre alla de *Bamberg* par *Kronach*, *Saalbourg* et *Schleitz*, sur *Numbourg* ; celui de gauche se dirigea de *Schweinfurth* par *Königshofen* et *Cobourg*, sur *Saalfeld* et *Jéna* (fig. 36). La campagne, ouverte le 8 octobre, aboutit, le 14, aux deux victoires d'*Jéna* et d'*Auerstædt* dont la conséquence fut, non-seulement la destruction complète de l'armée prussienne, mais encore la perte,

pour cette armée, de sa *ligne d'opérations*. C'est, du reste, le but que l'on cherche généralement à atteindre par l'offensive tournante ; aussi doit-on employer cette méthode, toutes les fois que les circonstances locales s'y prêtent, c'est-à-dire quand on ne s'expose pas soi-même à être séparé de sa *base d'opérations*.

L'offensive *enveloppante* se produit par l'action des deux ailes de l'armée qui se portent en avant dans le but de séparer l'ennemi des points d'appui qu'il peut espérer trouver sur ses flancs : elle exige la supériorité numérique et il faut, pour sa réussite, que l'adversaire ait dispersé ses forces de façon à ne pouvoir prendre rapidement une position centrale d'où il serait à même d'accabler successivement les deux parties séparées de l'armée qui prend l'offensive. C'est ainsi qu'ont agi les Allemands dans la guerre de 1870. Notre *front d'opérations* s'étendait de Thionville à Wissembourg : deux masses semblaient prêtes à

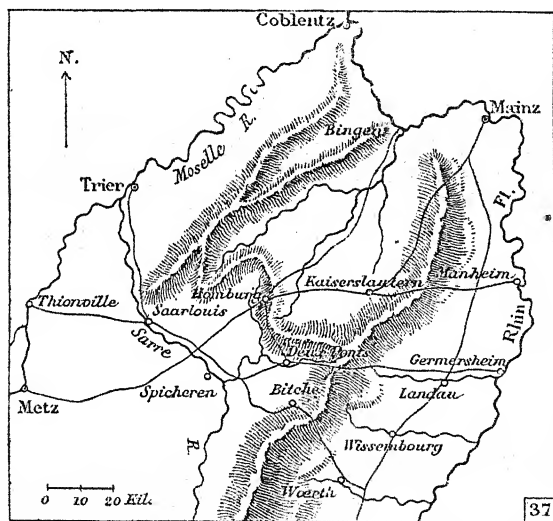


Fig. 37.

être constituées : l'une, celle de droite, en *Alsace*, devait ultérieurement contenir trois corps d'armée, mais elle n'en avait encore qu'un ; l'autre, celle de gauche, en *Lorraine*, devait ultérieurement contenir cinq corps d'armée, mais elle n'en avait encore que trois qui, du reste, n'étaient pas à même de se sou-

tenir réciproquement, lorsque les Allemands franchirent la frontière. Leur aile gauche, partie de *Landau* et *Germersheim*, prit sa *ligne d'opérations* par *Vissembourg* vers *Strasbourg* et battit notre aile droite à *Wærth*, le 6 août ; le même jour, une partie de notre aile gauche était défaite à *Spicheren* par leur aile droite qui était descendue de *Coblentz*, par *Trèves (Trier)*, sur *Saarlouis* (fig. 37). Quant au centre de l'armée ennemie qui se dirigeait de *Mayence (Mainz)* sur *Kayserslautern* et *Bitche*, il n'eut point à combattre ; il est permis de supposer que s'il eût été engagé le premier, les conséquences auraient été plus funestes encore à l'armée française ; et l'on peut affirmer qu'en pareille circonstance l'offensive centrale est de beaucoup supérieure à l'offensive enveloppante, même en connaissant parfaitement les dispositions défectueuses adoptées par l'ennemi.

En résumé, il y a, comme on peut le voir, une grande analogie entre les principes des combinaisons offensives stratégiques et ceux des opérations offensives tactiques ; nous indiquerons cependant, dans l'étude des points et lignes stratégiques ainsi que dans celle des batailles, des différences qui empêchent de confondre les uns avec les autres, et qui montrent comment les deux parties de la science militaire, tout en restant intimement liées l'une à l'autre, fonctionnent souvent par des procédés spéciaux.

En stratégie, comme en tactique, la DÉFENSIVE présente deux caractères distincts : elle peut être *passive* ou *active*.

Dans la résistance *passive*, l'armée qui se défend prend le parti de s'opposer à la marche de l'ennemi en lui disputant le plus possible les positions avantageuses et importantes que contient le théâtre des opérations, c'est-à-dire les *points stratégiques* : ou, après avoir subi un grave échec, elle recule au loin jusqu'à ce qu'elle ait trouvé un abri capable de la protéger et lui permettant de se reformer : c'est ce que fit à peu près une partie de l'armée française, celle qui avait été battue à *Wærth*, le 6 août 1870, alors qu'elle se retirait à travers les *Vosges*, la *Lorraine* et la *Champagne* jusqu'au camp de *Châlons*, suivie par la troisième armée allemande dont le *prince royal de Prusse* était le commandant en chef. Dans ce cas particulier, il n'y eut pas de combat (fig. 38). Le même système de défense peut encore être employé, mais d'une façon différente : si

l'offensive repose sur l'emploi d'un mouvement tournant, l'armée attaquée peut chercher à s'y opposer en modifiant la manière dont elle occupe les positions défensives. Ainsi, au début de la campagne de 1805, l'armée autrichienne commandée par Mack avait son front d'opérations, face à l'ouest, entre Ulm et Memmingen sur la rive

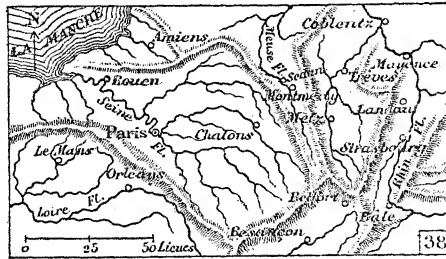


Fig. 38.

gauche de l'Ille : quand le général en chef ennemi eut connaissance de la direction de la marche de la grande armée française, il fit exécuter un changement de front à son armée, qui se plaça, face au nord, entre Ulm et Donauwerth, sur la rive droite du Danube (fig. 39).

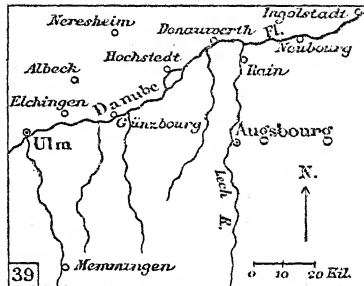


Fig. 39.

Ces deux méthodes de défense passive rentrent dans le système de la *défense directe* : celle-ci peut encore être *latérale*. C'est ainsi qu'agit Soult, ramenant en France une partie de l'armée d'Espagne battue à Orthez par Wellington : après avoir pris position près de Saint-Sever, sur la rive droite de l'Adour (fig. 40), il fut obligé de faire reculer ses troupes : il évita de prendre la route de Bordeaux qui traversait un pays pauvre et celle d'Agen qui conduisait directement l'ennemi en France ; il suivit celle de Toulouse, qui maintenait l'armée anglaise près de la frontière, qui éloignait l'ennemi de la mer d'où il tirait les objets nécessaires à son entretien, qui

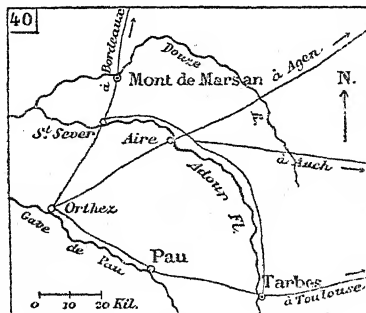


Fig. 40.

mettait nos troupes au milieu d'une contrée propre à la guerre de partisans et qui les rapprochait de celles que *Suchet* commandait en *Catalogne*.

Enfin, la résistance peut être *active*, c'est-à-dire reposer sur l'emploi des batailles offensives livrées par l'armée qui défend son territoire à l'armée envahissante. Nous en voyons deux exemples remarquables, le premier donné par *Frédéric II* dans la guerre de Sept ans et le second par *Napoléon I^{er}* dans la guerre de 1814. Examinons ce dernier. Après la séparation des deux armées ennemies qui devaient se porter de *la Rothière* à *Paris*, celle que commandait *Blucher* en suivant le cours de la

Marne et celle que commandait *Schwartzemberg* en suivant le cours de la *Seine* (fig. 41), *Napoléon I^{er}* mit à profit la position centrale qu'il occupait à *Nogent* : il battit d'abord les corps isolés de l'armée de *Blucher*, à *Champaubert*, à *Montmirail*, à *Château-Thierry* et à *Vauxchamps*, les 10, 11, 12 et 14 février; puis il reprit l'initiative des mou-

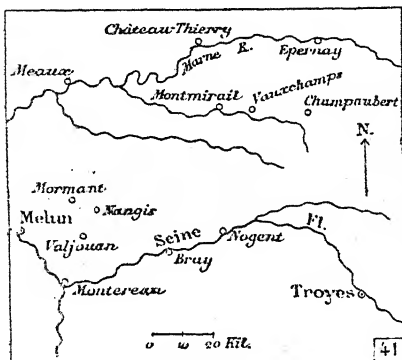


Fig. 41.

vements contre l'armée de *Schwartzemberg*, qui avait continué sa marche sur *Paris*, et il la battit à *Mormant*, *Valjouan* et *Montreuil*, les 16, 17 et 18 février.

De ces divers exemples nous pouvons conclure que la résistance passive latérale et la résistance active basée sur une position centrale sont les deux meilleures méthodes de défensive stratégique : il faut donc y avoir recours toutes les fois que les circonstances le permettent. Cependant la résistance directe, combinée avec l'emploi du vide fait devant l'ennemi, c'est-à-dire avec la destruction de toutes les ressources que l'armée est forcée d'abandonner, comme le fit l'armée russe en 1812, peut encore donner d'excellents résultats et obliger l'adversaire à se retirer quoique vainqueur.

CHAPITRE V

THÉÂTRE DE LA GUERRE.

Le THÉÂTRE DE LA GUERRE comprend l'ensemble des superficies continentales et maritimes sur lesquelles les armées belligérantes peuvent être amenées à se rencontrer en raison des alliances et des neutralités.

Ainsi, aux débuts de la guerre de 1805, la *France* avait à lutter contre une coalition formée par l'*Angleterre*, l'*Autriche*, la *Russie* et la *Suède* : la guerre pouvait être à la fois continentale et maritime. Les projets formés par *Napoléon I^{er}* pour exécuter une descente en *Angleterre* ayant échoué, les hostilités eurent le continent pour principal théâtre de la guerre, et les opérations y eurent lieu sur deux surfaces géographiques différentes, ce qui constitua deux *théâtres d'opérations*, ou *échiquiers stratégiques* : l'un fut le bassin supérieur et moyen du *Danube* dans lequel l'armée française, ramenée des *camps de Boulogne*, de la *Hollande* et du *Hanovre*, vint prendre l'offensive d'abord contre l'armée autrichienne qui, sous les ordres de *Mack*, avait envahi la *Bavière* et s'était avancée jusqu'à *Ulm*, puis contre l'armée russe réunie aux débris des forces autrichiennes : pendant ce temps, *Masséna* se trouvait sur la défensive, dans le bassin inférieur du *Pô* qui constituait le second théâtre des opérations, et dans lequel devait agir une armée autrichienne commandée par l'*archiduc Charles*. Enfin, une expédition combinée de troupes anglaises, russes et suédoises, devait opérer un débarquement en *Hollande* et être dirigée contre le *Hanovre*, tandis qu'une autre, composée d'Anglais et de Russes, devait partir de *Corfou*, débarquer à *Naples* et se réunir à l'armée napolitaine pour marcher contre *Masséna* : ces deux derniers projets n'ayant pas abouti, il n'y eut, en résumé, pour constituer le théâtre de la guerre, que les bassins du *Danube* et du *Pô*, reliés par le *Tyrol* et le *Vorarlberg*, qu'occupaient également les Autrichiens au début des hostilités (fig. 34).

CHAPITRE VI

OBJECTIF.

L'OBJECTIF d'un plan de campagne est le but à atteindre : il doit être choisi de telle sorte que l'adversaire soit obligé de conclure la paix ou de renoncer à ses projets : il dépend évidemment de la cause de la guerre, du caractère que les circonstances politiques et géographiques impriment à celle-ci et des forces dont disposent les puissances belligérantes.

L'objectif peut être d'une importance permanente ou relative, décisive, principale ou secondaire.

Un objectif d'*importance permanente* est un point du théâtre de la guerre devant avoir une influence directe sur l'ensemble des opérations, quelles qu'elles soient. Cette première catégorie comprend les capitales des pays : c'est, en effet, là que sont concentrées toutes les directions administratives, une grande partie des richesses nationales, et que viennent aboutir les principales voies de communication. Dans la guerre offensive, c'est presque toujours la capitale ennemie que l'invasion se propose d'occuper. Dans la guerre défensive, l'objectif est surtout de défendre la capitale, qui devient nécessairement le foyer de la résistance. L'histoire militaire nous prouve que, si ce principe n'est pas absolument vrai pour toutes les puissances européennes, il l'est en tout cas pour la *France* : c'est toujours *Paris* que les invasions ont eu pour objectif : c'est près de cette ville ou dans cette ville qu'a eu lieu le principal acte de la défense, et sa chute a eu pour résultat infaillible la fin de la résistance du pays.

Les objectifs d'*importance relative* sont ceux qui peuvent avoir une influence directe ou indirecte sur l'ensemble des opérations ; il y en a de plusieurs espèces ; les principaux sont les suivants :

- 1° Les nœuds de communication ;
- 2° Les places fortes ;
- 3° Les positions stratégiques ;
- 4° Les grands centres de population ;
- 5° Les points de passage sur les cours d'eau ;

6° Les cols dans les pays de montagnes.

Les *nœuds de communication* sont les premiers des points stratégiques d'une importance relative dans les contrées européennes : les grandes opérations y nécessitent, en effet, l'emploi des grandes routes et les voies ferrées y constituent aujourd'hui le principal moyen de transport. Nous citerons comme exemples : *Lyon*, qui domine les deux vallées du *Rhône* et de la *Saône*, et qui se trouve au centre des communications de la *France* avec l'*Italie* et du Sud avec l'*Est* : *Leipzig*, qui se trouve à la jonction de toutes les routes et de toutes les voies ferrées mettant en relations l'*Allemagne* du Nord et celle du Sud : *Tortone*, qui est le nœud des routes venant des *Alpes* à *Plaisance* par la rive droite du *Pô* et de celles qui partent des bords de la rivière de *Gênes* pour aboutir au même point.

Après les nœuds de communication, viennent les *places fortes*. Sans être un obstacle absolu à la marche de l'armée envahissante, une place forte, que celle-ci n'occupe pas, la gêne, l'oblige à former des *détachements* et à faire des mouvements détournés qui la retardent : elle favorise, au contraire, l'armée qui la possède ; elle assure les mouvements de ses partis, elle leur donne un refuge et elle couvre les magasins généraux. *Metz* fit échouer les entreprises de *Charles-Quint* : *Lille* arrêta pendant une année les opérations du prince *Eugène* et de *Marlborough* : *Strasbourg* fut le boulevard des armées françaises pendant les premières guerres de la Révolution : *Mantoue* contribua en 1796 à empêcher *Bonaparte* de marcher sur le *Frioul* aussitôt qu'il l'aurait voulu : le siège de *Dantzig* fut une des causes qui détermina *Napoléon I^{er}* à installer la grande armée dans les cantonnements de la *Passarge* : la prise de *Sébastopol* mit fin à la guerre d'Orient : enfin la défense de *Belfort* arrêta la marche directe des Allemands dans la vallée du *Rhône* et permit à l'armée de l'*Est* de pousser une pointe dans la direction de l'*Alsace*.

La troisième catégorie des objectifs contient les *positions stratégiques* qui se distinguent des *positions tactiques* en ce que les premières sont étendues et occupées quelque temps, tandis que les secondes sont resserrées et presque journalières. Nous pouvons en citer les exemples suivants : la position stratégique prise par *Bonaparte* à *Rivoli*, à *Verone* et à *Legnago*, en 1796,

pour surveiller l'*Adige*, et essentiellement différente de la position tactique qu'il avait reconnue à *Rivoli* : la position stratégique, prise par *Napoléon 1^{er}* aux environs de *Brünn*, en 1805, qu'il ne faut pas confondre avec la position tactique dont il fit le champ de bataille de *Austerlitz* : la position stratégique, prise par l'archiduc *Charles*, sur la rive gauche du *Danube*, en 1809, près de *Florisdorf* et au pied du *Bisamberg*, pour empêcher l'armée française de prendre pied dans le *Marschfeld*, ce qui amena la bataille de *Wagram*, livrée sur un terrain voisin mais surtout contre la position tactique du *Russbach* : enfin, la position stratégique des armées anglo-prussiennes sur la frontière de *Belgique*, en 1815, dont le réduit était en quelque sorte la position tactique de *Mont-Saint-Jean* où eut lieu la bataille de *Waterloo*. Nous ne saurions terminer ce qui concerne les positions sans rappeler que nous avons déjà maintes fois signalé les liens extrêmement resserrés qui unissent la tactique et la stratégie : c'est surtout en ce qui concerne le choix de ces positions qu'il y a lieu de faire ressortir la connexité constante de ces deux parties de la science militaire : on ne peut comprendre, en effet, qu'un général en chef se soit décidé à adopter une position stratégique sans y avoir préparé un champ de bataille avantageux, ni qu'il ait choisi une bonne position tactique sans s'être assuré que la bataille dont elle sera le théâtre aura des résultats stratégiques importants. Et ces deux principes sont si logiques que, dans beaucoup de circonstances, la position stratégique se confond presque avec la position tactique : c'est ainsi que, après le débarquement de l'armée anglo-française en *Crimée*, l'armée russe dut prendre une position stratégique et tactique sur la rive gauche de l'*Alma*, pour arrêter la marche de l'ennemi sur *Sébastopol*.

Après les positions stratégiques viennent les *grands centres de population*, c'est-à-dire les villes ouvertes qui sont chefs-lieux de provinces ou de départements : leur importance provient d'abord de ce qu'ils possèdent de grandes ressources, puis de ce qu'ils sont le siège des hautes autorités militaires et administratives : mais elle résulte encore de la constitution politique du pays, en raison de ce fait que leur possession par l'ennemi peut amener la séparation d'une province dans un pays fédératif, tandis qu'elle sera, sans doute, simplement secondaire dans un pays dont l'unité est parfaite.

Si la guerre a lieu en pays de plaine, les *points de passage sur les cours d'eau* ont une importance stratégique évidemment relative, mais souvent considérable. Tels furent : les ponts de *Donauverth* et d'*Elchingen*, sur le *Danube*, en 1805 ; celui de *Halle* sur la *Saal*, en 1806 ; celui de *Friedland*, sur l'*Alle*, en 1807 : celui de *Ratisbonne* (*Regensburg*), et ceux de *Lobau*, sur le *Danube*, en 1809 : celui de *Studienka*, sur la *Bérésina*, en 1812 : ceux de *Nogent*, sur la *Seine*, de *Château-Thierry*, sur la *Marne*, et de *Soissons*, sur l'*Aisne*, en 1814 : ceux de *Palestro*, sur la *Sesia*, et de *Turbigo*, sur le *Tessin*, en 1859 : enfin, ceux de *Fontenoy*, sur la *Moselle*, et d'*Orléans*, sur la *Loire*, en 1870-1871. Tous ces souvenirs de faits de guerre mémorables indiquent, d'une façon évidente, que la possession des ponts permanents sur les fleuves et les grandes rivières, ou l'établissement des ponts flottants, donne à l'armée qui en dispose toute facilité pour la conduite de ses opérations ultérieures.

Parmi ces ponts, il en est qui ont une importance plus grande que les autres : ce sont ceux qui sont placés au confluent de deux ou plusieurs cours d'eau, comme l'ont prouvé celui de *Leipzig*, en 1813, et celui de *Montereau*, en 1814.

Mais, quand les opérations ont lieu en pays de montagne, les cols y jouent un rôle analogue à celui des points de passage sur les cours d'eau dans la guerre en pays de plaine. On en trouve des exemples dans les cols des *Alpes-Maritimes* et des *Apennins*, aux débuts de la campagne de 1796, dans celui de *Bard*, en 1800, dans celui de *Nachod*, en 1866. Parmi ces cols, ceux qui ont le plus d'importance font communiquer entre elles plusieurs vallées : tels sont ceux du plateau de *Langres* qui mettent en relations les vallées de la *Seine*, de la *Marne*, de la *Saône* et de la *Meuse*, ou ceux qui, à travers les *Alpes-Helvétiques*, unissent les vallées du *Rhin*, du *Pô* et du *Rhône*.

Que ces divers points soient d'une importance permanente ou relative, c'est-à-dire qu'ils aient sur la direction des opérations une influence indépendante du but de la guerre, ou déterminée par ce but même, ils ont, dans l'établissement du plan de campagne et par rapport à cette direction des opérations, une importance, ou décisive, ou principale, ou secondaire.

Un objectif d'une *importance décisive* consiste dans l'occu-

pation d'un point, ou la réalisation d'un but, tel que la guerre prenne forcément fin : c'est souvent la capitale d'un État, une grande place forte, le gain d'une bataille engagée sur une position stratégique entre les principales masses des armées belligérantes : telles furent la prise de *Paris*, en 1814 et en 1871, la chute de *Sébastopol* en *Crimée*, les victoires de *Marengo*, d'*Austerlitz*, de *Wagram*, etc.....

Un objectif d'*importance principale* est l'occupation d'un point, ou la réalisation d'un but, décidant d'une période de la campagne : nous pouvons en citer comme exemples : la prise d'*Ulm* et de l'armée autrichienne, commandée par *Mack*, qui s'était réfugiée sous les murs de cette ville, en 1805 : les deux victoires d'*Jéna* et d'*Auerstædt* qui, au début de la guerre de 1806, détruisirent la plus grande partie de l'armée prussienne, et dont la conséquence fut de ne plus laisser à *Napoléon 1^{er}* que l'armée russe à combattre : la prise de *Metz* et de la partie de l'armée française qui, en 1870, était venue s'établir dans le camp retranché formé autour de cette ville.

Quant à l'objectif d'*importance secondaire*, c'est l'occupation d'un point, ou la réalisation d'un but, qui donne des résultats efficaces au point de vue des opérations ultérieures, mais sans influence prépondérante sur une période ou sur la fin de la guerre. C'est ainsi qu'il faut envisager, par exemple, l'occupation du *Tyrol* dans la campagne de 1805, le siège de *Dantzic* en 1807, l'expédition du 5^e corps français en 1839, et l'expédition de l'armée prussienne du *Mein*, en 1866, contre les 7^e et 8^e corps fédéraux allemands.

CHAPITRE VII

THÉÂTRE D'OPÉRATIONS.

La détermination de l'*objectif d'importance décisive* indique évidemment quel doit être le THÉÂTRE D'OPÉRATIONS, c'est-à-dire tout le terrain qu'une armée peut chercher à envahir, ou qu'elle peut avoir à défendre. Cela résulte de ce fait que, de deux armées belligérantes, l'une se résout volontairement ou forcément à la défensive, tandis que l'autre prend l'offensive ; la première fait alors tous ses efforts pour empêcher la seconde

d'atteindre l'objectif qu'elle s'est proposé et cette opposition constante des deux armées ennemies se produit presque toujours sur une surface géographique, assez nettement déterminée, à laquelle on donne souvent le nom d'*échiquier stratégique*. Sur ce théâtre d'opérations, les objectifs d'importance principale sont généralement connus et déterminés à l'avance, mais ils peuvent être la conséquence des événements : quant à ceux d'importance secondaire, ils sont souvent inconnus et ils dépendent surtout des éventualités : mais ces règles supportent de nombreuses exceptions.

Si nous consultons l'histoire, nous voyons que, dans certains cas, une grande armée a eu un seul échiquier stratégique pendant une guerre entière : dans d'autres cas, après avoir eu un seul échiquier au début des hostilités, elle a été obligée d'en adopter plusieurs dans la suite des opérations : dans quelques circonstances enfin, elle a dû, dès le commencement de la campagne, agir sur plusieurs théâtres d'opérations à la fois. Remarquons, en outre, que quand il y a plusieurs échiquiers stratégiques, l'un est généralement plus important que les autres : il est déterminé d'après la direction de l'objectif d'importance décisive : c'est sur celui-là qu'opère la plus grande masse des forces et, par suite, le grand quartier général : les autres n'ont presque toujours qu'un objectif d'importance principale ou secondaire et souvent même d'importance si minime qu'on donne le nom de *détachements* aux troupes qui sont chargées de l'atteindre, et ceux de *pointe*, *démonstration* ou *diversion*, aux opérations qui en résultent. Ajoutons enfin que, selon les circonstances, les divers échiquiers sont liés les uns aux autres ou tout à fait indépendants. Ce sont ces différences que nous allons montrer et expliquer par les exemples suivants.

Dans la campagne de 1806-1807, la grande armée française, commandée par *Napoléon I^{er}*, se concentra dans le bassin supérieur du *Mein* ; elle franchit le *Franken-Wald* et elle vint livrer, sur les bords de la *Saal*, les deux batailles d'*Iéna* et d'*Auerstædt* à l'armée prussienne ; puis elle traverse l'*Elbe*, elle entre à *Berlin*, elle franchit l'*Oder*, et elle atteint la *Vistule*, dans le but d'aller attaquer l'armée russe, dont elle est définitivement victorieuse à *Friedland*. Depuis le 5 octobre 1806, date de l'ouverture des hostilités, jusqu'au 7-9 juillet 1807, dates de

la conclusion des traités de *Tilsitt*, la grande armée n'eut qu'un seul théâtre d'opérations, et ce fut la contrée comprise entre le *Rhin* à l'ouest, la *mer Baltique* au nord, la chaîne de partage des eaux de l'*Europe* au sud et l'empire de *Russie* à l'est; il y eut bien, en fait, sur cet unique échiquier stratégique, des pointes, des diversions, des démonstrations, des sièges de places fortes, mais toutes ces opérations étaient d'une importance essentiellement secondaire, et elles étaient, du reste, dirigées par le grand quartier général de *Napoléon 1^{er}* (fig. 42).

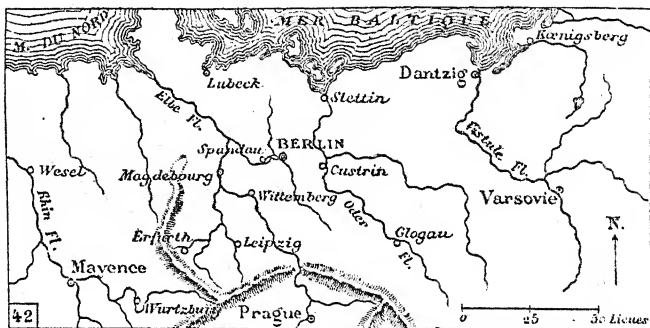


Fig. 42.

Dans la guerre de 1870-1871, déduction faite de notre tentative avortée de débarquement sur les côtes prussiennes de la *mer Baltique*, il n'y avait au début des hostilités qu'un seul théâtre d'opérations : c'était le pays entre *Rhin* et *Moselle*. Après les batailles de *Wärth* et de *Spicheren*, il y eut deux échiquiers stratégiques : l'un avait, pour objectif d'importance principale, *Metz* et la position prise près de cette ville par une partie de l'armée française ; l'autre avait, pour objectif d'importance principale, d'abord *Châlons*, puis *Sedan*, et les positions prises près de ces deux villes par l'autre partie de l'armée française. Après la bataille de *Sedan*, l'armée allemande qui y avait été victorieuse se porta vers *Paris*, qui était l'objectif d'importance décisive : elle eut alors un nouveau théâtre d'opérations autour de la capitale dont elle fit l'investissement et auprès de laquelle s'établit le grand quartier général. Après la reddition de *Metz*, une partie de l'armée allemande qui avait bloqué cette ville se porta dans la direction d'*Orléans* et eut

un nouvel échiquier stratégique dans la vallée de la *Loire*, tandis que l'autre partie se dirigeait sur *Amiens* et sur *Rouen*, prenant ainsi, pour théâtre d'opérations, le bassin de la *Somme* et le bassin inférieur de la *Seine*. Enfin, la tentative faite par l'armée française de l'est dans la direction de *Besançon* et *Belfort* forma un nouvel échiquier stratégique dans les vallées de la *Saône* et du *Doubs*. De tous ces théâtres d'opérations, le plus important était celui qui avait en vue la prise de *Paris*, c'est-à-dire l'objectif d'importance décisive, et la reddition de la capitale amena la cessation des hostilités sur tous les points de notre territoire : à cette reddition était attaché le sort des autres opérations de la campagne, et quelque malheureuses que fussent celles-ci, elles ne pouvaient avoir pour conséquence la chute de *Paris*, tandis que l'occupation de cette ville par l'armée allemande annihilait, ou tout au moins compromettait, les efforts de résistance que les diverses armées françaises pouvaient encore tenter sur les autres théâtres d'opérations. En résumé, nous voyons qu'à un moment les Allemands eurent, dans cette guerre, quatre échiquiers stratégiques, dont trois, d'une importance secondaire, étaient intimement liés à celui qui contenait l'objectif d'importance décisive (fig. 38).

La campagne de 1866 nous offre d'autres combinaisons. La *Prusse* s'était alliée à l'*Italie* pour combattre l'*Autriche* qui, de son côté, pouvait compter sur l'alliance de quelques États de la Confédération allemande et, en particulier, de la *Bavière*, du *Wurtemberg*, de la *Saxe*, du *Hanovre*, de la *Hesse* et de *Bade*. En raison de la dispersion des diverses puissances engagées dans la lutte, nous voyons que la guerre se fit à la fois sur plusieurs théâtres d'opérations, mais il faut ajouter que, loin d'être liés les uns aux autres comme dans la guerre de 1870-1871, ils étaient parfaitement indépendants les uns des autres. Ainsi, d'une part, l'*Autriche* et l'*Italie* se trouvent en présence entre le *Mincio* et l'*Adige* : leurs armées se rencontrent à *Custoza*, au milieu du quadrilatère formé par *Peschiera*, *Verone*, *Legnago* et *Mantoue* ; dans cette bataille, les Autrichiens, qui sont restés sur la défensive, sont victorieux, mais leur succès n'a aucune influence sur l'ensemble des opérations. D'autre part, l'armée prussienne du *Mein*, formée des troupes d'occupation des duchés de l'*Elbe*, du corps d'armée de *Westphalie* et d'autres détachements, a pour théâtre d'opérations,

d'abord la vallée du *Weser*, puis celle du *Mein* ; elle y fut sans cesse victorieuse, mais ses succès n'avaient pas plus d'importance que les échecs subis dans le bassin du *Pô* par l'allié de la *Prusse*. L'objectif d'importance décisive était, en effet, *Vienne*, et c'était celui de l'armée prussienne qui prenait l'offensive dans le bassin de l'*Elbe* ; il en résulta nécessairement que les événements dont ce bassin fut d'abord le théâtre, puis qui eurent lieu en *Moravie*, devaient avoir pour conséquence la conclusion de la paix, lorsque l'un des deux adversaires aurait obtenu une grande victoire et une satisfaction complète pour ses droits. C'est ce qui eut lieu, en effet, quand, après la victoire de *Sadowa*, la grande armée prussienne, conduite par le roi de *Prusse* à travers la *Moravie*, vint menacer la capitale de l'*Autriche* (fig. 34 et 42).

Ainsi donc, en résumé, un théâtre de guerre est presque toujours composé de plusieurs théâtres d'opérations, et un théâtre d'opérations peut être soit unique, soit partagé en plusieurs petits échiquiers sur lesquels les armées, liées les unes aux autres, sont conduites par le même commandant en chef. C'est le plan de campagne qui détermine ces diverses combinaisons. Mais il convient d'observer que l'ensemble de plusieurs théâtres d'opérations indépendants, comme cela se produisit en 1866, n'est autre chose que le théâtre de la guerre, c'est-à-dire l'étendue des territoires sur lesquels les armées peuvent être amenées à se rencontrer : cette étendue se fractionne en un certain nombre de surfaces géographiques qui deviennent des théâtres d'opérations : les combinaisons auxquelles donne lieu la mise en action de chaque armée sur un échiquier doivent être, autant que possible, prévues dans le plan de campagne ; mais souvent elles ne peuvent pas l'être, et elles présentent alors de grandes difficultés. .

CHAPITRE VIII.

BASE D'OPÉRATIONS.

Le théâtre des opérations contient un certain nombre de *points* et *lignes*, dits *stratégiques* ; ces points et lignes ne sont, bien entendu, nullement géométriques, et la formule toute grammaticale qui sert à les désigner concerne, comme on l'a

déjà vu ci-dessus et comme on le verra encore plus loin, des objets de nature fort différente mais qui ont, par rapport aux opérations militaires, un caractère commun.

Parmi ces points, le premier est l'*objectif* ; nous avons dit que son choix détermine les limites du théâtre d'opérations, et si, contrairement à ce que font certains ouvrages militaires, nous avons d'abord parlé de ce qui concerne l'objectif, c'est que nous pensons qu'en stratégie comme en toutes choses, il faut d'abord savoir où l'on veut aller, quel résultat on désire obtenir, avant d'indiquer la marche que l'on suivra.

L'objectif étant bien arrêté, le théâtre des opérations étant limité, il convient de choisir dans cette zone de l'échiquier stratégique la BASE D'OPÉRATIONS, c'est-à-dire la ligne d'où l'on partira pour atteindre l'objectif, et c'est ce qui fait, de cette base, la première ligne stratégique.

Ceci étant posé, nous allons étudier séparément les principes qui concernent cette base selon le système des opérations adopté, c'est-à-dire selon que l'armée prend l'offensive ou reste sur la défensive ; mais on verra ensuite que, dans la réalité des faits, ces deux lignes doivent être considérées comme n'en faisant qu'une pour parer aux éventualités qui peuvent amener une armée à passer de l'offensive à la défensive ou réciproquement.

Les bases d'opérations sont de deux sortes : *primitives* ou *éventuelles*.

La *base primitive* est, d'après *Jomini*, l'étendue ou la fraction d'un État d'où une armée tire ses ressources et ses renforts, d'où elle part, soit pour l'invasion du territoire ennemi, soit pour une expédition, et où elle trouvera un refuge au besoin. C'est généralement une zone de terrain protégée par un ou plusieurs obstacles naturels ou artificiels. *Jomini* ajoute que cette base doit exister et être prête en tout temps : c'est ce qu'il caractérise en lui donnant le nom de *permanente*. Elle doit contenir, dans les villes ouvertes ou fortifiées dont elle est formée, des magasins de vivres, de munitions et d'effets, des manutentions avec des fours, des ateliers de confection et de réparation, des hôpitaux et des réserves en matériel de toutes sortes.

Lorsque la frontière est une bonne barrière naturelle ou artificielle, elle peut devenir une excellente base ; il faut alors

qu'elle soit formée par un cours d'eau ou par une chaîne de montagnes, qu'elle soit sillonnée par des routes commodess assurans les communications en arrière et facilitant les débouchés en avant, qu'elle contienne un certain nombre de places fortes permettant de tenir les ressources nécessaires à l'abri des coups de main de l'ennemi, qu'elle ait une profondeur suffisante pour opérer sans encombrement la concentration de l'armée, qu'elle ait une longueur en rapport avec l'effectif probable des forces dont peut disposer la nation, enfin que ses ailes soient appuyées à un obstacle naturel, à un pays neutre, ou protégées par des places fortes.

Mais, si la frontière ne remplit pas les conditions ci-dessus énoncées, on ne saurait sans imprudence en faire la base d'opérations : il est plus naturel de reculer cette base et de la rapprocher du centre du pays, c'est-à-dire de la placer dans la capitale même ou près de celle-ci : c'est, dans ce cas, entre la capitale et la frontière que s'opère la concentration des troupes de campagne ; les premiers revers ne peuvent alors compromettre les éléments dont se compose la base, et celle-ci, ainsi établie, répond parfaitement au but qui en nécessite la création, puisque les voies ferrées permettent d'en tirer les ressources suffisantes et de les porter, en moins de vingt-quatre heures, aux troupes qui en sont éloignées de quelques centaines de kilomètres seulement : c'est, du reste, la meilleure méthode pour compenser le désavantage que présentent, au point de vue de l'établissement d'une base d'opérations, les États dont la capitale est trop rapprochée de la frontière.

Quelle que soit la façon dont est établie la base d'opérations, on en confie la garde à une *réserve stratégique* : on forme le noyau de celle-ci avec quelques fractions constituées, mais peu considérables, de troupes de campagne auxquelles on joint une fraction importante de l'armée territoriale et de la dernière classe de recrues que l'on vient d'appeler : on y ajoute au besoin les détachements qui vont à l'armée et ceux qui en reviennent, les troupes qui ont eu à souffrir déjà et qui ont besoin de se refaire, les convalescents, les ouvriers de tous états ; on obtient ainsi une masse assez imposante pour assurer la conservation des places fortes, des arsenaux, des magasins, des parcs, des hôpitaux, des gares, des nœuds de communications,

des têtes de pont et des cols, de manière que l'armée puisse en disposer selon les besoins.

Quant à la direction de la base par rapport à celle de l'ennemi, elle peut lui être, soit parallèle, soit oblique sous un angle aigu, soit perpendiculaire.

Quand la base est *parallèle* à celle de l'adversaire, si l'on admet que les deux armées viennent se heurter l'une contre l'autre en marchant perpendiculairement à cette base, elles se trouvent toutes deux dans les mêmes conditions, et ni l'une ni l'autre ne peut chercher à tourner une extrémité de la base de l'ennemi. Quand la base est *oblique*, le mouvement tournant peut être tenté, mais c'est particulièrement avec une base *perpendiculaire* que cette opération offre des chances de succès. Il faut cependant bien reconnaître que la base parallèle présente moins de dangers que les autres, puisqu'elle ne peut être aussi facilement tournée par l'adversaire que si elle était oblique ou perpendiculaire : il convient, du reste, d'ajouter que la configuration générale des frontières et du théâtre des opérations peut avoir une grande influence sur la direction à donner à la base : nous nous abstenons d'insister sur ce sujet dont la discussion sort du cadre tracé à cette partie de notre enseignement.

Il est pourtant une sorte de base d'opérations que *Jomini* appelle la base *à deux faces* et sur l'emploi de laquelle il convient de donner des notions plus étendues. Dans cette disposition, la base a la forme d'une ligne brisée, formant un angle rentrant : ces deux faces assurent la possession de deux côtés de l'échiquier stratégique : elles permettent de rassembler secrètement la plus grande partie des forces à l'extrémité de la base la plus rapprochée de l'une des deux ailes de l'armée opposée, tout en maintenant l'ennemi dans une incertitude complète sur la véritable direction de l'attaque ; elles facilitent le changement de la *ligne d'opérations* quand les événements ultérieurs l'exigent. Si l'on admet que la surface géographique, dont est formé l'échiquier stratégique, affecte sensiblement la forme d'un quadrilatère, il est évident que, dans le cas où l'un des quatre côtés est, soit un obstacle insurmontable, soit la frontière d'une puissance neutre, l'avantage des combinaisons appartient à celle des deux armées qui dispose de deux des trois côtés restés libres, l'autre armée en tenant seulement

un : c'est ce que démontrent les campagnes de 1803, 1806 et 1870.

Dans la campagne de 1803, la base primitive de la grande armée française était constituée par le *Mein* depuis ses sources jusqu'à *Mayence* (fig. 34 et 39), et par le *Rhin* depuis *Mayence* jusqu'à *Bâle* : de ces deux parties de la base, l'une, formée par le *Rhin*, était la base *principale*, et l'autre, formée par le *Mein*, était la base *secondaire* : ces deux faces donnaient deux des côtés de l'échiquier stratégique : le troisième côté était formé par la *Suisse* et par la chaîne des *Alpes centrales* : le quatrième côté, bien que l'armée autrichienne fût déjà arrivée sur les hauteurs de l'*Iller*, pouvait être considéré comme constitué par la frontière commune à l'*Autriche* et à la *Bavière*. C'est sur la base principale que furent concentrés : les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e corps français, la garde impériale, la réserve de cavalerie et celle d'artillerie. La réserve stratégique, réunie pour la conserver, comprenait : le 7^e corps, les troisièmes bataillons des régiments compris dans la grande armée, 80,000 conscrits et les gardes nationales mobilisées des départements situés sur la rive gauche du *Rhin*. Sur la base secondaire furent concentrés : l'armée bavaroise qui s'était repliée sur *Wurtzbourg*, le 1^{er} corps qui venait de *Hanovre* et le 2^e corps qui, de la Hollande, s'était porté sur *Mayence*. *Napoléon 1^{er}*, ayant fait faire quelques démonstrations vers les défilés de la *Forêt Noire* qui conduisent de la vallée du *Rhin* vers les sources du *Danube*, *Mack*, commandant en chef de l'armée autrichienne déjà arrivée sur les bords de l'*Iller*, crut qu'il allait être attaqué directement par les troupes venant de l'aile droite de la base principale : il n'en fut rien : la grande armée française fit un mouvement de conversion en pivotant sur cette aile droite et en portant son aile gauche en avant : elle parut ainsi abandonner momentanément sa base principale pour s'appuyer sur sa base secondaire : son *front d'opérations*, quand elle atteignit le *Danube*, était parallèle au *Mein*, et perpendiculaire au *Rhin*. Quand la position stratégique prise par *Mack* près d'*Ulm* eut été tournée, la base secondaire du *Mein* fut abandonnée et la base principale du *Rhin* fut prise à nouveau.

Dans la campagne de 1806, la base primitive de la grande armée française était formée par le *Mein*, depuis ses sources jusqu'à *Mayence* (fig. 36 et 42), et par le *Rhin*, depuis *Mayence*

jusqu'à son embouchure : la base principale était le *Rhin* et le *Mein* formait la base secondaire : ces deux faces tenaient deux des côtés de l'échiquier stratégique : le troisième côté était formé par la mer : sur le quatrième côté était la base de l'armée prussienne que l'on pouvait considérer comme formée par le cours de l'*Elbe*, bien que cette armée, ayant pris l'offensive, eût déjà franchi la *Saal*. C'est sur la base secondaire que furent concentrés : les 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e corps français, la garde impériale, la réserve de cavalerie et celle d'artillerie : il convient de faire observer qu'une partie de cette armée était déjà cantonnée en *Allemagne* avant l'ouverture des hostilités. Sur la base principale, aux environs de *Mayence*, s'établit le 8^e corps d'armée et le roi de *Hollande* dut organiser, près de *Wesel*, une armée de 80,000 hommes qui devint, plus tard, le corps d'observation de la grande armée. Quand les batailles d'*Iéna* et d'*Auerstædt* eurent coupé l'armée prussienne de sa base d'opérations, les trois côtés libres de l'échiquier stratégique furent au pouvoir de l'armée française et les débris de l'armée prussienne, obligés de se retirer vers le nord, n'ayant à leur disposition aucune flotte qui leur permit d'échapper par la mer, devinrent nécessairement la proie du vainqueur. La base secondaire du *Mein* fut ensuite abandonnée et les opérations ultérieures s'appuyèrent sur la base principale du *Rhin*.

Dans la guerre de 1870, l'armée allemande disposait, en réalité, de trois côtés de l'échiquier stratégique, et cela par le fait de l'étendue du *front d'opérations* de l'armée française (fig. 37). La base d'opérations du plan de campagne allemand se composait d'une ligne brisée formée par la *Moselle*, depuis la frontière française jusqu'à *Coblentz*, par le *Rhin*, de *Coblentz* à *Mayence*, et par le même fleuve, de *Mayence* jusqu'à *Germersheim* : la neutralité du *Luxembourg* et de la *Belgique* appuyait la droite de cette base : la neutralité de la *Suisse* ne permettait à l'armée française de franchir le *Rhin* qu'entre *Lauterbourg* et *Huningue* si elle voulait prendre l'offensive : dans ce mouvement, elle s'exposait à se faire couper de sa base d'opérations par une attaque latérale des troupes ennemies qui, parties de *Coblentz*, de *Mayence* et de *Landau*, n'avaient qu'à marcher de concert vers le sud pour tourner tout à fait notre base, si elle s'était appuyée sur le *Rhin* ou sur les *Vosges* et pour la tourner en partie si elle avait été formée par la *Moselle*. L'alliance de la

Bavière avec la *Prusse* avait donc permis à celle-ci de préparer un plan de campagne dont les premiers résultats devaient être d'isoler *Strasbourg* et *Metz*, puis de ne laisser aux Français que *Paris* comme principal foyer de la résistance. Dans le cas où ceux-ci, renonçant à franchir le *Rhin* entre *Lauterbourg* et *Huningue*, auraient pris l'offensive vers le nord, vers *Coblentz* et *Mayence*, ils se trouvaient en présence de la partie principale de la base d'opérations des Allemands, formée par le *Rhin* et appuyée à ces deux places : cette barrière eut, si ce n'est arrêté, du moins beaucoup retardé leur mouvement.

D'après les exemples donnés ci-dessus, on voit que la base d'opérations sur un échiquier stratégique peut être à simple ou à double face : quand il y a deux faces, l'une d'elles est presque toujours plus importante que l'autre et elle constitue la base *principale*, tandis que celle-ci forme la base *secondaire*.

On entend par *base éventuelle* ou *passagère*, celle qu'une armée d'invasion établit sur le pays ennemi, quand ses mouvements l'ont trop éloignée de sa base primitive. L'armée laisse ainsi, en arrière d'elle, une série d'échelons qui assurent ses relations avec son propre pays et qui permettent d'en faire venir toutes les ressources que ne peut fournir celui de l'adversaire. On constitue généralement chacune de ces bases éventuelles avec une partie d'un cours d'eau sur laquelle se trouve une place forte : on y construit une ou deux têtes de pont, s'il n'y en a déjà, puis une ou deux grandes lignes mettant les dépôts à l'abri d'un coup de main, servant à la réunion des troupes chargées de les garder et permettant à l'armée d'y trouver un refuge en cas de revers. On établit ainsi autant qu'il est nécessaire de bases éventuelles, en les maintenant à une distance moyenne de huit ou dix jours de marche et en les asseyant sur des points où l'on peut espérer être soutenu de tous ses moyens de guerre et s'assurer en même temps un abri certain.

C'est ce principe que nous voyons appliqué par *Napoléon I^{er}* dans la campagne de 1806, après les victoires d'*Iéna* et d'*Auerstædt* (fig. 42). La base principale était le *Rhin*, mais surtout dans la partie de son cours comprise entre *Mayence* et *Wesel* : *Erfurt* fut le centre de la première base éventuelle ; la partie du cours de l'*Elbe*, comprise entre *Wiltemberg* et

Magdebourg, et appuyée sur ces deux villes, forma la deuxième; ce fut *Spandau*, près de *Berlin*, qui forma la troisième; on établit la quatrième sur la partie du cours de l'*Oder*, appuyée à *Custrin* et à *Stettin*; enfin ce fut le cours de la *Vistule*, de *Varsovie* à *Dantzic*, qui servit de cinquième et dernière base éventuelle. On voit que, si *Napoléon I^{er}* avait subi au delà de la *Vistule* un échec assez grave pour l'obliger à battre en retraite, il pouvait retirer ses troupes en faisant face à la poursuite sur chacune des bases éventuelles qu'il avait créées avec tant de soin, dont il avait fait autant de véritables *lignes de défense*, et dont le centre était une *place du moment*.

Mais il arrive qu'il n'est pas toujours possible d'établir des bases éventuelles sur tous les points importants de l'échiquier stratégique qui se trouvent entre la base primitive et le *front d'opérations*; on y pourvoit alors par l'emploi des *réserves stratégiques*, dont nous avons déjà indiqué en partie l'objet. Nous en trouverons de nombreux exemples dans les guerres faites par *Napoléon I^{er}*; il y en a plusieurs dans la campagne de 1806 même; l'un d'eux nous est fourni par la constitution du 8^e corps qui reçut l'ordre de quitter le *Rhin* pour se porter à *Schwerin*, d'être à même ensuite d'agir contre les Suédois, dans la *Poméranie suédoise*, ou contre un corps quelconque d'ennemis qui se porterait de *Dantzic* ou *Grandenz* contre l'*Oder*, de résister aux Anglais s'ils tentaient un débarquement sur le continent germanique par les embouchures des fleuves, de couvrir *Berlin*, de pouvoir marcher sur *Stettin* au premier ordre, enfin d'être extrêmement mobile, l'intention formelle, exprimée par *Napoléon I^{er}* et communiquée par lettre au commandant de ce corps, étant de l'employer à différents usages.

Ce que nous venons de dire pour les diverses bases d'opérations d'une armée qui prend l'offensive s'applique aux *lignes de défense* établies par une armée qui adopte la défensive.

Un État qui n'a point le désir de se livrer à la guerre d'invasion, mais qui veut conserver intact son territoire, est donc obligé d'avoir sur chacune de ses frontières, une ligne de défense *permanente* qui, en cas de guerre, devient la ligne de défense *primitive*; c'est une barrière formée, soit par un cours d'eau sur lequel sont établies des places fortes avec de doubles têtes de pont, soit par une chaîne de montagnes dont les

passages praticables sont gardés par des forts d'arrêt, soit par une côte maritime ayant quelques ports fortifiés. Pour remplir efficacement l'objet en vue duquel elle est créée, cette ligne de défense doit être, soit à simple face et parallèle ou oblique à la base d'opérations de l'ennemi, soit à double face, mais avec un angle rentrant, ayant une face parallèle à cette base et l'autre perpendiculaire. En arrière de cette ligne de défense primitive, sont établies des lignes de défense *éventuelles* permettant de prolonger la résistance lorsque la première a été forcée par l'adversaire; on les obtient avec une rivière un peu large, une chaîne de montagnes peu élevées, un grand défilé, c'est-à-dire avec des obstacles naturels sur les points accessibles desquels sont établis des camps retranchés permanents ou quelques retranchements provisoires.

Contre une invasion d'*Allemagne* en *France*, le *Rhin*, les *Vosges*, la *Moselle*, la *Meuse*, sont des lignes de défense naturelles que les secours de l'art de l'ingénieur doivent fortifier; de même, l'*Allemagne* du Nord, au cas d'une invasion venant de *France*, a pour lignes de défense naturelles, le *Rhin*, la chaîne des hauteurs depuis l'*Ochsenkopf* jusqu'à l'*Ederkopf*, le *Weser*, l'*Elbe*, l'*Oder*, la *Vistule*; celles de l'*Allemagne* du Sud, dans la même hypothèse, sont : la *Forêt Noire*, le *Necker*, les *Alpes de Souabe*, le *Danube*, l'*Iller*, le *Lech* et la *Warnitz*, l'*Isar* et la *Naab*, l'*Inn*, la *Morava*, etc...

Quand la base d'opérations adoptée par l'armée envahissante est parallèle à la ligne de défense primitive et aux éventuelles, la guerre devient presque forcément une *guerre de sièges ou de positions* et les combinaisons stratégiques sont surtout basées sur le système des places fortes; c'est ainsi que furent conduites presque toutes les opérations militaires depuis le moyen-âge jusqu'à la Révolution française. Mais le caractère des guerres s'est modifié depuis et ce fut *Napoléon I^{er}* qui en posa les principes nouveaux, en choisissant ses objectifs de manière à amener la prise ou la destruction des armées ennemies; pour la première fois apparurent ces grandes combinaisons qui substituèrent la *guerre de campagne* à la guerre de sièges, qui firent préférer l'emploi des marches à celui des positions et qui, sans changer l'essence des principes de la stratégie, montrèrent cette science sous un nouvel aspect et la portèrent à son apogée; c'est alors que l'on vit tomber successivement

les lignes de défense réputées les plus formidables qu'au lieu d'attaquer directement Napoléon I^{er} s'efforça de tourner sans cesse, quand les dispositions défectueuses prises par ses adversaires ne lui permettaient pas de les percer. « *Rejetant, dit Jomini, les vieilles routines qui ne s'attachaient qu'à la prise de une ou deux places, ou à l'occupation d'une petite province limitrophe, Napoléon I^{er} parut convaincu que le premier moyen de faire de grandes choses était de s'appliquer surtout à disloquer et à ruiner l'armée ennemie, certain que les États ou les provinces tombent d'eux-mêmes quand ils n'ont plus de forces organisées pour les couvrir.* »

Nous croyons inutile de donner plus de développements aux règles applicables aux lignes de défense, les exemples que nous avons cités à propos des bases d'opérations s'appliquant également à celles-ci; on ne saurait, en effet, les examiner séparément, d'autant plus qu'en raison des éventualités que présente toute guerre, une base d'opérations peut devenir une ligne de défense ou réciproquement.

On considère généralement la base d'opérations ou la ligne de défense comme une zone plus ou moins étendue de l'échiquier stratégique; mais il arrive souvent aussi que ce rôle est rempli par un simple *point stratégique*, tel que place forte, port fortifié, tête de pont, défilé, ville ouverte, et on lui donne alors le nom plus spécial de *pivot d'opérations*. Son caractère particulier est d'être presque tout à fait éventuel et de n'acquérir de valeur qu'en raison de ses rapports avec la position prise par les troupes ennemies et les entreprises que le général en chef veut former contre elles; quant au but correspondant à ce pivot d'opérations, c'est presque toujours un *objectif de manœuvres*, c'est-à-dire la destruction ou la dispersion des forces de l'adversaire. En résumé, il y a sur chaque théâtre d'opérations certains *points d'appui passagers* qui tirent leur importance des circonstances particulières de la guerre, dont le rôle ne peut être arrêté à l'avance d'une façon définitive et qui ont un *objectif mobile*, s'il est permis de désigner ainsi le gros des forces ennemies; c'est sur ces points d'appui, ces pivots d'opérations, que se concentre et se dispose au préalable l'armée, soit pour aller attaquer l'adversaire, soit pour lui résister.

Les exemples de l'emploi de ces points stratégiques sont

extrêmement nombreux; la manière dont *Napoléon I^{er}* sut les choisir fut, d'après *Jomini*, son mérite le plus incontestable. Dans la campagne de 1796, lorsqu'il eut séparé l'armée austro-sarde, traversé le *Pô* et l'*Adda*, il vint bloquer *Mantoue*, et le blocus de cette place fut le pivot de ses opérations contre les armées que *Wurmser* et *Alvinzi* amenèrent pour l'attaquer. Dans la campagne de 1809, l'île *Lobau* fut le pivot de ses opérations sur la rive gauche du *Danube*; en l'occupant, il restait maître de *Vienne* et il prenait une position centrale entre les troupes autrichiennes qui s'appuyaient sur la *Bohême* et celles qui venaient de *Hongrie*. La ville de *Lisbonne*, couverte par les lignes de *Torres-Vedras*, fut le pivot des opérations de *Wellington* dans le *Portugal*; au début, sa base d'opérations était la flotte anglaise et il n'eut de base continentale qu'après s'être emparé de quelques places fortes. Dans l'expédition de *Crimée*, le pivot des opérations de l'armée anglo-française, contre la place de *Sébastopol* et l'armée de secours qui la défendait extérieurement, fut le port d'*Eupatoria*. Dans la guerre de 1870, le blocus de *Paris* fut le pivot des opérations tentées par les Allemands au nord de la *France*, à l'ouest et sur la *Loire*. Dans cette même guerre, le blocus de *Belfort* remplit un rôle analogue par rapport aux troupes allemandes qui, sous les ordres de *Werder* et de *Manteuffel*, durent s'opposer à la pointe tentée par le général *Bourbaki*. Si le pivot d'opérations est mal choisi, il en résulte presque toujours un échec grave; telle était, par exemple, la situation d'*Ulm* relativement à l'armée autrichienne commandée par *Mack* au début de la campagne de 1805.

CHAPITRE IX

MOBILISATION ET CONCENTRATION.

Lorsque le plan de campagne a nettement déterminé la zone du territoire qui est destinée à devenir la base d'opérations primitive si la guerre doit être offensive, et la ligne de défense primitive quand la guerre doit être défensive, il convient d'établir tous les calculs préparatoires en vue de mobiliser les troupes appelées à prendre part aux opérations militaires et de les réunir près de la base d'opérations ou de la ligne de défense;

c'est ce que l'on appelle la mobilisation et la concentration.

La MOBILISATION est, ainsi que nous l'avons déjà dit, le passage du pied de paix au pied de guerre; elle a une importance considérable; car lorsqu'elle est très-rapide, elle permet à l'armée de prendre l'offensive avec tous ses éléments au complet avant que l'adversaire n'ait encore peut-être pu s'assurer la libre disposition de tous les siens. A cet effet, le *plan de mobilisation*, est établi en temps de paix; il comporte la préparation de toutes les opérations qu'il convient d'exécuter, ainsi que le moyen d'y procéder, et la désignation du jour où elles devront commencer et finir; il prévoit les moindres détails; il indique à chacune des autorités civiles et militaires le rôle qui leur est réservé et il leur est communiqué à l'avance afin que chaque chef sache exactement quelles sont ses attributions. Cette mesure de prudence a pour résultat, dès que l'ordre de mobilisation est donné, d'éviter les retards et les difficultés. Chacun connaissant son devoir, il n'y a pas d'hésitation et la promptitude d'exécution est aussi grande que possible.

Les opérations se font simultanément afin d'en augmenter la célérité; chaque arme, chaque service se mobilise pour son propre compte par corps de troupe et par corps d'armée.

La série des principales mesures à prendre est la suivante :

Les états-majors des troupes de campagne sont complétés; les états-majors suppléants, destinés à remplacer à l'intérieur les précédents, sont organisés;

Les hommes faisant partie de la réserve de l'armée active sont rappelés, tant pour compléter les troupes de campagne que pour former les troupes de remplacement à l'aide des divers dépôts;

Les hommes faisant partie de l'armée territoriale sont également rappelés dans le but de constituer les corps de troupe de cette réserve nationale;

Les chevaux de selle et de trait nécessaires à toutes les armes sont requis et achetés;

Les services accessoires sont organisés au complet réglementaire ou appelés au service actif; tels sont : l'administration, le train, la trésorerie, les postes, les ambulances, la sûreté publique, les tribunaux militaires, les chemins de fer, la télégraphie et l'aumônerie;

Les places fortes sont mises en état de défense et armées;

Les chemins de fer réunissent le matériel nécessaire aux transports;

Des logements sont préparés sur tous les points où les bâtiments militaires font défaut;

Des approvisionnements sont réunis sur les points désignés.

Dans toutes ces opérations, les fonctionnaires de l'administration civile prêtent le concours le plus actif aux autorités militaires.

La CONCENTRATION a pour objet de transporter les troupes sur un point de la base d'opérations ou de la ligne de défense; elle se fait généralement par corps d'armée, de même que la mobilisation.

Les modes d'exécution sont les suivants :

1° La marche par étapes;

2° Le transport par voitures;

3° Le transport par le chemin de fer.

Nous avons déjà donné au *Titre VIII*, de nombreux détails sur les *marches par étapes*; nous les compléterons au *Titre XIV*; mais il y a lieu d'observer qu'en dehors des dispositions générales qui sont applicables à toutes les marches, quel que soit l'éloignement de l'ennemi, celles dont il s'agit en ce moment sont surtout exécutées hors de la présence de l'ennemi, et les principales règles qui les concernent sont exposées dans le *Titre V du règlement du 2 novembre 1833*, relatif aux marches à l'intérieur.

Quant au *transport par voitures*, on s'en est rarement servi, même à l'époque où les voies ferrées n'étaient pas encore en usage; son emploi présentait, en effet, des difficultés d'exécution telles qu'on le réservait pour des troupes peu nombreuses ou pour franchir de courtes distances; il a été presque totalement abandonné depuis le développement des voies ferrées; si nous ne disons pas complètement, c'est qu'on l'admet encore dans certaines circonstances que nous indiquerons au *Titre XIII*; ces circonstances sont, du reste, étrangères aux opérations de concentration.

Aujourd'hui c'est donc surtout à l'aide du *transport par le chemin de fer* que s'exécute la concentration sur la base d'opérations ou sur la ligne de défense au début des hostilités, et nous allons en exposer le mécanisme, mais en rappelant que

nous avons déjà donné quelques notions préliminaires sur ce sujet dans le *Titre X*.

Le transport d'un corps d'armée exige au moins 72 trains militaires répartis de la façon suivante :

3, pour les états-majors des brigades, des divisions et du corps d'armée;

25, pour les 25 bataillons d'infanterie;

6, pour les 8 escadrons de cavalerie;

17, pour les 17 batteries d'artillerie;

1, pour le bataillon de sapeurs-mineurs;

1, pour l'équipage de ponts;

3, pour les ambulances;

16, pour les approvisionnements de munitions.

En tenant compte des haltes nécessaires que nous avons indiquées à propos du transport des petites unités et dont la durée moyenne est de 4 heures dans un trajet de 24 heures, et en admettant la vitesse de 30 kilomètres à l'heure, on voit qu'un train militaire peut franchir en une journée une distance maxima de 600 kilomètres; mais les empêchements de toutes sortes, qui se produisent inévitablement, ont pour résultat de diminuer cette distance à 300 ou 400 kilomètres environ, soit 80 à 100 lieues.

Si l'on suppose que tout un corps d'armée réuni sur un même point du territoire doive être transporté par la même voie ferrée sur un même point de la base d'opérations où de la ligne de défense, si l'on admet que la distance entre le point de départ et le point d'arrivée soit de 80 à 100 lieues, et si la ligne employée peut envoyer 24 trains militaires par jour, c'est-à-dire à raison d'un par heure, ce qui est le maximum, il faudra au corps d'armée 4 jours pleins pour qu'il soit rendu à destination; cette durée du transport est un minimum que l'on pourrait rarement obtenir.

Mais si l'on fait abstraction du bataillon de sapeurs-mineurs, de l'équipage de ponts, des ambulances et des approvisionnements de munitions, dont le transport demande 21 trains et dont la présence immédiate sur la base d'opérations n'est pas indispensable, on voit que le transport partiel du corps d'armée, dans les conditions énoncées ci-dessus, peut s'effectuer en 3 jours seulement.

Ces faits d'expérience, et les quelques observations que nous

allons présenter plus loin sur le même sujet, prouvent que le transport par voie ferrée, avantageux même à de courtes distances pour les petites unités, ne l'est pour les grands corps de troupes qu'à de grandes distances, surtout lorsqu'il s'agit de la cavalerie et de l'artillerie dont l'embarquement et le débarquement sont plus lents que pour l'infanterie, tandis qu'elles font, avec plus de rapidité que cette arme, les marches par étapes.

Pour caractériser ces résultats, voyons ce qui se produirait sur la voie ferrée de *Paris à Strasbourg*, si l'on voulait transporter à *Avricourt* une troupe partant de *Toul*, de *Vitry* ou de *Paris*.

La distance de *Toul* à *Avricourt* est de 90 kilomètres, soit 18 lieues, qu'en marche par étapes l'infanterie parcourra en 3 jours, la cavalerie et l'artillerie en 2 jours; les troupes de ces deux armes comprises dans le corps d'armée arriveraient donc moins vite par le moyen du transport que par la marche; quant à l'infanterie, elle gagnera 1 jour à 1 jour 1/2 par l'emploi du transport.

Entre *Vitry* et *Avricourt*, il y a 200 kilomètres, soit 40 lieues qu'en marche par étapes l'infanterie parcourra en 8 jours, la cavalerie et l'artillerie en 4 jours; le transport total du corps d'armée demanderait 3 jours 1/2. S'il n'y a qu'un corps d'armée à transporter de *Vitry* à *Avricourt*, on pourra le faire; l'infanterie gagnera 6 jours sur la marche par étapes; la cavalerie et l'artillerie n'y gagneront qu'une demi-journée. Mais s'il y a plus d'un corps d'armée à transporter, il faudra faire marcher la cavalerie et l'artillerie par étapes et réserver le transport pour l'infanterie et les services.

De *Paris* à *Avricourt*, la distance est de 410 kilomètres, soit 102 lieues; en marche par étapes, l'infanterie ne pourrait parcourir cette distance qu'en 17 ou 18 jours, la cavalerie et l'artillerie en 12 à 14 jours, tandis que le chemin de fer pourrait y transporter trois corps d'armée entiers dans le même laps de temps; il en résulte donc que l'emploi des transports totaux sera préférable dans ce cas.

Ce sont ces résultats que l'on a cherché de résumer dans les formules suivantes; le transport total est bon, si le nombre de lieues à parcourir est plus grand qu'une fois et demie le nombre de mille hommes à transporter; le transport partiel peut être employé, si le nombre de lieues à parcourir est moindre que

le nombre de mille hommes à transporter. Mais cette règle n'est pas toujours applicable; elle suppose que les points d'embarquement et de débarquement sont les mêmes pour toutes les troupes, ce qui se présente rarement. Il convient, au reste, d'ajouter que, quand on n'augmente pas beaucoup la promptitude de la concentration en faisant usage du transport par le chemin de fer, il est préférable de faire marcher les troupes par étapes, ce qui a l'avantage de les habituer aux fatigues.

Tous les *transports stratégiques* qui ont lieu en France en deçà de la base d'opérations, lors du début des hostilités, sont exécutés sous la direction de la *commission militaire supérieure des chemins de fer*, avec la coopération des commissions de lignes et des commissions d'étapes.

Ces transports stratégiques sont dits : de mobilisation, de concentration, de ravitaillement ou d'évacuation.

Il est institué auprès de chacune des six grandes compagnies de chemins de fer, une *commission d'études* composée d'un officier supérieur d'état-major et d'un agent supérieur de la compagnie. Chaque commission étudie, en temps de paix, tout ce qui concerne le transport des troupes sur la voie ferrée à laquelle elle est spécialement attachée, et en tenant compte de chacune des hypothèses de concentration qui lui sont indiquées par la commission supérieure; elle examine, à ce point de vue, les questions suivantes :

- 1° Choix des itinéraires à suivre;
- 2° Nombre des trains à faire par jour;
- 3° Nombre des machines et des véhicules à prévoir;
- 4° Désignation et organisation des gares de départ;
- 5° Désignation et organisation des gares pour les haltes et les repos;
- 6° Désignation et organisation des gares d'arrivée;
- 7° Marches par étapes menées concurremment avec les transports par voie ferrée.

C'est à l'aide de ces renseignements que la commission supérieure établit les *tableaux de la marche des trains* et de *transport*, qui sont communiqués aux commandants de corps d'armée et aux administrations des lignes de chemin de fer, du moins en ce qui peut intéresser les uns et les autres; cette commission détermine aussi les stations d'embarquement, de

halte et de débarquement ainsi que les sièges des commissions de lignes et d'étapes, d'après les renseignements que lui a fournis le ministre sur l'espèce et l'effectif des troupes à transporter, sur leurs emplacements à l'intérieur et sur ceux qu'elles doivent prendre dans la zone de concentration. Une *gare point de départ d'étapes* est également désignée à proximité des dépôts et établissements appartenant à chaque corps d'armée pour l'expédition et la réception du personnel et du matériel allant à l'armée; entre cette gare et la base sont échelonnées des *stations-magasins* de première, deuxième ou troisième ligne, dans lesquelles on concentre le matériel nécessaire aux troupes; les stations-magasins de première ligne sont, autant que possible, établies dans des places fortes, ou sous la protection de leur canon.

Dès que les transports stratégiques doivent commencer, la commission supérieure peut déléguer ses pouvoirs à une *commission exécutive* prise dans son sein et formée de deux ou trois membres, dont font toujours partie le président ou le vice-président de la commission supérieure et un membre technique. La commission supérieure a la haute direction de toutes les opérations qui concernent les transports de mobilisation, de concentration, de ravitaillement et d'évacuation; elle s'occupe de ces transports jusqu'aux *stations de transition* situées sur la base d'opérations, au delà de laquelle ses attributions passent à la *direction militaire des chemins de fer de campagne* secondée par les *commissions militaires des chemins de fer de campagne* et par les *commandements d'étapes des chemins de fer de campagne*.

Quant aux *commissions d'études*, elles deviennent les *commissions de lignes*, dès que les transports stratégiques ont été décidés; elles fonctionnent alors comme des agents d'information et de contrôle de la commission supérieure, chacune d'elles sur la ligne à laquelle elle est spécialement attachée.

Les *commissions d'étapes* siègent dans les stations déterminées par la commission supérieure. Elles comprennent : un capitaine ou officier supérieur, commission militaire, remplissant les fonctions de *commandant de place*, et un agent de la compagnie, commissaire technique, chargé du mouvement des trains; un officier d'administration du service des subsistances, dans les stations de halte pour les repos; un poste de police

permanent et un personnel auxiliaire d'agents inférieurs pris dans les rangs de l'armée territoriale. Nous avons déjà donné, en grande partie, les règles d'après lesquelles doivent agir ces commissions, en exposant au *Titre X* les principes applicables aux détachements d'étapes et aux petites unités transportées par le chemin de fer. Le personnel des commissions d'étapes est désigné en temps de paix, mais il n'entre en fonctions que dès le premier jour de la mobilisation.

Lorsque toutes les forces actives du pays doivent être mobilisées et concentrées, les administrations des diverses lignes doivent prendre, aussi vite que possible, les mesures nécessaires pour assurer aux transports militaires la prééminence absolue sur tous les autres, en tenant compte de ce que le gouvernement a cru devoir exiger la suppression totale ou partielle des trains ordinaires de l'exploitation. Le personnel des gares désignées comme points de départ, d'arrivée ou de halte des trains militaires, est augmenté s'il y a lieu; à chacune de ces gares, on assure également un approvisionnement suffisant de ponts de chargement, de tonneaux et de seaux pour l'eau destinée aux chevaux, et d'appareils télégraphiques.

Nous verrons, au *Titre XIV*, tout ce qui concerne les transports militaires *au delà de la base d'opérations*; mais complétons les règles relatives aux transports *en deçà* en indiquant ce qui a trait au matériel.

Dès que les ordres de mobilisation sont donnés, le matériel et les denrées destinés à compléter ou à rehausser les approvisionnements échelonnés sur la base d'opérations sont expédiés d'urgence et de façon que ces expéditions soient terminées au moment où commencent les mouvements de concentration des troupes; pendant que ceux-ci s'exécutent, on ne transporte que le matériel dont les corps doivent être pourvus ou suivis immédiatement. Les stations-magasins, tout en servant à maintenir disponibles, à une distance peu considérable du théâtre des opérations, les approvisionnements de toute nature, constituent un régulateur indispensable du mouvement de ces approvisionnements, soit vers l'armée, soit vers l'intérieur, en cas d'évacuation ou de retraite.

La station-magasin doit réunir, autant que possible, les conditions suivantes :

De bonnes communications routières;

Une gare spacieuse, avec des accessoires fixes nécessaires aux mouvements intérieurs;

De vastes espaces propres au déchargement;

Un développement de quais suffisant;

Des hangars, abris ou magasins, répartis et organisés d'une manière distincte par service.

Chaque station-magasin est placée sous le commandement d'un officier supérieur *commandant d'étapes*, qui réunit les deux fonctions si la station-magasin est en même temps station d'étapes; il a, sous ses ordres, un détachement de l'armée territoriale chargé de la police; un fonctionnaire de l'intendance dirige l'ensemble des services administratifs de la station.

Sur chaque ligne d'approvisionnement, et en avant de la station-magasin la plus rapprochée de l'armée, deux ou trois trains de munitions et de subsistances sont toujours formés et échelonnés dans le but d'assurer le renouvellement des munitions ou des subsistances consommées par les troupes. Ces trains tout chargés constituent des magasins roulants qui portent le nom d'*en-cas mobiles*.

Telles sont les principales règles admises pour la mobilisation et la concentration des troupes par le chemin de fer. Elles avaient été ébauchées, dans l'application que l'armée française fit de ce nouveau mode de transport, lors de la guerre d'*Italie* en 1859; elles furent perfectionnées par la *Prusse* qui en tira un grand parti, tant dans sa guerre contre l'*Autriche* en 1866 que dans sa guerre contre la *France* en 1870. Les commissions qui sont chargées aujourd'hui de la direction et de la surveillance des transports militaires dans l'armée allemande ont à peu près la même composition et les mêmes attributions que celles dont nous venons d'indiquer les principaux traits à propos de l'armée française.

Pour terminer ce qui concerne cette partie du plan de campagne, il nous reste à observer que, quel que soit le moyen employé pour procéder à la concentration des troupes, celle-ci doit être toujours conforme à ce principe qu'il faut *se disperser pour vivre sur le pays et se réunir pour combattre*. On peut admettre, par exemple, lorsque l'on doit s'attendre à chaque instant à un engagement général, qu'une grande armée, composée de quatre armées de 130,000 hommes chacune, pourra se disposer sur deux lignes; en première ligne, seront

trois armées, donnant respectivement l'aile droite, le centre et l'aile gauche; en seconde ligne sera la quatrième armée formant réserve; les trois armées composant la première ligne pourront avoir leur centre à une distance moyenne de 15 à 20 kilomètres l'un de l'autre; le *front d'opérations* sera alors à peu près de 40 à 50 kilomètres et, en supposant que l'une des armées soit attaquée, celle qui est placée à côté d'elle n'aurait qu'une demi-journée de marche pour venir à son secours. C'est un principe qui, sans être d'une application rigoureuse quand l'ennemi est éloigné, ne saurait être violé impunément quand celui-ci est à proximité.

CHAPITRE X

LIGNES D'OPÉRATIONS ET DE COMMUNICATION.

La LIGNE D'OPÉRATIONS d'une armée est la ligne stratégique que suit, vers l'objectif, en partant de la base d'opérations, soit toute l'armée, soit la plus grande partie de cette armée, c'est-à-dire celle avec laquelle se trouve le grand quartier général. Dans la guerre offensive, et même dans la guerre défensive en cas de revers, cette ligne devient la *ligne de retraite*.

La ligne d'opérations n'est pas une ligne fictive, mais bien un faisceau de moyens de communication de toutes sortes composé d'une grande route nationale, de quelques routes provinciales ou départementales situées à proximité, d'un chemin de fer, d'un canal ou d'une rivière canalisée; ces diverses voies et lignes d'approvisionnement se trouvent souvent réunies parallèlement les uns aux autres sur un front de quelques kilomètres à peine et sur un parcours qui atteint quelquefois quatre à cinq cents kilomètres.

Les principales villes que traverse la route, les grandes gares qui se trouvent sur la voie ferrée, les ports que le canal ou le cours d'eau contient à certains points, sont autant d'endroits où l'on établit, soit à l'intérieur de fortifications permanentes, soit en dehors de celles-ci, mais souvent sous la protection de leur canon, des magasins, des hôpitaux, des petits dépôts et des réserves de toute nature; les troupes qui vont à l'armée et celles qui en reviennent font étape dans ces divers points

stratégiques; c'est pour ce motif que l'on donne souvent à la ligne d'opérations le nom de *ligne d'étapes*.

Ces quelques notions préliminaires sur le but des lignes d'opérations démontrent d'une manière péremptoire qu'il était indispensable d'indiquer d'abord ce qui concerne le théâtre des opérations, l'objectif et la base d'opérations, avant d'arriver à l'étude des maximes qui sont applicables à ces lignes. D'après ce que nous avons déjà dit dans cette étude sommaire de la stratégie, le théâtre des opérations est déterminé par des considérations politiques et géographiques, le choix de l'objectif est fait en raison des circonstances politiques, géographiques et militaires, l'adoption d'une base provient enfin de la forme du théâtre des opérations et de la situation de l'objectif; puis, quand le plan de campagne a bien établi ces premiers éléments, c'est-à-dire quand il a indiqué le but à atteindre ainsi que le point de départ, alors vient la détermination de la ligne d'opérations, c'est-à-dire de la direction que suivra l'armée pour se rendre de la base jusqu'à l'objectif; c'est ce que *Jomini* caractérise parfaitement en donnant à cette ligne le nom de *ligne-manceuvre*; c'est, en effet, par ses manœuvres de toutes sortes sur la ligne d'opérations, ou à proximité, que l'armée peut espérer atteindre l'objectif désigné par le plan de campagne.

Dès que l'armée a été concentrée sur la base primitive d'opérations, l'ensemble des positions occupées par les troupes de première ligne est ce que l'on appelle le *FRONT D'OPÉRATIONS*; quand l'armée se met en marche, le front d'opérations est formé par les têtes de colonnes et il dépend de la direction générale donnée au mouvement: il peut donc être oblique ou perpendiculaire à la base primitive. Au fur et à mesure que l'armée s'éloigne de la base pour se porter en avant, les diverses parties du front d'opérations sont réunies entre elles et avec la ligne d'opérations par des routes départementales ou provinciales, par des chemins importants, par des chemins de fer, par des canaux ou des rivières canalisées qui forment des *LIGNES DE COMMUNICATION*. Sur ces lignes de communication, s'il est nécessaire et, en tout cas, sur la ligne d'opérations on établit, comme nous l'avons dit, des commandements d'étapes et des places du moment dont l'ensemble constitue les bases éventuelles; celles-ci sont destinées à assurer les relations entre l'armée prenant ses divers fronts d'opérations successifs et la

base primitive d'où viennent ainsi, à l'aide d'échelons, le personnel et le matériel qui sont nécessaires aux troupes de campagne.

Des diverses observations que nous venons de présenter, il résulte évidemment que les meilleures lignes d'opérations et de communication répondent aux conditions suivantes :

1° Elles doivent contenir le plus possible de voies de communication et de lignes d'approvisionnement afin de rendre faciles les marches et les transports;

2° Elles doivent traverser un pays riche où les réquisitions puissent fournir aux troupes les subsistances nécessaires que l'on aurait quelque difficulté à tirer de la base primitive d'opérations;

3° Elles doivent être, autant que possible, à l'abri des insultes de l'ennemi, résultat que l'on obtient, soit en les protégeant par des obstacles naturels et des réserves stratégiques placés sur les flancs, soit en employant le même système directement sur leur parcours.

Les lignes d'opérations ont des rapports constants avec les bases d'opérations; elles dépendent, en réalité, de celles-ci et nous allons voir qu'elles présentent à peu près les mêmes combinaisons.

Une ligne d'opérations est simple ou double.

Une ligne d'opérations *simple* est telle que l'armée puisse se réunir en un laps de temps peu considérable, en une journée de marche généralement, sur un des points du front d'opérations, dans le but d'accepter ou d'engager une grande bataille.

« Une armée, dit Napoléon I^{er}, ne doit avoir qu'une seule ligne d'opérations; on doit la conserver avec soin et ne l'abandonner que par suite de circonstances majeures. » Ce principe doit être suivi toutes les fois que les considérations politiques, militaires et géographiques le permettent.

La ligne d'opérations simple peut être primitive ou éventuelle.

La ligne d'opérations *primitive* est celle qui part de la base d'opérations primitive; c'est donc celle qui est prévue dans le plan de campagne. Elle est perpendiculaire à cette base quand il n'est pas possible à l'armée d'agir dans une autre direction; elle peut lui être oblique et même parallèle; cela dépend de la forme de la base et de la configuration du théâtre d'opérations.

Mais cette ligne doit encore être choisie en raison de la

position occupée par les forces de l'adversaire et de l'objectif que s'est proposé le plan de campagne ; sous ce rapport, elle peut être directe ou indirecte. La ligne d'opérations *directe* est celle qui conduit l'armée contre le front d'opérations des troupes ennemies ; la ligne d'opérations *indirecte* la mène sur les derrières du front d'opérations occupé par l'adversaire.

Dans la campagne de 1800, ces deux méthodes se manifestent d'une façon très-caractérisée et l'emploi de chacune d'elles indique, en quelque sorte, le caractère particulier des deux généraux chargés de conduire les deux armées françaises. En *Allemagne*, c'est *Moreau* qui dirige les opérations contre l'armée autrichienne dont *Kray* a le commandement. *Bonaparte*, qui était alors premier consul, lui avait conseillé de passer le *Rhin* à *Schaffouse*, pour prévenir l'armée autrichienne à *Ulm*, la couper de sa ligne d'opérations, et la refouler sur le *Mein* (fig. 34). *Moreau*, qui avait à sa disposition la tête de pont de *Bâle*, aimait mieux en profiter et diriger la masse de ses troupes sur le front d'opérations de l'adversaire, plutôt que de chercher à tourner son aile gauche. Quant à *Bonaparte*, il fit franchir les *Alpes* par son armée à travers le col du *Saint-Bernard* ; puis au lieu de marcher sur *Turin*, ou de passer le *Pô* à *Crescentino* pour aller débloquer les troupes de *Masséna* assiégées dans *Gênes*, il préféra passer le *Tessin*, entrer à *Milan*, y rallier *Moncey* qui venait avec 20,000 hommes par le *Saint-Gothard*, passer le *Pô* à *Plaisance* et obliger ainsi l'armée autrichienne, coupée de sa ligne de retraite, à venir attaquer les troupes françaises dans la plaine de *Marengo* ; la ligne d'opérations indirecte qu'il avait choisie était, comme on le voit, destinée à tourner la position centrale qu'occupait à *Alexandrie* l'armée autrichienne commandée par *Melas*. Si audacieuse que paraisse cette entreprise, *Bonaparte* l'avait conduite en se conformant au principe suivant qu'il émit lui-même plus tard : « La perte de la ligne d'opérations est tellement inquiétante qu'elle rend criminel le général qui s'en rend coupable. » Dans le cas où il aurait perdu la bataille de *Marengo*, il pouvait, en effet, se retirer, soit vers le *Saint-Bernard*, par *Casale* ou *Pavie*, soit vers les *Apennins*, par *Savone* ou *Tende* ; dans l'une ou l'autre direction sa ligne de retraite était assurée et il trouvait une excellente ligne de défense pour son armée, soit dans le *Valais*, soit derrière le

Var. Les résultats obtenus par les troupes françaises dans cette guerre furent, on le sait, glorieux en *Allemagne* et en *Italie*; mais, par la hardiesse des conceptions de *Bonaparte*, ils furent bien plus rapides en *Italie* qu'en *Allemagne*. En *Allemagne* enfin la ligne d'opérations choisie par *Moreau* était perpendiculaire à la base, tandis que celle qu'avait adoptée *Bonaparte* en *Italie* était plutôt oblique et parallèle à la base; les lignes de retraite des deux armées auraient été dirigées de même (fig. 34).

La ligne d'opérations *éventuelle* ou *passagère* est celle qu'adopte une armée au milieu d'une campagne; ce changement provient presque toujours de considérations politiques ou militaires. « *C'est une opération de génie,* » a dit *Napoléon 1^{er}*. C'est, en effet, une entreprise des plus habiles, lorsque l'on y est autorisé par les circonstances. Une armée qui change habilement sa ligne d'opérations trompe l'ennemi, qu'elle peut inquiéter sur ses derrières et qu'elle laisse dans le doute sur la nouvelle direction prise, sur les projets ultérieurs et sur les points qu'il lui importe de couvrir; cette résolution peut donc amener de grands résultats, mais elle peut aussi occasionner des revers désastreux; elle doit donc être combinée avec beaucoup de sagacité. Ces observations concernent aussi bien la ligne de retraite que la ligne d'opérations; car, d'après ce que nous avons déjà remarqué, l'une et l'autre se confondent; la désignation seule en est différente, selon que la guerre est offensive ou défensive, de même que pour la base d'opérations et la ligne de défense.

Dans la campagne de 1796 en *Italie*, *Bonaparte*, après avoir séparé les Autrichiens des Piémontais par les divers combats de *Montenotte*, *Millesimo* et *Dego*, prit contre ces derniers une ligne d'opérations accidentelle par la vallée du *Tanaro*, contre *Turin* (fig. 34). Après la conclusion de l'armistice de *Cherasco*, il reprit une nouvelle ligne d'opérations par la vallée de la *Bormida*, vers *Alexandrie* et *Plaisance*, où il franchit le *Pô*: cette ligne nouvelle était indirecte, puisqu'elle menaçait les derrières de l'armée autrichienne, en ce moment sur la rive gauche du *Pô*, et sa position à *Valence* par où le général autrichien *Beaulieu* supposait que *Bonaparte* essaierait de franchir le fleuve.

Dans cette même campagne de 1796 en *Allemagne*, *Moreau*,

qui était à la tête de l'armée de *Rhin-et-Moselle*, avait pris sa ligne d'opérations de *Strasbourg*, par la vallée du *Necker*, vers *Neresheim* et *Munich*. Quand il dut se retirer à cause des échecs subis par l'armée de *Sambre-et-Meuse* dont *Jourdan* avait le commandement et que poursuivait l'*archiduc Charles*, il prit pour se retirer une autre direction, qui ramena son armée sur le *Rhin* à *Neuf-Brisach* : en agissant ainsi, il arrivait plus rapidement sur le fleuve qui était sa base d'opérations : il ne craignait pas de voir son armée inquiétée sur ses derrières par l'*archiduc Charles* qui, après avoir battu l'armée de *Jourdan* et l'avoir repoussée au nord de *Mayence* alors au pouvoir des Autrichiens, pouvait remonter le *Rhin* sur la rive droite et venir s'opposer à la retraite de l'armée de *Sambre-et-Meuse* : c'est ce que fit, du reste, l'*archiduc Charles*, mais sans succès marqué (fig. 34).

Napoléon 1^{er} avait toujours, d'après *Jomini*, un pareil projet prêt à parer aux événements imprévus. Lors de la bataille d'*Austerlitz*, il avait résolu, en cas d'échec, de prendre sa ligne de retraite par la *Bohême* sur *Passau* ou sur *Ratisbonne*. En 1814, il avait projeté de se retirer vers les *Vosges* et de continuer la guerre en s'appuyant sur les places fortes d'*Alsace* et de *Lorraine*, tout en laissant ouverte aux ennemis la ligne d'opérations vers *Paris* : mais il n'avait plus alors les forces suffisantes pour réussir.

Dans la guerre de 1870, l'armée dite de *Châlons*, ayant reçu l'ordre de quitter la position qu'elle occupait près de cette ville, non pour continuer son mouvement de retraite vers *Paris*, mais pour marcher vers *Metz*, prit une nouvelle ligne d'opérations dirigée sur la *Meuse* vers le nord-est. La troisième armée allemande, qui la suivait depuis la bataille de *Wœrth*, changea également sa ligne d'opérations, dès que le mouvement de l'armée de *Châlons* eut été connu : elle en prit une éventuelle qui la conduisit à *Sedan* où elle fut victorieuse (fig. 38).

Malgré l'avantage que présente la ligne d'opérations simple, il arrive souvent que l'armée est obligée d'adopter des lignes d'opérations doubles ou multiples.

Une double ligne d'opérations est celle qui conduit, de la base d'opérations vers l'objectif, une armée partagée en deux masses : la ligne *multiple*, variété de la précédente, provient de ce qu'il y a plusieurs masses et de ce qu'il peut y avoir par conséquent

plusieurs directions. Il s'agit dans cette définition, et dans les développements explicatifs que nous allons en donner, de masses agissant sur le même théâtre d'opérations. Au lieu de former un tout compacte opérant sur une ligne simple, l'armée se fractionne alors en deux ou plusieurs masses que l'on ne peut réunir en une seule journée de marche sur un même point du front d'opérations, mais qui ne sont pas cependant indépendantes les unes des autres. Si ces masses étaient indépendantes, elles auraient chacune leur objectif, ce qui créerait autant d'échiquiers stratégiques.

En raison des relations continues qui doivent exister entre les masses dont se compose une grande armée agissant sur deux ou plusieurs lignes d'opérations, celle de ces lignes que suit le grand quartier général est dite *principale* : les autres sont *secondaires*.

La ligne double ou multiple d'opérations présente les mêmes combinaisons que la ligne simple par rapport à la base d'opérations : elle peut être, dans son ensemble ou dans une de ses parties, perpendiculaire, oblique ou parallèle à celle-ci : par rapport à l'objectif, elle peut être directe ou indirecte : au début des hostilités elle est dite primitive et, si l'armée en change pendant la guerre, la nouvelle est dite éventuelle. Bien que les principes exposés ci-dessus à propos de la ligne d'opérations simple, dans l'esquisse sommaire que nous avons faite de ces diverses hypothèses, ne soient pas tous absolument applicables à la ligne d'opérations double, nous nous abstenons de les examiner de nouveau, les mêmes faits ayant à peu près les mêmes conséquences dans l'un et l'autre système, et cette étude, qui touche aux plus hautes combinaisons de la stratégie, sortant du cadre imposé à notre enseignement. Mais ce qu'il convient de présenter avec quelques détails, c'est la situation respective des diverses directions constituant une ligne d'opérations double ou multiple.

Les considérations qui déterminent l'adoption, dans le plan de campagne, d'une ligne double ou multiple d'opérations, sont politiques, géographiques et militaires, et elles peuvent amener, entre les parties dont elle se compose, des directions parallèles, convergentes ou divergentes.

Les directions *parallèles*, dans une ligne double ou multiple d'opérations, sont rarement employées : elles peuvent cepen-

dant provenir de circonstances politiques ou militaires, soit qu'il y ait pour l'armée deux ou plusieurs objectifs d'importance décisive ou principale que l'on atteindrait seulement par cette disposition, soit que l'armée contienne des forces trop considérables pour leur donner une ligne simple d'opérations dont l'adoption amènerait un encombrement dangereux, inutile, et empêcherait d'employer efficacement toutes les troupes.

Les directions *convergentes*, dans une ligne double ou multiple d'opérations, sont le résultat de considérations politiques, géographiques ou militaires. Elles sont destinées à amener, de divers points de la base d'opérations, les masses de l'armée vers un même objectif. Elles ont des avantages et des inconvénients. Elles permettent de tenir l'ennemi dans l'ignorance de l'objectif que l'armée a suivi : elles l'obligent ainsi presque forcément à diviser ses forces ou à rester sur la défensive. Elles sont cependant dangereuses dans le cas où l'adversaire, ne tenant nul compte des dispositions prises, continue sans hésitation à agir avec ensemble dans la direction de l'objectif qu'il a suivi : or, l'ennemi peut toujours adopter ce système quand un grand obstacle naturel sépare les masses agissant sur les diverses directions, ou quand il occupe, avec la majeure partie de ses forces, une position centrale située en deçà du point où doivent aboutir les directions convergentes suivies par les masses de l'armée.

Avant d'entreprendre le récit succinct des exemples qui viennent à l'appui des principes que nous venons d'énoncer, il est nécessaire d'indiquer ce que sont les directions *divergentes* dans une ligne d'opérations double ou multiple. Elles sont à peu près inadmissibles dans la guerre offensive, puisqu'elles divisent les forces de l'armée de manière à les présenter presque isolément devant celles de l'ennemi qui peuvent, au contraire, être réunies sur la même position. Ces directions excentriques ne sont généralement adoptées que par une armée battue, lorsqu'après une grande bataille perdue elle disperse ses forces pour laisser l'ennemi dans l'incertitude sur l'objectif qu'elle veut couvrir, et quelquefois aussi, par conséquent, par l'armée victorieuse dans la poursuite.

Si l'on considère l'action simultanée de deux armées sur le même théâtre d'opérations, on voit que celles-ci peuvent adopter soit des lignes simples, soit des lignes doubles à directions

parallèles, convergentes ou divergentes. Les unes par rapport aux autres, ces lignes sont intérieures ou extérieures. Les lignes *intérieures* sont situées entre celles de l'ennemi qui sont alors *extérieures* : nécessairement les lignes extérieures sont toujours doubles ou multiples, tandis que les lignes intérieures peuvent être simples.

Voyons par exemple, maintenant, les enseignements que contient à ce sujet la guerre de 1796.

En *Italie*, Bonaparte, après avoir repoussé l'armée autrichienne commandée par Beaulieu, vint faire le blocus de *Mantoue*. Quatre entreprises successives furent tentées par les Autrichiens pour débloquer cette place : aucune d'elles ne réussit. La première expédition fut celle que conduisit Wurmser par la vallée de l'*Adige*, conjointement avec Quasdanowitch qui descendait la vallée de la *Chiese* : elle échoua à *Lonato* et à *Castiglione* le 5 août. Wurmser renouvela sa tentative dans d'autres conditions, peu intéressantes, mais il ne fut pas plus heureux et, après la bataille de *Saint-Georges*, il fut enfermé dans *Mantoue*. Alvinzi, qui lui succéda, essaya une première fois de porter le gros de ses forces par *Bassano* et *Vicence* sur *Vérone*, tandis que Davidowitch descendait le cours de l'*Adige* : il fut forcé de se retirer après la bataille d'*Arcole*. Alvinzi tenta encore un nouvel effort : il voulut opérer avec la masse principale de ses forces, par la route de *Trente* à *Rivoli*, tandis que Provera menaçait le bas *Adige* : il fut battu à *Rivoli* le 14 janvier 1797 : Provera fut pris avec sa troupe et *Mantoue* capitula le 2 février (fig. 33). Dans cette série d'opérations remarquables, Bonaparte profita de ce que les divers corps ennemis, opérant par des lignes convergentes, essayèrent de se réunir près de la position centrale qu'il occupait : il lui suffisait alors de concentrer ses forces, d'empêcher leur jonction et il pouvait ainsi, quoique avec une armée inférieure en nombre à celle de l'ennemi, amasser le gros de ses forces contre chaque corps ennemi sur le champ de bataille et le battre séparément. Il convient, au reste, d'ajouter que les Autrichiens opérèrent par des directions éloignées entre elles, sans communication, et divergentes dans une partie de leur parcours : ce système est toujours mauvais à moins que les corps, agissant sur les lignes d'opérations secondaires, ne soient de vrais détachements, indépendants, marchant sans hésitation, sans nouveaux ordres vers

l'objectif qui leur a été donné et étant exposés le moins possible à être attaqués isolément. S'il n'en est pas ainsi, le corps secondaire n'a d'ordres que pour le premier jour : le second jour, il attend de nouveaux ordres conformes aux mouvements du corps principal, et il perd du temps : mais si les communications sont coupées, il ne peut plus agir qu'au hasard : par conséquent, il court le risque d'un échec.

En même temps que *Bonaparte* déployait autour de *Mantoue* cette habileté stratégique qui fut l'origine de sa gloire militaire, *Jourdan* et *Moreau* commettaient en *Allemagne* des fautes à peu près semblables à celles de *Wurmser* et d'*Alvinzi* en *Italie*. Toutefois le plan de campagne qu'ils exécutaient était vicieux : chacun d'eux commandait, en effet, à une armée indépendante : ces deux armées partaient, il est vrai, de deux points éloignés de la base d'opérations, *Dusseldorf* pour l'armée de *Sambre-et-Meuse* commandée par *Jourdan*, et *Strasbourg* pour l'armée de *Rhin-et-Moselle* commandée par *Moreau* : mais elles auraient dû se réunir le plus tôt possible puisqu'elles avaient toutes deux le même théâtre d'opérations et le même objectif : c'était vers *Vienne* qu'elles marchaient. Au lieu d'agir ainsi, elles conservèrent leur double ligne d'opérations extérieure qui conduisit *Jourdan* vers *Amberg* et *Moreau* vers *Augsbourg*. Imitant *Bonaparte*, l'archiduc *Charles* prit une ligne d'opérations intérieure : il porta le gros de ses forces contre *Jourdan*, refoula son armée, la battit à *Wurtzbourg*, la rejeta sur *Dusseldorf*, puis il revint vers *Moreau* qui avait été heureusement assez habile pour se retirer à temps et gagner *Neuf-Brisach* (fig. 34).

Ces deux exemples suffisent pour caractériser les principales maximes applicables aux lignes d'opérations : dans l'étude des marches que comprendra le titre XIV, nous en verrons, du reste, l'application en exposant d'autres faits de guerre relatifs au même sujet. L'avantage des lignes intérieures ressort presque évident de la comparaison que nous venons de présenter : sans doute, dans certaines circonstances, les lignes extérieures peuvent être employées, mais elles sont presque toujours dangereuses.

Quelque favorables que soient les lignes intérieures, il est évident que, dans le cas où elles sont tenues par une armée numériquement inférieure à celle de l'ennemi, elles ne doivent ni trop s'éloigner ni trop se rapprocher. Si les masses qui

tiennent à l'intérieur une ligne double ou multiple s'étendent à une trop grande distance, de façon à ne pouvoir se soutenir réciproquement, elles perdent tout l'avantage de leur position centrale et elles s'exposent à être battues isolément. Au contraire, si elles rétrécissent leur front d'opérations au point de confondre leur ligne d'opérations, elles finissent par être accablées simultanément comme le fut la grande armée française à *Leipzig* : c'est ce dernier résultat que l'on caractérise en disant qu'une armée inférieure en nombre ne peut obtenir de succès décisif qu'en laissant à l'ennemi l'*enveloppement stratégique* et en occupant une position centrale, mais qu'elle doit toujours éviter l'*enveloppement tactique*.

Pour terminer cet exposé rapide des principes concernant les lignes d'opérations, il nous reste à dire quelques mots sur les relations de longueur qui doivent exister entre ces lignes et les bases. On a proposé de fixer ces rapports par des chiffres et de les traduire en formules : mais c'est une exagération provenant de ce que l'on a fait mal à propos abstraction des circonstances géographiques et politiques au milieu desquelles se fait une guerre. Une ligne d'opérations, d'étapes ou d'approvisionnement, ainsi qu'on l'appelle indifféremment, une *ligne de magasins*, comme disait *Villars*, ou une *ligne de convois*, ainsi que l'appelait *Odier*, doit être considérée comme formée d'une série continue d'éléments de faible étendue séparés par les bases éventuelles dont nous avons parlé précédemment : chacun de ces éléments ne doit pas être à plus de cinq ou six jours de marche de l'élément qui le précède et de celui qui le suit. Plus la ligne est étendue, plus les bases éventuelles doivent être rapprochées, ou plus elles doivent être fortement constituées : sinon, la ligne d'opérations est exposée aux insultes de l'ennemi, comme le prouve la campagne de 1812 en *Russie*. Quand on ne peut obtenir d'assurer la ligne d'opérations par la création des bases éventuelles, comme il est indispensable de s'opposer aux expéditions dirigées contre cette ligne par des corps ennemis considérables, on a recours aux réserves stratégiques dont nous avons déjà parlé : mais, dans ce cas, l'armée est obligée de faire de grands détachements qui l'affaiblissent beaucoup. Ce sont ces difficultés matérielles qui rendent dangereuses les invasions lointaines, surtout dans les contrées peu fertiles, et qui, si le peuple envahi résiste avec

énergie, peuvent arrêter l'armée envahissante, l'obliger même à renoncer à ses conquêtes.

Les *lignes de communication* servent, avons-nous dit plus haut en donnant leur définition, à établir les relations entre les divers points du front d'opérations qu'occupe successivement une armée en campagne : elles peuvent encore remplir le même objet par rapport aux points de la base primitive ou des bases éventuelles, et par suite entre les lignes d'opérations doubles ou multiples, à l'origine ou sur le parcours de celles-ci. Selon le rôle qui leur est assigné, elles sont donc parallèles au front d'opérations ou aux bases qu'elles desservent et perpendiculaires ou obliques aux lignes d'opérations qu'elles unissent. Dans le premier cas, elles sont protégées par les troupes elles-mêmes : dans le second, elles le sont par les obstacles naturels ou artificiels que contient la base. En tout cas, chaque ligne de communication se compose au moins d'une grande route ou d'un grand chemin en bon état sur lequel sont échelonnés des commandements d'étape et des places du moment, s'il est nécessaire.

CHAPITRE XI

CONCLUSION.

Nous avons fait en sorte de résumer, dans les lignes qui précèdent, les principes essentiels de cette partie des sciences militaires à laquelle on a donné le nom de *stratégie* : nous n'avons pas la prétention d'en avoir exposé tous les principes : tel n'était, du reste, ni notre but, ni notre devoir. Nous avons simplement voulu rechercher les grandes règles d'après lesquelles les plus illustres généraux des temps modernes ont préparé et combiné les grandes opérations de la guerre. Nous conformant à l'esprit de l'enseignement dont nous sommes chargé, nous avons éliminé la critique qui n'aurait point été à sa place dans une esquisse aussi sommaire, et c'est l'histoire en main que nous avons suivi et signalé à nos lecteurs les exemples les plus saillants destinés à montrer comment l'application d'un principe juste peut amener d'heureux résultats, tandis que l'emploi d'un principe faux est presque toujours la cause des échecs, des défaites et même des désastres.

Ainsi que nous l'avons déjà dit plusieurs fois, la stratégie ne doit être envisagée que comme la conception et la combinaison des entreprises que l'armée doit exécuter par des procédés qui sont du domaine de la tactique. Mais, si jusqu'ici on a tenu compte des règles de celle-ci dans toutes les opérations, qu'elles soient petites ou grandes, il n'en a pas été de même de la première : il semble que, d'après le langage usuel, il n'y a de conception stratégique que pour les grandes opérations de la guerre. C'est là une erreur contre laquelle il faut réagir. En cédant à cette manière restreinte d'envisager les maximes générales de la guerre, on arrive ainsi précisément et fatalement à négliger la préparation qui doit présider à l'exécution de toute entreprise, si minime qu'elle soit, et les conséquences en sont d'autant plus funestes qu'une succession d'échecs partiels, occasionnés par une négligence inconsciente, a le plus fâcheux effet moral sur la valeur d'une armée.

On pourra nous reprocher d'avoir, malgré notre observation, suivi dans la méthode d'enseignement du *Cours d'art militaire*, les errements dont nous signalons les dangers : on se tromperait en signalant cette contradiction apparente. Le terme de stratégie est, dans notre vocabulaire militaire, le synonyme des plus hautes conceptions de la guerre. Il n'y avait donc pas lieu d'en parler à propos des petites opérations, d'autant plus que ceux auxquels nous nous adressons sont appelés, par leurs fonctions, à exécuter et non à combiner. Si maintenant nous insistons sur les relations qui doivent exister entre toutes les opérations, de quelque importance qu'elles soient, c'est que nous arrivons à une partie de nos études où l'enchaînement des idées, comme celui des faits, se manifeste d'une manière identique pour les grandes et les petites opérations. Une dernière fois, nous tenons à dire que le chef de la plus petite troupe doit, aussi bien que celui de la plus grande, combiner à l'avance l'entreprise qu'il a résolu d'exécuter, savoir d'abord jusqu'où il veut aller, comment il prétend obtenir le résultat qu'il souhaite, quel sera son point de départ, quels seront les appuis ou les secours sur lesquels il pourra compter, enfin, quelle direction il donnera à son mouvement. Tous ces travaux préparatoires existent aussi bien pour les petites que pour les grandes opérations : c'est le même canevas : ce sont, en outre, des principes que l'on n'a pas négligés impunément depuis que l'homme

fait la guerre. On appelle stratégie la science qui s'applique à les déterminer au point de vue des grandes opérations : il faudrait étendre ce nom aux petites opérations : faute de cette légère modification dans les idées et dans le langage, on est obligé de prendre une expression vague admise depuis peu de temps et qui désigne cette science comme l'*art de conduire les troupes* quand il s'agit de petites opérations.

La pénurie de notre langage militaire et l'incertitude de la valeur réelle de beaucoup de termes employés pour signifier des idées ou des faits essentiellement différents, constituent un embarras extrême quand on recherche les éléments organiques et les règles primordiales de la science militaire. C'est ce que *Bardin* caractérise de la façon suivante dans l'introduction à son *Dictionnaire de l'armée de terre*. « *Toutes les sciences ont été dans cet état de pénurie, dit-il, et elles ne s'enrichissent d'une nomenclature qu'à l'époque de leur maturité. L'art militaire n'y est pas encore arrivé. Jusqu'ici, il est resté indigent au milieu des progrès des autres conceptions humaines : il est, sous le rapport philologique, moins avancé que des arts d'un ordre tout différent, tels que la vénerie, le blason, l'escrime, la musique, etc. Depuis longtemps, ceux-ci, et tant d'autres, sont riches en expressions précises, consacrées par l'usage et affranchies d'homonymes : tandis que la langue militaire, née à peine depuis le dernier siècle, emploie encore les expressions qu'elle balbutiait dans son enfance : elle n'a profité en rien des critiques fondées que l'Encyclopédie lançait contre elle il y a déjà cinquante ans (en 1785) : elle fourmille d'expressions louches, s'est grossie de mots indéfinissables, et a perdu de vue l'étymologie des termes inventés pour ainsi dire d'hier.* »

Nous estimons donc que, pour simplifier l'étude de la science militaire, il est indispensable d'adopter des définitions et des expressions simples, rationnelles, ayant une étymologie parfaitement déterminée, de façon à obtenir, ainsi que le demande *Guibert*, une théorie basée sur la fixité et l'uniformité des éléments.

Nous avons pensé qu'il était opportun de présenter ces quelques observations aussitôt après l'exposé des principaux éléments de la stratégie : combien ceux-ci seraient plus faciles à résumer et à expliquer si l'on avait déterminé d'une façon nette et précise les termes qui servent à les désigner !

Dans l'esquisse rapide que nous venons de présenter sur les règles des conceptions stratégiques, nous avons eu surtout pour objet de préparer nos lecteurs à l'étude si fructueuse, si importante et si difficile des guerres : les quelques exemples historiques que nous avons donnés à l'appui des principes nous serviront de jalons dans l'examen des fragments d'histoire militaire que nous entreprendrons à la fin du *Cours d'art militaire*, et nous nous efforcerons alors de résumer toutes les maximes que nous aurons recherchées et posées dans le cours même.

CHAPITRE XII

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Conformément au programme ministériel qui indique le but du *cours d'art militaire*, les matières qu'il comporte et la manière dont il doit être enseigné, nous avons cherché à réunir, dans le présent *Titre*, les notions élémentaires qui sont relatives à la conception des *grandes opérations de la guerre*. Bien que les principes généraux de la stratégie aient un caractère particulier de stabilité, il en est quelques-uns qui, dans les guerres modernes, ont subi d'importantes modifications dans leur application : nous avons tenu à spécifier celles-ci, mais nous tenons à rappeler que les expériences des dernières guerres ne peuvent suffire pour poser, d'une façon absolue, les règles nouvelles des combinaisons stratégiques : nous avons donc cru devoir en chercher les principes essentiels dans l'histoire de toutes les guerres qui ont eu lieu en Europe depuis la Révolution française : nous donnons ci-dessous la liste des ouvrages que nous avons consultés : on pourra y trouver le développement de l'étude que nous venons d'esquisser : on se convaincra, en les lisant, que, si nombreuses que puissent paraître les grandes conceptions de la guerre, elles se réduisent, par l'étude, à quelques règles essentielles dont l'application se reproduit sans cesse.

Les ouvrages qui nous ont guidé sont les suivants :

Précis de l'art de la guerre, par le général Jomini, 1811.

Principes de la stratégie, par l'archiduc Charles, traduction par le général Jomini, 1818.

Commentaires et Correspondance de Napoléon I^{er}.

Histoire des guerres qui ont eu lieu depuis le commencement de ce siècle, par Carion-Nisas, Mathieu Dumas, Foy, Gouvion Saint-Cyr, Jomini, Jourdan, Lecomte, Suchet, Valmy, Vaudoncourt, et Relations officielles des mêmes guerres.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XIII

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN STATION

TABLE DES MATIÈRES.

TITRE XIII

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN STATION.

	Pages
CHAPITRE I ^{er} . CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	131
CHAPITRE II. MÉTHODE D'INSTALLATION	132
ARTICLE I. -- Notions préliminaires	132
II. -- Camps et cantonnements de marche.....	133
III. -- Camps et cantonnements de séjour.....	136
CHAPITRE III. SYSTÈME DE SURVEILLANCE ET DE SURETÉ.....	153
ARTICLE I. -- Notions préliminaires	153
II. -- Direction du service.....	154
III. -- Poste intermédiaire de réserve.....	159
IV. -- Cavalerie de contact.....	163
V. -- Conclusion	169
CHAPITRE IV. SYSTÈME D'EXPLORATION.....	171
ARTICLE I. -- Notions préliminaires.....	171
II. -- Reconnaissance d'officier de cavalerie	172
III. -- Grandes reconnaissances.....	173
IV. -- Reconnaissances offensives	182
CHAPITRE V. CONCLUSION	190
CHAPITRE VI. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE	191

TITRE XIII

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN STATION.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Nous avons indiqué, dans le *Titre XI*, les procédés et dispositions tactiques qu'emploient les grandes unités, tant pour le repos que pour la marche et le combat. Nous avons ensuite exposé, dans le *Titre XII*, quelques notions élémentaires de *stratégie*, c'est-à-dire que nous avons sommairement expliqué les principales conceptions et combinaisons admises pour assurer l'exécution des grandes opérations de la guerre. Nous allons maintenant étudier celles-ci en suivant le même ordre que pour les petites opérations ; par conséquent, nous allons rechercher les principes qui doivent présider d'abord à l'installation des grandes unités au repos, puis à leurs mouvements de marche et enfin à leur action sur le champ de bataille.

Ainsi que nous l'avons déjà dit à propos des petites unités tactiques, une troupe en campagne se trouve alternativement dans l'une des trois situations suivantes : la station, la marche et le combat. De ces trois situations, celle de station est la première à étudier : nous en avons donné les raisons dans la *deuxième partie du cours*, au *Titre VII*.

La troupe qui s'établit en station le fait, soit pour se reposer pendant un jour, ou un court laps de temps, soit parce qu'il lui faut tenir une position importante pendant une période de plusieurs jours ou semaines.

Quel que soit le motif ayant déterminé la halte momentanée ou prolongée de la troupe, les règles tactiques applicables à sa situation concernent les trois objets suivants :

1° *La méthode d'installation adoptée pour le gros de la troupe ;*

2° *Le système de surveillance et de sûreté destiné à préserver cette troupe ;*

3° *Le système d'exploration pratiqué par les reconnaissances pour avoir des renseignements sur l'ennemi.*

CHAPITRE II

MÉTHODE D'INSTALLATION.

Article I. — Notions préliminaires.

Les grandes unités tactiques en campagne s'établissent au repos, soit dans les *camps de tentes*, soit dans les *bivacs*, soit dans les *cantonnements*.

L'expression la plus généralement adoptée, pour désigner l'ensemble des points occupés par une grande unité tactique qui est en station, est celle de CANTONNEMENT. Mais il convient d'ajouter que, quand on parle des cantonnements d'une armée, on n'entend pas dire par là que toutes les parties de cette armée sont cantonnées, c'est-à-dire sont logées chez les habitants. Le plus souvent, les trois méthodes d'installation sont employées simultanément : ainsi, le réseau de surveillance et de sûreté est bivaqué, la totalité ou une partie de la troupe est bivaquée, campée ou cantonnée. La désignation de cantonnement, admise dans ce sens, concerne donc beaucoup plutôt le fait de l'établissement d'une grande unité tactique en station, que la méthode admise pour l'y installer. Malgré cela, l'expression de camp est aussi souvent employée que celle de cantonnement, et l'on peut dire que l'une et l'autre se confondent. En résumé, il n'y a plus, quand il s'agit de l'installation des grandes unités tactiques au repos, cette distinction très-nette que nous avons établie à propos des petites unités qui, considérées individuellement, campent, bivaquent ou cantonnent.

Au point de vue pratique, les camps et cantonnements se divisent en deux catégories distinctes. La première contient les *camps et cantonnements d'instruction*, dont on fait usage pendant la paix, dans lesquels on réunit, à l'automne, des troupes plus ou moins considérables et qui sont destinés à reproduire, autant que faire se peut, l'image de la guerre pour y préparer les chefs et les soldats.

La seconde catégorie comprend les *camps et cantonnements de campagne* qui sont de deux sortes : de marche ou de séjour.

Les *camps et cantonnements de marche*, que l'on pourrait appeler *quotidiens*, sont ceux qu'une grande unité tactique prend chaque jour, après avoir effectué sa marche, pour reposer les troupes et passer la nuit en position.

Les *camps et cantonnements de séjour* sont ceux dans lesquels l'armée s'installe pendant un temps plus ou moins considérable.

Article II. — Camps et cantonnements de marche.

D'après ce que nous venons de dire, les *camps et cantonnements de marche* sont ceux dans lesquels une grande unité tactique s'établit quotidiennement, après sa marche de jour, dans le but de permettre à la troupe de se reposer pendant la nuit.

L'incertitude dans laquelle on est presque toujours sur la situation respective des forces de l'adversaire et des autres parties de l'armée, le peu de renseignements que l'on possède forcément sur la forme et la nature des terrains voisins, l'hypothèse d'une attaque prochaine ou immédiate que l'on doit considérer comme probable, l'obligation d'employer le terrain tel qu'il se présente, toutes ces causes réunies font que les camps et cantonnements de marche sont toujours *serrés*. Par cette mesure de précaution, on masse la troupe sur le plus petit espace possible, tout en assignant à chaque arme la place qui lui convient : mais on a l'avantage de rendre la surveillance plus facile, plus efficace et moins fatigante. Le seul inconvénient de cette méthode est de rendre plus difficile la subsistance des troupes : aussi, est-il toujours nécessaire que celles-ci aient à leur portée une partie de l'approvisionnement en vivres de réserve, afin de parer à l'impossibilité éventuelle de les nourrir sur le pays même.

D'après *Napoléon 1^{er}*, il faut asseoir un camp sur une position, absolument comme on établirait une ligne de bataille sur cette position : celle-ci ne doit pouvoir être tournée ni dominée : elle doit, au contraire, posséder un commandement sur le terrain environnant et être choisie de telle sorte que les

troupes, en la quittant, puissent, s'il est nécessaire, tourner et envelopper les positions voisines.

Ainsi donc, de ce précepte nous pouvons conclure qu'une grande unité tactique doit se trouver en position quand elle est installée dans un camp ou cantonnement de marche : c'est-à-dire que les abords doivent être, comme le front, tels que l'adversaire ne puisse s'y engager sans subir de grandes pertes et être arrêté plus ou moins longtemps avant d'avoir atteint la première ligne de défense, et encore tels que la troupe au repos puisse quitter son camp pour se porter en avant, sans éprouver aucun embarras ni aucun obstacle à son mouvement : quant aux flancs et aux derrières, il faut qu'ils soient à l'abri de toute surprise.

En ce qui concerne l'occupation même du terrain, on y procède, d'après le principe de *Napoléon I^{er}* cité ci-dessus, conformément à l'organisation et au fractionnement des ordres de bataille. C'est d'après cette considération que l'on met généralement, en arrière de l'infanterie, les parties de la cavalerie qui ne sont pas employées au service de surveillance ou d'exploration : l'artillerie divisionnaire est au milieu des troupes auxquelles elle est attachée, mais sous la protection de celles-ci : le reste de l'artillerie, les divers services auxiliaires et le convoi sont placés sur les points les moins exposés à une surprise par l'ennemi.

L'ordre employé pour faire reposer les troupes dépend de la configuration du terrain. Une grande unité tactique peut admettre, par conséquent, et suivant les circonstances locales, soit les lignes déployées, soit les lignes de colonnes à intervalle de déploiement ou à intervalle serré, soit les colonnes à distance entière ou serrée. Dans un même camp, ces diverses dispositions peuvent être simultanément employées par les diverses unités qui y sont établies, et il est fort rare que l'ordre soit uniformément le même pour toutes celles-ci : il est incontestable que les troupes placées sur la première ligne ne doivent pas adopter la formation massée qui convient parfaitement, au contraire, aux troupes des dernières lignes et de la réserve : sur la première ligne même, quelques subdivisions se disposeront en masse près des points importants à occuper, tandis qu'à côté d'elles d'autres subdivisions adopteront une formation déployée. Ce sont les circonstances locales, les em-

placements respectifs et aussi la direction probable des attaques par l'ennemi qui indiquent la meilleure disposition à admettre.

Dans certaines contrées plates, unies et découvertes, sur lesquelles l'adversaire dispose d'une cavalerie considérable et entreprenante, comme en *Algérie*, le camp se dispose toujours en carré : les faces de ce carré sont formées par l'infanterie qui protège ainsi la cavalerie, l'artillerie, les services et le convoi, dont la place est à l'intérieur du carré. C'est ce que nous avons déjà indiqué au *Titre VII*.

Quand il y a plusieurs lignes de troupes dans un camp ou cantonnement de marche, la distance qui les sépare doit être telle qu'elles puissent devenir instantanément, et sans aucun mouvement préparatoire, les lignes de l'ordre de bataille. Cette obligation absolue indique donc quelle doit être, suivant l'étendue du front de la position et l'effectif de la troupe qui y est établie, le minimum de la profondeur admissible pour l'établissement d'un camp.

Nous n'insisterons pas sur ces divers détails d'exécution dont le complément est entièrement contenu dans les *Titres VII et XI*. Nous nous contentons de signaler les traits caractéristiques tels qu'ils ressortent de la maxime de *Napoléon I^{er}*, en faisant remarquer qu'un camp ou cantonnement de marche doit satisfaire aux deux conditions suivantes : la première exige que l'installation ait lieu sur une bonne position, mais elle n'est pas toujours réalisable ; d'après la seconde, il faut qu'à tout instant les diverses armes soient à même de se prêter un appui réciproque.

Nous ne saurions toutefois laisser de côté l'influence que peut avoir un défilé important sur le choix de la position d'un camp : le fait se présente, en réalité, très-souvent en campagne, et il est indispensable de savoir si l'on doit établir le camp en deçà ou au delà du défilé. Chacun des deux procédés a ses avantages et ses inconvénients. Quand le camp est placé au delà du défilé, la troupe n'a plus à franchir l'obstacle le lendemain, c'est-à-dire qu'elle a exécuté cette opération toujours dangereuse, et il est certain que, si l'on peut y parvenir en dehors des attaques de l'ennemi, on sera tenté de le faire. Mais, si l'adversaire se présente dans la nuit ou le lendemain, la troupe se trouve alors dans une situation difficile, puisque le défilé se trouve sur ses derrières : or, nous l'avons déjà dit, passer un

défilé en retraite et en présence de l'ennemi est une opération pleine de dangers. Quand le camp est placé en deçà, il peut arriver que l'on ait à franchir le défilé le lendemain en avant et en présence de l'ennemi, ce qui constitue toujours une entreprise difficile et meurtrière. Mais le défilé étant un obstacle à la marche de l'ennemi, les surprises sont alors moins à redouter ; le repos de la troupe est, en conséquence, plus complet et plus sûr : aussi *Marmont* conseille-t-il d'agir toujours ainsi.

Pour compléter ce qui concerne la méthode d'installation dans les camps ou cantonnements de marche, il convient de rappeler que toute troupe doit avoir sa *place d'armes* ou de *rassemblement*, sur laquelle elle se réunit en cas d'alarme. Il est indispensable, comme nous l'avons déjà dit à propos des petites unités tactiques en station, que chaque subdivision puisse se réunir rapidement sur un point désigné à l'avance, choisi dans une position centrale et placé de telle sorte que l'ennemi ne soit pas à même de s'opposer au rassemblement : dès qu'elle s'est formée, elle attend de nouveaux ordres quand il ne lui a pas été prescrit de quitter sa place d'armes : lorsque des instructions préalables ont été données, elle se dirige vers la place de rassemblement affectée à l'unité supérieure dont elle n'est qu'une fraction et où elle se réunit aux autres fractions de cette unité.

Enfin, signalons encore que, en dehors des considérations tactiques dont il faut tenir compte pour choisir la position d'un camp ou cantonnement de marche, il est indispensable de placer celui-ci dans de bonnes conditions hygiéniques et de le mettre à proximité de l'eau, du bois, de la paille, objets de première nécessité aux hommes et aux animaux et que l'armée traîne fort rarement à sa suite. Les camps et cantonnements de marche sont donc souvent établis près des cours d'eau et près des bois : mais il faut avoir soin de ne pas les placer près des marais ou dans les forêts marécageuses : sinon, les pertes par les maladies deviennent très-rapidement considérables.

Article III. — Camps et cantonnements de séjour.

Nous avons dit plus haut que les *camps et cantonnements de séjour* sont ceux dans lesquels une grande unité tactique,

ou l'armée entière, s'établit pendant une durée de plusieurs jours ou semaines.

On les emploie dans les circonstances suivantes :

1° Pour concentrer les troupes sur la base primitive d'opérations au début des hostilités ;

2° Pour établir une réserve stratégique sur cette base primitive ou sur les bases éventuelles, pendant une campagne ;

3° Pour occuper les positions d'investissement, de blocus ou de siège, qu'adopte une troupe opérant contre une place-forte ;

4° Pour refaire une troupe lorsqu'elle est trop éprouvée par les fatigues et par les maladies, ou pour l'abriter quand la mauvaise saison amène la suspension forcée des hostilités ;

5° Pour occuper un territoire, pendant un armistice, ou après la conclusion de la paix et jusqu'à ce que les clauses du traité aient été exécutées.

En fait, les camps et cantonnements de séjour sont établis, d'une part, loin de l'ennemi, ou en dehors de tout danger et, d'autre part, près de l'ennemi ou sous le coup de ses attaques imminentes.

Nous ne nous occuperons que des camps ou cantonnements de séjour placés près de l'ennemi ou sous le coup de ses attaques imminentes : tels sont ceux de réserve stratégique, ceux des lignes de circonvallation et de contrevallation, enfin les quartiers d'hiver. Quant aux camps ou cantonnements de séjour placés loin de l'ennemi ou en dehors de tout danger, il est évident que l'on peut leur appliquer, en partie, les règles adoptées pour les premiers et, en partie, celles qui président à l'installation des camps ou cantonnements d'instruction. En un mot, nous recherchons d'abord les principes dont il faut tenir compte en présence de l'ennemi, et ceux qui sont admissibles pour les autres circonstances découlent naturellement des précédents.

Les principales conditions, auxquelles doit satisfaire un camp ou cantonnement de séjour, sont les suivantes :

1° L'installation doit être faite au milieu d'un pays riche et fertile, contenant des villes commerçantes, des plaines labourées, des prairies, des voies de communications nombreuses et assurées. C'est là une considération entièrement administrative, qui s'impose tout d'abord, soit quand l'armée se nour-

rit sur le pays même, soit quand le front d'opérations est fort éloigné de la base primitive. On ne peut la considérer comme secondaire que dans le cas où l'armée dispose des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance, sans avoir recours aux réquisitions ;

2° Le front du camp ou cantonnement de séjour doit être naturellement ou artificiellement fort, dans le but d'y arrêter l'ennemi aussi longtemps que possible jusqu'à ce que le gros des troupes ait pu prendre ses dispositions. Le front est donc une véritable ligne de défense, et l'obstacle qui en remplit le mieux l'objet est un cours d'eau sur lequel se trouve un petit nombre de ponts défendus par des ouvrages de fortification passagère, qui n'est guéable en aucun point, ou dont les gués ont été détruits. Mais, il ne faut pas avoir une confiance absolue dans le service qu'une rivière peut rendre sous ce rapport, puisqu'on peut la franchir partout quand elle est gelée. Les montagnes sont, à ce sujet, dans des conditions encore plus défavorables puisque « *partout où passe une chèvre, un soldat passera* ». Tels sont, du moins, les conseils donnés par Frédéric II dans l'*Instruction à ses généraux*. Le mieux est donc de multiplier les défenses accessoires, ainsi que les retranchements de fortification passagère, sur les bords du cours d'eau qui constitue le front, et d'y établir un solide réseau de surveillance que complète un service d'exploration bien fait ;

3° Les flancs du camp ou cantonnement de séjour doivent être assurés contre les incursions des partisans ennemis : on les appuie, soit à un obstacle naturel et insurmontable tel que la mer quand l'adversaire n'a pas de flotte à sa disposition, soit à quelque cours d'eau ou montagne dont on tient, dont on détruit ou dont on fortifie les points de passage selon les projets ultérieurs, soit à un système de places fortes, soit enfin à un État neutre ;

4° L'intérieur de l'emplacement réservé au camp ou cantonnement de séjour doit être assez spacieux pour que les troupes s'y répartissent en raison de leur situation momentanée, ainsi que par rapport à la distance, aux forces et aux projets de l'adversaire. Si le camp ou cantonnement de séjour est établi loin de l'ennemi ou en dehors de ses attaques, l'installation est *large* ou *ouverte*, c'est-à-dire que les troupes s'établissent en prenant toute la place nécessaire pour se reposer et sub-

sister aussi commodément que possible. Lorsque l'ennemi est proche, ou lorsqu'il y a lieu de supposer une attaque immédiate, le camp ou cantonnement de séjour est *serré*; mais cependant il l'est moins que le camp ou le cantonnement de marche. Quant au rapport entre la longueur et la profondeur, c'est-à-dire entre l'étendue du front et celle des flancs, il ne saurait être déterminé d'une façon absolue. Mais il semble admis, d'après les exemples tirés des guerres modernes, que l'égalité entre la largeur et la profondeur répond le mieux aux nécessités tactiques. Enfin, en outre des moyens de communication de toutes sortes que doit contenir l'intérieur d'une position, il doit y avoir un certain nombre de positions importantes et fortes qui servent de *places de rassemblement* aux plus grandes unités tactiques. L'une d'elles est choisie comme *place principale de rassemblement*: elle doit être, comme toutes les autres du reste, mise à l'abri des coups de main de l'ennemi, c'est-à-dire renforcée par des travaux de fortification passagère: en outre, il faut qu'elle soit établie en un point tel que la réunion des troupes cantonnées s'y fasse aussi rapidement que possible et à peu près dans le même temps pour chacune des grandes subdivisions dont se compose la troupe campée ou cantonnée.

C'est le général en chef qui détermine la contrée sur laquelle une grande unité tactique doit établir son camp ou cantonnement de séjour, et il le fait d'après des considérations essentiellement stratégiques. Une reconnaissance préalable indique si l'étendue du territoire choisi pour le cantonnement répond à toutes les conditions que nous venons d'énoncer. Cette reconnaissance a, en outre, pour objet de chercher si l'emplacement désigné renferme les ressources suffisantes pour la subsistance des troupes, de quelle manière sont constitués son front, ses flancs, son intérieur, si les voies de communication y sont nombreuses, sûres et commodes, s'il y a des positions favorables à l'établissement des places d'alarme, et quels sont les travaux défensifs qu'il est nécessaire d'exécuter pour renforcer les divers points importants du cantonnement: en un mot, la reconnaissance a un but statistique et tactique.

Après l'étude de la région à ces différents points de vue, on procède à la *répartition des troupes*. L'ensemble du cantonnement est partagé en un certain nombre d'*arrondissements*, de

circonscriptions, de *zones* ou de *quartiers* : il n'y a, sous ce rapport, aucune expression réglementaire : il nous semble préférable de réserver le terme d'arrondissement au terrain occupé par les grandes unités tactiques et de dire, par conséquent, l'arrondissement d'une armée, d'un corps d'armée, d'une division et d'une brigade, chacun de ces arrondissements ayant son quartier-général qui est le lieu de résidence de son chef et la place de rassemblement : les petites unités tactiques, le régiment, le bataillon, la compagnie, le groupe de quatre batteries, le groupe de deux escadrons, la batterie et l'escadron, auraient chacun leur zone contenant un quartier qui serait le lieu de résidence du chef et une place d'armes.

L'*assiette* du cantonnement est établie de la façon suivante :

L'infanterie sert de base à l'installation générale : chaque corps d'armée occupe une surface de terrain à peu près carrée dont on peut estimer le côté à 30 ou 40 kilomètres environ.

La cavalerie d'armée se fractionne : la cavalerie légère, qui y était comprise, est répartie entre les troupes placées sur la première ligne, dans le but de faire le service de surveillance et celui d'exploration. Quant à la grosse cavalerie, qui en faisait partie, elle est placée en arrière.

La cavalerie de corps d'armée, ou de division, reste avec les troupes auxquelles elle est attachée et elle seconde la cavalerie légère d'armée dans le rôle qui lui est assigné.

L'artillerie divisionnaire ne quitte pas les troupes auxquelles elle est affectée : l'artillerie de corps d'armée se tient à proximité des places de rassemblement. Pour l'une et l'autre, on élève des épaulements dont la position est déterminée par la direction probable des attaques que peut exécuter l'ennemi et que les pièces occupent lorsqu'il en est besoin.

Les parcs, les ateliers, les hôpitaux, les manutentions et les convois sont établis, soit dans une place, soit sous la protection du canon d'une place.

Dès que toutes ces opérations préparatoires sont terminées, la troupe qui doit cantonner s'établit sur l'emplacement désigné. La *prise de possession* du cantonnement est simultanée ou successive : en général, elle s'exécute simultanément lorsqu'il n'y a pas de danger à redouter : elle se fait successivement lorsque l'ennemi peut attaquer les troupes d'un moment à l'autre.

Quand l'installation est complète, les troupes travaillent aux défenses accessoires et aux retranchements de fortification passagère. Des abatis, des inondations, des destructions de routes, de chemins de fer ou de ponts, ont lieu sur le front et sur les flancs, dans les différentes directions dont on veut interdire l'accès à l'adversaire. Des têtes de pont, des places du moment sont construites. Les places d'armes et de rassemblement sont mises en état de défense. Enfin, un système complet de lignes télégraphiques met en relation directe tous les points importants du front et des flancs, ainsi que les divers quartiers-généraux.

A l'appui des principes généraux que nous venons de donner, nous allons citer, comme exemples, les cantonnements pris par la grande armée française en 1806 et en 1807, après qu'elle eut traversé la *Vistule*, et ceux de l'armée anglo-prussienne sur le territoire de la *Belgique* en 1815.

Après les combats de *Czarnowo*, de *Nasielsk*, de *Kursumb*, de *Golymin* et de *Pultusk*, livrés aux Russes dans les derniers jours de décembre 1806, l'armée ennemie avait renoncé à continuer la campagne et elle s'était retirée dans la direction de *Bialistok* (fig. 43).

La saison était très-mauvaise : la pluie et la neige avaient détrempé les routes et les champs qui étaient devenus de véritables cloaques de boue dans lesquels tout mouvement était impossible. *Napoléon I^{er}* résolut, en conséquence, de suspendre aussi les hostilités et d'établir la grande armée française dans ses quartiers d'hiver.

Le 5 janvier 1807, l'empereur ordonna aux troupes de prendre leur cantonnement autour de *Varsovie*, la gauche vers la mer, la droite appuyée à la frontière autrichienne : la contrée, dans laquelle l'armée française opérait depuis un mois seulement, était assez fertile et assez riche pour fournir à la subsistance des hommes et des chevaux.

La répartition eut lieu de la façon suivante :

Le 1^{er} corps d'armée, aux ordres du maréchal *Bernadotte*, prit ses cantonnements à *Osterode*, à *Elbing* et à *Marienwerder*. Il était ainsi à l'extrême gauche de la ligne des cantonnements.

Une division de dragons, de la réserve de cavalerie, avait été attachée au 1^{er} corps d'armée pour faire le service de sur-

veillance et d'exploration en avant de ses cantonnements.

Le quartier-général était à *Osterode* qui était la place de rassemblement.

A *Marienwerder* étaient l'hôpital, les petits dépôts, les



Fig. 43.

ateliers de réparations d'armes, de voitures et de harnais, les manutentions pour la subsistance journalière et pour la fabrication des biscuits de réserve, ainsi que les parcs d'artillerie et du génie.

Le maréchal *Bernadotte* avait l'autorisation de faire établir de petites manutentions et de petites ambulances à 12 ou 15 lieues de la *Vistule* ; mais ces établissements ne pouvaient être que temporaires.

La position avancée qu'avait le 1^{er} corps d'armée était destinée à couvrir le blocus de *Colberg*, *Dantzig* et *Graudenz*, ainsi qu'à couper les communications de *Dantzig* avec *Kœnigsberg*, à menacer cette dernière ville et à attirer les principales forces restant au roi de *Prusse*.

Le 6^e corps d'armée, commandé par le maréchal *Ney*, fut cantonné à droite du 1^{er} : son arrondissement comprenait *Soldau*, *Mława* et *Chorzel*.

Le quartier-général était à *Mława* qui était la place de rassemblement.

A *Thorn* étaient l'hôpital, les petits dépôts, les ateliers de réparation, les manutentions, les parcs d'artillerie et du génie.

Le maréchal *Ney* pouvait également faire établir des petites manutentions et ambulances temporaires à 12 ou 15 lieues de la *Vistule*. L'exception faite, à ce point de vue, en faveur des 1^{er} et 6^e corps d'armée, provenait de ce que leurs cantonnements étaient trop éloignés de la *Vistule*, sur la rive gauche de laquelle devaient être placés tous les impedimenta, l'intention de *Napoléon 1^{er}* étant de n'avoir aucun embarras sur la rive droite afin que rien ne puisse s'opposer à la prompte évacuation de ce pays, s'il convenait de le faire.

Le 4^e corps d'armée, aux ordres du maréchal *Soult*, dut prendre ses cantonnements dans l'arrondissement de *Przasniew*, *Makow* et *Sockoczin*, au centre de la grande armée.

Trois brigades de cavalerie légère, ainsi qu'une brigade de dragons, provenant de la réserve de cavalerie, et commandées par le général *Lassalle*, devaient border la petite rivière d'*Ozzie*, pour mettre à couvert le centre des cantonnements de l'armée qu'occupait le 4^e corps et s'étendre jusqu'au delà de l'*Omulew* : le maréchal *Soult* en avait la haute direction.

Le quartier-général était à *Sockoczin*.

La place de rassemblement était à *Golymin*.

A *Plock* étaient l'hôpital, les dépôts, les ateliers, les parcs et une grande manutention.

Le 3^e corps d'armée, commandé par le maréchal *Davout*,

était cantonné à la droite du précédent, de la rive gauche de l'*Ukra* à la rive droite du *Bug*, à cheval sur la *Narew*, occupant *Pultusk* et *Ostrolenka*.

Une brigade de cavalerie légère et une division de dragons, provenant de la réserve de cavalerie, couvraient à *Ostrolenka* les cantonnements de ce corps d'armée.

Le quartier-général était à *Pultusk*, ainsi que la place de rassemblement, l'hôpital, les dépôts, les ateliers, les parcs et les manutentions.

Le 5^e corps d'armée, sous le maréchal *Lannes*, tenait l'extrême droite des cantonnements ; il occupait *Sierock* ainsi que tout le terrain environnant jusqu'à une lieue de distance, *Praga* et les faubourgs de *Varsovie*, enfin la presqu'île entre le *Bug*, la *Vistule* et la frontière autrichienne.

Le quartier-général était à *Varsovie*.

La place de rassemblement était à *Sierock*.

L'hôpital, les dépôts, les ateliers, les parcs et la manutention étaient à *Varsovie*.

Le 7^e corps d'armée, commandé par *Augereau*, prit ses cantonnements en arrière du centre, derrière les 6^e et 4^e corps ; une division occupa l'arrondissement de *Viszogrod*, jusqu'à l'*Ukra* et jusqu'à *Plock* : une autre s'étendit sur la rive gauche de la *Vistule*, le long de la *Bsura*, jusqu'à *Loviez*.

Le quartier-général était à *Viszogrod*.

La place de rassemblement était à *Plonsk*.

L'hôpital, les dépôts, les ateliers, les parcs étaient établis à *Viszogrod* : en ce dernier point on avait également établi une grande manutention. A *Loviez*, on avait aussi créé un hôpital.

La réserve de cavalerie, déduction faite des brigades détachées auprès des 1^{er}, 6^e et 3^e corps d'armée pour concourir au surveillance de service et d'exploration avec la cavalerie de chacun de ces corps d'armée, était répartie de la façon suivante :

3 divisions de dragons étaient placées sur la rive droite de la *Vistule*, depuis *Viszogrod* jusqu'à *Thorn* ainsi qu'aux environs de *Dobrzyn* et de *Bobrownick* ;

Une division de cuirassiers était sur les rives de la *Pilica* : elle avait, à *Rawa*, son quartier-général, sa place de rassemblement, son hôpital, ses dépôts, ses parcs et manutentions ;

Une division de cuirassiers était sur les rives du même cours d'eau ; elle avait à *Petrikau*, son quartier-général, sa place de

rassemblement, son hôpital, ses dépôts, ses parcs et manutentions ;

Une troisième division de cuirassiers occupait les arrondissements de *Gollup* et de *Rypin* ; à *Thorn* étaient son quartier-général, sa place de rassemblement, son hôpital, ses dépôts, ses parcs et manutentions.

L'infanterie de la garde était entièrement cantonnée dans *Varsovie* qui renfermait son quartier-général et tous les établissements des services accessoires qui lui étaient nécessaires.

La cavalerie et l'artillerie de la garde étendaient leurs cantonnements sur la rive gauche de la *Vistule* et sur la *Pilica*, jusqu'à *Biala*. Leur quartier-général était à *Varsovie*. Leurs petits dépôts, leurs ateliers et leurs parcs étaient à *Loviez*.

Le grand quartier-général de *Napoléon I^{er}* était à *Varsovie* qui était la place de rassemblement principale, et autour de laquelle la grande armée était cantonnée en demi-cercle, sauf le 1^{er} corps dont la position était isolée.

L'intendant-général de l'armée avait reçu l'ordre de prendre ses dispositions pour établir les hôpitaux, les dépôts et les manutentions dans les villes qui lui furent désignées pour les contenir. A *Sierock*, à *Modlin*, à *Thorn*, on dut construire une manutention de 10 fours pour la fabrication du biscuit de réserve, former un magasin renfermant les vivres pour dix journées, à raison de 100,000 rationnaires, et un approvisionnement de 300,000 boisseaux d'avoine au moins. *Thorn* fut l'entrepôt principal ; les chambres de commerce de *Plock* et de *Marienwerder* furent informées d'avoir à prendre leurs mesures pour satisfaire aux réquisitions de l'armée.

Les directions d'artillerie et les commandants d'artillerie et du génie de chaque corps d'armée furent chargés d'établir des ateliers dans les villes où étaient les parcs.

Sierock et *Modlin* furent fermées par une enceinte bastionnée pouvant donner place à 30 canons de campagne en batterie et contenant un approvisionnement de 50 coups par pièce et de 2,000,000 de cartouches.

Une ligne continue fut construite de façon à couper et à former la presqu'île formée par la *Narew* et le *Bug*, un peu à l'est de *Sierock*. Une double tête de pont fut construite à *Modlin* sur les deux rives du *Bug*. Une tête de pont, ayant un développement de 500 mètres, fut construite à *Praga*, sur la

rive droite de la *Vistule* ; elle devait être armée de 12 pièces de position.

Enfin, la vieille muraille de *Thorn* dut être relevée et armée de 40 pièces de position.

Pendant ce temps, le 8^e corps d'armée, sous les ordres du général *Mortier*, servait de réserve stratégique dans la *Poméranie* suédoise ; le 9^e corps, commandé par le prince *Jérôme*, faisait le siège des places de la *Silésie* ; le 10^e corps, sous *Lefebvre*, bloquait *Dantzig*, *Colberg*, *Graudenz*.

L'armée française ne resta pas longtemps dans ses cantonnements ; elle y fut attaquée, le 18 janvier, par l'armée russe qui, battue à *Eylau* le 7 février, se décida enfin à se retirer dans ses quartiers d'hiver et à suspendre les hostilités jusqu'au 3 juin, par suite de la rigueur de la saison.

Les nouveaux cantonnements choisis par les troupes françaises, dans cette seconde partie de l'hiver, se trouvaient au nord des précédents.

Leur front était couvert par le cours de la *Pussarge* et par une partie de celui de l'*Alle* : leur flanc gauche était appuyé à la mer *Baltique* et leur flanc droit était protégé par la ligne des marais d'*Hohenstein* : l'intérieur comprenait la vallée de la *Vistule*, remarquable par sa fertilité et contenant des ressources abondantes.

L'ensemble de la position adoptée pour les seconds quartiers d'hiver avait, en outre, en vue de couvrir le siège de *Dantzig*.

Napoléon I^{er} donna, le 20 février, de son grand quartier-général de *Liebstadt*, l'ordre aux troupes françaises de prendre successivement possession des arrondissements qui leur étaient assignés pour se cantonner.

Le 1^{er} corps d'armée, commandé par le maréchal *Bernadotte*, fut placé à l'extrême gauche, contre la côte de la mer *Baltique* : il occupait *Holland*, *Saalfeld*, *Braunsberg* et *Spanden*.

Une division de dragons, provenant de la réserve de cavalerie, avait été attachée à ce corps d'armée pour exécuter le service de surveillance et d'exploration concurremment avec les escadrons de cavalerie dont il disposait déjà.

Le quartier-général et la place de rassemblement étaient à *Holland*.

A *Saalfeld*, on avait établi les ambulances, les dépôts, les ateliers, les parcs, les magasins, les manutentions et les bagages.

Le 4^e corps d'armée, commandé par le maréchal *Soult*, était au centre : il occupait *Wormditt*, *Liebstadt*, *Mohrungen*, *Liebmuhl*, *Deppen* et *Elditten*.

Le quartier-général et la place de rassemblement étaient à *Mohrungen*.

On avait réuni, à *Liebmuhl*, les ambulances, les dépôts, les ateliers, les parcs, les magasins, les manutentions et les bagages.

Le 6^e corps d'armée, aux ordres du maréchal *Ney*, se trouvait en avant du centre : il occupait *Guttstadt* et *Allenstein*, tenant ainsi une partie de la rive gauche de l'*Alle*, et il se reliait au 4^e corps par le poste d'*Elditten* qui était établi sur la route de *Guttstadt* à *Liebstadt*.

Une division de dragons, provenant de la réserve de cavalerie, avait été attachée à ce corps d'armée pour exécuter le service de surveillance et d'exploration, concurremment avec les escadrons de cavalerie dont il disposait déjà.

Le maréchal *Ney* devait choisir, entre *Guttstadt* et *Allenstein*, un point intermédiaire pour y établir son quartier-général, pour en faire sa place de rassemblement et pour y réunir ses impedimenta :

Le 3^e corps d'armée, sous le commandement du maréchal *Davoust*, se trouvait à la droite de la ligne des cantonnements : il occupait *Hohenstein* et *Gilgenbourg*.

Les escadrons dont il disposait avaient été renforcés par une division détachée de la réserve de cavalerie, dont la mission particulière était de diriger de nombreuses reconnaissances sur *Passenheim* et *Willembourg*.

À *Gilgenbourg* étaient le quartier-général, la place de rassemblement, les ambulances, dépôts, ateliers, magasins, manutentions, parcs et bagages.

À droite de cette masse principale on trouvait encore les troupes suivantes :

Le 5^e corps, aux ordres du maréchal *Masséna*, renforcé d'une division bavaroise et d'une division de dragons provenant de la réserve de cavalerie, couvrait *Varsovie* et était cantonné entre l'*Omulew* et la *Narew*. Son quartier-général, sa place de rassemblement et tous ses impedimenta étaient à *Pultusk*.

Pour ne pas laisser le 5^e corps complètement isolé, la légion polonaise, composée de troupes d'infanterie et de cavalerie,

vint mettre son quartier-général à *Niedembourg*. Le général *Zayoncheck*, qui la commandait, devait établir, par *Mlaw*, les relations entre *Osterode* et *Varsovie*, et pousser des reconnaissances sur la rive gauche de l'*Omulew*. Cette légion était renforcée par la division de cavalerie légère, aux ordres de *Lassalle*, que l'on avait détachée de la réserve de cette arme.

Le 7^e corps avait été licencié comme commandement.

Un corps de réserve de la grande armée avait été formé et placé sous les ordres du maréchal *Lannes* : il avait son quartier-général à *Mariembourg*, derrière la gauche des cantonnements.

La garde impériale et le corps des grenadiers *Oudinot* occupaient *Osterode*, *Lobau* et les environs. Le quartier-général et la place de rassemblement étaient à *Osterode* : les impédiments avaient été répartis entre les diverses villes citées ci-dessus.

Le 8^e et le 9^e corps d'armée avaient à peu près conservé les positions et le rôle qu'ils avaient précédemment.

Le 10^e corps d'armée faisait le siège de *Dantzig*, sous les ordres de *Lefebvre*.

La réserve de cavalerie avait son quartier-général à *Osterode* : déduction faite des divisions qu'elle avait fournies à divers corps d'armée pour participer au service de surveillance et d'exploration en avant de la ligne des cantonnements, elle contenait encore 3 divisions : 2 de dragons et de cavalerie légère occupaient *Elbing* et *Holland* : les autres, qui étaient des divisions de cuirassiers, étaient cantonnées à *Reisembourg*, *Freystadt*, *Bischofswerder*, *Neudorf* et *Strasbourg*.

Le grand quartier-général était à *Finkenstein*.

La place principale de rassemblement était à *Osterode* où une excellente position avait été reconnue et où les troupes pouvaient se réunir en deux journées de marche, sauf celles qui couvraient *Varsovie*.

Les lignes des cantonnements étaient à peu près parallèles les unes aux autres : les divisions étaient établies en colonne, près des grandes routes, et elles présentaient à l'ennemi leurs têtes de colonne dont l'avant-garde était composée de troupes légères.

Thorn restait l'entrepôt général et renfermait le gros matériel d'artillerie. A chaque corps d'armée, on avait indiqué un

certain nombre de baillages sur lesquels devaient être exécutées les réquisitions.

A *Strasbourg* était le parc mobile de l'armée.

Enfin, les travaux défensifs déjà exécutés auparavant avaient été renforcés de têtes de pont construites près de *Marienwerder*, à *Dirschau* sur la *Vistule* et à *Mariembourg* sur le *Nogat*.

Peu de temps après la prise de *Dantzic*, l'armée française fut retirée de ses cantonnements et installée au bivac. Le 5 juin, l'armée russe reprit l'offensive. Dans le cas où les Français auraient été forcés d'évacuer *Varsovie* et de quitter les bords de la *Vistule*, une nouvelle ligne d'opérations devait être prise par *Thorn* et par *Posen* : mais ils furent vainqueurs à *Heilsberg*, puis à *Friedland*, et la paix de *Tilsitt*, conclue le 7 juillet, mit fin à cette guerre.

Nous venons de montrer, par deux exemples tirés de la campagne de 1806-1807, quelles sont les règles fondamentales applicables aux cantonnements de séjour : les événements qui suivirent la levée des quartiers d'hiver adoptés par l'armée française autour de *Varsovie*, puis sur la *Passarge*, prouvent que *Napoléon I^{er}* avait agi conformément aux principes. Nous allons étudier ceux dont fit usage l'armée coalisée dans la campagne de 1815, pour indiquer les dangers auxquels le commandant en chef expose ses troupes quand il ne suit pas les maximes admises.

L'armée anglo-hollandaise, commandée par *Wellington*, étendait ses cantonnements dans l'angle formé par les routes de *Bruxelles* à *Charleroi* et de *Bruxelles* à *Gand*, les sentinelles de ses grand'gardes s'étendant jusqu'à la frontière française.

Le 1^{er} corps d'armée, commandé par le prince d'*Orange*, occupait *Nivelles*, *Soignies*, *Enghien* et avait sa cavalerie autour de *Mons* : son quartier-général était à *Braisne-le-Comte*.

Le 2^e corps d'armée, aux ordres de *Hill*, s'étendait d'*Ath* à *Oudenarde*, par *Renaix* et *Leuze*, jusqu'à la *Lys*, la cavalerie entre *Mons* et *Tournay* : son quartier-général était à *Ath*.

Le corps de réserve, sous les ordres directs de *Wellington*, était cantonné aux environs de *Bruxelles*, sur les routes de *Mons*, de *Charleroi*, de *Louvain*, de *Malines* et de *Gand*.

Le corps de cavalerie, commandé par *Uxbridge*, occupait *Gand* : il s'étendait sur la *Lys* et sur l'*Escaut*, de *Tournay* à *Ipres* : son quartier-général était à *Grammont*.

L'artillerie de réserve et le grand parc étaient au sud de *Bruxelles*.

C'est à *Bruxelles* que *Wellington* avait établi son quartier-général.

De nombreux retranchements et autres travaux de fortification avaient été élevés sur la ligne de front, à *Mons*, *Ath*, *Tournay*, *Courtrai* et *Ipres*. Le flanc droit, couvert par les deux ports de *Nieuport* et d'*Ostende* mis en état de défense, devait être protégé par des inondations que l'on avait préparées.

D'après l'opinion de *Charras* qui a spécialement étudié ces cantonnements, on pouvait adresser plusieurs reproches aux dispositions ordonnées par *Wellington*. La masse de cavalerie, placée trop à droite, ne pouvait arriver à temps vers l'extrême gauche, dans le cas où celle-ci serait attaquée. Craignant une attaque entre la *Lys* et l'*Escaut*, ou entre l'*Escaut* et la *Sambre*, *Wellington* avait eu le tort de disperser ses forces : il lui fallait un jour de marche forcée pour réunir la moitié de son armée sur l'une ou l'autre aile, et deux jours pour y réunir la totalité de ses forces ; dans le cas d'une fausse attaque par les Français, l'armée anglo-hollandaise pouvait exécuter un mouvement qui, vu la situation préalable, aurait les plus fâcheuses conséquences.

Quant à l'armée prussienne, sous les ordres de *Blücher*, elle était répartie de la façon suivante :

Le 1^{er} corps d'armée, commandé par *Ziethen*, était cantonné à cheval sur la *Sambre* : il occupait *Marchienne*, *Charleroi* et *Fleurus*, se reliant ainsi à la gauche des troupes anglaises et poussant la ligne de ses vedettes jusqu'à la frontière française. Le quartier-général était à *Charleroi*, la place de rassemblement à *Fleurus*.

Le 2^e corps d'armée, aux ordres de *Pirch*, tenait les environs de *Namur* vers *Châtelet* et *Huy* : il poussait ses vedettes jusque près de *Dinant*.

Le quartier-général et la place de rassemblement étaient à *Namur*.

Le 3^e corps d'armée, sous le commandement de *Thielmann*, était cantonné dans les environs de *Ciney*, vers *Roche fort* et *Dinant*, surveillant les débouchés de *Givet*. Le quartier-général et la place de rassemblement étaient à *Ciney*.

Le 4^e corps d'armée, commandé par *Bulow*, occupait *Leers*,

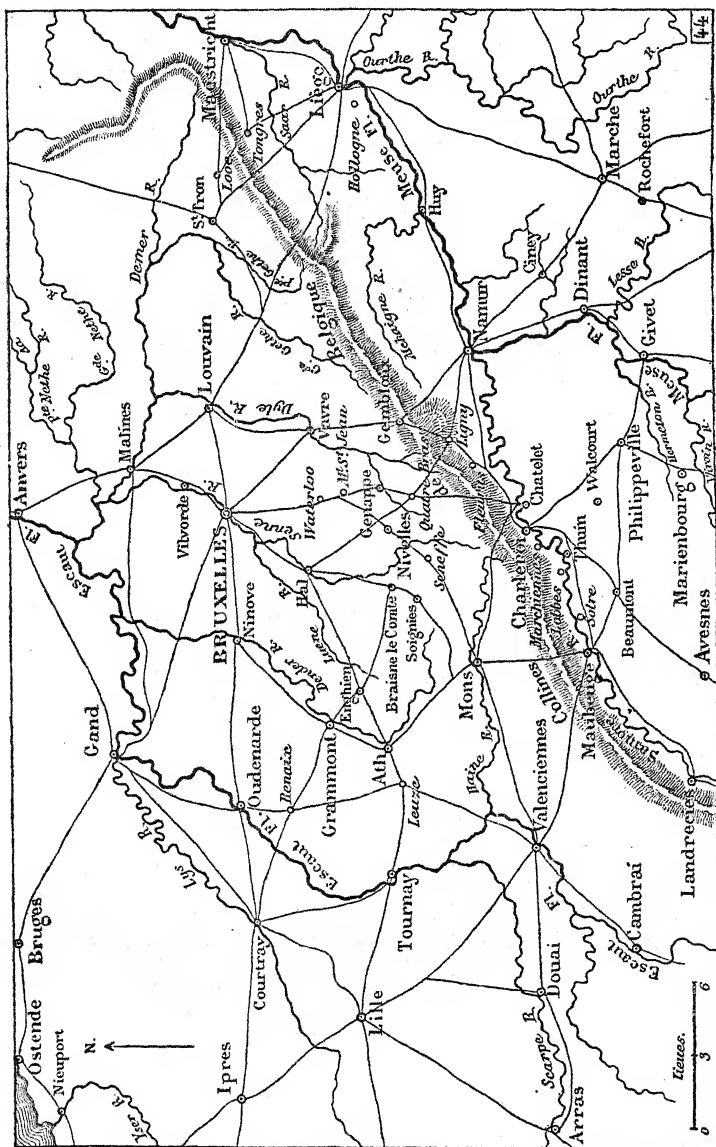


Fig. 44.

Saint-Trond, Looz, Tongres et Liège où était le quartier-général ainsi que la place de rassemblement.

La place de rassemblement principale était à *Namur* où *Blücher* avait établi son grand quartier-général, à 64 kilomètres de celui de *Wellington*.

Les cantonnements de l'armée prussienne étaient trop étendus : il lui fallait, en cas d'attaque sur l'une ou l'autre aile, plus d'un jour pour y réunir trois des corps d'armée et deux pour y concentrer toutes ses troupes.

Le généralissime *Wellington* avait reçu l'ordre de ne pas prendre l'offensive avant l'arrivée de l'armée russe : cette situation forcée d'expectative aurait dû l'engager à serrer les cantonnements de l'armée anglo-prussienne en vue d'éviter toute surprise, surtout en présence d'un général en chef tel que *Napoléon I^{er}*.

Quant à l'armée française destinée à porter la guerre en *Belgique* sous les ordres de *Napoléon I^{er}*, elle était répartie de la façon suivante dans les bivacs qu'elle occupait le 14 juin, aux environs de *Beaumont* :

La gauche comprenait le 1^{er} et le 2^e corps d'armée, commandés par *Drouot d'Erlon* et par *Reille* : elle était sur la *Sambre*, près de *Solre*, le 2^e corps en tête.

Le centre, formé des 3^e et 6^e corps d'armée, que commandaient *Vandamme* et *Mouton*, de la garde impériale et des quatre corps de cavalerie réunis sous les ordres de *Grouchy*, était placé à *Beaumont*; le 3^e corps était au nord-est de ce point : la réserve de cavalerie était portée vers *Valcourt*.

La droite était composée du quatrième corps d'armée, aux ordres de *Gérard*, et d'une division de cuirassiers : ses troupes avaient leur tête de colonne à *Philippeville* et s'étendaient jusqu'à une demi-marche au sud de cette ville.

La ligne des sentinelles et des vedettes était ainsi portée à une demi-lieue environ de la frontière : les monticules et les bois qui se trouvent sur ce terrain dissimulaient à l'ennemi les feux des bivacs.

L'armée française prit l'offensive le 15 juin : le 16 elle livra la bataille de *Ligny* dont les résultats devaient être immenses si des circonstances fatales et impossibles à prévoir n'étaient venues arrêter la réalisation du plan de *Napoléon I^{er}*. Le 18, la guerre était terminée par notre défaite à *Waterloo*. Mais

aucune faute n'avait été commise par l'empereur, et il semble que l'exécution de ses projets se trouva, dans cette courte campagne, réduite à néant par suite du bonheur avec lequel les alliés purent remédier aux dispositions vicieuses qu'ils avaient adoptées.

Ces deux exemples suffisent pour montrer quels sont les principes généraux d'après lesquels doit être exécutée l'installation des grandes unités tactiques dans les cantonnements de séjour.

CHAPITRE III

SYSTÈME DE SURVEILLANCE ET DE SURETÉ.

Article I. — Notions préliminaires.

Nous avons indiqué, au *Titre VII*, les éléments dont se compose le système de surveillance et de sûreté autour du camp ou du cantonnement d'une petite unité tactique : ces éléments se reproduisent pour une grande unité qui s'entoure de *grand'gardes* réparties sur trois lignes, celle des *sentinelles* ou des vedettes, celle des *petits postes* et celle des *gros ou soutiens* : les *rondes*, les *patrouilles*, les *découvertes* et les *reconnaisances journalières* sont destinées à compléter le service, quelle que soit la force de la troupe campée ou cantonnée. Mais si l'on considère d'une part, une petite unité isolée, et d'autre part, une grande unité agissant de concert avec plusieurs autres sur le même échiquier stratégique, on s'aperçoit immédiatement qu'il y a une différence essentielle entre les principes d'après lesquels chacune d'elles assure le repos des troupes, évite les surprises et déjoue l'espionnage : il est bien évident, en effet, que la petite unité isolée se garde souvent comme elle peut, tandis que la grande unité se garde toujours comme elle doit. On comprend, dès lors, que la méthode employée pour la première ne suffit pas à la seconde et nous allons exposer, par rapport à celle-ci, les procédés admis pour compléter le système des *grand'gardes* que nous avons déjà étudié dans les *petites opérations* de la guerre.

Lorsqu'on observe la situation d'une grande unité tactique qui exécute de grandes opérations combinées avec d'autres

unités de même force sur un seul échiquier stratégique, on se rend facilement compte qu'elle doit, lorsqu'elle est campée ou cantonnée, établir son système de surveillance et de sûreté dans des conditions qui sont les suivantes :

1° Il faut que le système spécial à cette unité soit une partie du système général et, par conséquent, en relations immédiates avec les autres parties de l'ensemble,

2° Il est indispensable que la troupe au repos soit mise à l'abri de toute surprise et que son chef soit informé, autant que possible, des positions ou des mouvements de l'ennemi.

Il nous faut donc, conformément à cette remarque, examiner comment doit être organisée la *direction du service* et quels sont les procédés employés pour donner à tout le système l'étendue suffisante : ces procédés sont de deux sortes : le premier est l'introduction d'un nouvel élément dans le réseau de surveillance et que l'on appelle la *réserve* ; le second est l'emploi d'une troupe à laquelle on donne le nom de *cavalerie de contact* ou *d'armée*.

Article II. — Direction du service.

Les prescriptions réglementaires, admises dans l'armée française, donnent au général de brigade la mission de déterminer le nombre, la force et le placement des grand'gardes, concurremment avec le commandant du régiment et l'officier supérieur de semaine qui sont spécialement chargés de leur direction et de leur placement. Le général de division et le général de brigade doivent en surveiller activement le service, la position et les consignes : le général de division peut se faire seconder, dans ce but, par des officiers de son état-major ; mais ceux-ci n'ont qu'un rôle passif, sauf dans des cas urgents, le service extérieur devant être concentré dans chaque brigade. En outre, un des officiers supérieurs de la brigade est désigné comme *commandant des grand'gardes*, lorsque leur nombre, le concours ou le mélange des différentes armes le font juger nécessaire : il s'établit au poste indiqué par le général.

Le système de surveillance et de sûreté est donc établi par brigade dans l'armée française ; mais, comme il peut se faire qu'il n'y ait pas de liaison entre les grand'gardes de deux brigades voisines, c'est le général de division qui, d'après notre

règlement, fait établir les postes nécessaires pour lier les brigades entre elles ou pour couvrir leurs flancs extérieurs : enfin, c'est également cet officier général, ou son chef d'état-major, qui peut, seul, déplacer et employer les grand'gardes.

Nous avons déjà dit que, dans l'étude entreprise par nous des petites et des grandes opérations de la guerre, nous avons surtout en vue de commenter l'*ordonnance du 3 mai 1832 sur le service des armées en campagne*, dans le but de rechercher comment on peut en appliquer les principes et aussi pour signaler les modifications que ceux-ci ont pu subir par suite des changements survenus dans l'organisation des armées, dans la tactique et dans la stratégie. Nous ne saurions trop répéter que cette *ordonnance*, monument de la sagesse et de la prévoyance humaines, est un chef-d'œuvre de coordination des résultats acquis après une longue expérience couronnée par de nombreux succès. Mais elle est perfectible, comme tout travail de l'homme, et ses règles doivent nécessairement, pour être mises en pratique, suivre les progrès de l'*art militaire*.

Il est incontestable que, jadis, la brigade était dans une armée une subdivision d'importance analogue à ce qu'est aujourd'hui une division dans une grande armée : l'effectif total des troupes de campagne a été au moins doublé dans les armées européennes depuis le commencement du siècle, et une grande armée contient aujourd'hui autant de divisions qu'elle contenait de brigades auparavant. En confiant donc au général de brigade la direction du système de surveillance et de sûreté spécial à sa troupe, il y a un trop grand nombre de parties isolées dans l'ensemble, et il est probable qu'il n'y aura pas, dans le service, cette unité de direction si nécessaire à admettre toutes les fois qu'un motif sérieux ne s'y oppose pas. Si l'on remarque, d'autre part, que souvent on trouve, sur les différentes lignes du réseau, une combinaison de troupes des trois armes de bataille, c'est-à-dire d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, on arrive forcément à conclure que le général de division peut seul la déterminer et l'employer à propos puisque la division comporte, dans son organisation, des fractions constituées des trois armées, tandis que la brigade n'est généralement formée que de troupes d'une arme.

Voyons ce que prescrivent, à ce sujet, les règlements étrangers.

D'après le *règlement prussien*, le commandant des avant-postes reçoit ses instructions de son supérieur qui est ordinairement le commandant de l'avant-garde. Il choisit alors, si toutefois il ne lui a été communiqué aucune instruction particulière à ce sujet, l'emplacement du gros, celui de la grand'garde et la ligne sur laquelle les sentinelles et vedettes doivent être placées de jour et de nuit : il voit ensuite où doivent être placés les piquets pour la protection de la grand'garde.

Pour comprendre les règles ci-dessus indiquées, il convient d'observer que l'avant-garde est toujours égale au tiers de la force de la colonne, c'est-à-dire que, dans un corps d'armée par exemple, c'est souvent un général de division qui la commande : il faut se reporter, en outre, pour avoir la signification des termes usités dans le système allemand, à ce que nous en avons dit au *Titre VII*.

Le *règlement italien* est encore plus explicite à ce sujet. Dans l'armée italienne, c'est le commandant de l'unité de force placée aux avant-postes qui devient naturellement le chef des avant-postes : il s'établit à la réserve où doivent arriver tous les rapports et tous les avis des grand'gardes et d'où doivent partir tous les ordres. Si, par suite de la nature du terrain, celui-ci ne peut étendre son action, sa vigilance et son commandement sur toute la ligne, il se contente de l'exercer sur la zone la plus étendue. Dans chacune des parties isolées formant alors un système particulier, c'est l'officier présent le plus élevé en grade qui prend le commandement. Cette disposition exceptionnelle doit toutefois être approuvée par le commandant du corps de troupe que les avant-postes ont à couvrir. « *S'il s'agit de placer les avant-postes pour la première fois, le règlement italien prescrit formellement au commandant de la division de donner à l'officier, chef des avant-postes, et avant le départ de celui-ci, les instructions générales sur la ligne à occuper par les petits postes, sur la place de la réserve, etc...* »

Nous ne prétendons pas que toutes les règles admises en *Italie* pour ce service sont excellentes. Nous avons déjà dit, à propos des petites unités tactiques, et nous ne saurions trop le répéter, que la compagnie ou l'escadron est la plus grande des unités pouvant être employée en grand'garde. On ne saurait, en effet, placer tout un bataillon ou tout un régiment d'infanterie ou de cavalerie en grand'garde ; la ligne ainsi occupée

serait trop étendue pour résister efficacement sous les ordres d'un seul chef à une brusque attaque par l'ennemi : en outre, n'ayant que peu de relations avec la troupe qu'elle couvrirait, elle serait, en quelque sorte, indépendante de celle-ci. Nous pensons donc qu'il est préférable de prescrire à chaque bataillon d'infanterie et à chaque régiment de cavalerie de se couvrir directement, par une compagnie ou par un escadron au maximum, c'est-à-dire par le quart de son effectif en grand'garde ; celle-ci reste alors en relation avec la troupe dont elle surveille les approches et, selon la position de cette troupe dans la masse générale, elle se place sur son front, sur l'un de ses flancs ou sur ses derrières ; quand le bataillon ou le régiment de cavalerie est au centre de la grande unité tactique, il ne fournit aucune de ses subdivisions au système de surveillance.

C'est ce que le maréchal Bugeaud explique de la façon suivante : « *Comme ce service est très-important, comme il exige de l'ensemble et des relations dépendantes les unes des autres dans toutes ses parties, il est nécessaire de le placer sous une direction unique. On pourra charger chaque chef d'établir provisoirement le détachement qui aura à veiller à la sûreté du corps immédiatement sous son commandement ; mais une notification générale viendra toujours mettre une harmonie parfaite entre toutes les dispositions partielles prises par les divisions, brigades, régiments, etc.* »

Or, presque toutes les grandes opérations reposent sur les combinaisons de trois ou quatre armées, et dans chaque armée, sur la combinaison d'un même nombre de corps d'armée. Nous avons déjà vu que l'installation dans les camps ou cantonnements se fait par corps d'armée et nous verrons, dans le *Titre XIV*, qu'il en est de même pour les marches. C'est cette considération qui a, du reste, fait donner au corps d'armée le nom d'*unité normale stratégique*. Si l'on observe, en outre, que notre règlement prescrit de « *combinaison, autant qu'il se peut, les grand'gardes d'infanterie, celles-ci servant d'appui, les autres de sentinelles avancées*, et si l'on tient compte de ce qu'il n'y a pas de cavalerie divisionnaire dans l'armée française, mais seulement une brigade de cavalerie à la disposition du commandant du corps d'armée, on arrive forcément à conclure que c'est ce chef qui peut seul donner au système de surveillance et de sûreté l'unité de direction et l'uniformité qui

lui sont nécessaires. Toutefois, comme la ligne à occuper pour couvrir un corps d'armée est souvent très-considérable, le commandant du corps d'armée peut déléguer, sous ce rapport, une partie de ses attributions à chacun de ses généraux de division en leur indiquant l'ensemble du système à adopter, et les parties de la brigade de cavalerie qui sont mises, à cet effet, sous ses ordres. Mais, en fait, il semble que le général de brigade, au lieu de prendre la direction immédiate du système particulier à la troupe, ne doit plus que présider à l'établissement des grand'gardes de la brigade, conformément au plan d'ensemble adopté par le général de division, ou par le commandant du corps d'armée et communiqué par celui-ci au général de division.

Tels sont les principes nouveaux qui paraissent devoir être admis pour assurer la direction du système de surveillance et de sûreté ; ils ont déjà été adoptés dans certaines armées étrangères ; ils ont été conseillés par des généraux d'une compétence incontestable, tels que le maréchal *Bugeaud*, et ils résultent des changements introduits dans l'organisation des armées, dans la tactique et dans la stratégie.

Dans ces conditions, il est probable qu'il n'y aura pas de lacune sur la ligne qu'occupent les sentinelles et les vedettes. En outre, l'unité de direction peut utilement se manifester en ce qui concerne les *postes d'examen*. Nous avons déjà dit, au *Titre VII*, que, pour interdire la circulation continuelle à travers tout le réseau de surveillance et de sûreté, chaque grand'garde établit, à cet effet, un petit poste spécial près d'une voie de communication importante et dont le chef a surtout pour service l'examen des personnes qui vont vers le camp ou qui en viennent. Mais si la ligne des sentinelles et vedettes est fort étendue, il peut arriver que les postes d'examen soient trop nombreux et que la surveillance devienne difficile. C'est alors au général de division qu'il appartient de désigner le point de passage près duquel il lui conviendra d'établir un poste d'examen ; il en donnera le commandement à un des officiers de son état-major qui, dans le cas où il exécuterait ce service d'une façon permanente, tant au repos qu'en marche et pendant le combat, serait d'un secours fort précieux pour la centralisation de tous les renseignements et pour l'espionnage.

Telles sont les quelques observations générales que nous désirions présenter sur ce qui concerne la direction du service de surveillance et de sûreté en station. On peut remarquer, en fait, qu'elles sont conformes aux principes que nous avons déjà posés à propos des petites unités tactiques, et qu'elles ne sont pas en contradiction avec les règles prescrites par notre *ordonnance* ; celles-ci doivent être l'objet de modifications qui s'imposent d'elles-mêmes et qui ne sont, en réalité, que la conséquence de changements importants introduits récemment dans l'ensemble du système de guerre.

Article III. — Poste intermédiaire de réserve.

Nous savons que le but du système de surveillance et de sûreté doit être de mettre la troupe campée ou cantonnée à l'abri de toute surprise. Quand celle-ci n'est qu'une troupe numériquement faible, elle ne peut toujours y parvenir : il lui faudrait employer trop de monde pour éloigner la ligne des sentinelles en lui conservant toute sa cohésion et en la faisant soutenir par un poste intermédiaire : ou, si la ligne des sentinelles était éloignée et étendue sans être suffisamment garnie et soutenue, elle pourrait être facilement percée et, par conséquent, le repos de la troupe campée ou cantonnée ne serait nullement assuré. Ces considérations d'un ordre opposé font que les petites unités tactiques, lorsqu'elles sont isolées, ne peuvent garder au loin et dans toutes les directions, les approches de leur camp ou cantonnement : elles font alors usage des procédés que nous avons indiqués au *Titre VII*.

Quand il s'agit d'une grande unité tactique, il est indispensable que celle-ci ait son camp ou son cantonnement à l'abri de toute attaque imprévue et qu'aucun projectile de l'artillerie ennemie ne puisse venir la surprendre au milieu de son repos. Il faut donc que la ligne des sentinelles soit portée à 5 ou 6 kilomètres au moins en avant de la première ligne des troupes campées ou cantonnées, en arrière de la dernière ligne ou sur le flanc de l'extrémité de chaque ligne. Mais on comprend facilement que dans ces conditions, les grand'gardes sont insuffisantes pour donner au réseau de surveillance toute la consistance nécessaire : en admettant que chacune de celles-ci ait ses petits postes à 300 ou 400 mètres derrière la ligne des

sentinelles et son gros à 600 ou 700 mètres en arrière des petits postes, ce gros se trouverait à 4 ou 5 kilomètres en avant, en arrière ou sur le flanc des troupes campées. En cas d'attaque soudaine par l'ennemi, le secours des troupes campées ou cantonnées viendrait donc trop tard.

C'est pour ce motif que l'on établit, entre les gros des grand'gardes et le camp ou cantonnement, un ou plusieurs *postes intermédiaires de réserve*. Chacune de ces réserves, placée en avant du front, sur les derrières ou sur les flancs, comprend généralement des fractions constituées des trois armes, et l'officier qui la commande a la haute direction sur le service exécuté par la zone du réseau que sa troupe est chargée de soutenir.

Voici ce que dit, à ce sujet, l'ordonnance sur le service des armées en campagne : « Si l'on juge à propos de tenir les grand'gardes éloignées, on établit des postes intermédiaires....
..... Les grand'gardes étant principalement destinées à surveiller en avant de leur front, et leur liaison entre elles, que la ligne soit droite ou divisée, devant protéger leurs flancs respectifs, c'est au corps principal à fournir les postes intermédiaires de soutien ou d'observation qu'exigeraient leur éloignement de ce corps, le débouché de vallées ou de bois sur leurs communications, enfin les ponts ou défilés qu'elles auraient à franchir en cas de retraite. »

Il n'y a donc, dans notre armée, aucune prescription réglementaire déterminant d'une façon relative ou absolue, quand il faut établir un poste intermédiaire : le service particulier à ce poste n'est pas non plus spécifié.

Voyons ce que disent, à ce sujet, les règlements des armées étrangères et les principaux des écrivains militaires.

D'après le *règlement prussien*, le gros des avant-postes est le centre de résistance de tous les éléments des avant-postes : il sert aussi de *réserve* en fournissant les troupes nécessaires pour renforcer les grand'gardes au besoin. Ce gros est constitué toutes les fois que la troupe campée ou cantonnée a un effectif supérieur à 3000 hommes. Il est sous les ordres du commandant des avant-postes : il s'établit au bivac et il s'entoure, pour sa propre sûreté, de gardes du camp. On ne doit faire, dans ce bivac, aucun signal à l'aide des instruments, si ce n'est pour l'alarme : l'infanterie, qui en fait partie, conserve son fourniment : la cavalerie et l'artillerie, qui y sont

attachées, ne doivent jamais desseller ni dételer. On n'y fait la soupe, on n'y donne le fourrage, on n'y fait boire les chevaux que par portions.

Le *règlement autrichien* ne prescrit l'établissement d'une *réserve d'avant-postes* que dans le cas où le camp est occupé par une troupe considérable, au moins par une division. Elle se compose de troupes des trois armes et on garde, pour la former, au moins la moitié de toutes les troupes destinées aux avant-postes. Le règlement admet cependant que des corps de troupes numériquement faibles sont souvent obligés de placer une réserve en arrière de la ligne des *postes principaux* : ceux-ci sont analogues au *gros* de notre grand'garde. Quant à la distance à laquelle doit se maintenir la réserve d'avant-postes dans l'armée autrichienne, elle peut être de 2000 à 3000 pas de 0^m,80 en arrière des postes principaux et de 3000 à 4000 pas en avant du front, sur les derrières ou sur les flancs du camp ou cantonnement.

D'après le *règlement italien*, la troupe de *réserve* s'établit au camp absolument comme si elle n'était pas de service aux avant-postes : cependant les soldats ne doivent pas s'éloigner, afin d'être prêts à prendre les armes en cas d'alerte : quelques sentinelles sont placées autour du camp de la réserve. Celle-ci peut se placer à 1500 ou 2000 mètres en arrière des grand'gardes et à 2000 mètres environ du front des divisions ou des flancs de la troupe campée ou cantonnée. Il doit y avoir une réserve lorsque la force de cette troupe est d'une division. Le service à la réserve n'étant pas pénible, puisque les soldats peuvent s'y reposer aussi commodément qu'au corps principal, il est de règle, quand les circonstances le permettent, d'y faire rester les troupes de service aux avant-postes autant de fois vingt-quatre heures qu'il en faudra pour que toutes aient fait successivement le service de grand'garde. On a ainsi l'avantage de laisser, plusieurs jours, les officiers et la troupe sur un terrain qu'ils connaissent. Cet avantage est très-grand dans le service des avant-postes.

« *Le piquet, dit la Roche-Aymon, est une troupe qui se rassemble, au soleil couchant, à l'extrémité du village qui est du côté de l'ennemi ; cette troupe, commandée par un officier, ne monte à cheval qu'en cas d'attaque : elle sert de repli aux grand'gardes et à la chaîne.* »

D'après de Brack : « Le piquet est une troupe intermédiaire entre le détachement et la grand'garde. Les chevaux du piquet peuvent être réunis et mis à l'abri dans des granges ouvertes : les hommes bivouaquent. Il n'a qu'un factionnaire à 25 pas en avant. Il assure les derrières de la grand'garde. Les officiers peuvent y alterner pour dormir. La force du piquet est d'un nombre égal à celui des grand'gardes.

Enfin, le maréchal Bugeaud émet, à ce sujet, le principe suivant : « Quand, par suite de circonstances particulières, s'il s'agit de garder un défilé par où on doit passer le lendemain par exemple, une grand'garde est trop éloignée du corps principal et se trouve en pointe en avant de lui, elle serait exposée à être coupée par un détachement qui viendrait s'embusquer sur sa ligne de retraite, il faut alors la faire appuyer par un soutien spécial qui forme une grand'garde intermédiaire. »

En résumant les quelques observations que nous venons de présenter au sujet de la réserve, servant de poste intermédiaire entre les grand'gardes et le camp ou cantonnement, on voit qu'il est indispensable de l'établir toutes les fois que l'éloignement des grand'gardes ne leur permettrait pas de résister assez longtemps pour donner à la troupe qui se repose le temps de prendre les armes et de se disposer au combat.

Cette réserve d'avant-postes, d'arrière-postes ou de flanc-postes, devient, lorsque la troupe se met en marche, la réserve de l'avant-garde, de l'arrière-garde ou de la flanc-garde. Si la troupe prend part à un combat, elle forme également, selon les circonstances, la réserve de la première, de la dernière ligne ou d'une aile de l'ordre de bataille. Son commandant est, en conséquence, désigné par le général de division : il donne les ordres aux chefs des grand'gardes et c'est lui qui doit recevoir le premier tous les renseignements fournis par les sentinelles, par les découvertes ou les reconnaissances.

Le rôle de la réserve du réseau de surveillance et de sûreté est essentiellement défensif : on la place généralement à proximité d'une voie de communication importante : on choisit, en outre, une bonne position ayant des flancs solidement appuyés, pouvant permettre une longue et sérieuse résistance.

Dans le cas où les grand'gardes sont attaquées, la réserve agit, selon les instructions qu'elle a reçues : par conséquent,

elle se portera en avant au secours des troupes employées au service de surveillance et de sûreté, ou elle se disposera pour les recueillir et les soutenir. En tout cas, elle doit opérer de façon que le camp ou le cantonnement ait le temps, soit de prendre ses dispositions de combat, soit d'effectuer sa retraite.

Article IV. — Cavalerie de contact.

Nous venons d'indiquer comment on parvient à étendre et à éloigner, autour des camps et des cantonnements occupés par les grandes unités tactiques, le réseau de surveillance qui est destiné à assurer leur repos. Cette méthode est suffisante pour mettre la troupe à l'abri des surprises, mais elle est insuffisante pour donner au chef de la troupe les renseignements qui lui sont nécessaires. C'est à la *cavalerie de contact* qu'appartient ce rôle.

Nous avons déjà signalé la facilité avec laquelle la cavalerie, mettant à profit la rapidité d'allures du cheval, peut aller au loin et revenir rapidement en rapportant des informations qui sont toujours utiles et souvent indispensables.

Quand nous avons étudié l'organisation des armées en campagne, nous avons dit que la cavalerie y est partagée en deux groupes principaux ayant chacun un service distinct. Le premier groupe comprend les *escadrons de cavalerie divisionnaire*, généralement au nombre de 2 à 4 par division d'infanterie : c'est, du moins, la répartition admise dans toutes les autres armées ; l'armée française est la seule où il n'en est pas ainsi : ses divisions d'infanterie n'ont point d'escadrons de cavalerie qui leur soient spécialement attachés, mais le corps d'armée dispose d'une brigade de cavalerie que l'on distingue en l'appelant *brigade de cavalerie de corps d'armée*. Le second groupe contient les *divisions de cavalerie de contact* qui se composent chacune de trois brigades à deux régiments, ou de deux brigades à trois régiments, ou de deux brigades à deux régiments : c'est ce premier mode de groupement qui est admis en France. Une, deux ou trois de ces divisions sont attachées à chacune des armées dont se compose la grande armée : c'est pour ce motif que l'on donne souvent à cette troupe le nom de *division de cavalerie d'armée*, on caractérise

ainsi la différence de composition et de service qui existe entre elle et la cavalerie divisionnaire ou de corps d'armée.

C'est le rôle de cette cavalerie dont nous allons étudier les premiers principes : nous les développerons en étudiant le *système d'exploration* et les *grandes unités tactiques en marche*.

La cavalerie de contact, presque exclusivement composée de cavalerie légère, doit former un rideau impénétrable derrière lequel l'armée se repose, avance ou recule, se renforce ou fait des détachements, sans que l'ennemi puisse en être informé. Elle doit, en outre, prendre le contact avec l'ennemi, le suivre dans tous ses mouvements afin de renseigner le commandement sur les forces, les mouvements, les positions et les projets de l'ennemi.

On admet qu'il y a au moins une division de cavalerie pour couvrir une armée composée de trois corps d'armée. Cette division relève directement du général commandant l'armée. Autant que possible, elle comprend trois brigades, dont deux de cavalerie légère ou de dragons, destinées à être déployées, et une de cuirassiers ou de dragons pour former la réserve. Elle a avec elle des pièces d'artillerie à cheval, à raison d'une batterie par brigade.

On peut considérer le front d'opérations d'une armée forte de trois corps d'armée comme étant environ de 20 kilomètres : il en résulte que le front de développement de la division de cavalerie doit être de 30 à 35 kilomètres, afin de déborder les ailes de 5 à 7 kilomètres.

La division doit, en général, opérer sur trois lignes.

La première ligne a pour mission de se procurer des renseignements sur la force, la position et les projets de l'ennemi, ainsi que de chercher à percer son rideau de cavalerie et à découvrir les tentatives que l'adversaire pourrait faire dans le même but. A cet effet, elle prend, aussitôt que possible, le contact avec l'ennemi et elle s'efforce de le conserver.

La deuxième ligne est destinée à soutenir la première, soit que celle-ci tente quelque mouvement offensif contre la cavalerie ennemie, soit qu'il faille résister. Elle concourt, en outre, au service d'exploration, quand la première ligne ne peut le fournir en entier.

La troisième ligne sert de réserve aux deux autres : elle peut

être appelée à renforcer la deuxième ligne quand celle ci, après avoir traversé le rideau adverse, pénètre jusqu'aux lignes de l'infanterie ennemie, pour les obliger à se déployer et à montrer leurs forces.

L'ensemble du système de surveillance et d'exploration fourni par la cavalerie de contact forme donc un secteur plus ou moins régulier sur l'arc duquel sont les vedettes, au centre duquel est la réserve : le soutien est entre les vedettes et la réserve.

Voyons maintenant comment s'établit cette division de cavalerie quand les troupes de l'armée sont en station.

Si nous supposons placées à la même hauteur les deux brigades destinées à être déployées, la répartition est la suivante :

Chacune de ces brigades met un régiment en première ligne et garde l'autre comme soutien en deuxième ligne. Le général commandant chaque brigade reste ordinairement avec le second régiment.

Le commandant de la division se tient habituellement avec la troisième brigade placée en troisième ligne.

Quant aux batteries d'artillerie, elles marchent réunies ou fractionnées selon les circonstances : les caissons des sections ou batteries détachées restent avec la brigade de réserve, ainsi que généralement l'une des trois batteries.

Les hommes à pied, les chevaux non montés et les bagages des officiers des brigades déployées restent avec le convoi à la réserve, ainsi que l'ambulance de la division.

La division de cavalerie vit, en principe, sur le pays. Quand les ressources sont insuffisantes, le général qui la commande fait former un convoi de voitures d'approvisionnements qui se place à 4 ou 5 kilomètres au moins en arrière de la réserve.

Lorsque la division ne doit pas couvrir un front de plus de 30 kilomètres, il est suffisant que chacun des régiments de première ligne envoie trois de ses escadrons pour former le réseau des vedettes. Ces escadrons se portent à environ 10 kilomètres de distance du régiment de la brigade qui sert de soutien. Quant au quatrième escadron du premier régiment, il reste sous les ordres du colonel à peu près à la moitié de la distance entre les trois escadrons de première ligne et le second régiment.

Chaque escadron de première ligne devient une grand'garde

et envoie au moins un de ses pelotons qui fait le service de petit poste.

Le régiment de deuxième ligne agit presque toujours groupé : il se tient en arrière du centre du régiment de sa brigade déployé en première ligne ; il se garde directement et il assure sa liaison avec le premier régiment ainsi qu'avec la réserve.

Chacun des deux régiments d'une brigade déployée fait généralement le service de première ligne pendant trois ou quatre jours.

Quant à la brigade de réserve, elle se maintient à une journée de marche au moins en avant de l'armée et à 4 ou 5 kilomètres en arrière des régiments de la deuxième ligne, de façon à prévenir à temps le commandant de l'armée de tout mouvement offensif de l'ennemi et à se porter rapidement partout où son intervention deviendrait nécessaire sur la première ligne. Elle reste en ordre compacte sous les ordres du général de division.

Enfin un système complet de lignes télégraphiques, s'il est possible, ou de postes de correspondance si le télégraphe ne peut fonctionner, met en relations continues et certaines les diverses parties du réseau entre elles ainsi que la réserve avec l'armée.

Bien que n'ayant pas pour mission de combattre, il est évident que la cavalerie de contact ne doit pas hésiter à s'engager toutes les fois qu'il est indispensable de le faire pour remplir son rôle ; elle le doit encore lorsqu'elle est en présence d'une troupe ennemie inférieure en nombre, se trouvant sans appui immédiat et dans une position désavantageuse. Il faut alors que l'action soit rapide et vigoureuse ; le but que l'on doit surtout chercher à atteindre, c'est de faire des prisonniers afin d'avoir des renseignements.

Dans ce service, la cavalerie de contact est toujours accompagnée des batteries à cheval qui lui sont affectées. Mais il peut se faire qu'elle n'ait pas un effectif suffisant pour remplir seule le rôle qui lui est confié ; on la fait soutenir alors par des troupes d'infanterie et surtout par des bataillons de chasseurs à pied que l'on transporte en partie dans des voitures de réquisition, afin de les maintenir à portée de la cavalerie et de ne pas priver celle-ci des avantages que lui donne la vitesse dont elle dispose.

Pour compléter les détails relatifs à l'action de la cavalerie hors ligne, nous indiquons ci-dessous quelques-uns des principes appliqués par la cavalerie de contact allemande dans la guerre de 1870-1871.

La division de cavalerie de contact d'une armée doit rapporter des informations certaines sur la position, la force et les mouvements des troupes ennemies, afin de fournir au général en chef des bases pour arrêter en conséquence ses opérations ultérieures.

Il est très-important que la division de cavalerie forme un rideau devant l'armée, et s'étende au loin pour rapporter ses informations aussitôt que possible.

Elle doit comprimer le pays ennemi par des déploiements de troupes et par l'occupation temporaire des localités importantes.

Elle doit enfin tromper l'ennemi en faisant apparaître alternativement, dans diverses contrées, des colonnes formées de toutes les armes.

Pour atteindre en même temps ce triple but, il ne suffit pas de détacher seulement de petites troupes lancées en reconnaissance, ou d'envoyer des patrouilles d'officier, quand même on les pousserait très-loin; mais il convient d'employer, en outre, ce qu'on appelle des colonnes volantes, renfermant en elles-mêmes une certaine force d'attaque et de résistance. Il y a lieu de se servir à cet effet des bataillons de chasseurs dont les hommes, en les faisant transporter sur des voitures de réquisition, peuvent suivre les mouvements de la cavalerie même dans les plus fortes marches, et assurer sa retraite en occupant des défilés. On peut aussi adjoindre à ces colonnes quelques pièces d'artillerie, ce qui n'est, du reste, nécessaire que pour comprimer le pays ou pour tromper l'ennemi. Quelques-unes de ces colonnes volantes poussées dans les principales directions, à un jour de marche et même plus, en avant du gros de la division, forment par rapport à celle-ci, dans leur ensemble, comme un premier échelon, duquel partent en avant de petites reconnaissances et des patrouilles. Celles-ci peuvent alors, afin de rapporter de meilleures informations, s'avancer d'autant plus loin qu'elles ont leur retraite assurée.

La division de cavalerie doit, dès avant l'ouverture comme au début des hostilités, rendre de grands services en procurant

des renseignements certains sur la position de l'ennemi au moyen de petites patrouilles d'officier. Au commencement de la guerre on connaît, *grosso modo*, l'importance, la formation, la position des troupes ennemies ; leur service d'avant-postes est quelquefois mal fait ; les habitants se tiennent tranquilles. Les reconnaissances peuvent alors être hardiment tentées et sans grand déploiement de forces. Quand on a battu les premières troupes de l'adversaire et envahi son territoire, on se trouve en présence de troupes beaucoup moins bonnes, de formation nouvelle, mais qui par suite sont pour laplupart inconnues, et qui, averties par les leçons de l'expérience, prennent de grandes mesures de vigilance ; quand le pays s'est, en outre, mis en insurrection, il faut faire attention que le paysan qui regarde tranquillement passer les troupes se change en franc-tireur quand elles ont le dos tourné. Envoyer, à plusieurs milles en avant, des officiers ou des cavaliers détachés est une mesure qui peut encore être alors recommandée si on l'emploie avec discernement, mais qui, dans un pays soulevé, doit être entourée de précautions particulières, si on ne veut s'exposer inutilement au danger. Chaque patrouille, chaque cavalier, doit avoir, à une certaine distance, un point d'appui, sans quoi on court risque de perdre les hommes, et avec eux les informations, importantes peut-être, qu'ils rapportent.

Il faut un certain temps pour décider, préparer et exécuter une surprise. Des installations fixes telles que celles des détachements d'étapes, qui s'établissent en quelque sorte comme chez elles, et qui, au bout de plusieurs semaines, sont portées à se relâcher sur les règles de la vigilance, peuvent être exposées à des surprises de ce genre. Mais cela est bien moins à redouter pour des colonnes mobiles qui ne passent qu'une nuit au même endroit. Aussi ne doit-on pas hésiter à les employer en prenant toutes les mesures de précaution nécessaires pour mener leurs entreprises à bonne fin, mais en ayant la conviction que leurs opérations sont moins dangereuses que ne le serait, en pareil cas, l'excès de prudence.

Telles sont, en résumé, les principales des remarquables instructions qui ont permis à la cavalerie allemande de rendre de si grands services pendant la dernière guerre. Nous n'insisterons pas plus longtemps sur cette partie du rôle de la cavalerie de contact dont nous aurons encore l'occasion de parler

à propos du *service d'exploration*, des *marches* et des *détachements*.

Article V. -- Conclusion.

Avant de terminer ce qui concerne le système de surveillance et de sûreté autour des grands camps ou cantonnements, nous tenons à résumer les principales dispositions qui les concernent.

La grand'garde reste, comme dans le même système autour des petits camps ou cantonnements, le principal élément du réseau ; c'est elle qui fournit la ligne des sentinelles ou vedettes, les petits postes et le soutien. C'est une *fraction constituée*, section, peloton, demi-compagnie ou compagnie d'infanterie, peloton, division ou escadron de cavalerie, que le chef du bataillon ou du régiment envoie, à une distance déterminée par les instructions qui lui ont été données, en avant du front, sur les derrières ou sur le flanc de la troupe qu'il commande; elle est donc, suivant les circonstances, un avant-poste, un arrière-poste ou un flanc-poste; donner à toutes les grand'gardes la dénomination unique d'avant-postes est, nous le répétons, une tendance fâcheuse qui peut amener des erreurs regrettables en laissant supposer que l'ennemi a une position autre que celle qu'il occupe en réalité.

Entre le soutien de la grand'garde et le camp, on place un poste intermédiaire de réserve composé de troupes de diverses armes comprenant un ou plusieurs bataillons ou régiments d'infanterie, un ou plusieurs escadrons ou régiments de cavalerie, une ou plusieurs batteries. On établit autant de réserves qu'il est nécessaire, c'est-à-dire derrière les avant-postes, les arrière-postes ou les flanc-postes. Le chef de la réserve est le commandant de la partie du réseau qu'il est spécialement chargé de soutenir avec la troupe placée sous ses ordres immédiats. Il doit avoir soin de faire connaître, au commandant de chaque grand'garde, la position qu'il occupe, les instructions en cas d'attaque par l'ennemi, les renseignements divers qui l'intéressent et lui prescrire de se mettre en relations directes avec lui pour tout le service.

Au delà de la ligne des sentinelles et des vedettes est répandue la cavalerie de contact dont nous avons esquissé plus haut la

disposition normale. Pour éviter toutes les méprises de jour et de nuit, il faut que le chef de chaque grand'garde du réseau de surveillance et de sûreté soit informé de la présence de cette cavalerie de contact de même que, comme nous l'avons dit plus haut, il est indispensable qu'il sache s'il y a une réserve afin de pouvoir mesurer ses efforts de résistance d'après la force et la promptitude des secours qu'il peut attendre.

De quelque côté que l'ennemi se présente pour diriger une attaque contre le camp ou le cantonnement, il doit donc trouver successivement :

1° Les troupes de la cavalerie de contact comprenant :

Des colonnes volantes et mobiles, ou des patrouilles soutenues par des petits postes ;

Des escadrons formant les soutiens de celles-ci, de concert avec quelques parties de troupes légères d'infanterie et d'artillerie ;

Des escadrons formant les réserves spéciales et constituées souvent comme les soutiens, mais ayant une force plus considérable que ceux-ci ;

Un ou deux régiments, avec le gros d'infanterie et d'artillerie, formant la réserve principale.

2° Les grand'gardes d'infanterie ou de cavalerie de corps d'armée dont l'ensemble donne les éléments suivants :

Une ligne de sentinelles ou de vedettes ;

Une ligne de petits postes ;

Une ligne de soutiens ou de gros.

3° Une réserve, composée presque toujours de troupes de toutes armes, et établissant les relations entre le camp et les grand'gardes en même temps qu'elle sert d'appui à celles-ci.

Avec un pareil système dont l'emploi est exigé par la multiplicité des voies de communication, par l'accroissement des effectifs des troupes de campagne et par l'augmentation de la portée des armes à feu, il est certain qu'une troupe campée ou cantonnée ne peut être surprise : il est évident, en outre, que le chef qui la commande est à même de recueillir des informations précieuses sur tout ce qui concerne l'ennemi.

CHAPITRE IV

SYSTÈME D'EXPLORATION.

Article I. — Notions préliminaires.

Si complet que paraîsse le système de surveillance et de sûreté que nous venons d'exposer, il ne sera pas suffisant dans bien des cas. Il peut, jusqu'à un certain point, satisfaire les exigences de la guerre défensive, car il a un rôle presque essentiellement passif, mais il serait inefficace pour les opérations offensives. Il y a, du reste, lieu de remarquer que la cavalerie de contact fait quelquefois défaut par suite de l'étendue du front d'opérations et que certaines circonstances géographiques, politiques ou militaires s'opposeront souvent à établir d'une manière permanente un réseau aussi étendu et aussi complet que celui dont nous avons indiqué plus haut le canevas.

Le *système d'exploration* est alors destiné à compléter le système de surveillance et de sûreté. Nous en avons déjà parlé à propos des petites unités tactiques en station et nous avons indiqué, à ce sujet, ce que sont les *découvertes* et les *reconnaissances journalières*. Mais on conçoit aisément que celles-ci n'ont pas une force assez considérable pour examiner tout le terrain qu'il est intéressant de connaître, ni pour fournir au chef de la troupe les renseignements qui lui sont nécessaires sur les forces, les positions ou les mouvements de l'ennemi.

Ce sont des corps de troupe d'une force imposante qui sont presque toujours chargés de ce service et les opérations qui ont cet objet sont appelées *reconnaissances*. Mais celles-ci sont de deux sortes nettement caractérisées, les *grandes reconnaissances* et les *reconnaissances offensives*.

Toutefois, il y a des circonstances dans lesquelles il n'est pas nécessaire d'employer un grand nombre d'hommes au service d'exploration et l'on a alors recours à la *reconnaissance d'officier*, dont nous allons d'abord nous occuper.

Article II. — Reconnaissance d'officier de cavalerie.

« Quand il s'agit d'observer, a dit le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, le plus petit nombre vaut souvent un plus grand. »

C'est en raison de ce principe que, lorsqu'on veut obtenir des renseignements très-précis sur l'ennemi, et sans lui donner l'éveil, on fait usage de la *reconnaissance d'officier*. Celle-ci se compose généralement d'un officier et d'une suite peu nombreuse, quatre cavaliers au plus.

L'officier et les cavaliers doivent être parfaitement montés. Il faut qu'ils parlent la langue de l'armée ennemie ou du pays dans lequel on opère, qu'ils connaissent les habitudes et les uniformes de l'adversaire. L'officier doit, en outre, être muni d'une bonne carte, avoir l'habitude d'observer le terrain et connaître parfaitement la valeur des indices, afin d'exécuter rapidement et exactement son exploration.

Vu sa composition, une semblable reconnaissance peut être conduite à une très-grande distance : le faible effectif de la troupe lui permet encore de s'approcher facilement de l'ennemi sans courir le risque d'être découverte.

Le chef de la reconnaissance ne se préoccupe nullement d'assurer ses communications avec les postes qui sont en arrière : il envoie des rapports, toutes les fois qu'il le juge nécessaire et qu'il peut employer des moyens certains de transmission : il rentre quand sa mission est terminée, c'est-à-dire qu'il peut rester absent pendant plusieurs jours s'il le faut.

L'adoption de ce système de reconnaissances d'officier est l'application de ce principe posé par le général de Brack que, dans le cas où les reconnaissances ne sont pas obligées de combattre pour reconnaître *« elles ne doivent se composer que de quelques hommes intelligents et bien montés, qui passent partout, peuvent se cacher derrière un rocher, quelques arbustes, et, s'ils sont poursuivis, ne sont pas obligés de s'attendre et ne courent pas le risque d'être pris, car ils ont à leur disposition de meilleurs jarrets que ceux qui les poursuivent. »*

C'est encore la même recommandation que nous trouvons dans les principes suivants émis par le maréchal Bugeaud. *« S'agit-il seulement d'étudier le terrain qui vous sépare de l'ennemi, le passage des rivières et des ravins ? Il suffit de*

quelques cavaliers bien montés, commandés par un officier intelligent, qui reçoit pour mission d'aller aussi près de l'ennemi qu'il le pourra, sans se compromettre et sans engager un combat. Il devra éparpiller son monde dans le double but d'examiner la configuration du sol dans la plus grande largeur possible et pour ne présenter à l'ennemi aucune réunion sur laquelle il puisse diriger ses attaques. Pour peu que le terrain soit accidenté, on croira ordinairement que ce sont les éclaireurs d'une armée qui s'avance et qu'ils sont soutenus par une force importante. Dans cette croyance, au lieu de chercher à les attaquer, chacun prendra ses dispositions pour se préparer au combat, et, à la faveur de cette illusion, l'officier, quand il aura suffisamment jugé, ralliera son monde derrière quelque accident de terrain et opérera sa retraite. »

La reconnaissance d'officier a donc un but parfaitement défini et un rôle très-important. C'est une mission délicate qui exige, de celui qui en est chargé et de ceux qui l'accompagnent, beaucoup d'intelligence, de coup d'œil, de perspicacité, de sangfroid, de ruse, d'adresse, de persévérance, outre un grande habitude de l'équitation et un corps fait aux fatigues. Il n'est pas de circonstance à la guerre où un officier d'un grade peu élevé soit appelé à avoir une aussi grande responsabilité, à jouir d'une initiative aussi considérable, ni à rendre d'aussi éminents services à l'armée. Il est, en outre, évident que la multiplicité des reconnaissances d'officier apporte au système d'exploration des moyens puissants sans surmener les troupes de cavalerie.

Article III. — Grandes reconnaissances.

Les *grandes reconnaissances* sont également destinées à donner des renseignements sur la forme et sur la nature du terrain, ainsi que sur les forces, les positions et les mouvements de l'ennemi : mais c'est surtout ce dernier but qu'elles doivent chercher à atteindre. On en fait usage quand le système des reconnaissances d'officier ne peut être efficacement employé : on se trouve souvent dans l'impossibilité d'avoir recours à celles-ci, particulièrement quand les armées ennemies sont à proximité et que les incursions lointaines ne pourraient être

exécutées, avec efficacité et sans danger sérieux, par un groupe de quelques cavaliers : car, s'il est incontestable que l'on ne doit pas hésiter à faire le sacrifice du petit nombre pour sauver le plus grand, encore faut-il que ce sacrifice soit utile, c'est-à-dire que les informations recueillies parviennent sûrement au chef qui a besoin de les posséder.

Considérées à ce point de vue, les grandes reconnaissances, que nous évitons avec soin d'appeler *offensives*, puisqu'elles n'ont pas pour but d'attaquer l'ennemi, doivent être exécutées le plus souvent possible et l'on devrait presque leur donner le nom de *grandes reconnaissances journalières* : on ne pourrait, en les désignant ainsi, les confondre ni avec les reconnaissances offensives que nous étudierons plus loin, ni avec les petites reconnaissances journalières dont nous avons déjà indiqué les principes à propos des petites opérations de la guerre.

Ces reconnaissances ont pour objet de rechercher des renseignements sur les forces, les positions ou les mouvements de l'adversaire, ainsi que sur la forme et la nature du terrain : elles s'opèrent aussi souvent qu'on le juge nécessaire : elles peuvent, en conséquence, être journalières comme nous venons de le dire, se renouveler même plusieurs fois par jour, ou être moins fréquentes : il arrive encore que leur durée est de plusieurs jours.

Comme le théâtre de ces opérations est situé en dehors de la zone parcourue par les patrouilles de la cavalerie d'armée, c'est nécessairement celle-ci qui les exécute puisque, par sa position avancée, elle se trouve le plus près de la zone à parcourir : leur emploi devient indispensable, on le comprend aisément, quand le contact immédiat avec l'ennemi n'a pu être obtenu par le dispositif normal que nous avons indiqué plus haut pour cette cavalerie.

Quant au *mode d'exécution*, il est à peu près semblable à celui des petites reconnaissances journalières, tel que nous l'avons développé au *Titre VII*. Toutefois, comme, par suite de l'étendue du terrain à parcourir ainsi que de la durée de l'opération, une troupe chargée d'une grande reconnaissance journalière peut être complètement isolée, le chef de la reconnaissance doit envelopper sa troupe d'un réseau complet formé par une avant-garde, une arrière-garde et des flancs-gardes, car

il ne lui faut compter sur aucun secours et son premier devoir est de veiller à sa propre sûreté.

La reconnaissance laisse derrière elle des postes de correspondance qui sont espacés de 4 à 5 kilomètres. Chacun de ces postes est composé de trois ou quatre cavaliers, dont l'un est toujours prêt à monter à cheval. Ces postes sont destinés à transmettre les rapports écrits ou verbaux que le chef de la reconnaissance veut faire parvenir le plus tôt possible au commandant des troupes campées ou cantonnées.

Quand le rapport est écrit, on a soin d'indiquer sur la feuille même : la date, l'heure et la minute de l'expédition en mentionnant, en outre, si elle a eu lieu le matin ou le soir ; le lieu de départ et le lieu d'arrivée ; le nom, le grade et les fonctions du destinataire ainsi que de l'expéditeur. Le rapport doit être placé dans une enveloppe sur laquelle on répète les indications portées sur la feuille, auxquelles on ajoute celle de l'allure que doit employer le cavalier : à l'allure ordinaire, il doit faire la route moitié au pas, moitié au trot, de manière à parcourir 40 kilom. à l'heure ; à la vitesse accélérée, c'est-à-dire pendant tout le temps au trot, il doit parcourir 15 kilom. à l'heure ; à la vitesse rapide, c'est-à-dire pendant tout le temps au galop, il doit parcourir 20 kilom. à l'heure. L'enveloppe, remise au porteur de la dépêche, lui sert de reçu. Ce système de correspondance est, du reste, également employé dans le réseau de la cavalerie de contact.

Nous avons déjà dit, à propos des petites opérations de la guerre, qu'une reconnaissance n'a pas souvent pour objet de combattre, mais de chercher à recueillir le plus grand nombre possible d'informations. Celui qui la conduit ne néglige donc aucune occasion de se procurer les renseignements utiles à son entreprise et, par suite, utiles aussi au chef qui a ordonné l'opération. A cet effet, il tire parti de tous les indices qu'il est à même d'observer, il fait usage de tous les moyens auxiliaires ou complémentaires dont il peut disposer, enfin il fait examiner avec soin le terrain et les environs du terrain qu'il parcourt.

Lorsque la reconnaissance rencontre l'ennemi, elle l'observe avec le plus grand soin. Si la troupe de l'adversaire est faible, on cherche à lui faire quelques prisonniers, non-seulement dans le but d'en obtenir des informations, mais afin de connaître l'espèce de troupe que l'on a devant soi : il faut toute-

fois, pour agir ainsi, qu'il n'y ait pas un intérêt majeur à garder le secret de l'opération. Si l'ennemi est arrêté, quelques hommes et le chef de la reconnaissance choisissent un bon poste d'observation. S'il se retire, on le fait suivre par un petit nombre de cavaliers bien montés qui l'épient en se dissimulant le plus possible. S'il s'avance, le chef de la reconnaissance le fait harceler pour retarder son mouvement, mais sans compromettre la troupe qu'il commande : il envoie des estafettes vers la troupe qui est en arrière et, au besoin, il emploie quelque signal convenu d'avance pour l'informer de la marche offensive de l'ennemi.

Ainsi que nous l'avons dit tout d'abord, c'est la cavalerie qui est spécialement chargée des grandes reconnaissances journalières, mais il peut se faire qu'elle ne puisse y suffire, par le fait de circonstances locales ou politiques. Dans les pays montagneux et boisés, par exemple, il est indispensable de faire usage de l'infanterie et on la fait alors suivre de quelques cavaliers destinés à la transmission des rapports.

Lorsque le pays est soulevé, la présence de la cavalerie seule serait peut-être inefficace pour intimider les habitants, parcourir la contrée et envoyer des rapports : dans ce cas, on adjoint à la cavalerie quelques compagnies ou bataillons d'infanterie et quelques pièces d'artillerie à cheval.

Quand les trois armes sont combinées dans une opération de ce genre, la cavalerie prend la tête de la colonne et forme l'avant-garde toutes les fois que le terrain le permet. Pour ne pas nuire à la rapidité de ses mouvements, les troupes d'infanterie qui doivent l'accompagner font usage des voitures de réquisition, ainsi que nous l'avons déjà dit en exposant le rôle normal de la cavalerie de contact. L'infanterie se fractionne pendant la marche en avant et elle prend, près de la route suivie par la cavalerie, des positions échelonnées sur les points qui paraissent les plus favorables. Quant à l'artillerie, elle laisse une partie de ses pièces près des postes d'infanterie, tandis que l'autre partie accompagne le gros de la cavalerie. Les pièces qui marchent avec le gros permettent, lorsqu'il est nécessaire, de fouiller à grande distance un bois, un village, une position, qui paraîtraient occupés par l'ennemi, et à la reconnaissance directe desquels il y aurait danger de s'aventurer sans avoir pris cette mesure de précaution. La présence de

l'artillerie a, en outre, l'avantage d'inspirer aux habitants une crainte telle que le succès de l'entreprise court moins le risque d'être compromis par les révélations, les embuscades ou le soulèvement de la population.

Le mouvement de retraite d'une reconnaissance combinée s'exécute dans l'ordre inverse : les postes d'infanterie les plus rapprochés du point de départ se retirent les premiers, suivis de ceux qui en étaient les plus éloignés : derrière ceux-ci marche la cavalerie formant l'arrière-garde.

Les grandes reconnaissances journalières, telles que celles dont nous venons d'étudier le mode d'action, sont des opérations d'une importance capitale, car elles ont pour objet d'étendre le réseau de surveillance et elles ont pour résultat de répandre la sécurité parmi les troupes en avant desquelles elles sont dirigées. Il faut qu'elles soient conduites avec une grande perspicacité et qu'elles soient faites dans des conditions excellentes : sinon, les conséquences peuvent en être désastreuses. A ce titre, il est indispensable de consulter l'histoire militaire, d'étudier les principes que nous ont laissés les principaux écrivains militaires ayant pris part aux guerres modernes, ayant eu à prescrire ou à conduire eux-mêmes ces sortes d'opérations. Nous croyons donc bon de résumer ci-dessous les opinions diverses qui ont été émises à ce sujet.

Le général *de Brack* considère comme une faute routinière de croire qu'on ne peut reconnaître sans combattre et il regrette de la voir trop souvent commettre, malgré les fréquentes et terribles leçons qui en ont été la conséquence. Il indique la série des résultats qu'entraîne avec lui ce faux principe : la reconnaissance devient trop nombreuse, les fatigues trop grandes, les difficultés et les retards dans la mise en mouvement trop considérables : souvent la confiance exagérée dans sa force et un amour-propre mal placé font oublier la mission, accepter un combat qui est rapidement inégal, ce qui rend la retraite embarrassée et occasionne une défaite complète.

Il n'admet les fortes reconnaissances de cavalerie que dans le cas où il faut qu'elles attaquent et il recommande alors de leur donner une force aussi imposante que possible. Dans les autres cas, *de Brack* conseille de ne composer la reconnaissance que de quelques hommes intelligents et bien montés,

ainsi que nous l'avons dit à propos de la reconnaissance d'officier.

De Brack conclut en posant comme principe que reconnaître n'est pas attaquer, qu'une reconnaissance attaque quelquefois, mais qu'elle ne le fait que pour reconnaître, que l'attaque, dans ce cas, est un moyen et non pas son but : et ce moyen, ajoute-t-il, ne doit être employé que s'il n'y en a pas d'autre permettant de remplir la mission. Il recommande donc d'observer l'ennemi avec deux cavaliers bien embusqués plutôt que d'engager toute la troupe, lorsque l'on est sûr d'obtenir le même résultat avec les deux procédés. Il termine en disant que « *la reconnaissance la mieux commandée est celle qui rapporte le plus de documents utiles, qui ramène tous ses hommes et tous ses chevaux en bon état, et non celle qui, en oubliant son but, fait des tours de force au lieu de tours d'adresse. L'officier qui commande celle-ci est, à son avis, gravement coupable et doit être exemplairement puni.* »

Telles sont les opinions émises, à ce sujet, par l'un des hommes qui avait pris une grande part aux glorieuses opérations de la cavalerie française dans les guerres entreprises par *Napoléon 1^{er}* : nous en avons déjà cité quelques-unes à propos des *reconnaisances journalières* dans le *Titre VII*.

Quant au maréchal *Bugeaud*, il pose les maximes suivantes. Une reconnaissance ne doit être exécutée que si elle a un but utile et raisonné : sinon il vaut mieux s'abstenir. La force de la troupe chargée de la reconnaissance doit être très-forte ou très-petite. Nous verrons plus loin, à propos des reconnaissances offensives, comment le maréchal *Bugeaud* conseille d'agir avec une troupe d'effectif considérable. Lorsque la troupe est faible, il donne sur son mode d'action des conseils analogues à ceux que nous avons puisés dans les écrits du général *de Brack*.

Mais le maréchal *Bugeaud* n'est pas partisan des reconnaissances ayant une force moyenne : c'est ce qu'il indique très-énergiquement en disant : « *en fait de reconnaissances, nous n'admettons pas de milieu : la troupe doit être très-forte ou très-faible.* » Il affirme que les reconnaissances de force moyenne, envoyées à plusieurs lieues, souvent sans nécessité et sans but déterminé, seulement pour satisfaire à la coutume, ont presque toujours éprouvé des échecs partiels quelquefois

graves. « Pour peu que l'on veuille réfléchir, ajoute-t-il, on comprend combien peuvent être compromis un ou deux bataillons et deux ou trois escadrons qui seraient envoyés en reconnaissance à trois ou quatre lieues de l'ennemi. Si celui-ci est intelligent, il jugera bien vite qu'ils ne sont pas appuyés par l'armée ou par des échelons, et dès lors il lui sera facile d'engager l'infanterie dans un combat inégal. Il n'aura qu'à lancer un grand nombre de tirailleurs, avec ordre de gagner les flancs et les derrières de la troupe qui est venue si impunément le reconnaître. Il soutiendra ces tirailleurs avec des forces importantes qui marcheront aussi rapidement que possible. La reconnaissance sera forcée de retarder sa marche pour repousser les éclaireurs qui l'incommodent. Dès lors, elle perdra du temps et sera bientôt jointe par des forces supérieures. »

Nous avons tenu à reproduire textuellement l'opinion émise par le maréchal *Bugeaud* sur ce sujet parce qu'elle se trouve, jusqu'à un certain point, en contradiction avec celles que nous avons déjà reproduites et avec celles que nous citerons encore plus loin : Il semble, en effet, admis dans les observations indiquées ci-dessus, que la troupe en reconnaissance marche en ordre compacte sans se faire éclairer en avant et sur les flancs, et sans laisser quelques échelons sur sa ligne de retraite. Il est évident qu'en agissant ainsi le chef d'une troupe en exploration s'expose aux dangers que signale le maréchal *Bugeaud* : mais c'est une faute inadmissible et nous pensons qu'il est superflu de rappeler, outre les mesures de précaution que doit prendre le chef de la troupe, la répartition échelonnée des divers éléments fixes du système de surveillance et de sûreté.

On comprend, du reste, que tout en partant du même principe, les modes d'exécution des reconnaissances peuvent varier suivant la position respective des armées belligérantes : il est incontestable qu'il y a une différence entre les résultats des grandes reconnaissances faites aux approches d'un camp ou cantonnement de séjour et ceux que l'on doit attendre des opérations du même genre exécutées autour d'un camp ou d'un cantonnement de marche.

Voici, par exemple, quelques uns des principes extraits des instructions envoyées par le maréchal *Berthier* au prince *Murat*

qui commandait la cavalerie de réserve et dont celui-ci devait tenir compte dans les grandes reconnaissances à exécuter à l'est des cantonnements pris par l'armée française sur la Vistule, dans la campagne de 1806-1807. Ces instructions étaient données sur l'ordre de Napoléon I^{er}.

« Vous ne devez envoyer que de fortes reconnaissances : sans cela, on perd toute sa cavalerie.

« Si, au lieu de 200 ou 300 chevaux sur Passenheim, vous en aviez envoyé 1200, l'échauffourée qui s'est passée hier n'aurait pas eu lieu. 1000 à 1200 chevaux auraient fait les cinq lieues et auraient poussé des pointes en avant pour avoir des nouvelles.

« Je trouve que les événements, que la cavalerie a eus depuis quelque temps, viennent de ce faux principe.

« L'ennemi ne se montre, au contraire, pourtant qu'en très-grand nombre.

« Il faut également mettre de l'ordre dans les reconnaissances, afin qu'elles ne se croisent pas. Sans cela, au second jour, les régiments sont fatigués et se réduisent à rien...

« L'Empereur trouve que 200 chevaux de cavalerie légère sont très-peu de chose et que vous avez poussé le 9^e hussards trop loin de vous.

« Avec la supériorité de l'ennemi en cavalerie, il faut toujours faire coucher 1000 cavaliers ensemble.

« L'Empereur pense qu'un parti de cavalerie légère, lorsqu'il est de 500 ou 600 chevaux et qu'il est bien mené, n'a rien à craindre, mais qu'un détachement de 200 chevaux, qui couche à quatre ou cinq lieues de tout secours, est nécessairement en l'air. »

On voit donc que, dans ce cas particulier, Napoléon I^{er} était partisan de l'emploi d'une force moyenne pour l'exécution des grandes reconnaissances et ses principes, confirmés par les résultats d'une longue expérience, sont ceux dont l'adoption doit prévaloir. Ce fut lui, en effet, qui sut le premier mettre à profit la rapidité d'allures dont dispose cette arme pour masquer son armée ainsi que pour avoir rapidement et d'aussi loin que possible les renseignements dont il avait besoin pour préparer ses opérations. Jamais, en fait, aucune cavalerie n'eut un rôle plus glorieux que la nôtre depuis 1796 jusqu'en 1815.

Résumons enfin, pour terminer ce sujet d'études si intéressant, ce que le maréchal *Marmont* a écrit sur le même sujet. D'après lui, le plus sûr moyen de connaître la position de l'ennemi, d'être informé à temps des mouvements qu'il opère et de deviner ses projets, *est d'être constamment en contact avec lui par des troupes légères*, d'avoir fréquemment de petits engagements et de faire des prisonniers. Quand deux armées, par les combinaisons de la guerre, se trouvent tout à coup en présence ou sont restées longtemps à une certaine distance l'une de l'autre, il est bon de s'assurer plus positivement de la situation des choses : alors, on fait ce que l'on appelle des *grandes reconnaissances*.

Il faut y employer beaucoup de cavalerie, recommande *Marmont*, et n'y engager, s'il est possible, que de la cavalerie et de l'artillerie légère, afin de rester plus maître de ses mouvements..... « *Il faut déchirer le rideau qui couvre une armée*, ajoute-t-il, *et quand un général a pu pénétrer assez avant pour voir de ses propres yeux la situation de l'ennemi, il a atteint son but. Mais il doit se mettre en mesure de soutenir les troupes qu'il a engagées et de les recueillir si elles sont ramenées trop vivement. Il aura donc à sa portée un corps d'infanterie respectable.* »

Nous espérons avoir caractérisé le rôle des grandes reconnaissances en reproduisant les opinions des hommes les plus compétents et avoir prouvé que l'on ne saurait les confondre ni avec les reconnaissances journalières dont le but et le parcours sont relativement fort restreints, ni avec les reconnaissances offensives dont l'action a une importance souvent capitale ainsi que nous allons le démontrer. Quand nous aurons terminé l'étude de celles-ci, on verra facilement que leur composition, leur action et leurs conséquences définitives sont fort différentes de celles que nous venons d'assigner aux grandes reconnaissances en nous appuyant sur l'étude de l'histoire militaire ainsi que sur les maximes laissées par des généraux dont l'autorité en pareille matière est incontestable.

Article IV. — Reconnaissances offensives.

Voici comment s'exprime l'ordonnance du 3 mai 1832 sur le service des armées en campagne, à propos des reconnaissances offensives : « Les reconnaissances offensives sont déterminées par le besoin de reconnaître, avec la plus grande précision possible, la position générale, ou certains points de la position de l'ennemi et d'apprécier exactement ses forces et ses moyens matériels de défense. Elles préparent le plus souvent à des attaques réelles, même à des batailles, ou bien elles n'ont pour but que des démonstrations. Dans tous les cas, elles exigent qu'on fasse replier les postes de l'ennemi et quelquefois qu'on s'engage avec des corps de sa ligne, surtout lorsqu'il importe de le forcer à déployer toutes ses troupes. Les reconnaissances offensives appartiennent aux combinaisons et aux opérations générales : elles peuvent amener des résultats importants et autres que ceux qu'on se proposait : le commandant en chef peut seul les ordonner. Elles ne sont permises aux autres officiers généraux que dans les cas urgents où l'on ne doit pas hésiter à engager sa responsabilité. »

On voit, d'après cette citation, que les reconnaissances offensives ont un but parfaitement déterminé : ce but est l'attaque des positions de l'ennemi, ou tout au moins de ses postes. Elles sont donc tout à fait différentes des grandes et petites reconnaissances journalières, non-seulement en ce qui concerne leur résultat, mais encore sous le rapport de leur composition et de leur mode d'exécution. Sans doute, les autres reconnaissances ont quelquefois recours à la force, mais ce n'est de leur part qu'une action momentanée dont l'objet est surtout de se procurer des prisonniers. L'emploi de la force, joint à l'habileté de l'attaque, est, au contraire, le moyen unique sur lequel repose le succès d'une reconnaissance offensive.

C'est ce que le maréchal Bugeaud explique de la façon suivante : « S'agit-il d'aller voir de plus près un ennemi puissant ? Il faut y aller avec la presque totalité de son monde, en ne laissant que ce qu'il faut pour garder les bagages que l'on doit placer dans un lieu bien facile à défendre. Ainsi on ne compromet rien : on ne redoute pas le combat, puisqu'on est

décidé à prendre l'offensive, et que la reconnaissance n'a pas d'autre but. Ou bien l'ennemi restera dans sa position et alors vous le presserez sans combattre : ou bien il la quittera et perdra les avantages de la situation pendant que vous pourrez, en arrivant près de lui, vous établir de manière à profiter de la force que vous présenteront les lieux. »

A propos de la même opération, le maréchal *Marmont*, après avoir indiqué comment agit le corps chargé de l'attaque, conseille au général qui commande l'opération, d'avoir « *en arrière de ce corps toute l'armée disposée à marcher aussitôt, si les circonstances l'exigent, et à prendre part à l'action. Un moment de retard peut faire manquer des occasions subites qui, saisies à propos, donnent des avantages imprévus. »*

En résumé, l'entreprise même devient presque forcément une bataille, c'est-à-dire une action générale entre la plus grande partie des deux armées belligérantes, ou un combat, c'est-à-dire une lutte partielle entre des fractions isolées des forces opposées.

Quant au mode d'action et quant aux résultats, ils sont loin de présenter toujours la facilité et les avantages que leur attribue le maréchal *Bugeaud*. Il peut, en effet, arriver d'abord, que les circonstances locales soient défavorables à l'assaillant et, par conséquent, que loin d'en tirer quelque force, celui-ci soit, au contraire, considérablement affaibli. Il peut encore se faire que l'ennemi ait une position telle que l'on ne puisse nullement juger comment il l'occupe ni quelles sont les troupes qu'il y a établies, et alors il faudra absolument combattre, souvent dans de mauvaises conditions, pour obtenir le résultat que l'on cherche. Il faut observer enfin que l'on ne parviendra pas toujours, malgré des efforts habiles et répétés, à atteindre le but souhaité, car rien ne prouve que l'ennemi quittera sa position pour s'opposer au mouvement offensif : il est bien plus probable, en réalité, qu'il conservera cette position, s'il l'a jugée bonne, qu'il la couvrira à l'aide d'une fraction de ses postes de surveillance, qu'il n'engagera, pour résister à l'attaque, qu'une partie des forces dont il dispose et qu'il placera le reste à l'abri des projectiles et des vues des troupes ennemies, se réservant de les employer au moment opportun. C'est toujours une erreur à la guerre de supposer que l'adversaire a pris ou va prendre des dispositions défec-

tueuses : sans doute, il faut se tenir prêt à profiter des fautes qu'il peut commettre, mais il y a danger à combiner les opérations d'après des hypothèses peu fondées, que rien ne justifie, et dont un échec souvent funeste est presque certainement le résultat.

En fait, on n'exécute presque plus de reconnaissances offensives actuellement : on en a d'abord reconnu l'inefficacité, en tant qu'opérations isolées ; en outre, la cavalerie de contact les a rendues inutiles, puisque les effets de celle-ci doivent tendre sans cesse à observer l'ennemi ; enfin, ces sortes d'entreprises rentrent plus particulièrement dans la guerre de position dont le système semble avoir été abandonné de nos jours.

De nombreux faits historiques prouvent que, loin d'être avantageuses, les reconnaissances offensives ont des inconvénients de deux sortes : elles fournissent souvent des renseignements inexacts et elles occasionnent des échecs partiels qui peuvent avoir le plus fâcheux effet moral.

C'est ce que nous allons démontrer en étudiant le but de la reconnaissance offensive qui aboutit au combat de *Montebello* dans la campagne de 1859, la manière dont elle fut menée et les conséquences qu'eut l'entreprise (fig. 45 et 46).

L'armée franco-sarde occupait les positions suivantes, à la date du 15 mai :

Casale était le centre général de résistance de l'armée piémontaise dont le quartier-général était à *Occimiano*.

Le 4^e corps français, sous le général *Niel*, avait son quartier-général à *San-Salvatore* ; celui du 2^e corps, commandé par le général *de Mac-Mahon*, était à *Sale* ; celui du 3^e corps, commandé par le maréchal *Canrobert*, était à *Tortone*. La garde impériale était en réserve à *Alexandrie*, où était le grand quartier-général.

Le 1^{er} corps, sous le commandement du maréchal *Baraguey-d'Hilliers*, avait son quartier-général à *Pontecurone*. La 1^{re} division, *Forey*, occupait *Voghera* ; la 2^e division, *de Ladmirault*, cantonnait à *Castelnuovo* ; la 3^e division, *Bazaine*, était avec le quartier-général. Dix escadrons de cheval-légers sardes étaient à la disposition du commandant du 1^{er} corps d'armée, pour l'éclairer sur son front et sur ses ailes : il y en avait quatre à *Pizzale*, quatre à *Verretto* et à *Montebello*, et deux à *Codevilla*.

L'armée autrichienne occupait à la même date les cantonnements ci-dessous indiqués :

A l'extrême droite, la division de cavalerie de réserve, éclairant tout le pays entre *Vespolate*, *Vercell* et *Novarre* ;

A la droite, le 7^e corps à *Palestro*, et le 2^e corps à *Nicorvo* ;

Au centre, le 3^e corps avec le quartier-général à *Mortara* ;

A la gauche, le 8^e corps à *Candia* et à *Mede* ; le 5^e corps à *Garlasco* ;

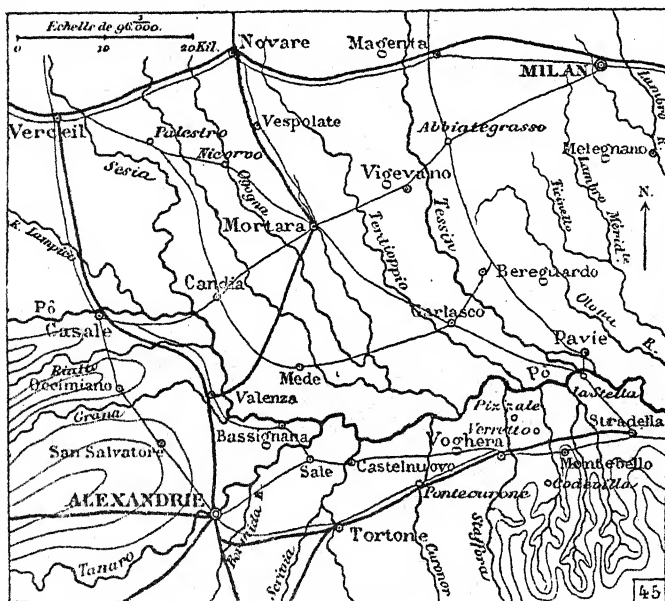


Fig. 45.

A l'extrême gauche, la division *Urban*, entre *Stradella* et *Pavie*.

Telle qu'elle était établie, l'armée franco-sarde formait donc deux fortes masses séparées par le *Tanaro*, et qui pouvaient menacer aussi bien la droite que la gauche ou le centre de l'armée autrichienne. La première masse, sur la rive droite du *Tanaro*, avait, en première ligne, les 1^{er} et 2^e corps à *Sale* et à *Voghera*, et le 3^e, en seconde ligne et réserve, à *Tortone*. La seconde masse, sur la rive gauche du *Tanaro*, avait, en première ligne, le 4^e corps et l'armée piémontaise à *Valenza*

et à *Casale*, et la garde impériale, en seconde ligne et réserve, à *Alexandrie*.

Ces dispositions, par lesquelles l'armée française s'allongeait par la droite et gagnait successivement les vallées du *Curone* et de la *Staffora*, l'arrivée de *Napoléon III* à *Gênes*, son prétendu voyage à la *Spezzia*, la jonction de nos différents corps d'armée autour d'*Alexandrie*, la présence de fortes patrouilles à l'est de *Voghera*, l'arrivée d'un régiment français à *Bobbio*, toutes ces causes réunies firent supposer au feld-zeug-meistre *Gyulai*, général en chef de l'armée autrichienne, que de grandes opérations allaient avoir lieu sur la rive droite du *Pô*, contre la gauche des positions occupées par ses troupes. Celui-ci comprit qu'un mouvement des alliés sur *Plaisance* et *Crémone* le forcerait d'abandonner sa position de *Mortara*, et de se replier derrière le *Tessin*, même derrière l'*Adda*, sous peine d'être coupé de sa ligne de retraite : aussi pressa-t-il énergiquement la marche du 9^e corps, commandé par *Schaffgotsche*, qui atteignit *Plaisance* le 18 mai et qui poussa une de ses brigades jusqu'à *Stradella*.

En même temps, plus convaincu que jamais d'avoir découvert le plan de campagne de l'armée franco-sarde, *Gyulai* renonça à toute idée d'offensive contre *Turin* : il évacua *Vercell* : il fit sauter deux arches du pont de *Valenza* ; il fit ensuite activer la construction de défenses sur le *Tessin*, et établir un pont avec un camp retranché à *la Stella*.

Le général en chef de l'armée autrichienne résolut enfin, dans le but de pénétrer d'une manière plus certaine et plus précise les projets de son adversaire, d'opérer sur *Voghera* une forte reconnaissance offensive, qui forcerait les corps français à se déployer, et qui lui permettrait alors de juger où en était la concentration sur notre aile droite.

Il ordonna au feld-maréchal-lieutenant *Stadion*, commandant le 5^e corps, de prendre le commandement des cinq brigades destinées à cette entreprise : la force de la troupe chargée de l'opération était de 23000 fantassins, 1400 cavaliers et 40 pièces, formant 24 bataillons, 7 escadrons et 5 batteries.

Le 19, *Gyulai* mit son quartier-général à *Garlasco* où se transporta également le 3^e corps ; le 7^e se rendit à *Mortara*. Son intention, dans le cas d'un succès, était, sans doute, de soutenir les troupes de *Stadion*, d'abord avec les 8^e et 9^e corps,

puis avec les 5^e, 3^e et 2^e corps. A la tête de ces masses imposantes, il espérait frapper quelque grand coup dans les plaines de la *Scrivia* et du *Tanaro*.

Le 20 mai, les brigades autrichiennes destinées à concourir

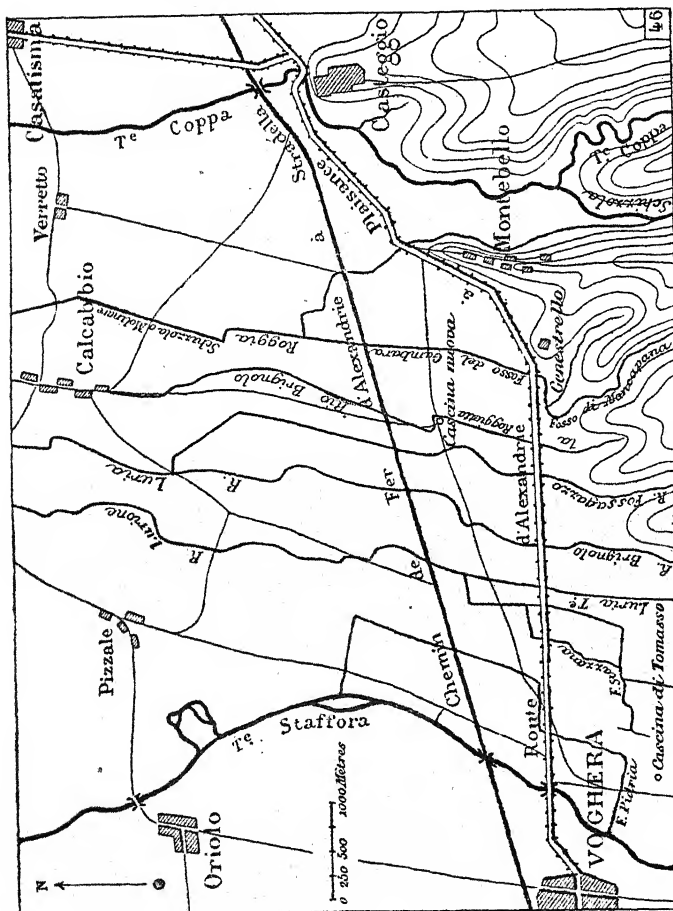


Fig. 46.

à la reconnaissance offensive se mirent en mouvement : la marche fut réglée en trois colonnes.

La colonne de droite, forte d'une brigade, devait passer la *Staffora* à *Oriolo* et déboucher sur *Voghera* par le nord. Celle du centre, qui comprenait deux brigades, devait se rendre de

Casalisma à Verretto. Celle de gauche, composée de deux brigades, avait l'ordre de marcher sur *Casteggio* par la route de *Plaisance à Alexandrie*.

Forey, qui commandait, à *Voghera*, la 1^{re} division du 1^{er} corps français, pouvait disposer alors de 14 bataillons, 11 escadrons et 2 batteries, c'est-à-dire de 7,000 fantassins, 1,300 cavaliers et 12 pièces. Ses grand'gardes d'infanterie tenaient les portes du *Fossagazzo*. Une partie de la division était à *Voghera* même, et l'autre partie était à *Oriolo*. Quant à la cavalerie piémontaise qui couvrait ses cantonnements, elle était dispersée à *Casteggio*, à *Verretto*, sur les bords de la *Coppa*, à *Pizzale* et à *Codevilla*.

Urban, qui commandait la colonne autrichienne de gauche, passa sans difficulté par *Casteggio*, *Montebello* et *Genestrello*, mais il se trouva, sur les bords du *Fossagazzo*, en présence des grand'gardes françaises qui avaient déjà été averties par les vedettes de cavalerie et qui, après avoir d'abord résisté, reçurent, de *Forey*, l'ordre de se porter en avant. *Genestrello* fut enlevé à l'ennemi. La hauteur de *Montebello* fut ensuite occupée par une brigade de la division française qui descendit à l'assaut du village et s'en empara. Les troupes autrichiennes se retirèrent alors, les unes sur *Stradella*, les autres sur la *Stella*, tandis que la division *Forey* prenait position dans l'angle formé par la route et par la *Schizzola*.

Tel fut, en résumé, l'engagement auquel donna lieu cette reconnaissance offensive et que l'on a appelé le combat de *Montebello*. Les conséquences en furent très-importantes, mais tout autres que ne les avait espérées *Gyulai*.

La résistance opposée par la division *Forey* fit croire aux Autrichiens qu'ils avaient eu affaire à tout le 1^{er} corps d'armée et à une brigade piémontaise. *Stadion*, dans son rapport, estimait le nombre des troupes françaises présentes au feu à 12 régiments d'infanterie, à quelques bataillons de chasseurs, à un régiment de cavalerie française et à une brigade piémontaise ; il ajoutait que de nombreuses réserves, augmentant sans cesse cet effectif, étaient disposées en arrière, et *Gyulai*, d'après ce rapport, crut devoir évaluer à 40,000 hommes au moins nos forces dans ce combat. Il en vint à conclure que le reste de l'armée française devait s'échelonner à *Castelnuovo*, à *Salé*, à *Tortone* et à *Alexandrie*, de sorte que cette reconnaissance,

qui avait pour but de l'éclairer et de le fixer sur l'état vrai des choses, ne servit qu'à le confirmer dans son erreur.

L'état-major autrichien ne s'expliquait l'attaque vigoureuse de la division *Forey* qu'en lui supposant la certitude d'avoir derrière ses faibles lignes les masses du 1^{er} corps, et *Stadion* ne pouvait se résoudre à voir dans cette offensive une habile défensive. *Gyulai* partageait cette conviction, et il représentait la reconnaissance comme ayant produit un résultat avantageux dans lequel se trouvait la preuve de la nécessité qu'il y avait de l'entreprendre.

La vérité est que l'effet moral de ce premier succès avait été excellent sur les troupes françaises et mauvais sur les troupes autrichiennes qui avaient, du reste, subi une perte de 4,300 hommes.

Mais les conséquences de la reconnaissance furent bien autrement importantes au point de vue des opérations ultérieures. L'expédition de *Garibaldi* dirigée en même temps au nord du *Tessin* ne parut même être à *Gyulai* qu'une pointe destinée à attirer sur celui-ci les forces autrichiennes et à détourner l'attention qui se concentrait alors sur la ligne du *Pô*. *Napoléon III* résolut donc d'entretenir le général en chef autrichien dans la pensée erronée qu'il avait de voir l'armée française s'ouvrir un passage sur la rive droite du fleuve, et de manœuvrer comme s'il en avait réellement le projet.

Les troupes françaises furent, en conséquence, mises en mouvement, tant pour continuer à donner le change à l'ennemi que pour être prêtes à tout événement dans le cas où le combat de *Montebello* n'eût été, dans la pensée de *Gyulai*, qu'une reconnaissance offensive prélude à une bataille générale, et enfin pour préparer une grande marche de flanc qui porterait les troupes franco-sardes sur l'aile droite de l'armée autrichienne et ferait tomber *Milan* en leur pouvoir.

Gyulai, persévérant dans son erreur, disposa son armée face au sud, de *Valenza* à *Plaisance*, abandonnant en quelque sorte la ligne de la *Sesia* et conservant une attitude défensive.

Le 27, commença pour l'armée franco-sarde un grand mouvement tournant qui la porta de la rive droite sur la rive gauche du *Pô*; le 30 et le 31, eurent lieu les deux combats de *Palastro* qui nous rendirent maîtres de la rive gauche de la *Sesia*. Le 2 juin, le *Tessin* était franchi; le 4, notre armée était vic-

torieuse à *Magenta* et les Autrichiens se retiraient à la hâte sous la protection des places du quadrilatère formé par *Peschiera*, *Vérone*, *Legnano* et *Mantoue*.

On peut affirmer, sans exagération, que d'aussi brillants résultats stratégiques n'auraient pu être obtenus avec tant de rapidité par l'armée française si *Gyulai* ne s'était laissé tromper par l'apparence du combat de *Montebello*, c'est-à-dire de la reconnaissance offensive qu'il avait ordonné de faire, et s'il n'en avait tiré des conclusions complètement opposées à la réalité.

Nous n'avons pas eu la prétention, en citant cet exemple, d'affirmer que toutes les reconnaissances offensives ont infailliblement le même sort que celle de *Montebello* ; sans doute, il peut arriver qu'elles ne donnent pas lieu à un échec ; mais, en général, elles offrent tant de difficultés et d'incertitude au point de vue des renseignements même, qu'il vaut mieux ne pas en exécuter.

CHAPITRE V

CONCLUSION.

Les quelques notions générales que nous venons de donner sur les grandes unités tactiques en station forment, comme on peut le voir, le complément des détails que contient le *Titre VII* sur les petites unités dans la même situation. Elles servent à montrer la liaison qui existe entre les principes que nous avons posés dans la *deuxième partie du cours* et ceux que nous esquissons dans cette *troisième partie*. En adoptant cette marche progressive dans l'étude, c'est-à-dire en posant d'abord les règles fondamentales et en allant du simple au composé, on arrive aisément à saisir les relations continues qui existent entre les petites et les grandes opérations ; on peut se rendre un compte exact de leur ensemble et l'on est forcé de conclure que, sauf dans le cas d'un détachement absolu, il n'y a de différence entre les petites et les grandes unités, au point de vue de leur méthode d'installation au repos, de leur système de surveillance, de sûreté et d'exploration en station, que dans l'extension proportionnelle à leur force. Les principes sont analogues dans l'un et l'autre cas ; s'il y a quelque variété dans leur application, ce fait est simplement le résultat du nombre

des troupes ; l'idée directrice reste la même. Nous retrouverons l'occasion de présenter à nouveau cette observation lorsque nous aurons étudié les grandes unités tactiques en marche, au combat et en détachement. Nous en concluons que, sans être une science positive, puisqu'elle dépend d'une foule de circonstances variant à l'infini et se combinant de telle façon que l'esprit humain ne peut les prévoir, la science militaire n'en est pas moins soumise à certaines règles fondamentales, peu nombreuses, très-claires et très-simples, dont la connaissance est indispensable. En les possédant, un chef est à peu près assuré de pouvoir les modifier à propos et de les approprier aux conditions particulières dans lesquelles il agit.

CHAPITRE VI

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Nous avons déjà indiqué, à la fin du *Titre VII*, quelques-uns des ouvrages que nous avons consultés pour l'étude des troupes en station ; nous signalons, ci-dessous, ceux de ces ouvrages qui nous ont été plus particulièrement utiles en ce qui concerne les grandes unités dans cette situation :

Titres III, VIII et X, de l'ordonnance du 3 mai 1832 sur le service des armées françaises en campagne.

Règlement du 17 juin 1870 sur le service en campagne et sur les grandes manœuvres de l'armée prussienne, traduit au 2^e bureau de l'état-major général du ministre de la guerre.

Règlement du 15 mai 1872 pour l'instruction tactique de l'infanterie italienne, traduit par M. le commandant Durostu et par M. le capitaine Joly.

Correspondance de Napoléon I^{er}.

De l'esprit des institutions militaires, par le maréchal Marmont.

Maximes, conseils, instructions sur l'art de la guerre, par le maréchal Bugeaud.

Avant-postes de cavalerie légère, par le général de Brack.

Des troupes légères, par le général de la Roche-Aymon.

Instruction pratique sur le service de la cavalerie en campagne, 19 février 1875.

Étude sur le service de la cavalerie éclairant une armée,
31 mars 1873.

Ces deux ouvrages émanent du ministère de la guerre et sont les premiers éléments d'une série de règlements destinés à préparer l'action de l'armée en guerre.

Nous avons encore à signaler les *Instructions générales* sur les *grandes manœuvres* que M. le général Deligny vient de donner au 4^e corps d'armée.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XIV

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN MARCHÉ.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE XIV

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN MARCHÉ.

	Pages
CHAPITRE I ^{er} . CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	195
CHAPITRE II. ORDRE EN COLONNE DE ROUTE	198
ARTICLE I. — Notions préliminaires.	198
II. — Colonne de route d'une division.....	201
III. — Colonne de route d'un corps d'armée.....	203
IV. — Observations et conclusion... ..	206
CHAPITRE III. MARCHES EN AVANT.....	211
CHAPITRE IV. MARCHES EN RETRAITE	221
CHAPITRE V. MARCHES PARALLÈLES.....	235
CHAPITRE VI. SYSTÈME DE SURVEILLANCE, DE SURETÉ ET D'EXPLO- RATION.....	244
CHAPITRE VII. TRANSPORT DES TROUPES PAR LES CHEMINS DE FER AU DELA DE LA BASE D'OPÉRATIONS.....	251
CHAPITRE VIII. EMPLOI DES TÉLÉGRAPHES MILITAIRES.....	252
CHAPITRE IX. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	255

TITRE XIV

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN MARCHÉ.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Nous avons déjà exposé, au *Titre VIII*, tout ce qui concerne la formation de la colonne de route pour les petites unités tactiques, ainsi que le système de surveillance et de sûreté autour des petites colonnes. Nous avons, en outre, étudié certains cas particuliers, tels que le passage d'un défilé, la marche de nuit et la marche en Algérie.

Nous rappelons que la *formation de la colonne de route*, indiquée précédemment pour les petites unités tactiques, est applicable à celles-ci, soit qu'elles marchent isolément, soit qu'elles fassent partie d'une colonne formée par une grande unité tactique.

Quant au *système de surveillance et de sûreté* qui enveloppe les petites colonnes, il repose sur les mêmes principes en ce qui concerne les grandes colonnes, mais, pour ces dernières, il a forcément une extension plus considérable et il se complète d'un *service d'exploration* devenu nécessaire ; car il faut que les corps d'armée et les armées en marche cherchent constamment à tenir leur réseau de surveillance en *contact* avec celui de l'adversaire et, quelquefois même, avec les troupes ennemies. C'est ce que nous avons déjà signalé en étudiant, dans le *Titre XIII*, le rôle de la cavalerie de contact autour des grands camps et cantonnements.

On comprend aisément que cette exploration n'est pas indispensable aux petites unités tactiques en marche, leur rayon d'action étant peu considérable : de plus, elles ne pourraient l'exécuter, vu la petite quantité de troupes qu'elles contiennent. Pour les grandes unités tactiques, il n'en est plus de même : celles-ci ne sauraient, sans danger, s'approcher ou s'éloigner de l'ennemi, si elles ne sont constamment informées de ses mouvements : car les nécessités de la marche amènent souvent

la formation de plusieurs colonnes dont l'éloignement dépend des routes et chemins disponibles : en outre, ces colonnes sont quelquefois très-longues : il en résulte donc une obligation absolue de rapprocher les diverses colonnes et de diminuer leur profondeur, dès que la probabilité d'une bataille se présente : cette double opération exige un certain temps pour être exécutée et elle constitue toujours une période critique pour les troupes qui l'exécutent. Afin de leur permettre de l'effectuer et de la mener à bonne fin, avant l'instant où doit s'engager la lutte, on les entoure donc d'un réseau de surveillance, de sûreté et d'exploration, qui les prévient à propos, soit du moment propice pour attaquer l'adversaire, soit des intentions offensives de celui-ci.

Quant au *passage du défilé*, il s'opère d'après les mêmes principes, que la troupe soit numériquement faible ou considérable : évidemment le réseau de surveillance et de sûreté destiné à faciliter le passage prend une extension d'autant plus grande que l'effectif de la troupe est plus élevé. Il y a lieu, en outre, de tenir compte de la maxime suivante posée par Napoléon 1^{er} : « *Il est contraire aux usages de la guerre de faire entrer ses parcs et sa grosse artillerie dans un défilé dont on n'a pas l'extrémité opposée : en cas de retraite, ils embarqueront et on les perdra. On doit les laisser en position sous une escorte convenable, jusqu'à ce qu'on soit maître du débouché.* »

Enfin, en ce qui concerne les *marches de nuit*, nous répétons qu'elles sont presque du domaine exclusif des petites unités tactiques : elles seules peuvent les employer sans trop de périls ni de fatigues et avec quelque efficacité : sans doute, de grandes unités tactiques pourront peut-être en faire usage, mais dans des circonstances exceptionnelles.

Nous avons cru devoir rappeler ces quelques considérations générales avant de commencer l'étude des marches. Celles-ci ont, en effet, un rôle capital à la guerre, à tel point que, maintes fois, leur bonne exécution a été la principale cause de succès. C'est ce qui a fait dire à Napoléon 1^{er} : « *Une marche rapide augmente le moral d'une armée : elle accroît ses moyens de victoire.* »

Quand on réfléchit aux nombreuses combinaisons qu'elles peuvent offrir, on se rend aisément compte des difficultés que

l'on éprouve à les préparer et à les exécuter. D'après le *programme* tracé à notre enseignement, nous n'avons pas à entrer dans ces hautes conceptions de la stratégie : il doit nous suffire de parvenir à comprendre leur but et leur mécanisme. C'est ce que nous allons chercher à obtenir à l'aide d'une esquisse sommaire aussi simple que possible.

Les marches peuvent être considérées comme formant deux grandes catégories :

- 1° Les marches en temps de paix ;
- 2° Les marches en temps de guerre.

Les *marches de paix* s'exécutent conformément aux règles du *Titre V* de l'ordonnance du 2 novembre 1833, sur le service intérieur. Lorsqu'une guerre est déclarée, elles ont pour but de porter les troupes sur la base d'opérations, ou sur la ligne de défense, que l'on a indiquée pour la première concentration. C'est ce qui leur a fait donner le nom de *marches de concentration*. Nous avons déjà indiqué, au *Titre XII*, que l'on fait surtout usage des chemins de fer pour les effectuer aujourd'hui, et comment on se sert de ce moyen de transport. Nous nous abstiendrons donc de donner de nouveaux détails à ce sujet.

Les *marches de guerre* sont destinées à faire mouvoir les troupes, soit au delà de la base d'opérations, soit en deçà de la ligne de défense. On les a souvent divisées en deux catégories : on a appelé les unes *marches stratégiques*, et les autres *marches tactiques*. C'est une distinction tout à fait spécieuse, car la marche tactique n'est autre que l'évolution d'une grande unité tactique : en conséquence, nous laisserons de côté cette classification peu justifiée et il ne nous reste plus qu'à examiner les marches de guerre sur l'échiquier stratégique, c'est-à-dire considérées comme les moyens d'exécuter les conceptions de la stratégie et de porter les troupes vers l'objectif qui leur a été assigné.

On sait que cet objectif peut être fixe ou mobile : dans le premier cas, c'est un point stratégique ; dans le second cas, c'est la masse principale des troupes ennemies.

En raison des mouvements qui se produisent forcément sur l'échiquier stratégique, les troupes s'approchent ou s'éloignent de l'objectif : quelquefois même elles se meuvent parallèlement à sa position : il en résulte que les marches se classent naturellement en trois catégories principales :

- 1° Les marches en avant ;

2° *Les marches en retraite ;*

3° *Les marches parallèles.*

Le premier principe applicable à une disposition de marche est que la troupe soit, à chaque instant de son mouvement, prête à engager ou à soutenir le combat avec l'ennemi. On a donc eu tort de vouloir encore subdiviser les trois catégories indiquées plus haut selon que les marches sont exécutées loin ou à proximité de l'ennemi. La seule différence, que l'on puisse admettre dans l'un ou l'autre cas, consiste, quand on est certain d'être à portée de l'adversaire, à rétrécir le front d'opérations et à tenir aussi loin que possible en arrière les *impedimenta* dont l'emploi immédiat n'est pas indispensable, tandis que, si l'on est positivement informé de son éloignement, on peut agrandir le front d'opérations et faire immédiatement suivre les colonnes par tous les *impedimenta* qui leur appartiennent. C'est ce que nous verrons plus loin, sans avoir recours à une nouvelle classification dont l'inconvénient serait d'amener des confusions et des erreurs.

Nous restreindrons donc l'étude de la marche des grandes unités tactiques aux limites que nous venons de spécifier.

Nous la compléterons en exposant l'esquisse sommaire de l'emploi du transport par les chemins de fer au delà de la base d'opérations, du rôle des télégraphes militaires et de l'action de la cavalerie de contact.

Mais nous devons d'abord exposer les principes d'après lesquels les grandes unités tactiques forment l'ordre en colonne de route.

CHAPITRE II

ORDRE EN COLONNE DE ROUTE.

Article I. — Notions préliminaires.

Le corps d'armée est l'*unité stratégique normale*, avons-nous déjà dit : c'est, en effet, par corps d'armée que sont combinés et exécutés les mouvements dans chaque armée. Nous allons donc étudier les règles applicables à l'*ordre en colonne de route* du corps d'armée. Toutefois, comme il arrive souvent qu'une division opère avec plus ou moins d'indépendance, il convient d'indiquer aussi ce qui concerne la colonne de route de celle-ci.

En exposant la *formation de la colonne de route* des petites unités tactiques, au *Titre VIII*, nous avons donné les règles générales relatives aux *marches de guerre par étapes* : nous avons, de plus, développé les dispositions particulières à chaque arme, en indiquant les signaux de départ, la formation, la vitesse et la durée de la marche, la longueur de la colonne, les haltes pendant et après la marche. Toutes ces données sont également applicables aux grandes unités tactiques, sous cette réserve cependant que les troupes laissent, autant que possible, l'accotement de gauche des routes disponible pour la surveillance, la transmission des ordres et les besoins généraux de circulation : mais il y a encore à tenir compte, pour les colonnes des grandes unités tactiques, d'éléments nouveaux qui sont d'une très-grande importance.

Il est indispensable que les troupes ne quittent leur camp ou leur cantonnement qu'au moment voulu pour leur permettre d'entrer, dans la colonne, à la place qui leur a été assignée : à cet effet, on partage celle-ci en *échelons de marche* : l'ordre de départ indique l'heure à laquelle le premier échelon commence le mouvement. Il doit y avoir, entre la tête de cet échelon et celle du suivant, une distance égale à la longueur du premier échelon augmentée de $\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{4}$ suivant l'allongement admis. On évalue cette distance en minutes : on ajoute, au nombre ainsi obtenu, la durée d'un repos de dix minutes, et l'on obtient ainsi le moment auquel le deuxième échelon doit se mettre en marche. On opère de même pour les échelons suivants et les troupes ne se fatiguent pas inutilement à attendre que l'instant soit venu, pour elles, d'entrer dans la colonne. Quant à l'évaluation, en minutes, de la longueur et de l'allongement de chaque échelon, elle se fait d'après la vitesse de marche qui est basée sur celle de l'infanterie. L'adoption de ce système supprime donc le *rassemblement général* au point de départ.

En outre, comme toute grande unité tactique en marche doit être constamment prête à engager ou à soutenir un combat, il faut que l'ordre de marche soit tel que, d'un instant à l'autre, il puisse devenir *l'ordre de bataille*. Cette considération oblige à répartir les diverses subdivisions des armes, infanterie, cavalerie, artillerie et génie, de façon qu'elles puissent se prêter appui réciproquement, soit pour le service de surveillance et de sûreté, soit en cas de lutte avec l'ennemi : pour

la même raison, on désigne aux voitures une place déterminée dans la colonne.

Nous avons déjà dit que le corps d'armée français contient :

Le grand quartier-général, auquel sont rattachés les troupes et les services non endivisionnés et qui dispose de ses ressources propres ainsi que des réserves générales en matériel ;

Deux divisions d'infanterie, dont chacune a son artillerie, ses ressources particulières et ses réserves en matériel, telles qu'elle puisse se suffire à elle-même pendant quelques jours.

L'ensemble des ressources et réserves en matériel mises à la disposition du commandant du corps d'armée et du commandant de la division se répartit, au point de vue de la marche, en plusieurs catégories déterminées par leur utilité plus ou moins immédiate.

Chacune de ces catégories forme un groupe de voitures et de mulets de bât, soit dans les *impedimenta* de la division, soit dans ceux du corps d'armée. Nous verrons quelle est la composition de chacun des groupes du convoi, en indiquant l'ordre en colonne de route de la division et du corps d'armée.

Voici, du reste, le cadre du *tableau de marche* dont on fait usage, chaque jour, pour une division ou un corps d'armée.

Désignation des quartiers-généraux, des états-majors, des corps de troupe, des services, etc.	Points de départ :
	Heures de départ :
	Directions suivies :
	Distances à parcourir :
	Points d'arrivée :
	Heures d'arrivée :
	Observations : positions des troupes voisines ; emplacement des quartiers-généraux, soit pendant la marche, soit après l'arrivée ; instructions relatives aux distributions.

Après la marche, on modifie ce cadre et l'on obtient celui du *tableau de répartition des cantonnements* établi ainsi qu'il suit :

Désignation des quartiers-généraux, des états-majors, des corps de troupe, des services, etc.	Effectifs.	Officiers :
		Sous-officiers et soldats :
		Chevaux :
	Date de l'occupation des cantonnements :	
	Noms	des communes, hameaux, habitations isolées :
		des cantons : ou des divisions administratives analogues
		de l'arrondissement : en pays ennemi.
	Nombres	des habitants :
		des maisons :
	Contenance	en hommes :
		en chevaux :
	Indication des endroits où ont lieu les distributions.	Vivres.
		Fourrages.
	Observations.	

Article II. — Colonne de route d'une division.

Quand une division marche seule sur une route et loin de l'ennemi, les voitures du 1^{er} groupe sont intercalées méthodiquement entre les troupes des brigades : les voitures du 2^e groupe suivent la dernière subdivision, et les voitures du 3^e groupe marchent derrière celles du 2^e groupe. La colonne ainsi formée est dite *colonne pleine ou avec grand train*.

Si l'ennemi est à proximité, ou si des nécessités de campement et des circonstances locales l'exigent, le 2^e groupe suit encore la dernière subdivision, mais le 3^e groupe peut se maintenir à une grande distance du 2^e groupe. La colonne ainsi formée est dite *colonne mixte ou avec petit train*.

Si la colonne est certaine d'une rencontre avec l'ennemi, on laisse en arrière, à une grande distance, et avec le 3^e groupe, toutes les voitures du 2^e groupe autres que celles des réserves divisionnaires de munitions d'infanterie et d'artillerie et de l'ambulance lourde. On obtient ainsi la *colonne de combat*.

Nous avons déjà dit qu'il n'y a pas, en France, de cavalerie attachée aux divisions d'infanterie. On peut néanmoins supposer qu'une division d'infanterie, ayant à marcher isolément, aura, à sa disposition, un demi-régiment de cavalerie. C'est ce que nous admettrons pour la recherche de la longueur de la colonne formée par cette division. Nous supposons, en outre, que l'infanterie et la cavalerie marchent par quatre, les voitures sur une seule file, les mulets de bât deux à deux, que la vitesse de marche est de 4 kilomètres à l'heure sans comprendre les repos et que l'allongement est égal au quart de la longueur de la colonne de manœuvre.

Dans ces conditions, voici quelles peuvent être l'organisation et l'étendue de la colonne pleine d'une division.

1^{er} GROUPE. — Troupes : 14,000 mètres.

Avant-garde : 6,000 mètres.

Pointe	{	5 cavaliers.
400 mètres.		Distance de 400 mètres en arrière.
Tête	{	1 peloton de cavalerie.
600 mètres.		Distance de 600 mètres en arrière.

	{	3 pelotons de cavalerie.
	{	1 section d'artillerie : 2 pièces sans les caissons.
<i>Soutien</i>	{	1/2 compagnie du génie : 1 voiture et 1 mulet de bât.
1800 mètres.	{	1 bataillon d'infanterie : 1 mulet de bât.
	{	Distance de 1200 mètres en arrière.
	{	1 escadron de cavalerie : 1 mulet de bât.
	{	2 sections d'artillerie : 4 pièces, sans les caissons.
<i>Gros</i>	{	2 bataillons d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de
3200 mètres	{	viande et 2 mulets de bât.
	{	1 détachement de l'ambulance légère.
	{	Distance de 2000 mètres en arrière.

Gros de la colonne : 6,000 mètres.

	{	1 bataillon d'infanterie : 1 mulet de bât.
	{	3 batteries montées.
<i>1^{er} échelon</i>	{	36 voitures, reste des 4 batteries précédentes, et 2 mulets
2000 mètres.	{	de bât.
	{	Distance de 700 mètres en arrière.
	{	1 bataillon d'infanterie : 1 mulet de bât.
	{	1 section légère d'ambulance : 70 mulets, moins le déta-
<i>2^e échelon</i>	{	chement fourni à l'avant-garde.
2000 mètres.	{	1 bataillon d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de
	{	viande et 1 mulet de bât.
	{	Distance de 700 mètres en arrière.
	{	1 régiment d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de
<i>3^e échelon</i>	{	viande et 3 mulets de bât.
2000 mètres.	{	Distance de 700 mètres en arrière.

Réserve de la colonne et arrière-garde : 2,000 mètres.

<i>4^e échelon</i>	{	1 régiment d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de
2000 mètres.	{	viande et 3 mulets de bât.

2^e GROUPE. — Petit train : 3,400 mètres.

	{	Section de munitions d'artillerie : 31 voitures et 1 mulet
	{	de bât.
<i>4^e échelon</i>	{	Section de munitions d'infanterie : 28 ou 35 voitures,
2000 mètres.	{	selon le modèle, et 1 mulet de bât.
	{	Section lourde de l'ambulance : 34 voitures.
	{	Distance de 700 mètres en arrière.
	{	Trésorerie et postes : 3 voitures.
	{	Bagages : 28 voitures.
<i>5^e échelon</i>	{	Convoi de vivres régimentaires pour 2 jours : 76 voi-
1400 mètres.	{	tures.
	{	Distance de 700 mètres en arrière.

3^e GROUPE. — Grand train : 4,500 mètres.

<i>5^e échelon</i>	{	Réserve divisionnaire de vivres : 144 voitures, divisées
1500 mètres.	{	en 4 sections dont chacune contient des vivres pour un
	{	jour.
<i>Arrière-garde</i>	{	Réserve d'effets d'habillement et de petit équipement : 4
	{	voitures, à raison d'une par régiment d'infanterie.

*Longueur totale de la colonne pleine, ou avec grand train,
d'une division : 19,000 mètres ;*

Longueur totale de la colonne mixte, ou avec petit train, d'une division : 16,700 mètres ;

Longueur totale de la colonne de combat d'une division : 15,300 mètres.

Article III. — Colonne de route d'un corps d'armée.

Un corps d'armée n'a souvent qu'une seule route à sa disposition : s'il en a deux, il s'avance en deux colonnes formées chacune d'une division : les troupes et les services non endivisionnés, groupés autour du quartier-général du corps d'armée, sont intercalés dans l'intérieur de l'une ou l'autre colonne.

En admettant les mêmes hypothèses que précédemment pour la division, voici quelles peuvent être l'organisation et l'étendue de la *colonne de combat du corps d'armée*, quand il marche sur une seule route :

1^{er} GROUPE. — Troupes : 33,000 mètres.

Avant-garde : 9,000 mètres

<i>Pointe</i>	5 cavaliers.
400 mètres.	Distance de 400 mètres en arrière.
<i>Tête</i>	1 peloton de cavalerie.
600 mètres.	Distance de 600 mètres en arrière.
	3 pelotons de cavalerie.
<i>Soutien</i>	1 section d'artillerie à cheval : 2 pièces, sans les caissons.
1800 mètres.	1/2 compagnie du génie : 1 voiture et 1 mulet de bât.
	1 bataillon d'infanterie : 1 mulet de bât.
	Distance de 1200 mètres en arrière.
	3 escadrons de cavalerie : 3 mulets de bât.
	Section légère de l'ambulance de cavalerie : 2 voitures et 22 mulets de bât.
	2 sections d'artillerie à cheval : 4 pièces sans les caissons.
1 ^{er} échelon...	2 bataillons d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 2 mulets de bât.
2000 mètres.	
<i>Gros</i>	Section légère d'ambulance divisionnaire : 70 mulets de bât.
6200 mètres.	Distance de 700 mètres en arrière.
	1 bataillon d'infanterie : 1 mulet de bât.
	4 batteries d'artillerie divisionnaire.
	45 voitures, reste des 5 batteries précédentes, et 2 mulets de bât.
2 ^e échelon...	2 bataillons d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 2 mulets de bât.
4200 mètres.	Distance de 2000 mètres en arrière.

Gros de la colonne : 15,000 mètres.

1 ^{er} échelon..... 2000 mètres.	1 régiment d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 3 mulets de bât. Distance de 700 mètres en arrière.
2 ^e échelon..... 2000 mètres.	1 régiment d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 3 mulets de bât. Distance de 700 mètres en arrière. Section de munitions d'artillerie divisionnaire : 31 voitures et 1 mulet de bât.
3 ^e échelon..... 2000 mètres.	Section de munitions d'infanterie : 28 ou 35 voitures, selon le modèle, et 1 mulet de bât. Section lourde de l'ambulance divisionnaire : 34 voitures. Distance de 700 mètres en arrière.
4 ^e échelon..... 2000 mètres.	1 bataillon de chasseurs : 1 voiture d'outils, 1 voiture de viande et 1 mulet de bât. 6 batteries montées d'artillerie de corps d'armée : 36 pièces, 54 voitures et 2 mulets de bât. Distance de 700 mètres en arrière. 2 sections de munitions de l'artillerie de corps d'armée : 62 voitures et 2 mulets de bât.
5 ^e échelon..... 2200 mètres.	Section lourde de l'ambulance de cavalerie : 7 voitures. Section lourde de l'ambulance de corps d'armée : 44 voitures. Distance de 700 mètres en arrière.
6 ^e échelon..... 1300 mètres	1 bataillon d'infanterie : 1 mulet de bât. 1/2 compagnie du génie : 1 voiture et 1 mulet de bât. 1 batterie d'artillerie divisionnaire : 6 pièces, sans les caissons. Distance de 700 mètres en arrière.
7 ^e échelon..... 2800 mètres.	1 bataillon d'infanterie : 1 mulet de bât. 3 batteries d'artillerie divisionnaire : 18 pièces, sans les caissons. 1 bataillon d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 1 mulet de bât. 36 voitures, reste des 4 batteries précédentes, et 2 mulets de bât. 70 mulets de bât de la section légère d'ambulance divisionnaire. Distance de 700 mètres en arrière.
8 ^e échelon..... 2000 mètres.	1 régiment d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 1 mulet de bât. Distance de 700 mètres en arrière.

Réserve de la colonne et arrière-garde : 8,000 mètres.

9 ^e échelon..... 2000 mètres.	1 régiment d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 1 mulet de bât. Distance de 700 mètres en arrière.
10 ^e échelon..... 2000 mètres.	1 régiment d'infanterie : 2 voitures d'outils, 1 voiture de viande et 1 mulet de bât. Distance de 700 mètres en arrière. Section de munitions d'artillerie divisionnaire : 31 voitures et 1 mulet de bât.
11 ^e échelon..... 2000 mètres.	Section de munitions d'infanterie : 28 ou 35 voitures, selon le modèle, et 1 mulet de bât. Section lourde de l'ambulance divisionnaire : 34 voitures. Distance de 700 mètres en arrière.

12^e échelon { 1 régiment de cavalerie: 3 mulets de bât.
2000 mètres. { Distance variable en arrière, de 700 mètres au moins.

Longueur totale de la colonne de combat d'un corps d'armée: 33,000 mètres.

D'après la définition que nous avons donnée de la colonne de combat, celle-ci ne contient qu'une partie des voitures du petit train et aucune de celles du grand train. Ces deux éléments de la colonne, qui se trouvent en arrière à des distances variables, mais souvent assez grandes, ont la composition et l'étendue suivantes :

2^e GROUPE. — Petit train : 3,200 mètres.

13 ^e échelon..... 3200 mètres.	{	Services de la 1 ^{re} division.	{	Trésorerie et postes : 3 voitures. Bagages : 24 voitures. Vivres régimentaires pour 2 jours : 64 voitures.
		Services du quartier-général et des troupes non en-divisionnées.	{	Télégraphie : 5 voitures. Trésorerie et postes : 6 voitures. Bagages : 32 voitures. Vivres régimentaires pour 2 jours : 57 voitures.
		Services de la 2 ^e division	{	Trésorerie et postes : 3 voitures. Bagages : 24 voitures. Vivres régimentaires pour 2 jours : 64 voitures.
		Distance variable en arrière de 700 mètres au moins.		

Longueur totale de la colonne mixte, ou avec petit train, d'un corps d'armée: 36,000 mètres.

3^e GROUPE. — Grand train : 8,700 mètres.

14 ^e échelon..... 3760 mètres.	{	Réserve et parc du génie : 14 voitures.		
		Parc d'artillerie : 167 voitures, dont 22 caissons de munitions d'infanterie et 96 caissons de munitions d'artillerie, 1 mulet de bât.		
15 ^e échelon..... 5000 mètres.	{	Distance de 700 mètres en arrière.		
		Services de la 1 ^{re} division.	{	Réserve de vivres : 144 voitures, divisées en 4 sections, dont chacune contient des vivres pour 1 jour.
		Services du quartier-général et des troupes non en-divisionnées.	{	Réserve d'effets d'habillement et de petit équipement : 4 voitures.
			{	Réserve de vivres : 154 voitures, divisées en 4 sections dont chacune contient des vivres pour 1 jour, 1 mulet de bât.
			{	Réserve d'effets d'habillement et de petit équipement : 8 voitures.
Services de la 2 ^e division.	{	Réserve de vivres : 144 voitures, divisées en 4 sections dont chacune contient des vivres pour 1 jour.		
		{	Réserve d'effets d'habillement et de petit équipement : 4 voitures.	

Longueur totale de la colonne pleine, ou avec grand train, d'un corps d'armée : 44,000 mètres.

Article IV. — Observations et conclusion:

Nous avons admis jusqu'ici les circonstances les plus défavorables pour calculer l'étendue de la colonne d'une division ou d'un corps d'armée. Il y a lieu maintenant d'émettre certaines considérations qui tendent à diminuer sensiblement les longueurs ci-dessus obtenues.

Dans une marche d'armée, on admet, en principe, quand la troupe est près de l'ennemi, un front de 2,000 mètres environ pour la division, et un front de 4,000 mètres pour le corps d'armée ; chacun de ces fronts représente, à peu près, celui dont chacune de ces grandes unités tactiques disposerait respectivement dans l'ordre de bataille. L'examen de la carte indique les villes, villages, hameaux et grandes fermes, compris dans ces zones longitudinales, ainsi que les chemins qui les unissent : on peut se servir de ceux-ci pour y faire passer un régiment, une brigade, une division même et diminuer d'autant la colonne principale. La circonstance la plus avantageuse pour un corps d'armée serait de pouvoir faire usage d'une route centrale pour le quartier-général du corps d'armée avec ses services et réserves, et de deux routes ou chemins latéraux pour les divisions. En tout cas, il faut que les voies, employées par les troupes sur l'un ou l'autre flanc de la masse principale, aient une direction sensiblement parallèle à celle de cette masse et qu'elles ne se croisent ni ne se confondent avec les voies sur lesquelles sont engagées des troupes n'appartenant pas au corps d'armée. Il est bien entendu que les fronts indiqués plus haut sont ceux du maximum de concentration de l'armée : tant que celle-ci est loin de l'ennemi, ces fronts sont plus considérables et l'on peut admettre, sans exagération, que celui d'un corps d'armée atteint un développement de 6 à 10 kilomètres : dès lors, les marches s'exécutent avec beaucoup plus de facilité, car les colonnes sont moins profondes.

Nous avons supposé, en outre, que l'infanterie et la cavalerie marchent par quatre, que les voitures sont sur une file et les mulets de bât deux à deux. La formation de route indiquée pour l'infanterie et la cavalerie est reconnue la meilleure : il

n'y a donc lieu de la modifier en aucune circonstance. Quant aux voitures, elles peuvent être quelquefois rangées sur deux files : les mulets de bât peuvent, de même, marcher par quatre ; mais il faut se rappeler que l'on rencontre souvent, sur les routes, des défilés qui obligent à revenir à la marche des voitures sur une file et des mulets deux à deux : il en résulte des temps d'arrêt, des doublements et dédoublements qui sont plus longs et plus incommodes que la disposition permanente des voitures sur une file et des mulets de bât sur deux. On ne peut donc, en général, arriver à la diminution de la longueur des colonnes par ce procédé. Quand chacun des accotements a 3 mètres de largeur, si l'on veut faire marcher l'infanterie seulement sur l'accotement de droite, et quand chacun a 1^m,50 de largeur, si l'on veut faire marcher l'infanterie sur les deux accotements, on peut diminuer considérablement la longueur des colonnes en prescrivant, à la cavalerie qui n'est pas à l'avant-garde ainsi qu'aux batteries d'artillerie et aux voitures faisant partie de la colonne de combat, de marcher à hauteur des troupes d'infanterie et sur la chaussée, tandis que celles-ci se meuvent sur les accotements. Lorsque l'on peut agir ainsi, *la longueur totale de la colonne de combat est réduite environ à 12,000 mètres pour la division et à 26,000 mètres pour le corps d'armée*. Il convient d'observer, en outre, que l'emploi d'une partie des troupes, hors de la colonne, pour le service des flanc-gardes, tend à diminuer encore cette longueur, mais d'une quantité qu'il est impossible de déterminer, la force des flanc-gardes variant en raison des circonstances locales.

Supposons que la longueur de colonne de combat d'un corps d'armée soit de 26,000 mètres et cherchons le temps qui lui est nécessaire pour parcourir, en une journée, une distance de 24 kilomètres : cette distance représente la moyenne des marches. La vitesse, réglée sur celle de l'infanterie, est de 97^m,50 par minute au maximum.

Dans ces conditions, la durée totale de la marche, c'est-à-dire depuis le départ des éclaireurs de l'avant-garde jusqu'à l'arrivée de la dernière subdivision de la colonne de combat à destination, est égale au temps que les éclaireurs de l'avant-garde mettent à parcourir la distance entre le point de départ et le point d'arrivée, plus le temps qui s'écoule depuis l'arrivée des éclaireurs de l'avant-garde jusqu'à l'arrivée de la

dernière subdivision de la colonne de combat à destination.

Nous avons supposé que la distance à parcourir est de 24 kilomètres ; à raison de 97^m,50 par minute, les éclaireurs de l'avant-garde la franchiront en 5 heures 30 minutes, en comptant 4 haltes de 10 minutes et une de 45 minutes. Quant au temps qui s'écoule depuis l'arrivée des éclaireurs de l'avant-garde jusqu'à celle de la dernière subdivision de la colonne de combat à destination, c'est le temps même que cette subdivision met à parcourir la distance minima de 26,000 mètres qui la sépare des éclaireurs d'avant-garde ; ce temps est de 6 heures, en comptant 4 haltes de 10 minutes et une de 45 minutes.

La durée totale du trajet, dans ces conditions qui sont les plus favorables pour un corps d'armée sur une seule route, et l'infanterie marchant avec la plus grande vitesse, est donc de 11 heures 30 minutes. Il en résulte que, si les éclaireurs de l'avant-garde de cavalerie se mettent en marche à 4 heures du matin, la dernière subdivision atteint le point d'arrivée à 3 heures 30 minutes du soir. Il est donc matériellement impossible que la longueur du parcours soit supérieure à 24 kilomètres pour un corps d'armée marchant sur une seule route.

Nous avons déjà dit que la colonne se fractionne en échelons de marche ; chacun de ceux-ci ne se rassemble qu'au moment voulu pour prendre sa place dans la colonne.

Ainsi, en admettant que tous les échelons soient à proximité du point de départ, si les éclaireurs de l'avant-garde de cavalerie partent à 4 heures du matin, l'heure de départ sera la suivante pour les autres parties de la colonne :

Avant-garde d'infanterie : 4 heures 30 minutes ;

1^{er} échelon : 5 heures 20 minutes ;

2^e échelon : 5 heures 44 minutes ;

Autres échelons : de 24 en 24 minutes ;

12^e et dernier échelon de la colonne de combat : 10 heures.

Mais jamais il n'arrive que toutes les troupes du corps d'armée soient à proximité du point de départ ; il faut donc que le chef de chacun des échelons calcule, d'après l'éloignement du point de départ, d'après l'heure du départ et d'après sa place dans la colonne, le moment où il doit rassembler sa troupe et la mettre en marche.

Avant de quitter leur camp ou cantonnement, les troupes prennent un repas chaud ou le café et les animaux reçoivent une demi-ration d'avoine.

On fait, pendant la marche, des haltes pour reposer et faire serrer, à la distance réglementaire, les troupes de chaque échelon, comme nous l'avons déjà dit au *Titre VIII*. Quant à la grand'halte, s'il est nécessaire d'en faire une, elle ne peut durer que 45 minutes. On en profite pour faire prendre un repas froid aux troupes. On doit renoncer à l'habitude de faire le café pendant la grand'halte ; on y consacre trop de temps ; on s'expose, en outre, beaucoup dans le voisinage de l'ennemi. Il faut, pour ces diverses raisons, habituer la troupe à n'allumer les feux de cuisine que quand elle est arrivée au camp ou au cantonnement et quand elle y est en toute sécurité. Rien ne nuit plus à la considération du chef, aux forces morales et physiques du soldat, que la nécessité de renverser les marmites pour prendre les armes. La prudence et le bien du service exigent donc que l'on ne s'y expose pas.

On peut aisément se rendre compte, en consultant les résultats qu'indiquent les calculs positifs détaillés plus haut à propos de la longueur des grandes colonnes, de l'étendue et de la durée possibles des marches, combien celles-ci offrent de difficultés tant à être combinées que préparées et exécutées. Remarquons, en outre, que, pour déterminer la longueur et la durée de la marche, nous avons négligé le petit et le grand train et que, de plus, tout en supposant le corps d'armée engagé sur une seule route, nous l'avons considéré en dernier lieu dans les meilleures conditions au point de vue de la circulation sur cette route et de la vitesse de marche.

Ce sont ces difficultés qui ont fait adopter quelquefois, par les Allemands, le système suivant, lorsqu'un corps d'armée, par exemple, doit marcher sur une seule route.

Le corps d'armée se fractionne en deux ou trois échelons principaux, dont chacun comprend une ou deux brigades d'infanterie, deux à quatre escadrons de cavalerie, quatre à huit batteries d'artillerie ; chaque échelon principal possède ainsi, en propre, ses éléments de combat et a une force suffisante pour soutenir la lutte pendant quelque temps.

Dans chacun de ces échelons principaux, la cavalerie est répartie entre l'avant-garde et l'arrière-garde, l'artillerie se place près de la tête de la colonne et au centre, l'infanterie couvre l'artillerie en avant et en arrière, les voitures indispen-

sables viennent ensuite sous la protection d'une arrière-garde d'infanterie que suit celle de cavalerie.

D'après l'étendue du parcours et le nombre d'échelons principaux, chacun de ceux-ci se met en marche à l'heure qui lui est indiquée, parcourt la distance qui lui a été assignée, s'arrête et se repose pendant un temps déterminé à l'avance, puis reprend le mouvement pour recommencer ou pour atteindre définitivement le point d'arrivée commun à toute la colonne.

Ainsi, en admettant que le corps d'armée forme deux échelons principaux, chacun d'une division, qu'il ait à parcourir une distance de 24 kilomètres, le premier échelon partiel du premier échelon principal commence, par exemple, son mouvement vers 5 heures 20 minutes du matin, si l'avant-garde de cavalerie est partie à 4 heures ; il s'arrête, après avoir marché pendant deux heures, si on le lui a ordonné ; il campe en dehors de la route, afin de laisser le passage libre ; la cavalerie d'avant-garde reconnaît les environs de la grand'halte, tandis que celle de l'arrière-garde se tient en contact avec l'avant-garde de l'échelon principal suivant : l'infanterie établit des grand'gardes passagères ; les batteries d'artillerie sont mises en position ; les voitures sont placées dans un endroit propice et la troupe, ainsi établie, se repose pendant le temps qui lui a été ordonné ; elle peut faire le café et même la soupe.

Le premier échelon partiel du second échelon principal doit, en tenant compte des calculs que nous avons indiqués plus haut, se mettre en marche vers 7 heures 22 minutes et le dernier vers 10 heures. Ce second échelon principal, composé comme le premier, marche pendant quatre heures, de façon à dépasser celui qui était en tête. La tête de cet échelon s'arrête donc vers 11 heures 22 minutes, et la queue vers 2 heures du soir. L'échelon principal, qui s'était reposé, se met alors en marche après avoir fait une grand'halte de près de 7 heures pour la tête et de 5 heures pour la queue ; il dépasse, à son tour, l'échelon principal qui est en avant.

La même alternative des mouvements se reproduit autant de fois qu'il est nécessaire ; cela dépend du nombre des échelons, de leur force, de leur formation de marche, de leur vitesse, des heures de départ et d'arrivée, enfin de l'étendue du parcours.

Ce mécanisme de marche a pour résultat de diminuer sen-

siblement les fatigues des troupes, d'équilibrer les dangers, puisque, si l'on est à proximité de l'ennemi, chaque fraction du corps d'armée se trouve, à son tour, à la tête de la colonne, de mettre les diverses troupes en contact plus direct, de permettre la succession des efforts en cas de combat et enfin de rendre plus énergique la lutte de l'échelon qui est en avant, car il sait qu'il ne sera pas longtemps à combattre seul et que, dans un temps déterminé, il sera renforcé et appuyé par l'échelon suivant.

Enfin, nous devons faire remarquer, à propos de l'ordre en colonne de route d'un corps d'armée, que nous avons indiqué la place du bataillon de chasseurs, de l'artillerie de corps d'armée et du second régiment de cavalerie, en supposant les conditions ordinaires de la marche ; mais cette place est essentiellement variable et, chaque jour, l'ordre de marche donné par le commandant du corps d'armée indique à quel échelon doit se mettre chacune de ces trois troupes.

CHAPITRE III

MARCHES EN AVANT.

Les *marches en avant* s'exécutent sur la ligne d'opérations ou sur les lignes de communication ; il en résulte donc qu'elles offrent des combinaisons identiques à celles-ci, c'est-à-dire qu'elles se font sur une, deux ou plusieurs routes, qu'elles peuvent être parallèles ou convergentes.

Ces marches peuvent avoir l'un des trois buts suivants :

1^o Porter en avant le front des opérations pour rapprocher les troupes de leur objectif, les directions suivies alors par les colonnes étant à peu près parallèles les unes aux autres ;

2^o Rassembler les troupes sur une position indiquée en vue d'y livrer une grande bataille ou d'y faire un siège, cette concentration se faisant à l'aide de marches convergentes destinées à réunir les troupes qui, jusque-là, étaient dispersées pour pouvoir vivre plus aisément ;

3^o Poursuivre l'ennemi en conformant les mouvements aux siens, c'est-à-dire en adoptant des directions parallèles, divergentes ou convergentes.

Telles sont les principales combinaisons auxquelles peut donner lieu cette partie de l'exécution des conceptions stratégiques.

Nous avons démontré clairement ci-dessus, à l'aide de calculs positifs, que l'on ne peut pas mouvoir plus d'un corps d'armée sur une seule route dans une même journée. Il en résulte donc qu'il faut absolument faire autant de colonnes qu'il y a de corps d'armée. Comme nous l'avons dit plus haut, l'éloignement de ces colonnes de corps d'armée peut être de 6 à 10 kilomètres loin de l'ennemi ; il doit être de 4 kilomètres environ près de l'ennemi. Mais, en outre, il convient de subdiviser chaque corps d'armée, autant qu'on le peut, de façon à multiplier les colonnes et à les rendre aussi courtes que possible. On obtient les avantages suivants :

1° Les troupes marchent avec beaucoup moins de fatigue et plus rapidement ainsi que l'expérience l'a souvent prouvé ;

2° En cas de rencontre de l'avant-garde avec l'ennemi, le déploiement de la colonne se fait avec moins d'embarras et plus de promptitude ;

3° Les dangers d'attaque sur les flancs sont moins grands et l'on peut y parer plus aisément ;

4° L'emploi d'une seule route pour un corps d'armée permet à l'ennemi de connaître la force de la troupe et les projets du général, tandis que la présence de plusieurs colonnes sur plusieurs routes le tient dans l'incertitude ;

5° Les troupes ainsi éloignées, sans être toutefois dispersées, peuvent plus facilement vivre sur le pays et y trouver les ressources nécessaires, soit pour le cantonnement, soit pour obtenir les moyens auxiliaires de transport, soit pour renforcer les attelages, soit pour faire réparer les chemins et les ponts ;

6° Les *impedimenta* sont moins nombreux et, par suite, la marche moins embarrassante.

Mais l'exagération de ce système, c'est-à-dire la multiplication des colonnes au delà de ce qui est nécessaire, engendrerait des inconvénients et des dangers tout aussi grands et redoutables. C'est ce que *Napoléon I^{er}* explique de la façon suivante : « Une armée, qui marche à la conquête d'un pays, a ses ailes appuyées à des pays neutres ou à de grands obstacles naturels, tels que des fleuves ou des chaînes de montagnes : il peut ar-

river qu'une de ses ailes soit seule appuyée ou même qu'elle les ait toutes deux à découvert. Dans le premier cas, un général en chef n'a plus qu'à veiller à n'être point percé sur son front. Dans le second, il doit s'appuyer à l'aile soutenue. Dans le troisième, il doit tenir ses corps bien appuyés sur son centre et ne jamais s'en séparer : car, si c'est une difficulté d'avoir deux flancs en l'air, cet inconvénient est double si on en a quatre, triple si on en a six, c'est-à-dire si on divise en deux ou trois corps différents. La ligne d'opérations, dans le premier cas, peut appuyer indifféremment sur la gauche ou sur la droite. Dans le second cas, elle doit appuyer à l'aile soutenue. Dans le troisième, elle doit être perpendiculaire sur le milieu du front de l'armée. Dans tous les cas, il faut avoir, tous les cinq ou six jours de marche, une place forte, ou une position retranchée, sur la ligne d'opérations, pour y réunir les magasins de bouche ou de guerre, y organiser les convois et en faire un centre de mouvements, un point de repère qui raccourcisse la ligne d'opérations de l'armée. »

Ainsi, une armée qui se composerait de cinq corps d'armée et de deux divisions de cavalerie de contact devrait être à peu près répartie de la façon suivante, si une seule de ses ailes était appuyée à un pays neutre ou à un obstacle naturel, et à plus forte raison si aucune de ses ailes n'était appuyée :

Avant-garde

Deux divisions de cavalerie.

Un corps d'armée.

<i>Aile gauche</i>	<i>Centre</i>	<i>Aile droite</i>
Un corps d'armée.	Un corps d'armée.	Un corps d'armée.

Réserve

Un corps d'armée.

Dans cette disposition, on voit que deux divisions de cavalerie et trois corps d'armées sont engagés sur la route principale, c'est-à-dire sur celle qui forme le noyau de la ligne d'opérations, et aussi sur le faisceau de routes ou chemins parallèles à celle-ci et à peu d'intervalle. Cette masse ne se meut pas ensemble de la tête à la queue. Chacune des quatre parties qui la compose a son mouvement propre et elle suit, à une journée de marche environ, celle qui la précède immédiatement :

quand l'ennemi est proche, les distances qui séparent les divers éléments de la colonne principale se resserrent, et, lorsque les troupes arrivent sur le champ de bataille, il y a au plus 8 ou 10 kilomètres entre les lignes formées par le corps d'avant-garde et celles que donne le corps de réserve.

Nous allons citer deux exemples destinés à nous montrer l'application de ces principes généraux.

Le premier nous est fourni par la campagne de 1806. Au mois de septembre, l'armée prussienne envahit la *Saxe*, s'incorpore l'armée saxonne et, semblant prendre sa base d'opérations sur l'*Elbe*, entre *Magdebourg* et *Vittemberg*, elle dirige sa ligne d'opérations vers *Mayence*, sans attendre l'arrivée des Russes. Quant à *Napoléon 1^{er}*, il avait concentré, vers les sources du *Mein*, la grande armée française dont une grande partie était déjà cantonnée entre cette rivière, le *Rhin* et le *Danube* (fig. 47).

L'aile gauche de l'armée française, formée des 5^e et 6^e corps d'armée, commandés par *Lannes* et par *Augereau*, se réunit à *Wurtzbourg* et se dirige, par *Schweinfurth*, vers *Cobourg*.

Le corps de cavalerie, commandé par *Murat*, se porte à *Cronach*, à l'avant-garde de la colonne du centre.

Cette colonne du centre est formée des 1^{re} et 3^e corps d'armée, sous les ordres de *Bernadotte* et de *Davout* : elle se porte de *Wurtzbourg* vers *Cronach*. Elle est suivie par le corps de la garde impériale que l'on a fait venir en poste depuis *Meudon* jusque sur le *Rhin*, et ce corps forme la réserve de l'armée.

L'aile droite, composée des 4^e et 6^e corps d'armée, commandés par *Soult* et par *Ney*, se porte sur *Bayreuth* en venant d'*Amburg* qui était le centre de ses cantonnements antérieurs.

Les différents corps de l'armée française, concentrés sur les positions ci-dessus indiquées pendant les derniers jours de septembre et les premiers jours d'octobre, reçoivent, le 5 octobre, l'ordre de se tenir prêts à marcher en avant.

Le 8, les têtes de colonne franchissent le *Franken-Wald*.

L'aile droite devait se diriger sur *Hof*, *Plauen* et *Géra*.

Le centre devait marcher sur *Saalebouurg*, *Schleitz* et *Géra*.

La gauche devait se porter vers *Saalfeld* et *Géra*.

Les corps d'armée, faisant partie de chaque masse, devaient se succéder à une demi-journée de marche.

Le front d'opérations, qui était de 50 kilomètres au début des hostilités, devait aller constamment en se rétrécissant : quand il fut sur la *Saal*, il n'était plus que de 35 kilomètres.

Le 9 octobre, les têtes de colonne, après une marche moyenne de 35 kilomètres, atteignaient les bords de la *Saal*.

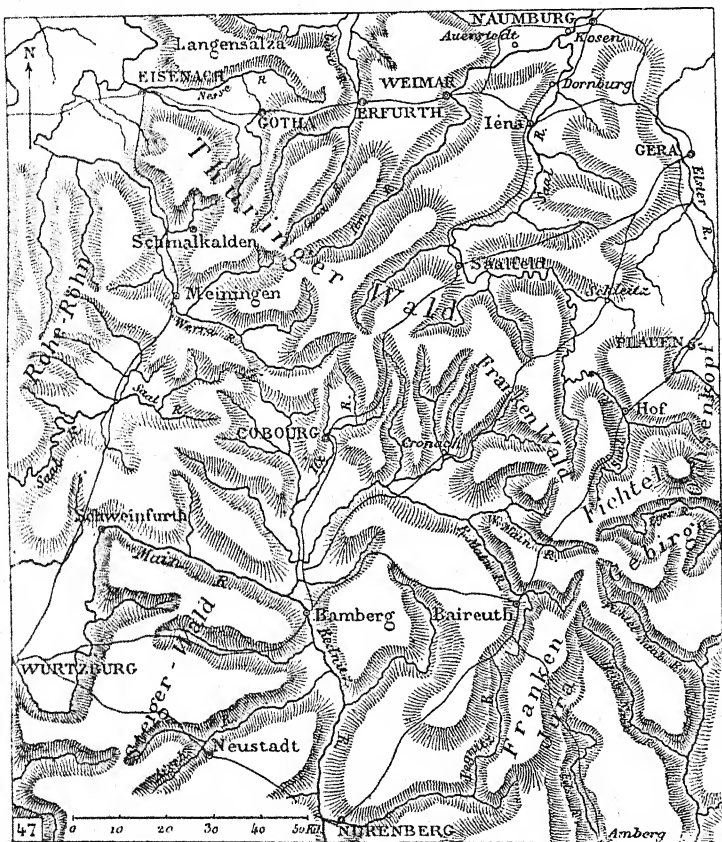


Fig. 47.

Le 5^e corps, sous *Lannes*, en tête de la colonne de gauche, battait les troupes du prince *Louis de Prusse* à *Saalfeld*. Le corps de cavalerie de *Murat*, soutenu par le 1^{er} corps que commandait *Bernadotte*, mettait également en déroute les troupes de *Tauenstein*.

Le 10, le 11, le 12 et le 13, le mouvement de l'armée française se continua de la façon suivante :

La colonne de gauche se porta de *Saalfeld* à *Iéna*, par la rive droite de la *Saal* : elle atteignit *Iéna* le 12, après une marche de 100 kilomètres en 5 jours. La colonne du centre, moins la garde, alla de *Saalsbourg* à *Naumbourg* : elle fit 130 kilomètres en 5 jours. La colonne de droite franchit 150 kilomètres en 6 jours pour se rendre de *Hof* à *Iéna* en passant par *Géra*.

Le 14, avaient lieu les deux batailles d'*Iéna* et d'*Auerstادت*.

Nous avons indiqué, dans le *Titre XIII*, comment avait été cantonnée la grande armée française, autour de *Beaumont*, au début de la campagne de 1815. Voyons maintenant quelle fut sa disposition générale de marche pour la porter vers *Charleroi* (fig. 48). L'ordre de marche suivant fut donné, pour la journée du 15 juin, par le maréchal *Soult*, qui était alors major-général.

Voici d'abord ce qui concernait la masse centrale.

La division de cavalerie légère du 3^e corps d'armée devait commencer son mouvement à 2 heures 1/2 du matin. Le général *Domont*, qui la commandait, reçut l'ordre de la diriger de *Beaumont* vers *Charleroi*, de lancer des reconnaissances, fortes chacune de 50 cavaliers au moins, tant pour fouiller le pays dans toutes les directions, que pour enlever les postes ennemis. Cette division devait être pourvue de cartouches : quant à sa batterie, elle devait rester en arrière et être placée après le 1^{er} bataillon du 3^e corps d'armée.

A la même heure, le 1^{er} corps de cavalerie, commandé par le général *Pajol*, et fort de 3000 hommes, devait monter à cheval et suivre les mouvements de la division *Domont*, momentanément placée sous les ordres de *Pajol*. Le 1^{er} corps de cavalerie ne devait fournir aucun détachement.

A 3 heures, le 3^e corps d'armée commandé par *Vandamme*, tête de colonne de la masse centrale, devait se mettre en marche, vers *Charleroi*, derrière le 1^{er} corps de cavalerie. Chacune des divisions du 3^e corps d'armée devait avoir avec elle ses batteries et son ambulance. La force totale du 3^e corps était de 19,000 hommes.

A 4 heures, le 6^e corps d'armée, commandé par *Mouton*, devait se mettre en marche, vers *Charleroi*, derrière le

3^e corps d'armée, en observant les dispositions indiquées ci-dessus pour celui-ci. Sa force totale était de 10,000 hommes.

A 5 heures, la jeune garde devait se mettre en marche derrière le 6^e corps ; à 5 heures 1/2, les chasseurs à pied de la garde devaient partir à leur tour, puis les grenadiers à pied de la garde à 6 heures et la cavalerie de la garde à 8 heures. Le corps de la garde impériale, fort de 21,000 hommes, se trouvait ainsi engagé en une seule colonne, sur la route de *Beaumont* à *Charleroi*, et avec les mêmes dispositions de marche que celles des 3^e et 6^e corps d'armée qui le précédaient sur cette route.

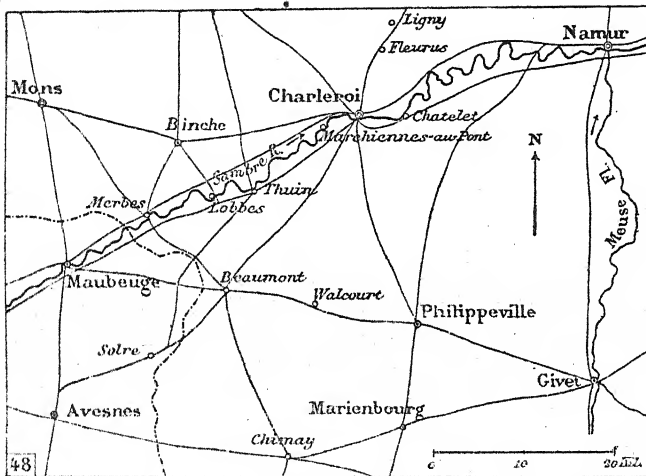


Fig. 48.

A 6 heures 1/2, le maréchal *Grouchy*, commandant en chef des quatre corps de cavalerie, devait faire partir celui, parmi les trois corps restant à sa disposition, qui se trouvait bivouqué le plus près de la route ; un autre devait partir à 7 heures 1/2, enfin le dernier à 8 heures 1/2. Cette masse de cavalerie, forte de 10,700 hommes, devait employer les chemins latéraux à la route principale suivie par l'infanterie, afin d'éviter l'encombrement et pour que la cavalerie eût un meilleur ordre de marche.

Tel était l'ensemble de la colonne centrale dans son mouvement sur la route entre *Beaumont* et *Charleroi*.

Étudions maintenant ce qui concerne la colonne de gauche.

Le 2^e corps d'armée, fort de 24,000 hommes, sous les ordres de *Reille*, devait prendre la tête de la colonne de gauche et partir, à 3 heures du matin, de *Solre*, au sud-ouest de *Beaumont*, à mi-chemin entre cette ville et *Avesnes*, pour se diriger vers *Marchiennes-au-Pont*, et marcher de manière à atteindre ce village vers 9 heures du matin. Le général *Reille* avait l'ordre de faire garder les ponts de la *Sambre* afin de n'y laisser passer personne : il devait chercher à occuper les ponts avant l'ennemi, afin qu'ils ne fussent pas détruits : il lui fallait veiller particulièrement à celui de *Marchiennes*, par lequel il serait probablement obligé de faire passer son corps d'armée et qu'il devait faire rapidement réparer, au cas où l'ennemi l'aurait endommagé. A *Thuin* et à *Marchiennes*, ainsi que dans tous les villages sur le parcours de la colonne, *Reille* devait faire interroger les habitants, afin d'avoir des renseignements sur les positions et les forces des armées ennemies : il devait faire prendre les lettres dans les bureaux de poste, les dépouiller, et informer l'empereur de tous les faits intéressants. Quant aux postes que le 2^e corps devait laisser en arrière, c'est le 1^{er} corps d'armée qui était chargé de les relever.

Le 1^{er} corps d'armée, fort de 20,000 hommes, commandé par *Drouet d'Erlon*, devait se mettre en marche vers 3 heures, en suivant le mouvement du 2^e corps d'armée dont il devait gagner le flanc gauche le plus tôt possible, pour le soutenir et l'appuyer au besoin. Il devait, en outre, employer une brigade de cavalerie à assurer ses communications avec *Maubeuge* et à couvrir son propre flanc gauche : de plus, des reconnaissances de cavalerie devaient être poussées vers *Mons*, mais sans franchir la frontière, sans se compromettre, et simplement de manière à avoir, sur l'ennemi, des renseignements dont *Napoléon I^{er}* devait être informé tout de suite. L'une des deux divisions du 2^e corps d'armée devait s'arrêter à *Thuin*, réparer immédiatement le pont de cette ville, s'il était détruit, et y faire tracer et exécuter aussitôt une tête de pont sur la rive gauche.

Telle était la colonne de gauche, dans laquelle les 2^e et 1^{er} corps d'armée avaient reçu l'ordre d'adopter les dispositions de marche prescrites pour les 3^e et 6^e corps d'armée.

Quant à la colonne de droite, elle était formée par le

4^e corps d'armée fort de 16,000 hommes et que commandait *Gérard*. Celui-ci avait reçu l'ordre de prendre position, au nord de *Philippeville*, dans la journée du 14. Le 15, à 3 heures du matin, il devait mettre sa troupe en marche de façon à se tenir à hauteur du 3^e corps d'armée, avec lequel il devait communiquer, et afin d'arriver à peu près en même temps que celui-ci devant *Charleroi* : il devait faire flanquer sa colonne sur la droite et faire surveiller tous les débouchés venant de *Namur*. La 14^e division de cavalerie, arrivée le 14 à *Philippeville*, devait suivre le mouvement du 4^e corps d'armée jusqu'à *Charleroi* où elle devait rejoindre le 4^e corps de cavalerie dont elle faisait partie. La disposition de marche du 4^e corps d'armée était semblable aux autres.

Les commandants des 2^e, 3^e et 4^e corps d'armée, et celui du 1^{er} corps de cavalerie, devaient se tenir en communication par des flanqueurs et régler leur marche de manière à arriver ensemble devant *Charleroi*. Ils devaient mettre, autant que possible, à l'avant-garde, des officiers parlant la langue allemande pour interroger les habitants et en obtenir des renseignements, mais ces officiers devaient s'annoncer comme des chefs de partis, sans dire que l'armée était en arrière.

Les commandants des 2^e, 3^e et 4^e corps devaient faire marcher, après le régiment d'infanterie placé en tête de chaque colonne, tous les sapeurs de leur corps d'armée munis des moyens nécessaires pour la réparation des ponts : ils devaient, en outre, donner l'ordre, aux officiers du génie, de réparer les mauvais passages, d'ouvrir des communications latérales et de placer des ponts sur les courants d'eau que l'infanterie ne pouvait traverser sans se mouiller.

Les troupes de la marine, les sapeurs de la garde et les sapeurs de la réserve devaient marcher après le régiment d'infanterie placé en tête de la colonne du 3^e corps d'armée : ils ne devaient emmener avec eux que 2 ou 3 voitures, le reste du parc du génie suivant la queue de la colonne du même corps d'armée. Au cas de rencontre avec l'ennemi, ces troupes ne devaient pas être engagées, mais employées aux travaux de passage des rivières, à la construction des têtes de pont, à la réparation des chemins et à l'ouverture des communications latérales.

L'équipage de ponts était partagé en 2 sections. La pre-

mière section se fractionnait en 3 subdivisions, chacune ayant 5 pontons et 5 bateaux d'avant-garde et étant suffisante pour jeter un pont sur la *Sambre* : à chaque subdivision était attachée une compagnie de pontonniers. Cette première section devait marcher à la queue de la colonne du 3^e corps d'armée, après le parc du génie.

Les équipages de l'empereur et du grand quartier-général devaient se mettre en marche à 10 heures du matin. Venaient ensuite, sur la route de *Beaumont* à *Charleroi*, les équipages des 3^e et 6^e corps d'armée, de la garde impériale et des corps de cavalerie, à la tête desquels étaient les ambulances : puis on trouvait le parc de réserve d'artillerie, la seconde section de l'équipage de ponts avec la 4^e compagnie de pontonniers. L'intendant général devait faire réunir, à cette colonne d'équipages, tout le convoi des services administratifs.

Le vaguemestre général était chargé du commandement de la colonne des équipages appartenant au grand quartier-général, à la garde impériale, aux corps de cavalerie, aux 3^e et 6^e corps d'armée et à l'administration : il était chargé de les répartir en divisions et de désigner un officier qui fût chargé du commandement de chacune d'elles : il devait ordonner, aux voitures en retard, de se placer à la queue du convoi et défendre aux voitures de changer leur place dans le convoi sans sa permission.

Les équipages de la colonne de gauche devaient être réunis, organisés, fractionnés et mis en mouvement, d'après les principes ci-dessus énoncés pour ceux de la colonne centrale. Le plus ancien vaguemestre des 1^{er} et 2^e corps d'armée en avait le commandement.

Le 4^e corps d'armée, formant la colonne de droite, avait reçu l'ordre de laisser tous ses *impedimenta* à *Philippeville*, afin d'acquérir une légèreté destinée à lui permettre de manœuvrer.

Les convois devaient se maintenir à 12 kilomètres au moins en arrière de la queue des colonnes : ils ne devaient s'en approcher que sur l'ordre du major-général et ne traverser la *Sambre* que s'il l'ordonnait.

Toutes les voitures d'équipages qui se trouvaient dans les colonnes de troupes devaient être brûlées, ainsi que les voitures de la colonne d'équipages qui quittaient leur rang et in-

tervertissaient la marche sans l'autorisation expresse du vaguesmestre général. A cet effet, 50 gendarmes avaient été mis à la disposition de celui-ci : il était responsable, ainsi que les officiers de gendarmerie et les gendarmes, de l'exécution de ces ordres dont l'importance était si grande que le succès de la campagne était considéré, par le maréchal *Soult*, comme pouvant en dépendre.

Napoléon 1^{er} avait fait informer tous les commandants de corps d'armée qu'il se tiendrait, pendant la marche, à l'avant-garde, sur la route de *Charleroi* : il les avait, en outre, prévenus que son intention était d'atteindre la *Sambre* avant midi et de porter toute l'armée sur la rive gauche : il leur avait enfin fait recommander de lui envoyer de fréquents rapports sur leurs mouvements et sur les renseignements qu'ils auraient recueillis.

CHAPITRE IV

MARCHES EN RETRAITE.

D'après *Napoléon 1^{er}* : « *Quelle que soit l'habileté des manœuvres dans une retraite, elle affaiblira toujours le moral de l'armée, puisque, en perdant les chances de succès, on les remet entre les mains de l'ennemi. Les retraites, d'ailleurs, coûtent beaucoup plus d'hommes et de matériel que les affaires les plus sanglantes, avec cette différence que, dans une bataille, l'ennemi perd à peu près autant que vous, tandis que, dans une retraite, vous perdrez sans qu'il perde... Dans une retraite, outre l'honneur des armes, on perd plus de monde que dans deux batailles.* »

Évidemment, en faisant ressortir, d'une manière aussi caractéristique, les inconvénients et les dangers des retraites, *Napoléon 1^{er}* n'avait d'autre intention que de conseiller d'y avoir rarement recours : il ne prétendait, certes, pas en bannir l'usage d'une façon absolue, car il les employa lui-même et dans des circonstances très-critiques.

Les retraites sont, au reste, de deux sortes, volontaires ou forcées.

On a recours à la *retraite volontaire*, que l'on désigne quelquefois sous le nom de *marche rétrograde*, dans les conditions suivantes :

1° Lorsque l'on veut donner le change à l'ennemi, l'enhardir dans un faux mouvement et l'attirer sur une position reconnue à l'avance. C'est ce que fit *Napoléon I^{er}* en *Moravie*, dans la campagne de 1805, quand il simula une retraite pour attirer l'armée austro-russe sur le champ de bataille d'*Austerlitz* ;

2° Lorsque l'on veut éviter une rencontre avec l'adversaire, si l'on suppose que celui-ci a une trop grande supériorité numérique ou occupe une position trop forte. Ainsi, dans la campagne de 1796, *Bonaparte*, convaincu qu'il ne pouvait attaquer les troupes d'*Alvinzi* dans leur position de *Caldiero*, simula une retraite, de *Vérone* vers *Mantoue*, et se porta, en réalité, vers *Arcole*. De même, dans la campagne de 1805, *Kutusoff*, ayant été informé à *Braunau* que l'armée de *Mack* venait de capituler à *Ulm*, se retira dans la direction d'*Olmütz* pour y rejoindre les réserves de l'armée russe ;

3° Lorsque l'on veut adopter un autre système d'opérations. C'est ce que fit *Napoléon I^{er}*, en 1814, quand, ayant acquis la conviction qu'il ne pouvait résister aux forces réunies des armées coalisées, il se retira sur *Saint-Dizier* dans le but de porter la guerre sur les derrières des armées envahissantes.

Le caractère des retraites volontaires est donc de se faire hors de la portée de l'ennemi.

Les *retraites forcées* s'exécutent dans les conditions suivantes :

1° Si l'armée est coupée de sa base d'opérations à la suite d'un mouvement tournant qu'a exécuté l'adversaire, et si elle veut reprendre sa ligne d'opérations ;

2° Si l'armée a été défaite dans une bataille au point de ne plus pouvoir se tenir en position à proximité de l'ennemi.

Le caractère des retraites forcées est donc de se faire à proximité de l'ennemi. Elles sont, en conséquence, d'une exécution plus difficile que les retraites volontaires et c'est pour ce motif que *Napoléon I^{er}* conseille d'y avoir rarement recours.

Dans une retraite, comme dans une marche en avant, et pour les mêmes raisons, il faut former un grand nombre de colonnes, si c'est possible, mais en observant qu'aucune d'elles n'ait ses flancs exposés.

Il faut qu'une troupe battant en retraite ait un peu d'avance sur la troupe ennemie qui la poursuit, de façon à pouvoir dormir et manger. Lorsque le chef se décide à reculer, il ne

doit donc pas le faire au dernier moment, et l'une des plus grandes difficultés est précisément de retirer la troupe sans que l'ennemi s'aperçoive immédiatement de ce mouvement. En agissant ainsi, on n'a pas constamment l'adversaire trop près de soi et on évite le danger moral et matériel inhérent à toute bataille engagée quand une partie des troupes tourne le dos à l'ennemi. Quand celui-ci devient trop pressant, le commandant de la troupe qui bat en retraite doit choisir une bonne position, s'y arrêter et y accepter le combat, comme le fit *Moreau* à *Biberach*, lorsqu'il fut forcé de se retirer, en 1796, depuis *Augsbourg* jusque sur le *Rhin*.

Les marches en retraite peuvent s'effectuer sur des directions parallèles, convergentes ou divergentes.

L'emploi des *directions parallèles* dans une retraite permet le fractionnement des colonnes, l'accélération du mouvement, et laisse l'ennemi dans l'incertitude sur la direction de la masse principale.

L'emploi des *directions convergentes* a généralement pour objet de faire quitter une position trop étendue et de porter l'armée sur une position resserrée.

L'emploi des *directions divergentes* destiné à tromper l'ennemi a l'inconvénient de lui permettre de battre séparément les colonnes isolées.

Quelle que soit la méthode adoptée, il est indispensable que les troupes s'échelonnent, sur chaque route suivie, dans des positions latérales bien choisies, de façon à protéger les flancs, le convoi et la queue de la colonne. Cette alternative indispensable de mouvements est une des plus grandes difficultés de la retraite à proximité de l'ennemi, si celui-ci agit rapidement.

L'idée d'une retraite forcée implique celle de la *poursuite* par l'adversaire, en raison de ce principe qu'il faut profiter des succès obtenus sur le champ de bataille. La poursuite est une marche en avant pendant laquelle la lutte se continue. Elle peut se faire, soit directement contre l'arrière-garde des colonnes, soit latéralement contre leurs flancs. En tout cas, elle doit être menée aussi rapidement que possible pour tirer parti de la mauvaise situation physique et morale dans laquelle se trouve forcément la troupe qui bat en retraite.

Noas allons étudier deux exemples de retraite et de poursuite exécutées dans des conditions et sur des terrains très-différents.

Nous prenons le premier exemple dans la campagne de 1806. Après avoir été défaites à *Iéna* et *Auerstaedt*, le 14 octobre, les troupes prussiennes se retirèrent dans deux directions excentriques provenant beaucoup plutôt des circonstances que d'une combinaison préalable.

La première des deux directions, prise par une partie de l'armée prussienne, semblait devoir la conduire vers *Magdebourg*, *Berlin* et *Stettin* (fig. 49).

Le lendemain de la bataille, *Napoléon I^{er}* ignorait encore qu'il en fût ainsi. Il attendit que *Weymar* et *Erfurth* eussent capitulé, ce qui eut lieu le même jour. *Erfurth* se rendit sans combat et sans conditions : l'armée française y prit 10,000 hommes avec 100 canons. L'empereur y organisa aussitôt sa première base éventuelle d'opérations : puis, ayant été informé qu'une partie de l'armée prussienne se retirait vers *Sondershausen*, et supposant, avec juste raison, que l'autre se portait vers *Magdebourg*, il prescrivit les dispositions suivantes dont l'exécution commença le 16.

Le 4^e et le 6^e corps d'armée, commandés par *Soult* et par *Ney*, qui avaient formé jusque-là la colonne de droite, et qui avaient en partie combattu à *Iéna*, furent portés à la gauche. Cette colonne, précédée par une partie de la cavalerie aux ordres de *Murat*, venant également d'*Iéna*, se dirigea vers *Sommerda* et *Sondershausen*, avec *Magdebourg* pour objectif, à la poursuite des débris de l'armée de *Brunswick* battue à *Auerstaedt* et que commandaient alors *Kalkreuth* et *Blucher*. Celui-ci prit même une direction plus excentrique et il dirigea, vers *Sundau*, un corps de cavalerie et le parc d'artillerie, en passant par *Osterode* et *Brunswick*.

Le 3^e, le 5^e et le 7^e corps d'armée, commandés par *Davout*, qui avait remporté la victoire d'*Auerstaedt*, par *Lannes* et par *Augereau*, qui avaient puissamment contribué à celle d'*Iéna*, formèrent la colonne de droite et se dirigèrent sur l'*Elbe*, en prenant *Berlin* pour objectif. Les cuirassiers du corps de cavalerie et la garde impériale prirent la même direction.

Davout passa par *Leipzig* et atteignit l'*Elbe*, le 20, à *Wittenberg* dont il s'empara, sans que cette place se défendit.

Lannes et *Augereau* se dirigèrent sur *Mersebourg* et *Dessau*.

Voilà quelles étaient les deux masses principales formées par l'armée française. L'une, celle de gauche, était destinée à

poursuivre directement l'armée de *Brunswick* : la seconde, celle de droite, avait pour objet, tout en se tenant sur le flanc droit de l'armée de *Hohentlohe* qui se portait vers *Magdebourg*,

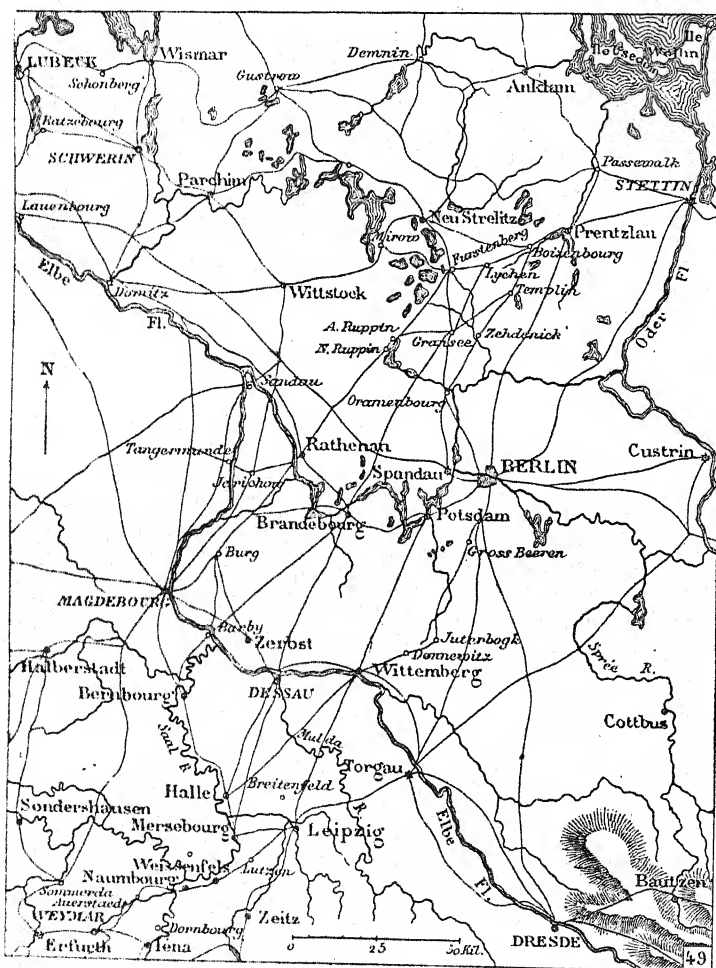


Fig. 49.

de gagner, aussi rapidement que possible, *Berlin*, puis *Pöter*, dans le but de faire face aux Russes qui se rassemblaient alors sur la *Vistule*.

Pour relier ces deux colonnes, *Napoléon I^{er}* en forma une autre qu'il plaça au centre : celle-ci comprenait le 1^{er} corps d'armée, aux ordres de *Bernadotte*, lequel n'avait pas combattu le 14, et la cavalerie légère du corps commandé par *Murat*.

Cette colonne centrale fut dirigée d'*Apolda*, entre *Weymar* et *Auerstaedt*, vers *Halle* : elle s'empara du pont de cette ville le 17, malgré la résistance de la réserve du prince de *Wurtemberg* qui, ignorant les deux batailles du 14, attendait en position les ordres du général en chef. Cette réserve, après avoir été repoussée, battit en retraite vers *Magdebourg*.

Pendant ce temps, la masse de droite continuait son mouvement vers *Berlin* et *Davout* entraît, le 25, dans la capitale de la *Prusse*, sans éprouver la moindre résistance. Il avait parcouru environ 200 kilomètres en 10 jours. Il y fut suivi par le 7^e corps, par les cuirassiers du corps de cavalerie et par la garde impériale. *Napoléon I^{er}* y porta son grand quartier-général.

Lannes s'était porté, avec le 5^e corps, devant *Spandau* qui capitula à la première sommation avec 1200 hommes de garnison et 80 canons.

Les troupes prussiennes étaient néanmoins parvenues à atteindre *Magdebourg*. Le prince de *Hohenlohe* en fut nommé généralissime. Il avait habilement conduit la retraite jusque-là, tandis que, pour sauver le roi entre *Sommerda* et *Sondershausen*, *Blucher* avait eu recours à un subterfuge qui avait trompé le général *Klein*, commandant une division de dragons français : celui-ci avait cru à un armistice, au moment où il allait faire prisonnier le roi de *Prusse*, et il en fut vivement blâmé par un ordre du jour de *Napoléon I^{er}*.

Hohenlohe disposait, sous *Magdebourg*, de 45,000 hommes environ, répartis en 5 brigades de fusiliers, 41 bataillons et 153 escadrons. Il mit son armée en marche, le 21, avec l'intention de gagner *Stettin*.

Voici les dispositions de marche qu'il adopta :

L'avant-garde contenait environ 2,000 cavaliers. Le gros des troupes formait deux colonnes : celle de droite contenait environ 14,000 hommes d'infanterie et celle de gauche comprenait à peu près 11,000 cavaliers. Le flanc droit et le flanc gauche étaient gardés chacun par 12 escadrons de hussards, ceux de gauche aux ordres de *Bila*, ceux de droite aux ordres

de *Schimmelpfenning*. L'arrière-garde, commandée par *Blucher*, était forte de 8,000 fantassins et 3,000 cavaliers.

La direction était par *Burg*, *Rathenau*, *Rupin* et *Prentzlau*, pour la colonne de droite, c'est-à-dire le chemin le plus court pour l'infanterie, et par *Jerichow*, *Wittstock* et *Passwalk* pour la colonne de gauche composée de cavalerie.

Le 26, *Bernadotte* était arrivé à *Brandebourg* avec le 1^{er} corps en passant par *Barby* : il apprit que le prince de *Hohenlohe* avait quitté *Magdebourg* et, après en avoir informé *Napoléon 1^{er}*, il se porta sur *Gransée* ; mais *Hohenlohe*, qui avait atteint ce point, se rejeta sur *Furstemberg* et *Lychen*, pour gagner indirectement *Boitzembourg* et *Prentzlau*.

En même temps, le 5^e corps se portait de *Spandau* vers *Oranienbourg* et *Zehdenick* : il était précédé par la division de cavalerie légère *Lasalle* et par les divisions de dragons *Grouchy* et *Beaumont*, dont *Murat* avait pris le commandement. Les flanqueurs de droite, commandés par *Schimmelpfenning*, capitulaient à *Zehdenick*, et *Murat*, suivi par *Lannes*, atteignait *Templin*.

Dans la nuit du 27 au 28, après une marche de 180 kilomètres environ en 7 jours, *Hohenlohe* entra à *Prentzlau* : il y fut attaqué, le 28, par la cavalerie de *Murat* et il y capitula avec 17 bataillons, 19 escadrons et 18 canons.

Le 29, les escadrons de la colonne de gauche capitulent à *Passwalk*, toujours poursuivis par la cavalerie de *Murat* : le même jour, *Grouchy* s'empare d'*Anklam* et *Lasalle* prend *Stettin* qui capitule, à la première sommation, avec 4,000 hommes et 500 canons.

Blucher était arrivé, le 28, à *Boitzembourg* : ayant appris la capitulation de *Hohenlohe*, il se retira sur *New-Strelitz*, avec l'intention d'attirer à sa poursuite la plus grande partie des forces françaises et d'atteindre un port pour y embarquer ses troupes, si la résistance devenait impossible. Arrivé à *New-Strelitz*, *Blucher* y fit sa jonction avec les troupes du duc de *Weymar* : celles-ci se trouvaient dans la forêt de *Thuringe* au commencement de la campagne : après s'être approchées d'*Erfurth* le 13, elles avaient appris le désastre de l'armée prussienne : elles s'étaient retirées à la hâte vers *Osterode* et *Brunswick* et elles avaient passé l'*Elbe*, le 27, à *Sandau*, poursuivies par *Soult* qui avait laissé *Ney* seul auprès de *Magdebourg*. Le duc

de *Weymar* remit alors son commandement au général *Winning*. *Blucher* disposait ainsi de 21,000 hommes.

La poursuite des derniers débris de l'armée prussienne fut faite, dès lors, de concert entre *Murat*, *Bernadotte* et *Soult*.

A la droite, *Murat*, après avoir traversé *Anklam*, *Demnin* et *Custrów*, dirigea ses troupes vers *Wismar*, *Schænberg* et *Lubeck*: le 6, il était en présence de cette ville.

Au centre, *Bernadotte* s'était porté vers *Furstemberg*, suivant directement *Blucher*.

Quant à *Soult*, il marchait de *Sundau* vers *Wittstock*, sur la rive droite de l'*Elbe*. La position, ainsi occupée par le 4^e corps d'armée, obligea *Blucher* à renoncer à son projet primitif de retraite vers *Lauenbourg*.

Le général prussien quitta *New-Strelitz* le 29 octobre et atteignit *Schwerin* le 3 novembre: le 5, il était à *Lubeck*.

L'armée française, malgré la poursuite immédiate faite par *Bernadotte*, ne connaissait pas exactement la direction prise par *Blucher*: de plus, des corps détachés pouvaient s'échapper en profitant des nombreuses coupures que les lacs et les marais répandent à la surface du territoire du *Mecklembourg*: en outre, il était nécessaire de relier les trois colonnes principales. C'est dans ce but que *Napoléon 1^{er}* organisa un corps de flanqueurs de 8 escadrons dont il donna le commandement à *Savary*. Ce corps de cavalerie extrêmement mobile parcourut tous les chemins latéraux et il fit même capituler une troupe prussienne à *Wismar*.

Bernadotte, en suivant les traces de *Blucher*, et *Soult*, en remontant le cours de l'*Elbe* sur la rive droite, arrivèrent, le 6, devant *Lubeck*. Le général prussien, informé qu'un corps danois occupait la frontière du *Holstein* pour faire respecter la neutralité du *Danemark*, se décida à accepter la bataille dans cette ville. Il fut obligé de l'évacuer, et, le 7, il capitula à *Ratkau*.

Le 8, *Magdebourg* se rendait à *Ney*, sans avoir subi de siège, avec 24,000 hommes de garnison et 600 canons.

Quant aux corps de l'armée française qui n'avaient pas pris part à la poursuite de *Blucher*, ils s'étaient portés sur la ligne de l'*Oder* et la ville de *Custrin* avait capitulé, à la première sommation, avec 1,000 hommes de garnison et 100 canons.

Prenons un second exemple de retraite dans la campagne de 1870-1871 en *France*.

Après l'occupation d'Orléans par l'armée allemande, l'armée française, dite *de la Loire*, se trouva partagée en deux parties : l'une, qui devint plus tard l'*armée de l'Est*, et qui comprenait les 15^e, 18^e et 20^e corps d'armée, se dirigea vers *Bourges* : l'autre, qui devint la *deuxième armée de la Loire*, et qui comprenait les 16^e, 17^e et 21^e corps d'armée, resta sur la rive droite du fleuve. Dans cette situation, la première armée couvrait nos magasins de *Bourges*, tandis que la seconde couvrait *Tours*, siège du gouvernement (fig. 50).

C'est la retraite de la seconde armée que nous allons étudier. Celle-ci, commandée par le général *Chanzy*, comprenait le 16^e corps d'armée, général *Jauréguiberry*, le 17^e, général *de Colomb*, et le 21^e, général *Jaurès* : chaque corps d'armée avait 3 divisions d'infanterie et des troupes de cavalerie : le 21^e corps, seul, avait 4 divisions. Il y avait, en outre, quelques troupes non endivisionnées.

Quant à la première armée de la *Loire*, placée sous les ordres du général *Bourbaki*, elle comprenait le 15^e corps d'armée, général *des Paillières*, le 18^e, général *Billot*, et le 20^e, général *Crouzat*.

Les forces allemandes entrées à *Orléans*, ou établies dans les environs, étaient commandées par le prince *Frédéric-Charles*. Elles comprenaient le 3^e corps d'armée, *Alvensleben*, le 9^e, *Manstein*, le 10^e, *Voigts-Retz*, le 13^e, *grand-duc de Mecklenbourg*, et le 1^{er} corps bavarois, *Thann* : chacun de ces corps d'armée avait 2 divisions d'infanterie. Cette partie de l'armée allemande contenait, en outre, 4 divisions de cavalerie, la 1^{re}, *Hartman*, la 2^e, *Stolberg*, la 4^e, *prince Albert*, la 5^e, *Rheinbalden* : la 1^{re} division de cavalerie n'avait que 2 brigades : chacune des autres divisions était à 3 brigades.

Le 5 décembre, le général *Chanzy* avait retiré ses troupes vers *Beaugency* et vers *Marchenoir* et il recevait l'ordre d'y prendre le commandement supérieur des 16^e, 17^e et 21^e corps d'armée : il établit sa droite à *Beaugency*, sa gauche à *Lorges*, et tout en réorganisant ses troupes, il prit la résolution d'attendre dans cette position dont le flanc droit était appuyé à la *Loire*, tandis que son flanc gauche était couvert par la forêt de *Marchenoir*.

A cette date, le général en chef allemand croyait que toute l'armée de la *Loire* avait passé sur la rive gauche du fleuve et

qu'il aurait facilement raison des débris des troupes battues à Orléans. Il devait bientôt s'apercevoir de son erreur et acquérir la conviction que l'on ne triomphait pas aussi aisément de la résistance de ceux dont les ancêtres avaient si vigoureusement poursuivi les siens soixante-quatre ans auparavant. En raison de

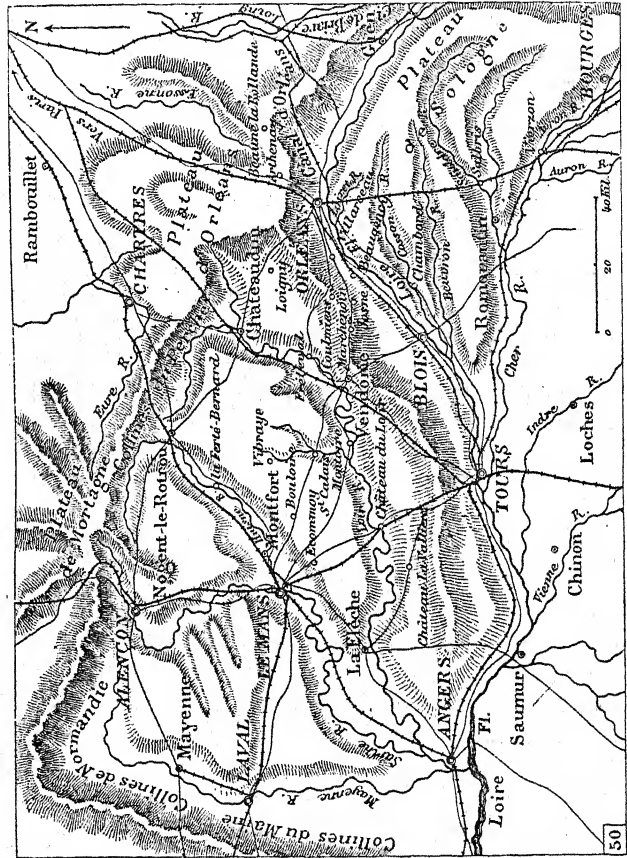


Fig. 50.

l'opinion admise à l'état-major allemand, sur l'impossibilité de combattre encore dans laquelle devait se trouver l'armée de la Loire, le prince Frédéric-Charles ne prit, en quelque sorte, que des mesures de précaution. Le 3^e corps allemand dut se porter, avec la 5^e division de cavalerie, vers Gien, en remontant les deux rives du fleuve: le 9^e corps reçut, en partie, l'ordre

de marcher, par *Chambord*, sur *Blois*, en suivant la rive gauche de la *Loire*, flanqué sur sa gauche par la 1^{re} division de cavalerie qui le reliait avec le 3^e corps, et qui se dirigeait, vers *Bourges*, par *Salbris*: le 10^e corps dut rester à Orléans: le 13^e corps, le 1^{er} corps bavarois, les 2^e et 4^e divisions de cavalerie, commandés par le *grand-duc de Mecklembourg*, eurent pour mission de descendre la rive droite de la *Loire*, en prenant *Tours* pour objectif et en suivant parallèlement les mouvements du 9^e corps.

Le *grand-duc de Mecklembourg* devait donc avoir à lutter contre la deuxième armée de la *Loire* établie sur sa première ligne de défense, longue de 11 kilomètres, qui s'étendait entre le fleuve et la forêt de *Marchenoir*, et dont le centre était à *Josnes*.

Le 7 décembre commença la série des combats qui se poursuivirent jusqu'au 11, et dont l'ensemble forme la bataille de *Josnes* ou de *Villardeau*: le général *Chanzy* se décidait à résister énergiquement, malgré le peu de temps dont il avait pu disposer pour réparer le désordre que l'évacuation d'*Orléans* et la retraite avaient occasionné dans ses troupes à peine organisées. Le caractère de la lutte, qui se renouvelait si inopinément et avec une telle intensité, fit comprendre au *grand-duc de Mecklembourg* que ses divisions de cavalerie n'étaient pas suffisantes pour mener la poursuite et qu'il lui fallait concentrer, puis porter en avant, ses divisions d'infanterie dont le dispersement pouvait devenir dangereux.

Le 8 décembre, la lutte continua et la deuxième armée de la *Loire* conserva ses positions: malheureusement un ordre venu du gouvernement nous faisait abandonner *Beaugency*: la droite de la ligne de défense était découverte: les avantages de la journée étaient perdus en partie, puisqu'il fallait reculer l'aile droite.

La bataille continua sur le même terrain le 9 et le 10; mais, dans cette journée, le 10^e corps allemand entra en ligne. La ténacité, avec laquelle la deuxième armée de la *Loire* avait combattu le 7 et le 8, avait attiré l'attention du grand quartier-général allemand: de *Versailles*, avait été expédié, au prince *Frédéric-Charles*, l'ordre de mener lui-même la poursuite contre la deuxième armée de la *Loire*. En conséquence, il avait rappelé le 3^e corps, de *Gien* à *Orléans*, il avait lancé tout le 9^e

vers *Blois* et envoyé le 10^e au secours du *grand-duc de Meclembourg*.

Le 10, notre grand quartier-général était encore à *Josnes* : mais des partisans, envoyés à *Chambord*, y avaient été surpris le 9, et en avaient été repoussés par la division hessoise du 9^e corps allemand, que commandait le prince *Louis de Hesse*, et cette division se montrait devant *Blois*, sur la rive gauche de la *Loire*, le 10. La ville de *Blois* fut sommée de se rendre ; elle fut même bombardée : mais le pont sur le fleuve était détruit, et le prince *Louis de Hesse* descendit vers *Amboise* pour chercher un point de passage. Cette marche aventureuse ne pouvait offrir aucun danger, les troupes de la première armée de la *Loire* se trouvant alors dans l'impossibilité de prendre part aux opérations.

L'aile droite de l'armée du général *Chanzy* était donc menacée : des ordres furent donnés pour qu'elle quittât sa première ligne de défense et pour qu'elle vînt en prendre, sur le *Loir*, une nouvelle dont le centre fut *Vendôme*.

Le 11, le mouvement de retraite s'effectua en pivotant sur la gauche dont le point d'appui était vers *Fréteval* : l'attitude et les démonstrations de la deuxième armée de la *Loire* avaient complètement trompé les Allemands, en sorte que, le 12 seulement, ils connurent la direction prise par nos troupes. Celles-ci avaient pu, grâce à l'habileté et à l'énergie du général *Chanzy*, se retirer sans combat, à travers un pays plat, par un temps affreux, et gagner de bonnes positions défensives où il leur était permis de tenir tête aux troupes de l'invasion, tout en ne s'éloignant pas de la ligne d'opérations vers *Paris*.

Le 12, le prince *Frédéric-Charles* quitte *Orléans* pour mener plus activement la poursuite de l'armée de la *Loire* qui continue sa retraite. Le même jour, la division française qui occupait *Blois* quittait cette ville et se dirigeait vers notre extrême droite, par *Saint Amand*.

Le 13, le mouvement en arrière était achevé et notre aile gauche livrait, à *Morée*, un combat dont l'issue fut heureuse.

Le 14, il y eut un nouveau succès de notre aile gauche à *Fréteval* : mais, ce même jour, le prince *Frédéric-Charles* atteignait la rive gauche du *Loir*. Il avait reçu l'ordre de jeter toutes ses forces contre la deuxième armée de la *Loire*, les troupes qui étaient à *Bourges* ne devant pas momentanément

l'inquiéter : en outre, des renforts lui avaient été envoyés de *Versailles* et une colonne nouvelle avait été dirigée vers *Chartres* et *Le Mans* pour flanquer son extrême droite.

Le 13, nos troupes furent attaquées sur tout leur front et l'on a donné le nom de bataille de *Vendôme* à cette série de combats : notre gauche eut surtout à supporter l'effort principal, l'intention évidente des Allemands étant de s'opposer à toute tentative faite vers la capitale. Nous gardâmes presque toutes nos positions : une seule nous fut enlevée. Toutefois le général en chef français était décidé à renouveler la lutte le lendemain : mais il fut obligé de reconnaître que cet effort était au-dessus des forces physiques et morales de ses jeunes troupes, et il ordonna la retraite vers *Le Mans*.

Le mouvement commença dans la nuit du 15 au 16 et se continua le lendemain sans être inquiété par les Allemands.

Le prince *Frédéric-Charles*, dont le quartier-général était à *Blois*, le 14, fut obligé de revenir à *Orléans*, pour prendre les dispositions que nécessitait alors la marche de la première armée de la *Loire* qui, de *Bourges*, se portait vers *Belfort*. Convaincu que l'armée du général *Chanzy* n'était plus à craindre pour le moment, il en abandonna la poursuite au *grand-duc de Mecklembourg* : il lui laissa les 10^e et 13^e corps d'armée, les 2^e, 4^e et 5^e divisions de cavalerie.

Le 17, la deuxième armée de la *Loire* était sur la *Braye* et sur le *Tusson*, la gauche à *Vibraye*, le centre à *Saint-Calais*, la droite au *Loir*.

Le 18 et le 19, nos colonnes se dirigèrent vers la rive gauche de l'*Huisne* et de la *Sarthe* : le 19, le grand quartier-général était au *Mans*.

Le 20, la deuxième armée de la *Loire* avait atteint cette ville et s'y arrêta.

Les Allemands, harassés par ces luttes incessantes, avaient ralenti leur marche. Le général en chef français profita de ce moment de répit pour réorganiser ses troupes et fortifier sa ligne de défense nouvelle dont le centre, la ville du *Mans*, était un nœud de communications de la plus haute importance. Il devait y recevoir des renforts et il espérait reprendre bientôt l'offensive en vue de tenter, vers *Paris*, un nouvel effort combiné avec les autres armées françaises qui opéraient en province.

Le 20, des engagements avaient eu lieu au nord-est de *Tours*, et les Allemands se présentaient devant cette ville.

Loin de rester inactif, le général *Chanzy* organisa des colonnes mobiles qui, du 21 décembre au 6 janvier, parcoururent le terrain entre l'*Huisne* et le *Loir*, opérant dans les directions de *Château-la-Vallière*, *Château-du-Loir*, *Montoire*, *Saint-Calais*, *Vendôme*, *Vibraye*, *La Ferté-Bernard* et *Nogent-le-Rotrou*.

Quant à l'armée du grand-duc de *Mecklembourg*, elle s'étendait de *Tours*, par *Vendôme*, jusqu'à *Chartres*.

Le 1^{er} janvier 1871, le prince *Frédéric-Charles* reçut à nouveau l'ordre de reprendre vigoureusement l'offensive contre la deuxième armée de la *Loire*.

Le 6, les 3^e, 9^e, 10^e et 13^e corps d'armée allemands, sauf quelques détachements laissés vers *Orléans*, se portèrent concentriquement vers *Le Mans*, précédés et flanqués par les 2^e, 4^e et 5^e divisions de cavalerie, la droite sur la route de *Paris* au *Mans* et venant de *Chartres*, le centre et le grand quartier-général sur la route d'*Orléans* au *Mans* par *Vendôme*, la gauche sur la route de *Tours* au *Mans*.

La lutte s'engagea alors sur tous les points, entre les têtes des colonnes allemandes et nos troupes mobiles : celles-ci furent rejetées vers *Le Mans*.

Le 11, eut lieu une grande bataille sous les murs de cette ville et notre armée garda ses positions. Malheureusement, après que la nuit fut venue, notre extrême droite se laissa surprendre, se sauva en désordre, et le général *Chanzy* dut ordonner la retraite. Il voulait l'effectuer sur *Alençon* pour ne pas s'éloigner de *Paris* qui était son objectif, mais il dut porter son armée à *Laval* derrière la *Mayenne*.

Le 12, la deuxième armée de la *Loire* se retirait vers une nouvelle ligne de défense et les Allemands entraient dans *Le Mans*.

Le 16, l'armée avait atteint la *Mayenne*.

Pendant qu'une partie de l'armée allemande faisait face à *Laval*, le grand-duc de *Mecklembourg* se portait vers *Alençon*, et entra à *Rouen* le 27.

Quant au général *Chanzy*, il avait reçu le renfort du 19^e corps d'armée, et il se disposait à passer du bassin de la *Loire* dans celui de la *Seine*, lorsque lui arriva, le 29, l'avis de l'ar-

mistice conclu entre le gouvernement français et l'état-major allemand. Pendant un mois et demi, il avait énergiquement résisté à des forces ennemies supérieurement organisées, avec des troupes composées de jeunes soldats et manquant souvent de ce qui leur était nécessaire. Il avait prouvé que, tout en battant en retraite et en cédant forcément le terrain, un général peut et doit, non-seulement résister, mais attaquer quelquefois avec succès.

CHAPITRE V

MARCHES PARALLÈLES.

Nous venons d'étudier les deux sortes de marches qui sont le plus fréquemment employées à la guerre : ce sont celles qui rapprochent ou éloignent l'armée par rapport à l'ennemi. Mais, outre cette alternative de mouvements qui se produit incessamment, il peut arriver que l'armée se meuve parallèlement au front d'opérations de l'adversaire : c'est ce que l'on appelle une *marche parallèle* ou *marche de flanc*. De ces deux expressions, nous préférons la première, parce qu'elle ne donne lieu à aucune ambiguïté, tandis que la seconde s'applique plus particulièrement à une manœuvre ou à une évolution sur le champ de bataille et à portée de l'ennemi, telle que le fit, à la bataille de *Wagram*, le corps d'armée de *Masséna* dont nous avons donné l'exemple dans le *Titre XI*.

Les marches parallèles sont des opérations dangereuses : aussi *Napoléon I^{er}* a-t-il prescrit de les éviter : « *et lorsqu'on en fait, ajoute-t-il, il faut les faire les plus courtes possible et avec une grande rapidité.* »

Le but de ces marches est, soit de porter une armée ou un corps d'armée, qui serait isolé ou détaché, vers le reste des troupes, en vue d'opérer la concentration, soit de changer la ligne d'opérations pour la porter contre un autre point du front d'opérations de l'adversaire, lorsque l'on a l'offensive, ou pour éloigner les troupes en retraite de la poursuite directe par l'ennemi, comme nous l'avons déjà dit dans le *Titre XII*, à propos de la retraite latérale exécutée par *Soult*, en 1814.

S'il n'y a pas d'obstacle naturel qui sépare de l'ennemi, la partie de l'armée exécutant une marche parallèle au front d'opérations de celui-ci, il est nécessaire d'adopter une disposition telle que l'adversaire ne vienne pas tout à coup se jeter au milieu des colonnes, et profiter de leur étendue pour y porter le désordre et les couper. Si un obstacle naturel sépare les deux armées, il suffit de masquer la marche parallèle. Dans l'un et dans l'autre cas, ce mouvement constitue une crise et il faut donc qu'il soit exécuté le plus rapidement possible.

Prenons deux exemples pour indiquer quels peuvent être le but et les moyens d'exécution d'une marche parallèle dans le cas de l'offensive stratégique. Le premier nous est donné par la campagne de 1809 en *Allemagne*. Dans les premiers jours d'avril, l'archiduc *Charles* avait son armée dans le coude de *Ratisbonne*, entre l'*Isar* et le *Danube* : la masse principale était sur la grande route qui va de *Landshut* à *Ratisbonne*, par *Eckmuhl* : la gauche était sur les deux routes qui vont de *Landshut* à *Neustadt* et de *Landshut* à *Kelheim* à travers le plateau de *Rohr* ; en outre, la droite de l'armée autrichienne venait de la *Bohême* à *Ratisbonne* sur la rive gauche du fleuve. Cet ensemble contenait 8 corps d'armée (fig. 51).

Davout, qui occupait des cantonnements sur le *Mein*, avait reçu l'ordre de porter ses troupes vers *Ratisbonne* ; il avait à sa disposition les divisions d'infanterie *Morand*, *Saint-Hilaire*, *Friant*, *Gudin*, et les divisions de cavalerie *Saint-Sulpice*, *Jacquinot*, *Montbrun*. Il exécuta le mouvement qui lui avait été prescrit : mais il se trouvait à *Ratisbonne*, entre la droite et le centre de l'armée autrichienne, et à plus de 40 kilomètres d'*Abensberg* où était le centre des forces françaises, tandis que leur droite était vers *Augsbourg*.

Napoléon 1^{er}, qui était venu, le 17, à *Ingolstadt*, pour prendre le commandement en chef de l'armée, donna, à *Davout*, l'ordre de se porter, le 18, sur *Abensberg*. Dans la marche parallèle au front des opérations de l'ennemi que celui-ci allait entreprendre, il pouvait craindre d'être attaqué, à chaque instant, par le centre de l'armée autrichienne dont l'archiduc *Charles* avait conservé le commandement direct.

Davout disposait, pour exécuter son mouvement, de la grande route qui va, de *Ratisbonne* à *Ingolstadt*, sur la rive droite du *Danube*, par *Abach*, *Postsaal*, *Abensberg*, *Neustadt* et

Vohbourg, de la grande route qui va de *Ratisbonne* à *Landshut* et de deux chemins intérieurs tracés à travers un terrain très-accidenté.

La route de *Ratisbonne* à *Ingolstadt* étant la plus éloignée de l'ennemi, il y mit tout son convoi et il le fit partir le premier, en ayant soin de le faire bien couvrir : il engagea la première colonne de troupes, formée des divisions *Morand* et *Saint-Hilaire*, précédées par la cavalerie de *Jacquinot*, sur le chemin

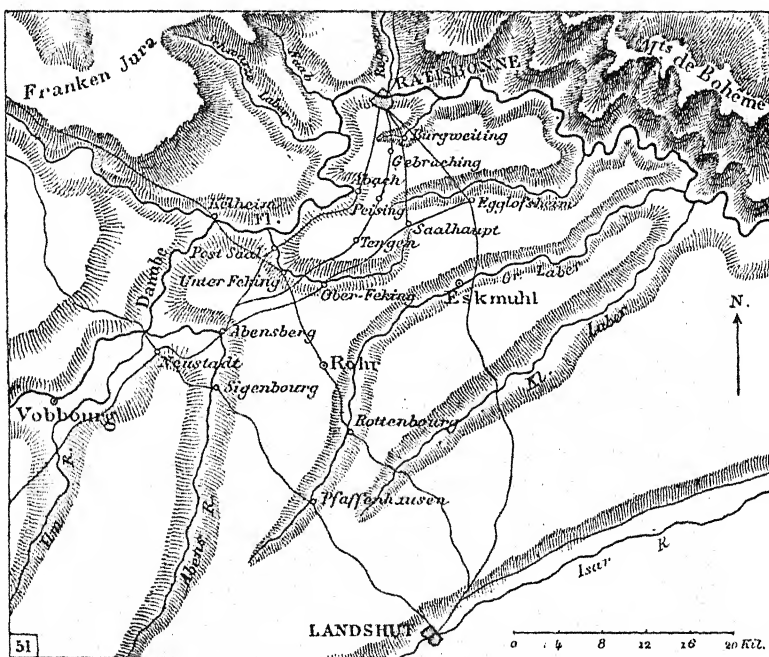


Fig. 51.

allant de *Ratisbonne* à *Abensberg*, par *Gebraching*, *Peising*, *Tengen* et *Unter-Feking*, tandis que la deuxième colonne de troupes, formée des divisions *Gudin* et *Friant*, précédées par la cavalerie de *Saint-Sulpice*, suivait le chemin de *Ratisbonne* à *Abensberg*, par *Burgweiting*, *Saalhaupt* et *Ober-Feking* : mais cette dernière ne se mit en mouvement qu'après la précédente. Enfin, la cavalerie légère de *Montbrun* se lança sur la grande route de *Ratisbonne* à *Landshut*, flanquant la gauche des co-

lonnes ; elle devait se rabattre vers *Abensberg*, par *Egglofsheim* et *Saalhaupt*. L'ensemble des forces commandées par *Davout* comprenait alors environ 50,000 hommes : les colonnes formaient un front oblique, l'aile gauche en arrière, de sorte qu'elles pouvaient prendre un ordre de bataille en échelon si l'ennemi était rencontré.

Le même jour, l'*archiduc Charles*, après avoir perdu beaucoup de temps et opéré très-lentement, dirigeait une colonne de deux corps d'armée, d'*Eckmühl* vers *Kelheim*, pour s'emparer du pont de cette ville.

Au moment où les troupes autrichiennes atteignaient *Feking*, le convoi était près d'*Abensberg*, *Morand*, à la tête de la première colonne de troupes, avait atteint *Unter-Feking* sans combat, *Gudin*, à la tête de la deuxième colonne de troupes, était arrivé à *Ober-Feking*, après un léger engagement près de *Saalhaupt*.

Saint-Hilaire, qui suivait *Morand*, et *Friant*, qui était derrière *Gudin*, se trouvèrent en présence des Autrichiens quand ils eurent respectivement atteint *Tengen* et *Saalhaupt* ; l'infanterie tirailla au milieu des bois et la cavalerie chargea dans la plaine afin d'arrêter les efforts de l'adversaire, jusqu'à l'arrivée de l'artillerie, retardée par le mauvais état des chemins. Dès que les canons eurent été mis en position, le combat de *Tengen* fut rapidement mené par les troupes françaises, tandis que *Montbrun* harcelait la cavalerie autrichienne vers *Egglofsheim*. L'ennemi fut obligé de se retirer, et, grâce aux bonnes dispositions adoptées par *Davout*, la jonction entre la gauche et le centre de nos forces était opérée dans la soirée du 18.

Examinons maintenant comment opéra l'armée franco-sarde en 1859, quand, après le combat de *Montebello* dont les résultats avaient trompé le général en chef autrichien, elle se décida à opérer, depuis *Voghera* jusqu'à *Verceil*, une marche parallèle au front des opérations qui devait porter nos forces sur l'aile droite de l'ennemi (fig. 45). Une partie des cours du *Pô* et de la *Sesia* protégea ce mouvement, exécuté sur une longueur de 100 kilomètres environ.

Le 22 mai, deux jours après le combat de *Montebello*, l'armée française fut concentrée dans le défilé de *Stradella* : le 1^{er} corps, *Baraguey d'Hilliers*, à *Montebello* ; le 2^e, *Mac-Mahon*, à *Voghera* ; le 3^e, *Canrobert*, à *Ponte-Curone* ; le 4^e, *Niel*, près

de *Sale* ; la garde impériale, à *Alexandrie*. L'armée sarde avait quatre de ses cinq divisions près de *Vercell*, savoir : la 4^e, *Cialdini*, la 1^{re}, *Castelborgo*, la 2^e, *Fanti*, la 3^e, *Durando* ; la 5^e, *Cucchiari*, était au confluent du *Pô* et de la *Sesia* ; la division de cavalerie, *Sambuy*, était au nord.

Quant à l'armée autrichienne, elle était ainsi répartie : en première ligne étaient le 5^e corps d'armée, *Stadion*, le 8^e, *Benedeck*, le 9^e, *Schuffgotiche*, de *Valenza* à *Pavie* : en seconde ligne étaient le 2^e corps d'armée, *Liechtenstein*, et le 3^e, *Schwartzemberg*, aux environs de *Garlasco* : le 7^e corps d'armée, *Zobel*, et la division de cavalerie, *Mensdorff*, placés en réserve, occupaient *Mortara* et *Vespolate*, surveillant la *Sesia* de *Candia* à *Palestro*, et la route de *Novare* à *Vercell*. Les cantonnements ci-dessus indiqués pour l'armée autrichienne durèrent du 20 au 30 mai : en les adoptant, *Giulay* avait pour dessein d'opposer le 9^e corps à *Stradella*, si notre armée opérait dans cette direction, et, pendant cette résistance, il se proposait de lancer sur notre flanc gauche les 8^e et 5^e corps, de *Valenza* et de *Pavie*, en les faisant soutenir par la seconde ligne.

Le 27, afin d'engager l'ennemi à rester dans l'attitude défensive qu'il avait adoptée, et pour lui laisser supposer que l'attaque viendrait dans la direction de *Stradella*, on fit la démonstration de jeter un pont vers le confluent de la *Staffora*,

Ce même jour, et après avoir ordonné la construction de ponts de bateaux sur la *Sesia*, *Napoléon III* fit commencer la marche qui devait porter l'armée française, alors établie en face de l'aile gauche autrichienne, contre l'aile droite de l'ennemi.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer en exposant les principes généraux applicables aux marches parallèles, celle dont nous nous occupons se faisait dans de bonnes conditions, puisque son flanc droit était protégé par des cours d'eau dont les bords étaient gardés par nos troupes et sur lesquels les quelques rares ponts existants avaient été détruits. Il suffisait donc de régler les dispositions des colonnes, en tenant compte de ce que le pays, au milieu duquel l'armée allait marcher, était coupé de canaux et de rivières. En conséquence, l'ordre de marche suivant fut donné.

Chaque division, forte de 4 régiments d'infanterie, de 1 ba-

taillon de chasseurs, de 2 batteries et de 2 escadrons, dut fournir 4 échelons organisés chacun ainsi qu'il suit :

- 1 peloton de cavalerie ;
- 1 demi-section de sapeurs du génie ;
- 2 pièces, sans les caissons ;
- 1 compagnie de chasseurs ;
- 1 régiment d'infanterie ;
- Le reste de la section d'artillerie.

Chaque échelon comprenait donc tous les éléments nécessaires pour entrer en ligne immédiatement, ce qui était indispensable, la configuration du sol ne permettant absolument qu'à la tête de colonne de chaque échelon de prendre part au début du combat en cas de rencontre avec l'ennemi.

Les échelons devaient se tenir à grande distance afin d'éviter la confusion provenant de l'allongement, et ils pouvaient, du reste, marcher parallèlement en mettant à profit les chemins latéraux.

Quand un chemin de fer et une route étaient parallèles, l'infanterie devait marcher sur la voie ferrée et laisser la route pour l'artillerie.

Dans les haltes, l'infanterie et le convoi devaient se masser, autant que possible, sur les champs que l'on trouverait latéralement à la grande route, afin de diminuer la longueur des colonnes.

En cas de combat, le parc du convoi devait être immédiatement établi sur les côtés de la route afin de laisser, aux troupes, la libre disposition de celle-ci.

Il fut décidé que les deux batteries d'artillerie à cheval de l'armée resteraient provisoirement à *Alexandrie*.

L'armée sarde est destinée à masquer le mouvement. Elle est immédiatement soutenue par le 3^e corps français, qui est transporté par le chemin de fer, le 27, de *Ponte-Curone* à *Casale*. Chacune des trois divisions d'infanterie de ce corps forme 4 convois ; tout ce qui ne leur est pas absolument indispensable pour le combat est mis en route pour *Alexandrie*.

Le 29, tout le 3^e corps d'armée est à *Casale*.

La division de cavalerie du 1^{er} corps, *Desvaux*, destinée à éclairer l'armée après le passage de la *Sesia*, quitte *Voghera*, le 27 ; elle est à *Tortone*, le 28, à *Alexandrie*, le 29, à *Casale*, le 30, et à *Vercell*, le 31.

Le 28, les autres corps se mettent en marche sans bruit ;

chacun d'eux relève les grand'gardes du corps qu'il remplace et entretient, sur son ancienne ligne, des rideaux de petits postes qui masquent l'abandon des camps. Les positions sont les suivantes : l'armée sarde, à *Vercell* ; le 3^e corps, près de *Casale* ou dans cette ville ; la garde impériale, à *Occiniano* ; le 4^e corps, à *Valenza* ; le 2^e, à *Sale* ; le 1^{er}, à *Ponte-Curone* ; l'arrière-garde est formée par la division d'*Autemarre*, du 5^e corps, et par la brigade italienne des cheveu-légers de *Montferrat* ; cette arrière-garde était à *Voghera*. Le grand quartier impérial restait à *Alexandrie*.

Le 29, l'armée sarde occupait en force *Vercell* et la 4^e division traversait la *Sesia* ; les 3^e et 4^e corps d'armée étaient à *Casale*, ainsi que la garde impériale ; le 2^e, à *Valenza* ; le 1^{er}, à *Sale* ; le grand quartier impérial, à *Alexandrie* ; l'arrière-garde à *Tortone*, avec 4 batteries à cheval de la réserve générale.

Le 30, toute l'armée sarde et le 3^e corps d'armée français passaient sur la rive gauche de la *Sesia* ; leur objectif était de protéger le grand mouvement tournant sur *Novare* et de pousser, sur *Mortara*, une pointe qui devait maintenir le général en chef autrichien dans son erreur. Les troupes engagent le premier combat de *Palestro* avec les postes du 7^e corps d'armée autrichien. La division de cavalerie du 3^e corps d'armée français et une partie du 4^e corps franchissent la *Sesia*.

Le 31, *Zobel*, commandant du 7^e corps d'armée autrichien, prend à son tour l'offensive et engage le second combat de *Palestro* ; il n'avait avec lui que 2 divisions d'infanterie contre les 14 dont nous disposions alors près de *Vercell*, tandis que *Guilay*, absolument trompé, tenait immobiles 11 de ses divisions en présence des 4 dernières des nôtres qui se trouvaient encore sur le *Pô* et sur la basse *Sesia*. *Zobel* fut battu et, dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin, l'armée franco-sarde occupait les positions suivantes. En première ligne étaient : à gauche, sur la route de *Vercell* à *Novare*, le 4^e corps ; au centre, les 1^{re}, 2^e et 3^e divisions sardes ; à droite, sur la route de *Vercell* à *Mortara*, la 4^e division sarde et le 3^e corps ; en seconde ligne, le 2^e corps et la division de cavalerie du 1^{er} corps, l'artillerie de réserve et la cavalerie sardes, enfin la garde impériale avec le grand quartier impérial à *Vercell*. Le 1^{er} corps atteignait alors *Casale*, et la division d'*Autemarre* occupait *Alexandrie*,

envoyant des éclaireurs vers *Valenza* pour attirer l'attention de l'ennemi.

Ce même jour, l'armée autrichienne semble vouloir se porter vers l'ouest pour soutenir les troupes qui combattent à *Palestro*, mais le lendemain elle reprend ses anciens cantonnements.

Le 1^{er} juin, l'armée franco-sarde, profitant de l'inaction de *Giulay*, continua son mouvement sur le flanc droit des Autrichiens. Le 4^e corps entra à *Novare* ; il fut suivi par le 2^e, par la garde impériale, par le grand quartier impérial et par la division de cavalerie *Desvaux* qui se porta ensuite vers *Vespolate*. Le mouvement était masqué par le 4^e corps d'armée et par l'armée piémontaise qui occupaient *Palestro*, couvraient notre nouvelle ligne d'opérations, et tenaient le général en chef ennemi dans l'incertitude, puisqu'ils semblaient menacer *Mortara*. Le même jour, le 1^{er} corps arrivait à *Vercell*.

Le 2, le mouvement tournant pouvait être considéré comme étant terminé et ayant été couronné d'un plein succès. Mais *Giulay*, informé enfin de la présence de 150,000 ennemis à *Novare*, ordonna aussitôt de quitter le quadrilatère stratégique de la *Lomellina* ; il dirigea ses troupes vers la rive gauche du *Tessin* en portant les 2^e et 7^e corps avec la division de cavalerie par *Vigevano*, tandis que le 5^e et le 8^e corps s'en allèrent par *Garlasco* ; le quartier-général fut reculé à ce dernier endroit ; le 3^e corps fut chargé de couvrir la retraite. A cette date, le 1^{er} corps, *Clam-Gallas*, venant de *Bohême*, arrivait à *Magenta*.

Ce même jour, le 1^{er} corps d'armée français attaquait *Novare*.

Il ne restait donc plus à l'armée française qu'à traverser le *Tessin* pour atteindre *Milan*, objectif d'une grande importance politique et militaire.

Dans ce but, la division *Camou*, des voltigeurs de la garde, fut envoyée vers *Turbigo*, au sud de *Magenta* (fig. 55), pour y construire un pont de bateaux.

Voici quel était son ordre de marche, pour ce parcours de 10 kilomètres :

- | | |
|-------------------------------------|----------------|
| 1 escadron ; | } avant-garde. |
| 1 compagnie de chasseurs ; | |
| 2 — du génie ; | |
| 1 bataillon de chasseurs ; | |
| 2 batteries d'artillerie à cheval ; | |

2 régiments de voltigeurs ;	}	<i>colonne.</i>
2 batteries montées ;		
2 équipages de pont ;		
2 régiments de voltigeurs ;		<i>arrière-garde.</i>
1 bataillon de voltigeurs.		

Le pont de bateaux était construit dans la soirée du 2 et le passage assuré pour une partie de l'armée.

Le 3, une reconnaissance exécutée, sur *Vespolate*, par le 4^e corps français, fit savoir à *Napoléon III* que les Autrichiens étaient en retraite vers le *Tessin*.

L'ordre de bataille fut conservé intact à la droite et au centre; les 1^{er}, 3^e et 4^e corps restèrent auprès de *Novare*, face à l'est et au sud; le 2^e corps, qui était à la gauche, reçut l'ordre de suivre la division *Camou*; la division des grenadiers de la garde, *Mellinet*, qui était en réserve, dut se porter directement vers *Magenta* par la route et le chemin de fer, afin d'atteindre les ponts de *San-Martino*, sur le *Tessin*; les divisions sardes, qui se trouvaient à l'extrême droite, durent suivre le mouvement du 2^e corps. Celui-ci, après avoir franchi le *Tessin* à *Turbigo*, se dirigea vers le sud et eut, à *Robecchetto*, un engagement avec l'extrême aile droite des troupes du 1^{er} corps autrichien.

Le même jour, et dans la matinée du 4, l'armée autrichienne occupait à peu près les positions suivantes : à la droite, 1^{er} et 2^e corps, à *Magenta* et sur les bords de la rive gauche du *Tessin*, division de cavalerie, au sud de *Magenta*; au centre, 3^e et 7^e corps, vers *Abbiategrosso*; à la gauche, 5^e et 8^e corps, vers *Beregardo*; en réserve, 8^e corps, à *Plaisance*.

Le 4, eut lieu la bataille de *Magenta*, livrée sur la rive gauche du *Tessin*, par le 2^e corps d'armée français et la division *Camou*, descendant de *Turbigo* et suivis par les divisions sardes; sur la rive droite de la rivière, par la division *Mellinet*, que suivaient en partie le 3^e et le 4^e corps.

Le 7, le 2^e corps français entra à *Milan*. En 12 jours, l'armée française avait parcouru 200 kilomètres, livré trois combats et une grande bataille où le succès lui était constamment resté. La rapidité exceptionnelle, avec laquelle *Giulay* avait battu en retraite, avait pu seule le préserver d'un échec semblable à celui de *Mélas* à *Alexandrie* ou de *Mack* à *Ulm*.

Nous avons dit que les marches parallèles peuvent encore être exécutées dans le cas d'une retraite. Nous avons déjà parlé de celle que *Soult* opéra, en 1814, de *Saint-Sever* à *Toulouse*.

Elle aboutit à la bataille que nous perdîmes sous les murs de cette ville. On pourrait encore comprendre, dans le même ordre d'opérations, la marche de l'armée de *Châlons* vers *Sedan* ; mais, outre que l'analogie n'est pas complète, les conditions, dans lesquelles a été entreprise celle-ci ne sont pas encore assez officiellement connues pour que l'on puisse en faire une étude fructueuse.

CHAPITRE VI

SYSTÈME DE SURVEILLANCE, DE SÛRETÉ ET D'EXPLORATION.

Nous avons indiqué, au *Titre VIII*, les éléments dont se compose le système de surveillance et de sûreté autour des troupes en marche : nous avons, de plus, exposé, au *Titre XIII*, le service que doit faire la cavalerie d'armée pour obtenir le *contact* avec l'ennemi, explorer le pays, et procurer, au commandant en chef, des renseignements aussi certains que possible sur les forces et les positions de l'adversaire, ainsi que sur les formes du terrain. Cet ensemble de moyens de *surveillance*, de *sûreté* et d'*exploration* doit être complet et fonctionner d'une manière permanente autour des grandes unités tactiques en marche. Nous allons en exposer le mécanisme général, et, si nous avons d'abord donné les principes applicables à la disposition des grandes colonnes en marche, c'est que nous espérons rendre ainsi plus facile l'étude du rôle réservé à chacune des gardes de marche, selon que l'armée s'approche de l'ennemi, s'en éloigne, ou se meut latéralement à la position qu'il occupe, c'est-à-dire selon que l'armée exécute une marche en avant, une marche en retraite ou une marche parallèle.

Article I. — Marche en avant.

Quand une armée marche en avant, le rôle principal appartient à celle des gardes de marche qui se trouve en tête des colonnes, c'est-à-dire à l'*avant-garde*, et particulièrement à la cavalerie d'armée qui est toujours, dans l'avant-garde, la partie la plus rapprochée de l'ennemi.

Nous savons comment cette cavalerie se dispose autour des grands camps et cantonnements. Voyons maintenant comment

elle continue, pendant la marche, son service de sûreté, de surveillance et d'exploration.

Le commandant de la division de cavalerie d'armée renseigne sa troupe sur la position présumée de l'ennemi, sur les emplacements et les directions des corps voisins, sur les heures de départ, sur la zone et les points extrêmes de terrain à explorer, sur les directions qui doivent être particulièrement suivies, sur la ligne de retraite, sur les pointes d'officier, sur les lignes de correspondance. Tels sont les principaux avis donnés par le général de division aux généraux de brigade, en ce qui concerne plus spécialement le service pendant la marche. Les généraux de brigade agissent de même par rapport aux colonels et ainsi de suite, de façon que chaque homme connaisse bien le rôle qu'il doit remplir dans cette circonstance où son initiative individuelle doit acquérir le plus grand développement.

Nous avons déjà indiqué que le front maximum d'une armée, ayant trois corps d'armée en première ligne, est de 30 kilomètres et que le minimum est de 12 kilomètres : on peut prendre 20 kilomètres comme valeur moyenne de l'étendue de ce front, et dans ce cas la division de cavalerie d'armée a 30 kilomètres environ à couvrir. On admet qu'il suffit, dans ce cas, de 6 escadrons sur la première ligne, à raison de 3 par régiment : le 4^e escadron reste en arrière du centre du réseau correspondant au régiment dont il fait partie et il précède, sur la même route, l'autre régiment de la brigade qui forme le soutien. Quand la première ligne a plus de 30 kilomètres, on y met les 4 escadrons du régiment.

On a soin d'indiquer, à chaque escadron de la première ligne, la direction principale qu'il doit suivre et les chemins qu'il doit explorer : en outre, on fait connaître, aux escadrons des ailes, les positions des éclaireurs appartenant à l'armée voisine, afin qu'ils puissent se relier avec eux.

Chaque escadron de première ligne marche avec une avant-garde particulière : il envoie des groupes sur les chemins intermédiaires, de façon à occuper toutes les directions qui conduisent à l'ennemi, à protéger ses flancs et à rester en relation avec les escadrons voisins.

La vitesse de marche est de 8 kilomètres environ par heure : les haltes, qui ont lieu de deux en deux heures, se font sur des

points d'où la troupe puisse, sans être vue, embrasser une grande étendue de terrain.

Une division de cavalerie, ainsi disposée, suffit pour couvrir le front d'une armée, observer l'ennemi et chercher à avoir tous les renseignements nécessaires au général en chef. La forme générale du réseau ainsi obtenu est celle d'un éventail : elle garantit, de toutes surprises, les têtes des colonnes des corps d'armée, et les escadrons de première ligne, bien que fort éloignés du gros des troupes, ne sont point trop exposés, puisque leurs lignes de retraite convergent toutes vers la ligne d'opérations de l'armée.

Il reste entendu que, dans le service d'avant-garde, comme dans celui des grand'gardes, la cavalerie d'armée exécute incessamment des reconnaissances de toute sorte et de toute force, plus particulièrement pendant les haltes de la marche. Son rôle consiste, en effet, au moins autant à faire parvenir d'utiles renseignements sur l'ennemi qu'à masquer l'armée à celui-ci. Il peut se faire que les éclaireurs de l'adversaire se dérobent ou soient à une trop grande distance, et il devient, dès lors, indispensable de porter, hors du réseau, des troupes plus ou moins considérables qui s'en vont à la recherche des informations. C'est ainsi qu'agissait la cavalerie allemande dans la guerre de 1870-1871 : nous avons indiqué, au *Titre XIII*, le parti qu'elle tirait de ses colonnes volantes.

Il est indispensable, en outre, que les troupes d'avant-garde soient à même d'établir ou de réparer les moyens de passage là où ils sont utiles. On leur en fournit les moyens de deux façons différentes dans les principales armées européennes. Chez les unes, les cavaliers sont munis des outils nécessaires : chez les autres, ce travail incombe aux soldats d'infanterie ou du génie qui suivent immédiatement la cavalerie d'armée. En tout cas, la réquisition adressée aux habitants doit être employée le plus souvent possible.

Telle est, dans son ensemble, l'action de la cavalerie d'avant-garde sur le front d'opérations d'une armée qui marche à l'ennemi.

Mais cette disposition ne préserve l'armée que sur son front : il faut encore la couvrir sur ses flancs, quand elle est à une aile, ou la lier avec les armées voisines. Il devient donc indispensable, vu l'impossibilité de constituer, avec des troupes

d'infanterie, une *flanc-garde* destinée à agir loin d'une colonne, d'y employer la cavalerie, et, par conséquent, d'augmenter la proportion de cette arme dans toute armée qui agit isolément ou dont un flanc est exposé aux insultes de l'ennemi : quand ce flanc est protégé par un obstacle naturel, les fantassins font alors, au contraire, plus efficacement que les cavaliers, le service de flanqueurs. Quoi qu'il en soit, dans une marche en avant, les flanc-gardes ont encore un rôle très-important, souvent même aussi considérable que celui de l'avant-garde, étant généralement reconnu ce fait que l'attaque sur le flanc offre des chances de succès supérieures à l'attaque sur le front et que, en conséquence, l'ennemi cherche à adopter la première de préférence à la seconde. Il faut donc appliquer, sur les flancs de l'armée, outre les liaisons latérales entre les corps d'armée, un système de sûreté, de surveillance et d'exploration analogue à celui dont on fait usage en avant des colonnes. Les flanqueurs, lancés sur les chemins, doivent y être suivis par des soutiens de flanc-garde chargés de les recueillir et assez forts pour défendre pendant quelque temps, s'il est nécessaire, les défilés qui permettraient à l'ennemi de tourner l'armée ou de diriger une attaque latérale : il en résulte que les flanqueurs de cavalerie, quand on fait usage de cette arme pour ce service, ont besoin d'être soutenus, à quelque distance, par des troupes d'infanterie dont le rôle est alors exclusivement défensif.

Quant à l'*arrière-garde*, elle n'a, dans les marches en avant des grandes unités tactiques, qu'une importance tout à fait secondaire, même en pays ennemi, car elle parcourt un terrain que les colonnes ont déjà suivi et, en outre, elle est soutenue en arrière par les divers détachements que l'on établit, dans les étapes, sur la ligne d'opérations.

Nous venons d'examiner rapidement l'organisation et le but du système de surveillance, de sûreté et d'exploration d'une armée qui marche à l'ennemi. Lorsque le mouvement en avant est le résultat d'une poursuite, on y introduit quelques modifications en ce sens que l'infanterie et l'artillerie font en sorte de se tenir constamment en contact direct avec les queues des colonnes ennemies, afin de leur livrer des combats incessants, tandis que la cavalerie cherche à gagner leurs flancs et à les harceler latéralement.

Article II. — Marche en retraite.

Si la marche en retraite se fait hors de portée de l'ennemi, ce qui, comme nous l'avons observé, est le trait caractéristique des retraites volontaires, le système de surveillance, de sûreté et d'exploration participe à la fois de ce que nous avons dit plus haut à propos des marches en avant et de ce que nous allons indiquer à propos des marches en retraite à portée de l'ennemi.

Dans celles-ci, chacune des gardes de marche a un rôle important.

L'*avant-garde*, si l'on traverse un pays hostile, ou si les colonnes sont suivies latéralement par la cavalerie de l'adversaire, doit se hâter de gagner les défilés, d'en prendre position, et elle les défend jusqu'à ce que la colonne soit à même de les occuper. Il faut donc qu'elle comprenne de la cavalerie, pour agir avec célérité, de l'infanterie et de l'artillerie pour présenter une force de résistance suffisante.

Les *flanc-gardes*, surtout composées de cavalerie, se portent aussi loin que possible de la colonne, mais sans perdre leurs communications avec elle : elles fouillent le terrain, afin de s'assurer que la cavalerie ennemie ne cherche pas à gagner de vitesse la colonne et à la précéder sur quelque défilé de la route par laquelle celle-ci est obligée de passer ; elles ne doivent pas hésiter à prononcer de vigoureux retours offensifs qui seuls peuvent ralentir et même arrêter la marche rapide de l'adversaire.

Quant à l'*arrière-garde*, sa mission est capitale, lorsqu'elle couvre la retraite forcée d'une colonne poursuivie activement par l'ennemi. En général, elle agit par échelons : chacun de ceux-ci comprend des troupes d'infanterie et d'artillerie qui résistent directement, ainsi que des troupes de cavalerie dont l'action se manifeste, autant que possible, par des surprises et des embuscades. L'arrière-garde peut, du reste, agir de plusieurs façons différentes, suivant le système de retraite adopté par le commandant en chef.

Quand la colonne poursuivie est beaucoup inférieure en nombre à l'ennemi, il est nécessaire d'éviter les engagements généraux : dans ce but, l'arrière-garde choisit souvent une

bonne position, fait le simulacre de s'y établir et de se préparer au combat ; puis, quand elle voit que l'ennemi a pris ses dispositions d'attaque, elle disparaît rapidement et va s'établir plus loin. Elle recule ainsi la lutte et elle gagne du temps au profit de la colonne dont la force s'augmente d'autant plus qu'elle se rapproche de la base d'opérations ou de la ligne de défense.

Si la troupe qui se retire est assez nombreuse pour se mesurer avec l'ennemi, l'arrière-garde adopte des dispositions analogues aux précédentes, et, lorsque le chef de la colonne arrête celle-ci dans une position où il a l'intention de livrer bataille, l'arrière-garde forme la première ligne de défense : généralement alors elle ne suit le mouvement de la colonne qu'à une assez grande distance, afin de lui donner tout le temps voulu pour prendre ses dispositions de combat, et elle recule ensuite elle-même, sans combattre, afin que les troupes ennemies, n'ayant eu aucun motif de se réunir avant d'arriver à portée, se présentent isolément devant l'armée disposant de tous ses moyens d'action et solidement postée.

Enfin, il est telle circonstance où l'arrière-garde s'établit sur une position inexpugnable que l'ennemi attaque ou cherche à tourner : dans le premier cas, elle est presque certaine d'un succès facile, qui rend l'adversaire plus circonspect, qui peut même le faire renoncer à la poursuite : dans le second cas, celui-ci est retardé par les mouvements qu'il est obligé de faire pour éviter la position.

En résumé, l'arrière-garde a deux buts bien définis. Elle doit d'abord masquer les mouvements de la colonne : à cet effet, elle manœuvre habilement par échelons, et souvent même elle reste seule opposée à l'adversaire : elle veille au convoi, si l'on n'a pas pu le faire partir. Ensuite elle est essentiellement destinée à combattre : le plus souvent son rôle est défensif, mais elle peut employer l'offensive avec succès. Quelquefois encore, elle se sacrifie complètement pour permettre à la colonne d'éviter un désastre.

En outre l'arrière-garde a une mission de police souvent fort difficile à remplir, quand l'armée qui se retire a subi de graves échecs et quand l'adversaire la poursuit avec acharnement : il faut qu'elle maintienne l'ordre dans les convois, qu'elle recueille les blessés, qu'elle arrête les trainards, et quelquefois,

encore, qu'elle détruise les ponts. Aussi faut-il que celui qui la conduit réunisse de rares qualités de sang-froid, de perspicacité, de vigueur et de courage.

Article III. — Marche parallèle.

Lorsque l'armée exécute une marche parallèle, il est nécessaire que les *avant-gardes* des diverses colonnes échelonnées se relient entre elles afin de ne pas permettre à l'ennemi de se glisser au milieu d'elles et de les attaquer isolément.

Mais, dans ce mouvement, le rôle principal appartient à celle des *flanc-gardes* qui se trouve entre l'armée et l'ennemi. Il est évident que, si le flanc tourné vers l'adversaire n'est pas parfaitement couvert, celui-ci peut profiter de l'allongement des colonnes, se jeter sur l'une d'elles, la couper et en anéantir les tronçons. Il est donc essentiel que la cavalerie se porte au loin, prenne le contact avec l'ennemi et cherche à lui donner le change en manœuvrant comme une avant-garde : pendant ce temps, l'armée peut continuer son mouvement. Quelques troupes d'infanterie doivent, en outre, suivre de près la cavalerie, afin d'offrir une première résistance au cas où l'adversaire viendrait à percer le rideau de cavalerie : cette mesure de précaution permet aux colonnes de prendre leurs dispositions combat.

Nous croyons superflu de donner de plus longs développements sur la mission des diverses gardes de marche quand l'armée, ou une partie de l'armée, se meut parallèlement au front d'opérations de l'ennemi. Cette circonstance est rare, de même que les mouvements de flanc d'une troupe sur le champ de bataille en présence de l'ennemi. En tout cas, la meilleure protection que l'on puisse procurer à l'aile exposée est, sans contredit, un obstacle naturel, et il suffit alors d'un rideau pour dérober la marche à l'adversaire.

Selon la direction de la marche, l'avant-garde et l'*arrière-garde* conservent leur position, car chacune d'elles prend respectivement le rôle de l'autre. Il faut que celle de ces deux gardes de marche qui reste en présence de l'ennemi manœuvre avec habileté pour lui masquer complètement l'opération,

CHAPITRE VII

TRANSPORT DES TROUPES PAR LES CHEMINS DE FER AU DELA DE LA
BASE D'OPÉRATIONS.

Nous avons indiqué, au *Titre XII*, en étudiant les principes généraux de la mobilisation et de la concentration, quelles sont les règles applicables aux transports par les chemins de fer en deçà de la base d'opérations. Voyons maintenant comment ils s'exécutent au delà.

Les transports par les chemins de fer au delà de la base d'opérations sont confiés à la *Direction militaire des chemins de fer de campagne*. Celle-ci comprend : 1 officier général ou colonel, 1 ingénieur des chemins de fer, 1 officier supérieur du génie, 1 officier supérieur d'artillerie, 1 fonctionnaire de l'intendance, 1 payeur principal. Elle a, comme auxiliaires, des officiers des différentes armes, des employés de l'administration militaire, des agents et employés des chemins de fer.

La Direction a, sous ses ordres, des *commissions militaires des chemins de fer de campagne*. Chacune d'elles est chargée, dans une circonscription limitée, de l'exploitation, de la construction, de la réparation, de l'entretien, de la destruction et de la garde militaire de la voie, du choix et de l'installation des stations, du mouvement des trains. La composition d'une de ces commissions est la suivante : 1 officier supérieur, 1 officier du génie, 1 fonctionnaire de l'intendance, 1 ingénieur des chemins de fer, 1 payeur. Chaque commission dispose d'un détachement d'ouvriers militaires des chemins de fer, d'un détachement du personnel des services de la voie et de l'exploitation pris parmi les agents des chemins de fer nationaux qui, en raison de leur âge, sont astreints au service militaire, d'un détachement de gendarmerie, de postes extraits de l'armée active ou territoriale, enfin de commis. En temps de paix, trois de ces commissions sont toujours constituées et elles se réunissent, au moins 15 jours par an, pour étudier des questions spéciales à leur service.

Chaque commission a, sous ses ordres, des *commandements*

d'étapes des chemins de fer de campagne en nombre suffisant. Chaque commandement comprend : 1 officier supérieur, commandant militaire d'étape et chef de place dans la ville où se trouve la gare qu'il a sous sa surveillance, 1 chef de gare, civil ou militaire, 1 fonctionnaire de l'intendance, 1 comptable. Le commandement d'étape dispose, en outre, d'employés, d'ouvriers civils et militaires, de brigades de gendarmerie, de postes pris dans l'armée active ou territoriale. En temps de paix, le personnel de deux de ces commandements est toujours désigné dans chaque région de corps d'armée.

Sur chacune des voies ouvertes au delà de la base d'opérations, la Direction militaire des chemins de fer de campagne désigne une ou plusieurs *stations têtes d'étapes de guerre*. Chacune d'elles est affectée aux transports destinés à un ou plusieurs corps d'armée et est toujours le siège d'un commandement militaire d'étape.

Les commissions militaires des chemins de fer de campagne font occuper les points importants de la voie, relient les étapes par des postes et par des patrouilles, de manière à la protéger contre les partisans ennemis et les habitants hostiles. Les commandants des corps d'armée et armées sont, en outre, chargés de la protéger contre les attaques des troupes de l'adversaire.

Le chef d'une troupe embarquée dans un train qui est expédié à proximité de l'ennemi doit prendre la direction du train et prescrire toutes les mesures de précaution et de défense que les circonstances exigent. Tout train de matériel, qui circule dans les mêmes conditions, reçoit une escorte d'infanterie placée dans les premières voitures et prête à descendre au premier signal pour défendre le convoi.

CHAPITRE VIII

EMPLOI DES TÉLÉGRAPHES MILITAIRES.

Les *télégraphes militaires* sont destinés à faciliter et à rendre plus prompte la transmission des ordres et des informations.

En France, et les mêmes procédés sont à peu près analogues dans les autres pays, le service des télégraphes militaires est

constamment organisé sur le pied de paix. La haute direction appartient à la *Commission militaire des télégraphes* : dans chaque corps d'armée, il y a un *directeur régional* qui dirige le service de la télégraphie militaire en temps de paix et qui en prépare le fonctionnement en temps de guerre. Ce service est exécuté par les hommes du personnel technique de l'administration des télégraphes qui sont astreints, par leur âge, à prendre rang dans l'armée au cas d'une mobilisation, et par des hommes qui servent volontairement.

Le personnel comprend : la direction générale des télégraphes de campagne ; les sections de 1^{re} ligne ou de marche, à raison d'une par corps d'armée ; les sections de 2^e ligne ou d'étapes, à raison d'une pour trois corps d'armée ; les sections de 3^e ligne ou de l'intérieur, dont le nombre est indéterminé.

Chacune des *sections de 1^{re} et de 2^e ligne* comprend 37 hommes, dont 1 chef de section et 3 chefs de poste.

Le matériel, ainsi que les conducteurs et les attelages, sont fournis par l'armée.

Il y a une section de 1^{re} ligne par corps d'armée : elle dispose de 5 voitures et le détachement du train des équipages attaché à ce parc est de 15 hommes : il y a donc 18 parcs de section.

Les sections de 2^e ligne sont au nombre de 6, à raison d'une pour 3 corps d'armée.

La section de 2^e ligne n'a pas de matériel fixe : elle peut disposer d'un parc de réserve.

Il existe 4 parcs de réserve : chacun comprend 10 voitures ; le détachement qui y est attaché est de 30 hommes. Le parc de réserve est destiné à une armée.

Enfin les réserves générales contiennent 20 voitures.

En *temps de paix*, la télégraphie militaire a le service suivant :

1^o Établir et desservir les lignes et bureaux affectés exclusivement à l'armée, en reliant des établissements militaires au réseau général ;

2^o Préparer l'exécution des mesures destinées à concourir à la transmission des ordres relatifs à la mobilisation et à la concentration de l'armée.

En *temps de guerre*, les *sections de 1^{re} ligne*, placées sous la direction d'un *chef de service*, ont la mission suivante :

1° Relier le quartier-général principal avec les quartiers-généraux des commandants de corps d'armée, et assurer les communications avec le réseau des opérations ;

2° Relier, à l'un des quartiers-généraux ci-dessus spécifiés, le chef d'une troupe temporairement chargée d'une mission importante.

Si l'on suppose une armée composée de quatre corps d'armée et d'une division de cavalerie, et que cette division forme avant-garde en B (fig. 52), tandis que trois corps sont en première ligne vers C, D, E, et que le quartier-général principal est en A, avec le 4^e corps, la liaison se fait suivant AB, AD, AE. Le quartier-général, qui est en A, correspond avec la division de cavalerie en B, par le télégraphe de A en D, à l'aide de cour-

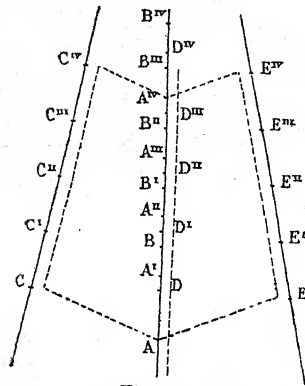


Fig. 52

riers de D en B, ou en se servant des fils télégraphiques déjà établis, mais on n'en installe pas, pour celle-ci, pendant la marche. Les relations entre les corps d'armée sont indirectes : elles ne peuvent être directes que si l'armée reste longtemps sur le même terrain, ou s'il y a déjà un fil établi, ou si les circonstances locales sont favorables, et l'on peut avoir recours seulement alors à la transversale CDE. En général,

du reste, les transmissions se font aussi rapidement par courriers que par le télégraphe entre les quartiers-généraux des corps d'armée dont l'éloignement ne doit pas être supérieur à 8 ou 10 kilomètres, ainsi que nous l'avons vu.

Le mouvement en avant continuant, on prolonge les lignes vers C' C'' C''', D' D'' D''', E' E'' E''', suivant les directions prises par les divers corps d'armée qui sont toujours en relations avec le quartier-général principal A' A'' A'''. Ces lignes atteignent une dimension telle, au bout de trois ou quatre jours de marche, que la matériel s'épuise et que les chances de rupture augmentent.

Alors, le quatrième jour de marche, par exemple, ou plus tôt,

quand les positions respectives sont en A^{IV}, B^{IV}, C^{IV}, D^{IV}, E^{IV}, on relie ces positions entre elles, comme au point de départ, et l'on enlève les fils C^{IV} A E^{IV} qui sont devenus inutiles, en laissant toutefois subsister le fil A^{IV} A.

Les *sections de 2^e ligne*, placées sous la direction d'un *chef de service*, ont la mission suivante :

1^o Relier le réseau du service de 1^{re} ligne avec celui du service de 3^e ligne ;

2^o Desservir, dans les territoires occupés, les lignes d'étapes et tous les postes situés en arrière de l'armée.

Chacune des sections de 1^{re} et de 2^e ligne est, en outre, chargée de détruire les fils qui pourraient être utilisés par l'ennemi.

Le service des *sections de 3^e ligne* a pour objet de :

1^o Desservir les lignes et bureaux militaires des places fortes et des établissements militaires à l'intérieur du territoire national ;

2^o Desservir les lignes faisant partie du réseau général qui rattachent, au siège du gouvernement, les réseaux de 1^{re} et de 2^e ligne des armées.

CHAPITRE IX

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Nous avons indiqué, à la fin du *Titre VIII* et du *Titre XIII*, les principaux des ouvrages que nous avons consultés pour l'étude des troupes en marche. Nous signalons, ci-dessous, ceux de ces ouvrages qui nous ont été plus particulièrement utiles en ce qui concerne les grandes unités tactiques en marche :

Titres X, XI et XII, de l'ordonnance, du 3 mai 1832, sur le service des armées françaises en campagne.

Instruction pratique sur le service de la cavalerie en campagne, 19 février 1875.

Instruction pratique sur le service de l'infanterie en campagne, 4 octobre 1875.

Etude sur le service de la cavalerie éclairant une armée, 31 mars 1875, document officiel.

Règlement du 1^{er} juillet 1874, sur les transports militaires par les chemins de fer.

Règlement du 15 novembre 1874, sur le service des télégraphes militaires.

Correspondance de Napoléon I^{er}.

Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie, 1863, relation du dépôt de la guerre.

De l'esprit des institutions militaires, par le maréchal Mar-mont.

Maximes, conseils, instructions sur l'art de la guerre, par le maréchal Bugeaud.

Instructions générales sur les grandes manœuvres, par M. le général Deligny, commandant le 4^e corps d'armée, 1875.

La deuxième armée de la Loire, par M. le général Chanzy, 1871.

Études de guerre, par M. le général Lewal, 1875.

Avant-postes de cavalerie légère, par le général de Brack.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XV

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES SUR LE CHAMP DE BATAILLE

TABLE DES MATIÈRES.

TITRE XV

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES SUR LE CHAMP DE BATAILLE.

	Pages.
CHAPITRE I. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	259
CHAPITRE II. BATAILLE DÉFENSIVE.....	262
ARTICLE I. — Préliminaires ou préparation	262
II. — Engagement général en exécution	275
III. — Résultats	280
CHAPITRE III. BATAILLE OFFENSIVE.....	285
ARTICLE I. — Préliminaires ou préparation.....	285
II. — Engagement général en exécution	300
III. — Résultats.....	309
IV. — Conclusion	312
CHAPITRE IV. BATAILLE DE RENCONTRE.....	315
CHAPITRE V. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	317

TITRE XV

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES SUR LE CHAMP DE BATAILLE.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La BATAILLE est une lutte générale entre deux armées, ou tout au moins entre les majeures parties de celles-ci. Nous allons en étudier les principes généraux, non point dans un but de discussion, mais simplement afin de rechercher, autant que possible, le rôle qui incombe à chacun dans cette action générale. Les batailles se composent, en effet, aujourd'hui, d'une série de *combats locaux* dans lesquels tout chef militaire jouit souvent d'une initiative et d'une responsabilité considérables : elles comprennent un ensemble d'efforts isolés, tendant vers un objectif commun, qui ne peuvent produire de résultat qu'autant qu'ils sont liés les uns aux autres : ce sont ces relations que nous allons essayer de déterminer. Le programme du *Cours d'art militaire* nous trace, du reste, à cet égard, un cadre nettement limité : en outre, il y a lieu d'observer qu'aucune grande guerre n'a encore été entreprise entre deux armées organisées, armées et instruites d'après les nouveaux principes admis par la plupart des grandes puissances européennes : il en résulte que nous serons obligé de puiser les règles générales, dont nous allons donner le développement, dans les meilleurs des écrits contemporains sur la tactique et que nous pourrons rarement les appuyer d'un exemple positif. Cette incertitude, qui laisse un vaste champ ouvert à toutes les propositions, est, à notre avis, la preuve la plus convaincante de la nécessité de l'étude.

« *Lorsqu'un général se décide à livrer une bataille, a dit Gouvion-Saint-Cyr, il ne doit pas le faire sans de grands motifs.* » Il les puise dans des considérations dont les principales ont déjà été indiquées au *Titre IX*, mais au sujet desquelles il est nécessaire de présenter quelques considérations supplémentaires.

Il examine en premier lieu quelles sont les *causes* qui peuvent le décider à engager ou à accepter la bataille et quels sont les *résultats* qu'elle peut produire : dans cette étude préalable, la stratégie et la tactique se trouvent intimement unies l'une à l'autre : c'est la première de ces deux parties de la science militaire qui amène les troupes sur le champ de bataille et c'est la seconde qui les y engage : l'une est le moyen d'atteindre le but des combinaisons de l'autre.

Le général met ensuite en présence les chances de succès que lui donnent les *forces, l'armement, l'instruction, la situation matérielle et morale des deux armées* : il les compare et il cherche à les apprécier aussi exactement que possible.

Puis il fait une étude spéciale et approfondie du *champ de bataille*, non-seulement au point de vue tactique et topographique, c'est-à-dire pour donner, à chaque arme, la place qui lui convient afin de lui permettre de faire le meilleur emploi de ses moyens de combat, mais encore dans le but de se rendre compte des relations qui existent, d'une part, entre les positions respectives des deux armées, et, d'autre part, entre les lignes et les points stratégiques du théâtre des opérations. Tout champ de bataille contient un point plus important que les autres et auquel on donne le nom caractéristique de *clef de la position* : celle des deux armées qui l'occupe est forcément maîtresse, non-seulement du terrain environnant, mais encore quelquefois d'une partie considérable de l'échiquier stratégique.

A l'aide des données qu'il a recueillies, et en les coordonnant, le général en chef établit le *plan de bataille* dont les principaux éléments sont les suivants :

1° Situation générale des troupes qui vont prendre part à la lutte : leur composition, leurs forces, leur répartition et leurs emplacements : noms de leurs commandants ;

2° Renseignements certains, probables ou douteux obtenus sur la situation générale, la composition, la force, la répartition, les emplacements et les projets de l'adversaire ;

3° Description rapide du champ de bataille : étude des abords, du front, des flancs : désignation, autant que possible, du point qui semble être la clef de la position : indication de la ligne de retraite ;

4° Considérations qui rendent la bataille nécessaire : but

général à atteindre : ensemble des moyens à employer pour y parvenir ;

5° Dispositions à adopter pour les premiers moments de la lutte : répartition des troupes en profondeur sur plusieurs lignes, au moins en première ligne, seconde ligne et réserve ; fractionnement du front en plusieurs secteurs, au moins en aile droite, centre et aile gauche : composition, rôle et emplacement de chacune des grandes subdivisions de l'ordre de bataille : mouvements à exécuter pour que chacune d'elles se porte à la place qui lui a été assignée et heure à laquelle doivent être opérés les changements : principales des formations tactiques à adopter conformément aux renseignements obtenus sur l'ennemi et sur le terrain : désignation du moment précis d'engager le combat, s'il n'y a pas un signal général convenu pour l'indiquer ;

6° Indication du point où tous les rapports devront être envoyés au commandant en chef ;

7° Désignation des fractions détachées et des opérations qu'elles sont chargées d'exécuter pendant la bataille ;

8° Emplacements choisis pour les sections de munitions, les ambulances, les voitures du petit et du grand train.

Tel est le canevas d'un plan de bataille.

Étudiée au point de vue des projets du général en chef qui l'engage ou l'accepte, la bataille peut être de trois sortes :

1° *Défensive* ;

2° *Offensive* ;

3° *De rencontre*.

Nous en avons déjà étudié les notions élémentaires dans le *Titre IX* et nous allons les compléter.

Mais, ainsi que l'a dit Napoléon 1^{er} : « Une bataille est une action dramatique qui a son commencement, son milieu et sa fin. L'ordre de bataille que prennent les deux armées, les premiers mouvements pour en venir aux mains sont l'exposition : les contre-mouvements que fait l'armée attaquée forment le nœud, ce qui oblige à de nouvelles dispositions et amène la crise d'où naît le résultat ou dénouement. »

Conformément à cette opinion, nous étudierons successivement les batailles défensives, offensives ou de rencontre, en exposant, pour chacune d'elles, les faits dans l'ordre suivant :

1° *Les préliminaires ou la préparation* ;

- 2° *L'engagement général ou l'exécution ;*
 3° *Les résultats.*

CHAPITRE II

BATAILLE DÉFENSIVE.

Article I. — Préliminaires ou préparation.

Les *préliminaires* ou la *préparation* d'une bataille défensive se composent de deux parties :

La première consiste dans la *reconnaissance de la position et la répartition des troupes*.

La seconde comporte le rôle de la cavalerie d'armée.

§ I. *Reconnaissance de la position et répartition des troupes.*

La *défensive* tactique possède de grands éléments de force matérielle, car elle permet généralement de compenser l'infériorité numérique par un emploi judicieux des obstacles naturels ou artificiels du terrain : dans l'étude des guerres des siècles passés, on peut, en effet, acquérir la preuve que ce sont surtout les armées inférieures en nombre à l'adversaire qui en ont fait usage. Actuellement, il en est encore ainsi : mais la défensive présente, en outre, aujourd'hui, de bien plus grands avantages que jadis, car les armes nouvelles ont une telle portée, une telle justesse et une telle rapidité de tir que la force des positions défensives en est considérablement accrue. Il en résulte que, comme nous l'avons déjà dit, du reste, le principal but des opérations stratégiques doit être de chercher à établir une armée sur une position telle que l'ennemi soit obligé de l'y attaquer : il ne suffit donc pas que la position soit forte : il faut encore qu'elle soit importante.

La reconnaissance préalable de la position doit, en conséquence, porter d'abord sur les considérations relatives à son importance. En général, les batailles sont engagées à proximité des lignes d'opérations ou sur ces lignes mêmes et elles ont pour objet la possession d'un point ou d'une ligne stratégique. Il est donc nécessaire que la position choisie *commande* la ligne d'opérations et que l'adversaire ne puisse l'éviter : sinon,

elle n'a aucune importance : c'est, du reste, ce que nous avons déjà sommairement expliqué au *Titre VI* et ce que l'on peut saisir plus facilement maintenant en tenant compte des notions élémentaires sur la stratégie exposées dans le *Titre XII*.

Une position peut commander la ligne d'opérations de trois façons différentes : elle peut avoir son front perpendiculaire, oblique ou parallèle à celle-ci.

De ces trois directions, la première est la meilleure : car, ainsi que le dit *Marmont* en étudiant les batailles défensives : « *C'est toujours de front qu'elles doivent être livrées, et le talent consiste à forcer l'ennemi, par des dispositions sagement conçues, d'attaquer là où a pu être préparée une résistance plus facile.* » Il est bien évident que, dans ces conditions, les moyens d'attaque sont d'autant diminués que la troupe qui se défend dispose de tous les siens, et c'est précisément ce qui a lieu quand le front de la position défensive est perpendiculaire à la direction suivie par l'armée assaillante.

Quand cette direction est oblique, la position défensive n'est bonne qu'autant que la clef de la position couvre bien la ligne de retraite et qu'elle est le point du champ de bataille le plus éloigné des premières attaques de l'ennemi.

Quand la position est parallèle à la direction que doit prendre l'adversaire, il faut absolument que le flanc extérieur ait une très-grande force et que la ligne de retraite soit suffisamment couverte.

En comparant ces trois situations, on comprend la valeur de l'axiome de *Marmont* que nous avons cité plus haut. De cette comparaison il résulte, en tous cas, que la reconnaissance préalable ne doit pas être limitée exclusivement au champ de bataille : elle doit encore s'étendre sur le terrain environnant, tant à l'aide de la carte que par un examen direct, afin d'acquiescer la certitude que la position répond bien au but stratégique proposé.

L'importance de la position étant constatée, il s'agit de voir si elle est forte.

Nous savons que les éléments d'une position sont : les abords, le front, les flancs, l'intérieur et les derrières.

Les *abords* d'une position ne sont forts que s'ils offrent un champ de tir large et étendu et s'ils ne contiennent ni abris, ni couverts, ni points d'appui, ni mouvements de terrain dont

l'assaillant puisse profiter pour s'approcher en se défilant des feux du défenseur. Il est rare de trouver une grande surface du sol ainsi dépourvue d'obstacles dans les théâtres des opérations en *Europe*, et l'on est, du reste, assez disposé à faire usage des accidents naturels ou artificiels qui se trouvent sur les abords, pour y établir des *postes avancés* dans lesquels on place des troupes d'infanterie et d'artillerie servant de soutien à la cavalerie d'armée. Mais nous avons déjà signalé les inconvénients et même les dangers des postes avancés : nous avons dit qu'ils sont destinés à être pris rapidement par l'assaillant, que le mouvement de retraite des subdivisions chargées de les défendre jette toujours quelque trouble parmi les troupes de la première ligne de défense et peut avoir, sur celles-ci, un fâcheux effet moral, enfin que l'adversaire, après s'en être emparé, peut s'y établir à son tour et s'en servir comme de points d'appui. Il est donc préférable de détruire ces obstacles et de *raser les abords* à l'aide des moyens puissants dont dispose une armée en campagne.

De ce qu'il faut faire disparaître les obstacles reconnus comme devant favoriser les attaques de l'ennemi, il ne faudrait pas en conclure que les abords seraient bons s'ils ne contenaient aucun obstacle : il faut, au contraire, qu'ils soient coupés et que certaines parties en soient impraticables, de façon que l'assaillant, dont la supériorité numérique est souvent considérable, perde l'avantage de sa force par l'obligation où il est de rétrécir le front de sa première ligne d'attaque pour l'engager dans les défilés qui conduisent vers la première ligne de défense.

Dans la destruction des obstacles qui, sur les abords, pourraient servir de couverts ou de points d'appui aux assaillants, on doit, du reste, réserver certains signaux tels qu'arbres, buissons, haies, pans de murs, etc..., dont on repère exactement la distance à l'aide de la carte : ils servent de jalons pour régler le tir et permettent de lui donner toute l'efficacité possible.

Enfin, il convient d'ajouter que la nature des abords et l'espace des destructions qui doivent y être exécutées dépendent encore du système de défense adopté.

Nous savons que la défensive peut être *passive* ou *active*. La première de ces deux méthodes ne doit prévaloir que dans le

cas où il s'agit de garder absolument une position et de la défendre à outrance, comme une place forte en quelque sorte, sans que l'armée qui l'occupe, soit en raison de son infériorité numérique, soit pour toute autre cause, ne doive la quitter pour opérer en rase campagne. Cette situation est rare : quand elle se présente, il est bon que la position soit aussi inabordable que possible : car l'armée qui adopte ce système d'opérations n'a généralement aucun intérêt à livrer bataille : elle cherche, en conséquence, presque toujours à y faire renoncer l'ennemi et elle lui rend l'attaque pleine de difficultés.

Mais le plus souvent il n'en est pas ainsi : comme nous l'avons vu plus haut, une armée qui accepte une bataille défensive, à notre époque du moins, doit toujours avoir opéré préalablement de telle sorte que l'ennemi soit obligé de l'attaquer. Or, comme le dit *Gouvion-Saint-Cyr*, « *on ne peut avoir un grand intérêt à livrer une bataille sans que l'adversaire ait de fortes raisons de l'éviter : il faut donc, au lieu de lui ôter toutes les chances de succès, lui en donner quelques-unes.* » Il est, en conséquence, évident que les abords ne doivent être ni inaccessibles ni impraticables sur tous les points. Du reste, s'il en était ainsi, l'armée qui résiste resterait complètement sur la défensive, ce que *Gouvion-Saint-Cyr* considère comme un mauvais système : car, dit-il, « *Une telle disposition donne trop d'avantages à celui qui attaque : quand il n'a pas à craindre d'être forcé lui-même sur quelques points, sa sécurité devient si grande, il s'enhardit à tel point qu'il devient difficile de lui résister.* »

Le principe de la défensive active qui prévaut actuellement exige donc des abords tels que, d'un instant à l'autre, l'armée qui se défend puisse prendre l'offensive, soit pour empêcher l'adversaire de s'emparer de la position, soit pour le poursuivre lorsqu'il a été repoussé.

Ces notions préliminaires trouveront, du reste, leur développement dans la suite de l'étude des batailles défensives.

En résumé, les abords de la position sont, en général, avantageux à une armée qui se défend, quand ils sont inoccupés et découverts, les conditions de la tactique moderne rendant très-périlleuse une attaque sur une grande superficie du sol entièrement nue : ils sont à la libre disposition de la cavalerie d'armée.

Des quelques considérations que nous venons d'émettre, il ne faudrait pas déduire que l'on doit toujours détruire les accidents naturels ou artificiels des abords et que l'on ne doit jamais y établir des postes avancés : il y a, en effet, des obstacles tels que leur destruction serait impossible et qu'il est préférable de les faire occuper pour y présenter une première résistance. Le château d'*Hongoumont*, par exemple, sur les abords de la position du plateau de *Mont-Saint-Jean*, eut, on le sait, les plus grandes conséquences sur les résultats de la bataille de *Waterloo* : il est incontestable que son occupation par un poste avancé de l'aile droite de l'armée anglaise retarda considérablement l'attaque directe du centre de cette armée par l'armée française et qu'elle eut pour résultat de donner, à *Blucher*, le temps d'accourir au secours de *Wellington* sur la position défensive que celui-ci avait choisie. C'est une nouvelle preuve que la science de la guerre ne comporte pas des principes absolus, mais seulement des règles générales dont tout commandant de troupes modifie l'application suivant les circonstances particulières au milieu desquelles il opère.

La limite intérieure des abords de la position est formée par le *front*, c'est-à-dire par une ligne dont, ainsi que nous l'avons déjà dit au *Titre VI*, la forme la meilleure est celle qui se rapproche du tracé bastionné : une position défensive ressemble, en effet, à un ouvrage de fortification ouvert à la gorge, c'est-à-dire tel que la troupe chargée de la résistance puisse l'évacuer d'un moment à l'autre.

Ce front contient des saillants qui sont les parties faibles et des rentrants auxquels le flanquement donne une force relative. Il doit toujours s'y trouver des obstacles tels que des lieux habités, des défilés, des bois et des hauteurs dont les défenseurs tirent parti, non-seulement pour accroître la force de résistance de la position, mais encore pour se dérober à la vue de l'ennemi et même se mettre à l'abri de ses feux.

L'un des premiers objets de la reconnaissance est de rechercher si l'étendue du front de la position correspond à la force de l'armée qui est chargée de la défendre. Il est évident, du reste, que le mode de répartition des troupes dépend de la constitution même de la position et de la direction probable des attaques que peut tenter l'adversaire. En effet, si la position est limitée, il ne peut y avoir plusieurs manières de l'attaquer

et la répartition des troupes de défense est déterminée d'une façon presque certaine avant le combat: si la position n'est pas limitée, la direction de l'attaque principale est souvent à peu près incertaine et la répartition des troupes ne peut être que provisoire: ce dernier cas est, il faut le reconnaître, très-désavantageux pour l'armée chargée de la défense puisqu'elle perd, momentanément du moins, l'initiative qui appartient, dès lors, entièrement à l'assaillant.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de mesurer la longueur du front défensif et de s'assurer que les troupes établies sur la position sont assez nombreuses pour résister. Les nombreux exemples historiques donnés par les batailles livrées depuis le commencement de ce siècle jusqu'en 1870 nous prouvent que la meilleure proportion à admettre est celle de 6 à 12 hommes par mètre courant en profondeur. L'avantage ou plutôt la supériorité tactique appartenant à la défense depuis que les armes à feu ont été considérablement perfectionnées, on serait tenté de croire que cette proportion doit être diminuée: mais il n'en est rien; car, à notre époque, il devient nécessaire de garder des troupes disponibles pour parer aux attaques latérales qui sont plus à redouter que jamais; les obstacles naturels ou artificiels qui se trouvent sur les flancs d'une position ne peuvent plus, en effet, la protéger comme le passé, puisque l'assaillant dispose d'armes ayant une très-longue portée.

En résumé donc, si nous supposons qu'il s'agit d'une position que doit occuper et défendre une armée comprenant 1 division de cavalerie et 4 corps d'armée, soit à l'effectif de 130,000 à 150,000 hommes, le front moyen aura une étendue de 12 à 15 kilomètres.

Voici maintenant quelle peut être la répartition des troupes.

La cavalerie d'armée se trouve au delà des abords de la position, cherchant à maintenir le contact avec les éclaireurs de l'ennemi, à se renseigner sur ses forces et ses projets: elle est rarement soutenue, sur les abords même, par des troupes d'infanterie et d'artillerie, puisque la bataille doit commencer quand l'adversaire se montre à découvert devant le front.

Ce front peut être occupé par 3 corps d'armée qui forment respectivement l'aile droite, le centre et l'aile gauche: le *secteur* occupé par chacun de ceux-ci a donc lui-même un front

de 4 à 5 kilomètres. Si chacun des trois corps d'armée de première ligne a ses quatre brigades sur le même front, chacune de celles-ci occupe respectivement un front de 1000 à 1200 mètres. En admettant que chacune de ces brigades prenne son ordre de bataille par régiments accolés, chaque régiment de la première ligne occupe un secteur de 500 à 600 mètres, c'est-à-dire qu'il doit avoir environ 1 ou 2 bataillons de chaque régiment immédiatement engagés, l'autre ou les autres restant en réserve spéciale : mais il y a lieu d'observer que la première ligne de bataille contient aussi des batteries d'artillerie et que le front d'action de chaque bataillon de première ligne se trouve, par ce fait, sensiblement diminué.

Cette répartition purement théorique d'une disposition défensive, à laquelle on peut donner les qualifications d'*ordre de bataille primitif ou préparatoire*, ne doit être considérée que comme un canevas destiné à subir les modifications résultant des circonstances.

Nous avons déjà dit souvent qu'il doit y avoir les plus grandes relations entre la formation de la première ligne de combat et les dispositions adoptées par les grand'gardes ou les avant-gardes. Dans l'hypothèse que nous avons admise, il s'agit d'une armée occupant une position où elle s'attend, à chaque instant, à être attaquée par l'ennemi : la partie du front, dont la surveillance incombe aux grand'gardes avant le début de la bataille, est de 250 à 300 mètres au moins pour les bataillons de la ligne de combat : le commandant de chacun de ces bataillons constitue son réseau de surveillance de façon à disposer de 2 sections appartenant à 2 compagnies accolées dès que l'action s'engage : la ligne des sentinelles augmentée deviendra la chaîne des tirailleurs et les hommes y seront à 2^m,50 environ d'intervalle : la ligne des petits-postes deviendra celle des renforts et sera composée de telle sorte que, si ceux-ci vont renforcer la chaîne des tirailleurs, il n'y ait plus que 1^m,50 environ d'intervalle entre les tirailleurs, en tenant compte des pertes : enfin, si les soutiens viennent se mêler à cette chaîne, il y aura, sur celle-ci, au moins autant d'hommes que de mètres courants, c'est-à-dire le maximum admissible.

Si méthodique que paraisse donc être la disposition indiquée plus haut, il est certain que la disposition adoptée dans la réalité s'en rapprochera toujours : il y a toutefois lieu d'observer qu'il

faut tenir compte des obstacles naturels et artificiels existant sur le front de la position : il convient, en effet, de masser les troupes d'infanterie vers certains points faibles de façon à obtenir des flanquements suffisants et à leur donner, par les feux convergents, la force qui leur fait défaut par suite de la configuration du terrain. C'est ce que *Gouvion-Saint-Cyr* prescrit ainsi qu'il suit : « *Sur une position où on attend l'ennemi pour lui livrer bataille, il faut faire de ses forces une répartition telle que les points naturellement les plus faibles se trouvent les plus garnis de troupes, si toutefois, cependant, on veut rendre sa ligne partout également forte et si l'on ne préfère ménager à dessein un endroit faible pour y attirer l'attaque de préférence à tout autre.* »

Nous avons vu, au *Titre IX*, comment on occupe les lieux habités, les défilés, les bois, les hauteurs, et comment on établit leur *première ligne de défense* : nous ne reviendrons pas sur les caractères particuliers de ces *combats locaux* : les points saillants sont les parties faibles de ces divers obstacles et c'est sur leurs abords qu'il faut concentrer la plus grande masse de feux possible : mais ce moyen ne suffirait pas toujours et l'on est obligé d'avoir recours aux *retranchements* : ceux-ci sont d'une utilité incontestable : nous l'avons déjà démontré au *Titre VI* : nous croyons cependant devoir citer encore l'opinion suivante de *Napoléon I^{er}* à ce sujet : « *Les positions naturelles que l'on trouve ordinairement ne peuvent pas mettre une armée à l'abri de la supériorité d'une armée plus nombreuse, sans le secours de l'art.* »

D'après ce que nous venons d'expliquer, le noyau de la première ligne de défense établie sur le front est formé par l'infanterie, mais, l'*artillerie* y tient aussi une place importante et y joue un rôle considérable.

En raison de l'incertitude dans laquelle on est souvent sur le point où l'assaillant portera son principal effort et de l'obligation de se ménager des ressources pour parer aux éventualités, nous avons vu qu'une armée, disposée à adopter un combat défensif, conserve, en réserve générale, un nombre de bataillons d'infanterie variant de $\frac{1}{3}$ à $\frac{1}{4}$ de son effectif, soit 1 corps d'armée sur 4 : de même, on maintient, en réserve, un certain nombre de batteries de manière à augmenter ultérieurement l'intensité du feu d'artillerie sur la première ligne

et à porter des pièces sur les flancs, s'il est nécessaire. On peut admettre, par exemple, que 2 batteries divisionnaires seront placées sur le front avec les bataillons qui forment les 1^{re} et 2^e lignes : à côté de celles-ci ou à courte distance en arrière se trouveront provisoirement établies les autres batteries divisionnaires et les batteries d'artillerie de corps d'armée : le corps d'armée en réserve générale conserve toutes ses batteries.

Les batteries de la 1^{re} ligne s'établissent sur des points où elles sont couvertes à l'aide d'abris naturels et artificiels, où elles sont protégées par des épaulements et des retranchements, de façon à voir sans être vues. Leur position doit commander les abords et l'étude du terrain que les pièces dominant doit être poussée le plus loin possible, de manière à faire connaître exactement la distance de tous les points remarquables, ce qui permet de déterminer les meilleures directions de flanquement et de donner au tir toute son efficacité.

Quant à la répartition des pièces sur le front, elle dépend évidemment des formes de terrain : mais le principe du groupement prévaut aujourd'hui sur celui du fractionnement : les pièces ne doivent jamais être isolées : sauf le cas où l'emplacement est très-limité, on n'admet même plus l'emploi de la section : autant qu'on le peut, on fait agir la batterie réunie et même on groupe, sans intervalle, deux ou plusieurs batteries de façon à mieux régler le tir et à lui donner une concentration qui produit les plus grands résultats.

On admet qu'au début de l'action, l'intervalle entre les pièces d'une batterie peut être de 15 à 20 mètres, ce qui exige un front de 100 mètres environ disponible pour chaque batterie : il est donc facile, connaissant le nombre des batteries de la 1^{re} ligne, de calculer l'espace du front sur lequel l'action de l'infanterie sera secondaire, au début de la bataille du moins.

Examinons maintenant les *flancs* de la position. Nous avons déjà indiqué en partie, au *Titre VI*, ce qui les concerne. Mais il est indispensable d'ajouter qu'aujourd'hui la protection des flancs d'une position à l'aide d'obstacles inaccessibles ou impraticables n'a plus la même efficacité que jadis. Si de tels obstacles peuvent, jusqu'à un certain point, donner quelque sécurité au défenseur relativement à une attaque latérale poussée jusque sur la position même, ils ne peuvent plus

suffire pour le garantir contre une canonnade à longue portée dont les conséquences pourraient avoir un fâcheux effet moral. Du reste, il est rare de trouver des obstacles absolument infranchissables sur une étendue de 5 ou 6 kilomètres, c'est-à-dire sur un espace de terrain correspondant à l'extrême limite de la portée du canon : l'assaillant, qui a tout intérêt à attaquer une aile de l'ordre de bataille, portera donc une partie de ses efforts sur l'un ou l'autre flanc et cherchera à surmonter les obstacles naturels ou artificiels qu'il rencontrera. Il devient, dès lors, absolument indispensable qu'une armée décidée à accepter une bataille défensive se couvre au loin sur les deux flancs, afin d'être informée à temps de tout *mouvement tournant* tenté par l'adversaire et qu'elle tienne un de ses corps d'armée en réserve pour résister à l'attaque latérale. La cavalerie d'armée devra, en conséquence, parcourir les abords des flancs de la position absolument comme elle le fait en avant du front : de plus, elle devra être soutenue par des *postes détachés* composés d'infanterie et d'artillerie dont nous examinerons plus loin le rôle, mais qui, avant l'engagement de la bataille, seront de véritables grand'gardes établies en flancs-postes.

Ainsi donc, en résumé, les flancs d'une position doivent être assurés par des obstacles que complète un dispositif de troupes d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie, celle-ci faisant le service d'exploration, tandis que les autres sont réservées pour la sûreté et la résistance. De plus, comme il faut prévoir le cas où l'ennemi porterait tous ses efforts sur l'un ou l'autre flanc, il est nécessaire que les abords des flancs et ces flancs eux-mêmes soient constitués d'après les principes énoncés plus haut pour le front et pour les abords du front : il y a une corrélation absolue entre les uns et les autres et ce serait une erreur de les envisager différemment.

Étudions à présent l'*intérieur* de la position : nous supposons que l'armée, décidée à livrer une bataille défensive, est bivouquée, campée ou cantonnée dans l'intérieur de la position sur laquelle elle veut résister. Cherchons la profondeur qui lui est nécessaire.

La cavalerie d'armée est au delà des abords. Les grand'gardes d'infanterie sont sur le front et les flancs : le réseau de celles-ci a une profondeur de 800 à 1000 mètres environ. A

2,000 ou 3,000 mètres en arrière, sont établies les réserves des avant-postes que l'on peut, sans inconvénient et sans fatigue, former, dans ce cas particulier, avec les réserves spéciales de la première ligne de combat et avec les bataillons de deuxième ligne. A 2,000 ou 3,000 mètres de celles-ci, se trouvent les bataillons de troisième ligne, derrière lesquels le corps d'armée de réserve se tient à une distance de 2,000 à 3,000 mètres.

Les ambulances et les sections de munitions étant placées à côté des troupes auxquelles elles sont affectées, on voit que l'intérieur de la position doit être profond de 6,000 à 8,000 mètres environ. Quant aux voitures du petit train et du grand train, elles sont maintenues sur les lignes de retraite.

La constitution topographique de l'intérieur de la position doit être le contraire de celle des abords : autant il est bon que ceux-ci soient coupés, autant il est mauvais que l'intérieur le soit : autant il est mauvais que les abords soient couverts, autant il est bon que l'intérieur contienne des abris de toutes sortes. En résumé, il faut que les troupes des deuxième et troisième lignes et de la réserve puissent avoir des relations faciles, c'est-à-dire qu'elles disposent de voies de communication non interrompues par les coupures : il est nécessaire, en outre, qu'elles puissent s'établir sur des points naturellement ou artificiellement forts, de façon à favoriser la retraite des lignes qui sont en avant, si celles-ci sont repoussées, afin d'y prolonger la résistance et même de s'en servir comme de *points d'appui* pour chercher à reconquérir le terrain perdu.

Il nous reste enfin à indiquer ce qui concerne les *derrières* de la position et les *lignes de retraite*. Nous savons déjà que la constitution des derrières doit permettre à l'armée de se retirer sans désordre, dans le cas où elle aurait été obligée d'abandonner la position : le plus dangereux de tous les obstacles en arrière est une coupure, puisque l'armée est obligée, en se retirant, de franchir des défilés en présence de l'ennemi dont la poursuite peut être très-active. Comme l'a dit Gouvion-Saint-Cyr : « Une armée est dans la situation la plus déplorable pour recevoir une bataille, lorsqu'elle a à dos une rivière, et qu'elle manque de moyens pour la passer. » Il ne suffit pas, du reste, que les derrières soient libres : il faut encore qu'ils contiennent certains points forts et dominants permettant l'échelonnement successif des troupes de bataille de telle sorte

que celles-ci, au cas où elles seraient forcées d'abandonner la position primitive, puissent se soutenir dans la retraite et rester libres de la distance à laquelle elles veulent se retirer. De plus, avons-nous dit plus haut, c'est près des lignes de retraite que sont disposées les voitures des *petit et grand trains*. Les exigences du combat sont telles que ces voitures doivent être tenues assez loin en arrière des troupes qui combattent : mais il ne faut pas exagérer cet éloignement : sinon, en raison de la certitude que l'assaillant tentera quelque mouvement tournant vers les derrières de la position, on est obligé de faire un détachement assez fort pour garder les voitures et on affaiblit d'autant le corps principal destiné à recevoir la bataille : il semble, en raison de cette considération essentielle, que le convoi ne doit pas être tenu à plus de 8 à 10 kilomètres en arrière de la réserve générale de l'ordre de bataille et nous verrons plus loin quelle est la troupe qui est chargée de le protéger. Enfin, une seule route ne serait pas suffisante comme ligne de retraite : en effet, les *petit et grand trains* des deux divisions, du quartier général et des troupes non indivisionnées de chaque corps d'armée comprennent environ 850 voitures : l'armée, dont nous avons supposé la composition à 4 corps d'armée et à 1 division de cavalerie, a donc un convoi de 3,500 voitures à peu près, pour lequel, et sans tenir compte des troupes, il est nécessaire d'avoir plusieurs lignes de retraite, au moins une pour chaque corps d'armée.

Enfin, la reconnaissance d'une position n'est complète qu'autant que celle-ci a été étudiée au point de vue de l'adversaire. Il ne suffit pas, en effet, de rechercher les meilleurs emplacements pour la première ligne de défense, pour les renforts, les soutiens et les réserves : il faut encore étudier quelles sont les directions par lesquelles l'assaillant prononcera sans doute ses attaques, et c'est seulement quand on les a déterminées que l'on peut espérer avoir pris de judicieuses dispositions.

§ II. Rôle de la cavalerie d'armée.

D'après ce que nous avons déjà dit sur la *cavalerie d'armée*, on sait qu'elle doit couvrir un grand espace de terrain en

avant et sur les flancs des troupes en campagne, quelle que soit la situation de celles-ci. Le mode d'action de cette arme étant essentiellement offensif, il en résulte que, même quand elle couvre une position défensive occupée par l'armée, elle doit encore agir d'après le caractère de ses propriétés particulières : au reste, l'armée ennemie s'avance elle-même sous la protection de sa cavalerie d'armée et soit la veille, soit dans la matinée du jour d'une bataille, il y aura forcément dorénavant une action générale entre les cavaleries de contact des deux armées opposées.

Il est bien évident que, dans cet engagement préliminaire, la cavalerie de l'armée qui se décide à la défensive doit, sous peine d'annihiler les qualités inhérentes à l'arme, prendre l'offensive contre la cavalerie ennemie : toutes choses étant d'ailleurs égales de part et d'autre, la première a, sur la seconde, l'avantage de connaître parfaitement le terrain sur lequel elle opère : elle doit donc y manœuvrer de façon à en tirer tout le parti possible : elle peut ne montrer que quelques rares éclaireurs, dissimuler une partie de ses forces, dresser des embuscades, attirer l'adversaire dans un piège, agir par surprise et, sans courir de grands risques, sans s'exposer à des pertes sérieuses, se procurer quelques succès faciles dont l'influence morale est toujours considérable au début d'une bataille. Elle agit donc ainsi à la fois sur les abords du front et sur ceux des flancs, cherchant à faire des prisonniers, à se renseigner sur la composition, les forces et les desseins de l'ennemi.

Suivant les instructions qui lui ont été données, la cavalerie d'armée continue cette première partie de la bataille aussi loin et aussi activement qu'il est nécessaire : mais nous avons supposé, dans la présente étude théorique, que l'armée établie sur la position défensive est décidée à accepter le combat : il arrive donc un moment où la cavalerie se retire. Toutefois, elle ne doit le faire que quand elle a forcé l'adversaire à adopter, en quelque sorte, la direction de l'attaque principale que le commandant en chef de la défense juge comme étant la plus favorable à ses projets.

Pendant cette première phase de la bataille, il reste entendu que la cavalerie d'armée est appuyée par les *batteries à cheval* qui l'accompagnent dans tous ses mouvements, et qui, suivant

les cas, prennent pour objectif, soit les colonnes de la cavalerie ennemie, soit les batteries à cheval qui soutiennent également celle-ci. Leur emploi le plus efficace s'obtient en occupant une bonne position centrale où elles se concentrent et d'où elles font converger un feu énergique dirigé surtout sur les pièces ennemies quand celles-ci viennent prendre position : elles peuvent ainsi en diminuer les effets et même parvenir jusqu'à les rendre nuls.

Il y a lieu d'ajouter, en outre, que la cavalerie de l'armée en position défensive peut encore être soutenue, soit par les régiments de cavalerie divisionnaire, soit par les brigades de cavalerie de corps d'armée, ainsi que par quelques-unes des batteries d'artillerie à cheval de corps d'armée et même par les batteries montées d'artillerie divisionnaire qui sont établies sur le front de la position.

En résumé, la cavalerie d'armée dispose de moyens d'action puissants pour mener à bonne fin cette dernière partie du rôle qui lui incombe. Quand elle a rempli la mission que nous lui avons assignée plus haut, c'est-à-dire quand elle a obligé l'infanterie ennemie à prendre la direction d'attaque considérée comme la plus avantageuse pour la résistance, elle peut considérer son action sur les préliminaires de la bataille comme étant terminée : elle se retire alors, soit sur un flanc, soit sur les deux flancs : mais elle ne doit pas y rester inactive : il faut qu'elle y agisse de manière à pouvoir prévenir, à temps voulu, les troupes de la défense, de toute attaque latérale ou de tout mouvement tournant. Elle peut encore, du reste, être chargée de couvrir et de protéger le convoi, quand les inconstances locales ont exigé son isolement à une très-grande distance en arrière des troupes engagées.

Article II. — Engagement général en exécution.

L'*engagement général* commence au moment où les deux cavaleries d'armée ont démasqué les positions respectivement occupées par les troupes de la défense et par celles de l'attaque.

Le début de cet engagement consiste généralement dans une *canonnade* faite à grande portée. Dans cette première partie de la deuxième phase de la bataille, les batteries d'attaque ne

peuvent que difficilement juger les dispositions prises par la défense : elles ne voient que l'emplacement des batteries ennemies et elles les prennent forcément pour objectif de leurs coups. Comme, d'une part, il a été nécessaire que la défense ne mît qu'une partie de son artillerie sur la première ligne en raison de l'incertitude dans laquelle elle est sur les directions de l'attaque, comme, d'autre part, l'artillerie assaillante est aussi puissante que possible sur la première ligne d'attaque, il est nécessaire de tenir à proximité les batteries destinées à renforcer celles qui sont déjà engagées et de les mettre à même de faire feu le plus tôt possible. Quand l'équilibre a été ainsi rétabli, l'avantage est entièrement du côté de la défense, toutes choses égales d'ailleurs, puisque les pièces sont couvertes, le tir a été facilement réglé et les batteries restent longtemps sur les mêmes positions, tandis que les pièces de l'attaque sont souvent mal abritées, le tir n'est pas aussi juste et les batteries sont obligées de se déplacer pour se maintenir à hauteur ou à courte distance des troupes auxquelles elles sont attachées. L'artillerie de la défense prend plus particulièrement pour objectif les batteries de l'assaillant, soit quand elles sont établies sur une position, soit quand elles se déplacent, soit quand elles s'établissent sur une nouvelle position : dans ces deux derniers cas, si une concentration préalable lui donne les avantages de l'unité d'action, elle peut faire converger ses feux sur les pièces en mouvement ou prenant position et les mettre hors de combat. Enfin, bien qu'ayant une faible action sur les troupes de l'infanterie assaillante en ordre dispersé, l'artillerie de la défense doit chercher à arrêter leurs progrès et tirer contre les soutiens, les réserves et tous les échelons massés qui se montrent à découvert.

Admettons que, malgré les difficultés de la marche à travers un terrain découvert, la chaîne des tirailleurs ennemis se soit rapprochée de la première ligne de défense jusqu'à la portée efficace du feu de l'infanterie. Celle-ci commence alors à entrer en action. Nous savons comment en est répartie la ligne de combat : les échelons successifs sont à peu de distance les uns des autres, parce qu'ils peuvent, en général, s'abriter facilement et parce qu'il est nécessaire de les avoir disponibles pour les porter sur les points que la première ligne d'attaque semble prendre pour objectif : ces points doivent, en effet, être

occupés par autant de troupes qu'il est nécessaire pour donner à la ligne de feux toute l'intensité voulue, sans les exposer à des pertes trop sensibles par suite du tir de l'artillerie. Cette première ligne, quand elle est fortement constituée, permet de défendre aussi longtemps que possible les parties importantes du front de la position : en agissant ainsi, on évite de les abandonner trop tôt et d'avoir recours aux réserves pour les reprendre, ce que l'on n'obtient souvent, du reste, qu'à l'aide de grands sacrifices.

Le feu de l'infanterie de la défense ne commence qu'au moment où les plus habiles tireurs voient bien l'ennemi et quand il est à bonne portée de leurs coups : ce feu est très-lent tant que les tirailleurs assaillants sont cachés ou abrités : il augmente d'intensité, quand ils se découvrent : il acquiert toute sa force et il devient un feu rapide lorsqu'ils quittent leurs abris pour se porter en avant ou en arrière et quand les troupes en ordre formé, renforts, soutiens, réserves, se montrent à bonne portée. Dans cette phase de la bataille, l'infanterie possède les mêmes avantages que l'artillerie pour donner à son feu toute l'efficacité possible : nous les avons énoncés plus haut. Quelques groupes peuvent participer à ce début de l'engagement général, soit en formant une seconde ligne de tirailleurs qui donne des feux étagés, soit en exécutant des feux de salve.

Quand la première ligne de l'ennemi arrive à l'assaut, le feu est concentré sur les parties les plus compactes de sa ligne de combat, aussi bien celui de l'infanterie que celui de l'artillerie qui fait alors usage du tir à mitraille. Tous les éléments disponibles de la défense sont alors mis en jeu sur le front de la position, de façon à empêcher l'adversaire d'y prendre pied. Quelques fractions constituées d'infanterie peuvent être portées en avant pour tenter de vigoureuses contre-attaques qui secondent les efforts des défenseurs restés en position. Quelques pièces d'artillerie cherchent à prendre d'enfilade la ligne de combat de l'adversaire. Enfin les escadrons des brigades de *cavalerie* de corps d'armée, qui sont restés jusque-là dans une position d'attente, et qui ont ensuite dû manœuvrer pour se rapprocher des troupes engagées, se lancent à la charge pour exécuter des retours offensifs : ils agissent surtout par surprise et ils peuvent, si ce n'est arrêter l'assaillant dans son élan,

du moins l'obliger à plus de lenteur et de circonspection.

A ce moment, la défense dispose de tous ses moyens de combat : ses troupes ne sont pas fatiguées comme celles de l'assaillant : aucune cause n'a dû les mettre en désordre, tandis que celles-ci sont souvent harassées et dans un état plus ou moins grand de confusion qui provient de leur marche précipitée sous le feu de l'ennemi : de plus, les troupes d'infanterie qui se lancent à l'assaut ne sont plus qu'indirectement soutenues par leurs batteries, comme nous le verrons plus loin : en effet, ces batteries sont alors obligées d'allonger leur tir et de lancer leurs projectiles contre les réserves de la défense. Tous les avantages sont donc du côté des défenseurs : si leur répartition a été appropriée aux formes du terrain, s'ils peuvent disposer de débouchés leur permettant de ne pas conserver une attitude essentiellement passive, ils doivent parvenir à repousser l'assaut et rejeter violemment les premières troupes assaillantes sur leurs réserves.

Mais il n'est pas probable que les assaillants ne fassent qu'une seule tentative ; en outre, ainsi que nous le verrons en étudiant les divers systèmes d'attaque, l'offensive est toujours dirigée sur plusieurs points, soit simultanément, soit successivement : ce sont des considérations topographiques, tactiques et stratégiques qui déterminent les directions des attaques, de même qu'elles indiquent les meilleures dispositions de défense à adopter. Il peut donc se faire que, après avoir échoué dans un premier assaut, l'adversaire le renouvelle, soit sur le même point, soit sur un autre point du front ou des flancs de la position.

Si l'armée qui reste sur la défensive veille bien à la sécurité de ses flancs, si elle a ses échelons de combat disposés sur son front de telle sorte qu'ils le rendent presque imprenable, l'engagement général se termine par la mise en action de la *réserve générale* dont le rôle est d'amener le dénouement.

Cette réserve générale est, dans l'hypothèse que nous supposons, constituée dans chacune des deux armées en présence : pour la défense, nous avons admis que l'armée dispose d'un corps d'armée en réserve générale, c'est-à-dire du quart de son effectif. Bien que la constitution de cette réserve prive la première ligne d'un nombre considérable de défenseurs, on est obligé de la former dans le but de faire face aux attaques im-

prévues. Elle se tient soit près de la clef de la position, soit près du flanc le plus menacé. Nous avons eu soin de dire, en étudiant une position défensive, que celle-ci doit être, autant que possible, prise de façon que l'assaillant soit obligé de l'aborder dans la direction la plus favorable à la défense : mais c'est une condition difficilement réalisable si l'on considère, en outre, que, sauf dans le cas très-rare de la défense passive, l'armée qui se défend doit se ménager la possibilité de prendre l'offensive quand elle en juge le moment opportun. Il faut donc admettre que l'adversaire, soit avant, soit pendant, soit même après son attaque générale, cherchera à effectuer quelque attaque secondaire ou partielle destinée à préparer, à seconder et même à renouveler celle-ci : il y emploiera des troupes autres que celles de son ordre de bataille : il les prendra soit dans les réserves de corps d'armée, soit dans la réserve d'armée. Pour ne pas être prise à l'improviste, la défense doit avoir à sa disposition les mêmes moyens.

La troisième ligne du corps d'armée du centre est plus particulièrement destinée à appuyer la résistance sur ce point et l'on ne peut guère admettre qu'elle en soit distraite : les troisièmes lignes des corps des ailes peuvent, soit seconder directement les troupes qui sont devant elles, soit leur donner un flanquement latéral qui menace les lignes de l'assaillant. Quant à la réserve générale, elle doit être maintenue intacte tant que son entrée en ligne n'a pas été jugée indispensable : mais, dès qu'il en est ainsi, il ne faut pas hésiter à lui faire prendre part au combat : son action peut devenir nécessaire, pendant l'engagement général, dans l'un des deux cas suivants : soit, parce que la réserve générale de l'attaque vient directement soutenir les efforts des troupes engagées : soit, parce que celle-ci tente quelque attaque partielle destinée à prolonger l'ordre de bataille.

Il est bien évident que, dans ces deux circonstances, la défense est obligée de mettre en jeu la réserve générale, puisqu'il faut absolument opposer des troupes fraîches à celles que l'adversaire se décide à engager. Est-ce à dire pour cela que la défense ne doit plus avoir, à ce moment, aucune réserve ? Evidemment non, car il est nécessaire qu'elle dispose de troupes constituées destinées à exécuter la poursuite ou à protéger la retraite. Ces troupes sont prises parmi celles qui ont déjà com-

battu et qui ont été relevées : elles prennent l'emplacement de la réserve générale.

Quelle que soit la cause qui l'ait amenée au combat, la réserve générale s'y prépare et se dispose d'après les principes que nous avons déjà énoncés pour les autres parties de l'ordre de bataille défensif. Toutefois, il y a lieu de remarquer qu'elle est souvent appuyée par la division de cavalerie d'armée, par les brigades de cavalerie de corps d'armée et par les batteries d'artillerie à cheval attachées à ces troupes : il en résulte que la lutte de cavalerie et d'artillerie y joue forcément un rôle important, prépondérant même. Les troupes d'infanterie qui en font partie n'y ont donc qu'un rôle secondaire et ne servent, en quelque sorte, que de soutien à celles des deux autres armes.

La mise en jeu de la réserve générale étant la dernière chance de succès qui reste à une armée, il faut que celle-ci produise le maximum de ses efforts et lutte jusqu'à la dernière extrémité. C'est elle qui termine la bataille proprement dite.

Article III. — Résultats.

Sauf dans les cas très-rares où les deux armées restent en présence après une bataille, les *résultats* de l'engagement sont de deux sortes : l'une des deux armées bat en retraite et l'autre la poursuit.

§ I. Retraite.

« Dans une retraite, a dit Napoléon I^{er}, outre l'honneur des armes, on perd souvent plus de monde que dans deux batailles : c'est pourquoi il ne faut jamais désespérer, tant qu'il reste des braves aux drapeaux ; par cette conduite, on obtient et on mérite d'obtenir la victoire. » Une armée chargée de la défense d'une position ne doit donc l'abandonner qu'après y avoir résisté jusqu'à la dernière extrémité : elle ne le fait, du reste, point sans avoir reçu l'ordre formel du chef dont elle dépend.

Il est nécessaire, quand une armée se retire parce qu'elle est accablée par l'ennemi, qu'elle dissimule son mouvement à celui-ci : à cet effet, elle peut tenter un vigoureux retour offensif avec une partie de ses forces et les autres profitent de ce

moment pour se porter en arrière. Il est inadmissible qu'une armée établie sur une position défensive où elle s'est décidée à accepter la bataille n'ait pas élevé quelques retranchements rapides et fortifié certains obstacles naturels ou artificiels à quelque distance derrière sa première ligne de défense. Dès qu'elles se sont dégagées, c'est vers ces points que se portent quelques-unes des troupes d'*infanterie* de cette première ligne : elles s'y préparent au combat et elles permettent alors à celles qui sont le plus avancées de soutenir le choc : la retraite peut ainsi se continuer à l'aide d'un échelonnement alternatif qui rend les progrès de l'ennemi moins rapides : en outre, certaines fractions groupées peuvent se ménager des retours offensifs à l'aide d'embuscades, de feux de salve et d'attaques à la baïonnette qui obligent l'adversaire à une plus grande circonspection. Enfin, peu à peu, la première ligne de défense se rapproche de la deuxième ou de la réserve qui a dû prendre position, qui la recueille et qui la remplace naturellement en présence de l'ennemi.

Quant à l'*artillerie*, elle agit différemment suivant qu'elle est attachée aux divisions ou aux corps d'armée. Les batteries divisionnaires restent en général à proximité des troupes auxquelles elles sont attachées quand celles-ci sont engagées : elles s'efforcent de conserver leurs positions le plus longtemps possible pendant que l'artillerie de corps d'armée va occuper sur la ligne de retraite des emplacements qui ont été reconnus à l'avance et d'où elle peut protéger les mouvements des troupes ainsi que des batteries divisionnaires : ces dernières se retirent à leur tour, par échelons, comme l'*infanterie*, de façon que le feu ne soit jamais interrompu.

Bien que la *cavalerie* ait, dans une retraite, un rôle beaucoup moins important que celui de l'*infanterie* ou de l'*artillerie*, elle peut encore être appelée à y rendre de très-grands services. Les escadrons des brigades de cavalerie de corps d'armée se tiennent en arrière des troupes auxquelles ils sont attachés. La division de cavalerie d'armée se porte derrière le flanc le moins appuyé et sur le terrain le plus favorable à son action. Elle veille à ce qu'aucun mouvement tournant tenté par la cavalerie ennemie ne vienne jeter le désordre parmi les colonnes : elle protège également le convoi quand il est nécessaire. Les escadrons des brigades de cavalerie de corps d'armée

éclairaient et flanquent les colonnes en retraite : ils prennent également part au combat que livrent les troupes d'infanterie et d'artillerie : ils trouvent de nombreuses occasions de charger les escadrons ennemis, soit que les efforts de ceux-ci aient échoué devant le feu de l'infanterie et de l'artillerie, soit même qu'ils aient traversé la première ligne.

Tel est le caractère général de cette partie de la retraite qui suit une bataille perdue, qui s'arrête souvent à la chute du jour, et à laquelle on a donné le nom de *retraite tactique*, parce qu'elle s'exécute sur le champ de bataille : on la distingue ainsi de la *retraite stratégique* qui peut être conduite à travers une partie quelquefois considérable du théâtre des opérations.

A la fin de la journée, la retraite tactique est terminée. Le réseau de surveillance et de sûreté s'établit autour des *bivacs* et *cantonnements* : on le compose surtout d'infanterie et l'on prend, à cet effet, les troupes qui ont le moins souffert. La ligne des sentinelles est aussi dense que possible, car il devient essentiel d'éviter toute surprise qui dégénérerait probablement en panique et d'assurer aux troupes fatiguées une bonne nuit de repos. L'artillerie se porte alors en arrière. La cavalerie agit de même, car les deux armées en présence étant très-rapprochées l'une de l'autre, son rôle devient secondaire : toutefois, elle se porte en partie sur les flancs, afin d'y prendre le contact avec les troupes de même arme que, selon toute probabilité, l'armée ennemie y aura lancées.

§ II. *Poursuite.*

Dans le cas où l'assaillant n'a pu réussir à s'établir sur la position, il faut habilement profiter d'un moment où il vient de renouveler ses vains efforts pour commencer la *poursuite*. Celle-ci est menée de concert entre les trois armes.

L'*infanterie* prend une attitude offensive : sans se laisser entraîner, elle cherche à gagner des points favorables à son tir : elle concentre ses feux sur l'ennemi qui se retire, tant pour lui faire subir le plus de pertes possible que pour l'empêcher de se remettre en ordre à partir de la ligne de défense : elle conserve, du reste, ou elle reprend à nouveau sa formation de combat et elle attaque à son tour l'adversaire.

Celui-ci, au fur et à mesure qu'il faisait des progrès sur le champ de bataille, a dû fortifier certains points d'appui derrière lesquels sont placées des réserves : il n'est donc pas prudent de s'avancer sans que quelques éclaireurs reconnaissent préalablement le terrain et sans qu'une partie des troupes de défense soit venue s'établir sur le front de manière à recueillir les troupes lancées à la poursuite dans le cas où celles-ci seraient ramenées. Cette double considération fait que, dans cette première partie de la poursuite, le rôle de l'infanterie est secondaire. Du reste, dans de nombreuses circonstances, l'armée qui a conservé sa position à la fin d'une bataille défensive, y reste, soit qu'elle n'ait aucun intérêt à commencer immédiatement la poursuite, soit qu'elle considère son succès comme suffisant.

L'artillerie joue un rôle considérable dans toute poursuite sur le champ de bataille, car elle peut atteindre les colonnes éloignées, y semer ou en augmenter le désordre. Toutefois, les batteries divisionnaires restent généralement à proximité des troupes auxquelles elles sont attachées. Les batteries de corps d'armée peuvent, au contraire, être portées avec hardiesse en avant, vers des points qui ont été reconnus avant la bataille, sous l'escorte des escadrons des brigades de cavalerie de corps d'armée : ces batteries, conjointement avec les batteries d'artillerie à cheval de la division de cavalerie d'armée, doivent avoir une action vive, rapide et incessante. Quand elles sont fortement escortées et audacieusement lancées en avant, vers les flancs des colonnes ennemies en retraite, elles peuvent y jeter la démoralisation, contribuer à faire tomber de nombreux prisonniers au pouvoir de la cavalerie, et à convertir la retraite de l'adversaire en un désastre : elles concentrent particulièrement leurs feux vers les défilés.

La cavalerie a le rôle prépondérant dans la poursuite : c'est elle qui peut compléter la victoire et la rendre décisive. Elle doit agir avec hardiesse et elle sera d'autant plus assurée du succès qu'elle montrera plus d'ardeur. Voici ce que dit le maréchal de Saxe à ce sujet, quand il se plaint de la mollesse que l'on mettait de son temps à poursuivre l'ennemi : « On suit généralement les paroles du proverbe : *Qu'il faut faire un pont d'or à son ennemi. Cela est faux ; au contraire, il faut le pousser, le poursuivre à toute outrance ; et toute cette re-*

traite qui paraît si belle se convertira bientôt en déroute, si elle est inquiétée. Dix mille hommes détachés vont détruire une armée de cent mille hommes qui fuit. Rien n'inspire tant de terreur et ne cause tant de dommage, car tout y périt... Mais si celui que vous envoyez se met à escadronner et à marcher avec des précautions, c'est-à-dire s'il fait la manœuvre que doit faire l'armée qu'il suit, ce n'est pas la peine de l'envoyer après. Il faut qu'il attaque, pousse et poursuive sans cesse.»

Ainsi donc la division de cavalerie d'armée doit se lancer avec intrépidité contre les troupes de l'adversaire : elle peut être renforcée de quelques escadrons des brigades de cavalerie de corps d'armée : elle peut être soutenue par quelques bataillons d'infanterie : en tout cas, elle est appuyée par les batteries d'artillerie à cheval auxquelles elle sert, du reste, d'escorte.

La cavalerie légère est lancée sur les flancs et la queue des colonnes d'infanterie, sans se préoccuper de leur tir, car l'arme dont disposent les fantassins n'est plus redoutable quand ils ont perdu leur calme, leur sang-froid, quand ils sont en désordre ou démoralisés : cette même cavalerie cherche à s'emparer des pièces d'artillerie ou à les mettre hors de service. Les bois, les fermes, les villages, les ponts où l'ennemi tient encore, sont laissés de côté. Si des colonnes se retirent en ordre, elles sont d'abord canonnées, puis chargées par la grosse cavalerie qui cherche à les disperser, qui les pousse dans diverses directions de façon qu'elles ne puissent se réunir : après les avoir séparées, cette cavalerie les accule à des défilés vers lesquels l'artillerie concentre ses feux. Quand ces colonnes parviennent à se reformer et à résister dans ces défilés, on attend que l'artillerie et l'infanterie soient parvenues à les en déloger et la poursuite continue. Dans tous ces mouvements, la cavalerie agit avec la plus grande célérité, mais avec ordre et ensemble : elle cherche à faire le plus grand nombre possible de prisonniers : elle peut, en outre, être portée plus au loin, vers le convoi, si des informations précises indiquent que les voitures des petit et grand trains ne sont pas trop éloignées.

Telle est l'esquisse sommaire de cette partie de la poursuite exécutée sur le champ de bataille qui se termine généralement à la nuit, et à laquelle on a donné le nom de *poursuite tactique* pour éviter toute confusion avec la *poursuite straté-*

gique qui consiste dans une marche en avant sur le théâtre des opérations.

Lorsque l'obscurité met fin à la poursuite tactique, les troupes s'arrêtent et prennent leurs dispositions pour établir leurs *bivacs* ou leurs *cantonnements*. L'infanterie forme le réseau de surveillance et de sûreté. L'artillerie se met sous sa protection, mais sans trop s'éloigner, de manière à entrer tout de suite en action, s'il est nécessaire. Quant à la cavalerie, si elle est encore en état d'agir, elle peut tenter quelque attaque nocturne dont elle tirera parti pour faire de nombreux prisonniers, étant admis ce fait que les troupes qui ont battu en retraite n'ont généralement qu'une connaissance très-imparfaite de la forme du terrain, des dispositions prises par les autres troupes de leur armée et par celles de l'adversaire. En tout cas, cette cavalerie veille à ce que l'ennemi ne cherche pas à profiter de la nuit pour se dérober : si l'événement se produit, elle en prévient à temps voulu et elle manœuvre pour s'y opposer, en attendant l'arrivée des secours fournis par l'infanterie et l'artillerie.

CHAPITRE III

BATAILLE OFFENSIVE.

Article I. — Préliminaires ou préparation.

Les *préliminaires* ou la préparation d'une bataille offensive se composent de deux parties :

La première consiste dans le rôle de la cavalerie d'armée.

La seconde comporte le *déploiement des colonnes*.

Nous allons les étudier successivement, en suivant, autant que possible, l'ordre naturel des faits afin d'en exposer plus clairement le but, les moyens et les conséquences.

Nous supposons, dans les notions élémentaires suivantes, qu'il s'agit d'une armée de 130,000 à 150,000 hommes, comprenant 1 division de cavalerie et 4 corps d'armée : la division de cavalerie couvre le front d'opérations : 3 des corps d'armée forment la première ligne, à l'aile droite, au centre, à l'aile gauche : le quatrième corps d'armée est en réserve. Admettons que chacune des 6 divisions d'infanterie de la pre-

mière ligne dispose d'un chemin sur lequel elle est seule en marche et d'un front de 2 kilomètres sur l'un ou l'autre flanc, ou d'un kilomètre sur chacun des deux flancs. Le front d'attaque, au début de la bataille, aura donc une étendue de 12 kilomètres, et l'on ne peut guère en adopter un moindre ni un plus grand, puisque l'on obtient ainsi une moyenne de 10 hommes au moins par mètre courant lors de l'engagement général. Ce sont là, il faut le reconnaître, les conditions les plus avantageuses : elles répondent parfaitement aux nécessités actuelles de la tactique et l'on doit chercher à les obtenir, mais dans beaucoup de cas on ne peut y parvenir.

§ I. Rôle de la cavalerie d'armée.

Nous avons déjà indiqué, au *Titre XIII* et au *Titre XIV*, la mission dont est chargée la *cavalerie d'armée* en avant des cantonnements et des colonnes en marche : voyons maintenant comment elle agit sur le *champ de bataille*.

Nous supposons qu'une armée, organisée et disposée comme nous l'avons dit plus haut, et couverte par une division de cavalerie, marche vers l'ennemi pour lui livrer bataille, soit qu'il se retire en vue de choisir une position, soit qu'il ait déjà atteint la position sur laquelle il veut résister.

Les éclaireurs de la cavalerie, qui n'ont jamais dû perdre le contact avec les éclaireurs de l'ennemi, viendront, à un moment, se heurter contre ceux-ci. La zone de terrain, sur laquelle cette première rencontre a lieu, est à l'extrême limite des abords de la position défensive dont l'armée assaillante doit s'emparer.

Dès que chacun des pelotons d'avant-garde des escadrons de première ligne se trouve ainsi arrêté, celui qui le commande en envoie prévenir son chef d'escadron : puis, il manœuvre en mettant à profit tous les accidents du sol : il réunit ou il disperse sa troupe : il menace l'un des flancs et la ligne de retraite des éclaireurs opposés : il cherche à faire des prisonniers : il ne combat, du reste, que s'il ne peut parvenir autrement à remplir sa mission : il veille à ses flancs, à sa ligne de retraite, à sa liaison avec les pelotons voisins et avec l'escadron auquel il appartient. Dans le cas d'infériorité numérique, il prend une

position d'attente, mais avec assez d'habileté pour que l'ennemi ne puisse soupçonner son isolement momentané.

Les escadrons de première ligne accélèrent leur allure, dès qu'ils sont avertis. Ils se trouvent bientôt en présence de l'adversaire. L'escadron de soutien intervient à son tour, conduit par le colonel qui en informe le général commandant la brigade dont son régiment fait partie. Le régiment, réuni ou fractionné, renouvelle ou continue les tentatives des pelotons et des escadrons de première ligne.

Le général de brigade se porte alors en avant avec rapidité, accompagné du régiment qui était en deuxième ligne et de la batterie d'artillerie à cheval dont il dispose. Il fait prévenir le général de division.

Dès son arrivée sur le terrain du combat, le second régiment de la brigade garde une position d'attente si son secours est inutile, ou poursuit et soutient les efforts du premier régiment : il l'aide à déchirer le rideau formé par la cavalerie ennemie : il se ménage des surprises : il fait exécuter, à l'adversaire, de faux mouvements et il l'attire dans des embuscades : il cherche, tant de front que de flanc, à pénétrer jusqu'aux grandes gardes de l'infanterie afin de l'obliger à montrer une partie de ses forces et de ses dispositions.

Dans cette période de l'engagement préliminaire, chacune des deux brigades est appuyée par sa batterie d'artillerie à cheval. Celle-ci laisse ses caissons en arrière : elle se fractionne aussi rarement que possible, la dispersion des pièces annulant souvent les effets du tir : elle est toujours protégée par un soutien spécial, sinon elle serait exposée à être enlevée en raison de la grande étendue de terrain qu'occupe la brigade de cavalerie et des fréquents changements de position que ses escadrons exécutent dans cette première partie de la bataille. Le tir de la batterie doit préparer ou soutenir l'attaque tentée par le second régiment de la brigade : il est dirigé d'abord sur les troupes opposées : il ne prend, pour objectif, les batteries de l'adversaire que si celles-ci opposent un obstacle trop sérieux aux mouvements de la cavalerie, et aussi lorsque la mêlée devient générale.

La brigade de réserve s'approche ensuite rapidement avec la troisième batterie d'artillerie. Elle agit selon les circonstances, soit qu'il n'y ait pas nécessité de la montrer, soit qu'il suffise de

la faire voir à l'adversaire pour qu'il retire sa cavalerie jusque sur les soutiens de l'infanterie, soit qu'il faille poursuivre les efforts tentés jusqu'aux premières lignes de l'infanterie ennemie que l'artillerie canonne à bonne portée.

Chacun des échelons successifs n'entre, du reste, en action que si son secours est indispensable aux troupes qui le précèdent : dans cette lutte de cavalerie contre cavalerie, le chef de toute fraction constituée qui combat, escadron, régiment ou brigade, doit toujours conserver une réserve égale au quart de sa force ; en outre, il veille à la liaison avec les troupes qui sont sur ses flancs et à la ligne de retraite. Il peut arriver enfin qu'il soit nécessaire de faire mettre pied à terre aux meilleurs tireurs pour assurer l'occupation de positions conquises, mais il est préférable que, vu la probabilité d'une bataille prochaine avec l'ennemi, on fasse soutenir immédiatement la cavalerie d'armée par des compagnies ou des bataillons d'infanterie. Il ne s'agit point ici d'un mélange des deux armes, mais de l'appui que celle-ci peut prêter à celle-là, conformément à l'opinion suivante émise par Napoléon I^{er} : « *La méthode de mêler des pelotons d'infanterie avec la cavalerie est vicieuse : elle n'a que des inconvénients. La cavalerie cesse d'être mobile ; elle est gênée dans tous ses mouvements : elle perd son impulsion.* »

Pendant que sa division combat, le général choisit un bon poste d'observation : il examine le terrain : il cherche à se rendre compte de la position, de la force, des dispositions et des projets de l'ennemi : il prescrit des reconnaissances dans les directions qu'il juge convenable d'adopter : il ordonne d'interroger les prisonniers : il recueille tous les renseignements : il recommande d'en prendre note sur les cartes et les carnets : il fait étudier les emplacements qui peuvent être avantageux aux troupes de l'armée : il veille à ce que l'ennemi ne se dérobe pas : il s'assure que les mouvements exécutés par celui-ci n'ont pas pour but d'amener le déploiement de l'armée, puis de refuser le combat. Il envoie, au commandant en chef, toutes les informations qui lui parviennent et il le tient constamment renseigné sur la marche générale de l'engagement. Il continue la lutte, s'il est nécessaire et s'il y a un avantage réel, ou il fait manœuvrer sa division de façon à masquer les forces et les mouvements des troupes en arrière qui prennent alors leur

ordre de bataille, ou il maintient simplement sa division en observation et en contact par quelques éclaireurs. Le rideau ainsi formé peut être complété par une ou plusieurs des brigades de cavalerie de corps d'armée. Chacune de celles-ci aurait, du reste, à remplir un rôle analogue si, par une circonstance fortuite, la cavalerie d'armée était en dehors de la direction suivie par le corps d'armée auquel elle est attachée.

L'engagement de cavalerie dont nous venons de donner une esquisse sommaire a une très-grande importance : il est le prélude obligé de toute grande bataille de notre époque. Si l'on applique le principe admis, que la brigade de réserve de la division de cavalerie d'armée doit être au moins à une journée de marche en avant des têtes de colonnes de cette armée, la bataille ne commencera forcément que le lendemain du jour où les deux troupes de cavalerie de contact se seront livré combat. Dans de pareilles conditions, l'ennemi serait toujours prévenu des projets de l'armée. Or celle-ci, quand elle marche sûrement au combat, n'a pas de surprise à redouter. Il suffit donc que la cavalerie d'armée soit simplement portée en avant, à une distance telle que le déploiement des colonnes puisse s'exécuter rapidement et en secret, sous sa protection : le laps de temps nécessaire, pour que ce déploiement se fasse dans de bonnes conditions, indique la distance réduite à laquelle la cavalerie d'armée doit se trouver en avant des têtes de colonnes. Cette diminution forcée de l'éloignement des éclaireurs aura pour conséquence de faire livrer le même jour l'engagement particulier de la cavalerie d'armée et la bataille elle-même, et de permettre ainsi d'arriver plus facilement au but que l'on se propose en se décidant à une bataille offensive.

§ II. *Déploiement des colonnes.*

Dès que la cavalerie d'armée a signalé la présence certaine de l'ennemi sur une position défensive et son intention probable d'y accepter le combat, il devient nécessaire de faire serrer les divers échelons de marche à leur distance de manœuvre. Tel est, en effet, le premier ordre donné par le général en chef aussitôt qu'il a été averti soit par des courriers, soit par le télégraphe, soit par la canonnade de l'artillerie à cheval. Celui-ci se porte ensuite en avant, se rend compte de la valeur

des informations que lui a fournies la cavalerie, étudie le terrain, cherche à apprécier les dispositions et les forces de l'adversaire, ordonne au besoin l'exécution de quelques reconnaissances offensives, diversions ou démonstrations pour avoir une idée plus exacte des circonstances dans lesquelles va s'engager la bataille: puis il prend une décision, et, s'il y a intérêt à combattre, il établit son *plan de bataille*.

Le système d'attaque est variable : il dépend surtout de la nature du terrain, de l'effectif et des dispositions des troupes engagées, enfin du but stratégique que doit atteindre la victoire. Ces considérations, qui sont à la fois topographiques, tactiques et stratégiques, donnent lieu à des attaques simples ou combinées au sujet desquelles il est nécessaire d'émettre quelques explications sommaires appuyées sur des exemples historiques.

Il est extrêmement rare, à notre époque, il est même inadmissible, qu'une armée engage une bataille en produisant cet effort général auquel on a donné le nom d'attaque *parallèle ou de front*. Déjà, dans l'antiquité, à une époque où les batailles se terminaient par une mêlée générale, on préférerait employer tout autre système : à plus forte raison n'y a-t-il plus lieu d'y recourir maintenant : on y a donc renoncé et l'on emploie exclusivement les *attaques échelonnées* qui permettent la succession des efforts, qui, tout en ménageant les troupes et en évitant un désastre complet, mènent souvent avec plus de facilité et de promptitude au résultat que l'on veut obtenir.

Les attaques peuvent être dirigées de diverses manières : les deux plus simples, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont les plus faciles, sont l'attaque contre le centre ou contre une aile.

Dans l'*attaque contre le centre*, l'armée offensive porte en avant le centre de ses lignes de bataille et elle l'appuie sur ses ailes qui sont échelonnées en arrière : c'est ce que *Jomini* appelle *ordre convexe*, *ordre renforcé au centre* ou *ordre en échelons par le centre*. Cette attaque présente de très-grandes difficultés d'exécution : mais, quand elle réussit, elle a souvent des résultats considérables. Les quelques exemples suivants nous montreront dans quelles circonstances on l'emploie.

A la bataille d'*Austerlitz*, *Napoléon 1^{er}* lança le corps de *Soult* contre le centre de l'armée austro-russe, parce qu'il

voulait profiter des mauvaises dispositions tactiques prises par celle-ci dans son mouvement offensif contre notre aile droite. A la bataille d'*Essling*, c'est encore le même motif qui lui fit adopter ce système d'attaque. A la bataille de *Waterloo*, la direction de la ligne de retraite de l'armée anglaise, qui était perpendiculaire au front de cette armée et en arrière du centre, fut la cause déterminante de l'attaque tentée par *Napoléon 1^{er}* contre cette partie de l'ordre de bataille de l'armée ennemie. A la bataille de *Solférino*, ce fut une considération surtout topographique qui amena le centre de l'armée franco-sarde à tenter l'assaut du village et des hauteurs de *Solférino*.

L'attaque contre une aile peut se faire dans des conditions avantageuses quand la résistance n'y est pas suffisante, quand la nature du terrain des abords permet à l'armée offensive de s'en approcher facilement : mais elle ne produit de résultat décisif que si, après s'être emparée de la position occupée par l'aile ennemie, l'armée se trouve sur un point dominant qui commande les autres positions ou la ligne de retraite de l'adversaire. *Jomini* donne, à cette attaque, les dénominations d'ordre avec une aile renforcée, d'ordre oblique simple ou renforcé à l'aile d'attaque, d'ordre en échelons sur une aile. Laissons de côté ces distinctions spécieuses qui sortent, du reste, du cadre de nos études : cherchons, dans l'histoire militaire, des exemples destinés à nous indiquer les circonstances dans lesquelles on a eu recours à l'attaque contre une aile.

A la bataille de *Friedland*, *Napoléon 1^{er}* dirigea le principal effort contre l'aile gauche de l'armée russe, parce qu'elle était séparée de l'aile droite par un ruisseau raviné sur lequel il n'y avait aucun pont permanent et parce qu'il voulait l'acculer au cours de l'*Alle* qui rendait la retraite très-difficile à l'ennemi. A la bataille de *Montereau*, c'est le même motif qui lui fit prononcer l'attaque principale contre l'aile gauche de l'armée du prince de *Wurtemberg*, dans la direction du pont sur la *Seme*. A la bataille de *Saint-Privat*, l'armée allemande prit pour objectif le village de *Saint-Privat* qui était le point d'appui de notre droite, parce qu'elle tenait à empêcher l'armée française de se retirer par la route de *Briey* et qu'elle voulait la rejeter vers *Metz*.

Les deux espèces d'attaques que nous venons d'indiquer sont dites *simples* : souvent encore on adopte des attaques *combi-*

nées dont les principales sont : l'attaque contre le centre combinée avec l'attaque contre une aile : l'attaque contre une aile combinée avec l'attaque contre le flanc de cette aile ou contre les derrières : l'attaque contre les deux ailes. L'emploi de l'une ou l'autre de ces combinaisons provient toujours de considérations tactiques, topographiques ou stratégiques, qui déterminent quelle est celle des deux-attaques qui est *principale* : l'autre est généralement *secondaire*.

L'attaque contre le centre combinée avec l'attaque contre une aile, qui constitue l'un des douze systèmes énoncés par Jomini, a été employée par Napoléon I^{er} à la bataille de Wagram et à celle de Ligny. Dans la première de ces deux batailles, il donna l'ordre à Davout, qui était à l'extrême droite, d'attaquer l'aile gauche des Autrichiens, pour empêcher l'archiduc Jean d'arriver, à temps voulu, sur le champ de bataille, au secours des troupes commandées par l'archiduc Charles, tandis qu'une grosse colonne commandée par Macdonald fut dirigée vers le centre de l'armée autrichienne qu'elle sépara de la droite. Dans la seconde bataille, il fit attaquer le village de Ligny, qui commandait le centre de la position de l'armée prussienne, et le village de Saint-Amand, parce que notre aile gauche couvrait la ligne d'opérations qui devait passer par ce dernier point et qu'en s'en emparant, il espérait rejeter l'aile droite des Prussiens et séparer ceux-ci des Anglais.

L'attaque contre une aile combinée avec l'attaque contre le flanc de cette aile ou contre les derrières est presque toujours le résultat de combinaisons stratégiques préparées et exécutées avant que les deux armées ne se rencontrent : c'est à peu près ce que Jomini appelle l'ordre *parallèle avec une aile ployée en avant* : cette combinaison a surtout pour but de menacer la ligne de retraite de l'ennemi et de chercher à prendre ses défenses d'enfilade : aujourd'hui, on caractérise l'attaque dirigée contre le flanc ou contre les derrières en la désignant sous le nom de *mouvement tournant*. Nous en trouvons un premier exemple à la bataille de Castiglione où Bonaparte, venant de battre Quasdamovitch à Lonato, attaqua l'aile gauche de l'armée autrichienne commandée par Wurmser, tandis que la division Sérurier, qui était à Marcaria, avait reçu l'ordre de manœuvrer contre le flanc gauche et les derrières de cette armée. A la bataille de Rivoli, le corps autrichien de Lusignan

fut chargé de tourner notre aile droite : il y parvint, mais comme le gros des forces ennemies n'avait pu réussir à forcer l'aile droite de notre armée, ce corps se trouva complètement isolé et fut pris : il est bon de remarquer que, dans ce cas, le mouvement tournant n'était pas dirigé contre le flanc de l'aile vers laquelle était portée l'attaque principale. A la bataille d'*Eylau*, tandis que *Napoléon 1^{er}* faisait attaquer le centre et l'aile gauche de l'armée russe, le 3^e corps, aux ordres de *Davout*, exécutait une attaque contre le flanc de cette aile gauche de manière à gagner promptement la ligne de retraite de l'adversaire.

Il convient, du reste, d'ajouter que *quelquefois une attaque contre le flanc ou contre les derrières a été exécutée sans combinaison avec une autre attaque*. A la bataille d'*Arcole*, par exemple, *Bonaparte* n'avait d'autre intention que de menacer la ligne de retraite de l'armée autrichienne qu'*Alvinzi* avait établie sur la position de *Caldiero* ; ayant échoué dans l'attaque directe contre cette position, il porta toutes ses troupes en arrière du flanc gauche de l'ennemi et il parvint à l'obliger à la retraite. A la bataille d'*Iéna*, la direction suivie par la gauche de l'armée française depuis le début des hostilités fut telle qu'elle commença la bataille contre le flanc gauche de l'armée prussienne commandée par *Hohenlohe* : celui-ci l'avait établie, face au sud, entre *Iéna* et *Weimar*.

Il nous reste enfin à signaler l'*attaque contre les deux ailes*, que *Jomini* appelle l'*ordre avec les deux ailes renforcées*, l'*ordre convexe* ou l'*ordre en échelons par les deux ailes* : c'est ce que l'on désigne maintenant sous le nom d'*attaque enveloppante*. Elle présente de grands avantages, puisque l'action concentrique de l'armée assaillante permet de faire converger tous ses feux contre les troupes établies sur la position défensive : mais il faut que celles-ci gardent une attitude essentiellement passive, sinon elles pourraient à leur tour tenter un mouvement offensif contre le centre affaibli par le renforcement des deux ailes, isoler celles-ci et les battre séparément : en tout cas, il est nécessaire, pour faciliter au centre la résistance si l'adversaire vient l'attaquer, que l'armée qui adopte ce système d'attaque ait une grande supériorité numérique. C'est ce qui eut lieu, par exemple, aux batailles de *Leipzig*, de *Warth* et de *Sedan*. Il peut encore arriver que

l'armée ennemie batte en retraite et que l'armée assaillante adopte cette disposition pour mettre à profit les formes du terrain, comme le fit *Davout* à la bataille de *Auerstaedt*, lorsque, ayant solidement établi la division *Gudin* à *Hassenhausen*, la division *Friant* à l'aile droite et la division *Morand* à l'aile gauche, il eut repoussé les attaques de l'armée prussienne : il fit gagner du terrain aux deux ailes de son ordre de bataille en les portant en avant et de façon à englober les Prussiens en fuite, bien que ceux-ci fussent plus nombreux. A *Sadowa*, le système de défense passive adopté par l'armée autrichienne permit aux deux ailes de l'ordre de bataille prussien d'attaquer celles de l'armée ennemie et d'atteindre facilement la ligne de retraite, bien que l'effectif fût à peu près égal de part et d'autre et que les Autrichiens eussent en leur faveur les avantages du terrain.

Telles sont, en résumé, les principales attaques. Le commandant en chef d'une armée qui engage une bataille offensive adopte celle qui répond le mieux aux considérations tactiques, topographiques et stratégiques, à moins toutefois que les dispositions prises par l'adversaire ne lui laissent pas le choix. *Napoléon I^{er}* émet, à ce sujet, l'opinion suivante : « Une maxime de guerre bien éprouvée est de ne pas faire ce que veut l'ennemi, par la seule raison qu'il le désire : ainsi, on doit éviter le champ de bataille qu'il a reconnu et étudié : il faut mettre plus de soin à éviter celui qu'il a fortifié et où il s'est retranché. Une conséquence de ce principe est de ne jamais attaquer de front une position qu'on peut obtenir en la tournant. »

Conformément à cet axiome, le général en chef de l'armée assaillante doit chercher quels sont les points faibles de la position ennemie et il n'y parvient qu'à l'aide d'attaques secondaires ou partielles, c'est-à-dire de *diversions* ou de *démonstrations* qui sont, en fait, de véritables *reconnaisances offensives* exécutées sur le champ de bataille même : elles ont pour résultat de compléter les renseignements fournis par la cavalerie d'armée, d'inquiéter l'ennemi, de le tenir dans l'incertitude sur la véritable direction de l'attaque principale et de faciliter celle-ci.

Nous avons vu plus haut que, dès que l'engagement des deux cavaleries ennemies a acquis un développement faisant pré-

sumer la probabilité d'une bataille, on ordonne aux colonnes de diminuer les distances entre leurs divers échelons. L'éloignement de la cavalerie d'armée, étant admis même qu'on ait rapproché celle-ci de la tête des colonnes en vue de la proximité de l'ennemi, est, en tout cas, tel que le commandant de l'armée assaillante reste libre d'engager la bataille le jour même ou de la réserver pour le lendemain. Voici les opinions émises par *Marmont* à ce propos : « *A quelle heure faut-il donner les batailles offensives? C'est une question digne d'examen et d'une grande importance. Il faut, quand on a le choix, varier les heures selon les circonstances. A-t-on une supériorité décidée qui autorise une ferme confiance dans la victoire? il faut attaquer de grand matin, afin de pouvoir profiter des succès obtenus. Il n'y a pas d'homme de guerre qui ne se rappelle le chagrin qu'on éprouve dans le succès en voyant la nuit arriver, et l'impatience avec laquelle on l'attend dans les revers. Il faut encore attaquer le plus tôt possible, quand on a toutes ses troupes sous la main et que l'ennemi n'a pas encore réuni les siennes..... Mais quand des forces à peu près égales rendent la victoire incertaine, il vaut mieux attaquer vers le milieu du jour; les conséquences d'un revers sont moins à redouter et un général doit avant tout penser à la conservation de son armée. La destruction de l'ennemi ne vient qu'en seconde ligne dans l'ordre des devoirs et des intérêts. D'ailleurs, si la question reste indécise, on a toute la nuit pour préparer une nouvelle attaque et d'autres combinaisons. Ensuite les troupes sont plus reposées, elles ont pu faire un repas avant le combat; elles sont dans des conditions de force et d'énergie. Au contraire, l'armée qui se défend, préoccupée et agitée, ne peut pas se livrer à un repos aussi complet et voit souvent son moral s'altérer à mesure que le moment de l'action s'approche.* » Cette citation prouve que les considérations relatives à l'heure propice de l'attaque peuvent avoir une influence considérable sur la détermination du commandant de l'armée assaillante.

Pendant que le général en chef fait étudier le terrain, reconnaître les dispositions et les forces de l'ennemi, les colonnes de combat se serrent et peuvent prendre la formation préalable de rassemblement. Il faut ensuite que les troupes passent de l'ordre en colonnes de route à l'ordre de bataille. Cette opéra-

tion est d'une extrême importance et elle demande souvent un temps considérable : elle se fait sous la protection de l'avant-garde de cavalerie soutenue par celle d'infanterie et d'artillerie. Nous avons déjà vu le rôle de la cavalerie dans cette première phase de la bataille : étudions celui des deux autres armes.

Les *bataillons d'avant-garde* occupent immédiatement quelques points forts : il n'est pas nécessaire que ces points soient nombreux, ni que toutes les forces disponibles y soient tout de suite employées : ce sont de simples *points d'appui* ayant un caractère purement défensif au début, dont la possession permet aux troupes de prendre pied sur les abords du champ de bataille et de faciliter le déploiement des colonnes qui sont en arrière. Chacun des bataillons auxquels cette mission est confiée reçoit des instructions spéciales sur le caractère particulier de son action : il adopte la formation de combat, mais il ne se couvre qu'à l'aide de quelques groupes de tirailleurs, le reste de la troupe se tenant abrité autant que possible et concentré de façon à être prêt à se porter dans toutes les directions. L'infanterie d'avant-garde ne peut encore agir par ses feux à une aussi grande distance : elle forme donc un second rideau derrière celui de la cavalerie d'armée : elle n'a, pour le moment, d'autre objet que de masquer à l'adversaire les mouvements que les colonnes exécutent en arrière et de s'opposer à toute attaque que celui-ci voudrait tenter pour assaillir les troupes pendant qu'elles manœuvrent. Des tranchées-abris, des défenses accessoires, des retranchements rapides peuvent, du reste, être employés pour accroître la force des premiers points ainsi occupés.

L'*artillerie d'avant-garde* soutient les bataillons auxquels elle est affectée : elle s'établit, après une reconnaissance préalable, sur les emplacements les plus favorables à sa mise en action immédiate. Chaque batterie est partagée en deux groupes : le premier, qui forme la *batterie de combat*, comprend les hommes et les voitures qui doivent être conduits au feu ; l'autre groupe, formant la *réserve*, comprend le reste de la batterie pour lequel il est nécessaire de chercher un emplacement abrité. En admettant que chacun des corps d'armée de première ligne de l'armée dont nous étudions les dispositions d'attaque se meuve sur une seule route, on peut disposer, dès le début de l'engagement, des 4 batteries d'artillerie de la

première division. Chacun des officiers qui les commandent est renseigné sur le but général de la bataille et sur le but spécial qui lui incombe : il se porte sur la position qu'il doit occuper ; il se rend compte de l'objectif qui lui a été assigné, de la distance du but à battre, de la direction qu'il doit donner à la ligne de ses pièces, de l'étendue de terrain qu'il convient d'occuper pour assurer l'efficacité du tir, tout en exposant le moins possible le personnel et le matériel et en évitant soigneusement de gêner les mouvements immédiats ou prochains des troupes avec lesquelles il opère : il s'assure, à cet effet, que la position qu'il veut occuper lui permettra de seconder les efforts de l'infanterie, sans effectuer un déplacement de 500 mètres, au cas où celle-ci se porterait en avant : il examine enfin si sa liaison avec les troupes voisines est assurée et, dans le cas où il n'en est pas ainsi, il demande l'escorte nécessaire à la protection de ses pièces.

Après cette étude préparatoire, la batterie de combat est amenée sur la position choisie, tandis que la réserve reste à 500 mètres au plus en arrière et vers le flanc le moins exposé, tout en conservant, avec les pièces, une communication constante, facile et dérobée. Les pièces sont ensuite disposées pour l'exécution des feux, à un intervalle moyen de 15 à 20 mètres les unes des autres, sans chercher un alignement rigoureux, mais en évitant qu'aucune ne gêne le tir de celles qui l'avoi-sinent : des épaulements rapides peuvent, du reste, être construits lorsqu'on le juge utile.

La rapidité du feu de l'artillerie dépend essentiellement des circonstances, mais le plus souvent il faut qu'elle tire avec lenteur surtout dans la première phase de la bataille : à ce moment, elle doit surtout avoir pour but de forcer l'ennemi à se déployer et de faciliter le déploiement des colonnes qui sont en arrière : en outre, il est à observer que, sauf dans le cas où les deux cavaleries d'armée combattent encore, l'artillerie ennemie peut seule être distinguée avec quelque netteté au commencement d'un combat : c'est donc contre les batteries de l'adversaire que sont ordinairement dirigés les premiers coups, sous cette réserve que l'on doit tirer contre les troupes d'infanterie et de cavalerie aussitôt qu'on peut le faire avec quelque chance de succès. Dans cette partie de la lutte, l'artillerie de la défense fait tous ses efforts pour empêcher les

batteries d'attaque de s'établir en position : elle pourrait peut-être y parvenir si celles-ci agissaient isolément et n'étaient pas en nombre suffisant. Il faut donc, dès le début d'une bataille offensive, faire entrer en ligne autant de batteries que l'on peut en réunir, les tenir aussi rapprochées que possible pour assurer l'unité d'action en vue de concentrer les feux sur les principaux points de la position défensive qu'il y a intérêt à couvrir de projectiles : si le feu est conduit avec sagesse et si les sections de munitions fonctionnent régulièrement, cette action d'ensemble peut durer assez longtemps pour produire un effet décisif.

Pendant ce combat d'avant-garde, le *gros de la colonne de combat* s'est massé sur la route ou à proximité de celle-ci, en ayant toujours soin de laisser libre un passage servant, soit pour la transmission des ordres, soit pour permettre aux troupes qui sont en arrière de se porter en avant dans le cas où il serait nécessaire.

Le commandant de chacune des divisions, des brigades et des régiments reçoit les instructions nécessaires au rôle qui lui incombe, à l'objectif qu'il doit adopter, à l'étendue du terrain sur laquelle doit opérer la troupe placée sous ses ordres, aux relations qui doivent l'unir aux troupes en avant d'elle, sur ses flancs ou en arrière, de façon que tous les efforts isolés tendent sans cesse vers le même but : ces instructions sont ensuite transmises aux chefs des unités tactiques et des unités de combat qui agissent de même à l'égard de leurs inférieurs : c'est ainsi que l'on obtient la cohésion nécessaire pour donner de l'ensemble à toutes les actions individuelles.

Les directions que doivent suivre les troupes pour quitter la route et se porter vers leur place dans l'ordre de bataille sont alors reconnues, si elles n'ont été déjà indiquées : les colonnes se déploient, soit en faisant usage des chemins, soit en suivant des *débouchés tactiques* dont les divers points de passage sont indiqués à l'aide d'objets visibles. Ce déploiement se fait avec la plus grande rapidité, tant pour soutenir le plus tôt possible l'avant-garde que pour éviter le danger inhérent à toute évolution.

Si l'on admet que l'avant-garde des deux colonnes formées par corps d'armée contient 1 ou 2 régiments de cavalerie, 1 ou 2 régiments d'infanterie, 8 batteries d'artillerie divisionnaire,

cette troupe, établie comme nous l'avons dit plus haut, sera parfaitement suffisante pour occuper le front de 4000 mètres environ que l'on admet en général comme représentant à peu près l'étendue en longueur de l'ordre de bataille formé par un corps d'armée.

Enfin, la division de *cavalerie* d'armée et les brigades de cavalerie de corps d'armée se retirent vers l'un ou l'autre flanc, quelquefois vers les deux, quand l'ordre de bataille a été pris en arrière du terrain qu'elles occupaient : la première peut être, suivant les circonstances, établie au repos en arrière des troupes engagées ou employée à des diversions, démonstrations, attaques partielles, reconnaissances offensives, pointes et mouvements tournants : une partie des secondes peut être appelée à l'appuyer dans ces opérations détachées, ou à les exécuter pour son propre compte, tandis que l'autre partie se place près des troupes qui combattent, en mettant à profit tous les abris que contient le champ de bataille.

Telle est, en résumé, la première phase d'une bataille. On peut admettre que, avant d'entreprendre l'engagement général, la deuxième ligne d'infanterie se trouve à 1000 mètres en arrière du dernier échelon de la première et à la même distance en avant de la troisième, enfin que la réserve générale est à peu près à 2000 mètres derrière celle-ci.

Quant aux voitures du train de combat, elles sont à peu près réparties de la manière suivante. Les voitures régimentaires restent à proximité des troupes auxquelles elles sont attachées. Les caissons de munitions d'infanterie sont rapprochés de la première ligne de bataille en nombre suffisant ; les sections de munitions d'artillerie et le reste des sections de munitions d'infanterie sont maintenus à 3 kilomètres environ en arrière des troupes engagées. Les sections légères d'ambulance se tiennent à la hauteur des troupes de deuxième ligne, tandis que les sections lourdes sont établies en quelque endroit favorable, près de la réserve générale. Enfin, les voitures des petits et grands trains sont laissées à plusieurs kilomètres en arrière, soit en colonne sur les routes et chemins, soit parquées à proximité.

Article II. — Engagement général en exécution.

Nous venons d'indiquer comment les troupes se sont déployées : elles y procèdent de la même manière, quelle que soit la direction de l'attaque adoptée et que celle-ci soit partielle ou secondaire, générale ou principale. Si elles ont pu profiter de terrains couverts et accidentés, elles ont généralement leur première ligne à bonne portée de canon de celle de la défense : si elles ont dû se déployer sur des terrains découverts, elles ont dû avoir recours aux cheminements exécutés sous la protection du rideau formé par la cavalerie d'armée et hors d'atteinte de l'artillerie ennemie.

Dans un cas comme dans l'autre, l'*engagement général* commence au moment où cette cavalerie, après s'être retirée, laisse la première ligne d'infanterie en présence de celle des défenseurs : comme elle est encore trop éloignée pour faire usage de ses feux, il faut qu'elle se rapproche et ce mouvement en avant est le début de la deuxième phase de la bataille.

L'*artillerie* de la première ligne d'attaque joue alors un rôle extrêmement important : c'est elle qui soutient la marche de l'infanterie. Elle constitue, en quelque sorte, l'élément stable dans cette période de la lutte : à cet effet, elle reste sur les premières positions qu'elle occupe et elle donne à son feu toute l'intensité nécessaire pour empêcher, s'il est possible, les batteries ennemies de canonner les bataillons pendant leur mouvement en avant : elle possède, à ce moment, une supériorité certaine sur l'artillerie de la défense, puisque celle-ci a été obligée de conserver un certain nombre de ses batteries en réserve pour parer aux éventualités imprévues, tandis que l'artillerie de l'attaque a pu mettre immédiatement en action toutes les batteries nécessaires. L'artillerie se conforme aux circonstances locales, elle reste aussi longtemps que possible en position afin de ne pas priver l'infanterie de son appui et, sauf dans des cas exceptionnels, elle ne se déplace pas pour des distances inférieures à 500 mètres. Toutefois, il faut éviter de laisser les pièces trop en arrière des bataillons qui marchent à l'ennemi : le moral de ceux-ci pourrait en être considérablement affecté : du reste, en se conformant aux mouvements de l'infanterie, l'artillerie diminue aussi la distance qui la sépare

de l'ennemi : elle augmente, en conséquence, la justesse et les effets de son tir : elle aperçoit peu à peu les lignes de l'adversaire, les obstacles derrière lesquels il s'abrite et elle peut saisir plus facilement la marche générale du combat. Les premières batteries engagées se déplaceront donc et se porteront vers une seconde position de façon à servir à côté des troupes auxquelles elles sont attachées : elles abandonneront leurs premières positions par échelons successifs, elles se porteront en avant au trot et à intervalles ouverts et elles viendront s'établir sur des positions telles qu'elles puissent soutenir efficacement l'infanterie, tout en tenant compte des formes du terrain et en ne se rapprochant point trop des tirailleurs ennemis. Dans certaines circonstances favorables, quelques batteries peuvent même faire preuve d'une grande indépendance et devancer au loin les autres troupes, sous la protection d'une escorte spéciale : cette offensive hardie peut être tentée lorsque certains points des abords sont mal battus par la défense ou quand l'ennemi montre de l'hésitation.

C'est sous la protection de cette artillerie que la première ligne d'*infanterie* prononce son mouvement en avant. Jusqu'alors elle était établie sur quelques points d'appui, couverte par un petit nombre de tirailleurs, le reste de chaque bataillon massé et abrité, non-seulement pour se dérober aux projectiles de l'artillerie de la défense, mais encore pour laisser celle-ci dans l'incertitude sur les forces, les dispositions et les projets de l'armée assaillante. Les bataillons de première ligne quittent leurs premières positions dès qu'ils ont été démasqués par la cavalerie et qu'ils se savent soutenus en arrière par les autres bataillons du même régiment qui sont venus former une seconde ligne seulement ou les deuxième et troisième lignes.

Tant que les projectiles de l'artillerie ennemie ne peuvent atteindre les troupes de la première ligne, soit par le fait de l'éloignement, soit à cause des formes du terrain, chacun des bataillons qui les constitue adopte, pour sa marche, la formation qui convient le mieux aux circonstances locales. Dès qu'il n'en est plus ainsi, le chef de bataillon dispose sa troupe en *lignes de colonnes de compagnies* : cette ligne a des intervalles variables ; s'ils sont trop serrés, le bataillon forme une masse que les batteries ennemies peuvent aisément prendre pour objectif et atteindre : s'ils sont trop ouverts, il est à craindre

que le principe essentiel de la cohésion ne soit plus observé : en tout cas, chaque troupe veille à la liaison avec les troupes voisines, conformément à l'axiome suivant de Napoléon 1^{er} : « *Il faut avoir pour principe de ne jamais mettre, entre les divers corps qui forment les lignes de bataille, des intervalles par où l'ennemi puisse pénétrer, à moins que ce ne soit pour l'attirer dans un piège.* » Il est à observer, en effet, que très-probablement l'armée qui résiste ne se décidera pas à une défensive passive, qu'elle tentera des *retours offensifs*, des *contre-attaques*, et elle pourrait profiter de l'isolement momentané des bataillons de la première ligne pour leur infliger des échecs partiels dont l'effet moral est toujours fâcheux au début d'une bataille. Afin d'éviter ce danger et, du reste, pour explorer le terrain par lequel doit passer le bataillon, on détache quelques éclaireurs en avant et sur les flancs.

Si le terrain est découvert, c'est à 2000 mètres seulement environ de l'artillerie ennemie que chaque bataillon de la première ligne se prépare à prendre la formation de combat : si le terrain est couvert, il est préférable d'attendre que le bataillon soit à une moins grande distance des batteries de la défense. Le bataillon forme alors des échelons successifs composés de la ligne des éclaireurs souvent commandée par un officier, de la chaîne des tirailleurs, de la ligne des renforts, de la ligne des soutiens et de sa réserve spéciale : la profondeur moyenne de cet échelonnement successif doit être de 500 mètres environ. La marche continue ainsi jusqu'à ce que les éclaireurs soient à 1000 ou 800 mètres de la première ligne de défense. Ces hommes étant les meilleurs tireurs ouvrent le feu contre les parties de cette ligne qui sont visibles : ils se portent ensuite en avant de façon à se trouver à 500 ou 600 mètres des tirailleurs ennemis : la chaîne des tirailleurs se porte sur la ligne des éclaireurs : le feu augmente d'intensité : il est concentré sur les batteries de l'adversaire, sur les saillants, sur les points d'attaque spéciaux : les renforts entrent à leur tour en ligne : les soutiens les suivent, les remplacent en partie derrière la chaîne et prennent même part au combat, soit en renforçant certains points de cette chaîne, soit en formant une seconde chaîne qui donne des feux étagés, soit en exécutant des feux de salve par petits groupes. Le nombre des tirailleurs, quand ceux-ci ne forment qu'une ligne, doit être, au maximum, de un homme par mètre

courant du front d'attaque. Le mélange des divers échelons successifs ne se fait, bien entendu, qu'en raison des besoins : au fur et à mesure que chacun d'eux se porte à hauteur de celui qui le précède, il doit être remplacé par une partie ou par la totalité de celui qui le suit.

La marche de la première ligne se continue par bonds successifs. Elle est suivie par la deuxième ligne dont l'éloignement diminue en même temps que la première ligne se rapproche de l'ennemi : cette deuxième ligne détache même une partie de ses troupes, soit pour remplacer les réserves spéciales de la première, soit pour prolonger le front de celle-ci ou veiller à ses flancs. La troisième ligne suit le mouvement en agissant par rapport à la deuxième ligne comme celle-ci par rapport à la première.

Dans cette marche en avant, les troupes d'infanterie sont conduites de façon à subir le moins de pertes possible. Les fractions en ordre dispersé emploient tous les abris pour se dérober au feu des tirailleurs ennemis. Les fractions en ordre formé évitent de se montrer à découvert. Si elles ne peuvent faire autrement et si elles s'aperçoivent qu'elles sont prises comme objectif par des pièces de la défense, elles peuvent éviter ou diminuer les pertes en se déplaçant de quelques pas en avant. Si la cavalerie ennemie se présente à l'improviste, chaque fraction reçoit son attaque en adoptant la formation la plus appropriée aux formes et à la nature du terrain.

Les escadrons des brigades de *cavalerie* de corps d'armée se maintiennent, autant que possible, à hauteur des troupes d'infanterie auxquelles ils sont attachés, sur la partie du champ de bataille qui est la plus favorable à leur action : ils se mettent à l'abri des vues et des coups de l'ennemi. Ils restent en position ou ils manœuvrent de manière à épier le moment propice pour entrer en action. Ils profitent de toutes les ondulations du terrain pour se rapprocher de l'adversaire en dissimulant leur présence : les environs de la position qu'ils occupent sont reconnus : les mouvements de l'ennemi sont épiés : ils se lancent à la charge toutes les fois que les circonstances locales, les dispositions de l'ennemi et la protection de l'infanterie le permettent ou l'exigent. En tout cas, ils veillent à la sécurité des ailes de la première ligne : ils se tiennent prêts à repousser les retours offensifs de la défense, particulièrement

ceux qui sont dirigés contre les flancs : ils servent souvent aussi d'escorte et de soutien aux batteries qui sont portées loin des troupes.

L'*artillerie* suit les mouvements de l'infanterie afin de secondar ses efforts et de l'appuyer : elle prend des positions successives aussi rapprochées que possible des tirailleurs ennemis : elle est renforcée, soit par les batteries divisionnaires qui n'avaient pas été engagées dès le début du combat, soit par une partie ou la totalité des batteries de corps d'armée. Les différentes batteries de la première ligne sont, en fait, aussi nombreuses que l'espace qui leur est réservé le permet : elles agissent par groupes de façon à donner une grande puissance à leurs feux par leur accumulation sur un même point : elles cherchent à obtenir un effet à la fois moral et matériel : elles accablent de projectiles les troupes de la première ligne de défense pour les démoraliser et elles tentent de détruire les obstacles naturels ou artificiels sur lesquels celles-ci s'appuient ou derrière lesquels elles s'abritent. En concentrant leurs feux vers les points importants, vers la clef de la position, elles préparent l'assaut direct par l'infanterie. Dans cette partie du combat, elles doivent agir avec la plus grande vigueur afin de faciliter l'attaque générale par l'infanterie, car elles ne pourront plus prêter leur appui immédiat à la première ligne à partir du moment où celle-ci se lancera à l'assaut du front de la défense jusqu'au moment où elle y aura pris pied.

La première ligne d'*infanterie* a continué sa marche : les divers échelons qui la composent se sont rapprochés les uns des autres et même confondus de façon à former, suivant les circonstances locales, une ou deux chaînes de tirailleurs : le feu a pris toute son intensité et a été concentré sur les points auxquels il faut donner l'assaut : la deuxième et la troisième lignes ont diminué leurs distances et sont prêtes, soit à soutenir la première, soit à la recueillir dans le cas où elle échouerait : elles peuvent se créer, à cet effet, de solides points d'appui en élevant quelques retranchements rapides sur certaines parties des positions qu'elles occupent.

La première ligne d'infanterie est arrivée à une aussi courte distance que possible de la première ligne de défense : son feu rapide, secondé par celui de l'artillerie, a jeté la démoralisation parmi les défenseurs. Le signal de l'*assaut* est donné.

Les tirailleurs se précipitent sur le front de la position en prenant pour points de direction de leur attaque à la baïonnette les objectifs qui leur ont été assignés et sur lesquels leur feu a été préalablement concentré. Les échelons de la première ligne qui ne sont pas passés sur la chaîne des tirailleurs et, dans le cas où toute la première ligne s'est lancée à l'assaut, les troupes de deuxième et troisième lignes, restent en arrière pour s'opposer aux contre-attaques des défenseurs, pour appuyer la première ligne s'il est nécessaire, pour compléter le succès ainsi que pour servir de noyau de rassemblement à la première ligne si celle-ci n'a pu réussir. Les escadrons des brigades de cavalerie de corps d'armée se tiennent, dans le même but, à proximité des soutiens et des réserves d'infanterie. Quant à l'artillerie, ne pouvant plus atteindre la première ligne de défense sans courir le risque de frapper les assaillants, elle allonge son tir et elle prend les réserves pour objectif afin d'isoler les défenseurs du front de la position.

Si l'assaut a réussi, les troupes qui ont enlevé le front de la position défensive se reforment et se portent en avant afin de mettre tout de suite à profit la démoralisation de l'adversaire et le désordre probable avec lequel il se retire : les troupes des deuxième et troisième lignes s'établissent sur le terrain conquis et se hâtent de l'organiser défensivement afin de s'en assurer la possession au cas où l'ennemi tenterait quelque vigoureux retour offensif : quelques fractions peuvent même se mettre à la poursuite de l'adversaire, s'il est désorganisé. L'artillerie dirige les coups sur les troupes qui battent en retraite, soit en conservant les positions qu'elle avait avant l'assaut, soit en se portant sur d'autres positions plus rapprochées. La cavalerie se lance à la poursuite des troupes battues, si les circonstances locales et le désordre de celles-ci lui offrent de sûres garanties de succès.

Si les efforts de la première ligne d'attaque n'ont pu aboutir du premier coup à faire tomber le front de la position, il est préférable, pour éviter le fâcheux effet moral d'un mouvement en arrière, de les renforcer à l'aide des soutiens et des réserves.

Si l'attaque a échoué, soit parce que la position est trop forte, soit parce que l'ennemi soutenu par des troupes fraîches a obligé l'assaillant à se retirer, les soutiens et les réserves se

déployent rapidement pour offrir une première résistance, pour recueillir les troupes de là ligne de combat et pour permettre à celles-ci de se rassembler, puis de venir prendre position sous leur protection.

Telle est la succession théorique des principaux faits d'un engagement général.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, cet engagement ne consiste pas dans un seul effort : il se produit contre certaines parties du front ou des flancs de la position défensive qui sont indiquées par les considérations topographiques, tactiques ou stratégiques. Il est évident qu'une armée qui accepte une bataille défensive se trouve dans d'excellentes conditions de succès, si elle a des forces à peu près égales à celles de l'adversaire, ou si, dans le cas d'une infériorité numérique assez grande, elle peut en diminuer les inconvénients par l'emploi d'une bonne position défensive. On doit donc admettre que des attaques partielles préparent ou secondent toujours l'attaque principale, celle qui doit chasser les défenseurs du terrain qu'ils occupent et y établir les assaillants. Mais ce résultat ne peut être que rarement obtenu si l'on ne met en action que les troupes des premières lignes de bataille : si la résistance est énergique, il faut avoir recours à la *réserve générale*.

Dans l'hypothèse que nous avons admise, chacun des trois corps de première ligne de l'armée assaillante dispose d'une troisième ligne dont la force moyenne varie du tiers au quart de l'effectif des troupes présentes sur le champ de bataille : on y emploie souvent une fraction constituée d'infanterie avec laquelle on conserve les escadrons de cavalerie de corps d'armée non employés et les batteries que le manque d'espace a empêché de placer sur la première ligne. Chacune de ces troisièmes lignes a un rôle différent, suivant la position qu'elle occupe dans l'ordre de bataille : celle du corps du centre forme, en quelque sorte, un point d'appui mobile pendant la deuxième phase de la bataille : la troisième ligne des corps d'armée des ailes peut être appelée, d'un instant à l'autre, à prolonger la ligne de bataille, à faire ce que l'on appelle des *crochets offensifs*, à exécuter les attaques partielles contre le flanc de la position et à résister aux *contre-attaques* que les défenseurs pourraient exécuter dans la même direction : le rôle de celles-ci paraît donc surtout devoir être latéral.

L'armée a, en outre, une réserve générale formée d'un corps d'armée au complet et qui possède, par conséquent, tous les éléments nécessaires pour livrer, s'il y a lieu, un combat particulier. L'action de cette réserve générale peut varier suivant les circonstances. Ainsi, à la bataille d'*Austerlitz*, à celle d'*Iéna*, la garde impériale qui formait la réserve générale de la grande armée française ne prend pas part au combat, tandis qu'à la bataille de *Waterloo* elle est très-promptement engagée, elle passe à la première ligne et elle supporte tout l'effort de la poursuite par l'armée anglo-prussienne.

Voici, à ce propos, l'opinion de *Napoléon I^{er}* : « *Les généraux qui gardent des troupes fraîches pour le lendemain d'une bataille sont presque toujours battus. On doit, s'il est utile, faire donner jusqu'à son dernier homme, parce que le lendemain d'un succès complet, on n'a pas plus d'obstacle devant soi : l'opinion seule assure de nouveaux triomphes au vainqueur.* » Il y a lieu d'observer que, dans ce principe il n'est pas tenu compte de la possibilité d'un revers. Il est incontestable que, tout en engageant le plus grand nombre possible des forces disponibles, il est nécessaire de conserver quelques troupes fraîches ou de se constituer une réserve avec des troupes remplacées par d'autres sur la ligne de combat, de façon que, en cas d'insuccès, l'armée ait à sa disposition un noyau de rassemblement. A quelque point de vue que l'on se place, la présence ou l'action de la réserve a toujours une grande importance : *Marmont* estime « *que l'art de bien diriger une bataille consiste particulièrement dans l'emploi judicieux, et fait à propos, de ses réserves ; et que le général qui, dans une bataille bien disputée, a des troupes fraîches et disponibles à la fin de la journée, quand son adversaire a fait donner toutes les siennes, est à peu près certain de la victoire.* »

L'action de la réserve générale ne se produit donc que quand son utilité est incontestable : comme le dit *Napoléon I^{er}*, « *on s'approche avec des combinaisons diverses, on se mêle, on se bat un certain temps, le moment décisif se présente ; une étincelle morale prononce et la plus petite réserve accomplit.* » Le point important dans l'emploi de cette dernière partie de l'ordre de bataille est donc de saisir le *moment décisif* pour engager à propos les troupes fraîches encore disponibles. Sans qu'il y ait une règle absolue à cet égard, on peut cependant

considérer ce moment comme correspondant à celui où l'assaut a été donné, soit que les troupes assaillantes se maintiennent avec difficulté sur les positions conquises, soit qu'elles aient échoué dans leur attaque. La grande difficulté est précisément, il faut le reconnaître, d'obtenir la coïncidence entre ces deux moments : en effet, la réserve générale, pour être à même de remplir véritablement son rôle, doit être assez éloignée des premières troupes engagées : sinon, elle prendra part au combat, alors que son entrée en ligne n'est pas nécessaire : d'autre part, si elle est trop en arrière, elle mettra du temps pour se porter sur le point où son action est utile et elle pourra laisser fuir l'occasion de jouer un rôle efficace.

Du reste, si nous consultons l'histoire militaire au sujet des réserves, nous voyons que les généraux les plus renommés sont loin d'être d'accord sur leur emploi. Ainsi Gouvion-Saint-Cyr considère comme une faute des plus communes de ne pas faire donner, dans une affaire, toutes les troupes dont on peut disposer. *« Cette faute, dit-il, est souvent la cause des plus grands revers : et quand, par une faveur particulière de la fortune, elle ne les amène pas sur-le-champ, elle diminue au moins les succès, qu'on ne peut encore obtenir qu'au moyen d'une perte considérable. Alors on voit les plus nombreuses armées détruites, après la répétition d'un petit nombre de victoires si chèrement achetées... Mais peut-être exigera-t-on une exception pour ce qu'on appelle communément les réserves qui, dit-on, préparent et assurent le gain des affaires : j'admets cette modification au principe inséré plus haut, car toutes les troupes ne peuvent donner à la fois... D'ailleurs, il est rarement nécessaire que les troupes donnent toutes ensemble : cela serait quelquefois dangereux : une grande armée ne le pourrait presque jamais. Enfin il importe peu que les troupes donnent au commencement, au milieu, ou vers la fin d'une journée : l'essentiel est qu'elles donnent toutes. J'admets donc les réserves, mais à condition qu'on s'en servira autrement qu'en parade et qu'elles donneront sérieusement dans le moment que l'on jugera le plus opportun ; car, selon moi, on ne gagne pas des batailles pour avoir des troupes dont on ne fasse pas d'usage ; et si je tombe d'accord que des réserves bien disposées et surtout employées à propos les fassent gagner, je pense aussi que bien plus sûrement elles les font perdre, lorsqu'on*

se contente de les exposer aux lunettes de l'ennemi, comme cela n'est que trop souvent arrivé, au grand détriment des armées françaises. »

De ces diverses citations, nous devons donc conclure que la constitution d'une réserve générale est nécessaire derrière un ordre de bataille offensif, mais que celle-ci doit être entièrement employée. Si, d'autre part, on observe que, dans une armée de quatre corps d'armée, les trois corps d'armée qui sont en avant sont répartis sur trois lignes ayant une profondeur moyenne de 2000 à 3000 mètres, que ces lignes donnent environ 6 à 8 hommes par mètre courant, sans tenir compte de l'espace souvent considérable occupé par l'artillerie, on en arrive à considérer forcément l'action de la réserve générale comme devant se produire rarement sur le front primitif des troupes engagées : c'est vers les flancs surtout qu'elle agira, conformément à ce principe de Napoléon I^{er} : « *L'art de la guerre indique qu'il faut tourner et déborder une aile sans séparer l'armée.* » Dans ce combat particulier, la réserve générale peut être puissamment secondée par la cavalerie d'armée et par les brigades de cavalerie de corps d'armée qui ne sont pas employées : c'est ainsi que l'on peut encore obtenir un puissant effet combiné des trois armes dans lequel l'artillerie joue un rôle prépondérant, car elle dispose des batteries de la réserve générale et de celles qui sont attachées à la cavalerie. Cette action doit être produite au moment décisif, vers telle partie du champ de bataille qui est jugée la plus favorable : menée de concert avec l'attaque par les troupes qui ont pris part à l'engagement général, elle peut avoir pour résultat de faire tomber la position au pouvoir de l'armée assaillante.

Article III. — Résultats.

Nous avons déjà dit, à propos des batailles défensives, que les *résultats* d'une bataille sont, en général, la retraite d'une armée et la poursuite par l'autre.

§ I. Retraite.

La *retraite* d'une armée qui a échoué dans une bataille offensive s'exécute d'après les mêmes principes que celle d'une

armée qui n'a pu conserver une position défensive, mais dans des conditions qui sont, sans contredit, plus défavorables. En effet, l'armée qui prend l'offensive met en jeu tous ses moyens d'action pour parvenir à repousser l'ennemi hors de la position qu'il occupe : il ne lui reste donc qu'une très-petite quantité d'éléments disponibles quand ses efforts ont définitivement échoué, et encore ceux-ci ont généralement pris part à la lutte : il n'ont quitté le terrain du combat que pour excès de perte ou de fatigue : de plus, les points d'appui que les assaillants ont dû s'assurer sur leurs derrières, au fur et à mesure qu'ils s'approchaient de la première ligne de défense, sont loin d'être aussi solides que ceux dont les défenseurs peuvent faire usage dans leur mouvement de retraite. Il y a donc à craindre beaucoup plus de désordre, de confusion et même de démoralisation : aussi est-il nécessaire que tous les efforts soient tentés en vue de s'emparer de la position.

Néanmoins, il peut se faire que l'infanterie de la première ligne d'attaque soit définitivement obligée de reculer : elle exécute ce mouvement sous la protection des batteries d'artillerie et vers les réserves : celles-ci, mettant à profit les formes du terrain, les retranchements rapides qu'elles ont dû élever, prennent la formation normale de combat, recueillent les assaillants et se préparent, soit à résister aux défenseurs, dans le cas d'une poursuite, soit à protéger la retraite jusqu'au point qui leur a été assigné : ce mouvement s'exécute toujours par échelons et nous croyons superflu de répéter, à ce sujet, ce que nous avons déjà dit en exposant les principes théoriques de la retraite dans une bataille défensive. Mais, comme nous venons de l'exprimer plus haut, une infanterie qui se retire après avoir échoué dans plusieurs attaques renouvelées est forcément dans un grand désordre et il est nécessaire que l'artillerie et la cavalerie lui prêtent leur appui.

Les batteries d'artillerie protègent l'infanterie, soit en prenant pour objectif celles de l'adversaire, soit en tirant sur son infanterie de façon à retarder ses progrès : elles s'échelonnent, dans le but de donner des feux incessants.

Les escadrons des brigades de cavalerie de corps d'armée se préparent des embuscades et profitent de la dispersion probable des tirailleurs ennemis pour les attaquer fréquemment. La division de cavalerie d'armée se porte au loin, pour veiller

aux flancs des colonnes en retraite et pour assurer la mise en marche du convoi.

Sauf dans le cas où l'échec a été considérable et où l'armée qui a accepté la bataille défensive a une force numérique à peu près égale à celle de l'armée assaillante, il n'est pas probable que celle-ci soit poursuivie très-loin et très-vigoureusement par celle-là. Lorsque la poursuite tactique sera terminée, les troupes en retraite s'arrêteront pour prendre leur repos, dans les *bivacs* ou *cantonnements*, conformément aux principes que nous avons indiqués à propos de la retraite à la suite des batailles défensives.

§ II. *Poursuite.*

Quand une armée assaillante a pu s'emparer du front et quelquefois de l'un ou des deux flancs d'une position défensive, il est nécessaire qu'elle continue vigoureusement ses succès, de façon à faire tomber en son pouvoir l'intérieur de la position, c'est-à-dire les points d'appui et les réduits naturellement forts ou retranchés qu'il contient.

Tandis qu'une partie de l'*infanterie* se maintient sur les points conquis et les organise défensivement, tant pour s'en assurer la possession que pour soutenir de nouveaux efforts, les autres parties disponibles de cette arme se portent en avant en prenant la formation normale de combat. Elles montrent plus ou moins d'audace suivant l'attitude de l'infanterie qu'elles poursuivent et elles veillent surtout à ne pas tomber dans les embuscades que l'adversaire prépare pour se ménager de vigoureux retours offensifs : l'essentiel est qu'elles évitent de reculer à leur tour et qu'elles soient bien éclairées de façon à se présenter en ordre devant les parties de l'ordre de bataille ennemi qui résistent encore. Il ne faut pas oublier, en effet, que ces dernières ont à leur avantage une parfaite connaissance du terrain et qu'elles cherchent, sans doute, à en tirer le meilleur parti possible.

L'*artillerie* divisionnaire seconde les efforts de l'infanterie en se maintenant constamment à sa hauteur : elle canonne surtout le point qu'occupe encore l'ennemi dans le but d'en favoriser l'attaque et l'enlèvement. L'artillerie de corps d'armée

peut, soit opérer avec l'artillerie divisionnaire, soit suivre les mouvements de la cavalerie.

Le rôle de la *cavalerie* est également double en quelque sorte. Tandis que quelques escadrons des brigades de cavalerie de corps d'armée participent à l'attaque directe contre l'infanterie qui bat en retraite et escortent les batteries qui se sont audacieusement portées en avant, les autres escadrons peuvent être joints à la division de cavalerie d'armée : cette masse, appuyée par les batteries d'artillerie à cheval, se porte vers les flancs des colonnes ennemies et elle agit d'après les principes que nous avons indiqués à propos de la retraite dans les batailles défensives. Mais il y a lieu de remarquer que son action est forcément moins hardie et moins rapide, puisque l'adversaire connaît beaucoup mieux le terrain qu'elle et y a sans doute échelonné ses éléments de défense en vue de protéger le mouvement de retraite des troupes les plus avancées.

Quand la poursuite tactique est terminée, les deux armées s'établissent au *bivac* et au *cantonnement*. Toutefois, comme nous l'avons dit à propos des batailles défensives, le rôle de la cavalerie n'est cependant pas terminé : il faut, en effet, qu'elle explore le terrain sur les flancs de l'ennemi, tant pour profiter de toute occasion favorable d'y causer une panique que pour prévenir à temps voulu si l'adversaire voulait profiter de la nuit pour se dérober.

Article IV. — Conclusion.

Nous avons été obligé, dans l'esquisse sommaire qui précède, de nous restreindre à un examen surtout si ce n'est même tout à fait théorique des batailles, en évitant autant que possible la discussion, en énumérant simplement les faits tout en recherchant l'enchaînement rationnel qui existe entre eux et en faisant ressortir les traits principaux de ces grandes actions où se concentrent toutes les forces vives des armées. Il est toutefois des maximes générales applicables et appliquées à toutes les époques, telles que les directions et les systèmes des attaques, qu'il nous a été permis de caractériser par des exemples brièvement énoncés. Hors cette exception, nous avons dû nous guider d'après les principes théoriques qu'édicte les nouveaux règlements de tactique et d'après les opinions récem-

ment émises, soit par des écrivains militaires dont l'autorité est généralement reconnue, soit par des hommes qui, ayant eu à manier des troupes sur le champ de bataille, ont en pareille matière une compétence incontestable.

Bien que l'expérience permette seule de décider d'une manière précise la plus ou moins grande valeur des règles nouvelles de combat, il n'en est pas moins vrai que le raisonnement et la comparaison permettent de poser dès aujourd'hui certains principes d'une importance capitale et d'en indiquer les conséquences.

Ce sont ces principes sur lesquels nous croyons utile d'insister afin de résumer, en quelque sorte, par une conclusion, la marche des phases des batailles défensives ou offensives telles que nous venons de les étudier rapidement.

Le premier enseignement qui ressort clairement des conditions nouvelles du combat est la supériorité incontestable, au point de vue matériel, de la défensive tactique sur l'attaque. Les habitations, les voies de communication, les séparations de cultures ou de propriétés, les moyens d'irrigation ont pris un tel développement depuis quelques années qu'il devient chaque jour plus facile, à une troupe qui se défend, de choisir une position où la portée et la justesse des armes à feu, jointes à la rapidité du tir et à la tension de la trajectoire ainsi qu'à l'emploi des retranchements et à la mise en état de défense des habitations, des bois, des défilés ou des hauteurs, lui assurent ou lui préparent tout au moins le succès.

Les attaques contre le front étant, en conséquence, rendues de plus en plus difficiles, l'effort de l'assaillant s'étendra et deviendra forcément un mouvement tournant ou enveloppant: il y sera d'autant plus disposé que l'amplitude du champ de tir de ses canons lui permet d'aller frapper les dernières lignes ou les flancs des défenseurs et que l'effet moral ainsi produit est pour lui une large compensation de l'infériorité matérielle à laquelle serait exposée une attaque directe poussée jusqu'à la dernière extrémité contre le front défensif.

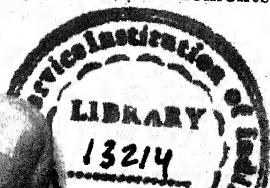
De cette comparaison il résulte clairement que pour toute troupe, quelle que soit la situation dans laquelle elle se trouve, et aujourd'hui plus que jamais, ses flancs constituent une partie faible, un défaut du bouclier où elle est facilement vulnérable. Il faut donc en conclure que, sans négliger nulle-

ment le système de protection adopté de tout temps pour le front, il devient indispensable de prévoir, tant en station qu'en marche et au combat, le péril que présente toute attaque ou contre-attaque de l'ennemi, soit vers les flancs, soit vers les derrières, de tout préparer en vue de le diminuer ou de le faire disparaître, et, au contraire, de tout disposer pour mettre l'adversaire en danger.

En conséquence, non-seulement les combats locaux prendront une plus grande extension par suite de l'accroissement des constructions de toute espèce sur la surface du sol en *Europe*, et viendront donner plus d'importance à l'action de l'infanterie et de l'artillerie dans la zone même du champ de bataille, mais encore la cavalerie sera forcément appelée à jouer un rôle très-actif, soit sur cette zone, soit à proximité, puisqu'elle seule, en raison de la rapidité de ses mouvements, permet d'explorer les flancs, soit pour une attaque latérale prononcée par l'armée à laquelle elle appartient, soit pour prévenir à temps voulu de celles que l'adversaire voudrait tenter.

Si donc l'emploi des trois armes de bataille s'est modifié depuis que les armées sont munies d'engins puissants pour la lutte et en raison de ce que la configuration du terrain est devenue plus convexe, plus coupée, il n'en reste pas moins vrai que chacune d'elles a dans les batailles sa place nettement marquée et que la présence de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie dans les grandes luttes des armées entre elles est tout aussi nécessaire aujourd'hui que jadis. La combinaison de ces trois armes a pris un caractère nouveau conforme aux transformations que la tactique a récemment subies par suite de circonstances multiples que nous examinerons ultérieurement : on pourrait, en quelque sorte, les résumer dans l'aphorisme suivant : à la cavalerie et à l'artillerie, la prépondérance au début et à la fin des batailles ; à l'infanterie, le rôle capital dans l'engagement général.

Nous ne saurions insister plus longtemps sur une question aussi abstraite. Toutefois il nous reste encore à signaler l'importance considérable qu'il faut dorénavant attacher à la liaison intime de tous les systèmes de sûreté et de surveillance en station et en marche, des dispositions des bivacs ou des cantonnements, et des formations des colonnes avec l'ordre



primitif de bataille. C'est quand on réfléchit aux immenses difficultés contenues dans la solution de ce problème dont le renouvellement est incessant en campagne, que l'on se rend compte de l'obligation d'un travail continu et d'une préparation constante au rôle que chacun doit jouer dans cet ensemble, si minime qu'y soit la participation. Enfin, comme nous l'avons déjà fait souvent remarquer, du reste, une bataille se compose presque toujours, à notre époque, d'une série de combats locaux simultanés ou successifs dans lesquels l'action individuelle est souvent considérable et dont la résultante détermine le succès ou est la cause de l'échec : c'est à ce point de vue surtout que nous avons envisagé l'étude des batailles défensives ou offensives, pour rester dans les limites du programme qui nous a été tracé.

Telles sont, en résumé, les principales observations par lesquelles nous désirions conclure : nous estimons qu'elles répondent à la direction générale de notre enseignement : plus étendues, elles seraient sorties du cadre des connaissances que peut et que doit posséder tout officier de troupe d'un rang inférieur, s'il veut être à hauteur de la responsabilité et de l'initiative qui lui sont dévolues.

CHAPITRE IV

BATAILLE DE RENCONTRE.

Dans l'étude théorique des batailles défensives et offensives que nous venons de présenter, nous avons dû faire une hypothèse parfaitement déterminée et admettre que l'une des deux armées se décide à recevoir la bataille sur une position défensive, tandis que l'autre s'avance vers elle pour l'y attaquer. Bien qu'examinée par nous à un point de vue essentiellement abstrait, cette éventualité se présente souvent : nous pourrions en citer de nombreux exemples, tels que les batailles de *Marengo*, d'*Austerlitz*, d'*Iéna*, d'*Eylau*, de *Wagram*, de la *Meskowa*, de *Leipzig*, de *Waterloo*, de *Magenta*, de *Sadowa*,

de *Saint-Privat*, etc., avec cette restriction que l'armée qui se défend ne renonce pas, pour ce motif, à toute idée d'offensive et qu'elle se tient prête à changer de tactique quand elle en trouve l'occasion favorable.

Mais il arrive quelquefois aussi que deux armées marchent l'une vers l'autre, toutes deux avec l'intention d'attaquer l'ennemi et c'est ainsi que se produit la *bataille de rencontre* dont les deux exemples les plus remarquables sont les batailles d'*Auerstaedt* et de *Solferino*.

Toutefois, ces deux batailles furent livrées dans des conditions qui ne se présenteront sans doute plus dorénavant : les deux armées qui les engagèrent se trouvèrent, en effet, en présence le jour même où elles combattirent. Or, comme actuellement, une armée ne doit plus s'avancer sans être couverte à une journée de marche au moins par sa cavalerie d'armée, il en résulte que pareille éventualité ne se produira plus.

Voici quels étaient, à ce sujet, les principes de *Napoléon I^{er}* :

« Une armée doit être, tous les jours, toutes les nuits et toutes les heures, prête à opposer toute la résistance dont elle est capable ; ce qui exige que les soldats aient constamment leurs armes et leurs munitions ; que l'infanterie ait constamment avec elle son artillerie, sa cavalerie et ses généraux ; que les diverses divisions de l'armée soient constamment en mesure de se soutenir, de s'appuyer et de se protéger ; que, dans les camps, dans les marches, dans les haltes, les troupes soient toujours dans des positions avantageuses qui aient les qualités exigées pour tout champ de bataille, savoir : que les flancs soient bien appuyés et que toutes les armes de jet puissent être mises en jeu dans les positions qui leur sont les plus avantageuses. Lorsque l'armée est en colonne de marche, il faut avoir des avant-gardes et des flanqueurs qui éclairent en avant, à droite et à gauche, et à des distances assez grandes pour que le corps principal de l'armée puisse se développer et prendre position. »

Il est incontestable que l'éloignement de la cavalerie d'armée, tant en avant que sur les flancs, doit toujours donner, au corps principal, le temps nécessaire pour prendre son ordre de bataille. Cependant, aucun motif ne permet de modifier les maximes émises par *Napoléon I^{er}* et que nous venons de citer. Il est évident, en effet, que, plus les dispositions de marche

permettront de passer rapidement aux dispositions de combat, plus l'armée se trouvera à même de gagner promptement les positions qui lui seront favorables et d'engager la bataille dans les meilleures conditions.

Les deux armées en présence ne pourront donc pas être surprises : mais, toutes choses étant égales d'ailleurs, l'avantage restera probablement à celle qui prendra la première une vigoureuse offensive : les deux batailles d'*Auerstaedt* et de *Solférino* en donnent la preuve.

Quant à la bataille de rencontre en elle-même, elle présente et elle suit les phases que nous avons indiquées plus haut pour les batailles défensives et offensives, c'est-à-dire le rôle de la cavalerie d'armée et la reconnaissance du champ de bataille, le déploiement des colonnes de part et d'autre, l'engagement général et la retraite ou la poursuite. L'imprévu y joue forcément un plus grand rôle que dans les batailles où une armée marche vers l'autre pour l'attaquer dans une position que celle-ci a adoptée et où elle a l'intention de résister. En outre, les deux caractères opposés de la défense et de l'attaque n'y sont pas aussi nettement indiqués que dans les autres batailles, car il arrive fréquemment que les deux armées prennent en même temps l'offensive et que l'une d'elles y renonce seulement après avoir échoué dans ses tentatives : c'est ce qui eut lieu, par exemple, à *Auerstaedt*. Dans d'autres circonstances, comme à la bataille de *Solférino*, on voit, au contraire, une partie de l'armée rester sur la défensive tandis que l'autre prend l'offensive. Ce sont des différences qu'il importe de signaler, mais sur lesquelles nous ne saurions insister.

CHAPITRE V

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Ainsi que nous l'avons dit dès le début de cette étude sur les batailles, il existe, en cette matière, certains principes généraux que l'on peut, en quelque sorte, considérer comme immuables et qui s'appliquent à la tactique de combat de

toutes les époques ; mais il en est d'autres qui se sont considérablement modifiés depuis le commencement de ce siècle et qui n'ont encore pu être sanctionnés par l'application.

Voici les principaux ouvrages que nous avons consultés pour présenter des données aussi positives que possible :

Titre XIII de l'Ordonnance, du 3 mai 1832, sur le service des armées en campagne.

Observations sur l'instruction sommaire pour les combats, document officiel, 1869.

Règlement, du 12 juin 1875, sur les manœuvres de l'infanterie.

Observations sur l'instruction des tirailleurs, document officiel, 1869.

Instruction pratique sur le service de l'infanterie en campagne, 14 octobre 1875.

Instruction des tirailleurs, par M. le général Ducrot, 1874.

Conférence sur la tactique de l'infanterie, par le capitaine Deschamps, 1870.

Conférence sur la tactique de l'infanterie prussienne, pendant la campagne de 1866, par M. le commandant Heintz, 1869.

Étude sur la tactique moderne de l'infanterie, par M. le capitaine Borelli de Serres, dans la Revue militaire de l'étranger, 1873.

Études sur la nouvelle tactique de l'infanterie, par le major Scherff, traduction de l'allemand, par M. le capitaine Couturier, 1873.

Méthode d'enseignement du combat des tirailleurs, par le général Waldersée, traduction de l'allemand, par M. l'ingénieur Dargnières, 1873.

Physionomie du combat d'infanterie pendant la guerre de 1870-1871, par le capitaine Boguslawski, traduction de l'allemand par M. le capitaine Couturier, 1873.

Exercices tactiques de combat pour l'infanterie, par le général de Bestagno, traduction de l'italien par M. le lieutenant de Lort-Serignan, 1874.

Exemples tactiques, par le major Helwig, traduction de l'allemand par M. le lieutenant-colonel Leclère, 1875.

Règlement sur les exercices de la cavalerie, 12 juillet 1875.

Observations sur le service de la cavalerie en campagne, document officiel, 1869.

Instruction pratique sur le service de la cavalerie en campagne, 17 février 1875.

Conférence sur l'emploi de la cavalerie en Allemagne pendant la campagne de 1866, par M. le colonel Charreyron, 1869.

De la cavalerie dans le passé et dans l'avenir, par M. le colonel d'Audlaw, 1870.

Conférence sur la tactique séparée de la cavalerie, par M. le commandant Savin-Delarclosure, 1869.

Projet de règlement sur les exercices de la cavalerie, par MM. les officiers de la section de cavalerie à l'École militaire de Saint-Cyr, 1873.

La cavalerie française pendant la guerre de 1870-1871, par M. le colonel Bonie, 1871.

Observations sur le service de l'artillerie en campagne, document officiel, 1869.

Instruction pour la mise en batterie sur des terrains accidentés, document officiel, 1872.

Instruction sommaire sur l'emploi de l'artillerie, document officiel, 1875.

Note sur la tactique de l'artillerie, document officiel, 1874.

Conférence sur l'artillerie de campagne, par M. le colonel Saunier, 1869.

Conférence sur le rôle de la fortification passagère dans les combats, par M. le commandant Prévost, 1869.

Correspondance, de Napoléon I^{er}.

De l'esprit des institutions militaires, par Marmont.

Marines de guerre, de Gouvion-Saint-Cyr.

Instructions pour les troupes du camp de Châlons, par M. le maréchal de Mac-Mahon, 1864.

Instructions générales sur les grandes manœuvres, par M. le général Deligny, 1875.

Enfin, il convient d'ajouter les récits des principales guerres qui ont eu lieu depuis 1792 jusqu'à notre époque, et dont la lecture doit être considérée comme indispensable, car elle permet seule de se former, à l'aide des exemples, une idée exacte sur l'application des principes.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XVI

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN DÉTACHEMENT

TABLE DES MATIÈRES

TITRE XVI

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN DÉTACHEMENT.

	Pages
CHAPITRE I ^{er} . CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	323
CHAPITRE II. DÉFENSE ET PASSAGE DES COURS D'EAU.....	326
ARTICLE I. — Notions préliminaires.....	326
II. — Défense d'un cours d'eau.....	327
III. — Passage d'un cours d'eau.....	330
CHAPITRE III. DÉFENSE ET ATTAQUE DES PLACES FORTES.....	340
ARTICLE I. — Notions préliminaires.....	340
II. — Observer une place forte.....	342
III. — Surprise d'une place forte.....	343
IV. — Investissement d'une place forte.....	344
V. — Blocus d'une place forte.....	349
VI. — Bombardement d'une place forte.....	349
VII. — Siège d'une place forte.....	350
CHAPITRE IV. GUERRE EN PAYS DE MONTAGNES.....	363
CHAPITRE V. EXPÉDITIONS MARITIMES.....	367
CHAPITRE VI. POINTES ET DÉMONSTRATIONS.....	376
CHAPITRE VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	384

TITRE XVI

LES GRANDES UNITÉS TACTIQUES EN DÉTACHEMENT.

CHAPITRE I.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Il y a, dans toute guerre, un certain nombre d'*opérations accidentelles* qui présentent un caractère particulier et qui, tout en restant intimement liées aux trois situations alternatives d'une armée en campagne, c'est-à-dire au *repos*, à la *marche* et au *combat*, constituent cependant un ensemble de faits spéciaux. Parmi ces opérations, les principales sont les suivantes :

- 1° *La défense et le passage des cours d'eau ;*
- 2° *La défense et l'attaque des places fortes ;*
- 3° *La guerre en pays de montagnes ;*
- 4° *Le débarquement sur les côtes ;*
- 5° *Les pointes.*

Ainsi qu'on le voit, quelques-unes de ces entreprises peuvent être confiées à des troupes distraites de la masse des armées belligérantes, et c'est ce qui nous amène à les étudier sous la désignation générale de *grandes unités tactiques en détachement*, mais elles n'ont cependant pas toutes, à un égal degré, le caractère propre à des *opérations détachées*. Jomini appelle *opérations mixtes* certains de ces faits : ce terme n'a été adopté par lui que pour faire ressortir les relations qui doivent exister entre la stratégie et la tactique, tant dans leur préparation que dans leur exécution.

Nous n'avons point cru devoir conserver cette dénomination ; nous ne saurions trop répéter, en effet, qu'une opération de guerre, quelle qu'elle soit, doit être l'objet d'une conception stratégique avant d'être exécutée. A ce titre, toutes les opérations seraient donc mixtes, aussi bien celles qui se produisent journellement que celles dont le retour n'est pas aussi fréquent.

Si l'on observe la nature des missions assignées aux divers détachements, telles que nous les avons indiquées plus haut, on peut remarquer qu'elles ont toutes en vue, sauf les pointes, la

défense ou l'attaque de grands obstacles naturels ou artificiels à l'aide desquels sont très-souvent constituées les frontières des États. Nous sommes donc amené à présenter tout d'abord quelques considérations générales sur celles-ci, conformément, du reste, au programme du *cours d'art militaire*.

La *frontière* est une ligne qui sépare deux États limitrophes : elle est naturelle ou artificielle.

La *frontière naturelle* peut être formée, soit par l'un, soit par plusieurs des obstacles suivants, classés d'après les difficultés qu'ils présentent au franchissement :

- 1° Le *désert* ;
- 2° La *mer* ;
- 3° Les *chaînes de montagnes* ;
- 4° Les *cours d'eau* ;
- 5° Les *forêts*.

La *frontière artificielle* est formée par une ligne fictive qui n'a aucune force et qui permet l'invasion du territoire par l'ennemi. On la renforce à l'aide de l'un ou de plusieurs des obstacles artificiels suivants :

- 1° Des *points fortifiés*, c'est-à-dire des forts, têtes de pont, forteresses et camps retranchés ;
- 2° Des *inondations* ;
- 3° Des *lignes fortifiées*, dont on ne fait plus usage aujourd'hui ;

3° Des *places du moment* et des *positions défensives*, dont l'importance stratégique a été reconnue et dont on a étudié la mise en état de défense en temps de paix, que l'on fortifie ensuite dès le début des hostilités.

Il est rare qu'une frontière, même naturellement très-forte, ne contienne quelques-uns des obstacles artificiels destinés à la rendre plus forte encore : c'est ainsi qu'est presque toujours constituée une *frontière continentale*, qui peut comprendre les éléments suivants :

- 1° Des zones naturellement fortes, formées de cours d'eau, de montagnes et de forêts ;
- 2° Une ou plusieurs lignes de forts d'arrêt, gardant les principaux points de passage venant de l'extérieur vers la capitale du pays, reliés entre eux par des routes, chemins de fer et lignes télégraphiques ;
- 3° Un ou plusieurs camps retranchés destinés à servir de

places de dépôt, de points d'appui, et dont la capitale forme quelquefois le réduit ;

4° Des éléments mobiles fournis par l'armée.

Comme la frontière continentale sert très-souvent de base d'opérations et toujours de première ligne de défense, il est nécessaire d'indiquer quelle peut être l'influence de son tracé sur la marche générale d'une campagne : ce tracé est rectiligne, convexe ou concave.

La *frontière rectiligne* place dans les mêmes conditions les armées des deux États auxquels elle sert de séparation.

La *frontière convexe* est celle qui pénètre dans l'État voisin : elle permet de prendre le saillant pour point de départ contre l'armée et sur le territoire de l'adversaire, dont la frontière est tout de suite partagée en deux zones qui peuvent être simultanément ou successivement prises de flanc et à revers.

La *frontière concave*, forcément opposée à la précédente, forme un rentrant à deux faces qui facilitent l'organisation d'une double base d'opérations : nous avons déjà indiqué, au *Titre XII*, les avantages que celle-ci présente : il faut la considérer comme étant de beaucoup la plus favorable à un État.

Quant à la *frontière maritime*, elle contient en général :

1° Un ou plusieurs ports de mer de guerre, avec rade, arsenal et camp retranché du côté de terre, servant de places de dépôt, de points d'appui aux armées de terre et de mer, et reliés entre eux par des routes, des chemins de fer et des lignes télégraphiques ;

2° Des batteries fixes sur les côtes et sur les points dominants ;

3° Des postes gardes-côtes et des vigies qui surveillent la mer au loin ;

4° Des éléments mobiles qui sont fournis par les armées de terre et de mer.

Telles sont les quelques considérations sommaires qu'il était utile d'énoncer avant d'entreprendre l'étude du rôle des cours d'eau, des places fortes, des chaînes de montagnes et de la mer dans les opérations d'une guerre. On en trouvera, du reste, le complément dans les *cours de géographie et de fortification* professés à l'École.

CHAPITRE II.

DÉFENSE ET PASSAGE DES COURS D'EAU.

Article I. — Notions préliminaires.

Un *cours d'eau* doit être étudié à un double point de vue, tactique et topographique, stratégique et géographique : c'est ainsi que l'on arrive à se rendre compte de son influence sur l'ensemble des opérations : cette influence dépend de son importance et de sa direction.

L'*importance* d'un cours d'eau est déterminée par ses conditions physiques particulières, c'est-à-dire par son étendue, sa largeur et sa profondeur.

La *direction* d'un cours d'eau peut être parallèle ou perpendiculaire à la ligne d'opérations.

Quand le cours d'eau est *perpendiculaire* à cette ligne, il forme une base d'opérations ou une ligne de défense primitive, s'il constitue une partie de la frontière : c'est ce que nous avons déjà indiqué dans les considérations générales énoncées plus haut. Il est rare alors que les deux rives soient à la disposition du même État : presque toujours chacun des deux États limitrophes possède l'une des rives et y élève des places fortes destinées à protéger les voies de communication. Dans le cas où l'un des États possède en entier l'une des rives et une partie ou la totalité de celle qui géographiquement devrait appartenir à l'autre État, il construit de doubles têtes de pont qui jouent un très-grand rôle. Si, tout en ayant la même direction, le cours d'eau n'est pas sur la frontière, il peut devenir une base d'opérations éventuelle pour l'armée qui prend l'offensive, et il doit servir de ligne de défense éventuelle à l'armée qui restesur la défensive : tels sont les affluents du *Danube* et du *Pô*.

Le cours moyen du *Rhin* a, suivant les époques de l'histoire, donné lieu aux diverses combinaisons que nous venons d'indiquer.

Quand le cours d'eau est *parallèle* à la ligne d'opérations, il peut jouer un rôle différent, selon qu'il est perpendiculaire à l'une des extrémités du front d'opérations ou qu'il le coupe en deux parties. Dans le premier cas, il sert d'appui à l'une des ailes ; il flanque de ce côté les troupes qui opèrent ; c'est un

obstacle qui couvre la ligne d'opérations, à condition cependant que, s'il y a des ponts permanents, ceux-ci soient occupés par l'armée ou aient été détruits en raison de l'impossibilité de s'en assurer la possession et que, s'il existe des gués, on les ait préalablement rendus impraticables : tel était le *Danube*, dans la campagne de 1805. Dans le second cas, le cours d'eau n'est avantageux que si l'armée dispose de doubles têtes de pont ; alors, elle peut opérer, soit sur les deux rives, soit sur l'une ou l'autre, et menacer les flancs ou les derrières de l'adversaire. Tel était le *Pô*, dans la campagne de 1859. Il y a toutefois lieu d'observer le sens dans lequel se meut l'armée qui suit un cours d'eau. Si elle descend vers la vallée, généralement elle marche à la conquête, elle a en sa faveur des positions dominantes et elle se dirige vers des contrées plus riches, plus peuplées et ayant de plus nombreuses voies de communication que celles d'où elle vient. Si elle remonte vers la hauteur, elle rencontre à chaque pas des obstacles et des inconvénients en opposition constante avec les avantages que nous venons de signaler pour l'autre direction.

Enfin, il nous reste à faire remarquer que le *confluent* de deux ou de plusieurs cours d'eau a toujours une très-grande importance tactique et stratégique : en effet, une armée défensive qui l'occupe se trouve libre d'opérer à l'intérieur des secteurs tracés par les cours d'eau qui séparent les diverses armées ennemies descendant vers les vallées, ou extérieurement à ces secteurs vers les flancs de ces armées : c'est ce qu'a montré *Napoléon I^{er}* dans la campagne de 1814.

Article II. — Défense d'un cours d'eau.

La défense d'un cours d'eau de grande étendue est une opération très-difficile : telle est du moins, l'opinion de *Napoléon I^{er}* qui s'exprime, à ce sujet, de la façon suivante : « *Il est difficile d'empêcher un ennemi, qui a des équipages de pont, de passer un cours d'eau.* » Néanmoins, il y a des mesures de précaution à prendre, et nous allons en indiquer les principes généraux, en admettant que chacune des deux armées en présence soit maîtresse d'une rive.

Le premier devoir est de rechercher quels sont les points vers lesquels l'adversaire essaiera d'effectuer le passage : nous étudierons plus loin les conditions qui déterminent ce choix : elles

sont telles que, même sur un cours d'eau de grande étendue, les points favorables sont peu nombreux. En outre, suivant les projets ultérieurs, on détruit une partie ou la totalité des ponts permanents et l'on défonce les gués. Cette destruction ne doit pas être poussée au delà de ce qui est nécessaire. Dans la campagne de 1814, le pont de *Lesmont*, sur l'*Aube*, avait été rompu pour arrêter *Bücher* dans sa marche de *Saint-Dizier* vers *Troyes* : après l'occupation de *Brienne* par *Napoléon I^{er}*, ce pont était le principal moyen de retraite pour l'armée française : comme il fallait encore une journée pour le rétablir, celle-ci fut forcée d'accepter la bataille de *la Rothière*. Dans la guerre de 1870-1871, la destruction immédiate des ponts autour de *Paris* fut souvent une cause de grandes difficultés pour la défense active, ainsi que l'ont prouvé les batailles de *Champigny* et *Buzenval*. En tout cas, l'armée restant sur la défensive ramène de son côté tous les bateaux qui se trouvent sur le cours d'eau.

Lorsque les points jugés favorables à l'entreprise de l'ennemi ont été reconnus et déterminés, on procède de la façon suivante à la répartition des troupes.

Sur la rive du cours d'eau que l'armée possède, et à proximité de ces points, on place des *grand'gardes d'infanterie* près desquelles on établit des *batteries* de position ou tout au moins des épaulements préparés à l'avance : ces grand'gardes sont reliées par un fil télégraphique : il n'est pas nécessaire qu'elles bordent tout le cours d'eau : des patrouilles surveillent les parties de la rive où l'on n'a pas jugé nécessaire d'avoir recours à la partie fixe du réseau de surveillance et de sûreté. En outre, on peut faire utilement usage du *va-et-vient* pour jeter des patrouilles sur l'autre rive et obtenir des informations sur l'ennemi.

En arrière de cette première ligne, on met des *réserves partielles* dont l'éloignement par rapport aux grand'gardes dépend des deux conditions suivantes qui sont opposées l'une à l'autre : il faut, en général, que ces réserves soient assez rapprochées pour intervenir à temps voulu dans le cas où l'adversaire commencerait la construction d'un pont : il faut, d'autre part, qu'elles ne soient pas exposées à toutes les fausses alertes dont le renouvellement incessant se produit aux grand'gardes et qu'elles ne puissent être atteintes dans leur camp par les projectiles de l'artillerie ennemie venant tout à coup établir

ses batteries sur la rive qu'elle occupe : une distance de 6 à 12 kilomètres que l'infanterie peut franchir en 2 ou 3 heures est la plus favorable. Ces réserves partielles doivent avoir elles-mêmes, entre elles, des intervalles de 10 kilomètres au plus, pour que chacune d'elles puisse venir efficacement au secours de l'une ou de l'autre de ses voisines. Toutefois, les distances et les intervalles moyens dépendent aussi de cette considération qu'il est essentiel de placer les troupes à proximité des nœuds de communication. En outre, les postes ainsi occupés peuvent et doivent même être souvent mis totalement ou partiellement en état de défense.

En arrière de la ligne des réserves partielles et à une distance moyenne d'une demi-journée de marche, on installe des *réserves générales*, dont le nombre dépend de l'étendue du cours d'eau à surveiller. On admet qu'une réserve générale, placée à 10 ou 15 kilomètres en arrière d'une réserve partielle, peut la secourir à temps ainsi que les deux autres établies à la droite et à la gauche de celle-ci : il en résulte donc qu'une réserve générale est regardée comme suffisante pour chaque front de défense de 20 à 30 kilomètres environ.

Quant à la *cavalerie*, elle est particulièrement employée vers les flancs extérieurs, dans le but de s'assurer que l'adversaire n'essaie pas de franchir le cours d'eau en tout autre point.

Enfin on profite des affluents, en amont des points de passage, pour y préparer des brûlots, des caisses calfatées remplies de poudre et autres engins de destruction.

Telle est la répartition théorique des troupes chargées de la défense d'un cours d'eau ; mais on comprend aisément qu'elle varie suivant le *système de défense* qui a été décidé. On peut, à ce sujet, adopter l'un des deux procédés suivants.

La première méthode consiste à s'opposer directement à la construction des ponts et au passage de vive force : c'est celle qu'employèrent les Autrichiens dans la campagne de 1796 contre l'armée qui, commandée par *Moreau*, effectua le passage du *Rhin* à *Strasbourg* : nous verrons plus loin qu'ils ne réussirent pas.

Par le second procédé, on laisse l'adversaire construire les ponts qui lui sont nécessaires, et on l'attaque, soit pendant que ses troupes traversent le cours d'eau, comme fit l'archiduc

Charles avec succès, à la bataille d'*Essling*, en 1809, soit quand toutes les troupes de l'ennemi ont pris pied sur la rive dont on dispose, comme fit le même général à la bataille de *Wagram*, dans la même campagne, mais sans succès,

Article III. — Passage d'un cours d'eau.

Les cours d'eau présentent, sur leur étendue, un nombre plus ou moins considérable de *points de passage* artificiels et naturels : les premiers sont les ponts ; les seconds sont les gués ; les uns et les autres ont, en général, une grande importance stratégique et deviennent des objectifs pour les armées en campagne. Nous avons déjà indiqué, aux *Titres VI, IX et XII*, les principales considérations qui les concernent.

Mais il peut arriver que, sur une assez grande partie du cours d'eau, il n'y ait ni pont, ni gué, ou que les ponts et les gués aient été détruits par l'ennemi, ou que ceux qui existent encore soient défendus par de solides retranchements, et que cependant l'armée soit obligée de traverser le cours d'eau dans cette partie, soit en avant, soit en retraite.

C'est cette opération que nous allons examiner, en faisant abstraction de l'étude technique comprise dans les *cours d'artillerie et de fortification* professés à l'École. L'entreprise présente les phases suivantes :

- 1° Les dispositions préparatoires ;
- 2° La construction des ponts ;
- 3° L'exécution du passage ;
- 4° Les dispositions à prendre après le passage.

Les *dispositions préparatoires* consistent dans la *reconnaissance* préalable du ou des points qui doivent être choisis comme les plus favorables à l'entreprise : il faut tenir compte, à ce sujet, des considérations tactiques, topographiques et stratégiques.

Le passage du cours d'eau est en lui-même une opération essentiellement tactique, mais sa détermination se fait d'après la direction que doit suivre la ligne d'opérations conduisant l'armée depuis sa base d'opérations ou sa ligne de défense jusqu'à l'objectif. Bien que cette considération soit le premier objet de la reconnaissance, elle ne peut avoir un résultat absolu : il faut encore, en effet, que l'opération tactique se

fasse avec le moins de difficultés possible. Si le point choisi en raison de ses avantages stratégiques ne contient pas d'obstacles trop difficiles, on l'adopte : s'il présente des obstacles presque insurmontables, on en cherche un autre, en prenant de préférence celui qui se trouve le plus rapproché de la direction stratégique et qui offre le moins de difficultés.

Au point de vue tactique et topographique, le point de passage est aussi favorable que possible, quand il réunit les conditions suivantes :

1° Un endroit où le cours d'eau forme un *coude rentrant* est avantageux, car il permet de construire le pont et de faire déboucher les troupes sous la protection de batteries à feux convergents élevées sur la rive que l'on possède. Tel était le coude du *Danube*, au sud d'*Aspern*, lors du premier passage de ce fleuve en 1809.

2° Il est bon que cette *rive* soit dominante par rapport à celle de l'adversaire, et c'est ce qui a lieu souvent, du reste, à un coude rentrant.

3° Il est avantageux que, près du point choisi et en amont, il y ait un *affluent* tel que l'on puisse y réunir à l'avance tout le matériel nécessaire, le cacher et ne le faire arriver qu'au moment nécessaire. Sinon, on est obligé, comme le fit *Masséna*, en 1799, pour passer la *Limmat*, à *Diétikon*, de transporter le matériel par voitures jusqu'en présence de l'ennemi, sans avoir fait aucun des préparatifs qui permettent de surprendre le passage et qui rendent l'opération moins longue. Il faut éviter d'établir le pont en aval des affluents de la rive ennemie, car l'adversaire peut s'en servir pour y réunir les engins de destruction. C'est ce que purent faire les Autrichiens en 1809 pendant la bataille d'*Essling* : ils détruisirent ainsi le grand pont qui reliait l'île *Lobau* à la rive droite du *Danube*.

4° Le voisinage d'une *île* près de la rive ennemie rend l'opération plus secrète, moins longue et moins périlleuse. Ainsi l'île *Lobau* fut d'une très-grande utilité, lors du premier passage du *Danube*, en 1809 : les petites îles qui se trouvent à l'est de la précédente, près de la rive gauche du fleuve, rendirent des services analogues pour le second passage du *Danube*, dans la même campagne.

5° Il est à désirer qu'il y ait, à proximité du point choisi, soit *d'autres points* également favorables, soit des *gués*, afin

de pouvoir y faire des démonstrations ou de fausses attaques et de tenir l'adversaire dans le doute jusqu'au moment où l'opération commence.

6° Il faut que l'endroit déterminé ne soit pas éloigné des routes sur les deux rives, de façon que l'armée puisse facilement se concentrer avant le passage et se déployer après. On doit donc éviter les rives marécageuses, qui exigeraient la construction de chaussées, et les bords escarpés pour le franchissement desquels il serait nécessaire de faire des travaux de terrassement. La présence de forêts ou de bois sur la rive amie est avantageuse, car elle permet le rassemblement des troupes sans donner l'éveil à l'ennemi.

7° Enfin, il faut que l'armée, après avoir traversé le cours d'eau, puisse prendre un *front d'opérations* perpendiculaire à l'obstacle, de façon à y appuyer l'une de ses ailes. C'est ce que fit Napoléon 1^{er} au second passage du Danube, en 1809 : mais il ne l'avait pas fait au premier passage et il fut battu à Essling, comme Benningsen à Friedland : dans ces deux dernières batailles, l'un et l'autre avaient à dos le cours d'eau qu'ils venaient de traverser.

La deuxième phase de l'opération contient la *construction des ponts*. Laissons de côté les détails techniques qui la concernent : examinons rapidement comment on l'exécute. Il est essentiel de donner d'abord le change à l'ennemi et de tenir les projets aussi secrets que possible, afin qu'il n'accumule pas ses moyens de résistance vers le point de passage que l'on a choisi. On y parvient en faisant des simulacres de passage et d'attaque vers d'autres endroits, avec des forces suffisantes et à des distances telles que l'adversaire soit obligé de diviser ses troupes et de dégarnir les approches de la direction vers laquelle on veut opérer. Quand ce premier résultat est obtenu, on fait passer des tirailleurs d'infanterie à l'aide de bateaux : ceux-ci sont suivis de travailleurs qui établissent un ouvrage de fortification passagère destiné à protéger la tête du ou des ponts que l'on construit pendant ce temps.

On procède alors à l'*exécution du passage*. Le nombre des ponts est proportionnel à l'effectif des troupes qui doivent s'en servir, ainsi qu'aux moyens de construction dont elles disposent : autant que possible, on en construit au moins deux, l'un qui sert à l'infanterie, l'autre qui est réservé à la cavalerie, à

l'artillerie et aux voitures. Les troupes sont dirigées vers les ponts, de façon que les diverses armes puissent, à un moment quelconque, prendre part à un combat. Un *ordre de marche*, préalablement donné, indique comment doit s'opérer le mouvement : on s'y conforme ponctuellement afin qu'il n'y ait ni précipitation, ni retard, ni confusion. Chaque corps d'armée fait donc passer son infanterie d'un côté, tandis que de l'autre passent les batteries divisionnaires, les escadrons de cavalerie de corps d'armée et les voitures du train de combat : l'artillerie de corps d'armée, placée sur une position dominante de la rive amie, protège le mouvement en avant. Les voitures des petit et grand trains restent en arrière. Les divisions de cavalerie d'armée sont envoyées au loin : elles peuvent profiter de quelque gué pour traverser le cours d'eau et menacer l'adversaire vers son flanc sur la rive même qu'il possède. Au fur et à mesure que les troupes franchissent les ponts, elles se déploient et elles se portent vers l'un ou l'autre flanc pour dégager les débouchés par lesquels doivent venir à leur tour celles qui les suivent et aussi pour prendre leur ordre de bataille dans les meilleures conditions tactiques.

Viennent enfin les *dispositifs à prendre après le passage* : on construit une ou plusieurs têtes de pont dont on confie la garde aux troupes de deuxième ligne : on consolide les ponts et on les préserve à l'aide d'estacades.

Le passage en retraite d'un cours d'eau, sur lequel l'armée est obligée de construire des ponts, se fait d'après les mêmes règles. Toutefois l'artillerie passe le plus rapidement possible sur l'autre rive, afin de protéger le mouvement des autres troupes : enfin, il est essentiel, comme le prouve le passage de la *Bérésina*, à *Studienka*, dans la campagne de 1812, que l'infanterie ait pour elle un pont particulier dont l'accès soit interdit aux chevaux et aux voitures.

A l'appui des principes que nous venons d'indiquer, citons, comme exemples, le passage du *Rhin*, à *Strasbourg*, en 1795, et celui du *Tessin*, à *Turbigo*, en 1839.

Voici quels furent les premiers événements de la campagne de 1796 en *Allemagne*.

L'armée de *Rhin-et-Moselle*, commandée par *Moreau*, contenait 77000 hommes, dont 6300 cavaliers : elle était organisée en corps d'armée : elle était sur la rive gauche du *Rhin* ; la

droite, général *Ferino*, vers *Strasbourg* : le centre, général *Desaix*, vers *Landau* ; l'aile gauche, général *Gouvion-Saint-Cyr*, vers *Neustadt* et *Neunkirchen* (fig. 53).

L'armée de *Sambre-et-Meuse*, forte de 78000 hommes, dont 11000 cavaliers, aux ordres de *Jourdan*, avait : son aile droite, général *Marceau*, sur la rive gauche du fleuve, sur la *Nahe* ; son centre, général *Jourdan* lui-même, de la *Nahe* à *Neuwied* ; son aile gauche, général *Kléber*, à *Dusseldorf*.

L'armée autrichienne se divisait également en deux parties : l'armée du *Haut-Rhin*, forte de 80000 hommes, commandée par *Wurmser*, tenant la rive droite du *Rhin*, de *Bâle* à *Mannheim* ; l'armée du *Bas-Rhin*, forte de 90000 hommes, aux ordres de l'archiduc *Charles*, dont l'aile droite, sous *Kienmayer* et le prince de *Wurtemberg*, surveillait les passages du fleuve sur la rive droite, vers *Coblentz* et *Dusseldorf*, tandis que l'archiduc *Charles* commandait lui-même le gros de ses forces, sur la rive gauche du *Rhin*, entre *Spire* et *Mayence*.

Bonaparte avait commencé depuis plus de deux mois la campagne en *Italie*, alors que les opérations languissaient encore sur les bords du *Rhin* : il pressait le Directoire de les faire activer de ce côté, dans la crainte que les Autrichiens ne dirigeassent des renforts considérables en *Italie*. Mais il existait un armistice dont la durée avait été fixée jusqu'au 20 mai : en outre, le mauvais état de nos finances était tel que l'on ne pouvait ni payer la solde, ni fournir aux troupes les effets nécessaires, ni même subvenir aux frais d'entretien des officiers chargés de reconnaître le cours du *Rhin*.

Du 20 mai au 1^{er} juin, l'aile gauche de l'armée du *Bas-Rhin* et l'aile droite de l'armée du *Haut-Rhin* furent concentrées par l'archiduc *Charles* aux environs de *Kaiserslautern*, dans la direction de *Deux-Ponts* : cette masse s'appêtait à prendre l'offensive en passant entre les deux armées françaises, quand elle fut tout à coup obligée de se retirer vers *Mayence* et *Mannheim* ; d'une part, parce que *Wurmser* avait reçu l'ordre de se diriger en toute hâte vers l'*Italie* avec 30000 hommes : d'autre part, parce que la gauche de l'armée de *Sambre-et-Meuse* venait de battre l'aile droite de l'armée du *Bas-Rhin*. *Wurmser* exécuta l'ordre qui lui avait été donné : il se retira sur la rive droite du fleuve et il fit partir successivement ses troupes : le 18 juin, il partit lui-même, laissant son comman-

dement à *Latour*. Quant à l'aile gauche de l'armée de *Sambre-et-Meuse*, conduite par *Kléber*, elle était partie de *Düsseldorf*, avait remonté la rive droite du *Rhin*, battu les troupes du prince de *Wurtemberg* à *Altenkirchen*, le 4 juin, obligé l'archiduc *Charles* à quitter ses camps de la *Nahe* et de *Baumholder*, à passer le *Rhin* à *Mayence* et à se porter sur la *Lahn*: le général autrichien remporta un léger succès sur ce cours d'eau: il força même le centre de l'armée de *Sambre-et-Meuse*, qui avait franchi le *Rhin* à *Neuwied*, à reculer vers ce point: mais le but principal que s'était proposé *Jourdan* était rempli: l'archiduc *Charles* avait évacué ses positions centrales de la rive gauche d'où il pouvait se jeter sur l'une ou l'autre des deux armées françaises. Pour le convaincre, en outre, que l'on ne songeait nullement à prendre l'offensive vers le *Haut-Rhin*, l'armée de *Rhin-et-Moselle* attaqua les Autrichiens, le 14 et le 20 juin, et les rejeta dans leur camp retranché de *Mannheim*.

Pendant ce temps, grâce aux subsides qu'il avait reçus, *Moreau* avait pu faire reconnaître et préparer le passage du

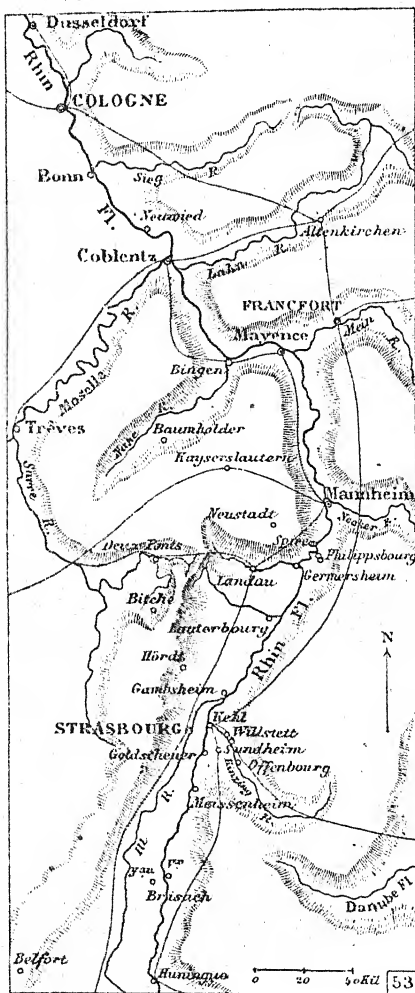


Fig. 53.

Rhin. Tous les préparatifs avaient été tenus par lui aussi secrets que possible, pour donner le change à l'ennemi, bien qu'il eût choisi *Strasbourg* comme point de passage et qu'il eût fixé la date de l'opération à la nuit du 23 au 24 juin : il avait même affecté de se montrer devant *Mannheim*, le 20.

Moreau prescrivit à *Gouvion-Saint-Cyr*, qui commandait l'aile gauche, de réunir ses troupes autour de *Kaiserslautern* et de les tenir prêtes à marcher sur *Strasbourg*. Il ordonna d'y diriger immédiatement, pour participer à l'opération, 2 bataillons et 4 escadrons qui devaient passer par *Bitche*, et qui, munis de feuilles de route pour *Elsfort*, où on devait leur en donner d'autres, croyaient être envoyés au secours de l'armée d'Italie : le reste des troupes de l'aile gauche devait masquer le mouvement vers *Strasbourg* et se porter sur ce point, dès que le pont serait établi.

Desaix, qui était, le 22, devant *Mannheim*, reçut l'ordre de partir pour *Strasbourg* et d'y prendre le commandement des troupes chargées de l'opération. Le même jour, d'autres troupes furent dirigées vers la même ville, avec la conviction qu'elles allaient en Italie, tandis que celles qui restaient en position remplissaient les vides occasionnés par ces mouvements et que l'on avait soin de laisser en grand'gardes la plupart des régiments de cavalerie qui faisaient ce service depuis le commencement de la campagne.

Dans la nuit du 22 au 23 juin, *Moreau* se rendit de *Neustadt* à *Strasbourg*. Le 23, dans l'après-midi, les portes de la ville furent fermées : on commença à rassembler les bateaux destinés au passage, à les munir de leurs agrès et à les conduire dans les canaux par lesquels ils devaient s'approcher du *Rhin*.

Le passage devait se faire sur deux points principaux. L'un, avec 12 nacelles, 12 bateaux de l'*Ill* et 12 grands bateaux de *Strasbourg*, contenant environ 3600 hommes de troupes de débarquement, devait être tenté au-dessus et près de *Kehl* : les bateaux étaient rassemblés dans le bras *Mabile*. Le général *Ferino*, qui en était chargé, avait réuni 16000 hommes environ au polygone et sur les glacis de la citadelle de *Strasbourg*. L'autre, dont l'exécution avait été confiée au général *Beaupuis*, qui disposait de 12000 hommes environ, devait avoir lieu près de *Gambsheim* : il devait être effectué avec 10 nacelles, 13 ba-

teaux de l'*Ill* et 12 grands bateaux de *Strasbourg* qui portaient 3430 hommes de débarquement.

En même temps, on devait faire diversion à l'aide de débarquements ou de fausses attaques : le premier, de 500 hommes, vers *Massenheim* ; le deuxième, de 170 hommes, vers *Goldscheier* ; le troisième, de 170 hommes, vers l'île de la *Kinzig*, en aval de *Kehl*.

Enfin, ordre fut donné de faire un grand feu d'artillerie, du bruit et des mouvements, depuis *Massenheim* jusqu'à *Huningue*, et depuis *Gambsheim* jusqu'à *Hordt*, afin de tromper et d'inquiéter l'ennemi.

La tentative de *Beaupuis* vers *Gambsheim* ne put réussir, tant à cause de la grande crue des eaux du *Rhin* qui parce que les bateaux envoyés de *Strasbourg* arrivèrent trop tard.

Voici comment s'effectua le passage à *Strasbourg* (fig. 54). Les troupes commencèrent à s'embarquer à 2 heures du matin. Les 3600 hommes de troupes de débarquement furent répartis sur les 12 nacelles et les 12 bateaux de l'*Ill* en 3 colonnes égales, de 1200 hommes chacune : 2 de ces bateaux contenaient chacun une pièce de 4. Les 3 colonnes devaient débarquer dans l'île *Ehrlen-Kopf* : la 1^{re}, à la gauche, devait ensuite se porter vers *Kehl*, tandis que la 3^e se dirigerait vers *Sundheim* pour s'emparer des communications de l'ennemi. Les 12 bateaux de *Strasbourg*, dont 2 portaient chacun une pièce de 4, devaient suivre les colonnes de débarquement.

A 3 heures du matin, les bateaux partirent et l'ennemi ne s'aperçut de la tentative que lorsque les troupes furent débarquées : il essaya de résister, mais la batterie d'*Ehrlen-Rhein* fut rapidement prise et nos tirailleurs se portèrent vers *Sundheim* : il se retira alors dans les redoutes et sous la protection des troupes qui occupaient *Wilstelt*. Cependant, la rapidité du fleuve ayant empêché la construction d'un pont volant, on fit revenir les barques sur la rive gauche pour opérer de nouveaux débarquements et passer des munitions dont les bataillons engagés avaient grand besoin. Nos troupes prirent alors la redoute du *Cimetière*, celle des *Trous-de-loup* et entrèrent dans *Kehl*.

Le 24, à 6 heures du matin, le pont volant fut établi entre l'île *Ehrlen-Kopf* et la rive gauche : on put enfin faire passer quelques cavaliers qui traversèrent, du reste, à la nage, les bras

séparant cette île de la rive droite, et toute la journée on s'en servit pour le passage du reste de l'infanterie placée sous les ordres du général *Ferino*.

En même temps, on descendait les bateaux destinés à la construction du pont vis-à-vis de *Kehl*, en aval de l'ancien pont de pilotis dont les débris devaient servir d'estacade : le 23 juin, à midi, le pont de bateaux étant achevé, on fit passer la cavalerie et l'artillerie de la division *Ferino*, ainsi que les troupes de la division *Beaupuis*.

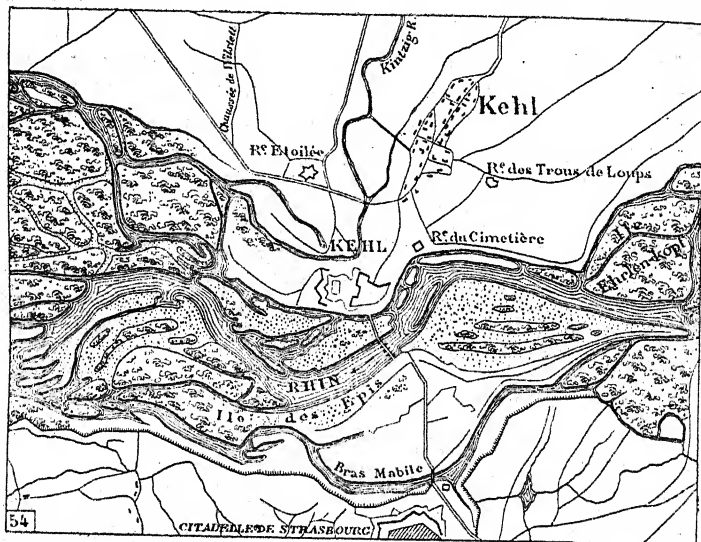


Fig. 54.

La gauche de l'armée de *Rhin-et-Moselle*, instruite du succès de l'opération, se dirigea à la hâte vers *Strasbourg*. Cette armée put alors prendre l'offensive : *Latour* fit remonter la rive droite aux troupes autrichiennes et, au lieu d'une invasion de l'ennemi en *Alsace* qu'il y avait lieu de redouter, c'est le territoire allemand qui fut envahi.

Voyons maintenant comment fut établi le pont de *Turbigo*, sur le *Tessin*, dans la campagne de 1859. Nous avons donné, au *Titre XIV*, la composition de la colonne chargée d'aller passer ce cours d'eau en amont du pont permanent de *San-Mar-*

tino, que l'on supposait avoir été détruit ou être fortement occupé par les Autrichiens.

Cette colonne avait 10 kilomètres à parcourir pour se rendre de Novare à Turbigo: elle se dirigea par le chemin qui conduit à l'ancien bac, à travers une plaine découverte et facile dans laquelle les canaux d'assainissement et d'irrigation étaient beaucoup moins nombreux que dans les contrées parcourues

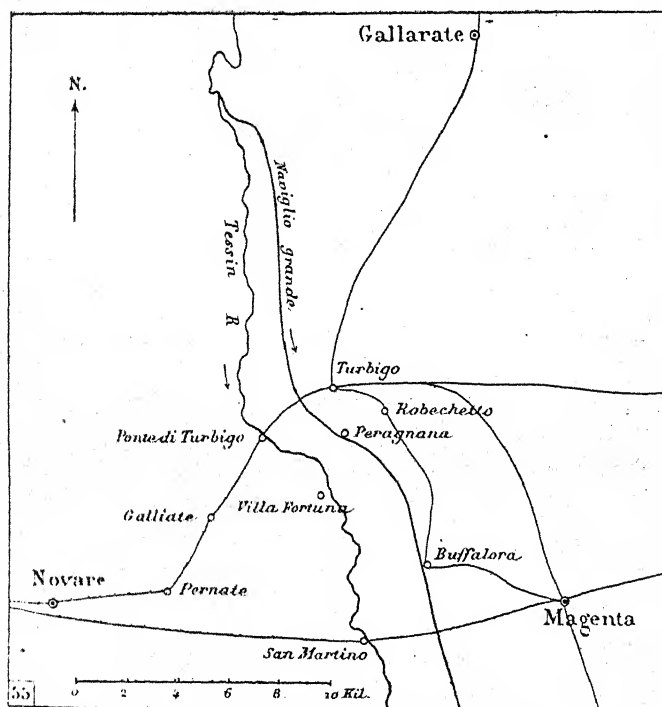


Fig. 55.

jusqu'alors. Elle traversa *Pernate*, *Galliate*, et elle arriva à *Porto di Turbigo* vers 4 heures du soir (fig. 55).

La rive droite est immédiatement fouillée par les chasseurs à pied de la garde : aucun ennemi n'est en vue : seuls, quelques éclaireurs occupent la maison du passeur sur la rive gauche et ils se retirent dès que les chasseurs à pied traversent le *Tessin* sur des nacelles. L'artillerie établit une batterie de 12 pièces sur les hauteurs qui sont au nord du chemin et une

autre de même force sur le bord de la rivière : 4 compagnies de chasseurs à pied et les 2 compagnies du génie passent sur la rive gauche du *Tessin* et les pontonniers, ainsi protégés, commencent la construction du pont. Quelques uhlans du 1^{er} corps d'armée autrichien se montrent alors, mais ils se retirent.

Pendant ce temps, la 1^{re} brigade des voltigeurs de la garde, général *Manéque*, prend position sur les hauteurs de la rive droite, et la cavalerie exécute une reconnaissance vers *Villa-Fortuna*.

A 7 heures 1/2, le pont de bateaux est achevé et il est protégé par un retranchement renforcé d'abatis que les sapeurs du génie ont élevé dans le but d'en faire une tête de pont. Les abords du point de passage sont d'un facile accès : l'artillerie peut trouver de bonnes positions sur les deux rives : le chemin ne contient aucun obstacle capable de retarder la marche des colonnes : on a reconnu que le pont en bois de *Paragnana*, sur le *Naviglio grande*, n'a pas été rompu par l'ennemi : toutefois, comme le terrain voisin est en partie inondé et en partie couvert de taillis, il n'y a que le chemin qui puisse servir au mouvement des colonnes.

Dès que toutes les dispositions sont prises, la plus grande partie de la brigade *Manéque* passe sur la rive gauche et ses emplacements sont occupés par la brigade *Decaen* sur la rive droite. A ce moment, se montre un escadron de uhlans qui vient de *Gallarate*, flanquant la division *Urban* : celle-ci est à *Varèse* et elle a reçu l'ordre de se retirer avec le 1^{er} corps autrichien qui est à *Magenta*. Cet escadron se retire sans combat.

Lorsque la nuit vient, toutes les positions sont solidement occupées sur les deux rives : pendant l'obscurité, nos troupes s'emparent du village de *Turbigo* sans résistance.

CHAPITRE III.

DÉFENSE ET ATTAQUE DES PLACES FORTES.

Article I. — Notions préliminaires.

Nous appuyant sur les notions techniques qui sont enseignées dans le *cours de fortification* professé à l'École, nous allons, conformément au programme du *cours d'art militaire*,

étudier les relations qui existent entre les places fortes et les opérations d'une armée en campagne, ainsi que le rôle des troupes d'infanterie et de cavalerie dans la défense et l'attaque des places fortes.

Les principes de tactique et de stratégie, c'est-à-dire les règles générales de l'art de la guerre, consacrent la nécessité des places fortes en vue de l'un des trois buts suivants :

1^o Pour couvrir la frontière, en occupant certains points par lesquels une armée ennemie serait obligée de passer, si elle voulait envahir le territoire, et pour assurer, à l'armée nationale, la libre disposition de ces points de passage : c'est ce que l'on appelle souvent les *forts d'arrêt* ;

2^o Pour mettre, à l'abri d'une surprise de l'adversaire, les richesses commerciales et maritimes devant servir de réserves de toutes sortes : on les désigne quelquefois sous le nom de *places de dépôt* ;

3^o Pour seconder les opérations d'une armée en rase campagne, et on les appelle alors *places de manœuvres*.

Suivant leur importance, ces endroits retranchés sont des postes, des forts, des forteresses ou des camps retranchés : de plus, ils remplissent soit un, soit deux, soit même les trois des objets ci-dessus énoncés. Nous les comprendrons, dans l'étude qui suit, sous la désignation générale de *places fortes*, nous réservant d'établir des distinctions lorsqu'il sera nécessaire.

Une place forte est rarement, par elle-même, un obstacle absolu aux opérations de l'armée ennemie : toutefois, elle l'oblige souvent à changer la direction de sa marche, à faire un ou plusieurs détachements, elle rend son ravitaillement difficile et même périlleux. L'armée qui occupe la place trouve, dans cette possession, des avantages opposés : elle s'y appuie pour opérer, elle en tire les ressources militaires qui lui sont nécessaires : tandis que la retraite de l'adversaire peut être gravement compromise en cas d'insuccès, elle y a, au contraire, un refuge assuré.

En résumé, ainsi que l'a dit Napoléon I^{er}, « les places fortes sont utiles pour la guerre offensive, comme pour la guerre défensive. »

Examinons maintenant l'ensemble des opérations autour de ces places combinées avec celles des armées en rase campagne. Cet ensemble se subdivise de la façon suivante :

- 1° L'armée ennemie ne juge pas à propos de vouloir faire tomber la place en son pouvoir et elle se contente de l'*observer* ;
- 2° L'armée ennemie cherche à s'emparer de la place par *surprise* ;
- 3° L'armée ennemie fait le *blocus* de la place ;
- 4° L'armée ennemie tente de faire capituler la place par le *bombardement* ;
- 5° L'armée ennemie fait le *siège* de la place ;
- 6° Dans chacune de ces trois dernières hypothèses enfin, l'armée ennemie procède d'abord à l'*investissement* de la place.

Article II. — Observer une place forte.

L'attaque d'une place forte étant souvent une opération longue et meurtrière, il en résulte qu'on l'entreprend seulement s'il est nécessaire de la posséder. Jadis, on faisait la guerre aux places, aux camps, aux lignes retranchées, aux positions : depuis le commencement du siècle, on les négligeait et l'on ne prenait pour objectif que l'armée ennemie. Aujourd'hui, l'accroissement considérable de la portée de l'artillerie et les modifications introduites dans les systèmes des fortifications permanentes sont tels que l'on doit renoncer à suivre exclusivement l'une ou l'autre de ces deux méthodes. Il peut se faire que l'armée ennemie ne se résolve pas à attaquer une place : mais il est inadmissible qu'elle n'en tienne aucun compte. Elle forme donc, dans le cas où elle ne cherche pas à s'en emparer, un détachement qui reste en *observation* devant la place. La force de ce détachement dépend de celle de la troupe de défense : or, comme il est connu que la garnison ne peut, en général, pas faire sortir en même temps plus de la moitié ou des deux tiers de son effectif, il en résulte que le corps d'observation sera suffisamment fort s'il est égal aux deux tiers ou à la totalité de celle-ci.

Le rôle du détachement est d'observer les tentatives que peuvent faire les défenseurs, de leur masquer la ligne d'étapes, de garder, sur celle-ci, les points qui sont à proximité de la place et de les préserver contre toute attaque provenant, soit de la garnison, soit des partisans qui opèrent dans les environs ou qui se servent de la place comme d'un point d'appui : il faut, en outre, que le corps d'observation assure ses relations avec les troupes amies dont il est détaché.

Telles sont les règles générales applicables à ce cas particulier : il est bien évident, du reste, qu'elles se modifient suivant que l'on est en pays ami ou en pays ennemi, suivant que la place est plus ou moins importante, suivant que le terrain est plus ou moins accidenté, suivant enfin qu'il y a un plus ou moins grand nombre de troupes amies ou ennemies opérant à courte distance en rase campagne.

Quant à la *garnison* de la place, elle doit déployer la plus grande activité et exécuter d'incessantes sorties, non pas contre le corps d'observation, mais contre les convois qui suivent la ligne d'étapes : elle oblige ainsi l'armée à faire un détachement plus considérable et elle seconde d'autant plus les opérations en rase campagne.

Article III. — Surprise d'une place forte.

Il est impossible d'ériger en maximes les méthodes à suivre pour agir par *surprise* : en pareille matière, on ne peut poser de principes et il n'y a que des inspirations. Toutefois, et quel que soit le procédé adopté, il y a quelques règles générales dont l'application ne fait certainement que contribuer au succès de l'entreprise.

Les conditions favorables à la surprise d'une place sont nombreuses, mais elles devraient se présenter rarement : on considère cette opération comme possible, quand l'armée assaillante a des intelligences avec les habitants ou avec la garnison, quand celle-ci est insuffisante ou démoralisée, ou surveille mal les approches, quand les ouvrages de fortification sont en mauvais état.

Quelle que soit la cause qui permette de tenter une surprise et quelles que soient ses chances de succès, il n'est pas probable qu'elle puisse arriver à ses fins sans coup férir : à un moment donné, il y aura combat et cette lutte prend plus particulièrement le nom d'*attaque de vive force* quand elle commence avant que les troupes assaillantes aient pénétré dans la place. Un échec partiel pouvant avoir, dans ces circonstances, les plus fâcheuses conséquences morales et matérielles, il est nécessaire de tout préparer pour l'éviter : à cet effet, on conseille, en général, d'adopter les dispositions suivantes :

1^o Concentrer sur la défense un feu formidable qui ruine les ouvrages, incendie les bâtiments, démoralise les troupes

et les habitants, ou feindre un mouvement de retraite ;

2° Munir les troupes de tous les engins nécessaires pour franchir et gravir les obstacles ;

3° Les partager en colonnes reliées entre elles autant que possible, chacune d'elles ayant son rôle déterminé, son objectif, sa ligne de retraite et des instructions très-précises dans le cas où elle est isolée ;

4° Profiter des obstacles du terrain pour rapprocher les colonnes et de l'obscurité pour tenter la surprise en observant les précautions usitées dans les combats de nuit ;

5° Agir avec la plus grande rapidité et avec la plus audacieuse témérité, l'hésitation en pareil cas pouvant devenir fatale.

Pour éviter toute surprise, le commandant de la place doit exiger : que les troupes de la garnison exercent une surveillance très-active ; qu'elles se prémunissent contre les événements les plus improbables, ceux-ci devant produire d'autant plus d'effet quand ils se réalisent ; que toutes les mesures techniques soient strictement observées ; que chacun connaisse sa place et son rôle en cas d'alerte ; que l'on garde bien les points qui semblent les moins attaquables, car, comme le dit Marmont, *« c'est ceux-ci que l'ennemi choisira de préférence, parce que ces points devant, à ce qu'il semble, se défendre d'eux-mêmes, il n'y aura personne pour s'en charger. »*

Enfin il peut se faire qu'une surprise réussisse à son début : dans cette hypothèse, si les défenseurs ont été informés à l'avance de la place de rassemblement vers laquelle ils doivent se porter, ils sont encore à même de repousser l'ennemi : par conséquent, celui-ci doit faire converger tous ses efforts vers cet endroit et s'y établir le plus tôt possible. En dehors de ces particularités, le caractère de l'engagement participe à la fois de ceux de la défense et de l'attaque des retranchements de fortification passagère et des lieux habités.

Article IV. — Investissement d'une place forte.

Lorsqu'il ne suffit pas de masquer une place forte, lorsqu'il est impossible de l'obtenir par surprise, on est obligé de la bloquer, de la bombarder ou de l'assiéger. L'*investissement* est l'opération préliminaire de chacun de ces modes d'attaque.

L'investissement d'une place forte a pour objet d'interdire d'abord le ravitaillement en vivres et en munitions, puis d'empêcher les relations des défenseurs avec les habitants ou les armées de l'extérieur, enfin de préparer le blocus, le bombardement ou le siège.

L'armée qui est chargée d'investir une place peut ne former qu'une seule masse ou être partagée en deux grandes fractions : dans le premier cas, il n'y a plus, à l'extérieur, d'armée ennemie opérant en vue de seconder les efforts de la défense, c'est-à-dire d'*armée de secours* : dans le second cas, cette armée de secours existe et une *armée d'observation* lui est opposée, tandis que l'autre partie de l'armée assaillante procède à l'investissement proprement dit. Il reste entendu que le terme d'armée est pris ici dans une acception générale, qu'il désigne simplement un corps de troupes et non toujours la grande unité tactique formée par la réunion de plusieurs corps d'armée.

L'investissement d'une place ayant été décidé, il convient d'indiquer quelles doivent être la force et la composition des troupes qui en seront chargées.

On admet, en général, que l'investissement peut être exécuté avec des forces doubles environ de celles de la place : lorsque celle-ci n'est pas un camp retranché, l'effectif de l'armée assaillante peut même être diminué. L'infanterie y doit être dans les proportions de 5/10 à 6/10 : les pièces d'artillerie doivent y être relativement plus nombreuses que pour les opérations en rase campagne, de même que les compagnies de sapeurs : quant à la cavalerie, elle a un effectif proportionnellement moindre.

C'est la cavalerie qui commence l'investissement : elle entoure la place à une distance supérieure à la portée maxima de l'artillerie, à 8 ou 10 kilomètres au moins du saillant le plus avancé des ouvrages ; elle parcourt les voies de communication ; elle procède à leur destruction partielle, selon les instructions qui lui ont été données ; elle fouille les terrains voisins et elle cherche à reconnaître les positions occupées par les défenseurs ; elle précède la tête des colonnes de l'armée assaillante. Dès que celles-ci sont établies, elle change de direction : au lieu de faire face à la place, elle passe alors à l'armée d'observation ou elle se tourne vers l'extérieur et elle y concourt au service de surveillance et d'exploration.

L'infanterie, l'artillerie et le génie, destinés à l'investissement proprement dit, s'établissent sur les positions qui leur ont été assignées : les troupes assaillantes profitent, bien entendu, de toutes les fautes commises par les défenseurs pour se rapprocher autant que possible de la place : mais si ceux-ci se sont conformés aux principes actuellement admis, l'ensemble des premières positions d'investissement aura au moins l'étendue de la circonférence ou d'un arc de cercle dont le rayon serait la portée maxima des pièces de forteresse ; c'est-à-dire 6000 ou 8000 mètres.

Le choix de ces positions doit être conforme au premier but de l'investissement : elles sont telles que la défense ne puisse plus se ravitailler à l'extérieur : en conséquence, il faut les prendre à proximité des routes, des chemins de fer, des canaux et des cours d'eau. Jadis une armée d'investissement construisait des *lignes de contrevallation* dirigées vers la place et des *lignes de circonvallation* destinées à la protéger contre l'extérieur. Aujourd'hui, ce travail serait impossible, en raison de la grande distance à laquelle la portée de l'artillerie oblige de commencer l'investissement.

Les positions de la ligne d'investissement qui doivent être occupées et fortifiées sont peu nombreuses : elles tiennent les principales voies de communication et de ravitaillement : les travaux nécessaires pour les mettre en état de défense doivent être entrepris avec la plus grande rapidité, dès que les troupes s'y sont établies, et ils sont ensuite continués avec toutes les ressources de la fortification passagère. On profile des bois, des hauteurs, des défilés, des lieux habités surtout et l'on cherche à obtenir un bon flanquement des ouvrages ainsi construits. On se conforme, du reste, dans ces *postes retranchés*, aux prescriptions du *Titre VIII de l'ordonnance du 3 mai 1832, sur le service en campagne*.

L'armée d'investissement est ainsi partagée en autant de groupes qu'il y a de positions : chacun d'eux est chargé de l'occupation et de la défense d'un secteur. Comme il y a de grands espaces inoccupés entre les divers points d'appui, il est nécessaire de détruire toutes les communications qui s'y trouvent et dont pourraient profiter les défenseurs. Mais il faut que ces groupes disposent d'une route ou d'un chemin en bon état et masqué aux vues de l'ennemi, afin qu'ils puissent arriver

promptement au secours de ceux qui seraient attaqués.

Entre la place et les positions d'investissement se trouvent les grand'gardes d'infanterie de l'armée assaillante qui forment, s'il se peut, une ligne continue. On estime que, de jour, celles-ci peuvent se tenir à 2000 mètres environ de l'ennemi : leurs emplacements doivent être fortifiés afin d'y résister le plus longtemps possible contre une sortie des défenseurs et de donner, aux troupes voisines de la direction prise par ceux-ci, le temps de venir au secours de la partie de la ligne d'investissement qui semble menacée. De nuit, les sentinelles des grand'gardes, ou tout au moins des patrouilles, doivent s'approcher de l'ennemi autant qu'elles le peuvent, afin de signaler à temps les retours offensifs qu'il voudrait entreprendre. En outre, des signaux permanents, des fils télégraphiques, des postes d'observation établis sur des points élevés, complètent le réseau de sûreté, facilitent la surveillance, rendent plus prompte la transmission des avertissements et des ordres. Enfin des patrouilles incessantes explorent le terrain inoccupé sur la ligne d'investissement même.

Quant à la *garnison*, elle cherche à s'opposer à l'investissement de la place : c'est pour elle un point capital. Si elle dispose de pièces d'artillerie de campagne, elle peut commencer sa résistance à une assez grande distance : mais, en général, si elle n'a point d'artillerie de campagne, ou si celle-ci est notoirement inférieure à celle de l'armée assaillante, elle n'occupe pas de positions à plus de 6000 ou 8000 mètres, c'est-à-dire sous la protection de l'artillerie de la place. C'est l'infanterie qui joue un rôle principal dans cette période de l'investissement : elle met à profit la connaissance du terrain sur lequel elle combat : elle fortifie les positions qu'elle occupe et elle y résiste le plus longtemps possible, tant pour empêcher ou retarder l'investissement que pour permettre aux autres troupes de la défense l'achèvement des travaux nécessaires au bon état de la place.

Lorsque l'investissement est complet, l'infanterie de la défense se tient en partie en dehors des ouvrages avancés et elle établit ses grand'gardes en face de celles de l'ennemi. Elle exécute alors des sorties tant de nuit que de jour : mais comme on ne peut y employer toute la garnison et comme ces attaques sont dirigées contre des troupes établies sur des positions fortifiées,

il est nécessaire de tenir ces entreprises aussi secrètes que possible, de les précéder et de les accompagner de démonstrations qui laissent l'adversaire incertain sur la direction de l'attaque principale. C'est à l'aide de ces retours offensifs incessants que la défense peut arriver à rompre l'investissement: en tout cas, elle oblige l'ennemi à des mouvements continuels qui l'accablent de fatigue. Toutefois, si la force de l'armée assaillante est bien proportionnée par rapport à celle de la défense, si les positions qu'elle occupe sont solidement fortifiées, c'est à elle qu'appartient dès lors l'avantage et c'est pourquoi les troupes de la place doivent surtout combattre lors des débuts de l'investissement, pour l'empêcher ou le retarder.

Nous avons dit plus haut que, aussitôt après l'occupation des positions d'investissement par l'infanterie, la cavalerie qui a précédé celle-ci se porte vers l'extérieur. Elle n'y agit généralement pas seule, et elle peut y être soutenue par des troupes d'infanterie et d'artillerie. Cet ensemble constitue l'*armée d'observation* qui est destinée à repousser toute tentative de secours dirigée vers la place. Un point essentiel est d'assurer les relations entre l'armée d'investissement et celle d'observation: on y parvient en élevant des ouvrages qui sont, en outre, destinés à protéger la retraite de la première, dans le cas où une sortie de la garnison réussirait. La ligne de communication ainsi assurée permet à l'armée d'observation de se porter aussi loin qu'il est nécessaire, d'opérer avec indépendance, de prévenir toute démonstration en faveur de la place et de protéger l'armée d'investissement sur ses derrières. Si la première n'est pas suffisante pour s'y opposer, elle est appuyée par la seconde qui se porte alors à l'extérieur, vers les points d'appui et postes retranchés établis sur sa ligne de retraite.

Quant à l'*armée de secours*, elle doit chercher toutes les occasions favorables pour atteindre les troupes d'investissement en évitant celles d'observation. Le point important est de faire coïncider ces attaques avec les sorties de la garnison, de façon à la ravitailler ou à prendre l'armée assaillante entre deux feux. Le rôle de l'armée de secours est particulièrement difficile, quand elle est obligée d'attaquer l'ennemi en même temps qu'elle protège un convoi. *Gouvion-Saint-Cyr* estime que l'on ne peut « *hasarder ces sortes de détachements avec*

espoir de succès, s'ils ne sont protégés et couverts par une force suffisante pour éloigner momentanément la partie de l'armée assiégeante ou d'observation capable de leur nuire. »

Article V. — Blocus d'une place forte.

Nous venons d'étudier l'investissement comme la première phase de toute attaque dirigée contre une place forte, sauf dans l'attaque par surprise, pour laquelle un investissement préalable n'est pas nécessaire.

Le *blocus* n'est, en quelque sorte, que la continuation de l'investissement jusqu'à ce que la garnison et les habitants, n'ayant plus ni vivres ni munitions, consentent à capituler. C'est un moyen lent, mais presque sûr, de s'emparer de la place, à moins cependant que le pays ne soit hostile et n'ait ainsi le temps d'organiser des armées destinées à opérer en rase campagne ou à débloquer les places.

Le blocus est plus ou moins resserré : on se conforme, pour l'effectuer, au but que l'on se propose, à la force et à la constitution de la place, à la valeur morale et matérielle de la garnison ; mais les principes émis plus haut pour l'investissement lui sont également applicables. Autant que possible, on cherche, non-seulement à empêcher le ravitaillement, mais encore à interdire toute relation de la population et de la troupe bloquées avec l'extérieur : ce dernier résultat est difficile à obtenir aujourd'hui, car l'emploi de certains systèmes télégraphiques, des ballons et des pigeons, permet de mettre en défaut la surveillance de la troupe de blocus.

Quant à la garnison et à l'armée de secours, elles agissent conformément aux principes relatifs à l'investissement.

Article VI. — Bombardement d'une place forte.

Le bombardement d'une place forte doit être considéré comme ne pouvant être employé qu'après un investissement préalable. Des faits de guerre prouvent, il est vrai, qu'une place a pu être bombardée avec succès, bien que n'étant pas investie, mais ces exceptions ne portent aucune atteinte à la règle générale.

En principe, le tir ne doit être dirigé que contre la ville :

toutefois, si la garnison a des grand'gardes à l'extérieur, il est nécessaire d'accabler d'abord les pièces établies dans les ouvrages de fortification et de les réduire au silence. La garnison, privée ainsi de l'appui de son artillerie, est obligée de quitter ses positions avancées et de rentrer dans la place. L'artillerie de l'attaque se porte alors à une distance de 2000 à 4000 mètres de la place : elle dirige ses coups contre les édifices : elle emploie les plus gros projectiles pour écraser les bâtiments et les projectiles incendiaires pour les brûler : elle tire sans répit, particulièrement la nuit, pour augmenter l'effet moral et matériel. Les troupes d'infanterie se tiennent en grande partie sous les armes, surtout pendant la nuit, afin d'être prêtes à repousser toute tentative de sortie.

Le bombardement ne réussit que s'il n'y a pas d'abris à l'épreuve dans la place et si la *garnison* est sans énergie. Pour remédier à la première cause, il faut élever des abris dès qu'une attaque est probable : pour faire disparaître la seconde, il faut employer la troupe à des actions au dehors, tandis que la population prend toutes les mesures usitées en cas d'incendie et cherche à éteindre le feu des bâtiments embrasés. Tous les hommes que le service n'appelle pas sur les remparts restent dans les abris : ceux qui sont sur les remparts se tiennent le plus près possible des parapets.

Le bombardement peut, comme nous l'avons déjà dit, servir à préparer une attaque par surprise ou de vive force : pendant qu'il dure, il faut donc que toute la garnison redouble de surveillance et se tienne prête au combat.

Article VII. — Siège d'une place forte.

Quand aucun des moyens d'attaque précédents ne peut ou n'a pu réussir, on fait le *siège* de la place forte. C'est une opération qui consiste, pour l'assaillant, à investir la place, à s'en approcher peu à peu à l'aide de tranchées, à détruire tous les moyens de défense de l'assiégé, à s'emparer de son système de mines, à faire dans la fortification des brèches praticables et à pénétrer dans la place en donnant l'assaut : de son côté, l'assiégé cherche à détruire les travaux exécutés par l'ennemi et à retarder l'assaut.

Laissant de côté les détails techniques, nous allons examiner les relations qui existent entre les opérations en rase campagne

et les sièges, ainsi que le rôle général des troupes d'infanterie et de cavalerie dans l'attaque et la défense.

§ I. *Attaque.*

On ne se décide généralement à un siège que pour l'une des causes suivantes :

1° Quand la place barre une route, un chemin de fer, un canal ou un cours d'eau, que l'armée emploie comme ligne d'opérations ou de communication ;

2° Quand elle contient un riche matériel de guerre ;

3° Quand elle sert de point d'appui et de refuge, soit aux armées, soit aux partisans de l'ennemi ;

4° Quand l'importance de sa garnison immobiliserait, pour un temps considérable, des troupes relativement nombreuses dont la présence serait plus utile sur une autre partie du théâtre des opérations ;

5° Pour des considérations politiques.

L'attaque d'une place se subdivise en trois périodes :

A. PRÉPARATIONS.

La première période est celle de la *préparation* qui contient l'investissement, la reconnaissance, le projet de siège, la constitution du corps qui l'exécutera, la détermination de sa force et du matériel nécessaire.

L'armée, dont le général en chef s'est décidé à faire le siège d'une place, forme un *détachement, corps ou armée de siège*, qui en est chargé : le reste continue ses opérations en rase campagne, ou prend en partie position à proximité : nous verrons plus loin son rôle dans ce second cas.

L'armée de siège comprend des troupes d'infanterie, d'artillerie et du génie : sa force dépend du système de fortification de la place, de l'effectif, de la situation morale et matérielle de la garnison et de la population, de l'étendue de terrain qu'il faut occuper. On admet, en général, que la force du réseau de surveillance doit être égale aux trois quarts de celle de l'infanterie de la garnison, afin d'avoir toujours la supériorité numérique sur l'adversaire, qui ne peut disposer au maximum que des deux tiers de son effectif pour les sorties ; si l'on veut

donner à l'infanterie assaillante trois nuits de repos sur quatre, il faut donc que celle-ci soit au moins trois fois plus nombreuse que celle de l'assiégé : c'est un minimum que l'on adopte rarement. La garnison d'un bastion devant être de 600 hommes environ, la force de l'infanterie de l'armée de siège serait ainsi comptée à raison de 1800 hommes par bastion, mais on la fait toujours plus forte et souvent quatre, cinq et même six fois plus nombreuse que la troupe assiégée, surtout quand l'étendue de la ligne d'investissement est considérable ; on a même souvent estimé la force de l'infanterie assiégeante en la comptant à raison de 4 hommes par mètre courant de cette ligne, déduction faite des parties impraticables du terrain. Quant à l'artillerie, elle peut contenir 100 à 150 pièces pour l'attaque de chaque fort d'une place à ouvrages détachés et, pour chaque pièce, 5 servants d'artillerie avec 8 à 10 auxiliaires d'infanterie. Lorsqu'il s'agit d'une place qui n'a pas de forts détachés, on réduit le nombre des pièces ; ainsi contre une enceinte bastionnée de 12 fronts, on compte à peu près 250 pièces. Le génie enfin a une force évaluée, au maximum, à 1000 sapeurs et à 6000 auxiliaires d'infanterie pour chacun des forts attaqués d'une place à ouvrages détachés.

Les travaux d'investissement étant achevés, on amène le matériel de siège ; celui de l'artillerie, celui du génie et celui de l'administration sont établis dans de grands *parcs* placés en arrière et sous la protection du corps de siège ; les objets et engins nécessaires à la consommation journalière sont portés en avant vers la place et constituent de *petits dépôts*.

B. ATTAQUE ÉLOIGNÉE.

C'est alors que commence la deuxième période, celle de l'*attaque éloignée*.

Celle-ci débute par un combat d'artillerie ; puis on creuse la première parallèle à une distance aussi rapprochée que possible de la place.

Les *travailleurs* employés à cette construction sont protégés par des troupes d'infanterie qui établissent des *grand'gardes* vers la place ; les sentinelles sont à de très-petits intervalles les uns des autres ; les petits postes sont à une faible distance en arrière et il en est de même du gros des *grand'gardes*, car

il y a tout lieu de supposer que l'assiégé tentera une sortie, et il est nécessaire de lui opposer une résistance telle qu'il ne puisse ni venir interrompre le travail, ni forcer les travailleurs à quitter leur outil pour prendre leur arme. L'éloignement des sentinelles, par rapport à la première parallèle, doit donc être suffisant pour que l'assiégé ne puisse facilement atteindre les travailleurs par son feu de mousqueterie : mais, comme le travail se fait de nuit, il semble qu'il n'est pas nécessaire de porter la ligne des sentinelles à plus de 200 ou 300 mètres en avant de la parallèle. Nous savons, en outre, que le front de la ligne de combat de la compagnie est de 150 à 200 mètres : tant que l'action n'est pas engagée, il est inutile que les sentinelles soient très-serrées ; un intervalle de 20 mètres entre celles-ci est jugé comme suffisant : il y aura donc 8 à 10 sentinelles par compagnie : elles seront fournies par un peloton dont le reste, formant les petits postes, sera prêt à compléter la ligne des sentinelles pour faire une chaîne de tirailleurs : il formera les renforts de cette chaîne : l'autre peloton sera le gros de la grand'garde et deviendra, en cas de besoin, le soutien de la ligne de combat. Chaque bataillon pourra établir ainsi deux de ses compagnies, ce qui lui donnera un front de surveillance et d'action de 300 à 400 mètres, c'est-à-dire à raison de plus d'un homme par mètre courant, et les deux autres compagnies, destinées à lui servir de *réserve spéciale*, se tiendront en arrière de la parallèle. Derrière celles-ci, sera encore disposée une *réserve générale* groupée ou fractionnée suivant les circonstances. Sur les flancs du réseau formé par l'infanterie, on placera des escadrons de *cavalerie*. Cet ensemble forme la *garde de tranchée*, dont le chef est un officier général ou supérieur que l'on désigne sous le nom de *major de tranchée*.

Tant que l'assiégé ne fait aucune démonstration, la garde de tranchée se couche sur le sol ou se met à l'abri. Si l'ennemi est signalé, l'infanterie cherche à l'arrêter en agissant surtout par groupes et à la baïonnette, le feu ne devant pas être employé dans les combats de nuit, comme nous l'avons déjà dit souvent, et ayant, en outre, dans ce cas particulier, l'inconvénient de signaler, à l'artillerie de la défense, les positions occupées par l'assiégeant. Si la sortie échoue, la cavalerie peut essayer de poursuivre les troupes qui l'ont exécutée ; l'in-

fanterie reste en position. Si la sortie réussit, c'est-à-dire si elle parvient jusqu'aux travaux commencés, les travailleurs prennent part au combat ainsi que la réserve générale. L'effectif de la garde de tranchée devant être toujours supérieur à celui dont la garnison peut disposer pour une sortie, et celle-ci n'étant, du reste, qu'un retour offensif qui n'est pas destiné à être poussé jusqu'à ses dernières conséquences, le terrain restera forcément au pouvoir de la garde de tranchée, mais l'important est qu'elle empêche la destruction des travaux commencés.

Après cette première nuit, la garde de tranchée s'établit derrière les couverts, à proximité ou dans les parties de la tranchée déjà suffisantes pour l'abriter : on construit, du reste, des abris, pour les réserves de cette garde, en arrière de la tranchée et à une distance telle qu'elles puissent rapidement prendre part au combat dans toutes les directions.

Les travaux de siège continuant, la garde de tranchée profite des places d'armes successives qui sont données par les parallèles et demi-parallèles suivantes pour placer ses sentinelles plus près de la place et abriter ses réserves spéciales ainsi que sa réserve générale. Au fur et à mesure que l'assiégeant s'approche, il devient de plus en plus difficile de protéger ses travaux, et cependant les sorties sont de plus en plus probables puisque l'assiégé a moins de distance à parcourir et que son infanterie peut être plus efficacement soutenue quand elle exécute des sorties pour détruire les travaux d'attaque. On met alors, en avant des têtes de sape, quelques hommes de bonne volonté qui sont embusqués dans des trous : ils préviennent de toute sortie : ils se retirent lorsque l'ennemi se présente en nombre supérieur et ils démasquent les positions occupées par la garde de tranchée. En outre, dès que la proximité des parallèles permet à l'infanterie assiégeante de faire un usage efficace de son feu, celle-ci doit vigoureusement soutenir celui de l'artillerie : les plus habiles tireurs sont désignés, soit dans les parallèles mêmes, soit dans les embuscades en avant, pour diriger leurs coups sur tout objet qu'ils peuvent atteindre : on dirige sans interruption le feu de 3, 4 ou 5 fantassins sur chaque embrasure pour rendre le pointage difficile : on nourrit, du reste, assez le feu de l'infanterie pour empêcher l'assiégé de se montrer sur la crête des glacis : on

cherche à enfilcr les communications en arrière : enfin on munit encore les meilleurs tireurs de fusils de rempart.

C. ATTAQUE RAPPROCHÉE.

La troisième période de siège, celle de l'*attaque rapprochée*, commence par la prise du chemin couvert qui, suivant le plus ou moins d'énergie de la défense, se fait de vive force ou pied à pied. L'attaque de vive force est exécutée, pendant la nuit, par des troupes d'infanterie qui opèrent en petites colonnes ayant chacune son objectif déterminé, et qui s'emparent des places d'armes de la défense : elles sont suivies de travailleurs qui détruisent les communications pouvant permettre à l'assiégé de tenter un retour offensif et qui construisent aussi une place d'armes sur la position occupée avec communications en arrière : les colonnes d'attaque s'abritent pendant le travail et elles se retirent au plus tard avant que le jour paraisse.

Le siège se termine enfin par un *assaut* qu'a préalablement préparé une *brèche* faite à l'une des parties de la place. Suivant la force et la forme de celle-ci, il peut n'y avoir qu'un seul assault à livrer pour pénétrer dans la place, ou il peut y en avoir plusieurs simultanés ou successifs : cela dépend des défenses que l'assiégé est à même d'opposer à l'attaque : mais nous n'avons pas à nous occuper de ces considérations qui sont du domaine technique des opérations de siège. Nous nous contentons d'indiquer les règles générales d'après lesquelles on donne l'assaut.

L'assaut est préparé par un feu violent d'artillerie dirigé d'abord contre la brèche qu'il faut enlever et contre le terrain environnant ; puis on allonge le tir des pièces, lorsque l'infanterie se porte en avant, afin d'isoler la brèche et d'empêcher les défenseurs de tenter un retour offensif contre les assaillants qui sont parvenus à s'y établir.

La colonne d'attaque, composée des meilleures troupes ou d'hommes de bonne volonté, ne contient que le nombre d'hommes strictement nécessaire, car son front est peu étendu : on en détermine la force d'après les dimensions de la brèche et on lui donne la mobilité voulue pour que l'assaut soit mené avec beaucoup de rapidité et de hardiesse : les officiers et les soldats ne portent ni les effets d'habillement ni ceux

d'équipement qui pourraient les gêner : pour les premiers, le revolver, le sabre sans fourreau : pour les seconds, le fusil muni de sa baïonnette et les cartouches dans les poches : pas de manteau ni de capote pour les uns comme pour les autres. Le rassemblement de cette colonne d'attaque se fait aussi près que possible de la brèche : on y maintient l'ordre et le silence. Au signal convenu à l'avance et que l'on fait souvent précéder de plusieurs autres afin de tromper l'assiégé, la colonne débouche sur le plus grand front possible et gravit la brèche : après s'en être emparée, une partie de la colonne s'y établit : elle y est immédiatement renforcée et soutenue par d'autres troupes qui la suivent : l'autre partie de la colonne essaie d'ouvrir une porte par l'intérieur afin de permettre aux réserves d'entrer dans la place, où elle poursuit l'ennemi et elle cherche à pénétrer avec lui : cela dépend du point où l'on a fait brèche et donné l'assaut. Pendant ce temps, les travailleurs qui suivent de près la colonne d'attaque font le *nid de pie* sur la brèche et en assurent la possession. On peut, du reste, dans quelques cas, seconder l'assaut principal en essayant quelques fausses attaques, escalades ou surprises de portes vers d'autres points de la place.

D. CORPS D'OBSERVATION.

Tel est, dans l'attaque en règle d'une place forte, le rôle sommaire des troupes d'infanterie et de cavalerie faisant partie du corps de siège. L'action des premières est très-importante et incessante. Quant à la cavalerie, elle prend une faible part à l'attaque elle-même, sauf lors des travaux d'investissement et de l'ouverture des parallèles éloignées : on l'emploie plutôt dans le *corps d'observation*, avec des batteries d'artillerie de campagne et les parties de l'infanterie qui restent disponibles.

Le corps d'observation doit être constitué toutes les fois que l'on assiège une place à laquelle l'adversaire peut porter secours : il devient alors nécessaire de lui opposer une force suffisante pour l'empêcher de diriger du dehors des attaques contre les travaux de siège simultanément avec la garnison et pour s'opposer aussi à l'entrée des convois dans la place.

L'action de ce corps d'observation dépend de son effectif comparé à celui de l'armée de secours : suivant qu'il est plus

ou moins fort, il se tient à proximité du corps de siège ou il peut s'en éloigner à une ou plusieurs journées de marche, rester sur la même position et s'y fortifier ou changer fréquemment de place et avoir toute la mobilité nécessaire pour faire face aux tentatives de l'armée de secours. La cavalerie y joue un rôle important, car elle doit se tenir autant que possible en contact avec cette armée, recueillir des renseignements sur sa force et sur ses mouvements et prévenir le commandant du corps d'observation à temps voulu pour qu'il puisse prendre ses dispositions. Celui-ci doit opérer de façon à assurer les derrières de l'armée chargée du siège : son but principal est d'empêcher qu'elle soit obligée d'interrompre les travaux ou de les cesser tout à fait. L'armée d'observation et l'armée de secours opèrent, du reste, comme les troupes en rase campagne, et il suffit, pour caractériser leur situation respective, de rappeler les sièges de *Mantoue*, de *Girone*, de *Sébastopol* et de *Belfort*.

§ II. Défense.

On peut considérer la défense d'une place comme contenant trois périodes dont les deux dernières correspondent à celles de l'attaque.

A. PRÉPARATION.

La première période est celle de la *préparation* qui concerne la composition et la force de la garnison, l'armement, l'approvisionnement, la mise en état de défense, toutes les précautions à prendre contre les surprises, contre l'attaque de vive force, contre le bombardement, contre l'investissement et contre l'attaque en règle.

La place est mise en *état de siège* d'après les dispositions légales : elle est placée sous les ordres d'un commandant ou d'un gouverneur. Celui-ci constitue immédiatement un conseil de défense dont il est libre, du reste, de ne pas suivre les avis. Il fait transformer tout de suite l'armement de sûreté en armement de défense et exécuter, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les travaux qui sont destinés à rendre la place plus forte. Il fait sortir toutes les bouches inutiles et tous les individus dont la présence lui paraît suspecte ou dangereuse. Il règle les rap-

ports qui doivent exister entre l'autorité militaire et les autres.

La composition et la force de la garnison dépendent de circonstances qui sont très-variables, telles que l'importance stratégique et la force de la place, la proximité ou l'éloignement des troupes amies et ennemies. On la décompte de diverses façons. La méthode générale est de l'estimer, par bastion, à raison de 600 hommes d'infanterie environ, de 30 cavaliers et de 15 à 20 artilleurs et sapeurs.

On peut aussi y parvenir de la façon suivante. On compte à peu près autant de sapeurs du génie qu'il y a de pièces de l'armement de défense : on détermine la force de l'artillerie en estimant qu'il faut environ 5 artilleurs par pièce de cet armement, déduction faite des batteries de campagne affectées aux sorties. Quant à l'infanterie, elle doit fournir les troupes de défense pour l'enceinte et les ouvrages extérieurs, les troupes de garde à l'intérieur, les travailleurs auxiliaires de l'artillerie et du génie, les troupes de sortie. Les troupes de défense pour l'enceinte sont évaluées environ, sur le front d'attaque, à 50 hommes par bastion, 20 par demi-lune ou place d'armes rentrante, et sur les autres fronts, à 30 hommes par bastion, 15 hommes pour chaque place d'armes dans laquelle débouche une communication : cet effectif suffit pour surveiller les portes et les abords de la place. S'il faut soutenir le feu de mousqueterie, on estime qu'il faut à peu près autant d'hommes que de mètres courants de la crête du chemin couvert devant le front d'attaque et les fronts adjacents. Les autres ouvrages reçoivent une garde en rapport avec leur développement : pour chacun des ouvrages extérieurs, on compte souvent de 2 à 3 hommes par mètre courant de crête ou 10 hommes par pièce. Ces déterminations étant faites, on triple le chiffre obtenu afin de ne donner aux hommes qu'un jour de garde sur trois et l'on obtient la force de la partie de la garnison destinée au rôle essentiellement défensif de surveillance et de résistance. On lui confie également la garde des prisons, caisses, magasins et établissements publics à l'intérieur. L'infanterie fournit encore tous les hommes disponibles comme auxiliaires du génie et environ 9 auxiliaires par pièce à l'artillerie. Il est entendu que toutes ces troupes sont prises dans l'*armée territoriale* et dans la réserve de cette armée, que l'une et l'autre y concourent en entier et que l'on n'a recours à l'*armée active* que dans le cas

d'insuffisance : la *population* organise, en entier, un service de *pompiers* ou plutôt elle complète celui qui existait sur le pied de paix. Quant aux *troupes de sortie*, elles sont toujours prises, autant que possible, dans les rangs de l'armée active : elles proviennent, soit de la garnison qui occupait la place avant la déclaration de l'état de siège, soit de détachements faits par l'armée qui opère en rase campagne. Leur force ne saurait être déterminée en général, car elle dépend de la nature de la place attaquée et du rôle stratégique qui appartient à celle-ci. La force de la cavalerie enfin, qu'elle provienne de l'armée active ou de l'armée territoriale, peut être évaluée à un peloton par front et par fort détaché.

Pendant cette première phase de la défense, les troupes de sortie, soutenues par l'artillerie de campagne, par la cavalerie et aussi par les pièces de la place s'il est possible, cherchent à s'opposer à l'investissement ainsi que nous l'avons dit plus haut.

B. DÉFENSE ÉLOIGNÉE.

En dehors des *centre-approches*, moyen technique destiné à retarder les travaux d'attaque, la garnison dispose des feux de l'artillerie et de l'infanterie ainsi que des sorties pour combattre l'assaillant.

Le *feu de l'infanterie* doit être très-efficace et il faut en faire l'usage le plus judicieux. On peut, à cet effet, former des détachements spéciaux avec les meilleurs tireurs et les munir de fusils de rempart : ces hommes sont toujours à bonne portée de l'assiégeant : si celui-ci est éloigné de la place, on les met dans des embuscades et de préférence vers les flancs de l'attaque. Pendant la nuit, on bat sans interruption le terrain en avant par un feu rasant d'infanterie pour empêcher le travail à la sape volante : il n'est plus nécessaire alors d'employer les meilleurs tireurs auxquels il faut, du reste, donner du repos, et l'on se sert de tous les fantassins dont on règle préalablement le tir, soit à l'aide de chevalets, soit à l'aide de crâneaux en sacs à terre ayant l'inclinaison voulue. De jour, comme de nuit, le feu est dirigé contre les dépôts de tranchées, les parallèles, les batteries, c'est-à-dire contre tous les points où peuvent avoir lieu des rassemblements de troupes, contre les travailleurs, enfin contre les centres de

réunion des assiégeants au moment où l'on relève la garde et les travailleurs : dans maintes circonstances, ce feu peut être exécuté par salve.

Les *sorties* offrent le moyen le plus efficace pour défendre une place : ces entreprises offensives soutiennent le moral de la garnison, prolongent la durée de la défense, forcent l'assiégeant à augmenter sa garde de tranchée et, par conséquent, le corps de siège, ce qui affaiblit d'autant les troupes opérant en rase campagne : les tranchées étant plus garnies, le tir de la place est plus efficace, les pertes de l'ennemi sont plus considérables et il peut en être démoralisé.

Les sorties sont de deux sortes, grandes ou petites. Toutes les troupes disponibles prennent part aux grandes sorties : il ne reste, dans la place, que l'artillerie qui garnit les remparts et l'effectif nécessaire pour garder les postes à l'intérieur. Les petites sorties sont exécutées par de faibles détachements de la garnison, de la force d'une section, d'un peloton ou d'une compagnie. Les unes et les autres sont exécutées, soit pendant la nuit, soit à la pointe du jour, soit lorsque l'assiégeant arme en même temps un grand nombre de batteries, soit au moment où il s'établit sur le glacis : elles sont aussi fréquentes que possible. Elles sont généralement appuyées par le canon de la place, secondées par de fausses attaques et dirigées soit contre les flancs, soit contre le front des travaux de siège dont la destruction est leur principal objet. Sauf dans des circonstances très-rares, elles ne poursuivent pas leurs succès au delà d'une distance déterminée, car l'assiégeant parviendrait à avoir la supériorité numérique sur elles : elles rentrent dès qu'elles ont atteint leur but. Elles font une véritable guerre de chicane et elles doivent avoir une action incessante.

C. DÉFENSE RAPPROCHÉE.

La troisième phase de la résistance, celle de la *défense rapprochée*, comporte l'ensemble des moyens qu'emploie la garnison pour empêcher l'assiégeant d'enlever les brèches d'assaut. Après avoir cheminé vers la place et s'en être approché autant que possible, l'assaillant est enfin obligé de s'emparer de vive force d'une partie de l'enceinte. Pour y parvenir, il a fait une ou plusieurs brèches aux remparts et il faut qu'il

donne l'assaut pour s'y établir. Afin de rendre difficile, ou même impossible, cette attaque de vive force, on couvre le terrain de la brèche par des obstacles de toute nature : on ménage, sur le bord intérieur du terre-plein et sur la crête, un emplacement pour les tirailleurs destinés à recevoir l'ennemi dès son apparition sur la brèche : on élève, en arrière, une tranchée pour les abriter en cas de retraite : on construit des barricades qui interdisent l'accès des rues voisines : on met en état de défense les maisons qui ont vue sur la brèche : on emploie tous les moyens pour isoler, en quelque sorte, la brèche, pour en faire un défilé étroit et escarpé sur lequel on cherche à avoir des feux dominants et convergents : on s'assure que les troupes placées latéralement par rapport à la direction de l'attaque ont des vues suffisantes sur celle-ci et peuvent y croiser leurs feux. A ce moment même, la défense doit être encore active et, concurremment avec le feu de l'infanterie et de l'artillerie, avec les fougasses et les mines, de vigoureux retours offensifs peuvent être dirigés contre les têtes des travaux d'attaque. Tant que l'artillerie ennemie tire sur les ouvrages voisins de la brèche ou sur celle-ci, les tirailleurs chargés de la défendre restent abrités : dès que le feu cesse ou s'allonge, ils garnissent les crêtes et se tiennent prêts à recevoir l'assaut, tandis que de petits groupes placés sur les flancs, près de communications faciles, se mettent à même de diriger des attaques latérales contre la colonne d'assaut. Celle-ci se trouve, du reste, dans une situation critique, car, vu le peu de place dont elle dispose sur la brèche, elle ne contient forcément qu'un faible effectif, et elle ne peut faire usage que du feu de l'infanterie : en outre, elle est exposée à tous les coups convergents dirigés par les défenseurs des ouvrages qui enveloppent la brèche. La résistance peut encore être longue et efficace. En admettant que l'assaillant se soit emparé d'une partie de l'enceinte et ait réussi à s'y maintenir, la défense doit encore être prolongée dans la ville elle-même, tant que les munitions et les vivres sont suffisants. La population qui a, du reste, joué un grand rôle dans la défense rapprochée, participe généralement à la dernière phase de la résistance, à la *guerre des rues*.

Quant à la *capitulation*, dernier acte de ce drame, elle ne peut être consentie par le gouverneur de la place, que sous sa

responsabilité personnelle : il ne s'y décide que si ses troupes et la population sont en proie à la famine, si elles sont ravagées par une épidémie, ou si les derniers retranchements ont été forcés. L'opinion de Napoléon I^{er} était qu'« une place de guerre ne peut protéger la garnison et arrêter l'ennemi qu'un certain temps : ce temps écoulé, et les défenses de la place détruites, la garnison posera les armes. Tous les peuples civilisés ont été d'accord sur cet objet, et il n'y a jamais eu de discussion que sur le plus ou moins de défense que doit faire un gouverneur avant de capituler. Cependant, il est des généraux, Villars est de ce nombre, qui pensent qu'un gouverneur ne doit jamais se rendre ; mais, à la dernière extrémité, il doit faire sauter les fortifications, et profiter de l'obscurité pour se frayer un passage au travers de l'armée assiégeante. Dans le cas où l'on ne peut pas faire sauter les fortifications, on peut toujours sortir avec sa garnison et sauver les hommes. Les commandants qui ont adopté ce parti ont rejoint leur armée avec les trois quarts de leur garnison. »

D. ARMÉE DE SECOURS.

Il peut se faire qu'une place assiégée soit complètement abandonnée à ses simples ressources ou que sa défense soit secondée à l'extérieur par des troupes opérant en rase campagne et dont l'ensemble constitue l'*armée de secours*.

Le rôle de cette armée de secours dépend évidemment de sa force et aussi de l'importance stratégique ainsi que de la nature de la place forte attaquée par l'ennemi. En général, l'armée de secours a l'un des deux buts suivants : ou elle cherche à faire pénétrer des convois de vivres et de munitions dans la place : ou elle seconde les retours offensifs des défenseurs, elle cherche à faire coïncider les attaques qu'elle dirige contre le corps d'observation ou le corps de siège avec les grandes sorties que la garnison exécute de son côté. C'est ainsi que peuvent être tentées par celle-ci les *percées* auxquelles les troupes de défense ont recours, soit lorsque les vivres sont insuffisants pour toute la garnison, soit lorsque l'avantage d'une forte garnison n'est pas en rapport avec l'importance qu'aurait l'accroissement des troupes opérant en rase campagne, soit lorsque la chute de la place est prochaine.

CHAPITRE IV.

GUERRE EN PAYS DE MONTAGNES.

La *guerre en pays de montagnes*, entreprise par les grandes unités tactiques, présente un caractère tout différent de celui des opérations que nous avons examinées jusqu'ici. Nous entendons parler, non de ces terrains montueux où les circonstances locales sont à peu près les mêmes que dans les pays plats ou onduleux, mais de ces chaînes de montagnes où les voies de communication sont rares, les habitations clair-semées, la terre peu fertile, escarpée et couverte de forêts.

Au point de vue des grandes opérations, un tel pays est d'abord à examiner dans ses rapports avec l'ensemble du théâtre de la guerre : or, une chaîne de montagnes peut être une partie ou la totalité d'un échiquier stratégique. Dans le premier cas, la ceinture des hauteurs forme une barrière tenant généralement les débouchés vers un vaste pays de plaine où doit être ultérieurement transportée la grande guerre : tel était, par exemple, le rôle de la chaîne des *Alpes* et des *Apennins* au commencement de la campagne de 1796. Dans le second cas, les grandes opérations se fractionnent forcément en une infinité de plus petites pour lesquelles le rôle principal appartient à l'infanterie agissant en *partisans* : la cavalerie n'a plus qu'une action secondaire et l'artillerie est obligée de faire usage des *canons de montagne* : telles étaient, par exemple, les hauteurs du *Tyrol* en 1805, les *Pyrénées* dans les diverses guerres civiles du nord de l'*Espagne*.

Laissons de côté l'hypothèse dans laquelle une chaîne de montagnes peut constituer tout un théâtre d'opérations, car elle rentre dans l'étude des petites opérations de la guerre, et supposons que les hauteurs constituent simplement une partie de l'échiquier stratégique.

Considérée au point de vue défensif, une chaîne de montagnes forme une ligne de défense, absolument comme un fleuve, mais plus forte : toutefois, il y a lieu de remarquer que, si l'obstacle constitué par les hauteurs est plus solide, la défense est loin d'y être aussi facile que sur les bords d'un cours d'eau. En effet, les points de passage dans l'un et l'autre cas peuvent

être assez facilement déterminés; mais l'armée qui s'oppose au franchissement d'un fleuve par l'ennemi jouit toujours d'une grande mobilité, tandis qu'il n'en est plus de même pour celle qui veut interdire le débouché de l'adversaire à travers un pays montagneux.

En général, dans une contrée qui contient de fortes différences de niveau, les hauteurs ont une grande force tactique, tandis que l'importance stratégique appartient aux vallées : ce sont ces dernières, en fait, qui renferment les voies de communication, les centres populeux et les parties riches du sol, tandis que la possession des premières assure un commandement réel très-important dans tout engagement.

Toutefois, pour avoir une appréciation exacte et respective des hauteurs et des vallées, il est nécessaire d'examiner l'origine, les dispositions, les dimensions et les directions de celles-ci.

D'après leur *origine*, les vallées sont dites *primaires*, *secondaires* ou *tertiaires*. Les vallées primaires sont celles qui partent de la ligne de faite de la chaîne et qui aboutissent directement à la plaine : elles sont les plus importantes de toutes, parce qu'elles contiennent généralement les grandes communications qui relient un versant à l'autre.

D'après leurs *dispositions*, les vallées sont dites *transversales*, lorsqu'elles sont perpendiculaires à la ligne de faite, *longitudinales*, quand elles sont parallèles à celle-ci. Les vallées transversales contenant le chemin le plus direct pour atteindre la ligne de faite principale, lorsqu'elles sont, en outre, primaires, ou une ligne de faite intermédiaire, lorsqu'elles sont secondaires ou tertiaires, sont par conséquent favorables à l'offensive. Les vallées longitudinales offrent, en quelque sorte, sur leurs versants des lignes de défense intérieures et sont donc, au contraire, avantageuses pour la résistance.

D'après leurs *dimensions*, les vallées sont *larges* ou *étroites*, *longues* ou *courtes*. Les vallées larges sont, en général, favorables à l'attaque, puisque les hauteurs qui les ferment sont plus éloignées de la ligne d'opération. Les vallées longues sont favorables à la défense, puisqu'elles lui offrent d'autant plus de ressources sur les flancs pour inquiéter et assaillir les colonnes ennemies.

D'après leur *direction*, les vallées, prises à leur origine, sont *convergentes*, *divergentes* ou *parallèles*.

Parmi les vallées convergentes, les vallées primaires convergent vers la plaine, les vallées secondaires ou tertiaires vers une autre vallée. L'attaque est favorisée par la direction des vallées primaires convergentes, quand les troupes de la défense sont dispersées. Quant à la défense, elle ne peut être efficace que si les troupes qui en sont chargées sont préalablement concentrées. L'attaque est également facilitée par la direction des vallées subalternes convergentes, tandis que la défense, même concentrée, n'a plus, à cause du pays montagneux qui l'environne, autant de liberté dans ses mouvements.

Quant aux vallées divergentes ou parallèles, elles présentent les unes et les autres des avantages et des inconvénients presque identiques, qu'elles soient primaires, secondaires ou tertiaires. La possession de leur origine commune par l'assaillant lui permet de choisir celle qui lui convient le mieux pour ses opérations ultérieures et les dispositions que peut prendre le défenseur dépendent forcément de la direction de l'attaque, en sorte que ces vallées sont généralement avantageuses pour l'attaque et défavorables pour la défense.

Les quelques considérations générales que nous venons d'émettre s'appliquent à un pays montagneux examiné en dehors de l'emploi des fortifications permanentes, mais la présence des forts d'arrêt sur les principales voies de communication a toujours une importance considérable et forme un point d'appui excellent pour les troupes préposées à la défense d'un pays de montagnes.

La diversité de l'origine, de la disposition, des dimensions et de la direction des vallées d'une chaîne de montagnes est telle qu'il est très-difficile de résumer et de préciser les principes d'après lesquels les grandes opérations doivent y être conduites. Nous allons simplement en esquisser les caractères généraux, en nous basant tant sur les principaux écrivains militaires que sur le récit des principales opérations qui y ont eu lieu.

Tout pays montagneux contient un très-grand nombre de positions très-fortes naturellement, mais qui favorisent la défense passive plus que la défense active. La force de ces positions est souvent telle que l'attaque évite de les aborder directement et cherche à les tourner. Voici ce que dit à ce sujet Napoléon I^{er}. « Dans les montagnes, on trouve partout un

grand nombre de positions extrêmement fortes par elles-mêmes, qu'il faut se garder d'attaquer. Le génie de cette guerre consiste à occuper des camps, ou sur les flancs, ou sur les derrières de l'ennemi, qui ne lui laissent que l'alternative d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre une en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Dans la guerre de montagne, celui qui attaque a du désavantage: même dans la guerre offensive, l'art consiste à n'avoir que des combats défensifs et à obliger l'ennemi à attaquer. »

L'offensive en pays de montagnes repose donc principalement sur l'emploi des mouvements tournants. La difficulté pour la défense de les prévenir à temps voulu amène généralement la dispersion de ses forces. Mais le système en cordon qui a été quelquefois adopté comme conséquence de cette difficulté est le plus mauvais de tous: il ne faut pas y avoir recours, car, en l'employant, on croit être fort sur toute la ligne et on ne l'est sur aucun point. *Jomini* conseille d'employer, de préférence, la méthode suivante. Dans le cas où l'armée n'a qu'un seul point à défendre, elle doit placer quelques troupes sous la protection des forts d'arrêt et se constituer une réserve égale à la moitié des forces: cette réserve, postée près d'un nœud central de communications, se tient prête à secourir les troupes avancées si elles ont été obligées de se retirer devant l'attaque et à agir en masse sur celle-ci. Quand l'armée est obligée de défendre plusieurs fronts, elle est quelquefois contrainte à disséminer ses forces, mais au lieu de les disperser, elle agit par groupes concentrés tenant les hauteurs qui dominent les vallées par lesquelles l'assaillant peut essayer de déboucher: chacun de ces groupes doit se créer une bonne base temporaire, soit à l'aide d'un fort d'arrêt, soit avec une réserve stratégique établie au confluent des vallées sur lesquelles son action peut s'étendre. Dans un cas comme dans l'autre, du reste, l'armée chargée de la défense doit souvent avoir recours aux retours offensifs. Si elle est, en outre, soutenue par la population, et si elle est composée de troupes mobiles et manœuvrières, elle peut prolonger la résistance et même interdire définitivement à l'assaillant le passage à travers le pays de montagnes.

L'étude des opérations dans les contrées montagneuses demande des détails hydrographiques et orographiques tels qu'il

est impossible de détacher un exemple pris dans les récits qui y ont trait d'une manière spéciale.

CHAPITRE V.

EXPÉDITIONS MARITIMES.

Nous avons déjà indiqué, dans le *Titre X*, quels sont les principes applicables à l'embarquement des troupes sur les bâtiments de la flotte, à leur transport et à leur débarquement. Nous allons les compléter en exposant quelle peut être l'action combinée de la flotte et de l'armée de terre.

Dans le cas d'une guerre à la fois continentale et maritime, la flotte peut avoir à remplir simultanément ou successivement l'un des objets suivants : interrompre le commerce de l'ennemi : bloquer ses ports : bombarder une ville : transporter un corps expéditionnaire ou favoriser le débarquement de ce corps sur les côtes ennemies : en couvrir les opérations du côté de la mer : lui servir de base d'opérations : pourvoir à son ravitaillement et à l'évacuation de ses blessés : enfin, en cas d'insuccès, lui offrir un refuge assuré et un moyen certain de retraite.

De toutes ces opérations, la plus intéressante pour nous est celle qui concerne le transport d'un corps expéditionnaire. Mais, avant d'en exposer le mécanisme, il est essentiel d'indiquer sommairement les principes de la *tactique navale*.

En général, on donne le nom de *flotte* à une armée navale comprenant au moins 12 vaisseaux à vapeur, celui d'*escadre* à une réunion de 12 vaisseaux au plus et de 3 au moins, et celui de *division* à la réunion de 2 ou 3 vaisseaux. Les vaisseaux sont numérotés dans la division, dans l'escadre et dans la flotte : les divisions et les escadres sont numérotées de même dans la flotte : si une division ou une escadre est employée isolément, elle porte une dénomination spéciale : chaque flotte est généralement désignée par le nom de la mer dans laquelle elle opère. Le commandement d'une division appartient à un officier du rang de colonel : celui d'une escadre, à un officier général : celui d'une flotte, à un général en chef.

La première formation d'une flotte est la *ligne de front*, dans laquelle les vaisseaux placés sur la même ligne sont à une

encâblure, c'est-à-dire 120 brasses ou 200 mètres d'intervalle l'un de l'autre, ou à deux encâblures, suivant la nécessité de la navigation. Vient ensuite la *ligne de file*, dans laquelle les vaisseaux sont en colonne à deux encâblures de distance au moins l'un de l'autre. La troisième disposition est la *ligne de relèvement*, dans laquelle les vaisseaux, se maintenant à une ou deux encâblures d'intervalle l'un de l'autre, se dirigent obliquement vers la droite ou la gauche. Les ordres composés sont formés de deux, trois ou plusieurs lignes successives ou colonnes parallèles, les vaisseaux qui sont en arrière se maintenant sur le sillage ou derrière les intervalles des vaisseaux qui sont en avant. Enfin la manœuvre, au lieu de se faire par vaisseau, peut se faire par escadre d'après les mêmes principes.

Prenons maintenant les exemples des guerres d'*Algérie*, de *Crimée* et de *Chine*, pour exposer les principes d'après lesquels se font l'embarquement, le transport et le débarquement d'un corps expéditionnaire.

La situation de l'armée d'*Afrique*, à la date de son embarquement, le 11 mai 1830, était de 37,331 hommes et de 4,008 chevaux. Elle comprenait 3 divisions d'infanterie, chacune à 3 brigades : la brigade renfermait 2 régiments, chacun à 2 bataillons : il y avait donc 36 bataillons. La cavalerie ne contenait que 2 escadrons. Le matériel d'artillerie consistait en 28 pièces de siège, 48 de campagne, 24 de montagne, 180 mortiers, 150 fusils de rempart, 2,000 fusils d'infanterie de réserve, 17,200 boulets, 3,000 fusées à la congère, 5,000,000 de cartouches et 28,500 kilogrammes de poudre à canon. Le matériel du campement et des ambulances contenait 4,840 tentes, 30 hangars pour 50 malades chacun, 3,000 lits en fer avec matelas et draps, 21 fours en tôle et 6 forges de campagne.

La composition de la flotte était la suivante : 103 bâtiments de l'État armés ensemble de 2,968 bouches à feu : 350 navires de commerce, destinés au transport du matériel et des vivres : 130 petits bateaux catalans et génois : 55 chalands : 30 bateaux plats, affrétés par le Gouvernement : 100 navires de commerce, affrétés par le munitionnaire général : au total, 708 bâtiments qui portaient 70,450 hommes, y compris l'armée d'expédition.

Parmi les 103 bâtiments appartenant à l'État, on comptait : 3 vaisseaux armés en guerre et 8 armés en flûte, c'est-à-dire

disposés pour recevoir un chargement : 17 frégates armées en guerre et 7 armées en flûte : 7 corvettes de guerre : 26 bricks : 2 goëlettes : 8 bombardes : 7 corvettes de charge : 11 gabarres : 7 bateaux à vapeur.

La flotte de guerre fut divisée en trois escadres dites de bataille, de débarquement et de réserve, suivant le rôle que chacune d'elles devait remplir. Le convoi, composé de navires marchands chargés du transport des divers approvisionnements et d'une petite partie des troupes que l'on n'avait pu loger dans les bâtiments de l'État, fut aussi divisé en trois sections : les bateaux destinés à prendre les troupes à terre pour les embarquer sur les grands vaisseaux et à les prendre sur ceux-ci pour les débarquer à terre formèrent la flottille de débarquement fractionnée en deux divisions.

L'embarquement se fit en grande partie à *Toulon*. La 1^{re} division d'infanterie fut dirigée sur l'escadre de débarquement ; la 2^e, sur l'escadre de bataille ; la 3^e, sur l'escadre de réserve. Cette dernière ne fut à bord que le 17. Les bâtiments de guerre prirent le matériel de l'artillerie et une partie de celui du génie ; le restant avait été embarqué à *Marseille* sur des navires de commerce. Les bagages, les effets de campement, les tentes, les chevaux de frise, les caissons, etc., furent placés sur les navires du convoi.

Le 17, la 1^{re} division de la flottille de débarquement appareilla de *Toulon* vers les *îles Baléares* ; le 19, la seconde division suivit la même direction.

Après quelques jours d'attente par suite de vents contraires, le départ eut lieu le 23. La marche de la flotte se fit sur trois colonnes ; avec elle se trouvait la 1^{re} division du convoi ; la 2^e ne partit que le 26. Des vents contraires obligèrent la flotte à se réfugier dans la baie de *Palma* ; elle la quitta le 12 juin ; le 13, elle se montra en vue d'*Alger* et, dans la soirée du même jour, elle jeta l'ancre à l'ouest de la presqu'île de *Sidi-Ferruch*, où est une baie peu abritée, mais étendue, ayant une plage basse et sablonneuse d'un accès facile et dans laquelle les vents de l'est, qui règnent presque constamment dans ces parages à cette époque de l'année, étaient arrêtés par le massif de la presqu'île (fig. 56).

Le 14, à la pointe du jour, les navires de l'escadre de débarquement, ayant à bord la 1^{re} division d'infanterie, se formèrent

en une ligne de front parallèle au rivage; les deux autres escadres formèrent deux lignes parallèles en arrière; le convoi et la flottille furent groupés entre les escadres et le rivage. Au signal de débarquement, toutes les embarcations furent mises à l'eau. La 1^{re} et la 2^e division d'infanterie, fortes de 20,000 hommes, furent en un instant placées dans les chaloupes; 10 pièces de campagne et une batterie de montagne, accompagnées de leurs servants, furent installées sur les chalands; la remorque se fit à la rame. L'atterrissage ne fut inquiété que par quelques coups de canon.

Dès que la 1^{re} division fut formée, elle se porta contre les

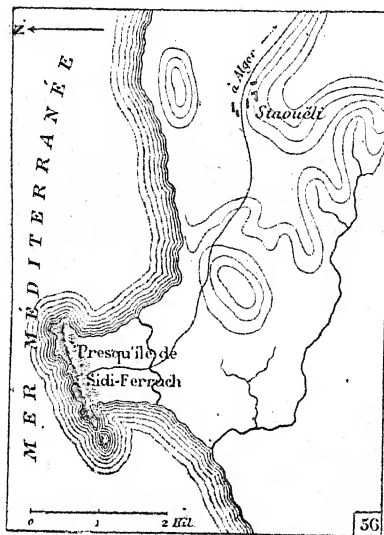


Fig. 56.

batteries ennemies, secondée par le feu des quelques bâtiments de guerre qui s'étaient placés à l'est et à l'ouest de la presqu'île de *Sidi-Ferruch*. Les redoutes ennemies furent enlevées et les pièces qui les armaient furent prises.

Pendant ce temps le débarquement continuait: la 2^e et la 3^e division d'infanterie se formaient successivement en arrière de la 1^{re}. En même temps, la presqu'île de *Sidi-Ferruch*, située à 20 kilomètres à l'ouest d'*Alger*, et choisie depuis longtemps pour ser-

vir de place de dépôt, était fermée du côté de la terre par une ligne continue qui en formait un camp retranché destiné à servir de base d'opérations au corps expéditionnaire: cette ligne de retranchement fut entourée d'un fossé plein d'eau: elle fut armée et l'on échoua des vaisseaux aux extrémités.

Le 15, le débarquement du matériel continua. Le camp retranché fut occupé par les troupes de la marine afin de laisser libres toutes les troupes de l'armée de terre. Le 17, une tempête faillit perdre la flotte et l'on put craindre un instant, comme cela avait déjà eu lieu pendant la traversée, les mêmes

désastres que ceux qui avaient perdu l'expédition de *Charles-Quint*.

Le 19, eut lieu la bataille de *Staouëli*, dans laquelle les forces ennemies étaient au moins de 30000 hommes : leur plan était de faire une démonstration sur notre aile droite et notre centre en même temps qu'une attaque vigoureuse serait poussée contre notre gauche pour nous tourner et séparer notre armée de notre camp retranché ainsi que de la mer. Mais trois bricks, mouillés dans la baie de l'est, appuyèrent fortement notre gauche du feu de leur artillerie. L'ennemi fut repoussé et le camp de *Staouëli* occupé par nos troupes. Les nouveaux canons-obusiers de la nouvelle artillerie montée de campagne contribuèrent aussi beaucoup à notre succès. L'armée française se porta ensuite en avant vers l'est, le convoi retenu au large par les vents d'ouest étant enfin arrivé en vue de *Sidi-Ferruch* le 24 et complètement débarqué le 28. Le 29, le fort l'*Empereur*, attaqué seulement dans la journée même, sautait en l'air : nos troupes y pénétrèrent immédiatement par la brèche. Le 5 juillet à midi, à la suite d'une capitulation, *Alger*, avec son port et tous les forts, tombait entre nos mains.

Voici maintenant comment s'opéra le débarquement en *Crimée*. Après l'évacuation des principautés danubiennes par les troupes russes, l'expédition fut immédiatement préparée, mais elle fut retardée par le choléra, dont les terribles ravages décimèrent les armées alliées de terre et de mer. Au milieu du mois d'août 1854, les préparatifs furent repris. Le 31 août, commença l'embarquement de l'armée sur la flotte et les transports, partie à *Baltchik*, partie à *Varna*.

Le corps expéditionnaire contenait 4 divisions d'infanterie, chacune à 2 brigades.

La 1^{re} division, qui comprenait 4 régiments, dont 3 d'infanterie de ligne et 1 de zouaves, chacun à 2 bataillons, 2 bataillons de chasseurs à pied et 1 bataillon de la légion étrangère, fut embarquée sur 4 vaisseaux à vapeur, 3 vaisseaux à voiles, 1 frégate à vapeur, 2 corvettes à vapeur, 1 corvette à voile, et 2 avisos à vapeur, soit 13 bâtiments qui devaient se trouver groupés dans le voisinage les uns des autres au poste de mouillage et de débarquement, et qui portaient, en y comprenant l'état-major de l'armée, 293 officiers, 6800 hommes et

10 chevaux. Chacun des vaisseaux portait 700 hommes, sauf un vaisseau à voiles qui en portait 800: la frégate en portait 500: chacune des corvettes, 350: chacun des avisos, 150. Les 110 autres chevaux de cette division étaient répartis sur 3 navires du convoi.

La 2^e division, qui comprenait 5 régiments, dont 2 d'infanterie de ligne, 1 d'infanterie légère, 1 de zouaves et 1 de tirailleurs algériens, chacun à 2 bataillons, et 1 bataillon de chasseurs à pied, fut embarquée sur 4 vaisseaux-transports à voiles qui devaient être mouillés en 2^e ligne devant le territoire ennemi et qui portaient 278 officiers, 7100 hommes et 50 chevaux. Parmi ces vaisseaux, 2 portaient chacun 1500 hommes et 10 chevaux: le 3^e portait 1300 hommes et 10 chevaux: le 4^e, 1700 hommes et 10 chevaux: le vaisseau à voiles, qui portait déjà 800 hommes de la 1^{re} division, portait encore 28 officiers, 600 hommes et 10 chevaux de la 2^e division. Quant aux 88 autres chevaux et mulets de cette division, ils étaient répartis sur 3 navires du convoi.

La 3^e division, qui comprenait 4 régiments, dont 2 d'infanterie légère, 1 de zouaves et 1 d'infanterie de marine, chacun à 2 bataillons, et 1 bataillon de chasseurs à pied, fut embarquée sur 4 vaisseaux-transports à voiles qui devaient être mouillés en 3^e ligne devant le territoire ennemi et qui portaient 225 officiers, 6100 hommes et 40 chevaux. Parmi ces vaisseaux, 2 portaient chacun 1500 hommes et 10 chevaux: le 3^e portait 1800 hommes et 10 chevaux: le 4^e, 1300 chevaux et 10 mulets. Les 78 autres chevaux et mulets de cette division étaient répartis sur 3 navires du convoi.

La 4^e division, qui comprenait 4 régiments d'infanterie de ligne à 2 bataillons et 1 bataillon de chasseurs à pied, fut embarquée sur 5 frégates à vapeur et sur 2 corvettes à vapeur qui devaient mouiller en 4^e ligne et qui portaient 211 officiers, 5000 hommes et 118 chevaux et mulets. L'une des corvettes portait 250 hommes: l'autre, 300 hommes: 3 frégates portaient chacune 1100 hommes et 30 chevaux: la 4^e, 550 hommes et 28 chevaux.

L'artillerie de campagne, comprenant 10 batteries montées et 2 à cheval, chacune à 6 pièces, 72 officiers, 1900 hommes et 940 chevaux, était à bord de 7 frégates à vapeur, 2 corvettes à vapeur et 3 frégates turques. Les munitions de guerre de

l'artillerie, formant un second approvisionnement, étaient portées par une corvette de charge. Le personnel et le matériel des pontonniers étaient portés par une corvette à vapeur. L'artillerie de siège ottomane était à bord des vaisseaux turcs. Le personnel et le matériel du génie étaient à bord de 2 frégates-transports à voiles et de 1 gabarre. Enfin, 1 frégate-transport à voiles portait des rations pour six jours de vivres, qui devaient être versées à l'armée après le débarquement, indépendamment des rations pour 4 jours qui devaient lui être données en la débarquant. Le reste du matériel de l'armée pour les ambulances, les subsistances, etc., était réparti sur 65 bâtiments de commerce du convoi.

Une escadre ottomane, portant une division de 8000 Turcs, devait naviguer en compagnie de la flotte française et sous les ordres de l'amiral qui la commandait.

En résumé, la flotte française comprenait : 15 vaisseaux de guerre français, dont 11 à voiles et 4 à vapeur : 28 frégates, corvettes ou avisos français à vapeur : 5 frégates ou corvettes, bâtiments de transport français à voiles : 7 vaisseaux marchands à vapeur et 65 à voiles : 8 bâtiments de guerre turcs : au total, 128 navires.

Le 5 septembre, la flotte française appareillait pour la *Crimée*, laissant derrière elle la flotte anglaise qui n'était pas encore prête à la suivre avec l'armée britannique. Notre flotte devait naviguer en deux colonnes, ayant derrière elle l'escadre turque disposée de même. La navigation se fit à la remorque.

La jonction des forces de terre et de mer des alliés s'opéra, le 8 septembre, à la hauteur des bouches du *Danube*. Une reconnaissance fut ordonnée et envoyée vers le littoral de la côte de *Crimée*, depuis le cap *Chersonèse* jusqu'à *Eupatoria*, pour constater les préparatifs de défense qu'avait pu y faire l'ennemi et pour déterminer d'une manière définitive le point de débarquement. Il fut arrêté que ce point serait choisi sur la plage intermédiaire entre *Eupatoria* et la baie de l'*Alma*, en face du *Vieux-Fort*, et que l'on occuperait en même temps *Eupatoria* avec 2000 Turcs, 1 bataillon français, 1 bataillon anglais, 2 vaisseaux turcs et 1 français (fig. 57).

Le 13, *Eupatoria* capitula sans résistance à la première sommation, les deux flottes anglaise et française ayant mouillé en

même temps devant cette ville, la première au nord, la seconde au sud.

Le 14, les deux flottes mouillent devant la plage du *Vieux-Fort* et le débarquement commence aussitôt. Les vaisseaux de combat étaient à 7 brasses l'un de l'autre, formant une ligne de front qui embrassait une étendue d'un mille, soit 1800 mètres environ : les 2^e, 3^e et 4^e lignes, à une encablure les unes des autres : les bâtiments du convoi à une demi-encablure de la 4^e ligne : tous les vaisseaux du convoi au large.

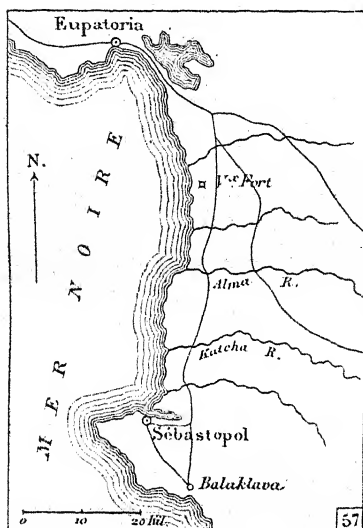


Fig. 57.

La 1^{re} division est immédiatement mise à terre sous la protection de chaloupes armées en guerre fournies par les vaisseaux à trois ponts et de quelques frégates ou corvettes à vapeur : mais ces précautions sont superflues, car l'ennemi n'oppose aucune résistance : toutes les troupes sont débarquées dans la journée même, sauf une partie de la 4^e division qui se trouve à bord des navires à vapeur chargés de faire une diversion dans la baie de *Katcha* : après un simulacre de débarquement, ces navires ont canonné l'en-

némi qui s'était montré sur la falaise, et ils ont rejoint la flotte.

Le 17, le corps expéditionnaire français et la division turque étaient prêts à se mettre en marche vers *Sébastopol*, mais les troupes anglaises n'avaient pas encore achevé leur débarquement.

Le 19, les deux armées alliées se dirigèrent vers l'*Alma*, devant l'embouchure de laquelle les flottes jetèrent l'ancre le même soir : elles avaient toujours navigué à petite distance de notre aile droite, afin de l'appuyer au besoin.

Le 20, l'armée anglo-française attaquait les Russes en position et nos bâtiments à vapeur secondaient puissamment, par

le tir de leurs obus, l'aile droite de notre armée, en même temps qu'ils tenaient éloignée la nombreuse cavalerie russe.

Terminons enfin cette étude des expéditions maritimes par le débarquement en *Chine*.

Le corps expéditionnaire anglo-français était établi depuis quelque temps déjà sur l'extrémité de la presqu'île de *Tche-fou* (fig. 58), lorsqu'une reconnaissance fut exécutée, le 11 juillet 1860, afin de déterminer un point de débarquement vers les bouches du *Peï-ho*, au fond du golfe de *Pe-tche-li*.

A la suite de cette reconnaissance, on procéda, du 20 au 21 juillet, à l'embarquement du matériel de l'artillerie, du génie et de l'administration, du 22 au 23, à celui de tous les chevaux, du 24 au 25, à celui de tout le personnel.

Le corps expéditionnaire français se composait de 2 brigades entre lesquelles

étaient répartis 2 régiments d'infanterie de ligne, 1 bataillon de chasseurs à pied et 2 bataillons d'infanterie de marine formant régiment, de 4 batteries d'artillerie, de 2 compagnies du génie et de 1 de pontonniers, ainsi que

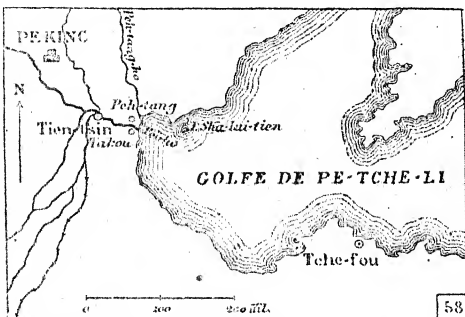


Fig. 58.

de divers détachements de services ou troupes accessoires, dont en particulier 1 demi-escadron de 50 cavaliers et 1 section de fusiliers. L'ensemble était de 321 officiers, 7867 hommes, 550 coolies et 1024 chevaux. L'escadre se composait de 7 frégates et corvettes à vapeur, servant de transport, qui prirent à leur bord les 2 brigades, de 13 autres navires à vapeur qui portèrent le personnel et le matériel de l'artillerie, du génie, de l'ambulance et l'état-major du commandant en chef. Quelques troupes et navires furent laissés à *Tche-fou* pour garder les établissements de l'administration.

Le 26, les escadres alliées levèrent l'ancre, faisant voile vers le golfe du *Pe-tche-li* : elles y entrèrent le 27 ; le 28, elles vinrent mouiller au sud-ouest de l'île de *Sha-hui-tien*, à 12

milles environ de la passe du *Peh-tang-ho* ; le 30, elles se rapprochèrent de la terre, après une reconnaissance préalable de cette passe.

Le 1^{er} août, 2000 hommes de la division française furent débarqués à l'aide de 22 chaloupes et de 8 jonques qui furent remorquées par des bâtiments à vapeur ayant un faible tirant d'eau : on débarqua en même temps le personnel et le matériel de 2 batteries et la plupart des chevaux ou mulets à l'aide de 16 chaloupes. Pareille flottille était fournie par l'escadre anglaise.

Le passage de la barre eut lieu sans accident et le premier détachement des troupes alliées mit pied à terre à 3 kilomètres environ du fort de *Peh-tang* qu'occupaient les Chinois, mais d'où ils n'avaient fait aucune tentative pour s'opposer au débarquement : leur attitude inoffensive permit de continuer le débarquement dans la même journée.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 août, une reconnaissance fut dirigée vers *Peh-tang* et elle y entra. Le 2, à la pointe du jour, une partie de l'armée franco-anglaise y avait pénétré et la flottille s'était avancée jusque, sous le feu du fort, à l'abri duquel elle jeta l'ancre : à partir de ce moment, la prise de possession pouvait être considérée comme assurée.

CHAPITRE VI.

POINTES ET DÉMONSTRATIONS.

Nous avons déjà dit, au *Titre X*, que les *détachements* sont des corps de troupe plus ou moins considérables ayant une mission spéciale.

Jomini classe, de la façon suivante, les motifs pour lesquels on peut avoir recours aux grands détachements :

- 1° Pour effectuer des *diversions* ou des *démonstrations* hors du théâtre principal des opérations ;
- 2° Dans la zone des opérations, pour remplir un rôle nettement déterminé ;
- 3° Sur le front même des opérations, pour concourir directement à une entreprise concertée.

Il admet que les *diversions* ou *démonstrations* hors du théâtre des opérations ne peuvent être employées que dans deux circonstances particulières : ou, parce que le corps déla-

ché ne peut, vu son éloignement, être mis en action sur le principal échiquier stratégique ; ou, parce qu'il est sûr de trouver un grand appui parmi les populations au milieu desquelles il opère. Souvent ces sortes d'entreprises donnent lieu à des expéditions maritimes dont nous avons déjà indiqué les principes généraux.

Quant aux détachements effectués sur la zone d'opérations, ils peuvent avoir l'un des buts suivants :

1^o Servir de réserve stratégique en occupant une base principale ou secondaire d'opérations, ou en couvrant la ligne d'opérations et inversement menacer cette réserve stratégique, cette base ou cette ligne d'opérations ;

2^o Faciliter la jonction d'un renfort ou d'un convoi attendu et inversement s'opposer à celle d'un convoi ennemi ;

3^o Opérer une diversion ou une démonstration, soit pour observer et contenir une grande partie de l'armée ennemie, soit pour attirer l'attention de l'adversaire et faciliter ainsi une opération entreprise dans une autre direction ;

4^o Masquer, investir ou assiéger une place forte et inversement défendre ou secourir cette place, opérations que nous avons étudiées précédemment.

Enfin les détachements faits sur le front même des opérations pour concourir directement à une opération concertée ont souvent pour objectif la défense ou le passage d'un cours d'eau, la défense ou l'attaque d'un pays de montagnes, dont nous avons déjà examiné les règles principales.

Il ne nous reste donc plus qu'à examiner quelques-uns des détachements qu'une armée peut faire sur le front du théâtre d'opérations ou dans l'étendue de l'échiquier stratégique.

On admet à cet égard, les maximes suivantes :

1^o Il est dangereux de faire un détachement de quelque importance, avant d'avoir livré bataille, remporté une victoire et pris un ascendant moral décidé sur l'ennemi ;

2^o Il ne faut, en outre, avoir recours aux détachements que si l'armée a une supériorité numérique suffisante pour lui donner de grandes probabilités de succès : en tout cas, on ne doit pas affaiblir ses forces réunies au-dessous de celles que l'on peut être appelé à combattre ;

3^o Lorsqu'on forme un détachement, il faut donner des instructions très-précises à celui qui le commande, rendre très-

mobile la troupe qu'il a sous ses ordres, assurer ses relations avec le corps principal à l'aide de soutiens échelonnés, le rapeler dès que sa mission est terminée et, même avant qu'il ait rempli son but, au cas d'un engagement général devant avoir des résultats décisifs.

On désigne sous le nom de *pointe* ou de *raid*, suivant le pays, un détachement qui est plus particulièrement destiné aux coups de main. Dans ces sortes d'entreprises, on risque peu pour gagner beaucoup. On lance quelques corps légers au milieu de la zone d'opérations de l'ennemi : plusieurs centaines de cavaliers ainsi hasardés ne sont jamais une perte assez grave pour compromettre en aucune manière le gros de l'armée et peuvent causer un dommage souvent considérable à l'adversaire.

Nous allons citer quelques exemples destinés à en faire ressortir les avantages et les inconvénients.

Après la bataille de *Waterloo*, l'armée française s'était retirée vers *Paris*, suivie par les Prussiens derrière lesquels les Anglais marchaient à deux journées de distance. Le 29 juin 1815, les 1^{er} et 2^e corps d'infanterie couvraient la capitale sur la rive droite de la *Seine* ; les 3^e et 4^e corps étaient sur la rive gauche ; les corps de cavalerie étaient au bois de *Boulogne* ; la garde formait réserve dans *Paris*. Le gouvernement provisoire ayant ouvert des négociations avec les généraux ennemis, *Blücher* profita de cette situation morale, ainsi que de l'absence de *Napoléon 1^{er}* et de l'état de désorganisation de nos dernières troupes, pour abandonner aux Anglais les positions qu'il occupait au nord de *Saint-Denis* et diriger l'armée prussienne vers *Saint-Germain*, *Versailles* et *Sceaux* : son intention était d'investir *Paris* par l'ouest et le sud.

Le 1^{er} juillet, le général *Exelmans*, commandant le 2^e corps de cavalerie française, aux environs de *Montrouge*, apprit que l'avant-garde de cavalerie prussienne, comprenant les deux régiments de hussards de *Brandebourg* et de *Poméranie*, et précédant à une grande distance le gros des troupes ennemies, était venue établir, dans la soirée du 1^{er} juillet, un poste près de *Versailles*. Il forma le projet d'enlever cette avant-garde (fig. 59).

Le 2 juillet, à 6 heures du matin, les deux régiments prussiens entrèrent à *Versailles* et quittèrent cette ville vers 3 heures du soir, pour se diriger sur *Velizy*.

Quant au général *Exelmans*, il avait pris les dispositions suivantes. Il avait ordonné au général *de Piré* de se porter à *Rocquencourt*, par *Sèvres*, *Ville-d'Avray* et *Marnes*, avec le 44^e régiment d'infanterie de ligne, les 1^{er} et 6^e régiments de chasseurs à cheval, et d'y préparer une embuscade pour y assaillir l'ennemi lorsqu'il repasserait sur ce point : il dirigea vers *Bourg-la-Reine* une autre colonne, forte du 6^e régiment de hussards et du 20^e de dragons ; enfin, il se mit en marche, par *Châtillon* et *Velizy*, sur *Versailles*, avec trois faibles escadrons des 5^e et 15^e régiments de dragons.

La colonne conduite par *Exelmans* rencontra l'avant-garde

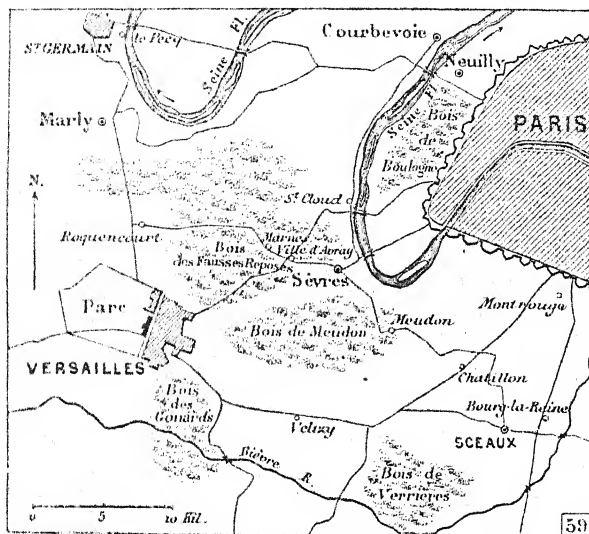


Fig. 59.

prussienne entre *Velizy* et *Versailles*. Malgré sa grande infériorité numérique, elle la chargea vigoureusement avec le secours de la colonne de gauche et la rejeta dans le plus complet désordre sur *Versailles* que les fuyards traversèrent à la hâte pour gagner *Le Pecq* par *Rocquencourt* et *Marly*.

Mais l'embuscade ordonnée au général *de Piré* était prête. Quand les débris des régiments prussiens atteignirent *Rocquencourt*, ils furent accueillis par une fusillade à bout portant du 44^e régiment d'infanterie, chargés de flanc par le 6^e régiment

de hussards et le 20^e de dragons, tandis que la colonne d'*Exelmans* les poursuivait avec acharnement.

Sur 1500 hussards prussiens, en moins de deux heures, 1000 avaient été tués ou blessés; le reste était pris ou dispersé: les deux plus beaux régiments de la cavalerie ennemie n'existaient plus.

Cette affaire, dont le résultat provenait de la trop grande hardiesse de l'avant-garde prussienne, aurait pu avoir d'heureux résultats, si le général *Exelmans*, maître alors des hauteurs de *Marly*, avait été soutenu par l'infanterie : mais cet appui, dont l'absence avait été si fatale à l'adversaire, fit également défaut à notre avant-garde, et, malgré notre éclatant succès, *Blücher* continua son mouvement sur la rive gauche de la *Seine*.

La guerre de sécession des *États-Unis* a donné lieu à de remarquables exemples de courses hardies faites au loin par la cavalerie pour détruire les voies ferrées et les lignes télégraphiques, enlever les convois, brûler ou piller les magasins, inquiéter l'ennemi sur sa ligne d'opérations et lui faire le plus grand mal possible. Nous choisissons les deux suivants.

Au commencement de juillet 1862, l'armée fédérale, ou du Nord, sous les ordres du général *Grant*, occupait la partie occidentale de l'État du *Tennessee*, aux environs de *Memphis*, *Corinthe*, *Florence* et *Nashville*; l'armée confédérée, commandée par le général *Braxton-Bragy*, était vers l'est, dans ce même État, sur les bords du *Tennessee*, de *Knoxville* à *Chattanooga* (fig. 60).

Le général confédéré *Morgan*, à la tête de 900 cavaliers à peine armés et soutenus par une batterie d'artillerie, quitta *Knoxville* le 4 juillet et marcha vers l'est à travers les bivacs fédéraux dans la direction de *Nashville*: il détruisit deux ponts du chemin de fer qui joint cette localité à *Louisville*. Il remonta ensuite vers *Lébanon*, y entra après plusieurs escarmouches, y détruisit les approvisionnements des fédéraux, s'empara du télégraphe, intercepta les dépêches des généraux ennemis et envoya de faux renseignements au commandant des troupes à *Louisville*. Il équipa et ravitailla sa troupe et détruisit les effets, les armes, les voitures, en un mot tout le matériel dont il ne put tirer parti. Il continua ensuite son mouvement vers le nord, passa le *Kentucky* entre *Francfort* et *Lexington*, eut une

nouvelle escarmouche dans laquelle il prit 300 chevaux. Muni d'un appareil télégraphique portatif, il fut informé que les troupes se réunissaient dans ces deux villes : il contremanda les ordres donnés par les généraux ennemis. Il atteignit et coupa le chemin de fer entre *Lexington* et *Cincinnati*, détruisit les propriétés du gouvernement fédéral qui se trouvaient dans

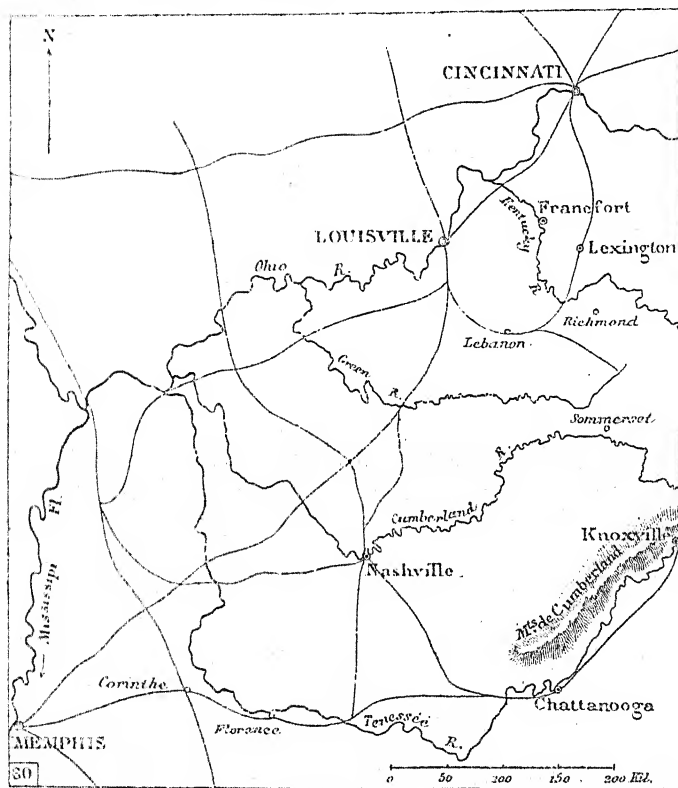


Fig. 60.

les environs, et livra un combat dans lequel il fit 400 prisonniers qu'il renvoya sur parole à *Cincinnati*. Il revint alors vers le sud, eut un nouvel engagement près de *Lexington* et traversa le *Kentucky* à *Richmond* où il apprit que plusieurs colonnes de cavalerie fédérale marchaient concentriquement vers lui pour cerner sa troupe. Il continua alors son mouvement, atteignit *Sommerset* où, grâce à son habile télégraphiste, il

put tromper ceux qui le poursuivaient en contremandant les ordres au nom du chef militaire de *Louisville*. Après un repos d'une journée dont il profita pour détruire les magasins fédéraux, il se mit en marche le 28 juillet et il atteignit *Knorville*, son point de départ.

Sa course avait été de 1600 kilomètres environ en 24 jours, soit de 66 kilomètres en moyenne par jour : il avait poussé son raid jusqu'à 480 kilomètres environ sur les derrières de la partie de l'armée fédérale établie à *Nashville* : il avait pris 17 villes, dispersé plus de 1500 hommes de gardes locales, pris et renvoyé sur parole 4200 hommes de troupes, et détruit un matériel estimé à 40 millions de dollars : il avait perdu seulement 100 hommes et il revenait avec un plus grand nombre de chevaux, d'armes et d'effets d'équipement qu'il n'en avait au début de l'opération.

Dans la même année, après la bataille d'*Antiétam*, l'armée fédérale, commandée par le général *Mac-Clellan*, occupait la rive gauche du *Potomac*, de *Hancock* à *Washington*, dans l'État de *Maryland* : en face, sur la rive droite, était l'armée confédérée aux ordres du général *Lee* (fig. 61).

Le général confédéré *Stuart*, ayant avec lui un corps de 2000 cavaliers et une batterie d'artillerie à cheval, résolut d'exécuter à son tour un raid sur les derrières de l'armée ennemie. Il passa le *Potomac*, le 10 octobre, à un gué près de *Hancock*, c'est-à-dire près de l'extrême droite de l'armée fédérale : il fourragea de divers côtés, faisant ainsi perdre sa piste, et il atteignit le jour même *Chambersburg*, où il fit une razzia complète sur les magasins fédéraux et où il détruisit le chemin de fer, pendant que les fédéraux le cherchaient à proximité de la rive gauche du *Potomac* : toutes leurs troupes furent, en effet, échelonnées immédiatement de manière à tenir les principaux points de passage dont *Stuart* chercherait certainement à profiter pour revenir vers les camps confédérés. Le 11, celui-ci, après avoir fait à *Chambersburg* un butin considérable en armes, chevaux, effets et voitures, et après avoir brûlé la gare, les ateliers du chemin de fer et tout ce qu'il ne pouvait pas emporter, se dirigea vers l'est, atteignit *Gettysbourg* où il détruisit le chemin de fer de *Baltimore* à *Philadelphie*, puis marcha vers le sud et arriva à *Frederick*, après avoir coupé toutes les communications télégraphiques. Le 12, il continua

son mouvement avec l'intention d'atteindre le gué qui se trouve au confluent du *Monocacy*, mais il y trouva les fédéraux en position et il atteignit en aval le gué de *Whites-Ford* que l'ennemi n'occupait pas par suite d'un malentendu : il franchit le fleuve sans difficulté et il rejoignit les troupes confédérées, après une course de 240 kilomètres en trois jours dans laquelle il avait tourné les derrières des positions de l'armée fédérale, détruit un matériel considérable, menacé *Washington*, ce qui avait



Fig. 61.

obligé *Mac-Clellan* à ordonner un mouvement rétrograde pour couvrir la capitale du Nord. Sa perte n'avait été que de 5 hommes et quelques chevaux.

Ces pointes ou raids furent nombreux dans la guerre de sécession des *États-Unis* : ils furent, en outre, presque tous couronnés de succès, et ceux qui ne purent réussir ne compromirent nullement l'ensemble des opérations de leur parti : les circonstances leur étaient particulièrement favorables, mais il est permis de croire qu'ils obtiendraient aussi en *Europe* des résultats relativement importants.

CHAPITRE VII.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle, par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, 1829.

Campagne de l'empereur Napoléon III en Italie, 1863, document officiel.

La guerre de siège, à l'usage des académies militaires et des écoles de cadets en Autriche, par le capitaine Moritz Brunner, traduction de M. le capitaine Piette, 1874.

Cours de fortification, professé à l'École spéciale militaire, 1876.

Les Réveries, du maréchal de Saxe, 1732.

Der Gebirgskrieg, par M. le général de Kuhn, 1870.

Géographie stratégique, par le colonel Sironi, traduction de M. le capitaine Selmer, 1875.

Précis de l'art de la guerre, par le général de Jomini, 1855.

Batailles de terre et de mer, par le contre-amiral Bouët-Willamez, 1855.

La marine française pendant la guerre 1870-1871, anonyme, 1872.

L'Algérie, par M. Galibert, 1861.

Relation de l'expédition de Chine en 1860, document officiel.

De la cavalerie dans le passé et dans l'avenir, par M. le colonel d'Andlau, 1870.

Récits et mémoires divers sur la défense des lignes fluviales, l'attaque et la défense des places, la guerre de montagnes, les expéditions maritimes, les pointes et démonstrations, la guerre de la sécession des États-Unis, etc.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XVII

ESQUISSE HISTORIQUE DE L'ART MILITAIRE

TABLE DES MATIÈRES.

TITRE XVII

ESQUISSE HISTORIQUE DE L'ART MILITAIRE.

	Pages.
CHAPITRE I. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	387
CHAPITRE II. ARMÉES DES TEMPS ANCIENS.....	388
ARTICLE I. — Armées grecques.....	388
II. — Armée romaine.....	394
CHAPITRE III. ARMÉES FÉODALES.....	401
CHAPITRE IV. ARMÉES MODERNES.....	407
ARTICLE I. — Armées du xvi ^e siècle.....	407
II. — Armée de Gustave-Adolphe.....	412
III. — Armée de Louis XIV.....	414
IV. — Armée de Frédéric II.....	421
V. — Armée de la République française de 1789	426
VI. — Armée de Napoléon I ^{er}	438
CHAPITRE V. ARMÉES CONTEMPORAINES.....	442

TITRE XVII

ESQUISSE HISTORIQUE DE L'ART MILITAIRE.

CHAPITRE I.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Quelque développement que puisse ou que doive comporter un *cours d'art militaire*, non-seulement il est impossible de lui faire embrasser toutes les questions relatives à la guerre, mais il ne peut même qu'effleurer et esquisser à grands traits certains sujets, si grande, du reste, que soit leur importance. Le but de l'étude sommaire suivante sur l'art militaire n'est, en réalité, que d'indiquer les objets principaux sur lesquels devront porter ultérieurement les investigations et les recherches de ceux qui, voulant se maintenir constamment à hauteur des fonctions qui leur sont dévolues, connaissant, en outre, la valeur des leçons fournies par l'expérience et suivant, du reste, les conseils des hommes de guerre les plus illustres, considéreront comme un devoir de scruter l'histoire militaire des peuples pour y découvrir les exemples à imiter ou les fautes à éviter.

Cette histoire doit être faite à un point de vue essentiellement philosophique : elle doit reposer sur la combinaison de la synthèse et de l'analyse, c'est-à-dire que sa méthode doit procéder du simple au composé, des éléments à l'ensemble, de la cause aux effets, des principes aux conséquences ou inversement, car elle a trait à la guerre dont la science dérive à la fois de l'observation et du raisonnement.

Sans remonter à la plus haute antiquité et en restant, au contraire, dans les limites indiquées par les connaissances historiques de ceux auxquels nous nous adressons, nous allons examiner rapidement quels sont les principes généraux qui ont présidé à l'organisation et à l'emploi des armées.

Nous partagerons cette étude historique en quatre *époques* dont le commencement et la fin sont marqués par des modifications importantes introduites dans le recrutement, la con-

stitution, l'armement et la tactique des armées européennes. Ces quatre époques sont : celle des *temps anciens*, celle du *moyen âge*, celle des *temps modernes*, et l'époque *contemporaine*.

CHAPITRE II.

ARMÉES DES TEMPS ANCIENS.

Dans l'époque des *temps anciens*, nous remarquons surtout deux armées dignes d'être étudiées : les *armées grecques* et l'*armée romaine*.

Article I. — Armées grecques.

L'étude des *armées grecques* comprend elle-même deux périodes distinctes : la première est la *période hellénique*, dans laquelle le rôle principal appartient aux armées d'*Athènes*, de *Sparte* et de *Thèbes* : la seconde est la *période macédonienne*.

§ I. Période hellénique.

C'est vers les IV^e et III^e siècles avant *Jésus-Christ* que nous considérons les armées d'*Athènes* et de *Sparte*, c'est-à-dire lors des guerres *médiques*, de la guerre du *Péloponèse* et de la lutte entre *Sparte* et *Thèbes*.

A *Athènes*, le territoire était divisé en dix tribus, dont chacune comprenait quatre classes sociales : les citoyens, les habitants, les étrangers et les esclaves.

Les citoyens, divisés eux-mêmes en quatre catégories d'après leur fortune, avaient seuls le pouvoir civil et ceux des trois premières catégories étaient seuls autorisés et obligés à défendre la patrie, parce que leur fortune était considérée comme leur permettant de subvenir aux frais de leur armement, de leur équipement, de leur nourriture en campagne et de celle de leur famille pendant leur absence. Ils formaient une *milice permanente* dont la mobilisation était très-rapide et ne portait aucun préjudice à la fortune publique, car, outre qu'ils s'entretenaient de leurs deniers, toutes les professions manuelles étaient confiées à des esclaves.

Tout citoyen, de 18 à 60 ans, devait le service militaire personnel à l'État.

De 18 à 20 ans, les jeunes gens, dont l'ensemble était analogue à celui de notre *armée active*, étaient astreints à l'instruction et aux exercices militaires. De 20 à 40 ans, les hommes restaient dans leurs foyers en temps de paix, prêts à répondre à l'appel de la Patrie pour toutes les expéditions : c'était une *réserve* destinée à renforcer les deux classes d'instruction. De 40 à 60 ans, ils n'étaient plus tenus de prendre part aux guerres extérieures et ils formaient une véritable *armée territoriale*.

Les habitants et les étrangers n'avaient pas le droit de porter les armes pour la défense de la Patrie : ils n'y étaient admis qu'accidentellement. Quant aux esclaves, ils suivaient les citoyens à l'armée et y continuaient à les servir, mais ils n'étaient pas comptés dans l'estimation numérique des forces.

Chaque tribu élisait chaque année un *stratège* ou général chargé de commander les troupes qu'elle fournissait : le stratège pouvait, du reste, être réélu. Une idée de méfiance contre le prestige que la victoire donne aux généraux victorieux avait fait admettre un système d'après lequel chacun des dix stratèges commandait à tour de rôle l'ensemble des troupes. Sous leurs ordres étaient les *hipparques* et les *taxiarques*. Chacun des deux hipparques était à la tête d'une *aile de cavalerie*. Quant aux taxiarques, ils faisaient les fonctions de *chef d'état-major* et s'occupaient de régler la marche, d'établir les camps, d'assurer les approvisionnements ainsi que d'appliquer les règles de la discipline qui, à cette époque, se confondaient avec celles de la justice.

A *Sparte*, les mêmes principes étaient en vigueur. Tous les citoyens étaient soldats de 20 à 60 ans et chacun d'eux faisait partie d'une des subdivisions militaires correspondant à chacune des cinq divisions territoriales. Quant aux ilotes ou esclaves, ils remplissaient le même office qu'à *Athènes*.

En *Grèce*, le service militaire était donc obligatoire et personnel et le recrutement était essentiellement *régional*.

Après les guerres *médiques*, ces institutions se modifièrent sensiblement. La classe pauvre des citoyens ayant été appelée, vu le danger public, à faire partie de l'armée, conserva ce droit. L'élection des chefs ne se fit dès lors qu'à l'aide de promesses dont la réalisation porta souvent de graves atteintes à

la discipline. L'impossibilité, pour les citoyens pauvres, de subvenir eux-mêmes à leurs besoins pendant qu'ils étaient présents à l'armée autrement que par le pillage amena la création de la *solde* et celle d'un impôt pour y pourvoir. L'antagonisme et les luttes intestines résultant de ce nouvel état de choses auraient, sans doute, disparu sans porter un grave préjudice à l'existence de la Patrie, peu à peu de nouveaux principes reconnus nécessaires auraient été introduits dans la constitution, donnant satisfaction à la fois aux institutions antérieures et aux modifications nouvelles résultant des circonstances, si malheureusement, et à la même époque à peu près, le développement excessif du luxe et des richesses n'était venu porter un coup fatal au caractère viril de la population. Les citoyens se désintéressèrent du service militaire : ils furent alors remplacés par des *mercenaires* et la Grèce perdit son indépendance.

L'infanterie fut l'arme prédominante chez les Grecs : elle formait la plus grande partie des forces d'*Athènes* et de *Sparte* : la cavalerie des *Thessaliens* était la seule estimée.

Il y avait trois sortes de fantassins :

1° Les *hoplites*, ou soldats de rang, étaient pesamment armés et destinés à former le corps principal de bataille : leurs armes défensives étaient le casque, la cuirasse, le bouclier ovale et les bottes garnies de fer : leurs armes offensives étaient des armes de main, c'est-à-dire l'épée et la pique ou surisse longue de 4^m,50 à 7^m,20 ;

2° Les *psilites*, ou tirailleurs, étaient des fantassins légers destinés à harceler l'ennemi, n'ayant aucune arme défensive, et se servant d'armes offensives de jet, telles que le javalot, l'arc ou la fronde ;

3° Les *peltastes*, dont la création fut postérieure, étaient des fantassins mixtes en quelque sorte qui devaient réunir les qualités des hoplites à celles des psilites et qui reçurent, en conséquence, un armement leur permettant de combattre à la fois en troupe formée avec les hoplites et en ordre dispersé pour soutenir les psilites.

Les hoplites de l'infanterie grecque se formaient en *phalange*, c'est-à-dire en une espèce de rectangle plein ayant des propriétés éminemment défensives : la cohésion de cet ordre donnait une supériorité morale et matérielle incontestable sur des hordes indisciplinées.

La plus petite subdivision de la phalange était le *lochos*, ou file de 8, 12, 16 hommes de profondeur : cette fraction constituée avait un chef : elle se subdivisait elle-même en 2, 3 ou 4 groupes de 4 hommes : elle peut donc être comparée à notre escouade.

La réunion de 16 *lochos* accolés formait un carré plein de 256 hommes que l'on appelait *syntagme* et qui n'est autre que notre compagnie.

Avec 4 *syntagmes* accolés, on obtenait un rectangle de 64 hommes de front sur 16 de profondeur auquel on donnait le nom de *chiliarchie*, qui avait 1024 hommes, c'est-à-dire la force de notre bataillon.

Dans les armées d'*Athènes* et de *Sparte*, 4 *chiliarchies* constituaient la *phalange* comptant 256 hommes de front sur 16 de profondeur, ayant un effectif de 4096 hommes et qui était l'unité tactique normale analogue par sa force à notre régiment ou à notre brigade.

Les combinaisons de l'infanterie grecque étaient donc toutes binaires ou quaternaires.

La phalange se disposait en ordre compacte : elle n'avait que de très-petits intervalles entre les subdivisions dont elle était composée : c'est dans ces intervalles, ménagés entre les *syntagmes* et les *chiliarchies*, que se plaçaient les chefs de ces fractions au moment du combat ; c'est par là que s'écoulaient les psilites quand ils battaient en retraite : ce sont ces intervalles enfin que l'on ouvrait encore plus pour laisser passer les chars à faux et autres machines de guerre de l'ennemi. Quant à la grande phalange, forte de 16,384 hommes, elle était formée par 4 phalanges accolées que séparait un intervalle de 15 à 20 mètres.

Le nombre des rangs des peltastes était moindre : le *lochos* n'avait que 8 hommes de profondeur ; le reste de la formation était identique à celle des *hoplites*. Cette infanterie mixte était généralement employée à des opérations détachées.

Quant aux psilites, ils n'avaient pas d'ordre réglementaire : ils combattaient en ordre dispersé : puis ils se repliaient sur les flancs ou sur les derrières des troupes de ligne.

Laissant de côté les mouvements qu'employait l'infanterie grecque pour passer d'une formation à l'autre, examinons rapidement la physionomie générale du combat de la phalange.

Dans la formation de parade, l'homme occupait 1^m,80 en

front et autant en profondeur. Pour la manœuvre et le combat, il ne disposait plus que de 0^m 90 en tous sens : l'intervalle entre les deux files voisines était couvert en partie par le bouclier de l'homme de la file de droite et contenait les piques des six premiers hommes de la file de gauche. Quelquefois enfin, les files se serraient à 0^m,45, les rangs restant à la même distance : c'est qu'il s'agissait alors d'attaquer un rempart ou de se préserver des projectiles ennemis, et les Grecs y parvenaient en élevant les boucliers au-dessus des casques de façon à former une toiture métallique mobile que l'on caractérisait du nom de *tortue*.

Quant à la cavalerie grecque, elle n'eut que peu d'importance à *Athènes* et à *Sparte*. Elle comprenait au maximum un dixième de l'infanterie. Elle se subdivisait en grosse cavalerie et en cavalerie légère. La première comprenait des *cataphractes*, cavaliers couverts d'armures défensives, et ayant comme armes défensives la lance et l'épée. La seconde était composée de cavaliers légers appelés *sarissophores* qui combattaient avec la sarisse, l'épée et les armes de jet et qui n'avaient pas d'armures défensives. Il y avait encore une troisième sorte de cavalerie, formée de *dimaques* ou dragons, mais elle ne fut instituée que plus tard. L'île, réunion de 64 cavaliers, était l'unité tactique de la cavalerie : elle se formait sur 8 ou sur 4 hommes de profondeur. Les cavaliers ne disposaient alors ni de la selle ni des étriers. Quant à la place de bataille de la cavalerie, elle se trouvait toujours sur les ailes, vu l'impossibilité où elle était de se retirer à travers la formation compacte de la phalange. Souvent aussi, elle agissait intercalée entre les psilites.

Enfin, il convient d'ajouter que la phalange avait une sorte d'artillerie de campagne fabriquée, maniée et conduite par des machinistes en fer et en bois.

§ II. Période macédonienne.

Adoptées en principe par *Philippe II de Macédoine*, les institutions militaires grecques furent développées et perfectionnées par ce prince qui sut mettre à profit les leçons qu'*Épaminondas* lui avait données pendant son séjour à *Thèbes*. Souverain absolu, disposant d'un trésor relativement élevé, il

donna à son infanterie une organisation solide, un armement supérieur, une plus grande habileté dans les manœuvres, qui lui assurèrent d'abord le succès sur les Grecs : il laissa, à *Alexandre le Grand*, cette armée puissamment organisée qui devait lui rendre facile la conquête d'une partie du monde connu : on en estime la force à 35,000 hommes, dont 6,000 fantassins légers et 5,000 cavaliers.

Les peltastes prirent alors un rôle important : ils agissaient par chiliarchie, c'est-à-dire par bataillon : à eux incombaient les opérations détachées, les coups de main, les expéditions lointaines et aussi, dans les grandes batailles, le début de l'engagement général : ils y étaient soutenus par la cavalerie ainsi que par les psilites et autres fantassins légers qui se servaient de la fronde, de l'arc ou du javelot. Quant à la phalange d'hoplites, qui formait jadis le corps d'attaque et le noyau principal de l'ordre de bataille, elle devint une sorte de réserve générale et elle fut destinée à produire le dernier effort : elle resta essentiellement nationale : composée de chiliarchies obtenues à l'aide d'un recrutement régional, et animée d'un ardent esprit de patriotisme, elle fut le groupe central auquel vinrent s'agglomérer les nombreux éléments hétérogènes qui formaient les autres parties de l'armée et que les liens d'une discipline rigoureuse soudaient les uns aux autres.

C'est ainsi que, subissant d'heureuses transformations, la phalange qui n'avait été, entre les mains des généraux grecs, qu'une ordonnance serrée, destinée à la résistance, ne pouvant manœuvrer sans danger en présence de l'ennemi, luttant toujours en ordre parallèle, vit son rôle et sa méthode de combat se perfectionner, d'abord sous *Philippe de Macédoine* et enfin surtout quand elle fut conduite par *Alexandre le Grand*. Celui-ci employa particulièrement la combinaison des armes, le système des échelons dans l'attaque, complétant ainsi l'ordre oblique dont on fait remonter l'invention à *Épaminondas*, c'est-à-dire ayant soin de garder une réserve intacte jusqu'au moment décisif et de disposer de troupes fraîches destinées soit à protéger la retraite, soit à exécuter la poursuite. Cette répartition des échelons sur le champ de bataille se retrouve, du reste, dans les marches de l'armée macédonienne qui se font par lignes ou colonnes précédées d'une avant-garde et d'une arrière-garde.

En résumé, c'est donc sous le règne du conquérant de l'Asie que la phalange arrive à son apogée. L'immensité de l'empire qu'il avait créé se démembra et les institutions militaires grecques dégénérèrent en même temps.

Article II. — Armée romaine.

L'histoire de l'*armée romaine* présente trois périodes distinctes : la première, toute d'incubation, dure jusqu'au commencement du iv^e siècle avant Jésus-Christ ; la deuxième, que l'on peut considérer comme celle du développement et du perfectionnement, se termine à l'ère chrétienne ; la troisième est celle de la décadence qui s'étend jusqu'au partage de l'empire romain.

§ I. Légion de Camille.

L'origine même de *Rome* lie intimement l'organisation militaire avec les institutions civiles. Les subdivisions de l'un et de l'autre ordre sont identiques. La population des citoyens, déduction faite des clients ou plébéiens et des esclaves, comprenait 3 *tribus* de 1,000 familles chacune ; la tribu se subdivisait en 10 *curies* et la curie en 10 *gentes*. L'armée formait une *légion* comprenant 3,000 hommes, subdivisée en 3 *cohortes* de 1,000 hommes ; la cohorte contenait 10 *centuries* et la centurie se fractionnait en 10 *décuries*. Ainsi était répartie l'infanterie. Quant à la cavalerie, elle comprenait autant d'hommes qu'il y avait de *gentes*, c'est-à-dire 300 cavaliers.

Le service militaire était obligatoire et personnel pour tout citoyen ; il durait de 17 à 46 ans dans l'armée active et de 46 à 60 ans dans la catégorie des *seniores*, tout à fait analogue à notre armée territoriale ; toutefois, dans les 29 années de service actif qu'il devait, le citoyen n'était astreint qu'à 20 campagnes, s'il était fantassin, et à 10, s'il était cavalier ; ce nombre fut même réduit postérieurement à 16 campagnes pour le premier.

Quant aux clients, plébéiens, prolétaires et esclaves, ils étaient exclus de l'armée. Mais à la suite de la révolution de 578 avant Jésus-Christ, les plébéiens et les clients conquièrent en partie les droits du citoyen et du soldat. La population fut alors partagée en 3 classes d'après ses revenus et les citoyens appartenant aux quatre premières furent seuls admis à l'honneur de porter les armes pour la défense de la Patrie ; lors des *guerres puniques*,

il en fut de même pour la cinquième. Quant au restant de la population, formé de ceux qui possédaient moins que le revenu assigné à la dernière classe, ou qui ne possédaient rien, c'est-à-dire de la première ou de la seconde catégorie des *prolétaires*, il ne figurait qu'accidentellement dans les rangs de l'armée; quelques-uns des hommes non classés pouvaient suivre la légion et y prendre la place des hommes morts; d'autres étaient entretenus à frais communs par des prolétaires groupés et cotisés entre eux. Enfin les esclaves étaient les valets de l'armée, payés par une *capitation* prélevée sur les artisans et les commerçants qui ne jouissaient pas du titre de citoyen et pour lesquels l'obligation du service militaire était remplacée par un impôt.

Après un siècle et demi de luttes intestines entre les patriciens et les plébéiens, après la chute de la monarchie, la proclamation de la république et l'adoption des lois agraires, Rome eut enfin une classe moyenne de citoyens qui lui assura la tranquillité intérieure et lui permit de faire face aux dangers extérieurs.

A cette époque, il y avait 4 légions romaines et, le nombre des hommes aptes au service étant supérieur au contingent nécessaire, les 6 tribuns de chaque légion constituaient une sorte de commission de recrutement qui choisissait au Champ de Mars, concurremment avec les trois autres commissions, les hommes en nombre voulu pour compléter l'effectif de leur troupe. Le service militaire, tout en étant obligatoire, n'était donc plus général, en ce sens qu'il y avait une véritable *réserve*.

Jusque-là, la légion avait adopté une disposition de combat se rapprochant beaucoup de la phalange. Mais après l'invasion des Gaulois, vers le commencement du IV^e siècle avant *Jésus-Christ*, Camille lui donna une formation particulière qui consistait à la fractionner tant en front qu'en profondeur; il augmentait ainsi la mobilité et développait l'initiative ainsi que l'action individuelle des chefs et des soldats.

§ II. *Le manipule et la cohorte.*

Après avoir assuré sa suprématie en *Italie*, la république romaine porte ses armes hors de la péninsule; c'est alors que,

en dehors des luttes civiles et sociales, eurent lieu les guerres contre *Carthage*, en *Macédoine*, en *Grèce*, en *Espagne*, contre *Jugurtha*, contre les *Cimbres*, contre *Mithridate* et en *Gaule*, dont l'ensemble constitue, au point de vue de notre étude, la deuxième période de l'histoire de l'armée romaine.

Nous avons indiqué précédemment quelles étaient les bases primitives du recrutement de cette armée. Elles reposaient sur une partie de la population qui, jouissant des droits civils et astreinte aux obligations militaires, avait fait la force de la république romaine et devait la sauver des dangers auxquels l'exposèrent principalement les *guerres puniques* dont la fin fut, en résumé, le triomphe des *milices nationales* sur les *bandes de mercenaires*.

C'est à ce moment surtout qu'il est intéressant d'étudier l'organisation et le mode de combat de la légion romaine.

Celle-ci se composait de trois *lignes de manipules en colonnes*. Chaque ligne comprenait 10 manipules; à la première, les *hastaires*; à la deuxième, les *princes*; à la troisième, les *triaux*. Auparavant les princes étaient les premiers. Le manipule de hastaires ou de princes contenait 120 hommes placés sur 12 de front et 10 de profondeur; celui de triaux ne contenait que 60 hommes également disposés sur 10 rangs. La distance entre les lignes était au moins égale à la profondeur d'un manipule; l'intervalle entre les manipules était égal à leur front; ce front, à raison de 0^m,90 par homme, était de 12 mètres environ; le front total de la ligne était donc à peu près de 300 mètres: quant à sa profondeur, elle était au moins de 50 mètres, l'épaisseur de chacune des trois lignes étant estimée à 9 mètres environ. Les manipules de la deuxième ligne étaient placés vis-à-vis des intervalles de la première et ceux de la troisième disposés de même par rapport à ceux de la deuxième, c'est-à-dire en *quinconce* ou en *échiquier*; les manipules des deuxième et troisième lignes se plaçaient aussi carrément derrière ceux de la première. Le front et la profondeur de la légion étaient, du reste, plus considérables pour la marche.

Le manipule était l'unité tactique normale: il ne contenait que des combattants d'une même sorte. La réunion d'un manipule de hastaires, d'un de princes et d'un de triaux, formait la *cohorte*, unité administrative à laquelle était attaché un manipule de 120 *vélites* dont le rôle était le même

que celui des psilites de l'armée grecque. La légion comportait donc, en résumé, 4,200 fantassins, dont 600 triaires, 1,200 princes, 1,200 hastaires et 1,200 vélites. Les triaires étaient de vieux soldats; les princes et les hastaires, moins anciens de service; les vélites, des jeunes gens qui n'étaient pas encore admis à l'honneur de servir dans les rangs de la légion. L'armement des uns et des autres était, du reste, semblable à celui des soldats de la phalange grecque, sauf toutefois que la pique n'avait pas plus de 1^m,60 à 2 mètres.

Voici maintenant quelle était la physionomie du combat. Les vélites harcelaient l'ennemi de leurs traits, puis ils se retiraient par les intervalles ou sur les flancs. Les hastaires s'espagaient alors de manière à combler les intervalles qui les séparaient, ou ils restaient réunis par manipule suivant les circonstances; ceux du premier rang lançaient le pilum et combattaient avec l'épée; s'ils ne pouvaient résister, ils se retiraient à leur tour et les 10 rangs de hastaires se trouvaient ainsi successivement en présence de l'ennemi; si, malgré cette répétition d'efforts, l'adversaire faisait des progrès, les manipules de princes remplaçaient ou renforçaient ceux de hastaires et la lutte continuait d'après la même méthode. Enfin, s'il était nécessaire, les triaires, restés jusque-là agenouillés, couverts par le bouclier, la pique haute, entraient à leur tour en action et cherchaient, soit à repousser l'ennemi à l'aide d'un vigoureux choc à la pique, soit à rallier les deux premières lignes; celles-ci venaient s'encadrer dans les intervalles ménagés entre les manipules de triaires dont le front était moindre que celui des hastaires et des princes.

C'est par ce système de recrutement et de combat, auquel furent introduites de légères modifications, que les Romains triomphèrent des Carthaginois.

Mais pendant ces luttes, le nombre des citoyens aptes à entrer dans les rangs de la légion avait considérablement diminué: d'autre part, et malgré des efforts particuliers animés du plus pur patriotisme, une partie même des classes appelées à recruter l'armée se laissa entraîner par le luxe, par le désir immodéré d'accroître ses richesses, et, se désintéressant des choses publiques, arriva à considérer le service militaire comme un fardeau. C'est alors que *Marius* introduisit d'importants changements dans le recrutement et dans l'organisation de la lé-

gion. Autant par nécessité que par politique, il opéra, dans l'armée, une transformation à la fois sociale et militaire. A la fin du II^e siècle avant *Jésus-Christ*, le nombre des citoyens propriétaires, c'est-à-dire susceptibles d'entrer dans la légion, avait diminué à tel point que le recrutement ne pouvait plus s'effectuer, surtout si l'on tient compte de ce que les plus riches consentaient volontiers à payer des primes très-élevées pour s'en dispenser. *Marius* fit décider que les prolétaires et les affranchis, qui jusque-là n'y avaient été admis qu'à titre exceptionnel, en feraient dorénavant partie de droit. En même temps, il fit de la *cohorte* l'unité tactique normale. Il lui suffit de réunir pour le combat et la marche les quatre manipules de fantassins différents qui en faisaient auparavant partie au point de vue administratif. Il obtint ainsi une fraction constituée de 600 hommes environ, mais dans laquelle il ne maintint pas les différences entre les désignations et l'armement des soldats : il n'y eut plus dès lors qu'une seule espèce d'infanterie composée d'hommes armés comme les anciens hastaires, à peu près comme les peltastes grecs.

Les cohortes, analogues à nos bataillons, tandis que les manipules ressemblaient à nos compagnies, se disposèrent sur deux lignes séparées par une distance de 40 mètres au moins : elles avaient entre elles des intervalles égaux à leur front, soit de 50 mètres au moins, la profondeur de chaque cohorte étant conservée à 10 rangs, comme celle des manipules.

Le progrès réalisé par *Marius* établissait l'uniformité dans le recrutement, dans l'organisation, dans l'armement et dans le combat : il permettait d'employer toutes les cohortes au même service. En outre, il faisait disparaître les dangers auxquels les nombreux intervalles ménagés entre les manipules exposaient la légion : il évitait la trop grande désunion des efforts isolés en constituant un groupe supérieur capable de se suffire seul, ce que ne pouvait faire le manipule.

C'est avec la légion ainsi constituée que furent faites toutes les guerres de la première partie du siècle qui précéda l'ère chrétienne. Le seul changement qui y fut introduit est dû à *César*, mais il avait une importance capitale. Au lieu de disposer les cohortes sur deux lignes, il les forma sur trois : toutefois, la troisième ligne de cohortes, au lieu d'être indispensable dans le combat sur le front, comme l'était la troisième

ligne de manipules, devint une *réserve* indépendante destinée à agir partout où le besoin s'en ferait sentir.

Tels sont les principaux enseignements que l'on peut retenir des transformations successives introduites à la constitution et au recrutement de la légion pendant les trois derniers siècles antérieurs à l'ère chrétienne. Nous en avons reproduit les traits caractéristiques en négligeant les autres parties des institutions de l'armée de Rome que le cadre tracé à cette étude ne nous permet pas d'examiner, telles que l'instruction des troupes, leur armement, leur discipline, les punitions, les récompenses, l'avancement, la solde, l'habillement et l'alimentation. Parmi ces autres éléments de la force militaire romaine qui, quoique secondaires, ont une importance réelle, il est cependant indispensable d'indiquer ce qui concerne la cavalerie et l'organisation générale des armées.

La cavalerie attachée à chaque légion se composait de 40 *turmes*. La turme comprenait 30 cavaliers et était attachée à une cohorte d'infanterie. Les cavaliers se plaçaient généralement sur 4 hommes de profondeur. Les *turmes* agissaient souvent mêlées avec des manipules de vélites, lorsque le manipule était l'unité tactique normale et avec des centuries de légionnaires quand la cohorte en prit la place du manipule. La cavalerie de la légion était sous les ordres du chef de légion, à moins que le commandement de l'armée ne fût donné à un *dictateur*, lequel mettait alors, à la tête de toute la cavalerie, un *magister equitum* qui prenait la haute direction de toutes les troupes à cheval. A l'époque de *Marius* et de *César*, suivant l'exemple donné par *Alexandre*, la cavalerie avait acquis un rôle indépendant et avait une action particulière.

Quant à l'armée consulaire, elle avait deux chefs en temps ordinaire, et un seul, le dictateur, en cas de danger national. Elle comprenait 2 légions romaines et 2 légions alliées avec leur cavalerie, soit environ 16,000 à 20,000 fantassins et 1200 à 2400 cavaliers. La répartition des troupes dans les diverses lignes d'un ordre de bataille se faisait par *légions accolées* ou par *légions déployées*, absolument comme nous l'avons indiqué aux *Titres V et XI*, en étudiant les dispositions tactiques des troupes de notre époque. La cavalerie se plaçait généralement aux ailes de l'ordre de bataille.

§ III. *Décadence.*

Jusqu'au milieu du siècle qui précéda l'ère chrétienne, les légions étaient restées temporaires et nationales : la fréquence des guerres leur donnait, il est vrai, un caractère permanent en fait, mais non en droit : de nombreux éléments étrangers avaient été successivement introduits dans les rangs, mais les chefs et la plus grande partie des soldats étaient cependant encore des citoyens romains. La discipline commença à se relâcher avec les expéditions lointaines, les luttes civiles et les convoitises des généraux. L'esprit national disparut et fit place à l'esprit de parti. Les citoyens renoncèrent au service et se laissèrent aller à la mollesse. *Auguste* sanctionna, en quelque sorte, ces tendances malheureuses en abolissant le principe du service militaire obligatoire personnel et en décrétant la formation d'*armées permanentes recrutées surtout dans les provinces romaines*. Jointes à d'autres qu'il est inutile d'énumérer ici, ces deux causes doivent être considérées comme ayant préparé la décadence et la chute de *Rome*. C'est alors qu'apparurent des expédients de toutes sortes destinés à préserver de la ruine l'empire qui était menacé de toutes parts : mais la désagrégation était telle que nulle mesure ne semblait pouvoir l'arrêter. *Auguste* avait créé, à l'aide d'impôts, une *caisse militaire* dans le but de subvenir aux besoins de l'armée permanente : elle ne put suffire. Au iv^e siècle après *Jésus-Christ*, la base du recrutement fut une portion de terre d'une étendue déterminée et le service militaire devint une charge de la propriété foncière. L'État en arriva bientôt à se substituer aux propriétaires, et c'est ainsi que fut créée la *protopia*, d'après laquelle le propriétaire versait, dans le trésor public, une somme proportionnée au nombre de soldats qu'il devait fournir et qui était destinée à payer la prime de ceux qui s'engageaient volontairement.

Quant à la tactique, elle suivit une marche descendante parallèle à celle de l'esprit militaire. La troisième ligne de la légion disparut sous le règne d'*Auguste* et celle-ci ne se disposa plus que sur deux lignes avec des intervalles et des distances moindres qui la rapprochaient de la phalange. L'armement ne fut plus uniforme dans la légion : les rangs de chaque

cohorte se composaient de soldats qui avaient le pilum, d'autres qui portaient le casque et la cuirasse, d'autres qui étaient munis de la pique et entre lesquels, au iv^e siècle après *Jésus-Christ*, figuraient des *onagres* ou machines à tir courbe, alors que chaque cohorte avait déjà une *baliste*, ou machine à tir horizontal, placée dans l'intervalle qui la séparait des deux cohortes voisines.

Bref, quand l'empire romain se partage, il n'y a plus nulle part la trace des vertus civiles et militaires qui avaient permis à *Rome* de conquérir le monde.

CHAPITRE III.

ARMÉES FÉODALES.

Etudions maintenant le système militaire pendant ce long laps de temps qui s'écoule entre la chute de l'empire romain et la *Renaissance* et dans lequel les principales guerres sont les invasions des peuples de l'*Orient* en *Occident*, les expéditions des Maures dans le midi de l'*Europe*, les entreprises belliqueuses de *Charlemagne* sur le vaste territoire de son empire, les *croisades*, la guerre de *cent ans*.

Après l'excursion faite au v^e siècle par les Huns que conduisait *Attila*, après leur défaite aux environs de *Châlons* par les troupes réunies de *Aëtius*, *Mérovée* et *Théodoric*, le désordre politique et militaire était à son comble dans le vieux monde. L'*Italie* et *Rome* tombèrent au pouvoir des Goths d'Orient, à la tête desquels se trouvait *Théodoric*. Celui-ci adopta un système de gouvernement et d'administration qui lui permit de disséminer deux cent mille hommes d'excellentes troupes au milieu de populations heureuses de conserver leurs lois et leurs coutumes, de ne pas subir de nouveaux impôts et de continuer à être dispensées du service militaire. Les gardes urbaines ou troupes locales furent dès lors solidement constituées à l'aide des *millinaires*, soldats groupés par mille, qui occupaient avec leurs familles certains territoires placés près des frontières, et qui devaient, en échange de ces donations de biens fonciers, se tenir sous les armes, toujours prêts à marcher, dès que la défense du pays l'exigeait. Ces milices ressemblaient aux

vieilles légions de *Rome* pour l'ordre, la discipline, l'instruction et l'armement. Le gymnase de *Ravenne* recevait l'élite de la jeunesse organisée militairement et le roi lui-même présidait aux exercices ainsi qu'aux leçons.

Le régime féodal, basé sur la possession et le partage des territoires conquis, était créé en germe : les forteresses se multipliant et les *fiefs* étant devenus rapidement héréditaires, de viagers qu'ils étaient auparavant, la féodalité prit promptement ce caractère d'indépendance et de particularisme qui, après avoir fait disparaître, sous la barbarie, la civilisation et l'art militaire des peuples de l'antiquité, devait en retarder la réapparition pendant près de mille années.

Le système se développa rapidement, surtout chez les Francs et les Lombards : l'obligation du service personnel, la subordination hiérarchique des vassaux, furent les conséquences rigoureuses de l'institution féodale.

Les hommes ainsi levés étaient surtout des cavaliers. Ils avaient conservé en partie leur équipement national et leur mode d'action. Ils n'avaient rien eu à emprunter à la cavalerie romaine qui leur était inférieure. Celle-ci ne connaissait, du reste, l'usage de la selle que depuis le iv^e siècle et celui des étriers que depuis le vi^e siècle. Il en fut ainsi jusqu'au viii^e siècle, mais alors eut lieu l'invasion des Maures d'*Espagne* que leur chef *Abdérame* conduisit jusqu'aux bords de la *Loire*. Après la défaite des musulmans entre *Poitiers* et *Tours*, les chevaliers adoptèrent les riches armures défensives sarrasines, et même leurs armes offensives, telles que la masse d'armes et l'arc que depuis longtemps ils avaient laissé de côté. La chevalerie tendit alors à prendre une importance de plus en plus grande, surtout en raison des incursions lointaines faites sous le règne de *Charlemagne*. Celui-ci régularisa, par ses Capitulaires, le système militaire féodal : il maintint l'organisation du ban fieffé, et il établit des *cadres permanents de milice*, composés de ses propres vassaux ou serfs.

Peu de temps après sa mort, les grands vassaux obtinrent le droit de ne plus obéir aux sommations du souverain que pour concourir à la défense de l'État : la durée du service des contingents qu'ils fournissaient ainsi fut limitée à 40 jours : au delà de ce laps de temps, chaque seigneur pouvait emmener ses soldats ; toutefois il était libre de les maintenir au service sous la con-

dition qu'ils seraient soldés par l'État. Mais l'inféodation, ce contrat politique, pécuniaire et militaire, en vertu duquel un fief se subdivisait, perpétua le régime lui-même : en même temps qu'ils devenaient plus indépendants envers le suzerain, les grands feudataires accroissaient leur despotisme sur leurs vassaux. Dès lors commença la lutte entre la royauté et la féodalité : elle dura, en France du moins, environ huit siècles durant lesquels, outre ces guerres intestines, l'esprit de chevalerie vint encore augmenter la suprématie de l'action individuelle sur l'action collective, de l'intérêt privé d'un petit nombre sur l'intérêt public en général.

Nous voici au ^x^e siècle et à l'expédition de *Guillaume* contre les Anglo-Saxons qui semble être le prélude des *Croisades*. Mais, au moment où celles-ci commencent, *Louis le Gros* saisit avec habileté la création nouvelle des communes : il organise les *milices communales*, destinées à faire contre-poids aux contingents féodaux, et qui étaient presque exclusivement composées de fantassins armés de l'arc et de l'arbalète : elles étaient si mal organisées et si mal commandées qu'elles ne furent, en fait, d'aucune utilité à la royauté. Néanmoins l'introduction de la classe moyenne dans les affaires publiques provenant de l'émancipation des communes et de la première réunion des États généraux, l'obligation dans laquelle les seigneurs désirant prendre part aux croisades furent d'engager à la couronne des domaines qu'ils ne purent recouvrer, les luttes dans lesquelles étaient constamment engagés ces mêmes seigneurs les uns contre les autres, toutes ces causes réunies portèrent le premier coup au régime féodal.

Au commencement du ^{xiv}^e siècle, *Philippe le Bel* put, en quelque sorte, faire pour la première fois acte de royauté : il parvint à obtenir, des représentants de la nation, le droit des impôts suivant les besoins de la nation : il organisa une véritable armée permanente et soldée, en établissant le principe du service militaire à partir de l'âge de 18 ans et en exigeant que tous y fussent soumis, sauf les vieillards et les infirmes, tout en laissant la faculté, à ceux qui ne voudraient point servir, de s'exonérer par une prime et de présenter, suivant leur rang ou leur valeur personnelle, un ou plusieurs remplaçants. Mais alors commença la guerre de *cent ans* qui menaça de ruiner la France à peine naissante et qui retarda d'un siècle la marche pro-

gressive de la civilisation ainsi que celle de l'art militaire.

C'est dans une des batailles de cette guerre, à *Crécy*, dit-on, c'est-à-dire en 1346, que l'on employa pour la première fois les armes de jet dont les projectiles étaient lancés par l'explosion de la *poudre*.

A partir de cette date devait commencer une ère nouvelle dans les moyens de combat : mais, lors de son apparition, la poudre ne produisit qu'un mince résultat : les engins étaient si imparfaits, si difficiles à manier, si dangereux à servir que, même après des progrès notables réalisés par la nouvelle artillerie, les troupes préférèrent longtemps encore l'usage des armes de jet et des machines créées par l'ancienne balistique, tant il est vrai que l'esprit routinier est de tous les siècles et que les idées progressives ont toujours autant de peine à triompher.

Du reste, à peu près à la même époque, les archers anglais avaient fait preuve d'une grande bravoure et d'une très-grande adresse dans les défaites que nous avons subies à *Crécy*, à *Poitiers* et particulièrement à *Azincourt*, où avait péri la fleur de la noblesse française, et il était naturel, vu l'enfance dans laquelle se trouvait encore l'artillerie à poudre, que le fantassin préférât l'usage de l'arc à celui de l'arquebuse.

C'est ce qui advint, en effet, lorsque *Charles VII* put enfin organiser d'une manière définitive une *armée permanente* qui devait lui permettre, ainsi qu'à ses successeurs, de comprimer cette noblesse orgueilleuse toujours en armes, se refusant à reconnaître toute autorité supérieure et dont l'indiscipline systématique était un danger perpétuel aussi bien pour le trône que pour le pays.

Cette armée permanente, instituée vers le milieu du *xv^e* siècle, comprenait une troupe d'infanterie et une de cavalerie.

L'infanterie était formée du corps des francs-archers. L'organisation du corps date du 28 avril 1448, mais elle était alors à l'état rudimentaire : en voici la composition quelques années plus tard : l'effectif était de 1600 hommes environ, sous les ordres du grand-maître des arbalétriers : il était subdivisé en 4 *bandes*, chacune de celles-ci étant forte de 4000 hommes et commandée par un capitaine général : la bande se fractionnait elle-même en 8 compagnies : la compagnie était de 500 hommes et un capitaine en avait le commandement. Les francs-archers étaient

recrutés à raison d'un homme par paroisse de 50 feux et leur nom composé provenait de ce qu'ils étaient exempts de certains impôts et armés de l'arc.

La cavalerie permanente comprenait 15 compagnies d'ordonnance de *gendarmérie* dont le total était de 9000 hommes : la *compagnie*, commandée par un capitaine, était de 100 *lances* fournies, ce qui lui donnait un effectif de 600 hommes, car la lance comprenait environ 6 hommes, savoir : l'homme d'armes avec son écuyer, deux archers et deux valets, les uns et les autres montés.

Ces compagnies d'ordonnance étaient réparties en *garnisons* : leur solde, fournie par l'impôt que l'on appelait la taille des gens d'armes, était contrôlée par des inspecteurs aux montres. L'homme d'armes et son cheval avaient une armure complète : le cavalier se servait, comme armes offensives, de la lance, de la dague et de la masse d'armes : les autres hommes de la lance n'avaient pas d'armes défensives et combattaient par l'arc et l'arbalète.

L'action sur le champ de bataille s'engageait par l'escarmouche des archers : puis les hommes d'armes s'avançaient en haie et s'attaquaient corps à corps, sans le secours de leurs voisins ni d'aucun des hommes de leur lance, jusqu'à ce que l'un des deux adversaires succombât.

La création des compagnies d'ordonnance avait un double but d'une importance considérable : au point de vue militaire et politique, elle mettait à la disposition du roi une troupe aguerrie dont il pouvait se servir à tout moment ; au point de vue social, elle ralliait à la royauté la moyenne et la petite noblesse et préparait la ruine de la grande noblesse qui, tout en étant la vassale du souverain, l'avait tenu, en quelque sorte, sous sa dépendance jusqu'alors à l'aide des contingents féodaux.

Il y a lieu d'observer toutefois que, si les compagnies d'ordonnance formaient alors une véritable armée permanente, il n'en était pas tout à fait de même des francs-archers. Ceux-ci, en effet, n'étaient réunis et exercés que le dimanche et les jours de fêtes : citoyens choisis dans une commune, ils y demeuraient jusqu'au jour où le roi les appelait au service actif. L'organisation supérieure dont jouissait la gendarmerie provenait, du reste, surtout de la prépondérance exclusive dont

la cavalerie avait joui pendant les derniers siècles. Le corps des francs-archers, tel qu'il était constitué, ne fut, en réalité, pas supérieur aux bandes de mercenaires, aventuriers, condottieri, lansquenets, brabançons, gascons, routiers, tard-venus et écorcheurs qui, multipliés à la suite des croisades, pillaient les campagnes et les villes pour vivre et se payer et dont il avait fallu débarrasser la France. Les francs-archers eurent une meilleure discipline, mais ils rendaient moins de services et leur institution tomba peu à peu en désuétude jusqu'à la première bataille de *Guinegate*, en 1479, qui leur porta le coup définitif tant ils y montrèrent peu de courage.

Leur disparition ne laissa pas un grand vide dans l'armée; elle servait même les projets de *Louis XI* qui, adversaire acharné de la féodalité, n'en restait pas moins en méfiance devant ces sortes de milices communales dont l'importance grandissante aurait pu susciter un nouvel embarras à la royauté; il ne désirait nullement affaiblir l'autorité des grands feudataires au profit des communes et prétendait asseoir l'autorité royale sans recours à des appuis qui auraient pu tôt ou tard compromettre sa solidité.

C'est dans cet ordre d'idées qu'il fit appel à des mercenaires dont le nombre total était de 16000 environ et dont les deux tiers étaient fournis par des *lansquenets* ou par des *Suisses* que des marchés par *capitulation*, passés avec les cantons, attachaient au service de la *France*, moyennant des primes et une solde.

Par une singulière coïncidence, à cette époque où les archers anglais avaient récemment montré le parti qu'une bonne infanterie peut tirer d'une arme de jet, au moment même où les armes à feu portatives commençaient à paraître parmi les troupes, on voit les Suisses combattre pour leur indépendance contre les Autrichiens ou contre les brillants cavaliers de *Charles le Téméraire* et triompher des uns et des autres en n'employant que la pique, arme de main, et en renouvelant, mais en la perfectionnant sensiblement, la phalange macédonienne.

En résumé, tandis que l'établissement d'une armée permanente, concurremment avec l'emploi de troupes mercenaires, ruine définitivement les contingents féodaux, l'infanterie va trouver, dans l'emploi des armes à feu, le moyen de recon-

guérir sa prédominance sur la cavalerie, et une nouvelle arme, l'*artillerie*, paraît sur les champs de bataille. Nous allons indiquer rapidement comment l'art militaire nouveau sortit peu à peu du chaos.

CHAPITRE IV.

ARMÉES MODERNES.

Nous étendons l'étude des *armées modernes* aux *xvi^e*, *xvii^e* et *xviii^e* siècles et nous la subdivisons en six périodes qui sont les suivantes : les *armées du xvi^e siècle*, l'*armée de Gustave-Adolphe*, l'*armée de Louis XIV*, l'*armée de Frédéric II*, l'*armée de la République française*, l'*armée de Napoléon I^{er}*.

Article I. — Armées du *xvi^e* siècle.

Au commencement du *xvi^e* siècle, on peut considérer le régime féodal comme terminé; la récente institution des armées permanentes avait hâté sa fin; d'autre part, l'emploi de l'artillerie à poudre et des armes à feu portatives allait, non-seulement apporter de notables modifications dans la tactique, mais encore rendre bientôt à l'infanterie, comme l'avait prédit *Machiavel*, la prépondérance qui, pendant plus de mille années, avait appartenu à la cavalerie; la poudre avait abattu la chevalerie. Quelques gentilshommes ayant enfin consenti à prendre du service dans les troupes à pied, soit par nécessité, soit par patriotisme, l'importance de l'infanterie allait tout à coup prendre un rapide essor.

Le seizième siècle est presque entièrement rempli par les luttes entre la maison de *France* et la maison d'*Autriche*, ainsi que par les guerres de religion.

Sous *Charles-Quint*, l'infanterie espagnole était entièrement nationale et tirait un avantage marqué de ce mode de recrutement exceptionnel pour l'époque. L'élément d'organisation était le *tercio*, de 3,000 hommes environ, dont tous les soldats étaient originaires du même gouvernement ou de la même province. L'armement y comprenait environ $\frac{4}{5}$ de piques ou d'arbalètes et à peu près $\frac{1}{5}$ d'arquebuses. La discipline y était excellente, l'instruction militaire très-développée.

François 1^{er}, vaincu et pris à *Pavie* par l'infanterie espagnole, avait compris toute la force d'une infanterie nationale. Les Suisses, du reste, occasionnaient souvent de grands embarras aux généraux qui les commandaient. En 1534, peu d'années après son retour de captivité, *François 1^{er}*, voulant enfin ne plus avoir recours aux mercenaires français et étrangers, rendit une ordonnance sur l'*institution des légionnaires au royaume de France*. Il devait y avoir 7 légions d'infanterie, chacune d'elles ayant environ 6,000 hommes et portant le nom de la province dans laquelle elle était recrutée; l'armement de la légion devait contenir 2,000 piques, 2,000 hallebardes et 2,000 arquebuses. Excellente en elle-même, cette création n'eut cependant aucun succès et, sous le règne même de *François 1^{er}*, on en revint aux *bandes* d'infanterie, formées de soldats de tous pays, et dont l'effectif réglementaire de 300 hommes variait de 100 à 2,000; sous *Henri II*, elles furent presque toutes ramenées à 500 hommes.

Le principal obstacle à toute organisation sérieuse provenait de ce que le commandement des corps de troupe était une véritable entreprise pécuniaire basée sur l'enrôlement volontaire avec prime d'argent; tous les efforts du souverain devaient forcément venir se briser contre la spéculation intéressée des chefs.

C'est à cette époque que l'on voit paraître le terme de *bataillon* pour désigner une réunion momentanée de *bandes*, de *compagnies* et d'*enseignes*. Ainsi, l'infanterie de l'armée qui occupa *Metz*, le 10 avril 1552, se composait de 3 bataillons carrés; le premier contenait 9,000 à 10,000 piquiers ayant la plupart le pistolet à la ceinture et 5,000 à 6,000 arquebusiers; le deuxième, 8,000 à 9,000 piquiers et 2,000 à 3,000 arquebusiers; le troisième, 7,000 à 8,000 piquiers et arquebusiers. On commençait déjà, du reste, à employer les expressions de *régiment* et de *colonel*, mais avec cette observation que le régiment n'existait aussi qu'éventuellement. Quant au terme de *colonel*, il n'était que peu usité; la charge de *grand maître des arbalétriers* venait de disparaître et ses droits avaient été partagés entre le *colonel général* de l'infanterie française et étrangère et le colonel général des Suisses.

Voici quelle était à peu près alors la tactique de l'infanterie. Une bande se subdivisait en trois parties: l'avant-garde ou

aile droite, le bataillon en phalange ou centre, l'arrière-garde ou aile gauche. Au combat, l'avant-garde et l'arrière-garde formaient échelon en arrière à droite et à gauche du bataillon, qui était composé de piquiers ou hallebardiers sur 10 ou 12 rangs, placés au milieu des arquebusiers; ceux-ci se dispersaient en *enfants perdus* et combattaient individuellement; s'ils étaient repoussés, ils se retiraient derrière les fantassins de rang qui, munis de l'arme blanche, recevaient sur place la charge de l'infanterie ou de la cavalerie ennemie. Le rôle de chacune des deux espèces de soldats était donc essentiellement distinct. Souvent aussi, les arquebusiers, et les *mousquetaires* plus tard, exécutaient des *feux de charussée* par rangs successifs, chaque rang, après avoir fait feu, se retirant derrière les autres : c'était une méthode de combat renouvelée de la légion romaine.

C'est en 1561 que l'organisation de l'infanterie commença à se régulariser par la création des *régiments*, après un vain retour fait en 1558 vers les légions provinciales. Les guerres civiles qui devaient ensanglanter la France pendant un siècle venaient de commencer. Les quatre *vieux corps* et celui des gardes françaises furent les premiers transformés en régiments. Cette innovation ayant été reconnue excellente, fut appliquée en 1570 à toute l'infanterie. Le régiment commandé par un *mes-tre-de-camp*, comprenait généralement de 10 à 16 compagnies. La force de la compagnie était de 40 à 50 hommes environ : la réduction considérable de son effectif avait pour résultat de diminuer l'importance des *capitaines*, de multiplier les emplois de ce grade et permettait, en les octroyant à la petite noblesse, d'assurer le dévouement de celle-ci à la royauté, car le commandement d'une compagnie était à la fois un honneur et une source de gains.

A peu près au même moment, le *mousquet*, inventé, dit-on, vers 1560, se substitua, insensiblement à l'arquebuse : comme cette nouvelle arme était plus facile à manier et d'une portée plus étendue, le nombre des piques tendit rapidement à décroître : en tout cas, il n'y eut plus d'arcs ni d'arbalètes dans les rangs de l'infanterie et l'on y trouvait, vers la fin du xvi^e siècle, à peu près autant d'arquebuses et de mousquets que de piques et de hallebardes. Les étrangers furent à cet égard en progrès sur nous : ils avaient plus d'armes à feu que

l'infanterie française : dans cette dernière, on en vint à donner des hautes payes aux soldats qui consentaient à se servir de la pique ; mais, dès le premier combat, les piquiers se débarrassaient de leur arme de main, pour s'emparer de la première arme à feu qu'ils ramassaient sur le champ de bataille.

Vers le commencement du *xvii^e* siècle, l'arquebuse avait complètement disparu et l'infanterie avait réduit à huit la profondeur de ses rangs. De plus, le *bataillon* formé de la réunion momentanée de plusieurs compagnies devenait l'unité de force tactique.

Quant à la cavalerie, elle subit d'importantes transformations sous le règne de *François 1^{er}*. La *cavalerie légère* s'organisa peu à peu par la séparation des gens d'armes et de leurs archers : elle fut formée de ces derniers, tandis que les premiers constituèrent la *grosse cavalerie*. Cette scission était devenue définitive sous *Charles IX*. En outre, vers 1554, avaient été créés les *dragons*, véritables fantassins à cheval, destinés à se porter rapidement vers un point important, à l'occuper et à le défendre à pied, en tirailleurs, à l'aide de l'arme à feu.

Dans chacune de ces espèces de cavalerie, le nombre des compagnies s'accrut au détriment de leurs effectifs, par une cause analogue à celle que nous avons indiquée pour l'infanterie, mais avec cette observation que la remonte appartenant aux capitaines, le commandement des compagnies était encore plus lucratif dans la cavalerie que dans l'infanterie.

Les premières troupes de cavalerie légère française furent des *cheval-légers*, *crennequiniers*, *arbalétriers* ou *archers à cheval*. Les cavaliers légers adoptèrent rapidement l'arquebuse : les gens d'armes les imitèrent : ils renoncèrent la plupart à leurs lourdes armures, même à la lance. Bientôt toute la cavalerie fut armée du mousquet et du pistolet. Dès lors, elle adopta un mode d'action tout à fait en dehors de ses propriétés caractéristiques. L'*escadron*, unité tactique formée par la réunion momentanée de quelques compagnies, se formait sur 10 rangs dans la cavalerie française au milieu du *xv^e* siècle, même sur 20 chez les *reiters* ou pistoliens allemands. Au combat, chaque rang faisait feu, puis démasquait le suivant pour se reformer en arrière. L'arme blanche et la charge étaient d'un rare emploi. Sous *Henri IV*, la profondeur fut réduite à 6 rangs, mais la tactique resta la même ; aussi, était-il d'usage

de mélanger les mousquetaires à pied avec les cheveu-légers et les gens d'armes, car les uns et les autres avaient la même arme, le même mode de combat et la même allure. Les gens d'armes, du reste, disparaissaient peu à peu, leurs lourdes armures ne les mettant pas à l'abri des projectiles lancés par la poudre, les dépenses de remonte et d'équipement étant devenues excessives, et la lance, cette véritable arme du cavalier, ayant été définitivement abandonnée.

Au commencement du xvi^e siècle, l'artillerie n'avait pas fait encore de progrès. Les bouches à feu étaient de peu d'effet sur les champs de bataille et même dans la défense et l'attaque de places fortes où elles furent d'abord employées d'une manière presque exclusive. Cependant l'invention des tourillons et des affûts augmenta la mobilité des canons, tandis que l'emploi de métaux appropriés à la fabrication des pièces et des projectiles accrut la portée et la justesse du tir. La réduction du nombre des calibres, l'adoption du monopole de la couronne pour la confection de tous les engins, la création d'une entreprise générale pour la conduite du matériel de l'artillerie, vinrent développer assez rapidement l'importance de l'artillerie. Mais presque aussitôt, les guerres de religion, faites par des armées peu nombreuses et coûteuses à entretenir, firent en quelque sorte renoncer à l'usage du canon. Ce fut *Henri IV* qui réorganisa l'artillerie. Il créa la charge de *grand maître de l'artillerie*, sorte d'ingénieur en chef, secondé par un personnel qui était préposé à l'exécution des travaux et au commandement des pièces sur le champ de bataille et qui n'avait ni rang ni assimilation militaire. Le service des pièces était fait par des maîtres canonniers brevetés et par leurs aides, entretenus dans les places de garnison, réunis en compagnies pour la guerre et licenciés à la paix. Quant à la garde des pièces, elle était confiée à l'infanterie.

En résumé, l'artillerie n'avait pas alors d'unité tactique : elle était organisée en *parcs* et nécessitait toujours une escorte spéciale : au combat, elle se répartissait par pièces isolées sur les ailes et dans les intervalles de la première ligne ; sa marche très-lente, souvent entravée par le manque de fidélité des entrepreneurs et par la lâcheté des conducteurs chargés de la traîner, était souvent un embarras pour les troupes qu'elle était chargée d'appuyer. Enfin son défaut de mobilité sur le

champ de bataille même, la dispersion de ses feux, la lenteur et le peu de justesse de son tir, ne lui permettaient que de produire un effet très-médiocre.

Afin de donner une idée de la proportion des armes, voici quelle était la composition de l'armée française en 1610 : effectif total, 49,000 hommes ; infanterie, 32,000 hommes, dont la moitié formée de mousquetaires ; cavalerie, 8,000 hommes, dont la moitié de cavalerie légère ; artillerie, 33 canons de campagne.

Article II. — Armée de Gustave-Adolphe.

Nous arrivons à l'époque de la guerre de *trente ans*, dans laquelle *Gustave-Adolphe* joue un rôle si court, mais si grand.

La méthode de guerre française, créée par *Coligny*, réglementée dans l'armée hollandaise par *Maurice de Nassau*, transmise en *Suède* par *La Gardie* et perfectionnée dans les guerres de ce pays contre les Polonais et les Moscovites, reçut tout son développement sous le règne de *Gustave-Adolphe* : elle reposait sur deux principes essentiels : la discipline et la mobilité. Au point de vue de la discipline, le roi donnait lui-même l'exemple en partageant les fatigues et les souffrances de ses soldats : ses efforts furent, en outre, secondés par l'adoption d'un vêtement *uniforme* pour les troupes. Sous le rapport de la tactique, l'organisation de l'armée, déterminée par l'unité de force, était la même pour toutes les troupes d'une même arme : les formations de marche étaient plus flexibles et plus maniables : des progrès sensibles dans l'armement étaient réalisés.

L'infanterie suédoise était composée de régiments à l'effectif de 1008 hommes : chaque régiment, unité administrative, formait un bataillon, unité tactique, à 8 compagnies : la compagnie avait 126 hommes, dont 54 piquiers et 72 mousquetaires. La longueur de la pique avait été réduite à 3^m,70, le poids du mousquet allégé : la cartouche et la giberne, récemment inventées, avaient été données aux mousquetaires et leur permettaient d'exécuter des feux plus rapides. La profondeur était de 6 rangs pour les piquiers et de 3 rangs pour les mousquetaires.

Gustave-Adolphe sentit aussi la nécessité de former une unité supérieure à l'unité de combat : il créa la *brigade*,

réunion momentanée de deux régiments : il obtint ainsi une plus grande facilité pour la transmission des ordres et une action d'ensemble supérieure sur le champ de bataille.

La réduction du nombre des rangs en profondeur, la réglementation des manœuvres furent encore complétées par la régularisation du combat des escarmoucheurs ou enfants perdus et par la consécration du système des doubles lignes à intervalle avec des réserves. Chaque brigade se disposait sur deux lignes : les *pelotons* distincts de piquiers et de mousquetaires formaient chaque ligne, avec des intervalles égaux à leurs fronts, les pelotons de la seconde ligne derrière les intervalles de la première ; aux deux ailes étaient des pelotons de mousquetaires ; un peloton de piquiers était au centre et en réserve de chaque ligne : les ailes de la seconde ligne débordaient celles de la première. C'était, comme on le voit, une rénovation perfectionnée de la légion romaine.

La tactique de la cavalerie suédoise fut modifiée également et de façon qu'elle pût prêter à l'infanterie ou recevoir de celle-ci un appui réciproque. Cette cavalerie se composait de régiments forts de 5 ou 6 escadrons : l'escadron se composait de 80 hommes environ et se formait sur 3 rangs. Au combat, le premier rang faisait feu sur l'ennemi, puis toute la troupe chargeait immédiatement le sabre à la main, au trot allongé ou au galop.

L'artillerie se subdivisait en trois catégories : la grosse artillerie, qui ne servait que dans les places et pour les sièges, l'artillerie de campagne et les canons de bataillon. L'artillerie de campagne se composait de canons de moyen calibre : elle était organisée dans l'armée en un seul parc pour les marches et les camps. Sur le champ de bataille, elle était répartie en groupes de 10 à 12 pièces que l'on mettait en *batterie*, les plus légères vers les ailes et les plus lourdes au centre de la première ligne. La proportion était de 2 à 3 bouches à feu environ pour 1000 hommes. Une meilleure confection des affûts rendait l'artillerie plus mobile, en même temps que son groupement par batteries procurait une concentration de feux qui augmentait son efficacité. Toutefois, cette artillerie était encore trop peu maniable pour suivre les mouvements de la mobile infanterie suédoise : aussi *Gustave-Adolphe* créa-t-il les *canons de bataillon* qui étaient destinés à donner un appui

immédiat et incessant aux troupes : chaque régiment avait deux canons très-légers qui marchaient et combattaient toujours dans les intervalles entre les pelotons. Mais la construction de ces pièces laissait beaucoup à désirer et l'on dut y renoncer.

Tels sont, en résumé, les principaux perfectionnements qui ont valu à *Gustave-Adolphe* le titre de premier législateur des armées modernes ou de régénérateur de l'art militaire.

Article III. — Armée de Louis XIV.

La participation de la *France* à la guerre de trente ans fit passer dans nos armées les principes de *Gustave-Adolphe*.

En 1635, on adopta définitivement en principe la formation éventuelle du bataillon comme unité tactique normale sous le commandement du plus ancien capitaine des compagnies dont il était composé. L'infanterie française comprenait alors environ 139 régiments, dont 17 étaient étrangers. Chaque régiment formait 1, 2, 3 ou 4 bataillons suivant le nombre de ses compagnies : en 1678, le régiment contenait 17 compagnies, 12 en 1703, 17 de nouveau en 1718 : la force moyenne de la compagnie était de 50 hommes, cadre non compris.

En 1667, les *grenadiers* furent créés au nombre de 4 par compagnie : à cette époque, ils étaient destinés à lancer des grenades dans les tranchées pendant les sièges. Ces hommes choisis rendirent de tels services qu'on en forma une compagnie par bataillon dans les *vieux corps* : cette mesure fut étendue à toute l'infanterie en 1678, et c'est ainsi que furent créées les *compagnies d'élite* dont l'existence devait être à peu près exactement de deux siècles.

Le nombre des piques allait toujours en décroissant : au milieu du *xvii^e* siècle, il n'y avait plus environ que 1/4 de piquiers : quant au mousquet, il commençait déjà à faire place au *fusil*, nouvelle arme à feu supérieure de beaucoup à toutes celles que l'on avait employées jusqu'alors. Toute l'infanterie française eut une tendance spontanée à substituer le fusil au mousquet, mais il y eut une véritable résistance de la part du souverain contre cet entraînement : une ordonnance de 1653 fit interdire l'usage du fusil et maintenir exclusivement celui du mousquet. Cette opposition ne put tenir contre l'évidence

des avantages du fusil qui fut progressivement adopté d'une manière officielle dans certains corps de nouvelle formation, tels que le *régiment des fusiliers du Roi* créé en 1671, et qui s'introduisit par tolérance dans d'autres corps. En 1692, une ordonnance progressive reconnaissait enfin l'usage du fusil en prescrivant que, sur une compagnie de 52 hommes, effectif moyen, il y aurait 21 fusiliers, 21 mousquetaires et 10 piquiers. Les soldats avaient supprimé les armures défensives qui les fatiguaient et ne les préservaient pas des balles ennemies : seuls, les officiers étaient astreints à les porter, mais on était obligé de les y soumettre en employant contre eux des mesures excessives de rigueur.

Malgré l'avantage de la haute paye, on ne pouvait plus recruter les piquiers : le moment était donc proche où l'arme de main allait disparaître définitivement et tous les efforts furent tentés pour remédier à cette suppression dont les résultats auraient pu être funestes à notre infanterie. C'est ainsi que l'on inventa la *baïonnette*, sorte de lame d'épée munie d'un manche en bois que l'on mettait dans le canon du fusil au moment de s'en servir : ce mode d'attache était incommode : l'invention de la *douille* vint enfin trancher la difficulté. La routine résistait encore néanmoins et il fallut l'irrésistible éloquence des faits, c'est-à-dire la comparaison des pertes subies par nos troupes dans les dernières batailles du *xvii^e* siècle avec celles qu'avaient subies nos ennemis, pour que la raison et le progrès triomphassent.

En 1703 enfin, l'infanterie française fut pourvue du fusil à baïonnette à douille : le progrès était immense, puisqu'il ne devait plus y avoir dès lors qu'une seule espèce d'infanterie, le même homme étant en possession d'une arme à la fois de *main* et de *jet*. La même année paraissait la *première ordonnance sur l'exercice*.

Pendant le *xvii^e* siècle, la formation de combat de l'infanterie avait été variable suivant les pays et suivant la plus ou moins forte proportion d'armes à feu et de piques. Il y eut, en premier lieu, l'intercalation des pelotons de diverses espèces de fantassins, telle que l'avait pratiquée *Gustave-Adolphe* : une autre disposition mettait les mousquetaires aux 1^{er}, 2^e, 5^e et 6^e rangs, les piquiers aux 3^e et 4^e rangs : dans l'infanterie française, on plaçait les piquiers aux 1^{er} et 2^e rangs, tandis

que les mousquetaires occupaient les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e rangs, d'où ils pouvaient sortir pour agir en ordre dispersé : enfin, on mettait quelquefois alternativement un mousquetaire et un piquier sur le front. Ces combinaisons étaient aussi défectueuses les unes que les autres : elles étaient, du reste, la reproduction de celles auxquelles avaient eu recours les légions romaines dans les III^e et IV^e siècles de l'ère chrétienne.

L'ordonnance du 2 mars 1703 sur l'exercice de l'infanterie était fort incomplète, car elle ne concernait que le maniement des armes, la formation en bataille et la manière de défiler. Constatons cependant qu'elle ramenait la profondeur à 4 rangs : à la fin de la guerre de la *succession d'Espagne*, il n'y en eut plus même que 3 ; cette disposition devait durer 150 ans. L'action des feux devint alors prédominante : elle fut dorénavant la principale force de l'infanterie et elle lui assura le premier rôle sur le champ de bataille. Cette action ne se produisait pas de même en *France* et à l'étranger : tandis que les Allemands et les Anglais pratiquaient les feux d'ensemble par rangs et par pelotons, nos fantassins exécutaient de préférence le feu de *billebaude*, c'est-à-dire le tir à volonté ou le feu rapide en ordre compacte, à moins, ce qui était le cas le plus fréquent, qu'ils ne combattissent en ordre dispersé. Ajoutons également que la pique avait laissé de nombreux regrets et que beaucoup d'officiers la préféraient au fusil : cette tendance à un retour vers le passé devait avoir bientôt ses résultats : nous les examinerons ultérieurement.

La cavalerie française avait été organisée en *régiments* en 1635. Elle comprenait 60 régiments en 1688 et avait un effectif total de 36,000 hommes environ. Le régiment était fort de 8 à 12 compagnies fortes de 40 hommes environ. L'escadron, unité tactique normale définitive, mais d'un emploi éventuel, était formé de 3 ou 4 compagnies.

La gendarmerie avait disparu comme cavalerie pesamment armée. En 1660, elle avait définitivement fait place à 16 compagnies d'ordonnance, dont 10 de gens d'armes et 6 de chevaux-légers : ces compagnies aux noms des princes ne se distinguaient du reste de la cavalerie que par leurs privilèges.

Les *carabiniers* à cheval eurent une origine identique à celle des grenadiers : au début, il y avait 2 carabiniers par compagnie dans certains corps et ils étaient spécialement destinés au

service d'éclaireurs : en 1679, on en plaça dans tous les régiments de cavalerie ; en 1690, on les réunit en une compagnie par régiment ; mais au lieu de les laisser dans les régiments comme les grenadiers, on en forma, en 1692, un seul corps qui comprenait 5 brigades, chacune à 20 compagnies : la compagnie était de 30 hommes : l'escadron, fort de 5 compagnies, contenait 150 hommes : la brigade avait 600 hommes et le corps entier, 3,000. Les carabiniers faisaient partie, bien entendu, de la cavalerie légère, si toutefois on peut donner cette qualification aux cavaliers de cette époque.

L'année même où l'on organisait le corps des carabiniers, apparaissait le premier régiment de *hussards*, composé de quelques déserteurs hongrois et de cavaliers levés en *Alsace*. Les uns et les autres étaient bien équipés, bien montés et aptes au service de partisans. Ce régiment fut licencié à la paix de *Ryswick*, puis réorganisé, et il fut la véritable origine de la cavalerie légère française.

Les dragons avaient subi quelques vicissitudes pendant ce laps de temps : fort en honneur à la fin du xvi^e siècle, ils avaient été réduits à 2 régiments sous le règne de *Louis XIII*. Mais *Turenne*, ayant su les employer d'après leur véritable destination, il y eut un prompt retour en leur faveur, et, en 1699, ils formaient 42 régiments : ils étaient encore alors de véritables fantassins à cheval.

La cavalerie avait réduit la profondeur de sa formation et se disposait sur 3 rangs. L'instruction et les manœuvres n'étaient pas encore réglementées et étaient limitées à l'escadron isolé. L'usage des feux était général et constituait le principal mode d'action de la cavalerie : elle les exécutait successivement par rang, celui qui avait tiré démasquant les suivants et se retirant derrière ceux-ci. Le choc à l'arme blanche était rare, n'avait lieu qu'au trot et en ordre compacte. Toutefois, la charge en *fourrageurs* fut exécutée quelquefois et avec succès dans les dernières guerres du règne de *Louis XIV*.

Le matériel d'artillerie était extrêmement compliqué dans le xvii^e siècle, tant les calibres et les modèles étaient nombreux : cette multiplicité provenait de l'emploi des bouches à feu prises à l'ennemi. Sur les ordres de *Louvois*, cette artillerie fut partagée en deux catégories : les pièces de batterie, qui comprenaient 6 calibres et qui ne servaient que dans les positions

fixes ; les pièces de campagne, qui comprenaient 4 calibres et servaient dans les opérations en rase campagne. Ce fut sous le règne de *Louis XIV.* seulement que le service des canons trop pesants pour être maniés et portés par un seul homme fut enlevé à l'infanterie d'une façon presque absolue et amena la formation d'une nouvelle arme. Jusqu'alors les servants de ces canons appartenaient à l'infanterie. En 1668, on avait créé 6 compagnies permanentes de *canonniers* : ce nombre fut doublé en 1670. En 1671, fut organisé le régiment des *fusiliers* du roi dont les soldats, d'abord destinés seulement à la garde des bouches à feu, furent ensuite exercés au tir des pièces. Ce régiment, qui n'avait que 4 compagnies de 100 hommes, au début, fut porté à 26 compagnies, dont 2 de grenadiers, en 1672, et divisé en 2 bataillons : en 1677, il contenait 6 bataillons à 13 compagnies. En 1720, l'arme nouvelle s'organisait par la formation, en un seul corps, des compagnies de canonniers, du régiment des fusiliers du roi, du régiment des *bombardiers* créé en 1684 et du régiment de *royal-artillerie* créé en 1693 : c'est cette dernière désignation qui fut adoptée pour le régiment ainsi obtenu : il se subdivisait en 5 bataillons, dont chacun avait sa garnison et son école : le bataillon contenait 8 compagnies de 100 hommes : il fournissait aux armées les compagnies nécessaires pour le service des bouches à feu dont la conduite était toujours confiée à l'entreprise. Il convient d'observer que l'artillerie contenait, en outre, des *ouvriers* d'arsenaux réunis en compagnies, des *sapeurs* et *mineurs* formant 4 compagnies en 1706. Toutes ces troupes étaient encore comprises nominalement dans l'infanterie.

La tactique de l'artillerie n'avait fait que d'insensibles progrès pendant un siècle : elle n'avait pas une unité de force parfaitement définie. Réunis en *parc* pour les marches et les camps, les canons étaient groupés en nombre de 10 à 12, et formaient ainsi une *brigade* au moment du combat : on attachait à cette brigade autant de canonniers qu'il fallait pour servir les pièces : celles-ci étaient mises en batterie avec quelques munitions à portée : puis les attelages se retiraient et, comme on ne pouvait songer à les utiliser pour déplacer les canons pendant le combat, les mouvements se faisaient à bras, très-lentement : souvent l'occasion favorable était ainsi perdue. Le tir était bien dirigé, mais à toute volée ou de plein fouet.

Toutes ces causes réunies rendaient encore le rôle de l'artillerie tout à fait secondaire.

Il est indispensable, pour compléter cet exposé rapide de l'organisation des armées pendant le règne de *Louis XIV*, de donner quelques détails sur certaines institutions militaires de façon à mieux faire connaître cette époque.

Le secrétariat d'État au *ministère de la guerre* avait été institué en 1589, mais l'autorité toute-puissante des *colonels généraux* d'infanterie, des Suisses, de cavalerie, des dragons et du grand maître de l'artillerie était telle que le rôle du ministre de la guerre se trouvait fort restreint : son action sur l'administration existait, mais il n'était rien en ce qui concerne le commandement. *Louvois* fut, en réalité, notre premier ministre de la guerre : c'est lui qui posa les bases de la réglementation, de l'organisation, de la discipline, de la justice et des récompenses. La charge de colonel général de l'infanterie ayant disparu en 1661, il en partagea les pouvoirs entre le roi et le ministre : il fit la première tentative pour régulariser l'armement : il créa l'hôtel des Invalides : il fixa la solde : il fit adopter le principe du vêtement *uniforme* en 1670, etc. : en outre, il prit la plus large part à toutes les guerres qui eurent lieu jusqu'en 1691 : il eut même une influence prépondérante sur l'ensemble des opérations.

Chaque armée, opérant sur un théâtre déterminé, se subdivisait en *aires* ou en *lignes* : chaque aile ou chaque ligne était aux ordres d'un *lieutenant général* assisté d'un ou plusieurs *maréchaux de camp*, secondés par un nombreux *état-major* nécessaire jusqu'à un certain point, car entre l'aile et la ligne d'une part, les bataillons et escadrons d'autre part, il n'y avait aucun intermédiaire au commencement du *xvii^e* siècle. Ce fut *Turenne* qui adopta le premier la *brigade* pour la cavalerie en 1637 et cette unité supérieure au bataillon fut admise dans l'infanterie en 1668 seulement : la brigade n'était formée que temporairement par la réunion de 2 à 6 bataillons dont le plus ancien colonel prenait le commandement avec le titre de *brigadier* : ces fonctions, quand la subdivision en brigades eut pris plus de consistance, furent attribuées au *maréchal de camp* qui devint alors un officier général commandant de troupes. Au camp de *Compiègne*, en 1698, un premier essai fut fait dans cette voie.

Quant aux opérations de guerre, elles avaient un caractère spécial : les armées avaient considérablement augmenté leurs effectifs, car chacune d'elles comptait au moins 20,000 à 30,000 hommes ; leurs mouvements s'exécutaient presque toujours dans les mêmes contrées ; les moyens de transport étaient, du reste, très-défectueux : il en résulta que la guerre de positions eut à peu près la prépondérance : quelques généraux renoncèrent, il est vrai, à ce système, mais le plus grand nombre ne livraient de batailles que pendant la belle saison pour délivrer ou faire tomber une place forte, et les troupes se reposaient dans leurs quartiers d'hiver jusqu'à la prochaine campagne.

Les effectifs portés sur les registres n'étaient nullement en rapport avec le nombre des présents : les abus de la *vénalité* des commandements de régiment et de compagnie étaient devenus tels que le roi dut chercher à y remédier et il fut obligé de fixer le prix des régiments à 75,000, 55,000, 40,000 et 30,000 livres, suivant leur plus ou moins d'ancienneté et, par conséquent, suivant le nombre de compagnies et d'hommes qu'ils devaient contenir. Mais les exactions, dont le système de recrutement était l'origine, n'étaient pas les seules causes de l'affaiblissement numérique de nos armées : il y en avait une autre, l'absence de toute *réserve*, et celle-ci était primordiale. Le besoin absolu obligea le souverain à créer cette réserve, et, le 29 novembre 1688, une ordonnance prescrivit de former des régiments de *milice*, qui furent complétés par d'autres appels faits aux paroisses en 1690 et en 1691. Ces troupes devaient être licenciées à la paix, toutefois il n'en fut rien et on les incorpora dans l'armée permanente. En 1701, on prescrivit une nouvelle *levée de miliciens volontaires* qui devaient être désignés par le sort et enrôlés pour la durée de la guerre : on obtint ainsi 159 régiments de milice, ce qui porta à 230 le nombre des régiments de l'infanterie française pendant la dernière guerre du règne de *Louis XIV* : les miliciens, appelés de 1701 à 1706, comblèrent les vides faits dans ces régiments et il n'en fut plus formé aucun nouveau. La milice ayant été licenciée à la paix, on y eut recours de nouveau en 1719, et enfin, le 25 février 1726, une ordonnance assurait d'une manière permanente et régulière l'organisation de 93 bataillons de milice à 12 compagnies devant former une armée de seconde

ligne, une véritable réserve. D'autres ordonnances vinrent modifier celle-ci, tant au point de vue du mode de recrutement que de l'effectif et du nombre des bataillons : cette adoption du principe du *service militaire obligatoire* ne concernait d'abord que les gens de la campagne : elle fut bientôt étendue aux artisans des villes : excellente en elle-même, elle était appliquée d'une façon injuste et arbitraire : mais ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans ces détails. Le fait important à constater est que, à la fin du *xvii^e* siècle, l'armée permanente, recrutée pour l'enrôlement volontaire avec prime, avait une réserve fournie par l'appel et le sort.

Article IV. — Armée de Frédéric II.

Lorsque *Frédéric II* monta sur le trône de *Prusse*, il se trouva dans une situation analogue à celle d'*Alexandre le Grand* : son père lui laissait des forces peu nombreuses, il est vrai, mais fortement organisées, soumises à une discipline rigoureuse, mieux instruites et mieux armées que celles de la plupart des autres nations européennes. On sait l'usage qu'il en fit pendant la guerre de la *succession d'Autriche* et pendant celle de *sept ans*.

L'infanterie comprenait des régiments de campagne ou de ligne, des bataillons francs et de partisans, des régiments de garnison qui formaient une réserve sédentaire. Chaque régiment de ligne était fort de 2 bataillons ; le bataillon comprenait 6 compagnies, dont 1 de grenadiers ; l'effectif moyen des compagnies de fusiliers était de 140 hommes : celui des grenadiers était un peu plus fort.

Les manœuvres étaient limitées au bataillon, mais elles étaient supérieures par leur mobilité et leur précision à ce qu'elles étaient dans les autres armées. La formation était sur 3 rangs serrés, de façon à diminuer autant que possible la profondeur. Le bataillon en bataille, les grenadiers étant en dehors, se subdivisait en 2 ailes, 4 divisions et 8 pelotons : ce fractionnement établi d'une manière permanente était bon en lui-même, mais il présentait cette défectuosité que, les officiers étant placés par rang d'ancienneté et les sous-officiers par rang de taille de la droite à la gauche, les chefs n'avaient pas le commandement direct de leurs hommes : l'inconvénient n'était

cependant pas grave car le bataillon était à la fois l'unité tactique et l'unité de combat obéissant à la voix de celui qui le commandait, et la compagnie n'avait aucune action individuelle. La principale manœuvre consistait dans le passage de la formation en *colonne à distance entière*, usitée pour la marche, à la formation en ligne qui servait à combattre ou à camper et dans l'opération inverse : les ruptures se faisaient avec la plus grande régularité : les ploiements et les déploiements étaient inconnus.

C'est avec l'infanterie ainsi organisée et exercée que *Frédéric II*, aussitôt après son avènement, entreprit la guerre de la succession d'*Autriche*. Pendant le temps de paix qui s'écoula entre cette guerre et celle de sept ans, il fit paraître des règlements d'instruction élaborés au camp de *Potsdam* et qui concernaient d'abord l'*école de bataillon*, puis les *évolutions de ligne*.

Le combat reposant sur l'emploi presque exclusif des *feux de ligne* à commandement, il en résultait que les bataillons étaient toujours déployés : pour la marche et la manœuvre, les colonnes se disposaient à distance entière par subdivision : en conséquence, toutes les fois qu'il s'agissait de prendre une nouvelle formation ou d'occuper une position, l'infanterie prussienne avait recours à des mouvements processionnels qui n'étaient praticables que devant un ennemi nullement ou peu manœuvrier.

Après la guerre de *sept ans*, de nombreuses tentatives furent faites pour obtenir des formations plus mobiles et des manœuvres plus rapides. Le bataillon apprit à se déployer en *colonne serrée* et à passer de cette formation à l'ordre en ligne, mais la *colonne à demi-distance* et la *colonne double* sur le centre étaient encore inconnues. Quant aux évolutions de ligne, la plus remarquable des dispositions nouvelles dont elles s'accrurent fut celle de la *ligne de colonnes de bataillon en masse à intervalle de déploiement*.

L'ordre de bataille était généralement formé de deux lignes de bataillons déployés ayant entre elles une distance de 400 mètres environ représentant la portée de la mitraille : dans la première ligne, les intervalles entre les bataillons étaient de 15 à 20 pas et servaient d'emplacement aux canons de bataillon : dans la seconde ligne, les bataillons étaient séparés par

des intervalles égaux à leur front. Les compagnies de grenadiers étaient réunies entre elles, de façon à former des bataillons séparés qui constituaient une réserve d'élite sur les ailes de chaque ligne.

Le combat de l'infanterie prussienne à la baïonnette était rare. Elle employait surtout les feux. Tous les perfectionnements introduits à l'arme avaient en vue, non pas la justesse, mais la rapidité du tir. Les tirailleurs n'étant pas connus, ou, du moins, n'étant en usage que dans les corps francs, les feux étaient exclusivement exécutés par des troupes formées en ligne : il y avait le *feu d'ensemble* du bataillon, du demi-bataillon ou du peloton, et le *feu de file à volonté*, analogue à notre feu rapide actuel, mais cependant réglementé. Le feu d'ensemble à commandement s'exécutait de pied ferme ou en marchant : dans ce dernier cas, c'était le *feu de charge*.

La cavalerie prussienne, à l'avènement de *Frédéric II*, n'avait que le seul mérite de l'apparence et de la tenue : elle était médiocrement manœuvrière : le feu était son mode exclusif d'action. Le roi y consacra tous ses soins : il lui donna une organisation uniforme : les régiments de *cuirassiers* furent mis à 5 escadrons : ceux de dragons et de hussards à 10 escadrons : l'escadron, composé de 2 compagnies, contenait 167 hommes et 148 chevaux : le recrutement était essentiellement national et les hussards furent même chargés de la recherche des nombreux déserteurs qui quittaient les rangs des autres parties fort hétérogènes de l'armée prussienne. *Frédéric II*, puissamment secondé par *Seydlitz*, prescrivit à sa cavalerie l'emploi de la charge à l'arme blanche à rangs serrés et au galop le plus rapide. La formation ne fut plus que sur 2 rangs, après la bataille de *Rosbach*, dès le début de la guerre de sept ans. C'est dans cette guerre, du reste, que la cavalerie prussienne joua un rôle important ; car, dans la précédente, elle n'avait pas eu le temps de recevoir l'instruction préparatoire destinée à changer radicalement son mode d'action. Les principes auxquels elle dut se conformer pour le combat furent les suivants : charger toujours la première, sans attendre l'attaque de la cavalerie ennemie ; ne jamais tirer dans la charge ; pousser à fond sur l'adversaire, le sabre à la main, botte à botte et sans quitter le rang pour faire des prisonniers.

L'instruction individuelle du cavalier fut améliorée par les

soins donnés à l'*équitation*, par les exercices enterrains variés, par le saut des obstacles et par l'exercice à cheval. Les évolutions furent perfectionnées et réglementées à la suite des essais faits au camp de *Potsdam* où l'on vit manœuvrer ensemble une masse de 60 escadrons. La charge s'exécutait soit en muraille, c'est-à-dire en ligne continue, soit en *échelons* : la retraite se faisait en *échiquier* ou en échelons. Les mouvements étaient simples et rapides, parce qu'ils étaient strictement limités aux nécessités du combat.

La *colonne par peloton*, conséquence naturelle et excellente de la formation sur 2 rangs, devint, en quelque sorte, la base de toutes les manœuvres de la cavalerie prussienne : elle permit à l'escadron le mécanisme des mouvements simultanés dans toutes les directions : les heureux résultats que l'on en tira pour la marche et la manœuvre furent complétés par l'adoption de la *ligne de colonnes d'escadron par peloton à intervalle de déploiement* et de la *ligne de colonnes de régiment par escadron* : dans cette dernière, chaque régiment était en colonne serrée par escadron, tandis que, dans la première, l'escadron était en colonne à distance entière par peloton.

Convaincu que l'emploi des feux amènerait la suprématie à ses troupes, *Frédéric II* perfectionna et augmenta considérablement son artillerie : il en porta la proportion à 4 bouches à feu en moyenne par 1000 hommes. En dehors de l'artillerie de place et de siège, il subdivisa son artillerie de campagne en trois catégories : les canons de bataillon, imités des Suédois et dont *Charles XII* avait encore tiré bon parti peu de temps auparavant ; les *pièces de bataille*, qui étaient légères et de deux calibres différents ; les *pièces de position ou de réserve*, plus lourdes que les précédentes et de deux calibres aussi : en outre, il employa et multiplia les *obusiers*, dont les autres armées ne faisaient encore qu'un usage fort restreint. Enfin, la cavalerie ayant renoncé au combat par le feu, avait absolument besoin d'un appui dans ses mouvements si rapides, et c'est ainsi que, l'artillerie montée n'existant pas encore, fut créée l'*artillerie à cheval* dont le premier emploi efficace eut lieu à la bataille de *Rosbach*.

Frédéric II avait adopté, pour la combinaison des armes et la formation des lignes de bataille, les principes généraux communs à toutes les armées de cette époque : les troupes mar-

chaient par lignes ou ailes, la cavalerie en dehors, l'infanterie, l'artillerie et les équipages à l'intérieur : l'ordre de bataille était sur deux lignes au moins, l'infanterie au centre, la cavalerie aux ailes, l'artillerie dans les intervalles. Sa manœuvre de prédilection consistait en un *mouvement de flanc* pour gagner avec toutes ses forces une aile de la ligne ennemie : elle lui réussit fort souvent, car ses adversaires étaient inhabiles et peu manœuvriers ; mais, comme il l'employa quelle que fût la position de l'ennemi, elle lui fut quelquefois funeste, ainsi que le prouve la bataille de *Kollin*.

L'armée prussienne de cette époque dut ses nombreux succès, à la solidité, à l'habileté manœuvrière, à la rapidité des feux de l'infanterie, à l'élan impétueux de la cavalerie, aux perfectionnements de l'artillerie. Mais l'infanterie avait en elle des défauts inhérents tels que le manque d'action individuelle, la *rigidité des lignes*, la dépendance des bataillons les uns par rapport aux autres et l'adoption d'un ordre uniforme, quelles que fussent la forme et la nature du terrain : ces défauts, joints à la confiance que lui donnèrent de faciles succès à la suite desquels elle s'endormit sur ses lauriers, devaient lui causer un cruel réveil.

Frédéric II avait, sur les questions militaires, les mêmes principes que *Gustave-Adolphe*, *Turenne* et le *maréchal de Saxe*. Souverain absolu, il put introduire dans toute l'armée prussienne les modifications et les perfectionnements que les deux généraux français avaient beaucoup de peine à réaliser dans les petites armées qu'ils commandaient. Plus heureux que le héros suédois, il vécut assez longtemps pour assister au triomphe de ses réformes et pour les rendre encore plus complètes. En outre, il avait développé d'une manière extraordinaire l'esprit militaire en *Prusse* par la création de tout un système de recrutement et de privilèges pour l'armée : celle-ci devait être, en effet, pour ce petit royaume peu fertile, dépourvu de commerce et d'industrie, le levier assuré de la domination par la force et il était naturel de lui donner le premier rang dans l'État : c'est ce qui fut fait.

En résumé, les causes qui amenèrent la suprématie momentanée, mais si rapide, de la *Prusse*, furent les suivantes :

- 1° Le caractère des institutions militaires ;
- 2° La supériorité relative de l'organisation de l'armée

et de l'instruction tactique des troupes de toutes armes ;

3° Le concours d'étrangers intelligents et habiles exilés volontairement ou forcément ;

4° La mise en œuvre de tous les avantages que lui assuraient, d'une part, la communauté de religion, d'autre part, la faiblesse du gouvernement impérial allemand, et enfin la désunion de ses adversaires.

Article V. — Armée de la République française de 1789.

La première partie du règne de *Louis XV* fut presque entièrement pacifique, tandis que dans la seconde partie la *France* prit part à la guerre de la *succession d'Autriche* et à la guerre de *sept ans*, indépendamment des nombreuses opérations maritimes qu'amena la rivalité de notre nation avec l'*Angleterre* pour la possession des colonies aux *Indes* et en *Amérique*. Malgré quelques succès, la participation de l'armée française à ces luttes fut loin d'être glorieuse, particulièrement dans la guerre de sept ans. Notre armée était cependant organisée sur des bases solides, mais divers motifs qu'il est inutile d'énumérer ici avaient fortement ébranlé l'autorité et diminué le savoir des officiers et des commandants en chef.

Toutes les ordonnances de cette époque indiquent un acheminement vers l'uniformité d'organisation. Cette tendance était le résultat des divers échecs que nous avons subis depuis le commencement du *xviii^e* siècle, ainsi que des études sérieuses de réformes faites par quelques ministres de la guerre, maréchaux et généraux, parmi lesquels il convient de citer : *d'Argenson*, et *Maurice de Saxe*, de *Choiseul* et de *Broglie*, de *Saint-Germain* et de *Guibert* : d'importantes modifications sont encore dues au conseil de la guerre institué en 1787 et qui fut supprimé en 1789.

Sous le ministère du duc de *Choiseul*, tous les régiments furent constitués à 2 ou à 4 bataillons : le bataillon avait 9 compagnies, dont 1 de grenadiers : la compagnie formait peloton. En 1776, de *Saint-Germain* mit tous les régiments à 2 bataillons, sauf ceux des gardes françaises, des gardes suisses et du Roi : ces trois derniers régiments eurent chacun 4 bataillons : le bataillon était à 6 compagnies, dont 4 de fusiliers

à 116 hommes, 1 de grenadiers et 1 de *chasseurs*, chacune de ces dernières à 101 hommes : la compagnie formait division, c'est-à-dire 2 pelotons.

Jusqu'à la guerre de la succession d'*Autriche*, l'infanterie n'avait contenu, depuis 1703, qu'une seule espèce de fantassins ; dans cette guerre, certains corps de partisans furent organisés et les soldats qui en faisaient partie portaient la désignation de *chasseurs* : ils furent également employés dans la guerre de sept ans et ils rendirent de réels services, car ils étaient composés de volontaires alertes, tandis que le reste de l'infanterie ne comprenait que des hommes peu agiles, alourdis encore par la défectuosité des manœuvres. En 1762, ces troupes légères furent organisées en 6 légions à 17 compagnies dont 1 de grenadiers, 8 de *chasseurs à pied* et 8 de dragons. Cette confusion de troupes d'infanterie et de cavalerie ne pouvait subsister longtemps : les légions furent supprimées en 1776. Chaque bataillon d'infanterie, ainsi que nous l'avons vu plus haut, fut pourvu de sa compagnie de chasseurs. En 1784, on revint à la création d'une infanterie légère : on forma 6 bataillons de chasseurs à pied à 4 compagnies : en 1788, le nombre de ces bataillons fut porté à 12 et chacune des 4 compagnies du bataillon dut comprendre 12 *carabiniers* bons tireurs : chacun de ces bataillons fut désigné par le nom de la province dans laquelle il était recruté et devait servir : cette désignation prouve amplement que le but de la création était alors d'avoir des *chasseurs de montagne*.

Nous avons déjà constaté les efforts qui avaient été faits à la fin du *xvii^e* siècle et au commencement du règne de Louis XV pour donner, sous le nom de milice, une réserve à l'armée active. En 1736, cette milice comprenait 100 bataillons à 6 compagnies de 50 hommes. En 1743, on en étendit le recrutement aux villes, tandis que jusqu'alors il n'avait été appliqué qu'aux campagnes. En 1747, on réunit toutes les compagnies de grenadiers en 11 régiments à 10 compagnies qui prirent le nom de *grenadiers royaux* ; ces régiments furent supprimés en 1762. En 1771, on réorganisa la milice en 104 bataillons formant 47 régiments : le bataillon avait 8 compagnies, dont 1 de grenadiers royaux, 1 de grenadiers provinciaux et 6 de fusiliers. Le régiment des grenadiers de *France* et les régiments de grenadiers royaux ayant disparu, ceux-ci en 1762 et

celui-là en 1771 même, on réunit à nouveau les compagnies de grenadiers royaux en 11 régiments à 2 bataillons. La milice fut supprimée en 1775 par le comte de *Saint-Germain* dans un but unique d'économie. Elle fut réorganisée sur de nouvelles bases en 1778 et elle prit le nom de *troupes provinciales* : elle fut alors divisée en deux catégories : la première était composée de troupes actives qui comprenaient 13 régiments de grenadiers royaux, 8 régiments d'artillerie destinés à doubler ceux de l'armée permanente et 5 régiments d'état-major qui devaient seconder les ingénieurs dans leurs travaux : la seconde catégorie se composait de 80 bataillons de *garnison*, dont chacun servait de *dépôt* et de réserve à un bataillon de l'armée permanente. La force totale des troupes provinciales était de 75,000 hommes, dont 30,000 hommes dans la première catégorie et 45,000 dans la seconde.

Il resterait enfin, pour compléter cette étude des changements introduits dans l'état de l'infanterie française pendant les règnes de *Louis XV* et de *Louis XVI*, à énumérer les transformations subies par l'*infanterie des colonies*, mais ces détails sont peu importants. En résumé, en 1789, cette arme comprenait : 104 régiments d'infanterie, dont 1 à 6 bataillons, 2 à 4 bataillons, 101 à 2 bataillons, chaque bataillon ayant 6 compagnies : 13 bataillons de chasseurs à pied à 4 compagnies : 7 régiments des colonies à 2 bataillons : 1 régiment de marine à 2 bataillons : 106 bataillons de troupes provinciales, dont 26 formant 13 régiments de grenadiers royaux.

Examinons maintenant les progrès réalisés par la tactique dans le même laps de temps. Les succès de *Frédéric II* et les opinions du maréchal de *Saxe* avaient prouvé que l'instruction de nos troupes était mauvaise. Il y eut à la fois un grand mouvement vers l'adoption de méthodes meilleures, et un retour vers les méthodes antérieures. De 1755 à 1791, les partisans de l'*ordre prussien* et ceux de l'*ordre français* rivalisèrent pour faire prévaloir leur doctrine : c'est ainsi que se succédèrent rapidement les ordonnances de 1755, 1766, 1776, 1788 et 1791 sur l'exercice et les manœuvres de l'infanterie. De part et d'autre il y eut exagération, mais dans un sens excellent, car chaque parti travaillait à l'envi pour doter notre infanterie d'un règlement de tactique qui la rendit plus manœuvrière et qui la préservât dorénavant des échecs tels

que ceux qui l'avaient atteinte dans la guerre de sept ans.

C'est, sans contredit, l'une des études les plus intéressantes que celle des efforts faits de part et d'autre il y a un siècle parmi les officiers pour obtenir le triomphe de leurs principes. Sans entrer dans les détails de cette lutte, nous allons en exposer l'origine et les conséquences.

Les partisans de l'ordre français adoptèrent les idées que *Folard* avait émises dans le *Traité des colonnes et de l'ordre profond* ; *Mesnil-Durand* et *Joly de Maizeroi* en devinrent les champions : leurs écrits, trop exclusifs d'abord, puis heureusement modifiés, tendirent à faire prévaloir l'emploi des colonnes précédées au combat par des tirailleurs, ceux-ci exécutant les feux, celles-là produisant l'effort décisif pour le choc à la baïonnette, c'est-à-dire la méthode de combat inventée par le maréchal de *Saxe*. Les partisans de l'ordre prussien, dont *Guibert* fut le représentant le plus illustre, préconisaient les méthodes qu'il avait émises dans son *Essai général sur la tactique* et qui étaient empruntées à *Frédéric II* : ils donnaient la préférence à l'ordre mince exécutant des feux de ligne. Tels sont, en résumé, les traits caractéristiques de cette discussion qui dura plus de vingt années et qui fut très-active, surtout sous le ministère de *Saint-Germain*. Pour résoudre le problème, celui-ci forma un camp à *Vaussieux*, sous les ordres du maréchal de *Broglie* : il le composa de 11 brigades d'infanterie à 4 bataillons, de 3 brigades de dragons à 2 régiments de 4 escadrons, avec toute l'artillerie et les services nécessaires. Les manœuvres des deux systèmes y furent concurremment exécutées et comparées, mais aucune décision ne fut prise. Malgré l'évidence incontestable de la supériorité des principes de l'école française à cette époque, ses adversaires étaient si nombreux et si puissants, *Guibert* qui était leur chef avait sur eux une telle supériorité d'intelligence et d'érudition, qu'en définitive il put, à l'aide du conseil de la guerre dont il était le secrétaire et l'âme, faire prévaloir les idées de l'école prussienne dans les règlements de 1788 et de 1791 : l'admiration et l'enthousiasme pour *Frédéric II* avaient vaincu la raison et le bon sens.

Pendant ce même laps de temps, la cavalerie avait aussi subi des modifications profondes, tant dans son organisation que dans sa tactique.

Les anciennes compagnies d'ordonnance ne formaient plus

que 10 compagnies de gendarmerie en 1772 : en paix, elles étaient réunies à *Lunéville* ; en guerre, elles étaient embrigadées et formaient réserve avec la cavalerie de la *Maison du roi*. Ce corps privilégié, considérablement réduit par *de Saint-Germain*, fut supprimé en 1788 par le conseil de la guerre.

Tous les autres régiments de la cavalerie, sauf le corps des carabiniers, furent constitués par *de Saint-Germain* à 6 escadrons, dont 1 de cheval-légers et 1 de dépôt. La compagnie, forte de 160 hommes, formait escadron. En 1779, on réunit les escadrons de cheval-légers et on en forma des régiments de *chasseurs à cheval*. En 1788, le conseil de la guerre dédoubla l'escadron en 2 compagnies et il créa le grade de *chef d'escadron* : chaque régiment de grosse cavalerie ou de cavalerie proprement dite et de dragons fut organisé à 3 escadrons : on en mit 4 dans les régiments de chasseurs et de hussards.

Nous avons vu les perfectionnements que *Frédéric II* avait introduits dans la tactique de sa cavalerie. *Maurice de Saxe* les avait proposés avant lui ; *de Melfort*, aide de camp de ce dernier, résuma les principes nouveaux dans un *Essai sur la cavalerie légère* qui eut pour résultat l'ordonnance de 1755 sur les exercices de la cavalerie, mais cette tentative de régénération serait restée infructueuse, si *Choiseul* n'avait fait paraître, en 1762, une ordonnance générale qui, en particulier, enlevait le recrutement à tous les capitaines et la remonte à ceux de cavalerie. Dès lors, les progrès purent être réalisés sans résistance. La création d'écoles de cavalerie, les ordonnances de 1766, 1777 et 1788 sur l'exercice et les manœuvres, mirent cette partie de notre armée à hauteur de toutes les cavaleries européennes et elle était excellente lorsque la Révolution française éclata.

L'artillerie avait, de son côté, réalisé de notables progrès pendant la même période. Le système *Vallière*, adopté vers 1732, avait réduit à 5 le nombre des calibres : chaque calibre eut son modèle-type : mais il n'y avait aucun obusier, il n'y avait pas de modèle ni pour les affûts, ni pour les voitures, les pièces étaient trop longues, le matériel peu mobile, le chargement se faisait à la lanterne. Le canon de bataillon, dont *Charles XII* et *Frédéric II* avaient récemment su faire bon usage, fut adopté sur les conseils du maréchal *de Saxe*. Le système *Gribeauval*, dont l'adoption eut lieu sous le ministère de *Saint-Germain*, vint enfin donner à l'artillerie française un

matériel plus perfectionné. En voici les points principaux. Il y eut trois spécialités, le service de siège, celui de place et de côte, celui de campagne. Le nombre des calibres fut réduit et l'on fabriqua des obusiers. La longueur et le poids des bouches à feu furent diminués. Un modèle fut fait pour les affûts et les voitures, mais pour chaque calibre seulement. L'attelage fut modifié et l'on employa celui qui existe encore aujourd'hui. La gargousse, le coffre et le caisson furent adoptés pour les munitions. Enfin on fit usage de la hausse et de la vis de pointage qui se substituèrent au coin de mire.

C'est à dater du système *Gribeauval* que le personnel de l'artillerie subit une transformation qui en constitua définitivement une arme. En 1776, les régiments furent exclusivement composés de canonniers et l'on forma des compagnies distinctes de sapeurs, d'ouvriers et de bombardiers.

Enfin le même système constitua la *batterie* comme unité tactique de l'artillerie : elle contenait 8 pièces et le service en était fait par une compagnie ; un matériel spécial, composé de caissons à munitions, de voitures, de pièces de rechange et de forges, fut affecté en propre à la batterie en dehors du parc, et l'instruction des troupes pendant la paix fut faite en vue de cette nouvelle organisation.

En résumé, le système *Gribeauval*, qui marque une ère nouvelle pour l'artillerie, était beaucoup supérieur à tout ce qui avait été en usage jusqu'alors : ses principaux inconvénients étaient : la multiplicité des modèles, l'absence d'artillerie montée, d'artillerie à cheval et du train militaire ; la conduite des voitures était toujours confiée à une entreprise générale ; quant aux pontonniers, ils ne formaient pas encore une spécialité, bien que l'on eût déjà habilement jeté des *ponts de campagne* dans les guerres du règne de *Louis XV*.

Afin de rendre aussi complète que possible la description de l'état de l'armée française avant la Révolution de 1789, ajoutons les quelques détails suivants : *Saint-Germain* avait institué d'une manière permanente les brigades, créées par *Turenne*, et les *divisions* à 2 ou 3 brigades, dont le maréchal de *Brcglie* avait démontré l'utilité. Sous *Choiseul*, l'administration intérieure des corps de troupe avait été régularisée. Des *écoles militaires* avaient été établies, et parmi celles-ci : l'école militaire de *Paris* en 1731, remplacée en 1776 par 11 écoles pro-

vinciales; les écoles régimentaires d'artillerie, dont l'école de *Brienne* instruisait les futurs officiers; l'école des ingénieurs de *Mézières*; les écoles de cavalerie réunies toutes à *Saumur* en 1770. Les principes de la *hiérarchie* avaient été posés. La construction des *casernes* et la réglementation des *étapes* étaient venues diminuer les charges que l'armée faisait peser sur les populations. Le vêtement uniforme, les batteries de tambours, etc., étaient réglementés. Enfin, lorsque la Révolution de 1789 éclata, la situation de notre armée était très-satisfaisante.

Au point de vue de l'organisation de l'armée, et de l'infanterie en particulier, les premiers actes de la Révolution furent les suivants : licenciement des troupes provinciales auxquelles se substituèrent les *gardes nationales* et suppression du recrutement pour les troupes de l'armée active qui fut jugée assez forte, l'opinion généralement admise dans l'Assemblée constituante étant qu'une longue ère de paix universelle allait désormais étendre ses bienfaits sur toute l'*Europe* : cette illusion devait être de courte durée.

La loi du 1^{er} janvier 1791 mit tous les régiments d'infanterie de ligne à 2 bataillons : chaque bataillon était fort de 9 compagnies, dont 1 de grenadiers ; son effectif était de 750 hommes : l'augmentation du nombre des compagnies, au moment où l'émigration enlevait un grand nombre d'officiers, ne fut pas une des moindres causes de la désorganisation de l'infanterie. Les bataillons de chasseurs à pied étaient au nombre de 12, chacun à 9 compagnies. Chaque bataillon d'infanterie de ligne ou d'infanterie légère était commandé par un lieutenant-colonel et le grade de *chef de bataillon* si indispensable ne fut créé qu'en 1793.

Le 21 juin 1791, sous le coup de l'émotion produite par la fuite du roi, et par l'intervention imminente de l'étranger, un premier appel fut adressé à 100000 gardes nationaux *volontaires* pour participer aux opérations de l'armée de ligne reconnue alors tout à fait insuffisante : cet appel devait former 169 bataillons. Sur ce nombre, 60 environ, contenant ce qu'il y avait de meilleur dans la nation, arrivèrent à la frontière : les soldats étaient remplis d'enthousiasme ; les officiers provenaient presque tous des troupes provinciales. Beaucoup parmi les uns et les autres avaient appartenu aux régiments

licenciés après la guerre d'*Amérique*. Sauf quelques désordres et quelques actions indignes, cette première levée fournit un excellent renfort à l'armée de campagne. Quant aux autres bataillons, ils ne se formèrent pas ou ils s'arrêtèrent dans certaines villes et ils prirent part aux troubles de l'intérieur. L'invasion de la *France* et le départ d'un grand nombre de volontaires dont le service ne devait durer qu'un an amenèrent l'Assemblée législative à déclarer la patrie en danger, et à faire, le 22 juillet 1792, un second appel aux volontaires. Celui-ci devait fournir 200000 hommes, mais il n'atteignit ce chiffre qu'en y comprenant les volontaires de 1791 restés au service et l'ensemble des deux appels forma environ 215 bataillons. La confusion était extrême. Tandis que les hommes animés d'un patriotisme véritable étaient sur les frontières, ceux que poussaient de mauvais instincts devenaient l'instrument actif des fauteurs de désordres et se livraient à toutes sortes de violences sur toute l'étendue du territoire national. Chacun pouvant lever des corps armés, l'organisation n'avait nulle uniformité et l'on vit apparaître une foule de dénominations différentes, telles que celles de légions, bataillons de fédérés, corps francs, etc.,... dont la constitution offrait d'étranges disparates. Quant aux volontaires de 1791 et de 1792 qui avaient rejoint l'armée active, ils avaient rendu de grands services et les anciens officiers ou sous-officiers des troupes provinciales avaient puissamment contribué à leur instruction ainsi qu'à leur emploi ; mais, après les défaites subies en *Belgique*, ils se débandèrent et beaucoup d'entre eux, se considérant comme libérés, rentrèrent en *France*.

En janvier 1793, on reconnut l'absolue nécessité de porter l'effectif de l'armée à 500000 hommes et de mettre, dans son organisation, l'unité et l'ensemble indispensables. Une première loi, votée le 21 février, prescrivait la formation de 198 *demi-brigades* de ligne et de 14 *demi-brigades* légères ; le terme de régiment était supprimé. Le 24 du même mois, un décret de la Convention nationale ordonnait une levée de 300000 volontaires, mais celui-ci étant resté sans effet, le 16 et le 23 août fut déclarée la *levée en masse* qui mettait toute la population virile de 20 à 40 ans en *réquisition* permanente pour le service de l'armée jusqu'à l'expulsion complète de l'ennemi hors du territoire. La population fut partagée en

trois classes suivant l'âge. La première classe, composée de tous les hommes de 18 à 23 ans, célibataires ou veufs sans enfants, fut mise sur pied dans les derniers mois de l'année. On n'admit ni exemption, ni dispense autre que pour inaptitude physique, ni remplacement. Elle donna environ 500000 soldats, dont 400000 fantassins. On en forma des bataillons auxquels on conserva la dénomination de volontaires, bien qu'ils fussent tous enrôlés d'autorité. On estime qu'il y eut ainsi 750 bataillons, mais le désordre était tel que cette évaluation ne peut être positive. Il devenait urgent de faire disparaître cette confusion si nuisible à la discipline, à la formation des armées de campagne et aux finances de la République. La loi du 21 février 1793 fut de nouveau discutée au commencement de l'année 1794 et le 28 janvier fut enfin décrété l'amalgame de toutes les troupes françaises à laquelle on a donné le nom d'*embrigadement*. Les divers éléments y furent confondus d'après les proportions suivantes : 1/10 d'anciennes troupes de ligne, 2/10 de volontaires de 1791 et 1792, 7/10 de réquisitionnaires de 1793. L'opération fut faite irrégulièrement sur quelques points et, du reste, elle ne put se faire partout. Elle donna approximativement 238 demi-brigades à 3 bataillons. Le bataillon fut de 800 hommes, se subdivisant en 9 compagnies, dont 8 de fusiliers. La compagnie d'élite était de grenadiers dans l'infanterie de ligne, de *carabiniers* dans l'infanterie légère. Chaque demi-brigade était pourvue d'une batterie de 6 pièces servie par une compagnie de canonniers. Cette *artillerie régimentaire* d'infanterie disparut en 1795. Enfin un décret du 1^{er} février 1796 réduisit le nombre des demi-brigades à 110 pour l'infanterie de ligne et 30 pour l'infanterie légère. C'est avec ces troupes que furent faites les grandes et glorieuses guerres de la fin du XVIII^e siècle, et la loi sur la *conscription*, adoptée le 5 septembre 1798, vint leur donner une nouvelle force. Elle régularisa l'obligation du service militaire personnel en vue des besoins de l'avenir et donna un caractère normal à un système de recrutement que l'on avait jusqu'alors considéré comme exceptionnel et momentané. L'effectif du bataillon fut porté à 1067 hommes et la force totale de l'infanterie fut alors de 448000 hommes.

La méthode de combat inaugurée par les premières troupes de la République française amena une révolution complète

dans la tactique. Non-seulement il fut impossible d'appliquer aux bataillons de volontaires les prescriptions contenues dans le règlement de 1791 sur les manœuvres, mais l'infanterie de l'ancienne armée royale les connaissait à peine ; elle n'eut pas le temps de s'y former et, du reste, beaucoup de ses chefs, soit qu'ils eussent pris part à la *guerre d'Amérique*, soit qu'ils fussent partisans des idées de l'école française, trouvaient trop méthodiques et trop compassées les manœuvres réglementaires. En fait donc, la tactique des volontaires résulta de l'application des principes de cette école à la situation de nos troupes : il suffit, pour s'en convaincre, de comparer l'essence de cette tactique avec l'exposé sommaire des discussions entre l'ordre français et l'ordre prussien que nous avons donné plus haut. L'attaque fut toujours préparée par des essais ou lignes de *tirailleurs en grandes bandes* auxquels était confiée l'exécution des feux et que soutenaient des *réserves en colonne* destinées à produire l'effort principal par le choc à la baïonnette. Quand la combinaison était bonne, quand le terrain était favorable, le succès des tirailleurs devait nécessairement être facile et complet contre des adversaires dont toutes les dispositions étaient empruntées à l'infanterie prussienne : lorsque ces conditions avantageuses n'existaient pas, la défaite devait être grande, car alors on n'avait pas encore cherché à *régulariser le désordre* des tirailleurs et la débandade au combat s'amplifiait d'une manière effrayante dans la fuite. Ce fut cette considération qui fit ramener l'emploi des tirailleurs à un rôle moins important : leur combat, au lieu de constituer l'action principale, ne devint plus que secondaire, mais toutefois indispensable ; on les remplaça même souvent par des troupes en ligne exécutant des feux et intercalées entre d'autres en colonne qui leur servaient d'appui et de soutien : ce nouvel ordre de bataille, résultat de l'expérience, nous procura nos plus glorieux succès sur les troupes ennemies : la variété dans les formations suivant la nature du terrain et l'espèce d'arme ennemie à combattre, bien que non prévue par le règlement de 1791, devait triompher des formations rigides et méthodiques de l'ordre prussien.

L'organisation de la cavalerie ne fut modifiée qu'en 1792. Elle comprenait alors 2 régiments de carabiniers, 24 de grosse cavalerie, 18 de dragons, 12 de chasseurs et 8 de hussards

plus des légions départementales formées par les volontaires, l'effectif total était de 43,000 hommes environ. La réorganisation de 1794 fut considérable. La cavalerie compta alors 83 régiments dont : 2 de carabiniers : 27 de grosse cavalerie : 20 de dragons : 23 de chasseurs à cheval : 11 de hussards. L'effectif total était de 53,000 hommes environ. Il y avait 4 escadrons dans les régiments de carabiniers, de grosse cavalerie et de dragons, et 6 dans ceux de chasseurs à cheval et de hussards ; l'escadron était fort de 174 hommes et se composait de 2 compagnies : il devint la véritable unité tactique de la cavalerie. L'accroissement des régiments de chasseurs à cheval provenait de la suppression de la cavalerie départementale.

L'instruction de la cavalerie française était devenue bonne en 1792, grâce à l'ordonnance de 1788 sur les manœuvres, mais cette arme ne put rendre de grands services pendant les premières guerres de la Révolution : en effet, d'une part, l'émigration lui avait enlevé un très-grand nombre d'officiers, ce qui l'avait désorganisée, et, d'autre part, elle ne fut employée que par petites fractions, par escadron ou par régiment au plus, sous le titre de *cavalerie divisionnaire*, c'est-à-dire attachée aux divisions d'infanterie qui servaient alors d'unités élémentaires pour l'organisation de nos armées en campagne. A partir de 1796, quelques régiments de cavalerie furent à leur tour groupés en brigades, puis en divisions, et cette arme commença à exécuter quelques-unes de ces actions d'ensemble qui devaient lui assurer la prépondérance sur toutes les cavaleries étrangères pendant les guerres du commencement du XIX^e siècle.

Sauf quelques modifications peu importantes, l'artillerie fit usage, pendant les guerres de la Révolution, du matériel tel que l'avait établi le système *Gribeauval*. Le personnel subit, au contraire, des changements notables. L'organisation du 1^{er} avril 1791 partagea cette arme en 8 régiments de canonniers à 2 bataillons de 10 compagnies, 6 compagnies de mineurs et 10 compagnies d'ouvriers : l'effectif total était de 10,000 hommes, auxquels il faut ajouter 10,000 canonniers volontaires et non compris l'artillerie régimentaire d'infanterie. La dénomination unique des canonniers comprenait également les bombardiers et les sapeurs. En 1793, les compagnies de mineurs furent séparées des troupes de l'artillerie : en 1797

il en fut de même pour les sapeurs : ces deux spécialités furent réunies en 12 bataillons à 8 compagnies ; placées sous les ordres des ingénieurs des fortifications, elles constituèrent le corps du *génie*. En 1791, commencèrent enfin à paraître les premières batteries d'*artillerie à cheval*, suivant l'exemple qui nous en avait été donné par l'armée prussienne et les conseils des officiers qui, ayant récemment fait la guerre d'*Amérique*, avaient pu constater l'utilité de cette innovation, l'artillerie montée n'existant pas encore à cette époque. La batterie à cheval n'avait que 6 pièces. Le développement rapide pris par cette nouvelle espèce d'artillerie fut considérable et eut pour conséquence la suppression de l'artillerie régimentaire d'infanterie. En 1793, on organisa le premier bataillon de *pontonnières*. Le *train d'artillerie* fut constitué en 1799. Enfin, les *canonniers vétérans* formèrent des compagnies destinées au service des places et côtes. En 1799, l'artillerie comprenait : 8 régiments à pied, contenant chacun 20 compagnies respectivement destinées au service d'autant de batteries à 6 pièces : 8 régiments à cheval, contenant chacun 6 compagnies avec la même affectation que les précédentes : 12 compagnies d'ouvriers : 2 bataillons de *pontonnières* : 8 bataillons de *train d'artillerie* chacun à 5 compagnies : des compagnies de *canonniers vétérans* et *gardes-côtes* : au total, 19,000 hommes et 208 batteries à 6 pièces.

Le nombre des officiers enlevés par l'émigration étant très-restreint, l'artillerie ne fut pas désorganisée. Les changements à sa constitution que nous venons de relater plus haut lui permirent d'accroître sa mobilité, c'est-à-dire de faire disparaître le principal reproche qu'on pût alors lui faire. L'appui que cette arme doit porter à l'infanterie et à la cavalerie devint très-réel : son effet fut incessant et souvent décisif. Sa nouvelle répartition dans les troupes en campagne y contribua aussi pour une large part. Quand les canons de bataillons eurent disparu, les batteries à pied formèrent l'*artillerie divisionnaire*, généralement à raison de 2 par division d'infanterie, et les batteries à cheval servirent de *réserve d'artillerie* à la disposition des commandants d'armées.

Article VI. — Armée de Napoléon I^{er}.

C'est au camp de *Boulogne* que fut réunie la majeure partie des troupes françaises qui devaient opérer une descente en *Angleterre*, et c'est là que fut constituée cette *grande armée* qui fit la guerre pendant dix ans sur presque tous les points de l'*Europe* continentale.

En dehors du motif politique qui avait exigé la création des camps sur les côtes de l'Océan, il était devenu nécessaire de rapprocher les diverses armées françaises qui, depuis dix ans, luttaient éloignées les unes des autres, chez lesquelles il y avait une diversité d'habitudes, de traditions, de discipline et d'instruction dont les résultats auraient pu devenir funestes.

Sous le rapport de l'instruction tactique, l'empereur y fit exécuter et y réalisa de grands perfectionnements : on modifia, dans le but de l'unité d'action, mais sans en changer le caractère, les principes qui avaient fait la force de notre infanterie surtout depuis 1796. Les manœuvres furent toutes dirigées en vue des mouvements applicables à la guerre, dans le but d'amener les troupes à les exécuter avec ordre, aisance et rapidité sur le champ de bataille. Le règlement de 1791 était tout à fait insuffisant : il était à peu près inconnu des troupes qui n'en avaient jamais pratiqué les prescriptions. *Napoléon I^{er}* avait le dessein de le remplacer par un nouveau dans lequel il eût défini et arrêté les bases de la tactique de l'infanterie ; mais, la guerre ayant éclaté bientôt et ne devant plus finir qu'avec son règne, le temps lui fit défaut pour cette œuvre de réforme indispensable.

Le camp de *Boulogne* fut, pour l'infanterie française, ce qu'avait été le camp de *Potsdam* pour l'infanterie prussienne, et la querelle qui avait divisé pendant plus de vingt ans les partisans de l'ordre français et ceux de l'ordre prussien fut enfin vidée sur les champs de bataille où s'illustrèrent les premières armées du nouvel empire français. Notre infanterie adopta des formations régulières, bien que très-variées : l'action des tirailleurs fut ramenée à de justes proportions pour cette époque où le feu du fusil était encore sujet à tant de causes d'irrégularité : les mouvements par masses furent exécutés sur une grande échelle : nous acquîmes enfin une supériorité incontestable sur nos adversaires dans la dispo-

sition des ordres de bataille, dans leur appropriation aux formes du terrain, dans le fractionnement, la mobilité et l'indépendance des divers éléments qui les constituaient et dans l'emploi des réserves. Les infanteries ennemies pratiquaient toutes, au contraire, les principes posés par Frédéric II et elles n'y renoncèrent qu'après les éclatants succès remportés par la Grande Armée dans ses premières batailles.

La première réorganisation de l'infanterie fut faite en 1803. Le terme de demi-brigade disparut et l'on revint à celui de *régiment*. Il y eut alors 90 régiments d'infanterie de ligne et 26 régiments d'infanterie légère. Chacun des régiments était à 3 bataillons de 8 compagnies. Parmi ces compagnies, il y en avait 2 d'élite par bataillon : 1 de grenadiers ou de carabiniers et 1 de *voltigeurs* ou de chasseurs, suivant l'espèce d'infanterie. Les voltigeurs avaient été récemment créés : recrutés parmi les hommes de la plus petite taille, ils étaient plus spécialement employés au service de tirailleurs : au début même, ils étaient exercés à monter en croupe derrière les cavaliers afin de suivre et de soutenir les mouvements rapides de la cavalerie. En outre, les compagnies d'élite des bataillons appartenant à des régiments qui ne faisaient pas campagne étaient elles-mêmes réunies en bataillons, brigades et divisions de grenadiers, ainsi que l'avaient déjà fait *Frédéric II* et quelques commandants en chef des armées républicaines désireux de se procurer une réserve d'élite qui leur faisait défaut. Enfin une *garde impériale* fut instituée et elle devint la réserve de toute l'armée, car toutes les armes y furent représentées et combinées.

L'infanterie subit encore d'importantes modifications en 1808, 1811, 1812, 1813 et 1814 : le nombre de ses régiments s'accrut considérablement, mais au détriment de la bonne organisation intérieure et de l'esprit de corps. En 1808, il y eut 169 régiments à 4 et 5 bataillons de 6 compagnies dont 2 d'élite : l'un de ces bataillons servait de dépôt. En 1812, on compta jusqu'à 207 régiments et 243 en 1813, les cohortes du premier ban de la garde nationale ayant été appelées à l'activité et s'étant transformées en régiments de ligne. Parmi ces nouveaux corps, beaucoup n'avaient, du reste, qu'une existence éphémère : on les appelait régiments *bis*, *provisaires* ou *de marche*. La France, à bout de ressources, n'avait plus

d'hommes à mettre en ligne : beaucoup d'étrangers servaient dans ses rangs, tandis que les sentiments de patriotisme, nouveaux chez nos ennemis, précipitaient contre nous des masses armées. D'autres causes vinrent se joindre aux précédentes pour ébranler et renverser le trône de *Napoléon I^{er}*.

Plus heureuse que l'infanterie, la cavalerie fut dotée, le 22 septembre 1803, au moment où la Grande Armée franchissait le *Rhin*, d'un règlement sur les manœuvres, provisoire il est vrai, mais qui venait sanctionner les méthodes de combat que cette arme avait adoptées dans les dernières guerres de la République française et les essais faits au camp de *Boulogne*. Ce règlement avait une progression se rapprochant beaucoup de celle qui existe encore aujourd'hui. Il posait les bases du brillant emploi qui allait être fait de la cavalerie pendant les guerres de l'empire, c'est-à-dire l'action de la cavalerie légère destinée à couvrir et à protéger les mouvements stratégiques de l'armée et celle de la grosse cavalerie agissant en masse sur le champ de bataille pour enfoncer les troupes ennemies. La multiplication des batteries à cheval devait lui assurer le concours d'un auxiliaire puissant dans tous ses rapides mouvements.

En 1807, la cavalerie comprenait 78 régiments, dont : 2 de carabiniers : 12 de *cuirassiers* : 30 de dragons : 24 de chasseurs : 10 de hussards. Les carabiniers et les cuirassiers, ces derniers ayant remplacé les régiments de cavalerie proprement dite, furent armés de la cuirasse complète : leurs régiments étaient à 5 escadrons : on en formait des brigades et des *divisions* qui constituaient le noyau de la *réserve de cavalerie* et qui étaient destinées à l'action en masse. Les régiments de dragons étaient à 5 escadrons : ils formaient la *cavalerie de ligne* et ils faisaient partie de la réserve de cavalerie ou ils formaient des *brigades* ou *divisions de cavalerie de corps d'armée*, à raison d'une par corps d'armée. Les régiments de chasseurs ou de hussards, forts de 6 escadrons, avaient la même destination que les dragons ou fournissaient les *escadrons de cavalerie divisionnaire*. L'escadron était partout à 2 compagnies et il y avait, dans chaque régiment, 1 *compagnie d'élite*. En 1809, tous les régiments furent formés à 4 escadrons à 2 compagnies. Enfin les services rendus par le régiment des cheval-légers lanciers polonais de la garde

avaient amené la création de régiments de *lanciers* et, en 1811, on transforma ainsi 9 des régiments de dragons, ces derniers étant alors tombés en discrédit.

L'artillerie ne subit, pendant les guerres de l'empire, que des modifications de minime importance dans son personnel et son matériel. Toutefois les manœuvres du camp de *Boulogne* eurent pour résultat de lier plus intimement les mouvements de cette arme avec ceux de l'infanterie et de la cavalerie : on constitua définitivement les *batteries d'artillerie divisionnaire*, la *réserve d'artillerie de corps d'armée* et la *réserve générale d'artillerie d'armée* : les premières soutenaient sans cesse les troupes : la deuxième et la troisième furent exercées à agir en masse et elles formèrent, dans quelques batailles, ces grandes batteries concentrées qui déterminèrent le succès de nos troupes, comme à *Wagram* par exemple. Après la campagne de 1809, l'instruction de l'artillerie fut, pour la première fois, l'objet d'un règlement basé sur celui que l'on avait essayé avec les batteries de la garde impériale. C'est également en 1809 que l'on renouvela l'emploi des canons de bataillon devenus inutiles depuis la création de l'artillerie à cheval : on les supprima en 1810 : on y revint en 1812 et on y renonça définitivement en 1813. A cette dernière date, l'artillerie comprenait 9 régiments d'artillerie à pied, 6 d'artillerie à cheval et 27 bataillons du train. La proportion des bouches à feu, qui précédemment n'était que de 2 pour 1,000 hommes environ, s'était accrue jusqu'à 3 pour 1,000, tant à cause de la mauvaise qualité des soldats presque tous de nouvelle levée qu'à cause du nombre considérable des canons dans les armées ennemies.

Enfin, il convient d'ajouter que les obligations imposées par les guerres incessantes avaient laissé peu de loisir pour perfectionner les institutions militaires : elles se modifiaient suivant les circonstances et suivant les volontés du souverain. La loi de la conscription elle-même fut forcément l'objet d'arbitraires applications. Il n'est pas sans intérêt d'en signaler ici les principaux résultats. De 1798 à 1802, elle a fourni 340,000 hommes : 60,000 en 1802 : 66,000 en 1803 : 60,000 en 1804 et autant en 1805 : 120,000 en 1806 : 60,000 en 1807 : 100,000 en 1808 : 76,000 en 1809 : 120,000 en 1810 et autant en 1811 et en 1812 : 800,000 en 1813 : soit un total de 2,000,000 environ qui,

joint à 125,000 d'anciens soldats de l'armée royale, 200,000 volontaires de 1791 et 1792, 300,000 réquisitionnaires de février 1793 et 500,000 autres d'août de la même année, fait monter à 3,000,000 le nombre des soldats français qui ont combattu dans les armées de la République de 1789 et de l'empire de 1804. Nous avons laissé de côté les 100 cohortes du 1^{er} ban de la garde nationale appelées à l'activité en 1812 ; nous ajoutons, pour faire comprendre le chiffre énorme des conscrits de 1813, que la loi sur la conscription permettait de faire un retour sur les hommes non appelés des classes antérieures et que, du reste, de 1810 à 1813 on eut, en outre, recours à des appels anticipés.

CHAPITRE V.

ARMÉES CONTEMPORAINES.

Une ordonnance du 15 juillet 1815 fractionna l'armée française en *légions départementales*, à l'exception cependant des troupes de la garde royale. Chaque légion devait contenir : 2 bataillons d'infanterie de ligne, 1 de chasseurs à pied, 1 dépôt de 3 compagnies, 1 compagnie d'éclaireurs à cheval et 1 compagnie d'artillerie. Cette organisation dura peu. Elle sanctionnait en quelque sorte le mélange des petites unités des différentes armes, ce qui est contraire aux principes de la tactique moderne. Mais, et c'est ce que l'on n'a pas remarqué jusqu'ici avec assez d'attention, elle posait les bases du recrutement régional, tel qu'il existe aujourd'hui pour les diverses réserves de l'armée active. C'était une imitation de ce qui se faisait en *Prusse*, avec cette observation que la loi de la conscription venait d'être abolie dans notre pays et qu'aucune autre loi ne devait la remplacer avant 1818, tandis que dans ce petit royaume elle était conservée, ne devait plus jamais être délaissée et allait, au contraire, recevoir bientôt un développement jusqu'alors inconnu. Il faut considérer encore que le territoire national était occupé par les ennemis et que ceux-ci apportaient des entraves incessantes à tout essai de réorganisation.

En 1820, les légions départementales disparurent et firent place à 80 régiments, dont 20 d'infanterie légère qui n'avaient que 2 bataillons, tandis que les autres en avaient 3. Le bataillon

était à 8 compagnies, dont 2 d'élite. Cette organisation fut à peu près conservée intacte jusqu'en 1830. Il y eut dès lors une série d'accroissements successifs qui porta le nombre des régiments à 100, dont 75 d'infanterie de ligne et 25 d'infanterie légère, les uns et les autres à 3 bataillons. En 1833, cette destination purement nominale disparut et l'on n'eut plus que 100 régiments d'infanterie de ligne : le 101^e, le 102^e et le 103^e, après avoir été momentanément organisés pour des causes diverses, furent rapidement supprimés. En 1870, l'infanterie de ligne comprenait 100 régiments à 3 bataillons de 8 compagnies, les deux dernières de chaque bataillon constituant le dépôt. Les compagnies d'élite, dont la carrière avait été si brillante, avaient disparu en 1868.

Les chasseurs à pied n'existaient plus depuis 1820 : en 1836, on en fit un nouvel essai par la création d'un bataillon de *tirailleurs d'Afrique* : en 1840, on compléta cette tentative par l'organisation de 10 bataillons de chasseurs à pied dont le nombre fut porté à 20 en 1853 : il était le même en 1870 et chaque bataillon contenait 8 compagnies.

Les nécessités de la guerre d'*Algérie* amenèrent la création de nouvelles troupes d'infanterie qui firent partie de l'armée de terre, tandis que les troupes de cette arme employées dans les autres colonies furent comprises dans l'armée de mer et formèrent l'*infanterie de marine*. Les *zouaves*, les *tirailleurs algériens*, la *légion étrangère* naquirent et se développèrent dans les luttes de l'*Algérie*. En 1870, on comptait : 3 régiments de zouaves à 3 bataillons de 9 compagnies : 3 régiments de tirailleurs algériens à 4 bataillons de 7 compagnies : 1 légion étrangère à 4 bataillons de 8 compagnies.

Pour compléter ce tableau de l'infanterie, ajoutons que la garde impériale contenait : 3 régiments de grenadiers, 4 de voltigeurs, 1 de zouaves et 1 bataillon de chasseurs.

Le règlement de 1791 sur les manœuvres de l'infanterie dura jusqu'en 1831, bien qu'il eût été reconnu comme étant tout à fait insuffisant pendant vingt années de guerres continuelles. Sauf une *école de tirailleurs*, innovation réclamée de tous côtés, celui de 1831 ne marquait aucun progrès sur son devancier dont il était, du reste, la reproduction presque complète. La création des chasseurs à pied eut comme heureuse conséquence l'apparition du règlement de 1845 qui leur était spécial. Les

perfectionnements considérables introduits depuis peu de temps dans les armes à feu employées hors de l'armée avaient donné lieu à quelques efforts du même genre en faveur de l'arme du fantassin. C'est alors que l'on put commencer à pressentir la prédominance que le feu du fusil allait bientôt acquérir sur la baïonnette et que l'on songea à soigner d'une façon plus sérieuse le tir ainsi que l'instruction individuelle du soldat. En 1862, on appliquait enfin à toute l'infanterie les principes qui avaient été, depuis 1845, l'apanage exclusif des chasseurs à pied. En 1866, un nouveau pas était fait vers l'uniformité et le progrès par l'adoption du *fusil se chargeant par la culasse* qui fut donné à toute l'arme. En 1869 enfin, un nouveau règlement de manœuvres venait se substituer à celui de 1862 et rendait réglementaire la *ligne de colonnes de division*, disposition dans laquelle chaque division était formée de 2 compagnies en colonne, et qui, depuis les succès de l'infanterie prussienne dans la guerre de 1866, semblait le mieux convenir, étant donné le faible effectif de nos compagnies, pour le combat du bataillon et la formation en *ordre dispersé*. Mais la guerre de 1870 éclata alors que l'infanterie française n'était pas encore familiarisée avec cette nouvelle formation tactique et avec le fusil dont elle avait été récemment armée.

La cavalerie avait subi en 1815 une réduction notable. Elle ne comprenait plus que 48 régiments dont : 2 de carabiniers : 6 de cuirassiers : 10 de dragons : 24 de chasseurs : 6 de hussards. Chacun de ces régiments avait 4 escadrons : mais l'escadron ne fut plus à deux compagnies : il devint dès lors l'unité de combat et d'administration, tel que l'avait institué *Saint-Germain*. Le 4^e escadron de chasseurs était formé de lanciers. En 1830, on organisa 6 régiments de lanciers, ce qui ramena à 18 le nombre des régiments de chasseurs. Puis, la guerre d'*Algérie* fut cause de la création et du développement des *chasseurs d'Afrique* et des *spahis*. En 1848, furent également créés les *guides d'état-major* dont la destination fut promptement oubliée. En 1870, la cavalerie française contenait 55 régiments dont : 8 de cuirassiers, 12 de dragons et 8 de lanciers, les uns et les autres à 5 escadrons : 12 de chasseurs, 8 de hussards, 4 de chasseurs d'Afrique et 3 de spahis, les uns et les autres à 6 escadrons. Il faut y ajouter 6 régiments de la garde impériale dont : 1 de carabiniers, 1 de cui-

rassiers, 1 de dragons, 1 de lanciers, 1 de chasseurs et 1 de guides, tous à 6 escadrons.

Quant à l'instruction de la cavalerie, elle avait été modifiée par un règlement paru en 1829 : il différait peu de l'ordonnance de 1788 et du règlement provisoire de 1805 ; il était cependant mieux classé et il contenait une école de peloton. Mais, malgré quelques efforts faits peu de temps avant la guerre de 1870, la cavalerie n'était pas préparée au nouveau rôle que semblent lui avoir assigné, d'une part, les exigences actuelles du service d'exploration, et, d'autre part, les perfectionnements considérables introduits aux armes dont font usage l'infanterie et l'artillerie. Lors de la guerre de 1870, elle formait des divisions de cavalerie de corps d'armée et une réserve de cavalerie d'armée.

C'est en 1827 et en 1829 que l'artillerie fut dotée d'un personnel et d'un matériel qui devinrent vraiment la base de l'organisation actuelle de cette arme. Le système *Valée* fut enfin substitué à celui de *Gribeauval*. En dehors du matériel de place, de siège et de côte, il classa le matériel de campagne suivant son affectation à l'artillerie divisionnaire ou à l'artillerie de réserve de corps d'armée et d'armée. Ce matériel avait l'avantage de n'offrir qu'un modèle d'affûts et de voitures. En outre, la disposition des coffres du caisson permit d'avoir l'*artillerie montée* qui fut destinée dès lors à opérer avec les troupes d'infanterie et à former les réserves.

La *batterie* fut adoptée comme unité tactique et administrative à raison du personnel nécessaire pour conduire et servir 6 pièces avec leurs accessoires. Les batteries furent distinctes en : batteries montées et batteries à cheval composées de servants et de conducteurs avec le matériel de campagne et de montagne ; batteries à pied sans conducteurs pour le matériel des places. Le total formait 10 régiments à 16 batteries, chaque régiment ayant les trois espèces de batteries. Le train d'artillerie fut transformé en *train des parcs d'artillerie* et forma 6 escadrons à 6 compagnies fournissant les conducteurs nécessaires pour le matériel des places ou des parcs. Les pontonniers formèrent 1 bataillon à 12 compagnies. Après plusieurs transformations dont il est inutile de donner le détail, l'artillerie française comportait en 1870 : 15 régiments d'artillerie contenant chacun 8 batteries montées et 4 batteries à pied :

4 régiments contenant chacun 8 batteries à cheval : 1 régiment de pontonniers à 14 compagnies : 10 compagnies d'ouvriers : 5 d'*artificiers* et 1 d'*armuriers* : 2 régiments du train des parcs d'artillerie, chacun à 16 compagnies. Il y avait, en outre, dans la garde impériale, 1 régiment à 6 batteries montées, 1 régiment à 6 batteries à cheval et 1 escadron de 2 compagnies du train.

Un règlement de manœuvres d'artillerie avait succédé en 1836 à celui de 1809. Il avait été modifié en 1869, en ce qui concerne le service des bouches à feu, et en 1863, relativement aux manœuvres et évolutions des batteries attelées ; ce dernier changement n'avait d'autre objet que de faire passer dans l'artillerie les formes et la rédaction de détail en usage dans la cavalerie.

La marche progressive réalisée par l'armement de l'infanterie devait nécessairement se produire aussi pour l'artillerie. Le métal employé à la fabrication des bouches à feu fut amélioré en même temps que cette fabrication elle-même était perfectionnée ; la forme et la nature des projectiles furent modifiées ; la portée, la justesse du tir s'accrurent ; les effets des projectiles devinrent plus redoutables. C'est ainsi que notre artillerie contribua puissamment à nos succès dans la guerre de 1859. Mais, en 1870, l'artillerie prussienne l'avait précédée dans la voie des transformations indispensables.

Les autres parties de l'armée française en 1870 étaient : 3 régiments du génie comprenant chacun 2 compagnies de mineurs, 14 de sapeurs et 1 de conducteurs : 1 compagnie d'ouvriers du génie pour la construction du matériel spécial : 2 régiments du train des équipages à 17 compagnies et 4 compagnies d'ouvriers constructeurs du matériel roulant spécial aux équipages : 1 section de *commis aux écritures d'administration* : 9 d'*infanterie* et 13 d'*ouvriers d'administration* : le corps de la *gendarmerie* : celui des *cent-gardes* : les *troupes disciplinaires* et d'autres qui, tout en étant comprises dans l'armée, ne font pas partie des troupes en campagne.

A cette force active la *garde nationale mobile*, créée en 1868, devait servir d'armée de seconde ligne ; elle se composait de bataillons à 8 compagnies de 250 hommes et de batteries : l'effectif total était estimé à 550,000 hommes.

Pendant cette période, les institutions militaires avaient été

enfin établies sur des bases solides et régulières, à partir de 1830 en particulier. Dès lors on vit paraître successivement les lois, ordonnances, décrets et règlements sur le recrutement, l'avancement, les pensions, l'état des officiers, les distinctions honorifiques, la discipline, la justice, les écoles, l'administration générale, les remontes, les établissements militaires, etc.

Les guerres de 1859, 1864, 1866 et 1870 en *Europe*, ainsi que celles de la sécession aux *États-Unis*, auxquelles nous limite notre étude, marquent dans l'art militaire une ère nouvelle dont les principaux traits sont les suivants :

1° Le caractère éminemment national que prennent aujourd'hui les luttes entre les peuples et dont la cause est l'application presque universelle du principe du service militaire obligatoire et personnel ;

2° L'augmentation considérable des effectifs des armées en campagne qui rend plus difficile la science de la conduite des troupes et qui exige de la part des chefs une préparation incessante ;

3° La diminution de la durée des guerres résultant des conditions actuelles de l'existence et qui, vu la difficulté d'acquérir l'expérience à l'œuvre même, impose encore aux chefs un travail assidu pendant la paix ;

4° L'accroissement du nombre des habitations, des voies de communication, des séparations de propriétés, qui a modifié l'aspect du terrain, et donne une grande extension aux combats locaux ;

5° Les perfectionnements introduits à l'armement qui ont accru l'importance de l'infanterie et de l'artillerie ainsi que l'action individuelle des soldats de la première de ces deux armes, c'est-à-dire de la masse de la nation dont le niveau intellectuel s'élève, du reste, chaque jour ;

6° L'emploi des chemins de fer, des télégraphes et de toutes les découvertes industrielles au service des armées, dont le résultat a été et sera de modifier les règles de la stratégie et de la tactique.

C'est en tenant compte de ces modifications essentielles que nous avons émis les principes contenus dans les seize premiers titres du COURS D'ART MILITAIRE.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XVIII

GUERRES DE 1805, 1806 1807 ET 1809, EN ALLEMAGNE ET EN
ITALIE.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE XVIII

GUERRES DE 1805, 1806, 1807 ET 1809, EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE.

	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . GUERRE DE 1805.....	451
ARTICLE I. — Considérations préliminaires.....	451
II. — Opérations en Allemagne.....	454
III. — Opérations en Italie et en Tyrol.....	464
IV. — Traité de Presbourg.....	466
CHAPITRE II. GUERRE DE 1806-1807.....	467
ARTICLE I. — Considérations préliminaires.....	467
II. — Marche sur Berlin.....	470
III. — Marche sur Varsovie.....	472
IV. — Opérations sur la rive droite de la Vistule.....	475
V. — Traité de Tilsitt.....	485
CHAPITRE III. GUERRE DE 1809.....	486
ARTICLE I. — Considérations préliminaires.....	486
II. — Opérations autour de Ratisbonne.....	489
III. — Opérations depuis la bataille de Ratisbonne jusqu'à celle d'Essling.....	494
IV. — Opérations depuis la bataille d'Essling jusqu'à celle de Wagram.....	498
V. — Traité de Vienne.....	507
CHAPITRE IV. CONCLUSION.....	507

TITRE XVIII

GUERRES DE 1805, 1806, 1807 ET 1809, EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE.

Supposant connus de nos lecteurs les détails des *guerres de 1805, 1806, 1807 et 1809, en Allemagne et en Italie*, nous allons en étudier les principales opérations à un point de vue exclusivement stratégique, afin de montrer comment on doit procéder tout d'abord à la première étude d'ensemble d'une guerre ; nous laisserons de côté les exemples tactiques que l'on pourrait citer dans ces guerres.

CHAPITRE I

GUERRE DE 1805

Article I. — Considérations préliminaires,

Les préliminaires de paix signés avec l'Autriche, après la bataille de Marengo, avaient été ratifiés par le traité de Lunéville, le 9 février 1801. L'Angleterre obligée de céder aux circonstances, avait elle-même conclu la paix à Amiens, le 25 mars 1802.

L'annexion du Piémont et de la Hollande à la France, la création d'une République Cisalpine, notre intervention en Suisse, notre alliance avec la Turquie, la continuation du séjour des Anglais à Malte eurent pour effet de rendre fort courte l'ère de paix ; au mois de mai 1803, l'ambassadeur d'Angleterre quittait précipitamment Paris ; les relations pacifiques étaient rompues. C'est alors que le premier consul, croyant n'avoir que le royaume de Grande-Bretagne à combattre, fit tous les préparatifs nécessaires à un débarquement et forma les camps de Boulogne, de Montreuil et d'Ambleteuse. Mais quelques puissances continentales se préparaient à soutenir l'Angleterre dans cette nouvelle lutte : la troisième coalition se forme.

L'Autriche conclut un traité secret d'alliance offensive et défensive avec l'Angleterre, le 9 août, et organise une armée de

30,000 hommes, sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, des généraux Mack et Kienmayer à Wels; l'archiduc Charles réunit 54,000 hommes à Laybach; 46,000 sont placés sous les ordres du général Bellegarde à Bassano; le Tyrol est occupé par 26,000 hommes que commande l'archiduc Jean; le général Jellachich en commande 10,000 au camp de Bregenz, dans le Vorarlberg. L'armée de l'archiduc Ferdinand devait se porter sur Ulm et, dans le cas d'un succès décidé, entrer en France par la Suisse dont la neutralité ne fut reconnue que plus tard. Celle que commandait l'archiduc Charles devait opérer dans l'Italie septentrionale.

La Russie conclut ouvertement un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Angleterre, le 11 avril 1805, et forme 3 armées de 56,000 hommes. La première, commandée par Kutusof, doit immédiatement opérer sa jonction avec celle de l'archiduc Ferdinand; la deuxième, aux ordres de Buxhowden, renforcée par la garde impériale forte de 12,000 hommes, doit se porter vers Ratisbonne pour soutenir la première; la troisième est aux environs de Vilna. En outre, 16,000 Russes sont au camp de Revel, prêts à s'embarquer pour la Poméranie, d'où ils doivent agir conjointement avec les Anglais et les Suédois; un corps de 12,000 hommes est rassemblé à Corfou et, secondé par une réserve de 12,000 hommes qui est à Sébastopol, il doit opérer, de concert avec 6,000 Anglais partant de Malte, dans le royaume de Naples qui se dispose à se joindre à la coalition avec une armée de 35,000 hommes.

L'Angleterre réunit un corps de 15,000 hommes qui doit débarquer à Cuxhaven. La Suède en forme un de même forcé à Stralsund. Ces deux corps réunis aux Russes doivent agir contre la Hollande et le Hanovre.

Le projet de débarquement en Angleterre ayant échoué et les préparatifs des autres puissances devenant menaçants, Napoléon I^{er} prend toutes les mesures nécessaires pour faire la guerre sur le continent. Il forme une armée française en Italie: il en donne le commandement à Masséna et il lui prescrit de l'établir entre l'Adige et la Chiese. Gouvion Saint-Cyr reste à la tête des troupes françaises dans le royaume de Naples. Le 30 août 1805, Napoléon I^{er} donne le nom de Grande Armée aux troupes des côtes de l'Océan qui devaient opérer en Allemagne, et il en détermine la composition ainsi qu'il suit: 7 corps d'ar-

mée, 1 réserve de cavalerie, la garde impériale. Son plan de campagne était de porter cette armée au centre de l'Allemagne assez rapidement pour prévenir la jonction des Russes avec les Autrichiens, dans l'espoir de les battre séparément.

Marmont, qui commandait le 2^e corps en Hollande, reçut l'ordre de se porter d'Utrecht à Mayence; il avait 400 kilomètres environ à parcourir; il devait commencer le mouvement le 2 septembre et l'avoir achevé du 20 au 25 du même mois.

Bernadotte, qui avait sous ses ordres le 1^{er} corps en Hanovre, dut d'abord réunir ses troupes à Göttingen, puis les diriger le 15 septembre sur Wurtzbourg; la distance de 200 kilomètres environ qui sépare ces deux villes devait être parcourue en 8 à 9 jours; le 1^{er} corps devait être renforcé à Wurtzbourg, par le corps d'armée bavarois, qui venait du sud, et par le 2^e corps qui venait de Mayence.

Les autres corps d'armée reçurent les ordres de marche suivants :

3^e corps, Davout; départ d'Ambleuse du 2 au 5 septembre; arrivée à Mannheim le 25 septembre;

4^e corps, Soult; départ de Boulogne le 29 août; arrivée à Spire, le 25 septembre;

5^e corps, Lannes; départ de Vimereux le 30 août; arrivée à Strasbourg le 23 septembre;

6^e corps, Ney; départ d'Étaples le 28 août; arrivée à Haguenau le 25 septembre.

Chacun de ces corps d'armée avait une distance de 500 à 600 kilomètres environ à parcourir en 20 à 25 jours de marche.

Le 7^e corps, Augereau, dut quitter Brest à la même époque pour arriver à Strasbourg vers le 10 octobre et servir de réserve stratégique; il avait une distance de 1000 kilomètres à franchir.

La réserve de cavalerie commandée par Murat devait être arrivée sur les bords du Rhin du 16 au 21 septembre avec son quartier-général à Schlestadt. La garde aux ordres de Bessières, et le grand quartier-général dont Berthier était le chef devaient être à Strasbourg le 22.

La composition et la force de la Grande Armée étaient les suivantes :

Garde impériale : 4 bataillons de grenadiers et 6 de chasseurs ; 6 escadrons de grenadiers et de chasseurs : 1 régiment

d'infanterie de la garde royale italienne : 1 compagnie de mamelouks : 1 escadron de la gendarmerie d'élite : 4 batteries à cheval à 6 pièces.

1^{er} corps : 3 divisions, dont 1 d'avant-garde, contenant 18 bataillons et 16 escadrons :

2^e corps : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie contenant 25 bataillons et 12 escadrons :

3^e corps : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie contenant 28 bataillons et 12 escadrons :

4^e corps : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie contenant 30 bataillons et 6 escadrons :

5^e corps : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie contenant 28 bataillons et 4 escadrons :

6^e corps : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie contenant 24 bataillons et 7 escadrons :

7^e corps : 2 divisions d'infanterie contenant 16 bataillons et 4 escadrons :

Réserve de cavalerie : 2 divisions de grosse cavalerie, 4 de dragons montés, 1 de dragons à pied, 1 de cavalerie légère, contenant ensemble 122 escadrons :

Le grand parc d'artillerie :

Troupes bavaroises : 30 bataillons et 24 escadrons :

Troupes wurtembergeoises : 7 bataillons et 4 escadrons :

Troupes badoises : 5 bataillons.

Effectif de la Grande-Armée, 132,000 hommes et 340 bouches à feu : effectif des troupes allemandes alliées, 37,000 hommes.

Article II. — Opérations en Allemagne.

§ I. *Marche sur Ulm.*

Le 20 septembre, des ordres furent donnés pour la construction de ponts de bateaux sur le Rhin, en l'absence de ponts permanents aux endroits par lesquels la Grande-Armée devait franchir le fleuve (fig. 62).

Le passage du fleuve fut réglé et s'exécuta ainsi qu'il suit :

3^e corps, précédé d'une marche par une division de cuirassiers, à Manheim ;

4^e corps, au pont de bateaux de Spire ;

6^e corps, au pont de bateaux de Dourlach, à hauteur de Pforzheim ;

5^e corps et réserve de cavalerie, à Strasbourg.

L'opération eut lieu le 26 et le 27 septembre pour les 3^e, 4^e et 6^e corps ; le 25, pour le 5^e corps et la réserve de cavalerie.

Le grand parc général suivit le 5^e corps, le 28.

La Grande-Armée devait s'approvisionner pour les munitions, par Mayence et par Manheim ; les convois partant de Strasbourg pour s'y rendre devaient suivre la rive gauche du Rhin jusqu'au pont de Dourlach et remonter jusqu'à Manheim et Spire ou prendre le chemin de Stuttgart.

Les Autrichiens avaient déjà franchi l'Inn le 10 septembre, puis ils s'étaient portés sur Munich. Le roi de Bavière qui, le 24 août, avait conclu une alliance offensive et défensive avec la France, retira ses troupes vers Wurtzbourg où elles devaient se réunir aux 1^{re} et 2^e corps français. L'armée autrichienne continua son mouvement sans difficultés ; le 22 septembre, elle était sur la ligne de l'Iller, la gauche à Memmingen, la droite à Ulm ; l'avant-garde de Wolfsehl occupait la position de Stockach, l'arrière-garde de Kienmayer était sur la rive gauche du Danube, vers Ingolstadt, et la cavalerie légère surveillait les débouchés de la Forêt-Noire. C'est dans cette direction que, la neutralité de la Suisse ayant été reconnue par les belligérants, les ennemis voulaient opérer où s'attendaient à recevoir l'attaque. Les emplacements choisis par Mack, commandant en chef de toutes ces forces, couvraient bien la rive droite de la vallée du Danube dans l'hypothèse qu'il avait admise, mais la direction donnée à la Grande-Armée allait déjouer tous ses plans.

La marche précipitée des Autrichiens avait mis les Russes dans l'impossibilité de les rejoindre avant l'arrivée des Français ; elle laissait, entre l'Iller qu'occupaient les premiers et l'Inn où l'on attendait les seconds, une grande lacune dont les troisièmes allaient profiter.

Le mouvement imprimé aux lignes d'opérations des diverses colonnes françaises fut tel qu'elles allèrent converger sur le Danube, entre Donauverth et Ingolstadt. Le but ainsi atteint était double : les séries de combats à livrer pour forcer les positions parallèles formées par les affluents de la rive droite du Danube étaient évitées ; l'armée autrichienne pouvait être entièrement dispersée avant qu'elle fût secourue par les Russes.

Le 5^e corps, suivi par la réserve de cavalerie, dut remonter la rive droite du Rhin après l'avoir franchi et atteindre la route de Pforzheim à Stuttgart. Murat reçut l'ordre de faire fouiller le pays à l'est et au sud de Kehl et d'exécuter quelques démonstrations vers la Forêt-Noire pour entretenir Mack dans son erreur. Le 6^e corps, après avoir traversé le pont de Durlach, devait suivre la marche du 5^e. Cette masse formait la colonne de droite.

Le 3^e et le 4^e corps, formant la colonne du centre, devaient prendre la direction d'Heidelberg.

Le 1^{er} et le 2^e corps, formant, avec le corps bavarois, la colonne de gauche, reçurent l'ordre de quitter Wurtzbourg du 28 au 30 et de marcher vers Anspach.

L'armée dut vivre sur le pays, mais en fournissant des bons réguliers.

Napoléon I^{er}, arrivé depuis le 25 à Strasbourg, quitta cette ville le 30 avec la garde impériale et le grand quartier-général.

Le 2 octobre, nos positions étaient les suivantes :

Colonne de droite : 6^e corps, réserve de cavalerie, 5^e corps, garde impériale et grand quartier-général, à hauteur de Stuttgart ;

Colonne du centre : 3^e et 4^e corps, aux environs de Hall ;

Colonne de gauche : 1^{er} et 2^e corps avec le corps bavarois, près d'Anspach.

Chacun des corps d'armée suivait une route ou un chemin particulier et se maintenait en relations avec les corps d'armée voisins.

Un mouvement de conversion avait donc été effectué en pivotant sur la droite formée par le 6^e corps, qui devait inquiéter les Autrichiens de front et que couvrait la réserve de cavalerie ; le mouvement de cette colonne avait été calculé d'abord pour le conformer à l'ensemble et puis parce qu'il s'effectuait à travers le Wurtemberg, dont la situation était indécise.

Le premier résultat de cette marche hardie fut de faire entrer le grand-duc de Bade et celui de Wurtemberg dans notre alliance : le premier joignit ses troupes au 6^e corps, le second assura nos communications avec notre base d'opérations.

Le 7, la Grande-Armée devait atteindre la rive gauche du Danube dans les positions suivantes :

A Donauverth : la réserve de cavalerie, le 5^e et le 4^e corps.

A Ingolstadt : le 1^{er} corps et le corps bavarois.

Entre Donauverth et Ingolstadt : les 3^e et 2^e corps.

Le 6^e corps devait garder la route d'Ulm à Elwangen et la garde se tenait en réserve des troupes placées à Donauverth.

Le front était donc considérablement rétréci, de façon qu'en cas de combat sur la rive gauche du fleuve tous les corps fussent à même de se soutenir en une journée.

Du 26 septembre au 7 octobre, la longueur moyenne des distances parcourues avait été de 200 kilomètres, ce qui faisait une vitesse moyenne de 16 kilomètres par jour.

Pendant ce temps, Mack était resté inactif. Les quelques troupes qu'il avait envoyées sur la rive gauche du Danube se retirèrent même à l'approche des Français et ne défendirent que faiblement les ponts jetés sur le fleuve.

Le 7, le pont de Donauverth fut facilement enlevé et l'armée française commença à passer sur la rive droite du Danube.

La première partie du plan de Napoléon était réalisée le 8 au matin. L'armée de Mack était tournée ; n'ayant plus la liberté de ses mouvements, elle ne pouvait qu'adopter l'un des expédients suivants : ou passer sur la rive gauche pour gagner la Bohême, ou se rabattre sur Memmingen, remonter vers les sources du Lech, de l'Iser et aller se joindre aux Russes : ou se jeter dans le Tyrol : ou livrer une grande bataille dans la position d'Ulm. Il était nécessaire de prévenir l'ennemi, quelque parti qu'il adoptât. Il fallait donc disposer les corps de la Grande-Armée de manière à intercepter toutes les directions que voudraient choisir les Autrichiens et maintenir néanmoins une masse assez considérable rassemblée derrière les positions de l'ennemi. Voici quels furent les mouvements exécutés pour atteindre ce double résultat.

Le 1^{er} corps et le corps bavarois durent laisser une réserve chargée de garder le pont d'Ingolstadt, quitter le Danube, le 9, et atteindre Munich le 12. Bernadotte, qui en avait le commandement, devait surveiller les Russes, être prêt à les recevoir et envoyer des patrouilles sur la rive droite de l'Iser.

Le 4^e corps, conduit par Soult, dut se diriger vers Augsbourg, Landsberg et atteindre Memmingen, position importante à occuper, car elle tenait une des routes par lesquelles les Autrichiens pouvaient tenter de s'échapper ; il investissait

cette place le 13, après un parcours de 140 kilomètres en 5 jours.

Afin de ne pas laisser le 1^{er} corps isolé et pour combler, entre l'Iller et l'Iser, cette lacune dangereuse dont les Autrichiens auraient pu profiter en revenant avec toutes leurs forces sur le Lech et que les Russes auraient aussi pu mettre à profit en arrivant rapidement sur l'Inn pour s'y joindre au corps de Kienmayer qui avait été coupé de l'armée de Mack, Davout reçut l'ordre d'établir le 3^e corps entre Munich et Augsbourg et de l'étendre jusqu'à Landsberg. Des renseignements presque certains permettaient de supposer déjà que les Russes ne pouvaient atteindre Munich avant le 20.

Tout le reste de l'armée fut ramené en masse vers Ulm, le 6^e corps par la rive gauche, le 5^e corps et la garde par la rive droite, la réserve de cavalerie couvrant ces derniers ; quant au 2^e corps, il fut envoyé vers Augsbourg, puis il fut dirigé vers l'Iller, au nord de Memmingen, de façon à relier le 4^e et le 5^e corps.

Mack, instruit enfin des mouvements effectués par les Français et des positions qu'ils occupaient, reconnaissant qu'il s'était trompé dans ses calculs sur la direction de nos attaques et sur la marche des Russes, essaya de passer vers Donauverth par Wertingen, puis vers Elwangen par Haslach ; ayant échoué, il prit enfin la résolution d'attendre à Ulm que ceux-ci fussent entrés en Bavière et de déboucher alors sur les deux flancs de la Grande-Armée. En conséquence, celles des troupes autrichiennes qui n'avaient pas été coupées de la masse principale par les mouvements des 1^{er} et 6^e corps français reçurent l'ordre de se concentrer sur Ulm.

Le 11, les troupes françaises se trouvaient déjà à courte distance de cette ville, le 6^e corps, partie sur la rive droite et la rive gauche, ayant ses communications assurées entre les deux rives, le 5^e corps, la garde et la réserve de cavalerie sur la rive droite ; le 2^e corps était à Augsbourg.

Le 13, le 6^e corps reçut l'ordre de marcher tout entier sur la rive gauche vers Ulm dont le 5^e corps, la garde, la réserve de cavalerie et le 2^e corps s'approchaient en même temps par la rive droite. Le 1^{er} corps, soutenu en arrière par le 3^e, était alors à Augsbourg ; le 4^e atteignait Memmingen, qui capitula presque sans résistance, et se portait tout de suite vers le nord-ouest, sauf une division destinée à garder cette place.

Le 15, le 3^e corps, la garde et la réserve de cavalerie vinrent rejoindre le 6^e corps sur la rive gauche, tandis que le 2^e corps restait sur la rive droite pour surveiller les routes d'Ulm à Augsburg et à Memmingen. Ce même jour fut livrée la bataille d'Ulm, dans laquelle l'armée autrichienne fut complètement défaite.

Le 16, Napoléon apprit que l'archiduc Ferdinand s'était échappé d'Ulm, avec un corps de 7,000 cavaliers environ, auquel une circonstance fortuite avait joint une troupe d'infanterie commandée par le général Werneck ; il lança à sa poursuite, dans la direction d'Elnangen et de Nuremberg, quelques divisions de cavalerie et d'infanterie, dont il donna le commandement à Murat et il fit prendre toutes les précautions pour que les ponts de Donauwerth et d'Ingolstadt, ainsi que les parcs et dépôts qui étaient établis dans ces villes, ne pussent être atteints par cette partie de l'armée ennemie que sa position momentanée mettait sur les derrières de la Grande-Armée.

Le 16, Ulm était complètement bloqué et aurait pu être pris d'assaut.

Le 17, Mack accepta les clauses d'une capitulation en raison de laquelle la place et l'armée seraient remises aux mains des troupes françaises si, le 25, il ne s'était présenté aucun corps russe ou autrichien capable de débloquer la ville.

Le 20, sur l'attestation donnée par écrit à Mack qu'aucune armée ne pouvait venir à son secours avant le 25, celui-ci consentit à faire évacuer la place et à donner l'ordre à ses troupes de déposer leurs armes.

Quant à la cavalerie de l'archiduc Ferdinand, elle poursuivait sa retraite vers la Bohême ; toutefois, quelques-uns de ses escadrons et toute l'infanterie de Warneck furent pris, le 17.

§ II. *Marche sur Vienne.*

Après le succès si brillant obtenu dans cette première partie de la campagne, il fallait encore compléter la victoire, c'est-à-dire empêcher les colonnes autrichiennes dispersées de se rallier, chercher à les prendre, puis porter les troupes disponibles vers les Russes qui accouraient en toute hâte employant le système du transport en poste.

Le 18 octobre, les ordres destinés à obtenir ce double résultat furent expédiés vers tous les points.

La réserve de cavalerie et le 5^e corps, sous les ordres de Murat, durent continuer la poursuite de l'archiduc Ferdinand et ramasser les fuyards ennemis sur la rive gauche.

Le 6^e corps resta provisoirement devant Ulm.

Le 2^e corps fut maintenu sur la rive droite.

Les 1^{er}, 3^e et 4^e corps avec la garde durent marcher vers les frontières de l'Autriche.

Le 21, Murat avait atteint l'archiduc Ferdinand à Nuremberg, l'avait battu, lui avait pris son parc d'artillerie, ses équipages et ne lui avait laissé que quelques escadrons : renonçant à le suivre en Bohême, il avait dirigé immédiatement ses troupes vers Ingolstadt.

Le 22, Napoléon arriva à Augsbourg ; il ordonna d'en mettre l'enceinte à l'abri d'un coup de main, ainsi que d'en faire dorénavant l'entrepôt général des armes, des magasins et des hôpitaux de la Grande-Armée. Il y appela le 7^e corps qui venait d'atteindre le Rhin ; il lui prescrivit de passer le fleuve à Hunningue et de se porter à Augsbourg.

Le 24, Napoléon atteignit Munich, qu'il quitta le 28. Les Russes étaient arrivés, au nombre de 30,000, sur les bords de l'Inn, où ils avaient rejoint le corps autrichien de Kienmayer, fort de 25,000 hommes.

Les ordres suivants furent donnés pour le passage de cette rivière qui pouvait servir de ligne de défense à l'ennemi.

Sur la route de Munich à Salzbourg, le 1^{er} corps en première ligne ; le 2^e, qui avait quitté Ulm depuis la capitulation, à une journée de marche derrière le précédent : sur la route de Munich à Muhlendorf, le 3^e corps en 1^{re} ligne, puis le 4^e corps et la garde ; sur la route de Landshut à Braunau, le 5^e corps précédé par la réserve de cavalerie.

Le passage de la rivière s'exécuta le 28 et le 29 ; les Russes qui étaient à Braunau et les Autrichiens qui avaient le gros de leurs forces à Salzbourg défendirent faiblement la ligne de l'Inn.

Après cette opération, le 1^{er} corps reçut l'ordre de marcher sur Salzbourg et de s'en emparer ; il fut prescrit au 2^e corps de suivre le 1^{er} ; le 6^e corps dut quitter Ulm, marcher sur Inspruck, s'emparer de Kufstein, se mettre en relation avec

l'armée d'Italie et entretenir une communication entre le 1^{er} corps qui était à Salzbourg et le 7^e qui arrivait à Kempten. Ces dispositions avaient pour objet d'interdire à l'ennemi tous les débouchés de l'Italie sur le flanc droit de la Grande-Armée et de sa ligne d'opérations; toutes relations étaient ainsi interrompues entre les forces autrichiennes en Italie et celles contre lesquelles la Grande-Armée opérait.

Le 29, le 5^e corps atteignait et faisait capituler Braunau. Napoléon 1^{er} y séjourna le 30 et le 31, pour organiser les subsistances de l'armée et les défenses de la place qui devint un second grand dépôt analogue à Augsbourg.

Le 3^e corps, précédé par la réserve de cavalerie et suivi par le 4^e, continua sa marche et cette dernière atteignit la ligne de la Traun en amont de Wels, au moment où les équipages d'une partie de l'armée russe franchissaient le cours d'eau en retraite; c'est là qu'eut lieu le premier combat avec les alliés des Autrichiens, et il ne leur fut pas favorable. A la gauche, le 5^e corps se dirigeait sur Lintz et s'en emparait. Le 1^{er} et le 2^e corps remontaient le cours de la Trann dans la direction de Wels; il avait été jugé inutile de les porter autant vers le sud, les troupes autrichiennes du Tyrol n'occasionnant plus aucune sérieuse inquiétude; les mouvements furent plus lents que les précédents; car, outre la résistance de l'ennemi, la saison était mauvaise et le pays difficile.

Le 4 novembre, Napoléon entra à Lintz et y resta jusqu'au 9.

Le 3^e et le 2^e corps se portèrent, le 4, sur Steyer; la réserve de cavalerie, le 5^e, le 4^e et le 1^{er} corps se dirigèrent sur Enns. Le même jour, la Grande-Armée franchit la ligne de l'Enns.

Le 7, la réserve de cavalerie atteignait Moelk. Il n'y avait plus, depuis Enns et Steyer, qu'une seule route conduisant à Vienne, et toute la Grande-Armée était obligée de la suivre derrière la réserve de cavalerie. Le 3^e corps fut envoyé de Steyer vers Lilienfeld et le 2^e vers Léoben, pour protéger le flanc droit de cette grande colonne; en outre, comme il devenait dangereux de suivre le cours du Danube sans en reconnaître la rive gauche, un corps d'observation fut organisé le 7, à Lintz, avec des troupes prises dans divers corps d'armée; le commandement en fut donné à Mortier qui reçut l'ordre de suivre la marche de la Grande-Armée sur la rive gauche du fleuve.

Napoléon, après avoir refusé les propositions d'armistice

que lui fit faire l'empereur François II d'Allemagne, et s'être concerté avec l'électeur de Bavière, avait quitté Lintz et était arrivé à Saint-Pölten, le 11.

Le même jour, l'armée russe était entièrement passée de la rive droite sur la rive gauche, par le pont de Mautern, sans que Napoléon en fût informé, et le corps d'observation lui livrait, par hasard, un combat sanglant dont le succès d'abord fortement compromis nous fut, en définitive, favorable, puisque Mortier garda ses positions.

C'est également le 11 que Murat se présentait aux portes de Vienne et y recevait une députation qui lui apportait les clefs de la ville.

Le 13, Murat, employant la force et les négociations, s'empara du pont sur le Danube au moment où l'ennemi allait le brûler.

Le 14, la colonne principale de la Grande-Armée, composée des 3^e et 4^e corps et de la garde, était à Vienne. La distance parcourue depuis Ulm était de 600 kilomètres environ, ce qui faisait une vitesse moyenne de 19 kilomètres par jour, presque sans combat, il est vrai, mais dans une mauvaise saison.

§ III. *Opérations en Moravie.*

La Grande-Armée ne fit que traverser la capitale de l'Autriche où la population ne lui montra aucun sentiment hostile, tant y était grande la haine contre les Russes.

Le 15, la réserve de cavalerie atteignait et cernait leur armée à Hollabrunn : elle se sauva en proposant un armistice à Murat. Napoléon, en ayant été informé, quitta Vienne à la hâte, et fit rompre les négociations. Mais déjà Kutusoff avait eu le temps de dégager une partie de ses troupes.

Le 16, l'arrière-garde russe, commandée par Bagration, fut attaquée par la réserve de cavalerie, les 4^e et 5^e corps venus de Vienne, et par le 1^{er} corps venu de Mœlk par Mautern : malgré une énergique résistance destinée à permettre au gros des forces russes de gagner du temps, elle fut culbutée et obligée de se retirer.

Le 17, la ligne de la Thaya était franchie à Znaym.

Le 19, nos troupes entraient à Brünn et en occupaient la citadelle sans résistance.

Dans les cinq journées précédentes, la réserve de cavalerie, le 4^e corps, le 5^e et la garde avaient franchi 150 kilomètres, soit 30 kilomètres par jour : les combats avaient été fréquents et le froid était de la plus excessive rigueur.

Napoléon avait atteint la position qu'il désirait prendre. Il résolut de faire cantonner son armée et de lui donner quinze jours de repos : elle en avait besoin pour se remettre de ses fatigues et pour être en état de terminer rapidement la campagne.

Les cantonnements furent établis de la façon suivante :

La cavalerie, les 4^e et 5^e corps, à l'est de Brünn, surveillant et tenant la route d'Olmütz :

La garde et le grand quartier-général à Brünn :

Le 3^e corps à Vienne et sur la rive gauche du Danube :

Le 2^e corps à Graetz :

Le 1^{er} corps à Znaym et Iglau.

Voici quelle était la répartition des troupes ennemies :

A Olmütz, le gros des deux armées austro-russes :

En Bohême, l'archiduc Ferdinand :

A OEdenbourg, le général Chasteler échappé du Tyrol :

A Laybach, l'archiduc Charles qui battait en retraite devant l'armée d'Italie et qu'allait bientôt rejoindre l'archiduc Jean obligé de quitter le Tyrol.

Napoléon, en occupant un point central, pouvait réunir en peu de jours plus de forces que l'ennemi n'était capable de lui en imposer dans l'une des hypothèses suivantes :

1^o si l'armée austro-russe l'attaquait, les 1^{er} et 3^e corps pouvaient être à Brünn en trois jours :

2^o Si l'archiduc Charles marchait sur Vienne, les 2^e et 3^e corps lui seraient opposés, tandis que les 4^e, 5^e et 1^{er} corps retarderaient la marche de l'armée austro-russe sur le même point :

3^o Si l'archiduc Charles traversait la Hongrie et passait le Danube en aval de Presbourg pour faire sa jonction avec l'armée austro-russe, le 2^e corps se retirait sur Vienne et Napoléon ayant réuni le reste de ses forces attaquait l'armée austro-russe.

Enfin la position centrale sur le Danube avec les magasins considérables et les ressources de Vienne permettait à Napoléon 1^{er} d'attaquer l'une ou l'autre armée ennemie avec ses forces réunies.

Vers le 27, au moment où des négociations étaient ouvertes avec la Prusse, la Russie et l'Autriche, l'armée austro-russe sembla se préparer à marcher d'Olmütz sur Brünn.

Le 28, l'ordre fut envoyé à Bernadotte et à Davout de porter immédiatement les 1^{er} et 3^e corps dans la direction de Brünn.

Le 2 décembre enfin l'armée austro-russe nous attaqua, et, cherchant à tourner la droite de la Grande-Armée pour lui couper la ligne de retraite vers Vienne, elle perdit la mémorable bataille d'Austerlitz.

Le soir même l'empereur d'Allemagne et l'empereur de Russie envoyaient à Napoléon I^{er} un parlementaire pour lui proposer la paix. Celui-ci consentit à ouvrir des négociations, mais il donna néanmoins les instructions nécessaires pour compléter sa victoire. Davout reçut l'ordre de marcher sur Gœding avec la partie de son corps d'armée qui, n'ayant pas pris part à la bataille, se trouvait à Nickolsburg entre Znaim et Gœding. Le reste de l'armée tenait la route d'Olmütz et parcourait tout le terrain entre les routes de Brünn à Olmütz et à Gœding.

Le 4, les débris de l'armée russe étaient complètement cernés à Gœding par Davout, Murat, Bernadotte et Soult : mais l'empereur Alexandre ayant informé Davout que Napoléon et l'empereur d'Allemagne étaient en conférence pour la conclusion d'un armistice, aucune attaque n'eut lieu.

Le 5, l'armistice était signé et l'armée russe put se retirer, ayant ainsi échappé à une destruction complète.

Article III. — Opérations en Italie et en Tyrol.

Masséna, qui commandait l'armée d'Italie, avait sous ses ordres 4 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie contenant un effectif de 40,000 hommes. Son armée était entre l'Adige et le Mincio, la gauche à hauteur de Vérone, la droite vers Legnago. Cette armée était trop faible pour attaquer, avant que les événements en Allemagne ne se fussent dessinés en notre faveur.

L'archiduc Charles lui était opposé avec une armée de 100,000 hommes, forte de 82 bataillons et 52 escadrons, y compris les troupes du Tyrol. Il occupait la rive gauche de l'Adige, avec l'ordre de garder une position d'attente.

Les derniers jours de septembre et les premiers jours d'oc-

tobre se passèrent en préparatifs et en escarmouches. Tantôt les Autrichiens faisaient des démonstrations qui annonçaient le dessein de forcer le passage de l'Adige : tantôt ils paraissaient se résoudre à le disputer vivement aux Français, car ils avaient des retranchements sur tous les points importants couvrant la route du Frioul.

Le 18 octobre, une partie de l'armée française prit l'offensive et traversa l'Adige à Vérone qui était en notre pouvoir depuis la paix de Lunéville.

Les deux armées ennemies restèrent de nouveau en présence sans combattre pendant quinze jours, l'archiduc Charles étant inquiet sur la marche générale des opérations en Allemagne et Masséna n'osant encore, faute de moyens, attaquer l'ennemi dans la formidable position de Caldiero que celui-ci occupait et avait retranchée à l'est de Vérone. L'un et l'autre attendaient des nouvelles d'Allemagne.

Le 29, toute l'armée française traversa l'Adige : elle avait appris, la veille, la capitulation d'Ulm.

Le 30, elle attaqua vainement les Autrichiens : elle ne put les contraindre à abandonner les hauteurs et les retranchements de Caldiero.

Le 2 novembre, l'archiduc Charles, après avoir fait une démonstration offensive, évacua subitement la position et battit en retraite.

Le corps commandé par Gouvion Saint-Cyr dans le royaume de Naples avait quitté cette contrée sur l'ordre de Napoléon I^{er} à la suite d'un traité de paix que Ferdinand IV avait signé et s'était engagé à faire respecter. Le 11, ce corps rejoignait l'armée d'Italie qui franchissait le Tagliamento, le 12, après une courte résistance des Autrichiens. Ceux-ci défendirent faiblement la ligne de l'Ysonzo et se retirèrent définitivement.

Le 18, le quartier-général de l'armée d'Italie était à Gorizia : l'une de ses divisions s'emparait de Trieste ; une autre faisait capituler une colonne ennemie qui s'était échappée du Tyrol.

Ney, après avoir quitté Ulm, le 25 octobre, avait pénétré dans cette contrée, suivant les ordres qu'il avait reçus de Napoléon I^{er}. Le 5 novembre, il entra à Innsbruck et chassa devant lui l'archiduc Jean qui descendit la vallée de la Drave, laissant une arrière-garde destinée à recevoir les détachements qui se replieraient devant les Français ; mais celui que com-

mandait Jellachich capitulait le 14 novembre dans le Vorarlberg et tombait au pouvoir d'Augereau ; celui du prince de Rohan était également pris, le 24, dans sa marche sur Venise que bloquait Gouvion Saint-Cyr.

L'archiduc Charles, s'étant porté sur le Danube, y prit le commandement des forces qu'y avait amenées l'archiduc Jean, et y établit ses cantonnements.

Le 6 décembre, le quartier-général de l'armée d'Italie était à Laybach : Masséna y apprenait la nouvelle de la victoire d'Austerlitz et la conclusion d'un armistice.

Le 7, il reçut l'ordre de former le 8^e corps de la Grande-Armée avec une partie de ses troupes et de lui faire occuper la Carniole et l'Istrie. Le reste de son armée passa sous les ordres directs de Gouvion Saint-Cyr, sauf une division mixte dont le commandement fut donné au prince Eugène. Celui-ci reçut l'ordre de garder la Vénétie, tandis que Gouvion Saint-Cyr dut se diriger de nouveau vers le royaume de Naples, où était arrivée une armée anglo-russe qui, jointe à l'armée napolitaine, s'était mise en mouvement vers l'Italie septentrionale, lorsque déjà la victoire d'Austerlitz avait terminé la campagne.

Article IV. — Traité de Presbourg.

Les tentatives des coalisés en Hollande et à Naples avaient avorté. Les positions occupées par nos troupes étaient telles que, si les négociations étaient rompues, nos ennemis s'exposaient à de nouveaux échecs. La prudence l'emporta, et, le 27 décembre 1805, fut signé le traité de Presbourg dont voici les principales clauses :

La Vénétie, la Dalmatie, le Frioul et l'Istrie furent cédés à la France. Les électors de Bavière et de Wurtemberg furent érigés en royaumes. La France reçut, en outre, Clèves et Wesel de la Prusse, Berg de la Bavière. Anspach fut cédé à la Bavière par la Prusse qui reçut le Hanovre en échange. La confédération du Rhin fut formée sur la rive droite du fleuve sous le protectorat de la France dont les frontières s'étendirent ainsi jusqu'à l'Inn et jusqu'au Weser. L'empire allemand disparut un an après, et l'empereur François II d'Allemagne devint l'empereur François I^{er} d'Autriche.

Les cantonnements occupés par les troupes françaises, après que les conditions de la paix eurent été remplies, furent les suivants :

Le 8^e corps, en Vénétie ;

Le 2^e, en Frioul, sur la ligne de l'Isonzo et en Istrie ;

Les 1^{er} et 5^e, à Anspach ;

Le 4^e, à Passau, Braunau et Landshut ;

Le 3^e, en Franconie ;*

Le 6^e, en Souabe ;

Le 7^e, à Francfort-sur-le-Mein, sous les ordres d'Augereau qui commandait également les troupes d'occupation du pays de Hesse-Darmstadt.

Tout l'espace compris entre le Danube, le Mein et le Rhin, était donc gardé par la Grande Armée.

La République Batave fut érigée en royaume au commencement de 1806 en faveur d'un frère de Napoléon. En même temps, Masséna recevait l'ordre de marcher sur Naples avec une partie du 8^e corps qui fut dissous et avec les troupes commandées par Gouvion Saint-Cyr, d'en chasser Ferdinand IV et de mettre un autre frère de Napoléon sur le trône des Deux-Siciles.

CHAPITRE II

GUERRE DE 1806-1807.

Article I. — Considérations préliminaires.

La constitution de la confédération du Rhin sous le protectorat de la France avait suscité la haine de la Prusse désireuse de former une confédération analogue dans le nord de l'Allemagne et d'en prendre la direction. Les négociations de paix avec l'Angleterre et la Russie n'avaient pu aboutir. Ces deux puissances éloignées l'une de l'autre avaient besoin d'un intermédiaire pour l'accomplissement des projets qu'elles formaient contre la France, et c'est à la Prusse qu'elles réservèrent ce rôle. Bientôt le gouvernement de Frédéric III ne cacha plus ses intentions hostiles : l'ordre fut donc donné aux comman-

dants des corps d'armée qui cantonnaient en Allemagne de faire leurs préparatifs en vue d'une nouvelle campagne.

Le roi de Prusse ayant sommé Napoléon de retirer toutes ses troupes sur la rive gauche du Rhin et de ne plus s'opposer à la formation de la confédération de l'Allemagne du Nord, la guerre devint inévitable, et Napoléon quitta Saint-Cloud, le 25 septembre, pour se rendre au milieu de son armée.

Les forces totales de la Prusse s'élevaient alors à 240,000 hommes. Le roi prit le commandement en chef de la principale armée, forte de 70,000 hommes. Brunswick fut son lieutenant. Mollendorf en commanda l'aile droite, Kalkreuth l'aile gauche, et le duc de Weymar l'avant-garde. Ruchel réunit sous ses ordres une armée de 34,000 hommes, formée des troupes qui occupaient la Westphalie et le Hanovre. Hohenlohe fut placé à la tête de 25,000 hommes réunis dans la Prusse méridionale et la Silésie : son armée, dont l'avant-garde était commandée par le prince Louis, fut renforcée par 22,000 Saxons, qui furent incorporés de force dans les troupes prussiennes ; Tauenzien commandait 5,000 hommes aux environs de Bayreuth. Enfin le prince de Wurtemberg était à la tête d'une arrière-garde de 18,000 hommes à Halle, et Lestocq avait sous ses ordres environ 18,000 hommes dans la Prusse orientale. Le reste des troupes occupait les places fortes.

La mobilisation, qui avait été ordonnée le 12 août, était achevée à la fin de septembre.

Dans les premiers jours d'octobre, l'armée prussienne occupait une position entre la Saale et la forêt de Thuringe, de Gotha à Saalfeld, dans l'ordre et avec les effectifs suivants :

Aile droite : Ruchel, 18,000 hommes, à Gotha.

Centre : armée du roi, 50,000 hommes, à Erfurth et Weymar.

Avant-garde : duc de Weymar, 12,000 hommes, au débouché de la forêt de Thuringe.

Aile gauche : Hohenlohe, 50,000 hommes, d'Iéna à Saalfeld.

Réserve : prince de Wurtemberg, 18,000 hommes à Hulle.

Effectif total : 150,000 hommes et 228 bouches, non compris les canons de bataillon.

L'armée prussienne comptait sur la participation du landgrave de Hesse-Cassel, mais celui-ci fut contraint de garder la neutralité.

La Russie disposait de deux armées : l'une de 60,000 hommes,

composée en partie des débris de l'armée battue à Austerlitz, se formait sur le Bug ; l'autre, de la même force, était destinée à venir sur la Vistule, pendant que la première pénétrerait jusqu'à l'Oder et entrerait en Silésie.

L'Angleterre faisait de son côté de grands préparatifs de débarquement en Hollande et au Hanovre.

Le 24 septembre, les commandants des corps d'armée français reçurent l'ordre de rassembler leurs troupes.

Le 27, le grand quartier-général fut porté de Munich à Wurtzbourg où arrivait Napoléon.

Le 30, la Grande Armée eut l'ordre de se concentrer entre Wurtzbourg et Amberg.

Voici quelles furent les positions prises par les corps d'armée, ainsi que leur organisation :

1^{er} corps, Bernadotte : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, à Kronach.

2^e corps, Marmont, en Dalmatie.

3^e corps, Davout : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, à Bamberg.

4^e corps. Soult : 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, à Amberg.

5^e corps, Lannes : 2 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, à Wurtzbourg.

6^e corps, Ney : 2 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, à Nuremberg.

7^e corps, Augereau : 2 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, de Francfort à Wurtzbourg.

Réserve de cavalerie, Murat : 2 divisions de grosse cavalerie, 5 de dragons et 1 de cavalerie légère, de Wurtzbourg à Kronach.

Grand parc d'artillerie à Wurtzbourg.

Garde impériale, Bessièrès : 2 brigades d'infanterie et 2 brigades de cavalerie, à Wurtzbourg, quelques jours après, à l'aide du transport en poste.

Effectif total : 430,000 hommes.

Le 8^e corps fut organisé à Mayence : il était fort de 2 divisions d'infanterie. Mortier en eut le commandement.

Les troupes de Bavière, de Wurtemberg, de Bade et de Hesse-Darmstadt reçurent également l'ordre de mobilisation.

Une division bavaroise dut participer aux opérations de la

Grande-Armée. Le reste des forces bavaroises dut s'établir entre l'Inn et l'Iser pour surveiller l'Autriche.

Les contingents wurtembergeois, badois et hessois, durent se former dans les vallées du Neckar et du Mein.

Une armée de 80,000 hommes, commandée par le roi Louis, s'organisa près de Wesel.

Deux légions de déserteurs polonais se constituèrent à Mayence et à Nuremberg.

La place de Wurtzbourg fut désignée pour servir de grand dépôt à l'armée.

Le 7 octobre, Napoléon, dont le quartier-général était à Bamberg depuis la veille, reçut de Mayence un courrier qui lui apportait la déclaration de guerre de Frédéric III. Il résolut de mettre à profit l'inertie des troupes prussiennes et leur position avancée pour atteindre le plus tôt possible leur ligne de retraite : la manœuvre de Marengo et d'Ulm allait être renouvelée.

Article II. — Marche sur Berlin.

Les opérations commencèrent immédiatement.

Des ordres avaient, du reste, été déjà donnés le 5, pour rapprocher la Grande-Armée des positions de l'ennemi.

Le 5^e corps, suivi par le 7^e, devait être à Cobourg le 7 et marcher vers Saalfeld ;

Le 4^e corps, suivi par le 6^e, devait arriver à Bayreuth le même jour et continuer son mouvement sur Hoff.

Le 1^{er} corps, précédé par la réserve de cavalerie, suivi par le 3^e corps et la garde, devait se porter de Kronach sur Schleitz (fig. 47).

Le 8, les défilés du Franken-Wald et du Thuringer-Wald furent franchis.

Le 9, la Grande-Armée atteignait la ligne de la Saale : la réserve de cavalerie et le 1^{er} corps battaient à Schleitz le général Tauenzeln, qui se repliait alors sur l'armée de Hohenlohe, tandis que le 5^e corps infligeait le même échec au corps qui, sous les ordres du prince Louis, occupait la position de Saalfeld.

A ce moment, on commença à soupçonner la vraie situation

de l'ennemi. Ordre fut donné aux diverses colonnes de se porter au nord, entre la Saale et l'Elster : la cavalerie légère dut se diriger vers Naumbourg et éclairer le mouvement ; la colonne de gauche, 5^e et 7^e corps, vers Iéna ; la colonne de droite, 4^e et 6^e corps, vers Géra ; la colonne du centre, 1^{er} et 3^e corps avec la grosse cavalerie, entre les deux précédentes : la garde, derrière la colonne de gauche.

Le 11, Napoléon ayant appris d'une façon positive que le gros des forces ennemies était vers Erfurth, prescrivit d'activer la marche pour atteindre, vers Iéna et Naumbourg, la ligne d'opérations des Prussiens. Les troupes de la confédération reçurent l'ordre d'occuper les positions de Schlitz et de Bayreuth.

Le 13, le grand quartier-général était à Géra : le 3^e corps, à Iéna, où il devait être soutenu par le 7^e, le 4^e, une partie du 6^e, la garde, la grosse cavalerie et les dragons de la réserve de cavalerie : les 1^{er} et 3^e corps, à Naumbourg, avec la cavalerie légère de la réserve.

Se rendant compte du danger où les avaient plongés l'incertitude de leurs projets et l'offensive hardie de Napoléon, les généraux prussiens résolurent de revenir sur leurs pas et de chercher à reprendre leurs communications avec Berlin. L'armée du roi devait frayer par Naumbourg un passage à toutes les autres troupes et se porter du centre sur l'aile gauche, sous la protection de l'armée de Hohenlohe qui masquait le mouvement.

Le 14, eurent lieu les deux batailles d'Iéna et d'Auerstaedt. Dans la première, les troupes françaises qui étaient à Iéna attaquèrent et battirent l'armée de Hohenlohe, vainement secourue par celle de Ruchel. Dans la seconde, le 3^e corps résista seul aux efforts de l'armée du roi, puis prenant l'offensive, la défit complètement. A la suite de ces deux échecs, la retraite par les ponts de la Saale était interdite à l'armée prussienne.

La fuite des troupes prussiennes battues s'effectuant dans la plus grande confusion, Napoléon prit toutes les dispositions nécessaires pour les faire poursuivre avec énergie et promptitude (fig. 49).

Le 16, Erfurth capitula et Napoléon en fit aussitôt une place de grand dépôt.

Le 17, le 3^e corps entra à Leipzig et le 1^{er} battait à Halle la

réserve commandée par le prince de Wurtemberg ; les 5^e et 7^e corps, ainsi que la garde, suivaient les mouvements des précédents sur la rive droite de la Saale afin de franchir le plus tôt possible l'Elbe et d'entrer à Berlin. Les 4^e et 6^e corps, avec une partie de la réserve de cavalerie, manœuvraient sur la rive gauche de la Saale en harcelant les débris des armées de Brunswick et de Hohenlohe qui se retiraient sur Magdebourg.

Le 20, le 3^e corps passait l'Elbe au pont de Wittemberg après une faible résistance ; le 5^e et le 7^e corps en faisaient autant à Dessau et le 1^{er} près du confluent de la Saale. La place de Wittemberg fut désignée pour servir de grand dépôt à l'armée.

Le 23, le 4^e corps, suivi du 6^e, cernait Magdebourg d'où le prince de Hohenlohe était parti deux jours auparavant pour chercher à atteindre Stettin avec les débris de l'armée prussienne. En même temps, les troupes bavaroises étaient dirigées sur Dresde.

Le 25, le 3^e corps entra à Berlin où il fut bientôt rejoint par le 7^e, par la grosse cavalerie, par la garde et par le quartier-général qui y fut établi le 28 ; le 1^{er} corps était à Brandebourg ; le 5^e corps faisait capituler Spandau, qui devint le troisième grand dépôt de l'armée sur le territoire prussien ; le 6^e corps arrivait sous Magdebourg et y prenait la place du 4^e qui, conjointement avec le 1^{er}, le 5^e et la plus grande partie de la réserve de cavalerie, devait se mettre à la poursuite de l'armée de Hohenlohe, tandis que le reste des troupes marchait vers l'Oder.

Le 28, Hohenlohe capitulait à Prentzlau où il avait été atteint par Murat, la place de Stettin se rendait sans résistance à notre cavalerie.

Article III. — Marche sur Varsovie.

L'armée prussienne, qui avait agi en 1806 comme l'armée autrichienne de Mack en 1805, venait d'éprouver le même sort. Il s'agissait maintenant de marcher vers la Vistule à la rencontre des troupes russes qui se portaient trop tard au secours de leurs alliés.

Le 29, le 3^e corps fut porté vers l'Oder. Il atteignit Francfort et le 1^{er} novembre Custrin capitula sans résistance. Les troupes bavauroises et wurtembergeoises, formant dès lors le 9^e corps, sous les ordres de Jérôme, reçurent l'ordre de venir à Krossen pour soutenir le mouvement du 3^e corps du côté de la Silésie et de la Pologne.

Pendant ce temps, le 8^e corps et l'armée de Hollande prenaient possession du Hanovre ainsi que de l'électorat de Hesse-Cassel ; puis Mortier transporta son quartier-général à Hambourg.

Le 6 novembre, Blücher, qui avait pu sauver une partie des débris de l'armée réunie par Hohenlohe et y réunir l'ancienne avant-garde commandée par le duc de Weimar, capitulait avec toutes ses troupes à Ratkau, près de Lubeck, où il avait été atteint par Murat, Bernadotte et Soult. Le 1^{er} corps dut rester provisoirement à Lubeck. La réserve de cavalerie et le 4^e corps reçurent l'ordre de revenir tout de suite sur Berlin ; ils quittèrent Lubeck le 11.

Pareille prescription était donnée à Ney, Magdebourg ayant capitulé, le 8, sans avoir subi aucune attaque.

Le 14, Bernadotte suivit à son tour la même direction.

Après un mois de guerre, la monarchie prussienne avait perdu presque toutes ses troupes et ses places fortes : les armées qui s'étaient trouvées en présence des Français avaient capitulé ou avaient été dispersées et prises enfin : aucune des places n'avait résisté.

Le 3^e, le 5^e et le 7^e corps, précédés par la partie de la réserve de cavalerie qui n'avait pas participé à la poursuite des troupes prussiennes, marchèrent vers la Vistule, le 3^e par Posen et Graudenz, le 5^e par Landsberg et Thorn, le 7^e par Landsberg et Bromberg. Le 9^e corps s'étendait de Krossen à Glogau dont le siège commença le 7.

Le 13, après une marche moyenne de 250 kilomètres en 12 jours, Lannes arrivait devant Thorn, Augereau devant Bromberg et Davout entre Posen et Varsovie ; le 7^e corps dut appuyer le 5^e à gauche et faire observer Graudenz ; le 3^e corps dut appuyer le 5^e à droite et envoyer des partis de cavalerie aussi près que possible de Varsovie.

Il y eut à ce moment des négociations entamées pour un armistice entre la France et la Prusse : les opérations en furent

ralenties. Mais bientôt on apprit que les Russes avaient posté des avant-gardes à l'ouest de Varsovie et que Frédéric III n'était plus le maître de livrer les places qui lui restaient, car elles étaient déjà entre les mains de ses alliés.

Le 22, les négociations étant rompues, des ordres furent donnés pour porter l'armée au devant de l'ennemi dans la direction de Varsovie. La réserve de cavalerie partit en avant-garde : elle était suivie par les 3^e, 5^e et 7^e corps, échelonnés à une journée de marche sur la route qui mène de Thorn à la capitale de la Pologne par la rive gauche de la Vistule. Ils devaient être à Varsovie le 30. Le 6^e corps devait être à Posen le 26, puis marcher sur Thorn ; le 4^e, à Francfort, le 25 ; le 9^e, au nord de Breslau, le même jour ; le 1^{er}, à Berlin, le 28 ; la garde à Custrin, le 24, et à Posen, le 28, ainsi que le quartier-général et Napoléon ; le 8^e corps enfin dut porter son quartier-général à Schwerin.

Le 30 novembre, Davout et Murat entrèrent à Varsovie et pénétrèrent dans le faubourg de Praga, sur la rive droite de la Vistule, sans éprouver de résistance. Les Russes s'étaient retirés derrière le Bug. Le 5^e corps atteignit Varsovie le 5 décembre ; le 7^e passa le fleuve près de Wiszogrod le même jour (fig. 43) ; le 6^e exécuta la même opération près de Thorn où les Russes et les Prussiens essayèrent de résister.

Le 10, les 3^e, 6^e et 7^e corps étaient, ainsi que la réserve de cavalerie, sur la rive droite de la Vistule ; le 1^{er}, le 4^e et le 6^e corps s'en approchaient ; le 9^e, après avoir fait capituler Glogau, le 2, faisait le siège de Breslau et s'avancait dans la seule province qui fût restée au roi de Prusse en Allemagne ; le 8^e assurait la gauche de l'armée en occupant le Mecklembourg et la Poméranie suédoise ; l'armée de Hollande gardait les embouchures de la Trave, de l'Elbe et du Weser ; enfin, d'autres troupes s'organisaient à Wesel, à Mayence, à Berlin et à Leipzig, venant de France ou d'Italie et étaient disponibles pour renforcer la Grande-Armée.

Le 15, Soult eut l'ordre de passer la Vistule entre Thorn et Wiszogrod, puis de marcher vers Plonsk afin de faire occuper au 4^e corps l'espace vide entre le 7^e à droite et le 6^e à gauche ; la garde se mit en marche de Posen vers Varsovie, avec le quartier-général, et y arriva le 18. Une seconde réserve de cavalerie fut organisée avec une partie de la première ; elle fut

placée sous les ordres de Bessières et elle dut se porter vers Plonsk et Soldau, de façon à couvrir la marche des 4^e et 6^e corps, qui devaient se diriger vers Pultusk. Le 1^{er} corps atteignit alors Thorn, y laissa une de ses divisions et se porta sur Rypin, de concert avec le 6^e corps et la seconde réserve de cavalerie. Le commandement en chef de cette masse de gauche fut donné à Bernadotte, qui dut la conduire vers Pultusk, où les Russes paraissaient vouloir livrer bataille.

Article IV. — Opérations sur la rive droite de la Vistule.

En raison des difficultés que présentait la marche à travers ce pays peu connu, n'ayant qu'un nombre très-restreint de ponts sur les cours d'eau et de voies de communication praticables, ordre avait été donné aux commandants des corps d'armée d'entretenir des relations incessantes entre eux et le grand quartier-général et de toujours opérer de concert, l'intention de Napoléon étant de n'exécuter sur les Russes qu'une attaque générale.

Le 22, le 7^e corps, qui avait franchi la Vistule sur des bateaux, faute du matériel nécessaire à la construction d'un pont, fut réuni à Plonsk.

Soult reçut alors l'ordre de garder tous les passages que nous possédions sur le fleuve.

Rassuré sur sa ligne de retraite, Napoléon 1^{er} donna aussitôt à Davout l'ordre de passer le Bug avec le 3^e corps d'armée et de marcher vers l'ennemi dont les forces principales se tenaient sur la Narew ainsi qu'entre cette rivière et l'Ukra.

L'armée russe avait mis un temps considérable à s'organiser : elle se composait de trois corps principaux :

L'un, de 4 divisions, commandé par Bennigsen :

L'autre, de même force, aux ordres de Buxhovden :

Le troisième, de 2 divisions seulement, et dont Essen était le chef :

Le corps prussien de Lestocq en faisait également partie.

Cette armée devait marcher sur l'Oder pour en interdire le passage aux Français : elle ne put y parvenir : dispersée autour de Varsovie vers le 30 novembre, elle avait été également hors d'état d'empêcher nos troupes de franchir la Vistule.

A l'approche du 3^e corps, elle avait évacué Praga, Plock et Thorn, puis s'était concentrée vers Pultusk. Mais Kamenski, qui venait d'en prendre le commandement en chef, lui faisait repasser la Narew et prendre l'offensive au moment où l'armée française prenait également position sur la rive droite de l'Ukra.

Le 24, Davout livra le combat de Nasielsk à la partie de la gauche de l'armée russe commandée par Tolstoï, qui dut battre en retraite vers la réserve de la gauche aux ordres de Bennigsen ; le même jour, Augereau livrait un combat heureux au passage de la Narew ; enfin, Bessières refoulait les Prussiens sur Mława.

En raison de ces échecs, le mouvement offensif des Russes fut de courte durée. Kamenski ordonna la retraite et passa son commandement en chef à Bennigsen, qui indiqua Pultusk pour rendez-vous général.

Le 25, dès que ce mouvement fut connu, l'armée française se mit à la poursuite de l'ennemi ; la saison était mauvaise, les nuits courtes, les chemins difficiles, les directions peu connues et les positions des Russes très-incertaines.

La cavalerie légère aux ordres de Murat éclaira la marche des 3^e et 5^e corps qui prirent la direction de Pultusk et de Golymin.

Bennigsen, séparé de Lestocq par les marais de Makow et de Przasnie, résolut de tenir à Golymin et à Pultusk autant de temps qu'il en faudrait pour faire filer son artillerie et ses bagages sur Ostrolenka, afin de continuer la retraite sur le même point avec moins d'embarras.

Le 26, Lannes, qui avait suivi la rive droite de la Narew, atteignit Bennigsen à Pultusk ; malgré son infériorité numérique, quoique ses manœuvres fussent gênées par le dégel qui rendait le terrain presque impraticable et par une neige mêlée de pluie qui tombait en abondance, il attaqua vigoureusement les Russes qui avaient l'avantage de la position ; il les refoula cependant peu à peu ; mais l'obscurité étant venue rapidement, le combat fut vite terminé.

Le 27, les Russes ayant profité de la nuit pour se retirer sur Ostrolenka, Lannes occupa Pultusk.

Le 26 également, Buxhowden avait été attaqué à Golymin par la 1^{re} réserve de cavalerie, les 3^e et 7^e corps ; les circons-

tances locales et atmosphériques étant les mêmes qu'à Pultusk, Buxhowden avait pu tirer parti de l'obscurité pour reculer sur Makow et Ostrolenka.

Le 27, Golymin était occupé par nos troupes.

Enfin, le même jour encore, Ney attaquait Lestocq à Soldau et à Mlawa et l'obligeait à se retirer vers Niedembourg.

La retraite des Russes étant définitive, la Grande-Armée s'établit dans ses cantonnements au commencement de janvier 1807 ; les dispositions furent les suivantes, de la gauche à la droite :

- 1^{er} corps, d'Elbing à Osterode ;
- 6^e corps, de Soldau à Mlawa ;
- 4^e corps, de Przasnie à Makow ;
- 3^e corps, de Pultusk au Bug ;
- 5^e corps, entre Sierock et Varsovie ;
- 7^e corps, autour de Viszograd.

La 2^e réserve de cavalerie ayant été dissoute, les divisions de cavalerie légère et de dragons furent attachées aux corps d'armée en première ligne ; les divisions de cuirassiers furent réparties entre la Bsura et la Pilica.

Le grand quartier-général et la garde à pied furent cantonnés à Varsovie, tandis que la garde à cheval s'étendit vers Biala.

Le 6 janvier, l'installation des cantonnements était terminée.

La veille, Breslau avait capitulé malgré les tentatives de secours faites par le prince d'Anhalt-Pless, gouverneur de la Silésie. Le 13, il en était de même de Brieg, et un mois après, de Schweidnitz.

Le 7 janvier, ordre était donné au 8^e corps de commencer le blocus de Stralsund, de s'emparer de l'île de Rugen et d'attaquer la Poméranie suédoise.

En même temps, on commença l'investissement de Colberg, de Dantzic et de Graudenz ; les troupes qui en furent chargées formèrent le 10^e corps dont le commandement fut confié à Lefebvre.

Bientôt l'avis de mouvements importants exécutés par l'ennemi parvint au quartier-général. En effet, le 12, Bennigsen, nommé commandant en chef des troupes russes, avait résolu de prendre l'offensive en portant la plus grande masse de l'ar-

mée vers la Prusse royale, tant pour couvrir Kœnigsberg contre le 6^e corps qui, étant sorti de la ligne de ses cantonnements, semblait menacer cette place, que pour attaquer la Grande-Armée dont les quartiers d'hiver étaient très-dispersés. Il chargea Essen de masquer le mouvement entre le Bug et la Narew, puis il porta la colonne principale par Heilsberg, Vormditt et Liebstadt, où elle arriva le 27, tandis que Lestocq en flanquait la droite par Bartenstein, Spandau, Holland et Saalfeld.

Mais déjà Bernadotte, instruit des mouvements de l'ennemi, avait fait évacuer ses positions avancées et avait concentré le 1^{er} corps à Mohrungen pour maintenir sa communication par Osterode avec le reste de la Grande-Armée.

Le 23, un premier engagement eut lieu à Mohrungen; le succès appartint au 1^{er} corps, mais Bernadotte, n'ayant pas encore reçu d'ordres de Napoléon, et jugeant qu'il avait à combattre des forces trop considérables pour essayer de se maintenir seul, ordonna de continuer la retraite le lendemain même sur Strasbourg.

Le même jour, Napoléon avait ordonné la levée des cantonnements de l'armée; il prescrivit à Lefebvre de couvrir Thorn et Bromberg qui renfermaient les grands magasins de l'armée, et de former, avec le 10^e corps, la réserve de l'aile gauche de la Grande-Armée pendant la durée des opérations qui allaient commencer. Bernadotte dut couvrir également Thorn et appuyer la gauche du 6^e corps que Ney dut réunir à Niedenburg. Il fut prescrit au 4^e corps de se concentrer à Chorzel, au 7^e de se réunir à Mława, aux 3^e et 5^e, ainsi qu'à la garde, de se rassembler aux environs de Pultusk, tandis que la réserve de cavalerie se formait à Villemberg.

Le 28, Lannes reçut l'ordre de se porter vers Brok et Ostrolenka, de tenir le pays entre la Narew et le Bug, afin d'opposer le 5^e corps au corps russe du général Essen et de masquer sur la droite le mouvement qu'allait effectuer la Grande Armée dans la direction de Villemberg à Heilsberg.

Le même jour, les différents corps d'armée étaient informés que, le 31, ils devaient être :

La réserve de cavalerie, à Ortelsbourg;

Le 4^e corps, à Villemberg;

Le 7^e et la garde, à Chorzel;

Le 6^e, flanquant la gauche de cette colonne, à Hohenstein ;

Le 3^e, flanquant la droite à hauteur de Villemberg.

Quant à Bernadotte, il lui fut enjoint de couvrir Thorn à l'aide de marches rétrogrades si l'ennemi avait continué son mouvement en avant et, dans le cas contraire, d'opérer de manière à atteindre Osterode le 31, afin de s'y joindre à la gauche de l'armée.

L'intention de Napoléon était de percer l'ennemi par son centre et de rabattre sur les côtés les partis qu'il rencontrerait.

A la même époque, la Turquie était entrée dans notre alliance contre la Russie, et Marmont, qui occupait la Dalmatie avec le 2^e corps, reçut les instructions nécessaires pour secourir de toutes manières la résistance de la Sublime-Porte contre les troupes russes que le général Michelson avait déjà portées à Bucharest. L'empire persan était disposé à entrer dans notre alliance et donnait ainsi la possibilité de menacer ultérieurement les possessions de l'Angleterre aux Indes. Marmont ne devait toutefois faire pénétrer le 2^e corps en Turquie que sur un nouvel ordre.

Les mouvements prescrits ayant été exécutés le 31, Napoléon se décida à prendre l'offensive contre les Russes ; son projet fut alors de tourner l'ennemi par sa gauche et, si celui-ci s'engageait sur la Haute-Vistule, de couper sa ligne d'opérations et de retraite.

La masse principale agissante comprenait la réserve de cavalerie, le 4^e et le 7^e corps.

Elle était flanquée à droite par le 3^e, à gauche par le 6^e : ceux-ci marchaient à sa hauteur.

Elle était couverte à droite par le 5^e qui devait résister à Essen, couvrir Sierock et défendre Varsovie, à gauche par les 1^{er} et 10^e corps qui, tout en protégeant Thorn et Bromberg, devaient attirer l'ennemi de ce côté.

Benigsen était toujours à Mohrungen, ignorant encore le danger qui le menaçait. Malheureusement un officier porteur de dépêches du grand quartier-général pour Bernadotte tomba entre les mains de l'ennemi ; le commandant du 1^{er} corps, n'ayant pas d'ordres, resta inactif et Bennigsen, informé des projets de Napoléon, donna immédiatement l'ordre à toutes ses troupes de se réunir, le 2 février, à Allenstein.

La Grande Armée continuait d'avancer ; la réserve de cavalerie, suivie du 4^e corps et de la garde, vers Passenheim ; le 6^e et le 7^e corps, vers Allenstein ; le 3^e corps, vers Ortelsbourg.

Le 2, la réserve de cavalerie, le 4^e corps et la garde étaient à Allenstein ; les 6^e et 7^e corps, à la même hauteur, mais à gauche ; le 3^e corps, à droite. L'ennemi avait évacué Allenstein sans combat.

Le 3, la Grande-Armée passa l'Alle ; le 6^e corps, à Allenstein ; la réserve de cavalerie, le 4^e corps et la garde, puis le 3^e corps, à Guttstadt ; le 7^e corps, entre Guttstadt et Allenstein. Les Russes résistèrent près d'Alenstein, mais le terrain très-coupé favorisait nos tirailleurs au grand détriment de l'ennemi qui ne savait pas employer ce mode de combat, et Bennigsen résolut de continuer sa retraite à marches forcées pour gagner les vastes plaines de la Prusse qui lui permettaient de disposer son ordre de bataille sur plusieurs lignes, conformément aux principes de Frédéric II, de faire usage de son artillerie dont la proportion était considérable et de déployer sa nombreuse cavalerie.

Le 4, l'armée russe ayant battu en retraite, dans la direction d'Eylau, la Grande Armée reçut l'ordre de s'avancer entre l'Alle et la Passarge, et d'atteindre le plus tôt possible la route de Liebstadt à Guttstadt. Le 6^e corps qui était à gauche, franchit même la Passarge et battit le corps prussien de Lestocq qui se trouvait en retard par suite du long détour qu'il avait été obligé de faire pour se conformer aux mouvements de l'armée russe.

Le 6, le 3^e corps était à Heilsberg : la réserve de cavalerie, le 4^e corps, la garde et le 7^e corps formant arrière-garde, étaient échelonnés sur la route de Guttstadt à Eylau ; le 6^e corps poursuivait Lestocq vers Wormditt et l'on espérait que le 1^{er} corps pourrait le soutenir, puis le remplacer dans cette opération. Bernadotte avait reçu le 6, à Osterode, des nouvelles de la Grande Armée, et, dès lors, il allait sortir de l'inaction que lui avaient imposée les circonstances malheureuses dont nous avons parlé plus haut. En même temps, comme il n'y avait plus aucune inquiétude pour Thorn, Lefebvre reçut l'ordre de porter une partie de ses forces vers Elbing, et, le 10^e corps ayant été considérablement renforcé, de reprendre les diverses opérations qui lui avaient été assignées.

Le 6, la réserve de cavalerie et une partie du 4^e corps eurent un engagement important avec l'arrière-garde russe et peu s'en fallut qu'il n'y eût une action générale.

Le 7, Bennigsen se décida à arrêter la retraite de son armée et prit position. Ce jour-là eut lieu la bataille d'Eylau, dans laquelle les Russes furent attaqués de front par la réserve de cavalerie, les 4^e et 7^e corps et la garde, tandis que le 3^e corps les tournait sur leur gauche et le 6^e sur leur droite. Les Russes furent battus malgré une résistance énergique et obligés de se retirer derrière la Prégel.

En résumé, dans l'espace de 8 jours, la Grande-Armée avait franchi environ 150 kilomètres, livré plusieurs combats et remporté une grande victoire.

Du 6 au 20 février, les Français restèrent aux environs d'Eylau, mais en étendant leurs cantonnements afin de faciliter le service des subsistances.

Le 20, les cantonnements définitifs de la Grande-Armée furent fixés conformément au principe suivant : les corps furent placés sur des lignes à peu près parallèles présentant la tête des colonnes du côté de l'ennemi, et pouvant se réunir en deux marches à Osterode où devait être le rassemblement général au cas d'un mouvement offensif de l'ennemi. Voici quelle fut la répartition :

1^{er} corps : à gauche : Holland, Saalfeld et Braunsberg ;

4^e corps : centre : Wormditt, Liebstadt, Mohrunen et Liebmuhl ;

6^e corps : avant-garde : Guttstadt et Allenstein ;

3^e corps : à droite : Hohenstein et Gilgenbourg.

La réserve de cavalerie eut son quartier-général à Osterode ; les divisions de dragons et de cavalerie légère furent presque toutes réparties entre les corps qui étaient en première ligne ; les divisions de cuirassiers se répandirent sur les bords de la rive droite de la Vistule, à Riesenbourg, Freystaedt, Bischofsverder, Neudorf et Strassbourg.

La garde fut cantonnée aux environs d'Osterode.

L'artillerie eut son parc mobile à Strassbourg et ses dépôts à Thorn.

Le grand quartier-général fut placé à Osterode.

Le 7^e corps fut dissous, Augereau ayant été blessé à Eylau, et les troupes en furent réparties dans les autres corps.

Le 5^e corps prit ses cantonnements, le 25, à l'ouest d'Ostrolenka, et Masséna en reçut le commandement.

Un corps de réserve de la Grande-Armée fut organisé sous les ordres de Lannes et cantonné à Marienbourg.

La liaison entre le 5^e corps et le reste de la Grande-Armée fut assurée par une légion polonaise qui se cantonna aux environs de Mława, entre Varsovie et Osterode.

L'armée russe, dont le général en chef considérait le mouvement rétrograde des Français comme une retraite forcée, eut son quartier-général à Heilsberg :

Le gros était entre cette ville et Bartenstein :

L'avant-garde, aux ordres de Bâgration, vers Vormditt :

La droite, commandée par Tolstoï, à l'ouest d'Heilsberg :

Les cosaques de Platov, vers Passenheim :

Le corps de Wittgenstein, entre ceux-ci et Essen dont le corps était à Ostrolenka :

Le corps prussien de Lestocq, de Vormditt au Frische-Haff.

Bennigsen avait annoncé qu'avec de la persévérance il obligerait la Grande-Armée à repasser la Vistule. Ce fut cet espoir qui l'engagea à exécuter des démonstrations sur les diverses parties du front de nos cantonnements, cherchant ainsi à fatiguer nos troupes et à trouver le point faible par lequel il pourrait les attaquer. Les derniers jours de février et tout le mois de mars furent employés à ces escarmouches.

Bientôt on acquit la conviction que l'ennemi ne pouvait plus faire d'opérations d'une certaine importance ; les quartiers d'hiver furent assurés et le siège de Dantzic fut activement mené. Le 8^e corps commandé par Mortier eut l'ordre de venir près du 40^e, pour le seconder dans ses attaques de places fortes, et Brune, commandant en Hanovre de l'armée de réserve qui devint bientôt le corps d'observation de la Grande-Armée, dut porter son quartier-général à Stettin. Le 27 mai, Dantzic capitulait et le 10^e corps fut dissous. Le siège de Graudenz fut dès lors poussé avec vigueur.

Quelques mouvements offensifs combinés des Prussiens et des Suédois dans la Poméranie avaient eu en vue d'inquiéter la ligne de retraite de l'armée, mais les dispositions prises par Napoléon étaient telles qu'ils ne purent réussir. D'autre part, bien que la Silésie fût éloignée du théâtre des principales opérations, il n'en était pas moins nécessaire de conquérir cette

dernière province de la monarchie prussienne, la seule qui ne fût pas en notre pouvoir et dont la possession nous assurait des ressources précieuses : quatre des forteresses qu'elle contenait étaient déjà prises : Neiss, qui était investi, capitula le 1^{er} juin, et le 9^e corps concentra, dès lors, ses efforts sur Glatz.

Enfin, les Anglais ayant vainement essayé de forcer le sultan Ibrahim à faire cause commune avec la Coalition, et celui-ci ayant armé les côtes du Bosphore, Marmont reçut l'ordre de faire successivement passer en Turquie un corps qui s'élèverait jusqu'à 5000 hommes et qui serait destiné à soutenir les Turcs à la fois contre les Anglais et les Russes.

Vers les derniers jours de mai, l'armée russe avait été considérablement renforcée. L'empereur Alexandre s'était transporté près de ses troupes et avait établi son quartier-général à Tilsitt, où le roi de Prusse vint le rejoindre.

Le 4 juin, Bennigsen rassembla son armée à Heilsberg et résolut de profiter de la dispersion apparente de nos cantonnements pour les surprendre.

Le 5, il attaqua simultanément les 1^{er}, 4^e et 6^e corps.

Mais la Grande-Armée s'était refaite et avait été renforcée pendant l'occupation de ses quartiers d'hiver. Au retour de la belle saison, elle s'attendait à être attaquée. Le mouvement offensif des Russes ne put donc la surprendre et ceux-ci ne réussirent en aucun point. Toutefois, Bernadotte ayant été blessé aux environs de Spandau, le commandement du 1^{er} corps fut donné à Victor.

Le 6, les ordres suivants de concentration furent donnés à la Grande-Armée.

La réserve de cavalerie, en partie à Marienbourg et en partie à Osterode :

1^{er} corps, à Holland, formant la gauche :

4^e corps, à Liebmuhl et à Mohrungen :

6^e corps, à Deppen et à Liebmuhl :

8^e corps, de Marienbourg vers Osterode, Mohrungen et Deppen :

Corps de réserve, même direction que le 8^e, mais précédant celui-ci :

La garde, marchant avec le corps de réserve :

3^e corps, à Osterode, formant la droite :

La légion polonaise, à Gilgenbourg :

3^e corps, à Varsovie, sans attaquer ni faire de mouvements : Grand quartier-général, à Saalfeld où Napoléon avait l'intention de livrer bataille si l'ennemi continuait à avancer.

En résumé, les 4^e et 6^e corps s'étaient portés en arrière, tandis que les 1^{er} et 3^e resserraient sur ceux-ci leurs intervalles.

Le 7, les Russes, étonnés de la vive résistance qu'ils venaient de rencontrer et de la promptitude avec laquelle les Français s'étaient concentrés, restèrent inactifs.

Le 8, Napoléon prit à son tour l'offensive : la Passarge fut franchie.

Le 9, la partie de la réserve de cavalerie qui précédait l'armée atteignit l'arrière-garde russe devant Guttstadt, la battit et entra de vive force dans cette ville. L'armée russe se retira alors sur Heilsberg par la rive droite de l'Alle, tandis que l'armée française suivait son mouvement sur la rive gauche.

Le 10, les Russes prirent position sur la rive gauche et résolurent de livrer une grande bataille sous les murs de cette place qui avait été fortifiée et armée pendant les quartiers d'hiver.

Napoléon ordonna alors aux 1^{er}, 3^e et 8^e corps, ainsi qu'à une partie de la réserve de cavalerie, de marcher sur Königsberg et de couper la route qui reliait cette ville à Heilsberg. L'autre partie de la réserve de cavalerie, le 4^e corps et le corps de réserve, ayant en arrière la garde et le 6^e corps prêts à les soutenir, attaquèrent les Russes à Heilsberg et les battirent.

L'ennemi ne quitta cependant sa position que quand il eut vu sa communication coupée avec Königsberg. Le 11, Bennigsen dirigea en toute hâte son armée par Bartenstein et Friedland sur Vehlau, en suivant la rive droite.

Le 12, notre grand quartier-général était à Eylau.

Les 3^e et 4^e corps, précédés par une partie de la réserve de cavalerie, marchèrent, le 13, vers Königsberg, rencontrèrent le corps prussien de Lestocq et l'obligèrent à se retirer sur cette place.

Le 14, le reste de la Grande-Armée, c'est-à-dire l'autre partie de la réserve de cavalerie, le corps de réserve, les 8^e, 6^e et 1^{er} corps, ainsi que la garde, attaquèrent les Russes à Friedland, pendant qu'ils passaient de la rive droite à la rive gauche de

l'Alle : l'ennemi, qui venait de quitter sa ligne de retraite sur Wehlau pour prendre celle de Königsberg, fut défait.

Le 15, les débris de l'armée russe battue à Friedland se retirèrent par Wehlau sur Tilsitt, brûlant les ponts et détruisant les magasins : ils furent poursuivis par la partie de la Grande-Armée qui les avait combattus la veille, tandis que la partie de la réserve de cavalerie qui marchait sur Königsberg passait la Pregel entre cette ville et le confluent de l'Alle et les attaquait sur le flanc gauche.

Le 16, le 4^e corps entra à Königsberg que les Russes et les Prussiens avaient abandonné et il se dirigeait ensuite vers Pillau dont il devait faire le blocus.

Le 20, Napoléon était à Tilsitt. Les Russes avaient évacué la ville et brûlé le pont sur le Niemen.

Le 21, Bennigsen, autorisé par son souverain, demandait et obtenait un armistice.

Le 23, Napoléon et Alexandre eurent la première de ces entrevues dans lesquelles fut discutée la paix.

Le 19, la prise de Glatz nous rendait maîtres enfin de toute la Silésie.

Les places de Graudenz et Colberg restaient seules encore au pouvoir de nos ennemis.

Article V. — Traité de Tilsitt.

Le traité de Tilsitt fut signé le 8 juillet entre la France et la Russie et ratifié le 9 : le 12, le traité de Königsberg fut conclu entre la France et la Prusse.

La Prusse dut céder la majeure partie du territoire polonais dont on fit le duché de Varsovie qui fut donné au nouveau roi de Saxe.

Elle céda encore les provinces entre l'Elbe et le Rhin qui formèrent le royaume de Westphalie érigé en faveur de Jérôme, frère de Napoléon.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse reconnurent toutes les créations et organisations nouvelles d'États et de dignités faites par Napoléon.

La confédération du Rhin s'accrut des royaumes de Westphalie et de Saxe.

Une contribution de guerre fut imposée à la Prusse et les

places fortes que nous occupions ne durent être abandonnées qu'après son complet paiement.

La Russie nous céda les bouches de Cattaro au sud de la Dalmatie et l'archipel des Sept-Iles.

Le roi de Suède continua seul la guerre : la partie de la Poméranie qui lui appartenait fut définitivement envahie et Stralsund capitula le 21 août.

Enfin la suspension des hostilités entre la France et la Russie devait s'étendre également à la Turquie.

CHAPITRE III

GUERRE DE 1809.

Article I. — Considérations préliminaires.

L'Autriche, suscitée par l'Angleterre, résolut de mettre à profit les embarras que nous causait la guerre d'Espagne pour s'allier avec nos ennemis et chercher à recouvrer les territoires que lui avait enlevés le traité de Presbourg : elle était assurée des subsides du gouvernement anglais et la lutte que nous soutenions dans la péninsule ibérique était une puissante diversion en sa faveur.

Quant à la France, elle pouvait compter sur l'alliance de la Russie, de l'Italie et de la confédération du Rhin, ainsi que sur la neutralité de la Prusse.

Malgré les armements faits par l'empire autrichien, Napoléon I^{er} avait dissous et renvoyé dans leurs foyers les troupes de la confédération du Rhin et il n'avait laissé en Allemagne qu'une armée française, appelée armée du Rhin, dont il avait donné le commandement à Davout. Toutefois, lorsqu'il eut réparé nos premiers échecs en Espagne, il revint à Paris afin de prendre les dispositions nécessaires pour se préparer à la lutte que l'Autriche paraissait décidée à commencer.

A cette époque, c'est-à-dire vers le mois de janvier 1809, les troupes autrichiennes étaient déjà mobilisées. Pour la première fois, une armée étrangère nous empruntait notre système d'organisation. L'armée autrichienne qui allait entrer en campagne

se subdivisait, en effet, en corps d'armée dont voici la composition :

1^{er} corps d'armée : Bellegarde : 27 bataillons et 16 escadrons :

2^e corps d'armée : Kollowratth : 27 bataillons et 16 escadrons :

3^e corps d'armée : Hohenzollern : 28 bataillons et 16 escadrons :

4^e corps d'armée : Rosenberg : 28 bataillons et 16 escadrons :

5^e corps d'armée : Archiduc Louis : 27 bataillons et 16 escadrons :

6^e corps d'armée : Hilier : 31 bataillons et 16 escadrons :

7^e corps d'armée : Archiduc Ferdinand : 33 bataillons et 44 escadrons :

8^e corps d'armée : Chasteler : 23 bataillons et 16 escadrons :

9^e corps d'armée : Gyulai : 30 bataillons et 28 escadrons :

1^{er} corps de réserve : Lichtenstein : 12 bataillons et 36 escadrons :

2^e corps de réserve : Kienmayer : 5 bataillons et 24 escadrons :

Au total : 263 bataillons et 252 escadrons contenant 320,000 combattants avec 800 pièces d'artillerie.

Cette puissante armée était, en outre, appuyée par la landwehr à laquelle fut donnée une grande extension.

L'archiduc Charles fut nommé généralissime de toutes ces troupes avec des pouvoirs absolus. Il partagea ses forces en trois armées.

La grande armée autrichienne, sous son commandement direct, fut composée des 6 premiers corps d'armée et des 2 corps de réserve : elle fut destinée à opérer en Allemagne : elle se forma en Bohême, sauf le 6^e corps d'armée et le 2^e corps de réserve qui se réunirent à Wels et à Enns.

Les 8^e et 9^e corps d'armée furent donnés à l'archiduc Jean qui les concentra à Klagenfurth et à Laybach, avec mission d'opérer en Italie, en Tyrol et en Dalmatie.

Quant au 7^e corps d'armée, il se porta vers Cracovie contre les Polonais.

L'ouverture des hostilités était fixée au 10 avril.

Voici maintenant quelle était au mois de mars la situation de l'armée française.

Davout commandait en Allemagne l'armée du Rhin qui comprenait :

1° Le 3^e corps, dont il était le chef : 4 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie :

2° 2 divisions de cuirassiers qui firent ultérieurement partie de la réserve de cavalerie :

3° 2 divisions d'infanterie et 1 brigade de cavalerie qui formèrent le noyau du 2^e corps d'armée constitué plus tard sous les ordres de Lannes.

Ce 2^e corps reçut encore 1 des divisions du 3^e et 1 du 9^e.

Un 4^e corps d'armée fut alors organisé avec 4 divisions d'infanterie qui avaient reçu l'ordre de quitter l'Allemagne pour venir en Espagne et auxquelles on avait enjoint à Lyon de revenir vers Ulm, en raison des armements de l'Autriche : Masséna en eut le commandement.

Les troupes bavaïses restées sur le pied de guerre formèrent le 7^e corps sous les ordres de Lefebvre : il contenait 3 divisions.

Le 8^e corps d'armée fut constitué avec les troupes wurtembergoises et donné à Vandamme : il était fort de 2 divisions.

Bernadotte commandait à Hambourg le 9^e corps d'armée destiné à soutenir notre allié le Danemark contre la Suède et l'Angleterre qui étaient restées nos ennemies. Il reçut l'ordre d'envoyer 2 de ses divisions au 10^e corps et l'autre au 2^e, puis d'aller à Dresde pour y former à nouveau le 9^e corps avec les troupes saxonnes.

Jérôme forma le 10^e corps avec des troupes westphaliennes, hollandaises et françaises réparties dans les places fortes de son royaume de Westphalie.

Marmont constitua le 11^e corps avec les troupes qu'il commandait en Dalmatie.

L'armée d'Italie, forte de 5 divisions d'infanterie et de 3 de cavalerie, fut confiée au prince Eugène : mais une partie de ces forces occupait le royaume de Naples et les places de celui d'Italie.

L'armée polonaise, commandée par Poniatowski, comprenait à peu près 2 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie.

Les forces françaises ou alliées de la France véritablement disponibles étaient en résumé de 295000 hommes avec 425 bouches à feu, savoir :

220000 hommes en Allemagne :

45000	—	en Italie :
12000	—	en Dalmatie :
18000	—	en Pologne.

Article II. — Opérations autour de Ratisbonne.

Le 4 mars, Berthier fut nommé major-général des troupes françaises réunies sur le Rhin et en Allemagne. Il prescrivit :

A Bernadotte, de se rendre à Dresde pour y former l'armée saxonne et de diriger sur Hanovre les troupes françaises qu'il avait eues jusque-là sous ses ordres :

A Masséna, de mettre son quartier-général à Ulm :

A Davout, de réunir toute son armée entre Bayreuth, Bamberg et Wurtzbourg :

A Oudinot, de porter les troupes qui devaient former plus tard le 2^e corps vers Augsbourg :

A Vandamme, de former le 8^e corps entre Hall et Ellwangen :

A Lefebvre, de prendre position avec le 7^e corps entre Lands-hut et Munich.

Davout devait, en outre, étendre sa droite vers le Danube de façon à pénétrer en communication avec la gauche du 7^e corps.

En cas d'une attaque inopinée de la part des Autrichiens, Davout devait porter son armée vers les corps d'armée postés sur la rive droite du Danube qui avaient ordre de marcher également à sa rencontre, soit en se portant en avant, soit en rétrogradant, afin d'opérer la concentration générale entre Donauwerth et Ingolstadt. Ce mouvement réunirait ainsi une masse de 18000 hommes qui serait couverte par le Lech et par la Reidnitz, et qui serait libre d'opérer sur l'une ou l'autre rive du fleuve.

Enfin, les fortifications de Passau furent augmentées, on répara les ponts sur le Lech et l'on arma Augsbourg.

Pour réprimer promptement dans le Tyrol cédé par l'Autriche à la Bavière en 1806, toute tentative insurrectionnelle en faveur de la première de ces deux puissances, l'occupation de cette contrée dut être renforcée : mais les troupes affectées à ce rôle ne purent arriver à temps voulu.

En Italie, le prince Eugène avait ses troupes avancées près d'Udine ; comme les renforts qu'il devait recevoir de l'intérieur de l'Italie et du royaume de Naples étaient encore loin de l'Adige, il était forcé de rester sur une position défensive en présence de l'archiduc Jean.

En Dalmatie, Marmont était prêt à faire une énergique défense.

En Pologne, Poniatowski avait établi ses troupes dans un camp près de Varsovie.

Le 10 avril, les hostilités des Autrichiens commencèrent de toutes parts, en Bavière, en Italie, en Tyrol et en Pologne.

En Pologne, l'archiduc Ferdinand mena la campagne avec promptitude. Varsovie capitula le 23 et Poniatowski se retira sur la rive droite de la Vistule.

Chasteler fut chargé par l'archiduc Jean d'envahir et de soulever le Tyrol : il réussit complètement. Innsbruck capitula le 15 avril, Trente le 22, et la division autrichienne continua son mouvement vers l'Italie en descendant l'Adige.

Une division de l'armée de l'archiduc Jean, commandée par le général Stoichevitch, marcha sur la Dalmatie ; elle eut d'abord quelques succès ; Marmont fut même sommé de rendre les armes, mais il réunit ses troupes autour de Zara et fit preuve d'une attitude très-énergique.

L'archiduc Jean, avec les forces qui lui restèrent après avoir détaché les deux divisions destinées à opérer en Tyrol et en Dalmatie, se porta au devant de l'armée du prince Eugène dans la direction de Goriza ; le 13, il entra à Udine ; le 15, il franchit le Tagliamento. Après un combat d'arrière-garde, notre armée d'Italie continua son mouvement de retraite pour se rapprocher de ses renforts ; le 27, le prince Eugène avait son quartier-général à Vérone.

En Tyrol, en Dalmatie et en Italie, l'ouverture des hostilités avait été plus prompte qu'on ne le supposait ; les Autrichiens avaient pris nos forces en flagrant délit de formation ou de concentration, et avaient ainsi obtenu les premiers succès sur les théâtres des opérations secondaires, mais ceux-ci ne pouvaient avoir d'importance qu'autant qu'ils seraient complétés par une grande victoire remportée sur le principal échiquier stratégique.

Le premier plan de l'archiduc Charles avait été de débou-

cher de la Bohême avec la plus forte partie de son armée afin d'opérer dans le centre de l'Allemagne par la rive gauche du Danube, tandis qu'un seul corps d'armée serait chargé d'envahir la Bavière par la rive droite. Mais la concentration d'une importante partie de nos forces entre le Danube et le Lech, exécutée avec rapidité, obligea le généralissime à modifier ses projets. Il résolut alors d'opérer avec la plus forte partie de son armée sur la rive droite du fleuve et de chercher à atteindre Ratisbonne où il donnerait la main à son extrême droite venue de Bohême vers le même point. Il espérait ainsi empêcher la jonction des troupes commandées par Davout avec celles qui étaient entre Munich et Augsbourg, puis être maître d'opérer par les deux rives du Danube.

Le 10, les 3^e, 4^e, 5^e et 6^e corps d'armée autrichiens franchirent, en conséquence, l'Inn à Braunau, suivis des deux corps de réserve; ils étaient flanqués sur leur gauche par le détachement du général Jellachich qui marchait de Salzbourg sur Munich, et sur leur droite par le détachement du général Dedovitch qui se portait sur Passau dans le but d'assurer les relations avec les 1^{er} et 2^e corps d'armée; ces derniers devaient déboucher de Bohême à la même époque et s'avancer sur Ratisbonne.

Le 16 avril, la grande armée autrichienne, dont le mouvement avait été ralenti par les pluies et le mauvais état des chemins, atteignait les bords de l'Isar. Une division bavaroise, qui était restée à Landshut, essaya de leur disputer le passage, mais elle dut céder. Le même jour, Jellachich entra à Munich.

Au moment où la grande armée autrichienne prenait l'offensive d'une façon si inattendue, Berthier avait encore son quartier-général à Strasbourg. Il donna à Masséna le commandement de toutes les troupes qui étaient sur la rive droite du Danube avec ordre de les réunir sur le Lech, et à Davout le commandement de toutes celles qui étaient sur la rive gauche, en lui prescrivant de les porter sur Ingolstadt. Il transporta aussitôt son quartier-général à Donauwerth où il arriva le 13.

Napoléon I^{er} modifia les dispositions prises par Berthier; d'après les renseignements reçus sur la marche de l'ennemi, il pénétra les intentions du généralissime autrichien. Il ordonna, en conséquence, de réunir la droite de l'armée vers Augsbourg,

le centre derrière l'Abens entre Ratisbonne et Ingolstadt, puis il prescrivit à Davout de concentrer toutes ses troupes vers Ratisbonne pour y former la gauche.

Le 15, Davout arrivait à Ratisbonne; dans la marche de flanc qu'il exécuta pour atteindre cette ville, Friant fut chargé de couvrir sa gauche et eut à lutter contre les 1^{er} et 2^e corps autrichiens qui débouchaient de Bohême dans la direction d'Amberg.

Le 17, Napoléon I^{er} arrivait à Donauwerth. Il prescrivit alors à Davout de laisser une garnison à Ratisbonne et de réunir ses troupes à celles qui étaient en position à Abensberg.

Pendant ce temps, l'archiduc Charles manœuvrait sur le plateau de Rohr, dans le but d'atteindre les ponts sur le Danube, entre Ratisbonne et Ingolstadt, espérant empêcher la jonction des troupes de Davout avec le reste des forces françaises.

Le 19, Davout quitta Ratisbonne pour exécuter la marche parallèle au front d'opérations des Autrichiens qui lui avait été ordonnée; il se trouvait obligé de passer entre le Danube à sa droite et les têtes des colonnes autrichiennes à sa gauche. C'est dans ce mouvement qu'eurent lieu les combats de Tengen entre les troupes du 3^e corps français et celles des 3^e et 4^e corps autrichiens (fig. 51).

Le 19, Napoléon I^{er} était à Ingolstadt et la jonction du 3^e corps avec le 7^e était effectuée le soir même.

La masse principale des forces françaises se trouvait ainsi placée vis-à-vis de la gauche de la grande armée autrichienne. Napoléon résolut alors d'isoler cette gauche, de la couper de son centre et de chercher à atteindre Landshut sur la ligne d'opérations des Autrichiens et au milieu de leurs magasins.

Il ordonne en conséquence à Davout d'inquiéter le centre de l'armée autrichienne sur son front avec la moitié du 3^e corps d'armée qu'il laisse sous ses ordres.

Il confie le commandement de l'autre moitié de ce corps d'armée à Lannes; il lui prescrit d'attaquer vivement la gauche du centre autrichien et de la pousser vers le nord.

Il prescrit à Masséna de hâter sa marche d'Augsbourg vers Landshut.

Prenant lui-même la direction des 7^e et 8^e corps, il les conduit à l'attaque de la gauche autrichienne qu'il bat et pousse sur Landshut.

Le 20 au soir, Davout se trouve dans les mêmes positions que la veille, ayant maintenu le centre de l'ennemi devant lui.

Lannes, après avoir refoulé vers le nord la gauche de ce centre, se rabat vers Landshut, flquant la gauche des 7^e et 8^e corps qui suivent la même direction.

Masséna se trouve sur la droite des deux derniers corps, mais en arrière.

Le 21, les Autrichiens essaient de nous disputer le passage de l'Iser à Landshut où ils sont attaqués de front par les troupes que Napoléon 1^{er} et Lannes avaient sous leurs ordres : mais bientôt Masséna se montre sur leur gauche avec ses troupes qui ont franchi l'Iser en amont de Landshut. Ce mouvement tournant oblige le général Hiller à battre en retraite avec les 3^e et 6^e corps d'armée et le 2^e corps de réserve. Il se retire sur l'Inn, poursuivi par quelques divisions de cavalerie et d'infanterie placées sous les ordres de Bessièrès.

Les deux victoires d'Abensberg et de Landshut avaient placé l'archiduc Charles dans une position critique : sa gauche avait été repoussée au delà de l'Iser ; sa droite était séparée du centre par le Danube sur lequel la ville de Ratisbonne était en notre pouvoir ; sous ses ordres immédiats restaient les 3^e et 4^e corps d'armée avec le 1^{er} corps de réserve dont la ligne d'opérations par Landshut était en notre pouvoir.

Toutefois, le 20, le commandant français de Ratisbonne, attaqué par les 1^{er} et 2^e corps autrichiens venus de Bohême, avait été forcé de capituler, faute de secours et de munitions ; dès lors, la jonction entre le centre et la droite de l'armée autrichienne était effectuée, mais l'archiduc Charles ne savait encore, le 21, ce qu'était devenue sa gauche ; les manœuvres exécutées le 20 et le 21, par Davout, dans le but de l'éloigner de Landshut, l'avaient complètement trompé sur la direction principale de notre offensive.

Le 22, les 1^{er} et 2^e corps autrichiens étaient venus rejoindre le centre de l'armée autrichienne sur la rive droite du Danube ; l'archiduc Charles avait encore le gros de ses forces entre Ratisbonne et Eckmühl ; il avait espéré voir arriver sa gauche par ce dernier point, mais il apprit alors que celle-ci avait été battue et était poursuivie au delà de l'Iser. Voulant mettre à profit sa supériorité numérique, il avait déjà prononcé une vigoureuse attaque contre les troupes de Davout qu'il avait

devant lui depuis trois jours mais qui avaient été renforcées la veille par le 8^e corps. Son but était de passer entre Abensberg et Ratisbonne, afin d'opérer sur les derrières de l'armée française qu'il supposait attachée à la poursuite de l'aile gauche autrichienne. Davout résista énergiquement. Au moment où la bataille était fortement engagée, Napoléon I^{er} arriva à Eckmühl avec le 7^e corps, avec les troupes commandées par Lannes et quelques divisions de cavalerie : ces troupes avaient quitté Landshut dans la nuit et apparurent tout à coup sur le flanc gauche des Autrichiens. Davout qui était instruit de la prochaine arrivée de Napoléon I^{er} sur les derrières de l'ennemi, ayant entendu le bruit du canon sur la route de Landshut, passe de la défensive à l'offensive. Une triple attaque combinée contre la gauche autrichienne nous livre Eckmühl, le mouvement des Autrichiens en avant est arrêté et leur retraite s'effectue dans la direction de Ratisbonne.

Dans la nuit du 22 au 23, l'archiduc fait passer le fleuve à la plus grande partie de son armée, avec le projet de se retirer en Bohême ; quelques troupes restaient encore sur la rive droite pour couvrir ce mouvement : le 23 au matin, elles furent attaquées, battues et la ville de Ratisbonne prise.

Davout reçut l'ordre de poursuivre l'ennemi.

Masséna fut envoyé sur Passau.

Toutes les autres troupes revinrent à Landshut.

Article III. — Opérations depuis la bataille de Ratisbonne jusqu'à celle d'Essling.

L'intention de Napoléon I^{er} était de marcher immédiatement sur Vienne, mais il était nécessaire auparavant de contenir les Autrichiens en Bohême : c'est ce dont fut chargé Bernadotte avec l'ordre d'assurer sa ligne d'opérations sur Ratisbonne.

Poniatowski fut informé des premiers résultats de la campagne et la plus grande liberté lui fut laissée pour agir dans le sens des intérêts communs.

Le prince Eugène reçut l'ordre de concentrer ses forces et de marcher à l'ennemi.

Le 25, le général Hiller, qui commandait l'ancienne aile gauche de l'armée autrichienne en Bavière, évacuait définitivement ce pays, passait sur la rive droite de l'Inn et Jellachich évacuait Munich.

Le 26, Napoléon I^{er} était à Landshut et faisait continuer le mouvement en avant de la façon suivante.

A gauche, Masséna se dirige sur Passau, soutenu par Davout qui était aux environs de Ratisbonne.

Au centre, Bessières, Lannes, la réserve de cavalerie et la garde suivent la route de Muhldorf.

A droite, Lefebvre se porte sur Salzbourg.

Le 27, Masséna débloque Passau et franchit l'Inn.

Le 29, Lefebvre entre à Salzbourg après un violent combat livré au détachement de Jellachich, en met la citadelle en défense, y réunit des approvisionnements, fait lever le blocus de Kufstein et envoie des partis vers Innsbruck contre l'insurrection tyrolienne, suivant les ordres que lui avait donnés Napoléon I^{er}.

Le 30, la colonne du centre entra à Braunau et dût dès lors se diriger sur Lintz.

A cette époque, il fut certain que l'archiduc Charles dirigeait son armée sur Budweis, qu'il ne serait pas devant Lintz avant le 7 mai et que, par conséquent, il chercherait à effectuer par Krems sa jonction avec les débris des troupes qu'Hiller ramenait sur Vienne. Comme, d'autre part, Bernadotte avait quitté Dresde et se rapprochait de Ratisbonne, Davout quitta cette ville pour rejoindre Masséna qui pouvait se trouver en présence de forces considérables : ce dernier pressait sa marche sur Lintz, afin de s'emparer du pont sur la Traun et, s'il était possible, du pont sur le Danube.

Le 2 mai, Bessières et Lannes étaient à Wels, Masséna à Lintz : le passage de la Traun ne put être effectué qu'après le violent combat d'Ebersberg, dernier effort de résistance tenté par Hiller qui profita ensuite de la nuit pour gagner Enns et en brûler le pont.

Le 3, Bessières et Lannes atteignaient Steyer : Masséna arrivait à Enns et en rétablissait le pont. Le quartier-général était à Enns, le 4, et Napoléon I^{er} y constitua le même jour une division de réserve chargée de garder Augsbourg et de combattre les partis autrichiens ou les bandes d'insurgés tyroliens qui seraient dans les environs : il envoya également à Bernadotte l'ordre de marcher rapidement sur Passau pour former la gauche de l'armée. Davout était alors à Lintz avec le 3^e et le 8^e corps et Lefebvre occupait toujours Salzbourg.

Le 6, Bessières et Lannes marchèrent sur Mœlk, où ils furent rejoints par la garde et par le 4^e corps.

Le 9, le quartier-général était à Saint-Pœlten.

Lannes fut chargé de forcer l'ennemi à évacuer complètement la rive droite du Danube.

Bessières fut porté sur Vienne. Masséna le soutenait avec le 4^e corps.

Davout allait porter ses troupes de Lintz à Mœlk.

Bernadotte reçut l'avis de se rapprocher le plus tôt possible de Lintz que Davout devait quitter mais avec le 3^e corps seulement, le 8^e corps devant attendre à Lintz l'arrivée de Bernadotte.

Les Autrichiens étaient alors tous passés sur la rive gauche du fleuve, sauf quelques partis qui semblaient disposés à défendre la route de Vienne.

Le 10, à deux heures du matin, Lannes, précédé par Bessières et soutenu par Masséna, se dirigea sur Vienne. Nos troupes se trouvèrent bientôt en vue de la capitale de l'Autriche dont la défense avait été confiée à l'archiduc Maximilien. La résistance fut courte.

Le 11, l'archiduc faisait passer la garnison sur la rive gauche du fleuve et ordonnait de brûler les ponts. Le jour même, Vienne capitulait.

Le 13, l'occupation de Vienne fut organisée militairement.

En raison de la destruction des ponts de Vienne, Napoléon I^{er} fit immédiatement reconnaître le cours du fleuve pour chercher un point de passage entre Vienne et Presbourg.

Pendant ce temps, les opérations avaient continué sur les autres échiquiers stratégiques.

En Italie, le prince Eugène s'était conformé aux instructions de Napoléon I^{er} et avait porté son armée en avant.

Le 11 mai, l'armée d'Italie franchissait le Tagliamento, pénétrait à Udine et à Palma-nova.

Macdonald, de son côté, entra à Goriza, le 15, et à Trieste, le 18.

Le 21, le jour même de la bataille d'Essling, le prince Eugène établissait son quartier-général à Klagenfurth.

L'archiduc Jean se retirait alors par Graetz sur Raab, afin de faire le plus tôt possible sa jonction avec les troupes de l'insurrection hongroise.

En Dalmatie, Marmont avait heureusement résisté aux efforts du général Stoichewitch. Quand celui-ci apprit que l'archiduc Jean battait en retraite et que Macdonald marchait de Goriza sur Laybach, il craignit d'avoir sa retraite coupée et il se retira à son tour. Marmont sortit alors de Dalmatie et vint se placer en seconde ligne derrière l'armée d'Italie : ses troupes formèrent le 11^e corps et elles furent chargées de maintenir la communication sur Graetz avec le prince Eugène qui suivait vers Raab l'armée de l'archiduc Jean.

En Tyrol, l'insurrection avait été victorieuse, tant que nos forces avaient été disséminées. Mais, d'une part, Chasteler avait reçu l'ordre d'évacuer la contrée pour rejoindre l'armée de l'archiduc Jean et, d'autre part, Lefebvre avait dirigé le gros de ses troupes sur Kufstein qui fut débloqué le 12 mai : le 19, Innsbruck tombait entre nos mains.

En Pologne, l'archiduc Ferdinand s'était avancé jusqu'à Thorn et s'en était emparé. Mais, à la nouvelle des victoires remportées par les Français près de Ratisbonne, Poniatowski, qui avait, du reste, renforcé son armée par la levée en masse, prit l'offensive, et occupa Lublin, le 14 mai. L'archiduc Ferdinand se retira alors et Poniatowski resta libre de marcher sur Olmutz ou de pénétrer en Silésie. Il était, en outre, soutenu par une armée russe de 40000 hommes, commandée par Galitzin, que la Russie envoyait à son secours au titre d'alliée de la France.

Quant à l'archiduc Charles, il avait réorganisé son armée en Bohême : il avait pu se réunir à l'armée du général Hiller par le pont de Krems, mais il lui avait été impossible de défendre Vienne : le 16 mai, il était sur la rive gauche du Danube en face de cette ville : ses avant-postes s'étendirent alors de Krems à Presbourg, afin qu'il put être prévenu à temps voulu de toute tentative de passage faite par nous, son intention étant de nous attaquer au moment où nous déboucherions sur la rive gauche du fleuve.

Le point d'Ebersdorf, à 8 kilomètres en aval de Vienne, en face de l'île Lobau, avait été jugé favorable pour la construction des ponts destinés au passage de l'armée française. Les travaux commencèrent aussitôt sous la protection du 4^e corps et furent continués sans aucune tentative de destruction de la part des Autrichiens.

Le 20, Masséna reçut l'ordre de commencer le passage : il devait être suivi immédiatement par le 2^e corps, puis par toute la division de la réserve de cavalerie, sauf une brigade qui dut couvrir la route de Presbourg :

Le 3^e corps devait garder Vienne, Saint-Pelten et la rive droite du Danube :

Le 9^e corps, conduit par Bernadotte, devait pénétrer en Bohême et marcher, par Budweis, sur les traces de l'archiduc Charles dont toute l'armée avait pénétré en Moravie :

Vandamme dut enfin garder le pont de Lintz avec le 8^e corps et surveiller le cours du fleuve jusqu'à Steyer, avec son quartier-général à Enns.

Le 21, les 2^e et 4^e corps étaient sur la rive gauche, ainsi que presque toute la réserve de cavalerie ; une partie de la garde était en réserve dans l'île Lobau. Ces troupes furent attaquées par les Autrichiens et alors commença la bataille d'Essling qui dura deux jours. Dans la soirée du 22, la victoire semblait se décider en notre faveur, quand on apprit que l'un des ponts par lequel les renforts devaient arriver avait été détruit par les engins de toutes sortes que l'ennemi avait lancés dans le grand courant du Danube. Il ne s'agissait plus dès lors pour l'armée française que de garder le champ de bataille afin de pouvoir repasser sans trop de pertes sur la rive droite.

Le retour de nos troupes sur cette rive s'effectua le 23 : la bataille d'Essling avait été un échec pour l'armée française.

Article IV. — Opérations depuis la bataille d'Essling jusqu'à celle de Wagram.

Aussitôt après la bataille d'Essling, les dispositions suivantes furent arrêtées.

Le 4^e corps fut destiné à rester dans l'île Lobau.

Le 2^e corps, commandé alors par Oudinot, Lannes ayant été tué le 22, fut posté dans les petites îles et sur la rive droite, prêt à soutenir le 4^e.

La garde et une partie de la réserve de cavalerie se portèrent sur la rive droite à l'est de Vienne.

Le grand quartier-général resta momentanément à Ebersdorf.

Des travaux commencèrent immédiatement pour construire un nouveau pont dont la solidité serait à l'abri de toutes les tentatives de l'ennemi.

Vandamme dut venir s'établir à Saint-Pœlten, Mœlk et Mautern, avec le 8^e corps, et surveiller toute la rive droite du Danube jusqu'à Vienne.

Bernadotte reçut l'ordre d'occuper la tête de pont de Lintz, Enns, Steyer, de se maintenir sur la rive droite, mais en lançant quelques partis sur la rive gauche, sans les engager trop avant dans la Bohême.

Dès que le mouvement du 8^e corps fut exécuté, Davout quitta Vienne et porta son quartier-général à Neustadt, d'où il étendit le 3^e corps d'armée jusqu'à Bruck.

De cette ville jusqu'à l'est d'Ebersdorf, en passant par Oedenbourg, un épais rideau de cavalerie fut disposé autour du flanc droit des positions occupées par la Grande-Armée : en avant était la cavalerie légère : en arrière et à mi-chemin des corps d'armée, la grosse cavalerie. Cette répartition des troupes préservait la Grande-Armée contre toute tentative faite par l'ennemi, soit du côté de Léoben, soit du côté de Presbourg, soit par le pays entre ces deux points extrêmes. Bessières, qui commandait les divisions de cavalerie ainsi disposées, devait, en outre, veiller à ce qu'aucun passage du Danube ne fût effectué vers Presbourg sans que Napoléon I^{er} en fut immédiatement informé.

Lefebvre, après la prise d'Innsbruck, avait laissé une des divisions bavaroises à la garde du Tyrol et s'était dirigé vers Léoben avec les deux autres : il lui fut prescrit de hâter sa marche afin de rejoindre la Grande-Armée le plus tôt possible.

Quelques jours après la bataille de Ratisbonne, le major Schill, de l'armée prussienne, qui commandait un régiment de husards, avait quitté Berlin avec tout son régiment, bien que la Prusse ne fût pas alors en guerre avec la France, et avait cherché à jouer le rôle de partisan dans le nord de l'Allemagne. Il essaya en vain de surprendre Wittemberg : il se porta ensuite vers Dessau, Halle, Halberstadt, Magdebourg d'où sortirent quelques troupes pour le poursuivre, tandis que d'autres quittaient Leipzig dans le même but. Schill chercha alors à gagner les bouches de l'Elbe pour s'embarquer, mais il se trouva, le 20 mai, en présence des troupes hollandaises qui s'étaient

établies à Lunebourg : il se rejeta vers l'Oder et atteignit, le 27, la ville de Stzalsund où il se retrancha afin de gagner du temps pour pouvoir s'embarquer ; il y fut attaqué et tué le 31 : aucun homme de son régiment n'échappa à la mort ou à la captivité. Cette tentative pleine d'audace était un enseignement : elle prouvait combien il était nécessaire d'assurer la libre circulation sur les derrières de l'armée et d'y exercer une active surveillance. Des ordres furent donnés dans ce but.

Quant à l'armée d'Italie, elle continuait son mouvement sur deux colonnes.

Celle de droite, commandée par Macdonald, était passée par Laybach.

Celle de gauche, conduite par le prince Eugène, se dirigeait de Klagenfurth sur Léoben.

Le 25, cette dernière détruisit les derniers restes du détachement de Jellachich et entra à Léoben.

Le 26, elle arriva à Bruck où elle fit sa jonction avec les postes avancés de la grande armée.

Le 27, l'archiduc Jean avait évacué Graetz dont Macdonald s'empara, le 30, et où nos troupes trouvèrent de grands approvisionnements d'effets de toutes sortes.

Le 5 juin, le prince Eugène, suivant les traces de l'archiduc Jean, entra à Oedenbourg.

De son côté, Marmont continuait son mouvement dans la direction de Vienne.

Le 28 mai, Lefebvre reçut l'ordre d'aller remplacer Bernadotte à Lintz : celui-ci dût porter le 9^e corps que l'on venait de renforcer à Saint-Pölten : Vandamme fut rapproché de Vienne et cantonné entre cette ville et Mœlk.

Chaque jour la Grande-Armée se concentrait donc de plus en plus autour de Vienne : les passages sur le Danube étaient parfaitement gardés ; des travaux de défense considérables étaient entrepris à Lintz et dans l'île Lobau : les lignes d'opérations étaient assurées par des réserves stratégiques, des places du moment et des forteresses.

Néanmoins, de nouveaux soulèvements eurent lieu dans le Vorarlberg et dans le Tyrol : comme les rebelles disposaient de refuges dans des montagnes inaccessibles, on se contenta de garder les chemins qui auraient pu leur permettre d'inquiéter la ligne de retraite de la Grande-Armée.

L'archiduc Jean était parvenu, pendant ce temps, à l'aide de marches forcées, à rejoindre les troupes de l'insurrection hongroise. Le vice-roi était toujours à sa poursuite.

Le 14 juin, la partie de l'armée d'Italie que celui-ci commandait se trouva près de Raab, en présence des forces que l'archiduc Jean avait ramenées d'Italie et de celles qui étaient venues se joindre à lui en Hongrie. La bataille de Raab fut un échec pour l'archiduc Jean dont les troupes passèrent sur la rive gauche du Danube à Comorn. La ville de Raab fut investie. L'ennemi resta alors tranquille en Hongrie.

Les principaux efforts des Autrichiens se portèrent sur la rive gauche du Danube, surtout en face de Vienne, et aussi contre les derrières de la Grande-Armée où les dispositions avaient été heureusement prises dans le but de déjouer toute entreprise. L'exemple de Schill devait être suivi. Deux corps de partisans autrichiens et prussiens se portèrent, l'un vers Dresde et Leipzig qu'ils occupèrent facilement, l'autre vers Bayreuth dont ils s'emparèrent sans résistance. Cette dernière colonne pouvait se porter ensuite sur Amberg et Ratisbonne, ou sur Cham et Straubing. Napoléon I^{er} envoya contre elle des troupes qui partirent concentriquement d'Erfurth, où était le roi de Westphalie, de Hanau, où se tenait le général Rivaud, et de Ratisbonne, où commandait le général Broussier. Son intention était de sauvegarder surtout la ligne de retraite de l'armée. Les ordres qu'il avait donnés pour arrêter ces deux entreprises ayant été vigoureusement exécutés, les deux colonnes rentrèrent aussitôt en Bohême. Le 1^{er} juillet, toute inquiétude avait disparu de ce côté.

Le 24 juin, Raab avait capitulé et Napoléon I^{er} ordonna aussitôt de mettre cette place en état de défense de façon qu'elle pût soutenir un siège contre les Autrichiens dans la suite des opérations, s'il était nécessaire.

L'insurrection tyrolienne continuant à augmenter et pouvant devenir dangereuse pour les communications de la Grande-Armée, Napoléon I^{er} ordonna, le 27 juin, au général Beaumont qui commandait à Augsbourg, de réunir toutes les troupes dont il pouvait disposer, de passer de la défensive à l'offensive et de marcher sur Bregenz.

Afin d'éviter le retour des entreprises analogues à celles que nous avons relatées plus haut, un corps d'observation fut orga-

nisé sous les ordres de Junot avec le quartier-général à Bayreuth : son but devait être de surveiller le pays depuis cette ville jusqu'au Danube et de soutenir le 10^e corps, nouvellement constitué sous le commandement du roi de Westphalie : celui-ci devait porter son quartier-général à Dresde et marcher ensuite sur la Bohême.

Du côté de la Pologne la situation ne s'était pas sensiblement modifiée : Poniatowski, joint à Zayonschek, marchait sur les traces de l'archiduc Ferdinand qui ne reculait que lentement. Quant aux Russes, ils étaient, le 27, à Cracovie.

Marmont continuait à se rapprocher de la Grande-Armée : le 3 juin, il était à Laybach. Il reçut l'ordre de poursuivre Chasteler qui se retirait alors du Tyrol en Hongrie, mais il ne put le joindre. Il ne partit, en effet, de Laybach que le 16 : le 26, il était à Graetz dont le général Broussier faisait le siège. Dans les environs opérait le général Gyulai qui cherchait à faire lever le siège de Graetz, et qui, après avoir échoué dans cette entreprise, put se retirer tranquillement sans être inquiété par Marmont. Celui-ci reçut alors de Napoléon I^{er} l'ordre d'éloigner le corps de Gyulai renforcé de celui de Chasteler, de chercher à prendre le château de Graetz pour assurer les communications et de se porter en toute hâte sur Vienne.

De grands événements se préparaient autour de la capitale de l'Autriche.

Le 1^{er} juillet, la construction des ponts sur le Danube était terminée et Napoléon I^{er} transportait son quartier-général du château de Schœnbrunn à l'île Lobau : la garde et le 2^e corps s'y rendirent le même jour : le 4^e y était déjà.

Le 2, Vandamme eut l'ordre de venir à Vienne avec le 8^e corps, Bernadotte avec le 9^e à Ebersdorf ainsi que toute la réserve de cavalerie sous les ordres de Bessières.

Le 4, l'armée d'Italie, le 3^e et le 11^e corps devaient être rendus à Ebersdorf ou dans l'île Lobau.

Le 7^e corps resta à Lintz, sauf une division bavaroise qui fut envoyée aussi dans l'île Lobau et incorporée dans la garde pour la grande bataille qui allait se livrer.

L'archiduc Charles avait employé tout le temps écoulé depuis sa victoire d'Essling à fortifier le même champ de bataille, dans le but d'y attaquer les Français lorsqu'ils déboucheraient

sur la rive gauche du Danube, comme il l'avait fait avec succès une première fois. Il disposait de 120,000 combattants avec 410 bouches à feu, formant 6 corps d'armée et 2 corps de réserve.

Dans la nuit du 4 au 5, le passage des troupes françaises de l'île Lobau sur la rive gauche du Danube commença : il fut continué le 5 ; vers le milieu de cette seconde journée, l'armée française était tout entière sur la rive gauche ; mais, au lieu d'avoir pris position sur le champ de bataille d'Essling où l'archiduc Charles avait accumulé les moyens de défense, elle était rangée sur plusieurs lignes à l'est de l'île Lobau : cette direction faisait donc tomber sans combat les parties les plus fortes du système défensif adopté par le généralissime autrichien.

Voici quelle était la disposition de l'armée française dans son ordre de rassemblement lorsque le passage du Danube eût été entièrement effectué :

Première ligne : gauche, 4^e corps, Masséna : centre, 2^e corps, Oudinot : droite, 3^e corps, Davout.

Deuxième ligne : gauche, 9^e corps, Bernadotte : centre gauche, garde, Walther : centre droit, 11^e corps, Marmont : droite, armée d'Italie, prince Eugène.

Troisième ligne : divisions de cuirassiers, Bessières.

Les divisions de cavalerie légère de la réserve avaient été réparties entre les corps d'armée en première ligne.

Le 5 au soir, une grande reconnaissance offensive fut exécutée sur la position occupée près de Wagram par les Autrichiens : le 2^e corps et le 9^e, qui était passé en première ligne, attaquèrent l'ennemi, mais ils vinrent s'engager avec des troupes supérieures en nombre et, comme ils n'étaient pas suffisamment soutenus, ils furent obligés de s'arrêter : il y eut, en outre, du reste, des méprises entre les troupes saxonnes et françaises du 9^e corps et l'obscurité mit fin à ce combat dont les débuts ne nous avaient pas été favorables.

Le 6, la bataille, à laquelle Wagram a donné son nom, commença de grand matin. Il s'agissait à la fois, pour l'armée française, de tenir les ponts qu'elle avait construits sur le Danube et de chercher à envelopper l'aile gauche des Autrichiens. Ce mouvement tournant, dont l'exécution fut confiée à Davout qui le conduisit avec une grande habileté, avait un double but : il

devait empêcher la jonction de l'aile gauche de l'armée de l'archiduc Charles avec les renforts que l'archiduc Jean amenait en toute hâte de la Hongrie et séparer entièrement de cette province les troupes de l'archiduc Charles quand on aurait réussi à les repousser de leur position actuelle et à les forcer à battre en retraite. Masséna fut chargé de la défense des ponts sur le Danube et il eut à résister aux efforts multipliés que l'aile droite des Autrichiens tenta pour s'en emparer. De part et d'autre, du reste, la bataille fut acharnée sur tous les points. Enfin Macdonald parvint à enfoncer le centre de l'armée ennemie avec une colonne compacte qu'il dirigea lui-même sous la protection d'une batterie de cent pièces. Déjà, l'aile gauche des Autrichiens était vivement poussée par Davout. L'archiduc Charles ordonne alors la retraite et l'armée française passe la nuit du 6 au 7 sur les positions qu'elle avait conquises. Le soir même de la bataille, peu de temps après la défaite de l'aile gauche autrichienne, les éclaireurs de l'archiduc Jean se montraient en arrière du flanc droit du corps de Davout : il était trop tard pour qu'ils pussent faire leur jonction.

Les pertes subies par les deux armées à la bataille de Wagram avaient été à peu près égales. La victoire avait été, en réalité, moins décisive que celles qui avaient mis fin aux guerres précédentes. L'archiduc Charles se retira du champ de bataille en bon ordre. Toutefois son armée, qui représentait la principale force de l'empire autrichien, avait été fortement éprouvée dans la journée du 6 juillet : forcée d'abandonner la Hongrie et la Moravie, elle allait être obligée de se rejeter dans la Bohême où bientôt elle serait cernée par les troupes françaises, polonaises, russes et allemandes de la confédération du Rhin.

Bien que nous ne nous occupions pas des combats dans cette esquisse historique, nous devons cependant insister sur la différence caractéristique qui existe entre les batailles d'Austerlitz ou d'Iéna et celle de Wagram. Dans cette dernière, l'armée française compte un grand nombre de jeunes soldats et l'on a recours, pour assurer le succès, à des formations profondes ainsi qu'à une plus grande proportion d'artillerie et à de fortes concentrations de batteries, ce qui constitue un changement complet dans la tactique des troupes françaises.

L'archiduc Charles pouvait effectuer sa retraite par deux di-

rections divergentes, la route de Budweis qui conduit en Bohême et la route de Brunn qui mène au nord de la Moravie : il se servit, en effet, de ces deux voies.

Napoléon I^{er}, ignorant de quel côté se retirait le gros des forces de la grande armée autrichienne, partagea ses troupes en trois masses principales.

A droite, les 11^e et 3^e corps, sous les ordres de Marmont et de Davout, suivirent la route de Brunn avec quelques divisions de cavalerie.

A gauche, Masséna prit, avec le 4^e corps et deux divisions de cavalerie, la route qui mène par Stokerau à Budweis.

Au centre, Napoléon I^{er} conserva sous ses ordres directs le reste de la Grande-Armée, afin d'être libre d'en disposer suivant les besoins.

Vandamme dut garder avec le 8^e corps la capitale de l'Autriche, les ponts d'Ebersdorf et surveiller la rive droite du Danube en amont de Vienne jusqu'à Krems.

On dut fortifier et armer Vienne, Raab, Lintz, Passau et Mœlk.

Ces mouvements furent ordonnés et reçurent un commencement d'exécution le 7 juillet.

En même temps, il fut prescrit à Junot et au roi de Westphalie de réunir leurs forces et de pénétrer en Bohême.

Le 8, Marmont fut invité à presser la marche vers Nickolsbourg afin d'atteindre le plus tôt possible la gauche de l'armée ennemie. Davout devait être à même de le soutenir.

Masséna reçut, le même jour, l'ordre de ne pas s'arrêter à Stokerau, mais de se porter rapidement par Hollabrunn sur Znaym, l'archiduc Charles paraissant définitivement s'être dirigé vers le nord de la Moravie en appuyant la droite aux hauteurs qui séparent cette contrée de la Bohême.

Le 9, le 9^e corps d'armée commandé par Bernadotte fut dissous : les Saxons formèrent une seule division qui fut attachée à l'armée d'Italie. Le prince Eugène, qui commandait celle-ci, reçut la mission de suivre la rive droite de la Morava en la remontant depuis Presbourg; tant pour rejeter sur la rive gauche les partis avancés de l'armée de l'archiduc Jean que pour s'emparer des ponts sur la rivière : son objectif était Gœding à l'extrême droite du front d'opérations que la Grande-Armée française avait adopté dans cette poursuite.

Ce même jour, Masséna battait à Hollabrunn l'une des deux arrière-gardes de l'ennemi et Marmont, après avoir culbuté l'autre, cherchait à la précéder à Znaym. Davout était alors à Nickolsbourg.

Le 10, Napoléon donna les ordres nécessaires pour réunir toutes les forces disponibles afin d'attaquer l'armée autrichienne qui avait pris position sur la rive gauche de la Thaya et qui semblait disposée à y défendre l'accès du défilé de Znaym.

Le 11, le combat s'engagea avec une grande ardeur et semblait devoir se terminer en notre faveur quand il fut interrompu tout à coup par la nouvelle de la conclusion d'un armistice d'un mois qui avait eu lieu le matin même entre l'empereur d'Autriche et Napoléon I^{er}.

Les cantonnements de l'armée française furent les suivants :

4^e corps, autour de Znaym :

11^e corps, autour de Korneubourg :

3^e corps, autour de Brunn :

2^e corps, au nord de Vienne :

L'armée d'Italie, autour de Presbourg et de Graetz :

8^e corps, en Styrie :

7^e corps, à Lintz.

Le 11^e corps et le corps d'observation se cantonnèrent respectivement en Saxe et en Franconie.

La garde, le grand quartier-général et Napoléon I^{er} revinrent au château de Schœnbrunn.

L'insurrection du Tyrol n'ayant pu être apaisée par la conclusion de l'armistice, Lefebvre reçut l'ordre de marcher contre elle en partant de Lintz, le 23 juillet, de pénétrer dans cette contrée par le nord, d'atteindre Innsbruck le 1^{er} août, avec le 7^e corps et avec une partie de la réserve stratégique qui occupait Augsbourg, tandis que d'autres troupes venues de Klagenfurth y entreraient par la partie orientale. Le 30 juillet, Lefebvre était à Innsbruck : mais, les divisions de l'armée d'Italie qui devaient venir de Klagenfurth n'étant pas encore arrivées, il dut ralentir ses opérations : quand cette jonction fut faite, il s'empara de Trente et marcha ensuite sur le Vorarlberg : la lutte continuait toujours et la conclusion de la paix définitive put seule l'arrêter.

Article V. — Traité de Vienne.

La paix fut signée à Vienne le 14 octobre.

Par le traité, l'empereur d'Autriche céda à la France une partie de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie, Goriza, Trieste, Villach, Fiume, le littoral avec les îles dépendantes, ensemble de territoires qui devait former avec la Dalmatie les provinces Illyriennes.

Le roi de Bavière reçut de l'Autriche la principauté de Salzbourg et entra en possession du Tyrol.

L'Autriche céda encore au roi de Saxe toute la Gallicie occidentale et une partie de la Gallicie orientale qui furent réunies au duché de Varsovie déjà placé depuis 1807 sous la domination du roi de Saxe.

Les troupes françaises et alliées évacuèrent aussitôt les provinces qui restaient à la couronne d'Autriche et rentrèrent, soit en Italie, soit sur le territoire de la confédération du Rhin.

CHAPITRE IV**CONCLUSION.**

Ainsi que nous l'avons dit en commençant l'étude des guerres de 1805, 1806, 1807 et 1809, nous n'avons voulu qu'en examiner l'ensemble : nous avons négligé les détails relatifs à la tactique proprement dite et nous nous sommes attaché à reproduire autant que possible l'idée générale qui a présidé à la combinaison des grandes opérations stratégiques. Par la comparaison des principaux faits de ces trois grandes guerres qui marquent l'apogée de la fortune militaire de Napoléon I^{er}, on peut établir les règles d'après lesquelles il a préparé et exécuté ses plans de campagne. C'est, du reste, ce qui a été fait depuis longtemps déjà, en particulier par Jomini, et l'on peut affirmer sans exagération que les principes de la stratégie moderne ont été posés par Napoléon I^{er} : ces principes ont encore toute leur force aujourd'hui, bien que l'emploi des chemins de fer et des télégraphes à la guerre en ait partiellement modifié l'application.

Résumons aussi brièvement que possible les faits les plus marquants de ces premières guerres de l'empire français et voyons si les enseignements qu'elles comportent coïncident avec les règles que nous avons émises d'après des généraux et des écrivains illustres, lorsque nous avons fait précédemment une étude sommaire de la Stratégie.

En 1805, au début de la campagne en Allemagne, les forces de la Grande-Armée française semblent être disséminées sur les bords du Mein et du Rhin.

La principale armée autrichienne s'est témérement portée en avant, sans attendre que les secours de l'armée russe soient arrivés : cette armée est faible en comparaison des forces ennemies qui vont fondre sur elle : en douze jours, elle est tournée : le gros des troupes françaises est sur sa ligne de retraite et il présente une masse si compacte qu'elle ne peut espérer les percer pour couvrir la capitale de l'Autriche.

La marche des Français a, du reste, été exécutée dans de telles conditions qu'à tout instant, lorsque la Grande-Armée fut à proximité de l'adversaire, les différents corps d'armée auraient pu se soutenir, dans une journée ou deux au plus, si l'un d'eux était venu donner contre une troupe ennemie.

Ce même ordre de marche est encore observé lorsque la Grande-Armée se porte sur Vienne, car sur son front se trouvent, en effet, les premières troupes russes et sur son flanc droit peut déboucher l'armée autrichienne d'Italie que commande l'archiduc Charles ; les dispositions sont remarquables et la capitale de l'Autriche semble tomber entre nos mains sans le moindre effort.

Napoléon I^{er} change alors sa ligne d'opérations pour se porter au devant des principales forces ennemies qui sont en Moravie. Il se laisse attaquer à Austerlitz, mais après avoir préparé tous les éléments de succès et en une seule journée il anéantit les dernières espérances de ses adversaires.

Observons que partout où le sort de la campagne doit se décider, il se présente toujours avec la supériorité ou au moins l'égalité numérique ; il n'attache qu'une importance secondaire aux autres événements, dans cette conviction qu'un grand succès militaire remporté sur le principal échiquier stratégique doit infailliblement faire cesser toutes les résistances partielles sur les autres théâtres d'opérations.

Remarquons encore que si hardies que paraissent les entreprises, tout y est combiné, préparé, assuré et que les moyens de retraite sont toujours prévus.

Il est donc certain que l'on peut considérer la campagne de 1805 comme un modèle classique d'opérations stratégiques.

En 1806, les débuts ressemblent à ceux de la campagne de 1805.

Les Prussiens ne veulent pas attendre l'arrivée des Russes, leurs auxiliaires : ils prennent seuls l'offensive et semblent vouloir menacer Mayence, sans tenir aucun compte de la position que, par suite de ses cantonnements antérieurs sur le territoire de la confédération du Rhin, l'armée française occupe sur leur flanc gauche et presque sur leurs derrières.

La même manœuvre stratégique que celle de Marengo et d'Ulm se représente, mais les conséquences en sont beaucoup plus rapides, puisque cinq journées de marche suffisent pour porter toute la masse de nos forces sur la ligne de retraite de l'ennemi et en des points tels que celui-ci est forcé d'y livrer combat pour rouvrir ses communications avec Berlin. Deux batailles simultanées ont lieu le même jour sur des terrains voisins et la principale armée prussienne est presque entièrement détruite.

Ici, comme en 1805, la stratégie et la tactique ont la plus grande part à nos succès : ce sont, en effet les combinaisons stratégiques qui ont mis les Prussiens dans une situation telle qu'il leur faut absolument vaincre ou périr : c'est notre supériorité tactique, résultant des guerres de la République, déjà constatée à Austerlitz, qui s'affirme d'une façon définitive à Iéna et à Auerstadt où s'effondre les principes de l'école prussienne dont Frédéric II avait été le chef et Guibert le propagateur en France.

Enfin, c'est par la comparaison des campagnes de 1800, 1805 et 1806, que Jomini pose le principe des bases d'opérations à double face qui résume parfaitement l'ensemble des combinaisons stratégiques de Napoléon I^{er}.

Mais celui-ci, après avoir défait les principales forces des Prussiens, ne veut en laisser subsister aucun vestige, avant de marcher à la rencontre des Russes ; c'est alors qu'a lieu cette poursuite énergique dont chaque journée est, en quelque sorte, marquée par une capitulation de l'ennemi en rase campagne ou dans une place forte.

Ce résultat obtenu, la Grande-Armée va chercher son nouvel adversaire dans un pays jusque-là peu connu et au milieu d'une saison rigoureuse. La ville de Varsovie est occupée sans que les Russes aient pu ou voulu s'y opposer; leur armée se retire après quelques échecs et nos troupes installent leurs cantonnements dans le bassin moyen de la Vistule.

Soudain l'ennemi reprend l'offensive, il dirige ses efforts contre notre gauche, espérant atteindre notre ligne de retraite, mais celle-ci a été changée, elle est hors de sa portée. Napoléon I^{er} veut alors renouveler la manœuvre qui lui a déjà tant de fois réussi : tandis que les Russes sont occupés à la poursuite d'un de nos corps d'armée qui, en se retirant se renforce d'autant plus qu'il se rapproche du reste de la Grande-Armée, Napoléon I^{er} réunit celle-ci et la porte sur la ligne d'opérations de l'adversaire ; malheureusement, une circonstance fortuite informe le général en chef russe de notre marche : celui-ci se hâte de regagner sa base d'opérations et, au lieu d'un succès tel que celui de Marengo, d'Ulm et d'Iéna, nous remportons avec peine la sanglante victoire d'Eylau.

C'est après cette bataille que la Grande-Armée prend sur les bords de la Passarge, entre l'Alle et la basse Vistule, ces cantonnements que l'on a considérés comme un modèle classique : elle y reste près de trois mois et, quand les Russes viennent l'y attaquer, les dispositions ont été si bien prises que huit jours suffisent à Napoléon I^{er} pour remporter deux nouvelles victoires, anéantir les dernières forces de ses adversaires et leur imposer la paix.

La campagne de 1809 en Allemagne et en Italie débute dans de tout autres conditions que les précédentes.

Une partie des forces armées de la France est employée dans la guerre d'Espagne. L'occasion semble donc favorable à l'Autriche pour chercher à réparer les pertes qu'elle a faites en 1805 ; les principes d'organisation et de tactique qui ont été l'une des causes de nos succès antérieurs ont été adoptés en partie dans son armée dont la mobilisation se fait avec une grande rapidité.

Une armée française est cantonnée dans le bassin du Mein, il est vrai, mais elle est séparée par le Danube des autres troupes françaises ou alliées. Si les Autrichiens commencent rapidement les hostilités, il est probable que la concentration de nos forces

ne se fera ni assez à temps ni assez en avant pour que toute la Bavière ne soit pas envahie.

Heureusement, l'armée autrichienne n'agit qu'avec lenteur. L'archiduc Charles qui la commande s'était cependant déjà trouvé dans une situation identique en 1796, alors qu'il avait eu à lutter contre les armées françaises de Rhin-et-Moselle et du Rhin cherchant à marcher concentriquement sur Vienne. Mais, au lieu de réunir ses forces pour opérer contre l'une des deux masses que forme la grande armée, comme il l'a fait contre Jourdan en 1796, il cherche à réunir ses corps d'armée vers Ratisbonne et il donne ainsi à Napoléon I^{er} le temps de réparer les fautes qui avaient été faites dans les dispositions ordonnées à nos troupes, lorsque l'on avait appris l'attaque subite de la Bavière par les Autrichiens.

Grâce à de meilleures combinaisons, à l'énergie et au talent de Davout, la concentration de la Grande-Armée est déjà faite par Ratisbonne, tandis que les deux masses de l'armée autrichienne n'ont encore atteint cette ville ni l'une ni l'autre. C'est alors qu'a lieu cette série de combats dont l'ensemble forme la bataille de Ratisbonne, dans lesquels Napoléon I^{er} renouvelle avec bonheur la manœuvre de Marengo, d'Ulm et d'Iéna, à la suite desquels l'archiduc Charles est rejeté dans la Bohême, ce qui le sépare de l'armée de l'archiduc Jean et rend la route de Vienne presque entièrement libre pour l'armée française.

Celle-ci entre bientôt de nouveau dans la capitale de l'Autriche, mais il lui faut construire des ponts pour passer sur la rive gauche du Danube où se trouvent les troupes de l'archiduc Charles.

Lorsque les ponts sont construits, la grande armée exécute le passage en présence de l'ennemi qui l'attaque alors et lui fait en définitive subir un échec, puisque nos troupes sont obligées d'évacuer la rive gauche.

Elles cantonnent ensuite sur la rive droite pendant deux mois et demi ; toutefois, si la bataille d'Essling a été un succès pour l'ennemi, il ne peut en tirer un grand parti, car la répartition des cantonnements français est telle que l'armée de l'archiduc Charles, isolée de toutes les autres armées autrichiennes, se renforce peu en Bohême et en Moravie, tandis que chaque jour la nôtre reçoit de nouvelles troupes ou est rejointe par celles qui opéraient sur les autres échiquiers stratégiques.

Enfin, tous les préparatifs étant terminés, Napoléon I^{er} exécute une seconde fois le passage du Danube, mais de façon à rendre nulles les formidables défenses de l'ennemi ; les deux armées se trouvent en présence dans la vaste plaine de la basse Morava ; la nôtre est surtout formée de jeunes soldats et le succès ne nous reste qu'après des efforts considérables : encore a-t-il fallu pour l'assurer que nos troupes aient eu recours à des formations tactiques profondes tout à fait en opposition avec les principes qui jusqu'alors nous avaient toujours rendus victorieux ; remarquons, du reste, que nos adversaires allaient précisément adopter les principes que nous avons appliqués jusqu'alors, au moment même où nous y renoncions.

Bien que la bataille de Wagram n'eût pas été décisive, l'archiduc Charles battit en retraite et bientôt de nouveau en présence de toute l'armée française qui le poursuivait, il se décida, convaincu de ne plus pouvoir être secouru, à demander un armistice.

Tel est le résumé des guerres de 1803, 1806 et de 1809, considérées seulement au point de vue des conceptions stratégiques. On peut donc affirmer que, jointes à celles de 1796 et 1800, elles ont fait de Napoléon I^{er} le plus grand général des temps modernes.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XIX

CAMPAGNE DE 1859 EN ITALIE.

TABLE DES MATIÈRES.

TITRE XIX

CAMPAGNE DE 1859 EN ITALIE.

	Pages.
CHAPITRE I. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.....	513
CHAPITRE II. OPÉRATIONS JUSQU'AU COMBAT DE MONTEBELLO....	622
CHAPITRE III. OPÉRATIONS DEPUIS LE COMBAT DE MONTEBELLO JUSQU'A LA BATAILLE DE MAGENTA.....	529
CHAPITRE IV. OPÉRATIONS DEPUIS LA BATAILLE DE MAGENTA JUS- QU'AU PASSAGE DE LA CHIESE.....	539
CHAPITRE V. OPÉRATIONS DU 5 ^e CORPS D'ARMÉE FRANÇAIS.....	544
CHAPITRE VI. BATAILLE DE SOLFERINO.....	546
CHAPITRE VII. DERNIÈRES OPÉRATIONS.....	566
CHAPITRE VIII. TRAITÉ DE VILLAFRANCA.....	571

TITRE XIX

CAMPAGNE DE 1859 EN ITALIE.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

L'empire d'Autriche et le royaume de Sardaigne se disputaient, depuis le commencement du siècle, la domination en Italie. Dès les premiers jours de l'année 1859, il était évident que l'un et l'autre de ces deux États se préparaient à employer la force, le premier pour maintenir sa prépondérance, le second pour chercher à s'en emparer. La participation du royaume de Sardaigne à la guerre de Crimée, ainsi que sa représentation officielle au congrès de Paris, avait considérablement augmenté son importance et son influence sur le reste de la péninsule : il était alors considéré comme pouvant seul réaliser l'unité italienne. Du reste, il était soutenu dans ses espérances par une alliance défensive conclue avec la France, dont la politique traditionnelle avait toujours été de combattre l'extension de l'Autriche en Italie. Telles furent, en résumé, les principales causes de la guerre de 1859 : leur donner de plus larges développements serait sortir du cadre de nos études.

Les tentatives faites pour réunir un congrès européen ayant échoué, l'Autriche envoya, le 23 avril, un ultimatum au Piémont : elle le sommait de cesser ses armements et de mettre son armée sur le pied de paix et elle l'informait qu'au cas de refus elle aurait recours à la force pour l'y contraindre. La réponse du Piémont ayant été négative, la guerre était commencée de fait entre ce royaume et l'Autriche. Celle-ci ayant elle-même ouvert les hostilités, la France était obligée de soutenir le Piémont, en raison du traité d'alliance défensive qui l'unissait à ce royaume.

L'effectif général de l'armée permanente française était de 400,000 hommes environ : on comptait, en outre, 164,000 hommes en congé renouvelable qui devaient revenir sous les drapeaux

au cas d'une guerre : l'appel du contingent de la classe 1838 devait donner 60,000 hommes au moins : on pouvait donc estimer à 620,000 hommes environ l'ensemble des forces disponibles de l'empire français.

L'armée piémontaise ne comptait pas alors plus de 63,000 hommes qui formaient 5 divisions d'infanterie, 1 de cavalerie et auxquels il faut ajouter 3000 volontaires environ sous les ordres de Garibaldi. Comme il était probable que les Autrichiens prendraient rapidement l'offensive, la ligne formée par la Dora Baltea fut reconnue et destinée à remplir le rôle de première ligne de défense, tant à cause de sa courte étendue que des excellentes positions défensives qu'elle présente, de sa proximité des Alpes occidentales et du littoral de la Méditerranée par lesquels les Français devaient venir au secours de leurs alliés. Il fut convenu qu'une division piémontaise couvrirait les débouchés de la Scrivia et la place de Gênes, qu'une seconde occuperait Alexandrie, qu'une troisième serait placée de façon à garder Casale, à observer le Pô devant Valence et à maintenir les communications de Casale avec Alexandrie : les deux autres divisions d'infanterie, la cavalerie et le corps des volontaires de Garibaldi devaient défendre les passages de la Dora Baltea et y être secourus le plus tôt possible par trois divisions françaises venant à travers les Alpes.

Les troupes autrichiennes employées en Italie formaient la 2^e armée commandée par le général Gyulai et ne se composaient, aux premiers jours de l'année 1839, que de 3 corps d'armée : le 5^e, général Stadion, occupait Plaisance, Pavie, Milan et Brescia : le 7^e, général Zobel, était réparti entre Mantoue et Vérone : le 8^e, général Benedeck, avait son quartier-général à Padoue. Ces troupes étaient sur le complet pied de paix. Mais bientôt on les renforça du 3^e corps, général Schwarzenberg, qui était à Vienne, où il faisait partie de la 1^{re} armée, commandée par le feld-zeng-meistre Gyulai, puis du 2^e corps, général Liechtenstein, qui appartenait à la 4^e armée et qui était stationné à Cracovie. Dans la première quinzaine de mars, ces troupes furent mises sur le pied de guerre et il était évident que l'Autriche se préparait à substituer l'action de la force à toutes les vaines tentatives faites par la diplomatie.

C'est alors que le gouvernement français, sans accroître l'ef-

fectif de l'armée permanente, prit certaines mesures destinées à permettre une plus prompte mobilisation, si les événements l'y obligeaient. On fit revenir d'Algérie à Lyon une division d'infanterie, en sorte qu'à la fin de mars la garnison de cette ville comptait 4 divisions : celles-ci furent mobilisées peu de temps après, et une 5^e division, nouvellement formée, fut postée dans la vallée de la Durance, entre Gap et Briançon. On prescrivit au gouverneur de l'Algérie de tenir ses troupes prêtes à être embarquées pour venir en France. Ces mesures n'étaient, en réalité, que préventives.

Le 6 avril, les quartiers-généraux des corps d'armée autrichiens furent transportés entre l'Adda et le Tessin : c'était une masse de 130,000 combattants environ qui se portait sur la frontière commune à l'Autriche et au Piémont : elle comprenait :

11 régiments d'infanterie à 3 bataillons	} 98 bataillons.
11 — — à 4 — —	
21 bataillons de chasseurs de frontières	
5 régiments de cavalerie à 8 escadrons,	40 escadrons.
40 batteries à 8 pièces, 320 pièces.	
6 bataillons de pionniers et sapeurs.	

De nouvelles formations faites dans l'infanterie devaient augmenter cet effectif de 40,000 hommes.

Le 9 avril, le 9^e corps autrichien, général Schaffgotsche, recevait l'ordre de quitter les environs de Brünn et de Pesth pour venir servir de réserve à la 2^e armée.

De tels préparatifs indiquaient évidemment des intentions hostiles : c'est alors que les troupes françaises du bassin du Rhône furent augmentées de 3 nouvelles divisions.

Le 21 avril, on connaissait définitivement à Paris les intentions de l'Autriche. Napoléon III prescrivit immédiatement le rappel sous les armes de tous les hommes en congé renouvelable, avec ordre de les diriger immédiatement sur leurs dépôts par les voies rapides.

Le 23, les troupes destinées à secourir le Piémont formaient l'armée d'Italie, dont Napoléon III prit le commandement en chef.

Cette armée se composait de 4 corps d'armée et de la garde, organisés et composés comme il suit :

Garde impériale, général Regnaud de Saint-Jean d'Angély ;

2 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie ; 24 bataillons, 24 escadrons, 36 bouches à feu : 14,800 hommes, 3,835 chevaux ;

1^{er} corps d'armée, maréchal Baraguey d'Hilliers ; 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie : 41 bataillons, 16 escadrons, 63 bouches à feu dont 21 de réserve : 21,198 hommes, 2,457 chevaux ;

2^e corps d'armée, général de Mac-Mahon ; 2 divisions d'infanterie et 1 brigade de cavalerie : 27 bataillons, 8 escadrons, 39 bouches à feu dont 15 de réserve : 17,870 hommes, 1,097 chevaux ;

3^e corps d'armée, maréchal Canrobert ; 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie : 39 bataillons, 16 escadrons, 63 bouches à feu dont 21 de réserve : 21,969 hommes, 1,354 chevaux ;

4^e corps d'armée, général Niel ; 3 divisions d'infanterie et 1 brigade de cavalerie : 39 bataillons, 8 escadrons, 57 bouches à feu dont 21 de réserve : 19,904 hommes, 718 chevaux.

Un 5^e corps fut encore constitué, mais en vue d'une destination spéciale : le prince Napoléon en reçut le commandement : il comprenait 2 divisions d'infanterie et 1 brigade de cavalerie : 28 bataillons, 8 escadrons, 54 bouches à feu dont 24 de réserve : 21,127 hommes, 1,128 chevaux.

La France pouvait encore disposer : de 2 divisions d'infanterie à Lyon, de 1 à Besançon et de 1 de cavalerie à Lyon, sous les ordres du maréchal de Castellane : de 2 divisions d'infanterie à Paris, de 1 à Lille et de 1 à Mézières, que commandait le maréchal Magnan : de 2 divisions d'infanterie au camp de Châlons, de 1 à Strasbourg, de 1 à Metz, de 1 division de cavalerie au camp de Châlons, de 1 à Strasbourg, de 1 à Metz, de 1 à Lunéville, sous les ordres du maréchal Pélissier.

L'organisation et la composition de l'armée d'Italie, telles que nous venons de les indiquer ci-dessus, ne furent terminées que dans les derniers jours du mois de mai.

Les 3^e et 4^e corps d'armée reçurent l'ordre de franchir les Alpes.

Le 1^{er} corps fut dirigé par les voies rapides de Paris à Marseille et à Toulon, d'où il fut transporté à Gênes sur les navires de l'État et du commerce : la garde exécuta le même mouvement, moins la division de cavalerie qui, après être arrivée en chemin de fer à Marseille, se rendit à Gênes par le chemin de la Corniche.

Le 2^e corps, formé de troupes d'Algérie qui n'avaient pas encore eu le temps de se transporter en France conformément aux ordres primitifs, fut embarqué dans les divers ports de la colonie et débarqua à Gênes.

Le 26 avril, les premières troupes du 1^{er} corps d'armée débarquaient à Gênes.

Le 28, la 2^e division du 3^e corps, général Bouat, franchissait le col du mont Cenis et débouchait à Suze : elle était suivie des autres divisions des 3^e et 4^e corps, une partie de ce dernier passant, en outre, à la même date, par le col du mont Genève.

Chaque soldat d'infanterie portait 60 cartouches : il y en avait le même nombre réparti entre les voitures des batteries divisionnaires et celles du parc du corps d'armée : on pouvait estimer à 24,000,000 l'approvisionnement total de l'armée. Le fusil rayé venait d'être donné à toute l'infanterie : l'armement était en voie de transformation et l'on espérait faire fabriquer 40,000 nouvelles armes par mois.

Les essais tentés depuis plusieurs années pour appliquer aux bouches à feu de l'artillerie les principes qui avaient augmenté la justesse et la portée des armes à feu portatives avaient réussi en 1858. L'ordre avait été donné de fabriquer aussitôt les pièces du nouveau système. L'artillerie était donc en voie de transformation quand la guerre éclata : il en résulta que, parmi les batteries de campagne affectées à l'armée, il n'y en avait que 37 de canons rayés de 4 et 4 de canons-obusiers rayés de 12. Ces nouvelles batteries étaient approvisionnées à 240 coups par pièce, tandis que les autres n'avaient que 190 coups par pièce. Chaque parc de corps d'armée, fort de 110 voitures, portait encore un demi-approvisionnement, et un autre demi-approvisionnement se trouvait dans les 430 voitures du grand parc. Un parc de siège avait été, en outre, constitué avec 200 canons rayés de 12, 70 mortiers, 800 voitures et un approvisionnement moyen de 900 coups par pièce. Deux grands équipages de pont avaient été formés avec 32 bateaux, 4 nacelles et 77 voitures, outre deux équipages de pont chacun à 6 voitures affectés respectivement au 3^e et au 5^e corps d'armée. Le matériel d'artillerie pouvait être estimé à 654 bouches à feu, 3,900 voitures, 243,000 projectiles oblongs, 138,644 projectiles sphériques, 15,000 boîtes à balles, 80,000 grenades à main, 2,000 fu-

sées et 395,000 kilogrammes de poudre, avec 24,000 chevaux.

Le génie avait un grand parc de 46 voitures avec 10,000 gros outils et une réserve ultérieure de 3,700 outils de rechange : le 5^e corps avait, en outre, un parc de 9 voitures avec 3,000 outils. Les approvisionnements en sacs à terre et autres objets avaient été réunis en quantité suffisante à Lyon et furent partiellement envoyés à Alexandrie.

Le gouvernement piémontais avait fait réunir les rations suffisantes à 100,000 hommes pour 17 jours et destinées à nos troupes. Des manutentions complémentaires et des magasins provisoires pour le pressage des fourrages furent organisés en France. Les approvisionnements furent dès lors successivement assurés de façon à fournir les rations suffisantes à 150,000 hommes pour 200 jours en farine et en biscuit et 56 jours en viande salée : le service de la viande fraîche, du riz, du sucre et du café devait se faire dans le pays même : enfin on parvint à réunir les rations suffisantes à 30,000 chevaux pour 90 jours en orge et en avoine et 85 jours en foin pressé.

Les approvisionnements en étoffes pour la confection des effets d'habillement étaient suffisants : mais, comme il fallait les confectionner rapidement afin de pourvoir aux besoins de la mobilisation et de constituer une réserve, on eut recours conjointement aux ouvriers militaires et au commerce.

Le personnel sanitaire, alors en voie de réorganisation, pourvut au service des hôpitaux temporaires qui furent ensuite à même de contenir 15,000 malades et à l'organisation d'une ambulance par division d'infanterie, par division ou brigade de cavalerie, par quartier-général de corps d'armée et de deux ambulances pour le grand quartier-général.

Le train des équipages organisa 21 compagnies, dont 12 montées et 9 légères, avec 4,800 chevaux et 600 voitures. Chaque quartier-général de corps d'armée eut 1 compagnie montée et 1 compagnie légère, sauf la garde qui eut 3 compagnies montées et 1 légère : le reste fut attaché au grand quartier-général.

Enfin le service de la remonte avait fait de grands achats et des écuries temporaires avaient été construites dans les dépôts pour leur donner toutes les facultés nécessaires en vue de subvenir aux besoins des troupes en campagne.

L'armée sarde, commandée par le roi Victor-Emmanuel II, était organisée et composée ainsi qu'il suit :

1^{re} division, lieutenant-général Castelborgo : 18 bataillons, 4 escadrons, 18 bouches à feu : 9,514 hommes, 400 chevaux ;

2^e division, lieutenant-général Fanti : 18 bataillons, 4 escadrons, 18 bouches à feu : 11,917 hommes, 400 chevaux ;

3^e division, lieutenant-général Durando : 18 bataillons, 4 escadrons, 12 bouches à feu : 10,203 hommes, 400 chevaux ;

4^e division, lieutenant-général Cialdini : 18 bataillons, 4 escadrons, 12 bouches à feu : 10,176 hommes, 400 chevaux ;

5^e division, lieutenant-général Cucchiari : 18 bataillons, 4 escadrons, 18 bouches à feu : 10,718 hommes, 400 chevaux ;

Division de cavalerie, lieutenant-général Sambuy : 16 escadrons, 12 bouches à feu : 1,934 chevaux ;

Brigade des chasseurs des Alpes, général Garibaldi : 6 bataillons, 1 escadron : 3,120 hommes, 50 chevaux.

L'armée sarde fut placée sous les ordres de Napoléon III, qui disposait, à la date du 20 mai, de :

294 bataillons, contenant 163,304 combattants ;

117 escadrons, contenant 12,992 chevaux ;

402 pièces de campagne.

La 2^e armée autrichienne était commandée par le feld-zengmeister Gyulai : elle comprenait, au moment de son entrée dans le Piémont :

2^e corps d'armée, feld-maréchal-lieutenant Liechtenstein ; 2 divisions : 19 bataillons, 4 escadrons, 40 bouches à feu dont 8 de réserve : 16,780 hommes, 1,130 chevaux ;

3^e corps d'armée, feld-maréchal-lieutenant Schwarzenberg ; 2 divisions : 20 bataillons, 8 escadrons, 56 bouches à feu dont 24 de réserve : 18,300 hommes, 1,650 chevaux ;

5^e corps d'armée, feld-maréchal-lieutenant Stadion ; 2 divisions : 25 bataillons, 4 escadrons, 64 bouches à feu dont 24 de réserve : 21,940 hommes, 1,800 chevaux ;

7^e corps d'armée, feld-maréchal-lieutenant Zobel ; 2 divisions : 18 bataillons, 4 escadrons, 48 bouches à feu dont 16 de réserve : 16,700 hommes, 1,643 chevaux ;

8^e corps d'armée, feld-maréchal-lieutenant Benedek ; 2 divisions : 20 bataillons, 4 escadrons, 48 bouches à feu dont 24 de réserve : 18,700 hommes, 1,433 chevaux ;

Division de cavalerie, feld-maréchal-lieutenant Mensdorff : 23 escadrons, 16 bouches à feu : 3,163 cavaliers avec 2,875 chevaux ;

Réserve générale d'artillerie de 80 bouches à feu.

En résumé, cette armée comprenait :

103 bataillons, avec 92,420 combattants ;

47 escadrons, avec 10,551 chevaux ;

352 pièces de campagne.

CHAPITRE II

OPÉRATIONS JUSQU'AU COMBAT DE MONTEBELLO.

L'armée française se subdivisait en deux grandes masses : celle de gauche, formée des 3^e et 4^e corps d'armée, et qui pénétrait en Italie par les Alpes, fut placée sous le commandement du maréchal Canrobert : celle de droite, composée de la garde, des 1^{er} et 2^e corps d'armée, et qui débarquait à Gênes, fut mise sous les ordres du maréchal Baraguey d'Hilliers.

Les Autrichiens auraient pu commencer les hostilités le 27 avril ; ils avaient subi un retard de deux jours provenant d'une proposition de médiation de l'Angleterre.

Mais, le 29 et le 30 avril, cette armée effectuait le passage du Tessin sur quatre colonnes principales et envahissait la Lomelline. Le 2 mai, elle occupait les positions suivantes :

En 1^{re} ligne, face au sud-ouest, étaient les 5^e, 3^e et 8^e corps : à droite, le 5^e, à Candia, menaçant Casale : au centre, le 3^e, menaçant Valenza et Alexandrie : à gauche, le 8^e, à Pieve del Cairo, menaçant la vallée de la Scrivia ;

En 2^e ligne, face à l'ouest, étaient le 7^e corps qui menaçait Verceil et Turin et le 2^e qui formait réserve.

La réserve générale d'artillerie était à Trumello et le quartier-général à Lomello (fig. 63).

Au point de vue défensif, cette position était excellente. L'armée ennemie occupait ainsi un quadrilatère ayant pour faces : à l'ouest, la Sesia et le Pô, de Verceil à Valenza : au sud, le Pô, de Valenza à Pavie : à l'est, le Tessin sur lequel étaient les ponts de San-Martino, de Vigevano et de Pavie qui assuraient la retraite : au nord, la route et le chemin de fer, de Verceil à San-Martino par Novare. Les quatre sommets de ce quadrilatère étaient Verceil, Valenza, Pavie et San-Martino : au centre, se trouvait Mortara où aboutissaient les routes

venant des angles et des côtés du quadrilatère. Une attaque de front tentée par l'armée franco-sarde contre cette position exigeait le passage de vive force du Pô ou de la Sesia en présence de l'ennemi, puis une grande bataille à la suite de laquelle l'armée autrichienne, en admettant qu'elle eût été battue, se retirerait sans difficulté sur la rive gauche du Tessin et le prendrait pour nouvelle ligne de défense. Une attaque sur le flanc gauche obligeait l'armée alliée à faire, à travers le défilé de Stradella, une longue marche parallèle au front de l'ennemi, pendant laquelle celui-ci serait libre de déboucher sur le flanc gauche de la colonne. L'attaque sur le flanc droit offrait donc seule quelques chances de succès, mais nos troupes étaient trop éloignées pour la tenter avant quelques jours et d'ailleurs les Autrichiens ne pouvaient supposer que l'armée franco-sarde oserait exécuter une entreprise aussi téméraire.

Au point de vue offensif, la position était habilement choisie : en effet, l'armée autrichienne était placée de manière à menacer Turin par Verceil, Alexandrie par Valenza et Casale, la vallée de la Scrivia et Gênes par celles de ses troupes qui bordaient le Pô entre Pavie et Plaisance. Elle se réservait donc la possibilité de prendre l'initiative des mouvements dans la direction qui lui conviendrait le mieux et elle tenait ainsi ses adversaires dans l'incertitude.

En réalité, le plan de campagne des Autrichiens était de traverser la Sesia, de marcher sur Turin avant que les Français fussent arrivés, de battre les troupes sardes et de prendre la capitale du royaume.

Mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, un premier retard de deux jours avait été apporté à l'offensive de l'armée autrichienne par la proposition de médiation de l'Angleterre : puis, les routes étaient détrempées par les pluies, ce qui ralentit la marche.

Du reste, le premier projet de défensive des Piémontais sur les bords de la Dora Baltea en attendant l'entrée des Français en ligne venait d'être abandonné. La position formée par cette rivière était, en effet, trop étendue pour le nombre de défenseurs dont on pouvait alors disposer : en outre, elle pouvait être tournée par la gauche : enfin, son centre n'était pas assez fort, et, au cas d'un échec, son intérieur était tel que l'on

ne pouvait livrer une nouvelle bataille aux vainqueurs jusqu'à Turin. Il fut jugé meilleur de quitter les bords de la Dora Baltea, de concentrer une partie des forces vers Casale pour menacer le flanc gauche des Autrichiens s'ils s'avançaient par Verceil sur Turin et de réunir le reste vers Alexandrie dans le même but ainsi que pour protéger les détachements français en marche, pour hâter la jonction des deux armées alliées et l'effectuer hors de la portée de l'ennemi.

L'armée sarde prit, en conséquence, les positions suivantes :

2^e division, Fanti, à Alexandrie ;

3^e division, Durando, à Valenza ;

4^e et 5^e divisions, Cialdini et Cucchiari, à Casale ;

1^{re} division, Castalborge, et quartier-général à San-Salvatore.

La division de cavalerie resta sur la Dora Baltea afin de former la gauche de cette nouvelle ligne et d'observer les mouvements de l'aile droite des Autrichiens.

L'aile gauche de l'armée française avait, pendant ce temps, traversé les Alpes par les cols du mont Cenis et du mont Genève, avait passé à Suse et à Turin. Du 2 au 7 mai, les 3^e et 4^e corps d'armée arrivèrent à Alexandrie.

Du 26 au 30 avril, le 1^{er} corps d'armée français effectuait son débarquement à Gênes : puis, il se mettait en marche vers Alexandrie par le col de la Bochetta et la vallée de la Scrivia. Il était suivi du 2^e corps et de la garde. Le 7 mai, le 1^{er} corps approchait de Tortone : le 2^e était à Gavi, sur sa gauche, et la garde était en réserve.

Pendant ce temps, les Autrichiens avaient pris l'offensive. Ils avaient d'abord fait, du 3 au 6 mai, quelques démonstrations simultanées, une sur Casale, une autre sur Valenza, où ils détruisirent le pont du chemin de fer, une dernière vers Voghera et vers Tortone. Les deux premières étaient peu importantes : la troisième avait, comme les précédentes, pour objet de tromper les Français sur la véritable direction de l'offensive principale, de chercher à retarder la jonction de leurs deux ailes et de garantir l'aile gauche autrichienne pendant que la droite se portait en avant : elle n'atteignit que partiellement son but et les troupes du 8^e corps qui en avaient été chargées repassèrent sur la rive gauche du Pô après avoir

détruit près de Tortone les ponts de la route et du chemin de fer d'Alexandrie à Stradella construits sur la Scrivia.

Le 7, l'armée autrichienne quittait les bords de la rive gauche du Pô, ne laissant qu'un rideau d'arrière-gardes peu nombreuses pour masquer son départ et se portait vers le nord. Le 7^e corps et la réserve de cavalerie, suivis du 5^e et du 3^e, soutenus par le 2^e et le 8^e, se concentraient autour de Verceil.

Le 8, le 7^e et le 5^e corps autrichiens traversaient la Sesia à Verceil et à Prarolo et marchaient vers Santhia, tout en poussant des reconnaissances vers Ivree et vers Trino. Le 7^e corps tenait la tête de colonne et était suivi de tous les autres, sauf du 5^e, qui masquait le mouvement et en protégeait la gauche.

Le 9, au moment où la capitale du Piémont semblait menacée, la marche de l'ennemi vers Turin fut soudainement arrêtée. Il est probable que, ne rencontrant aucune résistance devant lui, le général en chef Gyulai attribua à l'armée franco-sarde le projet d'attaquer ses troupes sur leur flanc gauche ou sur leurs derrières quand elles se seraient bien avancées.

En conséquence, non-seulement il suspendit, puis il arrêta le mouvement offensif, mais encore il fit reculer sur la rive gauche de la Sesia les troupes qui avaient traversé le cours d'eau.

Le 13, la 2^e armée autrichienne était tout entière revenue dans ses cantonnements antérieurs de la Lomelline et occupait les positions suivantes :

Extrême droite : cavalerie de réserve, entre Vespolate, Verceil et Novare ;

Droite : 7^e et 2^e corps d'armée, vers Verceil et Palestro, face à l'ouest, jusqu'au confluent de la Sesia ;

Centre : 3^e corps, quartier-général et artillerie de réserve, à Mortara ;

Gauche : 8^e et 5^e corps, face au sud, depuis le confluent de la Sesia jusqu'à celui du Tessin et en arrière jusqu'à Lomello ;

Extrême gauche : division de réserve, général Urban, entre Pavie et Stradella.

Cette division de réserve était un corps très-mobile que l'on avait organisé pour assurer les communications de l'armée, s'opposer aux entreprises de Garibaldi, veiller au maintien de

l'ordre dans le territoire envahi et construire des têtes de pont.

Le 10, l'aile gauche de l'armée française prit définitivement ses positions à la droite des divisions sardes entre Valenza et Alexandrie, le 3^e corps en 1^{re} ligne et soutenu par le 4^e. L'aile droite continuait son mouvement vers le nord, le 1^{er} corps dirigé sur Tortone, le 2^e sur Alexandrie, la garde en arrière : son flanc droit ayant été menacé par une sortie de la garnison de Pavie effectuée vers Bobbio par la vallée de la Trebbia, on eut recours pour le protéger de ce côté à un régiment de la division du 5^e corps commandée par le général d'Autemarre, lequel venait de débarquer à Gènes.

Le 12, Napoléon III vint prendre le commandement de l'armée alliée franco-sarde.

Le 13, il prescrivit de faire vivre, en général, l'armée avec les ressources du pays dans lequel elle se trouverait, et d'y pourvoir par réquisitions payées en pays ami, prises sans payer en pays ennemi.

Le 14, le 1^{er} corps d'armée français porte son quartier-général à Tortone.

Le 15, le 2^e corps s'établit vers Marengo, entre Tortone et Alexandrie.

La garde suit ces mouvements comme réserve de l'aile droite.

L'armée franco-sarde occupait alors un front de 60 kilomètres, sur la rive droite du Pô, entre Casale et Tortone : les troupes y étaient disséminées. Des ordres furent aussitôt donnés de façon à les concentrer davantage et à ne plus faire surveiller les bords du fleuve que par des avant-postes.

En raison de ces nouvelles instructions, l'armée alliée prit, le 16, les positions suivantes :

Extrême gauche: division de cavalerie piémontaise, Sambuy, vers Santhia et Verceil ;

4^e division, Cialdini, à l'ouest de Casale ;

2^e et 3^e divisions, Fanti et Durando, à Casale ;

1^{re} division, Cucchiari, à l'est de Casale ;

1^{re} brigade de la 5^e division, à Ponte-Stura, en réserve des 2^e, 3^e et 4^e divisions ;

2^e brigade de cette division, avec le quartier-général royal, à Occiniano ;

4^e corps, Niel, à San-Salvatore ;

2^e corps, Mac-Mahon, à Sale ;

1^{er} corps, Baraguey d'Hilliers, à Ponte-Curone, avec 10 escadrons de cavalerie sarde éclairant vers Montebello ;

3^e corps, Canrobert, à Tortone, en réserve des 2^e et 1^{er} corps : garde et grand quartier-général à Alexandrie.

Le 17, l'armée franco-sarde, ayant effectué tous les mouvements précédents, formait donc deux fortes masses séparées par le Tanaro et qui pouvaient menacer l'aile droite ou l'aile gauche des Autrichiens : à droite du Tanaro étaient en 1^{re} ligne les 1^{er} et 2^e corps soutenus par le 3^e en réserve ; à gauche, en 1^{re} ligne, le 4^e corps et l'armée sarde soutenus par la garde en réserve. Celle-ci pouvait, du reste, être portée par le chemin de fer d'Alexandrie à Casale ou à Voghera vers le point de la première ligne qui serait menacé.

L'armée autrichienne était restée inactive depuis le 14 mai. La position prise par les alliés autour d'Alexandrie, les reconnaissances de cavalerie poussées vers Montebello, la présence d'un régiment français à Bobbio et d'autres indices firent supposer à Gyulai que nous avions le projet de menacer sa gauche. A cette époque le 9^e corps autrichien, commandé par le feld-maréchal-lieutenant Schaffgotsche, arrivait justement à Plaisance et venait ainsi renforcer l'aile gauche de l'ennemi en poussant ses avant-postes vers Stradella.

Le général en chef de l'armée autrichienne renonça alors à toute idée d'offensive vers Turin.

Le 19, il fit évacuer Verceil et sauter une partie du pont de chemin de fer sur la Sesia : il fit compléter la destruction du pont de Valenza. Il avait précédemment fait jeter un pont à la Stella, au confluent du Pô et du Tessin, et avait prescrit d'en protéger la tête par plusieurs ouvrages qu'il renforçait la grande digue de la rive droite du fleuve : il disposait ainsi d'un camp retranché qui permettait à son armée de déboucher sur la rive droite du Pô sans être inquiétée, qui lui servait de point d'appui pour les opérations ultérieures, qui offrait un abri en cas d'échec, où elle pouvait se réorganiser et d'où elle couvrait, en s'appuyant sur Pavie, la rive droite du fleuve et défendait le défilé de Stradella.

C'est alors que, convaincu d'avoir deviné le plan de campagne de l'armée franco-sarde et voulant s'en assurer d'une

façon plus certaine, Gyulai se décida à opérer une grande reconnaissance offensive vers Voghera. Il prescrivit au 5^e corps de se mettre en 1^{er} ligne à la gauche du 8^e : il mit son quartier-général et le 3^e corps à Garlasco : il retira le 7^e de Palestro, et il le porta sur Candia et Mortara.

Le 20, les 5 brigades autrichiennes destinées à cette opération, et que commandait spécialement Stadion, se dirigèrent vers l'aile droite de l'armée alliée : elles marchaient sur trois colonnes (fig. 46). Leur force était de 24 bataillons renfermant 23,000 hommes, 7 escadrons contenant 1,400 chevaux et 40 pièces formant 5 batteries.

Ces troupes repoussèrent aisément les patrouilles de cavalerie fournies par les régiments sardes qui étaient attachés au 1^{er} corps d'armée français : elles atteignirent Montebello, mais elles furent alors attaquées par la 1^{re} division du 1^{er} corps, que commandait le général Forey. Celui-ci les chassa de Montebello et les obligea à se retirer vers Stradella. Les seules troupes françaises et sardes engagées dans ce combat ne contenaient que 6,933 fantassins et 1,294 cavaliers : la division Forey y contribua avec ses 13 bataillons et 6 pièces : la division de cavalerie du 1^{er} corps n'y eut que 1 escadron : les 10 escadrons de la cavalerie sarde qui étaient attachés spécialement au 1^{er} corps y combattirent tous : enfin, 1 bataillon d'un régiment de la division d'Autemarre du 5^e corps, qui était alors en marche sur le flanc droit du 1^{er} corps, y contribua également.

Le combat de Montebello fut un grand succès pour les troupes franco-sardes : c'était, par conséquent, un grave échec pour l'armée autrichienne, mais son général en chef ne le jugea pas ainsi : il persista dans son erreur : il resta persuadé que les troupes envoyées par lui en reconnaissance avaient eu à lutter contre des forces supérieures en nombre et il fut de plus en plus convaincu que l'armée française allait se porter en masse dans la direction de Plaisance.

CHAPITRE III

OPÉRATIONS DEPUIS LE COMBAT DE MONTEBELLO JUSQU'À LA
BATAILLE DE MAGENTA.

Les Autrichiens ayant évacué Verceil pour se concentrer sur leur gauche en vue de la grande reconnaissance offensive qu'ils allaient effectuer dans le défilé de Stradella, le général Cialdini en profita pour porter, le 21, la 4^e division piémontaise sur la rive gauche de la Sesia à Torrione et à Borgo-Vercelli : mais, le 23, Zobel revenant avec le 7^e corps vers les cantonnements qu'il avait auparavant, Cialdini fut obligé de passer sur la rive droite du cours d'eau et il dut se contenter de se maintenir à Verceil. Les 1^{re}, 2^e et 3^e divisions sardes avaient été portées au secours de la 4^e ; mais, celle-ci s'étant repliée, elles arrêterent leur mouvement le 24 et un calme complet régna pendant quelques jours sur le front d'opérations des deux armées ennemies.

A ce moment, Garibaldi avait reçu l'ordre de porter la brigade de chasseurs volontaires des Alpes dont il avait le commandement contre la droite de l'armée autrichienne et d'y opérer en corps de partisans : le 21, il franchissait la Sesia à Romagnano, après être passé par Biella, Cassato et Gattinara. Le 23, il passait le Tessin, entrant à Varèse : dès son arrivée sur le territoire de la Lombardie, il y organisait l'insurrection et y levait de nouveaux bataillons de volontaires. Le général Urban fut envoyé contre lui avec sa division de réserve, concurremment avec une partie de la garnison de Milan. Les efforts des Autrichiens contre Garibaldi n'eurent d'abord aucun succès : le 28, il entra dans Côme et poussa ses avant-postes dans la direction de Monza. Mais Garibaldi ayant poussé une pointe hardie vers le nord-est, Urban en profita pour reprendre l'offensive, réoccuper Varèse et disposer ses détachements de telle sorte qu'ils tinssent toutes les routes par lesquelles les chasseurs des Alpes pourraient essayer de se retirer. La position de ces derniers était donc très-critique le 31 mai : néanmoins, ils purent effectuer sans difficulté leur mouvement sur Côme : d'autres événements venaient, en effet,

de contraindre la division Urban à abandonner ce théâtre d'opérations excentrique pour se porter vers le principal échiquier stratégique.

A la suite du combat de Montebello, Gyulai avait maintenu le gros de ses forces sur son aile gauche près de Pavie, afin d'être prêt à résister à l'attaque des Français qui, dans son opinion, devait se produire de ce côté. L'armée alliée fut, de son côté, portée sur son aile droite, tant pour faire persévérer le général en chef autrichien dans son erreur que pour se tenir concentrée en vue d'une grande bataille dont le combat de Montebello pouvait être le prélude. L'inaction définitive des Autrichiens permit alors de supposer qu'il était possible de porter la masse principale de l'armée franco-sarde sur Verceil et Novare par Valenza et Casale, afin de tâcher d'effectuer le passage du Tessin et de faire tomber Milan sans subir des pertes trop considérables.

Le 22 mai, le 1^{er} corps français se porta à Montebello, le 2^e à Voghera, le 3^e à Ponte-Curone : le 4^e corps, la garde et l'armée piémontaise gardèrent leurs positions antérieures. La division d'Autemarre du 5^e corps reçut l'ordre de venir se joindre au 1^{er} corps.

Quand il eut connaissance de cette concentration dans le défilé de Stradella, Gyulai prescrivit à son armée des mouvements identiques : il mit les 5^e, 8^e et 9^e corps en 1^{re} ligne, de Valenza à Pavie et à Stradella, face au sud et à l'ouest : en 2^e ligne, les 2^e et 3^e corps, à Trumello et à Garlasco : le grand quartier-général dans ce dernier endroit : le 7^e corps et la cavalerie en 3^e ligne, mais face à l'ouest, à Mortara et à Vespolate, de manière à surveiller la Sesia et la route de Verceil à Novare, par laquelle quelques officiers autrichiens estimaient, vu la diversion faite par Garibaldi, que les troupes franco-sardes pourraient parfaitement diriger une attaque contre l'aile droite.

Bientôt les reconnaissances et les renseignements prouvèrent au grand quartier impérial que les Autrichiens avaient occupé leurs nouvelles positions, que leurs principales forces étaient près de Pavie et que la ligne de la Sesia était faiblement gardée. Les bords de cette rivière furent reconnus : Napoléon III prescrivit la construction des ponts nécessaires pour permettre à l'armée française de la passer, et, le 27, les ordres

définitifs du mouvement furent donnés à tous les commandants de corps d'armée.

Les troupes d'infanterie du 3^e corps sont transportées par chemin de fer de Ponte-Curone à Casale : le reste du corps d'armée se rend à Casale par la route. Le 29, tout le corps d'armée est réuni à Casale et doit servir de réserve à l'armée sarde qui s'est portée à Verceil et qui est chargée de masquer le mouvement tournant des alliés en rejetant l'aile droite autrichienne de Palestro vers Mortara.

Le 28, les positions des autres corps sont les suivantes après la journée de marche : la garde à Occiniano : le 4^e corps à Valenza : le 2^e à Sale : le 1^{er} à Ponte-Curone : la division d'Autemarre et la cavalerie piémontaise forment l'arrière-garde et couvrent la marche entre Voghera et Stradella : le quartier-général impérial est encore à Alexandrie. Ce jour-là même les ponts sur la Sesia étaient terminés et couverts par des retranchements sur la rive gauche.

Le 29, les 3^e et 4^e corps sont à Casale avec la garde : le 2^e corps à Valenza : le 1^{er} à Sale : la division d'Autemarre à Tortone ; le quartier-général impérial à Alexandrie.

Quant à l'armée piémontaise, elle était à Verceil, sauf la 4^e division qui avait traversé la Sesia et qui était venue s'établir dans les nouveaux ouvrages fortifiés de la rive gauche.

Le 30, les autres divisions sardes passaient à leur tour le cours d'eau et se dirigeaient sur Palestro : le 3^e corps jetait des ponts à Prarolo pour appuyer la droite de l'armée piémontaise. Cette masse devait pousser vers Mortara afin d'attirer l'attention de l'ennemi et de lui cacher la marche que le reste de l'armée alliée effectuerait en même temps vers Novare.

L'aile droite autrichienne était alors formée seulement par le 7^e corps qui était fort dispersé et qui ne pouvait être immédiatement soutenu par le 2^e établi à Castel d'Agogna. Les 4^e et 3^e divisions sardes, ayant en réserve les 1^{er} et 2^e, se portent au devant des troupes du 7^e corps autrichien et les chassent de Palestro : la 5^e faisait alors une démonstration et un simulacre de passage de la Sesia vers Candia où elle retint une division du 7^e corps autrichien.

Pendant ce premier combat de Palestro, le 3^e corps d'armée français exécute en partie le passage de la Sesia à Prarolo et le 4^e se porte sur Borgo-Vercelli.

Le 30, Gyulai avait été informé de l'attaque qu'avait subie le 7^e corps : il resta convaincu que le mouvement effectué vers Palestro était une simple démonstration destinée à le tromper en attirant ses forces vers le nord : il mit cependant une division du 2^e corps sous les ordres de Zobel et il l'autorisa à prendre l'offensive le lendemain.

Le 31, le commandant du 7^e corps autrichien vint, en conséquence, attaquer les alliés avec 2 divisions seulement : ceux-ci pouvaient alors faire entrer en ligne 14 divisions d'infanterie et 7 brigades de cavalerie : ils n'avaient plus, au contraire, que 4 divisions d'infanterie sur le Pô et sur la basse Sesia et Gyulai tenait 11 divisions inactives sur le Pô ainsi que sur le bas Tessin. Les Autrichiens échouèrent dans leurs efforts et furent obligés de battre en retraite sur Mortara.

Le soir du second combat de Palestro, l'armée franco-sarde occupait les positions suivantes :

En 1^{re} ligne : à droite, la 4^e division sarde, le 3^e corps avec sa division de cavalerie en arrière, autour de Palestro et appuyés à la Sesia : au centre, les 3^e, 1^{re} et 2^e divisions sardes : à gauche, le 4^e corps tenant la route et le chemin de fer de Verceil à Novare.

En 2^e ligne : à droite, la division de cavalerie sarde, à Torrione : au centre, le 2^e corps, à Borgo-Vercelli, avec la division de cavalerie du 1^{er} corps.

En 3^e ligne : la garde, à Verceil, avec le quartier-général impérial.

Le 1^{er} corps était à Casale, la division d'Autemarre à Alexandrie et la 5^e division sarde à Candia.

Le jour même, il fut reconnu que les Autrichiens n'étaient pas en nombre à Novare, que la route qui va de Verceil à ce point était libre, que l'ennemi avait le gros de ses forces autour de Mortara, que son attention était encore fixée sur le cours du Pô entre les confluent de la Sesia et du Tessin. On en conclut que le mouvement tournant pouvait être continué jusqu'à Novare et au Tessin sous la protection de la ligne formée par l'armée sarde et le 3^e corps.

Le 1^{er} juin, le 4^e corps entra à Novare après une faible résistance de la brigade autrichienne qui occupait la ville et vint prendre position au sud sur la route de Mortara : il est suivi et soutenu par le 2^e corps et par la garde : le quartier-général

impérial est à Novare le soir même. La division de cavalerie du 1^{er} corps a suivi ce mouvement : elle dirige des reconnaissances vers Vespolate et Trecate, mais l'ennemi n'est rencontré nulle part. Le 1^{er} corps est à Borgo-Vercelli. L'armée sarde et le 3^e corps ont conservé leurs positions antérieures.

L'inaction des Autrichiens est toujours la même : il est vrai que le 8^e corps est porté vers Candia, le 31 mai, ce qui semble prouver que Gyulai se rend compte du danger qui menace son aile droite : mais comme ce corps est rappelé le 1^{er} juin, dans ses anciennes positions, près de Lomello, il est certain que Gyulai n'a encore aucun soupçon du mouvement exécuté par l'armée franco-sarde.

Toutefois, il était probable que l'entrée de nos troupes à Novare et le retour des troupes autrichiennes qui s'étaient échappées de cette ville allaient donner l'éveil au quartier-général ennemi. Toutes les dispositions furent donc prises pour résister à une attaque venant de Mortara vers Novare ou Verceil. En effet, Gyulai fut informé, le 2, de la présence des corps français à Novare ; il comprit enfin que sa droite était complètement débordée ; mais, au lieu de prendre l'offensive, il donna immédiatement l'ordre de battre en retraite et de franchir le Tessin afin de conserver ses communications. Il porta tout de suite son quartier-général à Garlasco avec les 5^e et 8^e corps : les 2^e et 7^e avec la division de cavalerie de réserve se réunirent à Vigevano : le 3^e fut chargé de couvrir la retraite depuis Vespolate.

Pendant les derniers jours de mai, l'armée autrichienne avait subi d'importantes modifications. Une nouvelle armée, appelée 1^{re} armée, avait été organisée sous les ordres du feldzeug-meistre Wimpffen, avec les 1^{er}, 9^e et 11^e corps et une division de réserve de cavalerie : elle devait participer aux opérations en Italie contre l'armée franco-sarde : le 16^e corps était désigné pour servir de réserve à ces deux armées dont François-Joseph I^{er}, arrivé à Vérone le 30, s'était réservé le commandement en chef. Une 3^e armée, formée des 4^e, 6^e, 12^e et 13^e corps et des 1^{er} et 2^e corps de cavalerie, devait être constituée sous les ordres de l'archiduc Albert et porter le nom d'armée du Rhin. Enfin, une 4^e armée, comprenant les 10^e et 15^e corps, devait être chargée de la défense des côtes.

Or, le jour même où la 2^e armée autrichienne se préparait à

repasser le Tessin, le 1^{er} corps d'armée, commandé par le feld-maréchal-lieutenant Clam-Gallas, et qui devait faire partie de la 1^{re} armée nouvellement organisée, arrivait à Milan, s'avancait jusqu'à Magenta et atteignait le Tessin. Le général Urban, qui était alors à Varèse, recevait l'ordre de venir appuyer la droite du 1^{er} corps et permettait ainsi à Garibaldi de sortir sans difficultés de la position critique dans laquelle se trouvait le corps des chasseurs des Alpes.

Le 3, le 1^{er} corps français étant venu s'établir à la droite du 4^e corps de façon à défendre avec celui-ci la route de Mortara à Novare, il n'y eut plus dès lors aucune raison pour laisser à Palestro l'armée sarde et le 3^e corps : on les rappela sur Novare, pendant que la division Espinasse du 2^e corps était envoyée sur San-Martino par Trecale : la division des voltigeurs de la garde, général Camou, se rendit de Novare par Galliate sur Turbigo afin d'aller y surprendre le passage du Tessin. Le soir même, un pont de bateaux était établi en face de Turbigo et la division Camou prenait position sur la rive gauche du cours d'eau. En même temps, le 4^e corps exécutait une grande reconnaissance vers Vespolate, et l'on acquit la conviction que l'armée autrichienne s'était retirée sur les bords du Tessin. Celle-ci pouvait diriger une attaque par la rive droite : le fait était peu probable et néanmoins on crut devoir, en prévision de cette éventualité, garder près de Novare les 1^{er}, 3^e et 4^e corps. Le général Espinasse reçut l'ordre de se porter sur Turbigo où le général de Mac-Mahon réunit tout le 2^e corps à la suite de la division des voltigeurs de la garde qui passa momentanément sous ses ordres : les divisions sardes devaient suivre ce mouvement. Enfin la division des grenadiers de la garde, général Mellinet, dut gagner San-Martino où sont les ponts que la route et le chemin de fer de Novare à Milan forment au-dessus du Tessin.

Le même jour, le 2^e corps français traversait la rivière au pont de Turbigo et livrait le combat de Robecchetto à l'extrême aile droite du 1^{er} corps autrichien, que Clam-Gallas avait étendue vers le nord, tant pour surveiller le débouché de Turbigo que pour se relier à la division Urban qui venait alors de Varèse.

Les positions des Autrichiens étaient les suivantes, le 3 au soir (fig. 64) :

Extrême droite : division Urban, à Gallarate;
Droite : 1^{er} corps, à Magenta et à Cuggiono ; 2^e corps, à Magenta ; réserve de cavalerie, à Corbetta ;
Centre : 7^e et 3^e corps, vers Abbiategrasso ;
Gauche : 5^e et 7^e corps, vers Bereguardo ;
Réserve : 9^e corps, à Stradella et Plaisance.

Informé des mouvements qu'exécutait l'armée franco-sarde, le général Gyulai pouvait chercher à lui interdire le passage du Tessin en prenant position à Magenta ; mais, en cas d'insuccès, il aurait été obligé de se retirer sur Milan et Brescia dont la surexcitation aurait pu compromettre la retraite de son armée. Il se décida à attaquer le flanc droit des Français pendant qu'ils franchiraient le cours d'eau : il conservait ainsi sa ligne de retraite par Lodi, Pizzighetone, Crémone et Mantoue et restait assez à proximité du Pô pour manœuvrer, à l'aide des ponts sur le fleuve, soit contre la principale armée ennemie venant de la Lomelline, soit contre le 5^e corps français, s'il débouchait de la Toscane. Il avait ordonné, du reste, de détruire le pont de San-Martino et il espérait que les Français perdraient du temps à le réparer : mais ce pont ne fut pas détruit : en outre, le général en chef autrichien dut modifier ses dispositions de marche ainsi que l'ordre de bataille qu'il avait préparé pour le lendemain d'après des instructions qui lui furent envoyées par François-Joseph I^{er}.

La possession des deux passages de Turbigo et de San-Martino sur le Tessin nous permettait de porter toute l'armée franco-sarde sur la rive gauche. Il fut décidé que cette opération commencerait le 4, mais que l'on garderait cependant des troupes sur la rive droite au cas d'une attaque de front faite par les Autrichiens, afin de conserver la ligne de retraite, par Novare et Verceil.

La disposition de l'armée franco-sarde était alors la suivante :

Droite : 1^{er} corps, 1^{re} et 4^e divisions sardes, au sud-ouest de Novare ;

Centre : 3^e et 4^e corps, avec les divisions de cavalerie des 1^{er} et 3^e corps, à Novare ;

Gauche : division des grenadiers de la garde, à Trecate et San-Martino : 2^e corps et division des voltigeurs de la garde, à Turbigo et Robecchetto ;

Réserve : 2° et 3° divisions sardes avec la cavalerie sarde, à Galliate.

Le 1^{er} corps devait appuyer sa droite à l'Agogna et occuper fortement les positions qui défendent la route et le chemin de fer de Mortara à Novare : sa division de cavalerie devait couvrir son aile droite : la division de cavalerie du 3° corps devait couvrir son aile gauche et la relier avec la droite du 4° corps qui devait s'établir à Trecate : le 3° devait prendre position à San-Martino : le 2° devait se porter de Robechetto sur Magenta, soutenu par la garde : l'armée sarde, moins la 5° division, devait servir de réserve générale à Galliate.

Le 4 au matin, ces mouvements s'effectuaient lorsque l'on sut d'une façon certaine que l'armée autrichienne avait évacué la rive droite du Tessin et qu'elle remontait par la rive gauche vers la route de Milan. De nouvelles instructions furent données aussitôt : l'armée sarde dut aller soutenir le 2° corps par Turbigo : il fut prescrit aux 3° et 4° corps de marcher sur San-Martino.

Les 1^{er} et 2° corps autrichiens étaient en position à Magenta, faisant face au nord-ouest, et s'étendant de Buffalora à Robecco sur la rive gauche du Tessin et sur les deux rives du Naviglio-grande. Le 2° corps français vint donner contre leur extrême aile droite vers midi, en débouchant de Cuggiono, et dirigea immédiatement son attaque vers Buffalora : mais tout le corps d'armée n'était pas encore en ligne et le combat fut suspendu quelque temps après pour permettre à la division Espinasse, qui devait former la gauche, d'arriver à Marcallo. De son côté, la 2° brigade de la division des grenadiers de la garde s'était approchée du Tessin suivant les ordres qu'elle avait reçus et, entendant le bruit de la canonnade sur son flanc gauche, elle commençait l'attaque des positions occupées par les Autrichiens sur la rive gauche : elle fut bientôt renforcée par la 2° brigade et toutes deux eurent à lutter contre des forces beaucoup plus considérables. Cette division s'empara des ponts sur le Naviglio-grande, et se relia par Buffalora avec la droite du 2° corps français. Mais, quand celui-ci eut suspendu le combat, elle eut à résister aux efforts de deux corps d'armée autrichiens ; sa position devenait extrêmement critique, d'autant plus que les 3° et 7° corps autrichiens commençaient à entrer en ligne dans la direction de Robecco, tandis que les

secours n'arrivaient pas pour appuyer les grenadiers de la garde : en effet, le 4^e corps, qui se portait de Novare à Trecate suivant les premiers ordres, encombra la route par laquelle il avait été prescrit au 3^e corps de marcher sur San-Martino. Enfin, 2 brigades du 3^e corps arrivent au secours des grenadiers et se portent sur leur droite. D'autre part, le 2^e corps reprend le combat vers Buffalora et Marcallo. Les deux parties de l'armée franco-sarde, séparées par le Tessin et n'ayant entre elles aucune communication, attaquent avec une égale énergie la droite et le centre de l'armée autrichienne dont la gauche est encore trop éloignée pour entrer en ligne. Le 2^e corps dirige ses efforts sur Magenta et repousse constamment les troupes qu'il a devant lui. Sur le flanc droit des 2 brigades du 3^e corps qui prolongeaient la droite de la ligne des grenadiers, débouchent sans cesse des renforts provenant des 3^e et 7^e corps autrichiens qui font plier notre aile droite et qui dirigent leurs attaques vers le pont de San-Martino en remontant la rive gauche du Tessin. De ce côté, la position des Français est très-critique : mais heureusement 2 brigades du 4^e corps entrent encore en ligne et font à leur tour reculer les Autrichiens au moment où le 2^e corps pénètre dans Magenta. Il était environ 8 heures du soir. L'armée française, par deux combats simultanés que l'on a réunis sous le nom de bataille de Magenta, venait de s'assurer la possession de la rive gauche du Tessin et de s'ouvrir la route de Milan.

Voici quelles furent les positions de l'armée franco-sarde face au sud-est pour la nuit du 4 au 5 :

Gauche : 2^e corps et division de voltigeurs de la garde, à Magenta ;

Centre : division de grenadiers de la garde, à Buffalora et à Ponte-NuovodiMagenta ;

Droite : 1 division du 3^e corps et 1 du 4^e, renforcées le soir par les autres du 3^e corps, à Ponte-Vecchio di Magenta ;

Réserves : le reste du 4^e corps, le 1^{er}, les divisions de cavalerie des 1^{er} et 2^e corps, de Trecate à Novare : 2^e division sarde à Marcallo : 1^{re}, 3^e et 4^e divisions sardes, à Turbigo et Galliate ;

Grand quartier-général impérial, à San-Martino.

Les divisions sardes avaient reçu l'ordre de soutenir le 2^e corps, mais elles ne purent y parvenir : le général Urban, en

venant de Gallarate, menaçait, en effet, les derrières du 2^e corps français, mais sans s'en douter : la 2^e division put seule s'avancer jusqu'à Marcallo le 4 au soir : la 3^e resta près de Turbigo pour protéger le pont : aucune de ces divisions ne combattit.

Les Autrichiens étaient répartis face au nord-ouest ainsi qu'il suit :

Droite : 1^{er}, 2^e et 7^e corps, avec la division de cavalerie, à Corbetto ;

Centre : 3^e et 5^e corps, à Robecco ;

Gauche : 8^e corps, à Bereguardo ;

Réserve : 9^e corps, à Plaisance et Belgiojoso :

Grand quartier-général, à Abbiategrosso.

Bien que maîtres des ponts du Tessin, il est certain que les alliés ne pouvaient marcher sur Milan, si Gyulai se maintenait en position près d'Abbiategrosso où il pouvait concentrer toutes ses forces. On devait donc s'attendre à recommencer la bataille le 5 et, en effet, le général en chef autrichien avait pris toutes ses dispositions dans ce but : mais les 1^{er} et 2^e corps autrichiens s'étant retirés vers Milan dans la nuit, il ne restait plus assez de troupes fraîches à Gyulai pour renouveler la lutte et il y renonça. Il ordonna de battre en retraite sous la protection du 8^e corps. Les 3^e et 5^e corps passent par Pavie pour emmener tout le matériel possible : les 1^{er}, 2^e et 7^e se dirigent sur Lodi : le 8^e couvre le mouvement en arrière par l'occupation de Landriano et de Melegnano : la division de cavalerie protège le flanc droit.

L'armée franco-sarde exécute alors de fortes reconnaissances au nord et au sud de Milan, tant pour préparer son entrée dans cette ville que pour avoir des nouvelles de la principale armée autrichienne et de la division Urban : le 2^e corps, l'armée sarde et la 1^{re} division de cavalerie se portent vers Rhô : les 3^e et 4^e corps vers Abbiategrosso que l'ennemi venait d'évacuer : quant à la division Urban, elle avait pu s'échapper par Monza et Vimercate.

Le 7, le 2^e corps entra à Milan, traversa la capitale de la Lombardie où nos troupes furent accueillies avec enthousiasme et alla prendre position en dehors de la ville sur la route de Pavie : le 1^{er} corps était à San-Pietro d'Olmo : le 4^e, à Corsico : le 3^e, à Gaggiano. L'armée sarde se porta vers Milan et s'arrêta

au nord de la ville. La division de cavalerie du 1^{er} corps s'en approcha également et celle du 3^e corps resta à Magenta.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS DEPUIS LA BATAILLE DE MAGENTA JUSQU'AU PASSAGE DE LA CHIESE.

L'armée autrichienne avait effectué sa retraite vers l'Adda : à gauche, le 5^e corps était à Corte-Olona : au centre, à San-Angelo, étaient le 2^e, le 3^e et une partie du 1^{er} : le grand quartier-général et le 9^e corps étaient à Codogno : l'aile droite, composée des 7^e et 8^e corps, d'une partie du 1^{er}, de l'ancienne garnison de Milan et de la division Urban, était sous les ordres de Benedek, dont le quartier-général était à Lodi. Celui-ci avait laissé une arrière-garde à Melegnano avec ordre de s'y retrancher et de s'y défendre.

Le 8, Napoléon III et Victor-Emmanuel II entraient dans la capitale de la Lombardie avec la garde impériale. En même temps, le 1^{er} corps se portait de San-Pietro d'Olmo vers Milan, traversait la ville et se portait vers Melegnano avec le 2^e corps qui avait été placé sous les ordres du maréchal Baraguey d'Hilliers en vue du combat auquel donnerait évidemment lieu la résistance de l'arrière-garde autrichienne à Melegnano. Il était six heures du soir quand la division Bazaine du 1^{er} corps attaqua la forte position occupée par l'ennemi : deux heures après, elle s'en était emparée : la division de Ladmirault du même corps l'avait secondée dans cette action : quant à la division Forey et au 2^e corps, ils n'avaient pu arriver assez vite pour achever le mouvement tournant qui devait concorder avec l'attaque de front.

Le 9 et le 10, l'armée franco-sarde occupa les positions suivantes :

1^{er}, 2^e et 4^e corps, avec leur cavalerie, à Melegnano ;

3^e corps, garde et armée sarde, avec leur cavalerie, à Milan.

Un repos était nécessaire aux troupes. En outre, il fallait réunir les matériaux indispensables pour traverser l'Adda, le Serio, l'Oglio, la Chiese, le Mincio, cours d'eau perpendiculaires à la ligne d'opérations que devait suivre l'armée franco-

sarde et que les ennemis défendraient sans doute. Enfin, on voulait se renseigner sur la direction qu'eux-ci avaient prise dans leur retraite. Le 10, on sut que l'aile droite autrichienne avait évacué Lodi et qu'elle avait quitté les bords de l'Adda en faisant sauter les deux ponts sur lesquels passe la route de Milan à Brescia par Crema. Il était donc certain que Gyulai avait mis son armée en pleine retraite et avait renoncé à défendre l'Adda. L'armée franco-sarde pouvait poursuivre l'ennemi par la route de Pavie à Mantoue qui franchit l'Adda sur le pont de Pizzighetone, mais la 2^e armée autrichienne y avait levé d'énormes contributions en se retirant, de sorte qu'il eût été difficile d'y faire vivre nos troupes : en outre, il était préférable de continuer à menacer l'aile droite de l'ennemi et de ne pas quitter le voisinage du chemin de fer qui unissait Milan à Turin et à Alexandrie d'un côté, à Bergame et Brescia de l'autre. Or, la partie moyenne de l'Adda offrait les deux ponts de Vaprio et de Cassano qui répondaient aux nécessités présentes. Il fut décidé, le 10, que la marche s'effectuerait dans ces deux directions, l'armée sarde à gauche vers Vaprio, l'armée française à droite vers Cassano.

Le 11, le 3^e corps français se porta en avant, tandis que les 1^{er}, 2^e et 4^e se rabattaient de Melegnano sur la route de Milan à Cassano. En même temps, les Piémontais atteignaient Vimercate.

Le 12, la 2^e armée autrichienne était déjà presque tout entière sur la rive gauche de l'Oglio et elle occupait les positions suivantes :

Extrême droite : division Urban, à Chiari ;

Droite : 1^{er} et 8^e corps, avec la division de cavalerie, à Orzinovi et Pompiano ;

Centre : 2^e et 3^e corps, entre Orzinovi et Verola-Nuova ;

Gauche : 5^e et 7^e corps, à Verola-Nuova et à Manerbia ;

Extrême gauche : 9^e corps, à Piadena ;

Grand quartier-général, à Verola-Nuova.

Les places de Plaisance et de Pizzighetone avaient été évacuées et leur matériel de guerre dirigé sur Mantoue.

Le même jour, le 3^e corps français passait l'Adda à Cassano sur des ponts de bateaux et atteignait Treviglio. Les 1^{er} et 2^e corps étaient à Melto ; la garde, à Gorgonzola, avec le grand quartier impérial ; le 4^e corps, à Pialtello. L'armée

piémontaise franchissait la rivière à Vaprio et atteignait Romano.

Le 13, le 3^e corps passe le Serio ; le 1^{er} le remplace à Treviglio ; le 2^e traverse l'Adda à Cassano ; le 4^e et la garde atteignent la rive gauche de ce dernier cours d'eau : l'armée piémontaise franchit l'Oglio à Palazzolo et Ponte-Oglio et porte sa cavalerie jusqu'à Coccaglio.

Le mouvement de l'armée autrichienne semblait indiquer l'intention de se rapprocher de Montechiaro, de prendre la ligne d'opérations de Peschiera à Vérone, et de défendre le passage de la Chiese : le 9^e corps continuait à suivre seul la route de Pavie à Mantoue. C'était, du reste, le plan que Gyulai venait d'adopter et pour lequel il donna, le 11, les ordres suivants qui devaient être exécutés le 13 : la division Urban devait se placer à Castenedolo et observer Brescia ; les 1^{er} et 7^e corps, former la droite, de Desenzano à Montechiaro ; les 2^e et 3^e corps, passer au centre et en seconde ligne, à Castel-Goffredo et à San-Cassiano ; le 5^e, former la gauche à Carpenedolo ; le 9^e, se disposer en réserve, à Gazzoldo ; le 8^e et la division de cavalerie, couvrir le front de cette position en avant de Montechiaro. Gyulai avait renoncé à défendre directement la ligne de la Chiese de Montechiaro à Carpenedolo, parce que le cours d'eau avait peu de largeur et de profondeur et parce que la rive droite commandait la rive gauche : il avait assigné Lonato et Castiglione comme points de concentration à ses troupes, préférant livrer une bataille sur cette position plutôt que sur la rive gauche du Mincio ; il ne trouvait pas celle-ci avantageuse et, en cas d'échec, le quadrilatère formé par les places de Peschiera, Vérone, Legnago et Mantoue offrait un refuge assuré à ses troupes : enfin, il avait repoussé la pensée d'une retraite derrière l'Adige, car il fallait alors abandonner Borgoforte, pivot de manœuvres sur les deux rives du Pô, en sorte que l'armée franco-sarde aurait pu opérer sa jonction avec le 5^e corps et essayer un mouvement tournant par la rive droite du fleuve pour séparer l'aile gauche de la ligne de défense formée par l'Adige. Les mouvements prescrits par Gyulai en raison de ce nouveau plan de campagne s'effectuèrent du 12 au 15.

Le 14, l'armée française franchit le Serio à la suite du 3^e corps qui se porte sur la route de Soncino, de façon à flanquer la droite des autres corps d'armée : le 2^e corps marche vers

Urago, suivi du 1^{er} et du 4^e : la garde impériale franchit l'Adda et se porte à Treviglio avec le quartier-général impérial. L'armée française s'échelonne ainsi de l'Adda à l'Oglio, ayant en première ligne le 3^e corps à droite vers Soncino et le 2^e à gauche vers Urago, tandis que les 1^{er} et 4^e corps forment une seconde ligne près de Caravaggio : la garde est en réserve à Treviglio. Quant à l'armée sarde, elle est toujours sur la gauche de l'armée française et elle atteint le même jour Coccaglio, près de Brescia.

Le 15, le 2^e corps franchit l'Oglio à Urago : le pont en avait été détruit par les Autrichiens, mais il fut facile de le réparer. En arrière sont échelonnés le 3^e, le 1^{er} et le 4^e corps, ce dernier à Caravaggio. Le quartier-général impérial est à Romano avec la garde. L'armée sarde entre le même jour à Brescia.

Le corps des volontaires commandé par Garibaldi servait d'avant-garde à l'armée sarde : après la retraite de la division de réserve autrichienne que conduisait Urban, Garibaldi était entré à Bergame : il en était parti le 8 et, prenant la route de Palazzolo, il avait atteint Brescia le 13. Le 14, il avait dépassé San-Eufemia. Le 15, il venait attaquer dans ses positions autour de Castenedolo la division Urban qui formait l'extrême droite de l'armée autrichienne : cette division se retira sur Calcinato, tandis que Garibaldi restait en position devant Castenedolo et Ponte-San-Marco, soutenu par la 4^e division piémontaise aux ordres de Cialdini et par la division de cavalerie Sambuy de la même armée.

Le 16, Gyulai disposa l'armée autrichienne dans le but d'accepter le combat sur la rive gauche de la Chiese. Le 7^e corps prit position à Lonato, le 8^e à Castiglione : le 1^{er} se plaça entre les deux précédents et en arrière, près de Desenzano : la division de cavalerie Mensdorff se porta en avant de Guidizzolo. Les autres corps étaient répartis ainsi qu'il suit : le 5^e, à Volta, avec le quartier-général ; le 9^e, à Goïto ; le 3^e, sur la rive gauche du Mincio ; le 2^e, près de Mantoue ; le 5^e, nouvellement organisé, descendait en même temps du Tyrol pour déboucher sur notre aile gauche et menacer nos communications avec Brescia.

La 4^e division piémontaise, Cialdini, et le corps des volontaires de Garibaldi furent chargés de s'opposer aux tentatives

du 6^e corps autrichien et de protéger le flanc gauche de l'armée franco-sarde.

Cette armée continua, le 16, son mouvement en avant : les 1^{er}, 2^e et 3^e corps d'armée franchirent l'Oglio à Urago et à Soncino. Le 2^e corps alla occuper Coccaglio, point de jonction des deux routes de Palazzolo et d'Urago à Brescia : il était soutenu à Chiari par la division des voltigeurs de la garde. Le 1^{er} corps était à Urago ; le 3^e à Orzi-Novî et à Soncino, relié au précédent par la division de cavalerie Desvaux. La division de grenadiers de la garde, le 4^e corps et le quartier-général impérial restèrent sur la rive droite de l'Oglio. Quant à l'armée sarde, elle conserva les mêmes positions près de Brescia.

Le 17, l'armée française atteint la Mella. La division de cavalerie du 1^{er} corps forme avec la division de cavalerie sarde un rideau qui s'étend de Castenedolo à Bagnolo et derrière lequel s'achemine cette armée. Le 3^e corps, qui est à la droite, est flanqué par sa division de cavalerie dont les reconnaissances sont dirigées vers le bas Oglio. L'armée sarde, à la gauche de l'armée française, s'avance en deux colonnes : à gauche, les 3^e et 4^e divisions vers Lonato ; à droite, les 1^{er} et 2^e, vers Castenedolo ; la 5^e division et le quartier-général royal sont encore à Brescia. Le quartier-général impérial est près d'Urago.

Le 18, l'armée française franchit la Mella et atteint la Chiese : les forces franco-sardes sont alors réparties de la façon suivante sur la rive droite en face des positions occupées par l'armée autrichienne sur la rive gauche.

Gauche : armée sarde, de Brescia vers Lonato et Castenedolo ;

Centre : 1^{er} corps, à Brescia, et 2^e corps, à droite du 1^{er} ;

Droite : 4^e corps, à Bagnolo ;

Réserve : 3^e corps, à Poncarale ; garde impériale, à Brescia ;

Quartier-général impérial, à Brescia.

Le 19, l'armée franco-sarde séjourna dans les mêmes positions : elle fut rejointe par la division de cavalerie de la garde qui avait été transportée en chemin de fer de Paris à Marseille, avait été dirigée de Marseille à Gênes par la route de la Corniche, avait atteint Alexandrie le 2 juin, en était repartie le 12 et avait été transportée en chemin de fer jusqu'à Mortara, puis avait traversé le Tessin à Vigevano et était entrée à Milan le 15.

Au fur et à mesure que l'armée franco-sarde s'éloignait de sa base d'opérations, ses communications en arrière avaient été assurées par des places du moment et des bases secondaires dont les centres étaient à Alexandrie, Verceil, Novare, Milan et Brescia qu'occupaient quelques troupes laissées comme réserves stratégiques et où étaient appelées d'autres troupes venant de France.

CHAPITRE V.

OPÉRATIONS DU 5^e CORPS D'ARMÉE FRANÇAIS.

Le 3^e corps d'armée français, commandé par le prince Napoléon, avait été constitué en vue d'opérations spéciales. Il se composait de deux divisions. L'une de celles-ci, commandée par le général d'Autemarre, avait été placée, le 18 mai, sous les ordres du maréchal Baraguey d'Hilliers commandant le 1^{er} corps d'armée et elle avait pris part dès lors à toutes les opérations de l'armée franco-sarde.

Le 5^e corps ne comprenait donc plus qu'une division d'infanterie commandée par le général Uhrich et une brigade de cavalerie. C'est avec ces troupes que le prince Napoléon, débarqué à Gênes, le 12 mai, avec l'empereur Napoléon III, avait reçu de celui-ci l'ordre de s'embarquer pour Livourne pour aller occuper la Toscane qu'avait abandonnée le grand-duc et dont s'approchaient les avant-gardes des troupes autrichiennes : il devait en même temps assurer la neutralité du territoire pontifical. Le but de cette opération était donc, en résumé, d'inquiéter les Autrichiens à l'extrême gauche de leurs possessions italiennes, de les priver des ressources qu'ils auraient pu tirer de l'Italie centrale, d'organiser les éléments militaires du duché de Toscane, et ultérieurement de ceux de Parme et de Modène. Le général Ulloa commandait les forces toscanes et déjà une légion de volontaires s'organisait dans le pays.

Le 23, le prince Napoléon débarque à Livourne : il y est suivi par les troupes de la division Uhrich qui arrivent du 23 au 26.

La 1^{re} brigade de cette division est immédiatement dirigée sur Florence où est établi le quartier-général. La 2^e brigade est portée à Pistoia ; celle-ci doit surveiller les débouchés des Apennins vers Modène et Bologne : elle est flanquée sur sa droite par les troupes toscanes et les volontaires qui surveillent les passages vers Imoli, Faenza, Forli et Rimini, et sur sa gauche par un corps toscan de 2,000 hommes qui, de Lucques, garde la route allant à Parme par Pontremoli.

Le 30 mai, la brigade de cavalerie attachée au 5^e corps débarquait à Livourne et elle entrait à Florence le 4 juin.

Quant aux Autrichiens, ils étaient tenus dans l'incertitude par ces dispositions, ne sachant si le 5^e corps allait marcher sur Bologne ou gagner le littoral de l'Adriatique et s'y embarquer pour bombarder ensuite Venise.

Les mouvements exécutés par le 5^e corps ne pouvaient avoir qu'une faible importance tant qu'aucun événement capital n'aurait eu lieu sur le principal théâtre des opérations. Les Autrichiens qui occupaient alors les duchés de Parme et de Modène ne firent, du reste, que des efforts isolés et sans valeur réelle pour menacer la position occupée par ce corps d'armée en Toscane. Mais, aussitôt après la bataille de Magenta, il devint évident que l'armée autrichienne allait évacuer les duchés : en effet, l'ennemi se retira de Pavie, de Plaisance, de Bologne, de Ferrare et d'Ancône pour gagner le quadrilatère et la Vénétie : les ducs de Parme et de Modène abandonnèrent aussi leurs États et le 5^e corps reçut l'ordre de rejoindre la masse principale des forces franco-sardes.

Le 12 juin, la division Ulloa dut se mettre en marche vers Parme : elle fut suivie par la division Urich et par la brigade de cavalerie.

Le 15, le quartier-général du 5^e corps était à Lucques.

Le 22, l'avant-garde du 5^e corps était à Pontremoli ; le 24, elle était à Fornoue ; le 26, elle atteignait Parme avec le quartier-général du prince Napoléon.

Quant à l'autre division du 5^e corps, elle était arrivée à Magenta le 9 juin et, depuis ce jour-là, elle agissait éloignée de l'armée principale : elle avait reçu la double mission de couvrir la droite de cette armée et de faciliter au 5^e corps, venant de Toscane, sa jonction avec celle-ci. Le 12, elle était établie à Belgiojoso. Le 14, elle occupait Plaisance où elle séjourna

jusqu'au 21. Le 22, elle s'établissait à Pizzighetone. Le 24, elle traversait l'Adda et entraît à Crémone. Le 25, elle atteignait Piadena.

D'autre part, la division Uhrich traversait le Pô à Casalmaggiore le 28, le 29 et le 30 : la division Ulloa exécutait la même opération le 1^{er} juillet.

Le 1^{er} juillet, la réunion définitive du 5^e corps était opérée entre Piadena et Casalmaggiore.

Le 4, le 5^e corps français avec la division toscane Ulloa avait définitivement rejoint la droite de l'armée franco-sarde à Goïto, en passant par Caneta et Gazzoldo.

CHAPITRE VI.

BATAILLE DE SOLFERINO.

Au moment où l'armée franco-sarde atteignait la Chiese, d'importantes modifications venaient d'être introduites dans le commandement et l'organisation des forces autrichiennes.

Les hommes de la première année de réserve avaient servi à former les quatrièmes bataillons ; ceux de la deuxième année de réserve furent appelés pour constituer les cinquièmes bataillons ; une nouvelle levée et des enrôlements volontaires vinrent permettre de renforcer ou de créer les 16 corps d'armée d'infanterie et les 3 divisions de cavalerie dont l'organisation avait été décrétée et qui devaient être répartis en 4 armées.

Les 10^e et 11^e corps d'armée durent, avec les troupes placées sous les ordres de Gyulai et avec une seconde division de cavalerie, former les deux armées opérant en Italie et dont l'empereur d'Autriche s'était réservé le commandement en chef.

Le 10^e corps, commandé par le feld-maréchal-lieutenant Wernhardt, était arrivé de Venise à Villimpinta, le 17 (fig. 69).

Le 11^e corps, commandé par le feld-maréchal-lieutenant Veigl, était venu de Vérone à Villafranca, le 18.

La 2^e division de cavalerie, commandée par le feld-maréchal-lieutenant Zedtwitz, était venue du Tyrol à Vérone qu'elle atteignait le 19.

L'armée autrichienne chargée d'opérer en Italie se composait donc de 10 corps d'armée d'infanterie et de 2 divisions de cavalerie sous les ordres de François-Joseph II qui les répartit en 2 armées, ainsi qu'il suit :

1 ^{re} Armée : Wimpffen.	{	2 ^e corps, E. Liechtenstein ;
		3 ^e corps, Schwarzenberg ;
		9 ^e corps, Schaffgotsche ;
		10 ^e corps, Wernhardt ;
		11 ^e corps, Veigl ;
2 ^e Armée : Schlik.	{	1 ^{re} division de cavalerie : Zedtwitz.
		1 ^{er} corps, Clam-Gallas ;
		5 ^e corps, Stadion ;
		6 ^e corps, F. Liechtenstein ;
		7 ^e corps, Zobel ;
	{	8 ^e corps, Benedek ;
		2 ^e division de cavalerie : Mensdorff.

Les positions de ces diverses troupes étaient les suivantes, le 18 :

1^{re} Armée, à gauche : 2^e corps, à Mantoue ; 3^e, à Goïto : 9^e, à Roverbella ; 10^e et 11^e corps, avec la 1^{re} division de cavalerie et le quartier-général, à Nogara ;

2^e Armée, à droite : 7^e corps, à Lonato ; 1^{er}, à Esenta ; 8^e, à Castiglione ; 5^e, en réserve, à Solferino et Cavriana ; 7^e, dans le Tyrol ; 2^e division de cavalerie, couvrant et éclairant la route de Castiglione à Montechiaro ; quartier-général, à Pozzolengo.

Le grand quartier-général de l'empereur d'Autriche était à Villafranca.

La 3^e armée, placée sous les ordres de l'archiduc Albert, se composait de 2 corps d'armée qui, avec une division de cavalerie, représentaient le contingent de l'Autriche dans l'armée de la Confédération germanique : elle formait ainsi un noyau autour duquel auraient pu venir se grouper les forces de cette Confédération si elle se décidait à secourir l'Autriche dans sa lutte contre la France.

La 4^e armée, forte de 4 corps d'armée et d'une division de cavalerie, était sous les ordres du général Degenfeld qui avait établi son quartier-général à Trieste : elle avait pour mission de surveiller la Russie, la Hongrie et la Gallicie.

Les journées de repos accordées à l'armée franco-sarde

avaient été employées à diriger des reconnaissances sur le front d'opérations des Autrichiens. Le 19, on sut ainsi que l'ennemi occupait Montechiaro : le 20, on apprit qu'il avait évacué cette ville et Castiglione.

En effet, l'armée autrichienne venait de recevoir l'ordre de se replier derrière le Mincio pour attendre l'attaque de l'adversaire au centre du quadrilatère.

Le 20, en raison de ce nouveau plan, les troupes autrichiennes étaient réparties ainsi qu'il suit :

- | | | |
|------------------------|---|---------------------------------------|
| 1 ^{re} Armée. | { | 2 ^e corps, à Mantoue ; |
| | | 3 ^e corps, à Pozzolo ; |
| | | 9 ^e corps, à Goïto ; |
| | | 10 ^e corps, à Nogara. |
| 2 ^e Armée. | { | 1 ^{er} corps, à Oliosi ; |
| | | 5 ^e corps, à Valeggio ; |
| | | 7 ^e corps, à Castelnuovo ; |
| | | 8 ^e corps, à Mozambano. |

Le 6^e corps reste dans le Tyrol pour flanquer la droite de l'armée autrichienne.

Le 10^e corps reste à Nogara et à Villimpinta pour couvrir le flanc gauche de cette armée contre toute tentative venant de la rive droite du Pô.

Le 21, l'armée franco-sarde reprend sa marche en avant dans l'ordre suivant :

Le 4^e corps, formant avant-garde, franchit la Chiese à Mezzane, au-dessous de Montechiaro, sur un pont de campagne, et prend position à Carpenedolo : son flanc gauche est couvert par la division de cavalerie du 1^{er} corps qui s'étend jusque vers Castiglione ; son flanc droit, par la division de cavalerie du 3^e corps qui pousse ses avant-postes dans la direction de Castel-Goffredo.

Le 3^e corps se porte de Poncarale à Mezzane : il reste sur la rive droite de la Chiese, mais il est prêt à soutenir le 4^e.

Le 2^e corps est à Montechiaro, soutenu par le 1^{er}.

La 3^e division sarde s'avance sur Desenzano.

Elle est soutenue par les 1^{er} et 5^e divisions qui s'établissent à Lonato.

La 2^e division sarde, la division de cavalerie piémontaise et le quartier-général du roi sont à Calcinato.

La garde impériale sert de réserve à Castenedolo où est le quartier-général impérial.

Le même jour, les deux armées autrichiennes rectifient leurs positions en vue d'interdire aux ennemis le passage du Mincio : voici quel est leur dispositif.

Extrême droite : la place forte de Peschiera ;

Droite : 8^e corps, Benedek, à Mozambano, renforcé par une brigade du 6^e corps détachée du Tyrol par la vallée de l'Adige ;

Centre droit : 5^e corps, Stadion, à Valeggio ;

Centre gauche : 3^e corps, Schwartzemberg, à Pozzolo ;

Gauche : 9^e corps, Schaffgotsche, à Goito ;

Extrême gauche : la place forte de Mantoue et le 2^e corps ;

2^e ligne : 1^{er} corps, Clam-Gallas, derrière les 8^e et 5^e ;
11^e corps, Veigl, derrière les 3^e et 9^e ;

3^e ligne : 7^e corps, Zobel, et les 2 divisions de cavalerie.

Le 22, l'armée sarde occupe Lonato et Calcinato : sur sa droite et à sa hauteur, est le 2^e corps français qui s'avance jusqu'à Castiglione : celui-ci est flanqué en arrière de sa droite par le 4^e corps, et le 3^e est échelonné de la même façon, par rapport au 4^e, de sorte qu'au cas d'une attaque dirigée par les Autrichiens contre le flanc droit de l'armée française, les trois corps d'armée puissent rapidement former une première ligne de bataille appuyée sur Castiglione, Carpenedolo et Mezzane : la garde impériale a traversé la Chiese et s'est établie à Montechiaro avec le grand quartier-général : le 1^{er} corps reste en position.

Le 4^e corps est couvert, sur sa droite, par la division de cavalerie du 3^e corps et, sur sa gauche, par celle du 1^{er} corps. La première dirige, vers Volta et Pozzolengo, deux reconnaissances qui rapportent des informations précises sur le mouvement de retraite des Autrichiens.

L'armée autrichienne conserve, le 22, les positions qu'elle occupait la veille.

Le 23, du côté des Français, le 1^{er} corps seul fait mouvement pour venir se placer à Esenta.

L'ordre de bataille de l'armée franco-sarde est alors le suivant :

Gauche : armée sarde, à Desenzano et à Lonato ;

Centre : 1^{er} et 2^e corps, à Esenta et à Castiglione ;

Droite : 4^e et 3^e corps, à Carpenedolo et à Mezzane ;

Réserve : garde impériale, à Montechiaro.

Les reconnaissances exécutées dans cette journée donnèrent des renseignements tout à fait opposés à ceux qui avaient été recueillis la veille : il fut certain que les points de Solferino, Cavriana, Guidizzolo et Medole étaient occupés par des avant-postes, que des troupes plus considérables se tenaient à Goïto et à Pozzolengo, que de grands mouvements s'opéraient dans la direction du Mincio.

L'état-major général français ne put admettre que cette augmentation et ce rapprochement des postes avancés de l'ennemi indiquassent une marche générale de l'armée autrichienne vers la Chiese. L'adversaire, nous avait, en effet, laissé franchir la rivière sans résistance et ne nous avait pas disputé les solides positions qui sont sur la rive gauche de cette rivière : il n'était donc pas probable qu'il avait repassé en force le Mincio pour offrir la bataille sur la rive droite de cette rivière au milieu de circonstances locales qui ne lui étaient point favorables. On supposa plutôt que l'ennemi avait porté plus près de notre armée ses avant-postes, afin de mieux observer nos mouvements, et qu'il avait été ainsi conduit à les renforcer et à les faire appuyer par des réserves considérables qui, au cas où nous essaierions le passage de vive force du Mincio, auraient eu pour objet de présenter une première ligne de défense sur la rive droite.

En raison de cette hypothèse, les ordres de marche sont donnés, ainsi qu'il suit, à l'armée franco-sarde pour le lendemain 24 juin :

L'armée sarde, vers Pozzolengo ;

Le 1^{er} corps, d'Esenta à Solferino ;

Le 2^e corps, de Castiglione à Cavriana ;

Le 4^e corps, avec les divisions de cavalerie Desvaux et Partouneaux, de Carpenedolo à Guidizzolo ;

Le 3^e corps, de Mezzane au sud, vers Visano, pour y franchir la Chiese, puis de Visano à Medole par Castel-Goffredo ;

La garde impériale et le grand quartier-général, de Montechiaro à Castiglione.

Le premier repas doit être pris de très-bonne heure, de façon que les colonnes commencent leur mouvement entre deux et trois heures du matin.

Dans le mouvement qu'elle allait exécuter, l'armée franco-sarde devait rencontrer, non-seulement les avant-postes autrichiens, mais toute l'armée ennemie et remporter sur elle la victoire de Solferino.

En effet, l'empereur François-Joseph, après avoir fait abandonner les positions de la rive gauche de la Chiese que Gyulai avait choisies le 15 et après avoir reporté son armée sur la rive gauche du Mincio, venait tout à coup de lui prescrire de traverser à nouveau cette rivière pour aller réoccuper les positions de la rive gauche de la Chiese. Le corps de volontaires commandé par Garibaldi et la 4^e division sarde aux ordres de Cialdini étaient sur le point de déboucher dans la vallée du haut Adige d'où ils menaçaient au nord le flanc droit du quadrilatère. L'armée franco-sarde, qu'une division nouvellement formée allait renforcer, s'approchait par l'ouest du front du quadrilatère et une flottille de chaloupes canonnières destinée à concourir au siège de Peschiera était en construction à Desenzano pour être lancée sur le lac de Garde. Le 5^e corps français, augmenté d'une division toscane conduite par le général Ulloa, menaçait par le sud le flanc gauche du quadrilatère. Enfin, la flotte française de l'Adriatique s'approchait de Venise et pouvait d'un instant à l'autre, à l'aide d'un corps de débarquement, compromettre les communications sur les derrières du quadrilatère. Celui-ci allait donc être attaqué de tous les côtés à la fois et il sembla préférable à l'état-major général autrichien de ne retirer les troupes sous la protection des places fortes qui le constituaient qu'après avoir tenté une fois au moins le sort des armes dans une grande bataille livrée sur la rive droite du Mincio. En outre, les négociations diplomatiques avec la Prusse avaient démontré que ce royaume n'interviendrait, avec le reste de l'Allemagne sans doute, en faveur de l'Autriche qu'après une réelle victoire remportée par les Autrichiens sur leurs ennemis.

En raison de l'adoption de ce nouveau plan, ou plutôt du retour vers le plan primitif, les ordres suivants furent donnés le 23 pour être exécutés le même jour :

La deuxième armée, à droite, composée des 1^{er}, 6^e, 7^e et 8^e corps d'armée, dut prendre Lonato et Castiglione pour objectifs :

La première armée, à gauche, réduite aux 3^e, 9^e et

11^e corps d'armée, reçut l'ordre de marcher sur Carpenedolo ;

Le 6^e corps, à l'extrême droite, eut pour mission de surveiller les débouchés du Tyrol ;

Le 2^e corps, à l'extrême gauche, fut chargé de garder Mantoue et d'exécuter un mouvement tournant par Marcaria le long de la Chiese, contre l'aile droite française ;

Le 10^e corps resta à Nogara pour défendre le quadrilatère contre une attaque venant du sud.

Les reconnaissances autrichiennes exécutées le 21 et le 22 n'avaient pas été poussées assez loin pour voir le gros de nos forces et avaient amené le grand quartier-général ennemi à supposer que nous nous étions provisoirement bornés à occuper la ligne de la Chiese.

Le 23 au soir, après leur marche de la journée, les Autrichiens occupaient les positions suivantes :

Droite : 8^e corps, Benedeck, et 1 brigade du 6^e corps, à Pozzolengo.

Centre droit. { 1^{re} ligne : 5^e corps, Stadion, à Solferino.
2^e ligne : 1^{er} corps, Clam-Gallas, et 7^e corps, Zobel, avec l'artillerie de réserve, à Cavriana.

Centre gauche. { 2^e division de cavalerie, Mensdorff, au sud de Cavriana .
3^e corps, Schwartzemberg, à Guidizzolo.

Gauche. { 1^{re} ligne : 9^e corps, Schaffgotsche, à Medole.
2^e ligne : 11^e corps, Veigl, à l'est de Medole.

Extrême gauche : 1^{re} division de cavalerie, Zedtwitz, à Gazzoldo.

Les quartiers-généraux étaient : celui de l'empereur François-Joseph, à Valeggio ; celui de la 2^e armée, à Cereta ; celui de la 1^{re} armée, à Volta.

Les ordres de marche pour le lendemain 24 avaient été donnés ainsi qu'il suit :

8^e corps et 1^{re} brigade du 6^e corps, vers Desenzano et Lonato ;

5^e corps, par Castiglione, vers Esenta ;

1^{er} corps, par Solferino, vers Castiglione ;

7^e corps, par Solferino, vers le Fontane ;

2^e division de cavalerie, vers Montechiaro ;

- 3^e corps, vers Carpenedolo ;
- 9^e et 11^e corps, vers Medole ;
- 1^{re} division de cavalerie, vers Castel-Goffredo.

Le premier repas des troupes autrichiennes devait être pris à huit heures et demie et le mouvement commencer à neuf heures.

Le 24, l'armée franco-sarde, se rendant de ses positions de Lonato, Castiglione et Carpenedolo sur celles de Pozzolengo, Solferino et Guidizzolo, devait donc, puisqu'elle partait plus tôt, surprendre l'armée autrichienne au moment où elle allait exécuter le mouvement inverse, c'est-à-dire où elle allait quitter ses positions de Pozzolengo, Solferino et Guidizzolo pour marcher sur celles de Lonato, Castiglione et Carpenedolo (fig. 65, 3, 7, 8, 21).

L'armée franco-sarde put mettre en ligne ce jour-là et engager dans la bataille de Solferino :

- 194 bataillons, avec 173,000 combattants ;
- 117 escadrons, avec 14,000 combattants ;
- 322 pièces d'artillerie.

Les forces que lui opposa l'armée autrichienne furent :

- 170 bataillons, avec 146,000 combattants ;
- 88 escadrons, avec 16,000 combattants ;
- 688 pièces d'artillerie.

Les positions des Autrichiens étaient les suivantes, le 24, au matin :

8^e corps et 1^{re} brigade du 6^e, à Pozzolengo, avec avant-postes à la ferme de Pontiallo sur la Strada Lugana ;

5^e corps, à Solferino, relié avec le 8^e par deux de ses brigades, avec avant-postes à Barche di Castiglione, à le Grole et à le Fontane ;

1^{re} corps, à San-Cassiano, soutenu en arrière par le 7^e ;

3^e et 9^e corps, autour de Guidizzolo, à cheval sur la route de Brescia à Mantoue, avec avant-postes à Medole, au mont Medolano et à Casa-Morino, soutenus en arrière par le 11^e corps qui occupait Castel-Grimaldo ;

1^{re} division de cavalerie, à l'ouest de Medole ;

1 division du 2^e corps, entre Marcaria et Castel-Goffredo ;

Grand quartier-général, à Cavriana.

C'est contre les avant-postes de l'ennemi ainsi disposés que l'armée franco-sarde vint se heurter dès le point du jour : elle marchait dans l'ordre suivant :

1° A l'aile droite, le 3^e corps qui ne forme qu'une colonne avec ses trois divisions : après avoir franchi la Chiese à Visano, il prend la direction de Castel-Goffredo, afin de se rapprocher de Medole ;

2° Le 4^e corps suit sur une seule colonne le chemin de Carpenedolo à Medole : les trois divisions qui le composent sont dans l'ordre de combat ; une partie de la cavalerie est en avant de la tête de la colonne, l'artillerie de réserve marche entre les 2^e et 3^e divisions. Les éclaireurs de cavalerie rencontrent, vers quatre heures, ceux de l'ennemi entre San-Vigilio et Medole. Le général de Luzy, qui commande la 1^{re} division du 4^e corps, reçoit l'ordre d'attaquer Medole ;

3° A la gauche du 4^e corps, les deux divisions de cavalerie Partouneaux et Desvaux, provisoirement placées sous les ordres du général Niel, partent en même temps que le 4^e corps : elles suivent le chemin de traverse qui passe au nord de Goselina et qui va rejoindre, un peu à l'est du mont Medolano, la route de Brescia à Mantoue. Ces deux divisions ne forment qu'une seule colonne : elles ont ordre de marcher constamment à hauteur du 4^e corps ;

4° A la gauche des divisions de cavalerie, le 2^e corps suivait en une seule colonne avec ses deux divisions la route de Brescia à Mantoue : il était éclairé par un régiment de cavalerie qui se trouva vers quatre heures en présence des avant-postes ennemis occupant Casa-Morino. Le maréchal de Mac-Mahon se porte alors sur le mont Medolano pour reconnaître les dispositions et les forces des Autrichiens ;

5° A la gauche du 2^e corps, s'avance le 1^{er} qui a reçu l'ordre de se porter d'Esenta à Solferino. Le maréchal Baraguey d'Hilliers, qui commande le 1^{er} corps, en forme deux colonnes : à droite, la division Forey traverse Castiglione et suit le pied des hauteurs en passant par le Fontane et le Grole ; à gauche, la division de Ladmirault prend les chemins des hauteurs par Santa-Maria et Barche di Castiglione : quant à la division Bazaine, elle suit les mouvements de la division Forey ;

6° A la gauche du 1^{er} corps, l'armée sarde se divise en deux masses principales : l'une formée des 1^{re} et 2^e divisions allant de Lonato vers Pozzolango par Castel-Venzago, l'autre formée des 3^e et 5^e divisions allant de Lonato par Desenzano, Rivoltella et la Strada Lugana vers Pozzolengo : mais les forces piémont-

taises se disséminent et s'éloignent trop les unes des autres dans ce double mouvement.

Le champ de bataille de Solferino se subdivise en deux parties distinctes.

La partie septentrionale du champ de bataille est composée de hauteurs escarpées, dernières ramifications des montagnes qui enveloppent le lac de Garde à l'ouest et qui vont en s'élevant depuis le bord méridional du lac jusque vers Solferino, de manière à former un vaste amphithéâtre dont la tour de Solferino est le point culminant. Ces hauteurs, dont les pentes sont très-couvertes, sont séparées par des dépressions peu larges : elles s'inclinent légèrement vers le lac de Garde, tandis qu'elles se terminent brusquement au sud, à Esenta, Castiglione, le Grole, Solferino, San-Cassiano et Cavriana.

La partie méridionale du champ de bataille est une vaste plaine dont une large surface porte le nom de Campo di Medole. Elle est traversée du nord-ouest au sud-est par la route de Brescia à Mantoue qui passe à Castiglione, Casa Morino, Guidizzolo et Castel-Grimaldo. Les chemins praticables y sont rares : le sol est couvert de nombreuses cultures : les habitations y sont clair-semées. Le monte Medolano, mamelon isolé, permet de dominer une grande étendue de cette vaste plaine.

L'avantage de la position est aux Autrichiens pour lesquels c'est une compensation suffisante à leur infériorité numérique en infanterie.

C'est vers six heures du matin que le combat s'accroît sur le front des deux armées.

A droite, le maréchal Canrobert ordonne au général Renault de s'emparer de Castel - Goffredo qu'occupent seulement quelques troupes de cavalerie ennemie. L'ordre est immédiatement exécuté : la ville est prise et le commandant du 3^e corps, entendant le bruit du canon sur sa gauche, prescrit au général Renault de porter immédiatement sa division dans la direction de Medole.

A ce moment, le général de Luzy, qui commandait la 1^{re} division du 4^e corps, dirigeait une attaque concentrique sur Medole et s'en emparait : les troupes d'infanterie autrichienne des avant-postes battaient en retraite après cet échec, tandis que la cavalerie de la même armée se portait fort en arrière et

disparaissait même en partie. Mais, en même temps, le 9^e corps autrichien prenait position entre Guidizzolo et Rebecco, soutenu par une partie du 3^e corps. Le général Niel, commandant le 4^e corps français, attend alors que le maréchal Canrobert ait opéré sa jonction avec son corps d'armée, afin que sa droite soit couverte.

Les divisions de cavalerie Partouneaux et Desvaux, qui se sont avancées dans la plaine, reçoivent l'ordre de couvrir l'intervalle qui existe entre les 3^e et 2^e corps d'armée.

A la gauche de ces divisions est le 2^e corps conduit par le maréchal de Mac-Mahon. Celui-ci a vu, du haut du mont Medolano, les mouvements des nombreuses colonnes ennemies qui débouchent dans la plaine : il s'est rendu compte des difficultés que le 1^{er} corps va rencontrer dans la marche sur Solferino, mais il ne peut lui porter un secours immédiat, car il existe entre les 2^e et 3^e corps une lacune dont l'adversaire peut profiter pour couper l'armée française : il prend, en conséquence, une position d'attente : il déploie sa 2^e division commandée par le général Decaen, à droite et à gauche de la route, face à la Casa Morino et il conserve l'autre division formant réserve en colonne sur la route.

A la gauche du 2^e corps, la division Forey, formant la colonne de droite du 1^{er} corps, vient d'enlever le hameau de la Grole fortement défendu par les avant-postes du 5^e corps autrichien et s'avance vers le mont Fenile qui est pris : une partie des troupes et de l'artillerie de cette division s'établit aussitôt sur cette hauteur pour combattre l'artillerie autrichienne qui couvre les abords de Solferino. Quant à la division de Ladmirault, qui forme la colonne de gauche du 1^{er} corps, elle continue à s'avancer par les hauteurs. Enfin la division Bazaine suit le mouvement de la division Forey. Pour s'opposer à l'attaque qui se prépare contre Solferino, le commandant de la 2^e armée autrichienne prescrit aux 1^{er} et 7^e corps de se rapprocher du 3^e et à la division de cavalerie Mensdorff de s'avancer dans la plaine entre San-Cassiano et Casa Morino.

A la gauche de la division de Ladmirault, la 1^{re} division sarde, commandée par le général Durando, se réunit près de Castel-Venzago, tandis que la 2^e division reste dans sa position d'attente près de Lonato.

Enfin, à l'extrême gauche, les 3^e et 3^e divisions sardes, sous

les ordres des généraux Cucchiari et Mollard, se trouvent vers San-Martino en présence de l'extrême droite du 8^e corps autrichien.

Vers huit heures, aussitôt après la prise de Medole, le général de Luzy, après y avoir laissé une troupe de réserve chargée d'en organiser la défense, avait porté la division à l'attaque de Rebecco : cette division est renforcée par la 1^{re} brigade de la division Vinoy, 2^e division du 4^e corps. Le village devient le théâtre d'une lutte acharnée : les maisons en sont plusieurs fois prises et reprises et la première ligne des Autrichiens est repoussée, mais une seconde ligne de troupes ennemies se reforme aussitôt.

Le maréchal Canrobert ne peut consacrer qu'une faible partie des troupes du 3^e corps au soutien de la droite du 4^e corps, car il a été informé d'une manière certaine qu'un corps autrichien de 25,000 hommes environ est sorti de Mantoue le 23 et a ses avant-postes à Aqua-Negra.

La gauche de la division de Luzy est prolongée par la 2^e brigade de la division Vinoy dont les deux régiments se placent à droite et à gauche d'une grande batterie formée par les pièces de cette division et par celles de l'artillerie de réserve du 4^e corps sous les ordres du général Soleille. La supériorité du feu de cette batterie oblige bientôt les Autrichiens à battre en retraite et la gauche du 4^e corps se porte vers Casa Nuova où l'ennemi présente une nouvelle ligne de défense.

Dans l'espace vide qui se trouve entre la 1^{re} division et la 2^e brigade de la 2^e division du 4^e corps, vers Baite, vient s'établir la 1^{re} brigade de la 3^e division du même corps d'armée : cette division, commandée par le général de Failly, laisse en arrière sa 2^e brigade qui sert de réserve générale à tout le corps d'armée et qui, dans ce but, prend position à Villa Dosso avec la brigade de cavalerie.

À la gauche du 4^e corps, les divisions de cavalerie Partouneaux et Desvaux se sont déployées sous la protection de leurs batteries d'artillerie qui ont immédiatement ouvert le feu : ces deux divisions se maintiennent à hauteur de la gauche du 4^e corps et comblent l'espace vide qui la sépare de la droite du 2^e.

Le maréchal de Mac-Mahon augmente alors sa ligne de bataille : la division Decaen, formée sur une ligne de bataillons

en colonne à intervalle de déploiement, prend un dispositif en échelons au nord de la route de Brescia à Mantoue, à hauteur de la Casa Morino d'où les Autrichiens viennent d'être repoussés. La division de La Motterouge porte une de ses brigades à la droite de l'autre division et la déploie à sa hauteur, tandis que son autre brigade sert de réserve et reste en colonne le long de la route près de la Casa Morino. La ligne de bataille du 2^e corps est précédée par une chaîne de tirailleurs au milieu desquels se portent les deux batteries de chacune des deux divisions; celles-ci ouvrent le feu contre l'artillerie ennemie qui favorise le déploiement des masses de l'infanterie autrichienne soutenue par la division de cavalerie Mensdorff et elles obligent cette artillerie à se retirer. Une partie de la cavalerie ennemie cherche à tourner la gauche du 2^e corps, mais elle échoue devant les carrés d'infanterie combinés avec la charge de la brigade de cavalerie du 2^e corps.

Quant au 1^{er} corps d'armée, il ne parvenait qu'avec les plus grandes difficultés à s'approcher de Solferino. A la droite, la division Forey tient le mont Fenile, et son artillerie divisionnaire, renforcée par deux batteries de réserve, canonne les pièces autrichiennes qui sont établies sur le mamelon des Cyprès. A la gauche, la division de Ladmirault continue ses efforts vers le cimetière de Solferino : son général, deux fois blessé, est obligé de quitter le champ de bataille. Une partie du 5^e corps autrichien bat en retraite, mais elle est aussitôt remplacée par des bataillons du 1^{er} corps qui viennent prêter leur appui au 5^e. Jusque-là, la 3^e division du 1^{er} corps français a été gardée en réserve : mais les deux divisions d'infanterie de la garde impériale viennent se déployer entre la Fontane et le Grole et le général Bazaine reçoit alors l'ordre d'envoyer une de ses brigades entre les 1^{re} et 2^e divisions pour soutenir celles-ci : l'autre brigade de la 3^e division est conservée en réserve.

A la gauche du 1^{er} corps, la 1^{re} division sarde, commandée par le général Durando, s'efforce de se relier avec la division de Ladmirault, conformément à l'ordre qui a été donné par Napoléon III, mais son mouvement par le Val dei Quadri est arrêté : la 2^e division, aux ordres du général Fanti, garde toujours sa position d'attente près de Lonato.

Quant à la 3^e division sarde, elle est obligée de disséminer ses forces, tant pour soutenir les reconnaissances qu'elle a

lancées le matin dans diverses directions, que pour couvrir son flanc gauche contre toute attaque venant de Peschiera : elle échoue dans sa tentative contre San-Martino et le général Mollard la fait replier jusque derrière le chemin de fer de Brescia à Peschiera pour la réorganiser au moment où le général Cucchiari amène la 5^e division à sa hauteur.

Il était alors environ 10 heures 1/2 ; la situation de l'armée franco-sarde ne laissait pas que d'être critique : à la droite, les 4^e et 3^e corps d'armée ne triomphaient que difficilement et lentement des obstacles qui leur étaient opposés : au centre, le 2^e corps n'avait encore pu prendre l'offensive et le 1^{er} avait à vaincre une résistance opiniâtre ayant pour elle l'avantage de la position : à gauche, les divisions piémontaises battaient en retraite devant le 8^e corps autrichien maître déjà de San-Martino. La configuration générale du champ de bataille et les dispositions prises par l'ennemi amènent alors à considérer les hauteurs voisines de Solferino comme la clef de la position : l'état-major général français prend donc les dispositions nécessaires pour y porter l'effort principal, espérant que la prise du centre de la ligne ennemie obligera les deux ailes à se replier.

En raison de cette opinion que les résultats vont justifier, une attaque générale est dirigée contre Solferino. La 2^e brigade de la 1^{re} division du 1^{er} corps, soutenue par quatre batteries d'artillerie de réserve du 1^{er} corps, est lancée contre la tour qui domine le village : mais elle est tellement accablée par les feux de mitraille et de mousqueterie de l'ennemi qui la domine de toutes parts, qu'elle est obligée de s'arrêter. Le général Forey porte alors sa 1^{re} brigade à hauteur de la 2^e. En outre, la division des voltigeurs de la garde vient prolonger la division Forey à droite et à gauche. Enfin, la division Bazaine a une partie de ses forces à hauteur de cette 1^{re} ligne, joignant la gauche de la 1^{re} division à la droite de la 2^e. Toutes ces troupes se portent en avant, soutenues par l'artillerie du 1^{er} corps et par une partie de l'artillerie de la garde. La brigade de voltigeurs Manègue, qui occupe la droite, se jette sur les troupes autrichiennes occupant les hauteurs de Forco, Pellegrino et Fillin. Le bataillon de chasseurs à pied de la garde, qui est à l'extrême droite, tourne le village de Solferino dans les rues duquel s'engagent quelques-unes de ses compagnies.

La 1^{re} brigade de la 1^{re} division du 1^{er} corps, qui est à la gauche de la brigade de voltigeurs Manèque, repousse l'ennemi des crêtes qu'il occupe. La 2^e brigade de cette division, soutenue par la brigade des voltigeurs Picard, s'empare des collines de la tour de Solferino et de la tour elle-même. Enfin les troupes de 1^{re} ligne des divisions de Ladmirault et Bazaine se précipitent sur la brèche que leur artillerie a faite au cimetière de Solferino et pénètrent dans ce réduit de la défense. Dès lors les hauteurs, qui forment la clef de la position, sont à nous : les troupes ennemies cessent leur résistance et se replient sur leur deuxième ligne.

Le maréchal de Mac-Mahon était alors informé par le général Niel que, la situation du 4^e corps étant devenue moins critique, le 2^e pouvait s'approcher du 1^{er}. La division de La Motterouge est formée sur deux lignes et se dirige sur Solferino. La division Decaen suit le mouvement de la précédente. La division de cavalerie de la garde, qui vient d'entrer en ligne, est mise sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon : le général Mocris la forme en échelons sur la droite du 2^e corps et se relie avec la gauche de la division de cavalerie Desvaux.

Le 4^e corps est enfin parvenu non-seulement à arrêter, mais à repousser les efforts combinés des 3^e, 9^e et 11^e corps autrichiens. A la gauche, la division Vinoy, soutenue par une partie de la 2^e brigade de la division de Faily, s'empare de la Casa-Nuova et en fait un point d'appui pour sa ligne de bataille. Cette division est prolongée à droite par une brigade de la division de Faily qui s'établit à Baite après un violent combat. A droite de cette brigade est la division de Luzy qui se maintient dans le village de Rebecco. A droite du 4^e corps, la 1^{re} division du 3^e corps, conduite par le général Renault, est entrée entièrement en ligne.

Les efforts du 4^e corps sont tels qu'il n'a plus de réserve. Le général Niel envoie demander du secours au maréchal Canrobert. Celui-ci vient d'être informé que quelques détachements de cavalerie ennemie ont été vus sur son flanc droit et sur ses derrières. Néanmoins, estimant qu'avec une brigade de la division Trochu à Medole et avec la division Bourbaki à Le Selvole, il peut contenir la démonstration venant de Mantoue, il ordonne au général Trochu, commandant la 2^e division, de porter sa 1^{re} brigade de Medole vers Rebecco.

Quant à l'armée piémontaise, elle n'a pu, malgré ses efforts, arrêter pendant ce temps la vigoureuse offensive du 8^e corps autrichien. La 1^{re} division a été obligée de déployer toutes ses forces. Au moment même où les Français attaquent Solferino, cette division est sur le point d'être tournée par sa droite et d'être complètement séparée du 1^{er} corps français. Heureusement, le général qui commande l'artillerie de ce corps dirige sur les colonnes autrichiennes qui tentent le mouvement tournant un feu si nourri qu'elles sont obligées de revenir sur leurs pas. Les retours offensifs des 3^e et 5^e divisions n'ont pu faire retomber San-Martino en leur possession : elles se retirent vers Rivoltella. C'est alors que la 2^e division, restée jusque-là en réserve près de Lonato, puis appelée vers 11 heures pour concourir, le cas échéant, à l'attaque de Solferino, reçoit, de Victor-Emmanuel II, pendant qu'elle était en marche dans cette direction, l'ordre de renforcer l'armée sarde. Le général Fanti, qui commande cette division, envoie une de ses brigades au secours de la 1^{re} division, et l'autre au secours des 3^e et 5^e divisions.

Il était près de deux heures de l'après-midi. La prise de Solferino permettait de poursuivre l'exécution du plan d'attaque contre le centre des forces autrichiennes.

Le général Manègue reçut l'ordre de marcher sur Cavriana avec la brigade de voltigeurs. Il devait être soutenu par la division des grenadiers Mellinet. Les munitions de la brigade Manègue étaient épuisées : elles furent renouvelées. Puis cette troupe d'élite, appuyée par l'artillerie de la garde établie à droite et à gauche du chemin de Solferino à Cavriana, s'empara de la hauteur qui domine San-Cassiano où était établie une brigade du 7^e corps autrichien venue au secours des 1^{er} et 5^e corps. La division Forey se dispose pour soutenir la garde. La division de Ladmirault reste en réserve à Solferino. La division Bazaine pousse le 5^e corps autrichien dans la direction de Pozzolengo.

À droite de la garde impériale se trouve le 2^e corps qui a fait sa jonction avec elle. Le village de San-Cassiano est vivement canonné par les batteries de la garde et par celles de la 1^{re} division du 2^e corps. Puis celle-ci se lance à l'attaque du village et s'en empare. Une partie de la 1^{re} division du 2^e corps ne fait que traverser le village et gravit les pentes du mont Fontana

situé entre San-Cassiano et Cavriana et où sont établies deux brigades du 7^e corps autrichien auprès desquelles se tient l'ém-
reur François-Joseph I^{er}. Cette attaque prématurée est re-
poussée par un vigoureux retour offensif de l'ennemi. C'est
évidemment là qu'a lieu le dernier effort de la résistance des
Autrichiens. Toute la 1^{re} division du 2^e corps se dispose à
assaillir de nouveau le mont Pontana : elle est protégée à
gauche par les voltigeurs de la garde, à droite par la 2^e division
du corps d'armée que prolonge la division de cavalerie de la
garde : elle est soutenue en arrière par une brigade des grena-
diers de la garde. L'assaut est alors donné : les Autrichiens sont
repoussés sur Cavriana que notre artillerie, aussitôt mise en
batterie sur la hauteur, rend déjà intenable. Pendant ce temps,
quelques escadrons de la division Mensdorff dirigent une contre-
attaque vers la division de cavalerie de la garde, mais ils sont
accueillis à la fois par les feux de l'infanterie de la 2^e division
du 2^e corps, pris en flanc par deux batteries et chargés par une
brigade de cavalerie : ils se retirent en désordre.

Malgré la batterie de 42 pièces réunies sous les ordres du
général Soleille, la gauche du 4^e corps se trouvait dans une
position critique, car c'est dans cette direction que la 1^{re} armée
autrichienne portait les plus vigoureux efforts pour chercher
à percer l'ordre de bataille français. La division de cavalerie
Partouneaux fut appelée au secours de la division Vinoy qu
était à la gauche du 4^e corps : elle permit à cette division de
se reformer autour de la Casa-Nuova. D'autre part, le général
de Luzy porta sa division vers la gauche, afin d'appuyer en-
core la droite de la division Vinoy qui combattait toujours
dans le village de Rebecco. Quand la division Renault, du
3^e corps, eut suivi ce mouvement du 4^e corps vers la gauche et
quand la 1^{re} brigade de la division Trochu, également distraite
du 3^e corps, eut pris sa position en réserve derrière le 4^e corps,
le général Niel lança à l'attaque de Guidizzolo une partie des
bataillons déjà fatigués de la division Luzy renforcés par les
bataillons de la 3^e division restés jusqu'alors en réserve.
Cette tentative réussit au début : cette troupe s'établit dans les
premières maisons de Guidizzolo, mais les masses autrichiennes
qui lui étaient opposées étaient si considérables qu'elle ne put
se maintenir dans le village et qu'elle dut se replier sur
Baïte.

C'est alors que le maréchal Canrobert, prévenu par les reconnaissances envoyées sur Castel-Goffredo qu'il n'y avait plus lieu de craindre aucune attaque contre l'aile droite de l'armée franco-sarde dans la journée même, et s'étant rendu compte de la situation du 4^e corps, ordonna au général Bourbaki de venir renforcer ce corps d'armée avec la 3^e division du 3^e corps. La 2^e brigade de la division Trochu devait servir de réserve générale à Medole. Quant à la 1^{re} brigade de cette division, elle reçut l'ordre d'entrer en ligne entre Casa Nuova et Baïte. A ce moment même, la gauche de l'armée autrichienne, formée de 3^e, 9^e et 11^e corps, tentait un dernier retour offensif contre Casa-Nuova : malgré l'énergie de son attaque, l'ennemi ne peut reprendre ce point important du champ de bataille : la division Vinoy s'y maintient définitivement : elle est puissamment secondée par l'entrée en ligne de la division de cavalerie Desvaux qui, bien que n'ayant pas absolument réussi dans ses charges contre les bataillons autrichiens placés à la droite de cette nouvelle ligne d'attaque, les arrête cependant dans leur marche et les empêche de prendre part au mouvement offensif contre Casa-Nuova.

A la gauche du 1^{er} corps, la 1^{re} division sarde avait enfin terminé son mouvement de retraite. Elle parvient à se maintenir dans les positions qu'elle occupe et elle réussit à repousser toutes les attaques que la gauche du 8^e corps autrichien dirige contre elle.

A l'extrême gauche de l'armée franco-sarde, la 3^e division a pris position sur le chemin de fer pour couvrir la retraite de la 5^e, pour arrêter les progrès du 8^e corps et pour inquiéter celui-ci de façon qu'il ne puisse porter une partie de ses forces au secours du 5^e corps. Bientôt le général Mollard reçoit l'ordre de reprendre de nouveau l'offensive contre San-Martino, de concert avec la 5^e division et avec la brigade de renfort que lui envoie la 1^{re} division.

Telle est la situation respective des deux armées ennemies vers 4 heures du soir. C'est alors que commence la dernière phase de la bataille.

Le général Trochu a fait avancer sa 2^e brigade au centre de la ligne du 4^e corps d'armée : il traverse celle-ci et attaque impétueusement les Autrichiens dans la direction de Guidizzolo. Cette brigade est appuyée par toute l'artillerie de réserve du

3^e corps, mais la retraite de l'ennemi rend inutile le concours de celle-ci.

Au centre, après la prise du mont Fontana, la brigade des voltigeurs Manèque et la 1^{re} division du 2^e corps s'avancent vers Cavriana et s'en emparent, tandis que la 2^e division de ce corps d'armée fait tomber en son pouvoir toutes les fermes qui sont dans la plaine au sud des hauteurs.

La présence des troupes françaises à Cavriana, jointe à l'insuccès du retour offensif tenté par l'aile gauche autrichienne, décide l'empereur François-Joseph I^{er} à ordonner la retraite de son armée derrière le Mincio.

A ce moment éclate un orage violent : les tourbillons de poussière obscurcissent la plaine et bientôt une pluie torrentielle suspend complètement la lutte. L'armée autrichienne en profite pour se retirer. Une partie du 11^e corps reste à Guidizzolo jusqu'à huit heures du soir pour protéger le mouvement rétrograde de l'aile gauche ennemie. Quelques troupes du 7^e corps s'établissent à Volta et occupent ce point jusqu'à 10 heures du soir pour permettre au centre de l'armée autrichienne de se retirer sans désordre par Borghetto et par Veggio. Enfin, le général Benedeck reçoit l'ordre de porter le 8^e corps à Salionze.

Le mouvement général de l'armée franco-sarde s'arrête alors. Toutefois une partie de la brigade des voltigeurs Manèque dépasse Cavriana et canonne les colonnes autrichienne en retraite. De même, la 3^e division du 1^{er} corps, conduite par le général Bazaine qui s'est porté au delà de Solferino, dirige le feu de ses batteries contre les parties du 5^e corps autrichien, pendant qu'elles se retirent vers Pozzolengo : puis cette division revient à Solferino. Enfin les divisions sardes s'apprêtaient à diriger une dernière attaque concentrique sur San-Martino, lorsque l'orage vient également les arrêter. Elles reprirent leur mouvement quand le ciel se fut découvert, mais déjà le général Benedeck exécutait l'ordre qui lui avait été donné de se retirer sur Salionze et il abandonne ainsi San-Martino et Pozzolengo.

Quand l'orage se fut dissipé, les colonnes autrichiennes étaient déjà trop éloignées de nos troupes pour qu'il fût possible de les atteindre par une poursuite effectuée le jour même. Du reste, les fatigues de l'armée franco-sarde avaient été trop

grandes pour que l'on pût exiger encore d'elles de nouveaux efforts. Il n'y eut donc pas de poursuite. Les troupes franco-sardes s'établirent dans les positions qu'elles occupaient.

Les pertes avaient été les suivantes :

1^{re} Armée autrichienne :

2,386 hommes tués, dont 94 officiers ;

10,634 hommes blessés, dont 493 officiers ;

9,290 hommes disparus ;

2^{de} Armée française :

1,622 hommes tués, dont 117 officiers ;

8,530 hommes blessés, dont 544 officiers ;

1,518 hommes disparus ;

3^{de} Armée sarde :

691 hommes tués, dont 49 officiers ;

3,572 hommes blessés, dont 167 officiers ;

1,258 hommes disparus.

Le 24 au soir, les positions occupées par l'armée franco-sarde furent les suivantes :

Armée sarde, à San-Martino :

1^{er} corps, à Solferino ;

2^e corps, avec toute la garde impériale et le grand quartier-général à Cavriana ;

3^e corps, à Rebecco ;

4^e corps, entre Medole et Guidizzolo ;

Divisions de cavalerie Partouneaux et Desvaux, autour de Guidizzolo.

Quant à l'armée autrichienne, elle est répartie ainsi qu'il suit, le 25 au matin :

8^e corps, à Salionze ;

7^e, 1^{er} et 5^e corps, avec la 2^e division de cavalerie, autour de Valeggio ;

Quartier-général de la 2^e armée à Valeggio ;

3^e, 9^e et 1^{er} corps, avec la 1^{re} division de cavalerie, autour de Goito ;

1 division du 2^e corps, à Mantoue ;

1 division du 2^e corps, à Marcaria, pour observer la division d'Autemarre du 5^e corps français qui est à Crémone ;

1 division du 10^e corps, à Nogara ;

1 division du 10^e corps, à Mantoue ;

Quartier-général de la 1^{re} armée, à Roverbella ;

Grand quartier-général, à Villafranca ;

Le 23 au soir, l'armée franco-sarde était établie sur les positions suivantes :

Armée sarde, à San-Martino ;

1^{er} corps, à Pozzolengo ;

2^e corps, à Cavriana, avec la garde impériale et le grand quartier-général ;

4^e corps, à Volta ;

2 divisions du 3^e corps, à Solferino ;

1 division du 3^e corps, avec les divisions de cavalerie Desvaux et Partouneaux, à Guidizzolo.

L'armée alliée n'avait pu poursuivre activement l'ennemi, parce qu'elle n'avait pas un approvisionnement suffisant de vivres. Toutes les voitures des habitants avaient été réquisitionnées et emmenées par les Autrichiens et celles de l'administration militaire française étaient à peine en quantité suffisante pour transporter les blessés des deux partis restés sur le champ de bataille.

L'armée autrichienne put donc repasser le Mincio sans difficulté et le 23 au matin elle était établie sur les points suivants :

9^e corps, sur la rive droite du Mincio, à Goïto ;

8^e, 5^e, 1^{er} et 3^e corps, en 1^{re} ligne, de la droite à la gauche, sur la rive gauche ;

7^e et 11^e corps, avec les 1^{er} et 2^e divisions de cavalerie, en 2^e ligne, vers Roverbella ;

2^e corps, à Mantoue ;

10^e corps, en réserve, à Nogara et Villimpenta ;

Grand quartier-général, à Vérone.

CHAPITRE VII

DERNIÈRES OPÉRATIONS.

La position prise par les Autrichiens sur la rive gauche du Mincio n'avait d'autre objet que de leur permettre de réorganiser en sécurité leurs troupes complètement battues à Solferino. C'est ce qu'ils firent du 23 au 28 juin. Mais cette barrière

n'était pas suffisante pour arrêter l'armée française victorieuse ; la constitution de ses rives est, en effet, telle que l'on ne peut, de la rive gauche, exercer une surveillance complète sur la rive droite et que l'ennemi peut masser ses forces sur certains points de celle-ci sans que les troupes occupant la rive gauche en aient été prévenues.

L'état-major général autrichien décida donc que le Mincio serait abandonné et que la nouvelle ligne de défense serait formée par l'Adige entre Vérone et Legnago ; il espérait, en agissant ainsi, forcer l'armée franco sarde à faire de forts détachements après le passage du Mincio pour masquer et observer Peschiera et Mantoue.

Le 29, l'armée autrichienne occupait cette seconde ligne dans l'ordre suivant :

1^{er}, 5^e et 8^e corps d'armée, avec la 1^{re} division de cavalerie et le quartier-général de la 2^e armée, à Vérone ;

7^e corps à Levio en amont de Vérone ;

Quartier-général de la 1^{re} armée, à Legnago ;

1^{re} division du 2^e corps, à Mantoue ;

11^e corps, à Bonavigo, en aval de Legnago ;

3^e corps, à Albaredo ;

9^e corps et 1^{re} division du 2^e corps, à Legnago ;

10^e corps, à Badia et Trecenta ;

1^{re} division de cavalerie, à Cologne ;

Grand quartier-général, à Vérone.

Vérone et Legnago, les deux points importants de la ligne de défense, étaient ainsi fortement occupés. Les chemins de la rive gauche de l'Adige étaient suffisants pour porter l'une des deux masses principales au secours de celle qui serait fortement menacée, ou pour renforcer les détachements intermédiaires qui gardaient les points de passage entre Vérone et Legnago, ou pour jeter presque toute l'armée sur l'aile gauche, si l'ennemi essayait de s'avancer par le bas Adige.

Pendant ce temps, des reconnaissances spéciales étaient faites en vue de déterminer le véritable point d'attaque de Peschiera, dont Napoléon III avait décidé que l'on ferait le siège avant de marcher sur Vérone, afin de faire tomber en notre pouvoir la route et le chemin de fer de Milan à Vérone qui traversent cette place. Ce point d'attaque fut jugé être sur la rive gauche. Il fut décidé que le 1^{er} corps d'armée, sous

les ordres du maréchal Baraguay d'Hilliers, serait chargé de cette opération.

Le 1^{er} juillet, presque toute l'armée franco-sarde traversa le Mincio et s'établit ainsi qu'il suit (fig. 69) :

1^{re} et 2^e divisions sardes, à Pozzolengo, avec le grand quartier-général du roi ;

1^{er} corps, à Oliosi, à l'est de Salionze, avec les 3^e et 5^e divisions sardes ;

2^e corps, à Santa-Lucia, à l'est d'Oliosi ;

4^e corps, à Custozza ;

2 divisions du 3^e corps, avec la garde impériale et le grand quartier-général, à Veggio ;

1 division du 3^e corps, à Goito, avec la division de cavalerie Desvaux chargée de pousser des reconnaissances sur Mantoue, d'un côté, et, de l'autre, sur l'Oglio, pour se relier à l'avant-garde du 5^e corps qui s'approchait du Mincio.

Le 2 juillet, l'armée française se porta vers Vérone et s'établit ainsi qu'il suit :

1^{er} corps, à Castel-Nuovo ;

4^e corps, à Somma-Campagna ;

2^e corps, à Villafranca ;

3^e corps, garde impériale et division de cavalerie Desvaux, sur les mêmes positions que la veille.

Le 3 juillet, le 5^e corps d'armée, fort des 2 divisions d'infanterie d'Autemarre et Uhrich, d'une brigade de cavalerie et de la division toscane Ulloa, faisait à Goito sa jonction avec le gros de l'armée française et le renforçait ainsi de 30,000 hommes.

Il devint évident pour l'état-major général autrichien que le plan d'opérations de l'ennemi ne menaçait point le bas Adige, que les principaux efforts allaient être dirigés sur Vérone. En effet, l'armée franco-sarde tenait à se maintenir près de la voie ferrée venant de Gènes et de Turin, par Alexandrie et par Verceil, à Novare, Milan et Brescia, et dont les travaux de réparation qu'avaient exigés les destructions faites par les Autrichiens étaient alors terminés.

En raison de cette certitude, l'armée autrichienne prit aussitôt les dispositions suivantes :

9^e corps, à Legnago ;

10^e corps, à Trecenta et à Rovigo ;

8^e et 5^e corps, au nord de Vérone, sur la route de Castel-Nuovo ;

1^{er} et 6^e corps, à l'ouest de Vérone, dans le camp retranché ;

2^e et 3^e corps, au sud de Vérone.

L'armée française prit alors quelques jours de repos, car il était nécessaire d'attendre l'arrivée du parc de siège que l'on voulait employer contre Peschiera et de nouveaux approvisionnements en projectiles pour l'attaque de Vérone. Les positions occupées par nos troupes furent rectifiées : quelques ouvrages de fortification de campagne vinrent en couvrir et en consolider les points faibles. L'investissement de Peschiera fut complété. Le 3 juillet, les premières pièces de siège arrivèrent à Pozzolengo par la voie ferrée. En outre, la 4^e division sarde et le corps des volontaires italiens, sous les ordres de Cialdini et de Garibaldi, tenaient le 6^e corps autrichien en échec. Enfin, la division nouvelle formée à Lyon, sous les ordres du général d'Hugues, atteignit Milan, le 10.

Mais une autre attaque se préparait encore contre l'extrême gauche et les derrières de l'armée autrichienne, dans les eaux de l'Adriatique.

Une flotte de blocus, forte de 6 vaisseaux de ligne, 2 frégates à hélice, 2 corvettes et 3 transports, portant 685 canons, avait été placée sous les ordres du vice-amiral Romain-Desfossés et, dès le 11 juin, le contre-amiral Jurien de la Gravière bloquait Venise avec une division de cette flotte composée de 2 vaisseaux et de 2 frégates.

Cette flotte de blocus était secondée par une flotte de siège commandée par le contre-amiral Bouët-Willaumez qui comprenait 3 batteries flottantes cuirassées et munies chacune de 16 canons de 50, 7 canonnières de 1^{re} classe ayant chacune 4 canons de 50, 7 de 2^e classe ayant chacune deux canons de 30 et 7 de 3^e classe ayant chacune 1 canon de 30, soit un total de 97 canons.

A cette force navale venait s'ajouter une division sarde forte de 2 frégates et 1 corvette portant ensemble 94 canons.

Quant à l'Autriche, elle n'avait pris aucune disposition en vue d'une résistance maritime.

La flotte française portait environ 1000 hommes d'infanterie et d'artillerie de marine. De plus on constitua un corps de dé-

barquement sous les ordres du général de Wimpffen : celui-ci gagna Rimini par Livourne et Florence et il se mit immédiatement en rapport avec l'état-major de la flotte. Le corps, dont il venait de recevoir le commandement, lui fut successivement envoyé d'Algérie dans les derniers jours du mois de juin. La flotte française était alors arrivée tout entière dans l'Adriatique, et l'entrée de Chioggia choisie comme point d'attaque de Venise.

Vers le 6 juillet, les combinaisons générales pour l'attaque de la Vénétie étaient donc les suivantes :

Menacer l'aile droite de l'adversaire et inquiéter la ligne du haut Adige par les opérations du corps des volontaires de Garibaldi et de la 4^e division sarde dans les montagnes ;

S'emparer de Peschiera et forcer ensuite le centre de l'armée autrichienne en enlevant Vérone ;

Agir sur les derrières de l'aile gauche ennemie par la prise de Venise dont la flotte était chargée et en jetant à terre un corps de débarquement.

Mais à ce moment les tendances d'une partie de la Confédération germanique semblaient indiquer que la lutte pouvait subitement se généraliser, s'étendre à tout le bassin du Rhin, menacer nos propres frontières et prendre des proportions tout à fait hors de rapport avec le résultat que la France avait cherché à obtenir en prêtant son concours au royaume de Sardaigne.

En raison de cette situation politique, Napoléon III écrivit, le 6 juillet, à François-Joseph I^{er} pour lui proposer un armistice.

Toutefois, comme l'armée autrichienne s'était massée sur sa droite, sans doute dans le but de faire lever le blocus de Peschiera, l'armée franco-sarde reçut l'ordre de prendre, le 7 au matin, ses dispositions de combat.

Le 7, au moment où les troupes venaient de terminer les mouvements qui leur avaient été prescrits la veille, avis fut donné que l'armistice proposé à l'empereur d'Autriche était accepté. Cette nouvelle parvint, le 8, à la flotte française à l'instant où elle se préparait à commencer l'attaque de la passe de Chioggia. Le 9, enfin, la conclusion de l'armistice était communiquée aux troupes qui opéraient dans les Alpes et y suspendit les hostilités.

La durée de l'armistice fut fixée jusqu'au 15 août.

Le 11 juillet, l'empereur des Français et l'empereur d'Autriche eurent une entrevue à Villafranca et y posèrent d'un commun accord les bases du traité de paix qui devait mettre fin à la guerre.

CHAPITRE VIII

TRAITÉ DE VILLAFRANCA.

Le traité de paix fut signé à Villafranca, le 12 juillet. Les principales clauses qu'il contenait étaient les suivantes :

L'empereur d'Autriche conservait la Vénétie ainsi que le quadrilatère formé par Peschiera, Vérone, Legnago et Mantoue ; il cédait la Lombardie à Victor-Emmanuel II.

Les grands-ducs de Toscane et de Modène devaient rentrer en possession de leurs États, mais avec l'engagement d'y introduire des réformes utiles.

Les deux empereurs s'engageaient à favoriser la formation d'une Confédération italienne sous la présidence honoraire du pape.

Le 23 juillet, les troupes françaises, qui avaient déjà quitté les bords du Mincio, reçurent l'ordre de rentrer en France où l'empereur Napoléon III les avait précédées.

Un corps d'occupation, fort de 5 divisions d'infanterie et de 2 brigades de cavalerie, dut rester en Italie, sous les ordres du maréchal Vaillant, jusqu'à la conclusion définitive de la paix. Ce traité définitif fut signé à Zurich, le 10 novembre 1859. Le départ du corps d'occupation ne commença cependant que le 20 mars 1860, quand les passages des Alpes furent praticables : il s'effectua par Gênes et par la route du mont Cenis : le 16 juin 1860, l'évacuation de la haute Italie par l'armée française était terminée.

COURS D'ART MILITAIRE

TITRE XX

GUERRE DE 1866 EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE.

TABLE DES MATIÈRES.

TITRE XX

GUERRE DE 1866 EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE.

CHAPITRE I. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

CHAPITRE II. OPÉRATIONS EN SAXE, EN BOHÈME ET EN MORAVIE.

CHAPITRE III. OPÉRATIONS DANS L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

CHAPITRE IV. OPÉRATIONS EN ITALIE.

CHAPITRE V. TRAITÉS DE PAIX.

TITRE XX

GUERRE DE 1866 EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE.

CHAPITRE I

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

L'antagonisme entre les États de l'Allemagne du Sud et ceux de l'Allemagne du Nord, résultant des divergences d'intérêt, de mœurs et de religion, s'était considérablement accru pendant les *xvi^e* et *xvii^e* siècles, favorisé, en quelque sorte, dans son développement, par le maintien du régime féodal et par l'électivité du souverain du saint empire romain. C'est dans le nord surtout que la réforme religieuse avait réussi le plus promptement et cette différence de croyances, en s'accroissant de jour en jour, avait amené une scission morale qui, secondée par le temps et par l'esprit d'indépendance, devait avoir bientôt des conséquences matérielles. La paix de Westphalie, qui termina la guerre de Trente ans en 1648, fut, en fait, une première atteinte portée aux prérogatives absorbantes de l'empereur d'Allemagne : elle régularisa les pouvoirs et les devoirs de chacun, mais en donnant aux vassaux certains privilèges de décentralisation qui faisaient contre-poids à la prépondérance du souverain impérial : la diète des princes électeurs fut même dès lors chargée de la direction et de la solution de toutes les affaires importantes. Toutefois, ce morcellement de l'autorité, admis comme principe de gouvernement à l'époque où des États voisins se constituaient sous le sceptre d'un souverain absolu, devait être préjudiciable à l'unité allemande et la retarder de deux siècles. Peu à peu les petits princes allemands tendirent à étendre leurs domaines et, parmi ceux-ci, l'électeur de Brandebourg qui, tant par les achats que par les conquêtes, parvint rapidement à se constituer une importante principauté au nord de l'Allemagne. Doté du titre de roi de Prusse, en 1701, il se vit bientôt favorisé par les circonstances au point de grouper autour de lui, et de maintenir à son tour sous sa souveraineté, les petits

États de cette partie de l'empire : il en vint même à attaquer ouvertement l'empereur et les résultats de la guerre de la succession d'Autriche ainsi que de celle de Sept ans marquèrent l'origine de sa forte puissance militaire. Dès le milieu du XVIII^e siècle, la Prusse prit place dans le concert des puissances européennes et tous ses efforts eurent pour objet de constituer l'hégémonie germanique sous son autorité. Lors des guerres contre la révolution française, elle fut la première à envahir notre territoire, mais elle eut l'habileté de se retirer promptement de la coalition et de laisser l'Autriche seule des États allemands en lutte sur le continent avec la France. Elle espérait en tirer plus tard quelque profit en intervenant au moment propice. Mais elle fut déjouée dans ses calculs. L'empire allemand ayant pris fin en 1806, une confédération du Rhin, formée des principautés du sud et du centre de l'Allemagne, fut constituée et placée sous la protectorat de la France. L'occasion semblait favorable à la Prusse pour créer à son tour une confédération du nord de l'Allemagne et en prendre la direction. Napoléon s'y étant opposé, elle lui déclara la guerre, fut complètement battue et perdit une partie de ses possessions. Elle se recueillit alors : elle pansa ses plaies : elle reconstitua son armée et, en 1813, elle eut l'habileté de conduire le mouvement des patriotes allemands contre l'empire français. Celui-ci succomba, mais quand il fallut arrêter les bases des traités de 1815, le dualisme entre les deux principales puissances germaniques se montra plus vivace que jamais : cette lutte diplomatique se termina en faveur de l'Autriche qui fut placée à la tête de la nouvelle confédération germanique. Les événements de 1848 vinrent encore accroître cette rivalité, mais l'entrevue d'Olmütz eut néanmoins des résultats avantageux pour l'Autriche. La guerre de 1859 permit enfin à la Prusse de parler au nom des intérêts allemands et de mobiliser ses troupes pour la défense du territoire german, lorsque le Tyrol parut être menacé par l'armée franco-sarde : mais l'Autriche, prévoyant les conséquences de cette intervention, préféra conclure la paix de Villafranca et perdre une partie de ses possessions italiennes que son autorité en Allemagne. C'est alors que les projets de réforme du pacte fédéral, qui avaient vu le jour en 1848, prirent un grand développement. La constitution de l'unité italienne, réalisée peu de temps après, ame-

nait naturellement la pensée de la constitution de l'unité germanique. De nombreux pourparlers, conférences, entrevues, et associations, eurent lieu de toutes parts. Mais, sur ces entrefaites, la mort du roi de Danemark remit en discussion la querelle du Holstein toujours pendante depuis 1832 : la confédération germanique réclama ce duché comme faisant partie de la terre allemande : la Prusse se hâta de faire les préparatifs nécessaires pour mettre à exécution les vœux de la population germanique et l'Autriche fut contrainte de joindre ses forces à celles de sa rivale.

L'occupation en commun des duchés de l'Elbe conquis par les troupes austro-prussiennes devait amener une rupture prompte et éclatante. La Prusse avait intérêt à garder ce territoire voisin de ses possessions et qui lui permettrait, par ses ports, de devenir peut-être une puissance maritime. L'Autriche, au contraire, devait s'efforcer d'empêcher cette annexion et chercher à augmenter la Confédération germanique d'une nouvelle principauté dont le dévouement lui serait acquis. La paix de Vienne, conclue entre le Danemark, la Prusse et l'Autriche, contenait des réserves qui développaient encore l'hostilité latente entre les deux grandes puissances germaniques et qui devaient bientôt amener l'emploi de la force comme unique solution. Les armements en vue d'une guerre prochaine commencèrent dès les premiers mois de l'année 1866. La Prusse conclut une alliance offensive et défensive avec l'Italie qui désirait obtenir la Vénétie et elle vit se grouper autour d'elle les petits États du nord de l'Allemagne. L'Autriche pouvait de son côté compter sur l'alliance et le concours effectif des principaux États de la Confédération. Le 11 juin, elle propose à la Diète la mobilisation de l'armée de la Confédération en vue d'une exécution fédérale contre la Prusse. Le 14, la Diète accepte la proposition de l'Autriche par 9 voix contre 5. La Prusse déclare le pacte fédéral brisé, la confédération rompue, propose la constitution d'une nouvelle Confédération à l'exclusion de l'Autriche et, comme elle avait annoncé que l'acceptation de la proposition de l'Autriche serait considérée par elle comme une déclaration de guerre, elle se décide à la lutte pour faire exécuter ses volontés.

D'après les traités d'alliance conclus entre la Prusse, l'Italie et quelques États allemands d'une part, entre l'Autriche et

d'autres états allemands d'autre part, la guerre allait avoir trois principaux théâtres d'opérations :

1° Les bassins de l'Elbe, de l'Oder et de la Morava :

2° Les bassins du Weser et du Mein :

3° Le bassin inférieur de la rive gauche du Pô.

Nous allons étudier séparément les opérations sur chacun de ces échiquiers stratégiques.

CHAPITRE II

OPÉRATIONS EN SAXE, EN BOHÈME ET EN MORAVIE.

La répartition territoriale de l'armée prussienne était établie d'une façon permanente lorsque la guerre de 1866 éclata. C'était la seule puissance européenne où ce système fut alors appliqué : l'armée en tirait un avantage réel au point de vue de la rapidité de la mobilisation, outre qu'elle puisait une grande force dans son recrutement basé sur le principe du service militaire obligatoire et personnel que les autres États européens ne voulaient pas admettre. Son artillerie était en voie de transformation : sa cavalerie était bien exercée : son infanterie était pourvue d'une arme à tir rapide.

Les grands commandements militaires étaient constitués de la façon suivante :

CORPS DE LA GARDE ROYALE.

Berlin. 2 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie.

1^{er} CORPS D'ARMÉE.

Kœnigsberg.	1 ^{re} division.	Kœnigsberg.	} Prusse royale.
2 ^o	—	Dantzig.	

2^e CORPS D'ARMÉE.

Stettin.	3 ^e division.	Stettin.	} Poméranie.
4 ^e	—	Bromberg.	

3^e CORPS D'ARMÉE.

Berlin.	5 ^e division.	Francfort-sur-	} Brandebourg.
		l'Oder.	
6 ^e	—	Brandebourg.	

4^e CORPS D'ARMÉE.

Magdebourg.	7 ^e division.	Magdebourg.	} Saxe ducale.
8 ^e	—	Erfurth.	

5^e CORPS D'ARMÉE.

Posen.	9 ^e division.	Glogau.	} Basse-Silésie.
10 ^e	—	Posen.	

6^e CORPS D'ARMÉE.

Breslau.	11 ^e division.	Breslau.	} Silésie.
12 ^e	—	Neisse.	

7^e CORPS D'ARMÉE.

Munster.	13 ^e division.	Munster.	} Westphalie.
14 ^e	—	Dusseldorf.	

8^e CORPS D'ARMÉE.

Coblentz.	15 ^e division.	Cologne.	} Rhin.
16 ^e	—	Trèves.	

Ces troupes reçurent l'ordre de mobilisation dans les premiers jours de mai et c'est alors que l'on vit employer pour la première fois d'une façon régulière les chemins de fer dans cette importante partie des préparatifs d'une guerre. Ce service était confié à une direction supérieure résidant à Berlin et à des commissions spéciales réparties sur les différentes lignes dont on devait faire usage pour la mobilisation et la concentration des troupes prussiennes.

La première période de l'emploi des chemins de fer dura du 1^{er} au 16 mai. On transporta les hommes, les chevaux et le matériel nécessaires pour compléter au pied de guerre les effectifs des troupes de campagne, puis les bataillons de landwehr destinés à occuper les places de la Saxe ducale et de la Silésie dont les garnisons devinrent ainsi disponibles. Ces transports n'avaient un caractère ni urgent ni général, en sorte que le service ordinaire des chemins de fer ne fut pas interrompu. Du reste, l'application des voies ferrées à la guerre n'avait pas encore reçu tout le développement qu'elle a acquis depuis et l'on jugeait alors indispensable d'accorder à leurs administrations un délai d'une semaine au moins, tant pour la concentration du matériel roulant destiné à un transport fait sur une grande échelle que pour l'organisation des stations d'embarquement, de halte et de débarquement.

La deuxième période s'étend du 16 au 23 mai : elle est caractérisée par une mobilisation défensive et non apparente des troupes, pour laquelle on combine le transport par les chemins de fer avec les marches par étapes. Les 5^e et 6^e corps se concentrent en Silésie : les 3^e et 4^e se dirigent vers la Lusace. Ces mouvements sont donnés alors comme constituant une simple mesure de précaution motivée sur l'avance que l'Autriche et le royaume de Saxe ont prise dans leurs armements et sur la nécessité de couvrir Breslau et Berlin en portant les premières troupes prêtes vers les frontières menacées : dans ce but, et avec l'obligation de ménager encore la Saxe royale mais sans renoncer à entrer en Bohême, il était essentiel de faire occuper fortement les têtes de ligne des voies ferrées de la Prusse telles que Gœrlitz, Schweidnitz et Neisse (fig. 66). Dans cette période les troupes éloignées des points de concentration furent transportées par le chemin de fer : celles qui en étaient rapprochées s'y rendirent par des marches.

La troisième période est celle de la concentration rapide : elle dure du 23 mai au 5 juin. Tous les corps ayant été mobilisés, on les dirigea vers le théâtre principal d'opérations. C'est dans cette période, que les chemins de fer déployèrent la plus grande activité. Il y eut régulièrement par jour, sur les diverses voies, 40 convois de troupes destinées à renforcer l'armée sur la ligne où elle se déployait. Les 1^{er}, 2^e, 7^e et 8^e corps arrivèrent de la Prusse royale, de la Poméranie, de la Westphalie et du Rhin.

La quatrième période peut être considérée comme terminée le 26 juin : elle marque la fin du mouvement de concentration : elle consiste dans le transport de la garde royale et du 1^{er} corps de réserve tiré de la landwehr.

Prenons maintenant pour exemple la mobilisation et la concentration de la 2^e armée prussienne placée sous les ordres du prince royal de Prusse et qui comprenait les 1^{er}, 5^e, 6^e corps et la garde.

Le 24 mai, il fut décidé que le 6^e corps serait cantonné autour de Frankenstein, le 5^e autour de Landshut, la cavalerie des deux corps réunie en une division entre Liegnitz et Schweidnitz.

Le 6^e corps était en Silésie et avait son quartier-général à Breslau : sa concentration se fit à Neisse et à Frankenstein et

surtout par des marches. Le 21 mai, la dernière colonne de corps entra à Neisse. Le chemin de fer avait transporté, du 16 au 23 mai, 11047 hommes, 1243 chevaux, et 867 voitures.

Le 5^e corps fut entièrement transporté de Posen à Lands-hut, par la ligne Posen-Lissa-Breslau-Königszelt, entre le 17 et le 29 mai : le 30 mai, le dernier convoi arrivait à Königszelt. Une commission spéciale avait été attachée à cette ligne pour les 5^e et 6^e corps. Les stations d'embarquement, de halte et de débarquement étaient Santer, Posen, Lissa, Glogau, Ravicz. La station d'arrivée était à Königszelt. A Breslau, des cuisines et des baraques en planche avaient été construites près de la gare : les trains s'y arrêtaient et les hommes avaient le temps de prendre un repas chaud. On employa 135 convois pour transporter 23026 hommes, 7611 chevaux et 702 voitures. Le service se fit d'une façon très-régulière. La concentration du 5^e corps avait duré 12 jours : or, les troupes auraient eu besoin de 16 jours de marche et de 4 séjours, pour parcourir la distance de 245 kilomètres entre Santer et Königszelt. Le transport ne fit donc gagner que 4 jours sur la marche. Ce faible résultat provient de ce que la ligne n'avait qu'une seule voie, de ce que l'insuffisance du matériel ne permettait pas de fournir plus de 8 trains spéciaux par jour et de ce qu'il fallut, en outre, transporter 9000 chevaux qui exigèrent 60 convois.

Le transport du 1^{er} corps appartient à la troisième période, il se fit par la ligne Königsberg-Bromberg-Francfort-Görlitz. Le 24 mai, le premier convoi partait de Königsberg : le 2 juin, le dernier corps de troupe entra à Görlitz et, le 6, la dernière colonne de munitions arrivait à Kohlfurth. L'opération était dirigée par une commission spéciale à cette ligne qui concourut, du reste, au transport de quelques troupes n'appartenant pas au 1^{er} corps. La moyenne des convois spéciaux était de 8 par jour. Il aurait fallu aux troupes 30 jours de marche à 22 kilomètres et 10 séjours pour parcourir la distance de 650 kilomètres entre Königsberg et Görlitz par Posen et Glogau, tandis que 10 jours suffirent pour parcourir en chemin de fer la distance de 750 kilomètres entre les deux mêmes points par la voie ferrée indiquée ci-dessus. La vitesse de la concentration avait donc été quadruplée.

La garde royale fut transportée dans la dernière période :

elle dura du 12 au 22 juin : elle se fit du 15 au 22 à raison de 8 convois spéciaux par jour en moyenne : il fallut 85 trains pour 36677 hommes, 9334 chevaux et 939 voitures. La direction suivie était celle de la ligne Berlin-Francfort-Guben-Sorau-Breslau-Brieg : cette dernière ville était désignée pour le débarquement et la concentration de la plus grande partie du corps de la garde. Il aurait fallu 18 jours de marche à 23 kilomètres et 6 séjours pour franchir la distance de 425 kilomètres entre Potsdam et Brieg, tandis que le transport en chemin de fer s'était effectué en 10 jours : la vitesse de concentration avait donc été plus que doublée, mais il y a lieu d'observer qu'une partie des troupes de la garde avait été détachée de la 2^e armée.

Nous ne pousserons pas plus loin cette étude, notre objet n'étant que de donner un exemple destiné à prouver l'emploi que déjà la Prusse avait su faire des voies ferrées pour le transport des troupes au début des hostilités.

Voici quelle était l'organisation de l'armée prussienne.

ARMÉE DE L'ELBE. — HERWARTH DE BITTENFELD.

7 ^e corps. 14 ^e division. Munster.	{			34 batail. 34000 h.	} 43500 h.
				Infanterie.	
				26 escad. 3900 h.	
8 ^e corps. {				Cavalerie.	
				27 bat. 144 pièces.	
				4600 h. Artillerie.	
				1 batail. 1000 h.	
				Pionniers.	
15 ^e —	Caustein.				
16 ^e —	Etzel.				

1^{re} ARMÉE. — PRINCE FRÉDÉRIC-CHARLES.

2 ^e corps.	{	3 ^e division.	Werder.	{	78 bat. 78000 h.	} 103103 h.
Schmidt.		4 ^e —	Hervarth.		Infanterie.	
3 ^e corps.	{	5 ^e —	Tumpling.	{	82 esc. 12500 h.	
					6 ^e —	
4 ^e corps.	{	7 ^e —	Fransecky.	{	52 bat. 288 p.	
					8 ^e —	
Corps de	{	1 ^{er} —	Alvensleben.	{	3 batail. 3000 h.	
cavalerie.					Prince	
Albert.						

2^e ARMÉE. — PRINCE ROYAL.

1 ^{er} corps.	1 ^{re} div. Grosseemann.	$\left\{ \begin{array}{l} 101 \text{ bat. } 101000 \\ \text{h. Infanterie.} \\ 66 \text{ esc. } 9900 \text{ h.} \\ \text{Cavalerie.} \\ 72 \text{ bat. } 384 \text{ p.} \\ 12800 \text{ h. Ar-} \\ \text{tillerie.} \\ 4 \text{ bat. } 4000 \text{ h.} \\ \text{Pionniers.} \end{array} \right\}$	127700 h.
Bonin.	2 ^e — Clausewitz.		
3 ^e corps.	9 ^e — Lovenfeld.		
Steinmetz	10 ^e — Kirchbach.		
6 ^e corps.	11 ^e — Zastrow.		
Mutius.	12 ^e — Proudzensky.		
Garde.			
Prince de	1 ^{re} — Gestringen.		
Wurtem-	2 ^e — Plousky.		
berg.			

Corps de cavalerie. — Hartmann.

1^{re} ARMÉE DE RÉSERVE. — MULBE.

1 ^{re} division. Brosenberg.	$\left\{ \begin{array}{l} 24 \text{ bataillons. } 24000 \text{ h.} \\ 24 \text{ escadrons. } 3600 \text{ h.} \end{array} \right\}$	27600 h.
2 ^e — Bentheim		
Division de cavalerie.		

2^e ARMÉE DE RÉSERVE. — GRAND-DUC DE MECKLEMBOURG-SCHWERIN.

1 ^{re} division. Bilgner.	$\left\{ \begin{array}{l} 24000 \text{ hommes.} \end{array} \right\}$
Division combinée. Hom.	
2 brigades combinées.	

ARMÉE DU MEIN — FALKENSTEIN.

7 ^e corps. 13 ^e division. Gœben.	$\left\{ \begin{array}{l} 46 \text{ bat. } 46000 \text{ h.} \\ \text{Infanterie.} \\ 22 \text{ esca. } 3300 \text{ h.} \\ \text{Cavalerie.} \\ 46 \text{ bat. } 92 \text{ pièc.} \\ 3000 \text{ h. Art.} \\ 1 \text{ bat. } 1000 \text{ h.} \\ \text{Pionniers.} \end{array} \right\}$	53000 h.
1 ^{re} division combinée. Manteuffel.		
2 ^e — Beyer.		

Enfin, il convient d'ajouter environ 20 bataillons, 20 escadrons et 8 batteries que fournirent les alliés de la Prusse, c'est-à-dire les deux Mecklembourg, Oldenbourg, Brunswick, les Saxe-Cobourg-Weymar-Altenbourg, les deux Reuss et les villes hanséatiques.

L'organisation de l'armée autrichienne du nord qui devait agir contre l'armée prussienne était la suivante :

ARMÉE AUTRICHIENNE DU NORD. — BENEDECK.

1 ^{er} corps. Clam-Gallas.	} chaque corps ayant :	1 ^o 4 brigades de 5
2 ^e corps. Thun-Hohenstein.		bataillons, de 1 es-
3 ^e corps. Archiduc Ernest.		cadron, et de 1 bat-
4 ^e corps. Festetics.		terie :
6 ^e corps. Raming.		2 ^o 1 réserve d'artil-
8 ^e corps. Archiduc Léopold.		lerie.
10 ^e corps. Gablentz.	} avec 1 bat. d'artil.	
1 ^{re} div. de cav. lég., Edelsheim, à 3 brig.		
2 ^e div. de cav. lég., Tour et Taxis, à 2 brig.		
1 ^{re} div. de gr. cav., Schleswig-Holstein, à 2 brig.		
2 ^e div. de gr. cav., Zaytsek, à 2 brig.	} 245000 hommes.	
3 ^e div. de gr. cav., Coudenhove, à 2 brig.		
202 bataillons, 205000 hommes Infanterie.		
160 escadrons, 24000 hommes Cavalerie.		
2 batteries, 656 pièces Artillerie.		

Les États allemands alliés de l'Autriche pouvaient donner les forces suivantes :

	Bataillons.	Escadrons.	Pièces.
Bavière :	56	48	136
Wurtemberg :	19	17	48
Bade :	13	12	48
Saxe :	20	16	40
Hanovre :	20	24	30
Hesse-Darmstadt :	13	8	24
Hesse-Cassel :	12	10	24
Nassau :	5	4	16
Hesse-Hambourg, Lichtenstein, Waldeck, Lippe-Detmold-Schaumbourg-Lippe, les deux Anhalt, les deux Schwartzembourg, Francfort :	8	6	12
Au total :	166	145	378

La principale armée prussienne, dont le roi s'était réservé le commandement, occupait les positions suivantes dans les premiers jours de juin :

L'armée de l'Elbe, à la droite, entre Halle et Torgau :

La 1^{re} armée, au centre, aux environs de Gœrlitz :

La 2^e armée, à la gauche, de Schweidnitz à Neisse.

Quant à l'armée autrichienne, elle était cantonnée ainsi qu'il suit :

Quartier général, à Olmutz :

1^{er} corps, à la gauche, à l'ouest et au nord de Prague, sur la rive droite de l'Elbe :

2^e et 6^e corps, au centre, de Bœmisch-Trubbau à Olmutz :

3^e, 8^e et 10^e corps, au sud d'Olmütz vers Brunn, en réserve, avec les divisions de grosse cavalerie :

4^e corps, à la droite, vers Troppau, avec les divisions de cavalerie légère.

Le 16 juin, l'armée de l'Elbe et la 1^{re} armée envahissent la Saxe dont l'occupation était de la plus haute importance pour leur permettre de pénétrer en Bohême. Le corps saxon se retira sans résistance après avoir fait sauter les ponts principaux sur l'Elbe et alla rejoindre le 1^{er} corps autrichien. Le 18, Herwarth entra à Dresde, tandis que le prince Frédéric-Charles faisait occuper Bautzen et Zittau. Le 20, toute la Saxe était au pouvoir des Prussiens qui disposaient des chemins de fer unissant Leipzig, Dresde et Plauen (fig. 67).

La prise de possession de la Saxe offrait aux Prussiens de grands avantages. Elle permettait de diminuer considérablement l'arc de cercle que leur armée affectait dans sa concentration primitive au nord des frontières de Saxe et de Bohême. Elle mettait à leur disposition les ressources de ce royaume. Elle leur assurait des transports faciles pour le ravitaillement par les voies ferrées. Au point de vue offensif, elle rendait possible une marche concentrique sur la Bohême. Au point de vue défensif, elle leur offrait les excellentes positions de l'Erz-Gebirge et du Riesen-Gebirge bien préférables à la frontière de Saxe qui était complètement ouverte.

Jusqu'alors l'armée autrichienne était restée dans l'inaction. Son plan de campagne primitif était d'envahir la Silésie et d'enlever cette province à la Prusse. Mais celle-ci avait si rapidement mobilisé et concentré ses troupes que, loin d'être attaquée, c'était elle qui avait pris l'offensive la première. La situation respective des deux armées s'était donc rapidement et complètement modifiée. Le gouvernement autrichien somma alors l'armée bavaroise de venir soutenir l'armée austro-

saxonne en Bohême, mais celle-là n'était pas encore prête et les mouvements combinés ne purent être exécutés. Pendant ce temps, Benedek avait transporté son quartier-général d'Olmütz à Bœmisch-Trubbau et avait concentré son armée entre Olmütz et Josephstadt, surveillant beaucoup plutôt les passages de Silésie en Moravie que ceux de Silésie, de Lusace et de Saxe en Bohême.

Les ordres suivants furent donnés à l'armée prussienne pour l'offensive qu'elle allait prendre contre l'ennemi : l'armée de l'Elbe dut se porter de Dresde vers Gabel et Hunervasser, formant l'aile droite : la 1^{re} armée dut se diriger vers Reichenberg, au centre : la 2^e armée dut partir de Landshut vers Trantenan et de Glatz vers Skalitz, à l'aile gauche. Le front d'opérations primitif de cette armée était de 150 kilomètres environ. Si l'armée autrichienne occupait à temps et en force une position centrale, elle pouvait mettre à profit les difficultés du terrain que l'ennemi aurait à surmonter dans son mouvement et battre séparément les deux masses principales de l'armée prussienne qui n'avaient entre elles aucune communication assurée. Mais l'état-major général prussien avait pris les précautions en vue d'une pareille éventualité et la 2^e armée ne devait commencer ses opérations que trois ou quatre jours après l'armée de l'Elbe et la 1^{re} armée qui avaient, du reste, une plus longue distance à parcourir pour atteindre le point de Gitschin assigné comme rendez-vous général. Des parlementaires furent envoyés aux avant-postes autrichiens pour leur déclarer que les hostilités allaient commencer.

Le 23, l'armée de l'Elbe et la 1^{re} armée se mirent en mouvement pour atteindre les divers points de passage sur l'Iser, ligne de défense perpendiculaire à leur ligne d'opérations et sur laquelle Clam-Gallas devait résister avec le 1^{er} corps autrichien et le corps saxon, soit avec environ 60000 hommes contre 140000 Prussiens, tandis que Benedek devait aller au devant de la 1^{re} armée avec les autres corps autrichiens. A ce moment, il avait transporté son quartier-général à Josephstadt : il avait placé les 6^e et 10^e corps en première ligne, celui-ci à gauche, celui-là à droite, face aux défilés de la Silésie : les 4^e et 8^e corps étaient en seconde ligne près de Josephstadt : le 3^e corps servait de réserve générale au sud : le 2^e était à Bœmisch-Trubbau, surveillant les passages du comté de Glatz en Moravie.

Le 24, la 1^{re} armée atteignit Reichenberg après quelques escarmouches avec les éclaireurs de la cavalerie légère autrichienne : les Prussiens rétablirent tout de suite le chemin de fer de Löbau qui avait une très-grande importance, car il assurait la communication avec toutes les voies ferrées de Saxe et de Silésie : le ravitaillement en vivres et en munitions était, par conséquent, assuré.

Le 25, la 8^e division rencontra à Liebenau la brigade Poschacher qui battit bientôt en retraite pour couvrir le village de Podol ainsi que le pont de la route et celui du chemin de fer qui sont jetés sur l'Iser près de cet endroit. La 8^e division atteignit Turnau, point de bifurcation des chemins de fer de Reichenberg et de Prague, remplaça le pont qui avait été coupé et résolut de s'emparer de Podol qui est situé à 8 kilomètres au sud.

Le 26 au soir, l'avant-garde de la 8^e division atteignit les premières maisons de Podol sur la rive droite de l'Iser et y attaqua la brigade Poschacher qui avait barricadé le village.

Malgré l'énergique résistance des Autrichiens, les Prussiens continuèrent d'avancer : le combat se poursuivit pendant la nuit qui était très-claire et, grâce à la supériorité de leur armement, ces derniers restèrent maîtres du village et des ponts.

Pendant ce temps, l'armée de l'Elbe avait traversé sans difficultés les défilés de l'Erz-Gebirge.

Le 27, l'avant-garde de cette armée vint donner contre une brigade autrichienne qui avait pris position à Hunervasser, l'obligea à reculer et la rejeta sur la rive gauche de l'Iser, en sorte que, ce jour-là, la communication était assurée entre l'armée de l'Elbe et la 1^{re} armée sur le territoire ennemi.

Le 28, les deux armées allemandes se portèrent de concert vers Munchengraetz. Clam-Gallas avait réuni ses troupes près de ce point sur la rive gauche de l'Iser et avait détruit le pont qui traverse le cours d'eau à l'ouest de cette ville. La 8^e division, suivie de la 7^e, dirigea son attaque par la rive gauche, tandis que la 14^e opérait simultanément par la rive droite. Les troupes autrichiennes opposées à la première attaque se laissèrent tourner par les positions formidables qu'elles occupaient à l'est de Munchengraetz, et les Saxons ne

purent s'opposer à la construction d'un pont de bateaux qui permit à l'armée de l'Elbe de venir joindre ses efforts à ceux des 8^e et 7^e divisions sur la rive gauche. Clam-Gallas ordonna donc la retraite vers Gitschin à 28 kilomètres à l'est.

Le combat de Munchengraetz avait été livré en dehors de la véritable ligne d'opérations qui menait la masse principale de Gœrlitz vers Reichenberg, Gitschin et Kœniggratz.

Le 29, cette direction fut reprise après le combat du 28 qui avait définitivement assuré la jonction de la 1^{re} armée avec l'armée de l'Elbe et facilité à celle-ci le passage de l'Iser. Les 3^e et 4^e divisions se portèrent de Podol vers Gitschin : les 5^e et 6^e, de Turnau vers le même point. Dans la nuit du 28 au 29, la 3^e division avait déjà eu à livrer un combat de nuit à Podkost : elle en était sortie victorieuse et elle avait continué son mouvement vers l'est. Dans la soirée du 29, elle se trouva en présence du 1^{er} corps autrichien qui occupait les hauteurs de Gitschin et auquel le corps saxon servait de réserve. En même temps, la 5^e division atteignait l'ennemi au nord de la direction suivie par la précédente. Leur attaque simultanée rejeta les Autrichiens dans Gitschin : ceux-ci, menacés d'un mouvement tournant sur leur aile droite, se retirèrent à l'est de la ville dans laquelle se trouvaient les troupes saxonnes. La nuit était venue, mais les Prussiens tentèrent un dernier effort pour s'assurer la possession de Gitschin qui était leur principal objectif, dans cette première partie des opérations. Quand le jour parut, ils étaient maîtres de la ville et Clam-Gallas retirait le corps austro-saxon dans la direction de Sadowa.

Voyons maintenant quels avaient été pendant ce temps les mouvements effectués par la 2^e armée prussienne. Celle-ci avait une opération particulièrement difficile à effectuer. Elle devait franchir des défilés importants et d'une défense aisée pour les Autrichiens, mais Benedek avait commis la faute de ne pas les faire occuper. Après avoir traversé le Ricsen-Gebirge, les Prussiens occupaient encore un front considérable au milieu d'un terrain très-accidenté qui avait été désigné à la partie principale de l'armée autrichienne comme point de concentration : mais cette armée était en marche de la Moravie vers la Bohême, tandis que la 1^{re} armée prussienne passait de Silésie en Bohême. D'autre part, le 6^e corps était

resté en Silésie pour essayer de tromper les Autrichiens sur la véritable direction de l'attaque et les inquiéter sur leur ligne de retraite vers Olmutz et Vienne. Il en résulta que les efforts des Prussiens furent menés avec d'autant plus de vigueur que l'entreprise était périlleuse, mais la résistance des Autrichiens fut décousue et conduite sans ensemble.

C'est le 26 que Benedek apprit la marche des colonnes prussiennes : il se contenta de leur opposer deux corps d'armée pour chercher à arrêter leur mouvement.

Le 27, le 5^e corps, qui était à l'extrême gauche de la 2^e armée, s'engagea dans le défilé de Nachod qui conduit de Glatz à Josephstadt : ce défilé long et difficile n'était gardé que par une brigade de cavalerie qui ne put empêcher le 5^e corps de le franchir presque en entier sans difficultés sérieuses. A la sortie du défilé, il se trouva en présence du 6^e corps autrichien qui remontait du sud vers Skalitz et qui prit ainsi en flanc la colonne ennemie : mais celle-ci parvint à se déployer, à prendre position à la sortie du défilé et les Autrichiens, décimés par le fusil à aiguille, durent battre en retraite sur Skalitz, sans être poursuivis par l'ennemi.

Le même jour, le 1^{er} corps, formant l'aile droite de la 2^e armée prussienne, combattait sans succès à Trautenau contre le 10^e corps autrichien. Le 1^{er} corps prussien devait relier le plus tôt possible les positions de la 1^{re} armée et celles de la 2^e. Quand il déboucha de Landshut, il trouva le point de Trautenau barricadé et défendu par l'avant-garde du 10^e corps autrichien : celle-ci fut repoussée, mais tout le 10^e corps se reporta ensuite en avant, reprit Trautenau et rejeta les Prussiens dans le défilé : puis les Autrichiens revinrent prendre position au sud de Trautenau.

Le 28, Gablentz avait reçu l'ordre de ramener le 10^e corps au sud sans poursuivre son succès, laissant ainsi le passage et le débouché à la disposition du 1^{er} corps prussien. Mais, la veille, la 1^{re} division de la garde prussienne était arrivée à Eypel et la 2^e à Kosteletz sur l'Aupa. Dans le but de dégager le 1^{er} corps et de rétablir avec lui les communications interrompues, ces deux divisions, la 2^e servant de soutien, se portèrent vers Trautenau. Le 10^e corps autrichien, qui battait alors en retraite, fut attaqué sur son flanc gauche par les deux divisions de la garde prussienne et c'est ainsi que fut livré le combat

de Soor, auquel on donne encore le nom de second combat de Trautenau. Les troupes prussiennes eurent le succès dans cette série d'engagements et Gablentz, qui avait reçu l'ordre de se diriger vers Kœniginhof, dut prendre la direction excentrique de Pilnikau et d'Arnau. L'échec subi par les Prussiens, le 27, était réparé au point de vue moral et matériel, puisque le 1^{er} corps prussien pouvait déboucher sans danger du défilé et qu'il avait ses communications assurées avec la garde.

Le même jour, Steinmetz avait porté le 5^e corps dans la direction de Skalitz : il devait être soutenu par le 6^e dont la démonstration n'avait plus d'objet et qui avait reçu l'ordre de s'engager dans le défilé à la suite du précédent. Dans ce mouvement, le 5^e corps vint donner contre le 8^e corps autrichien que l'archiduc Léopold avait placé à Skalitz, que soutenaient le 4^e et le 6^e corps. Le 5^e corps prussien prit hardiment l'offensive, pénétra dans Skalitz, prit position sur les bords de l'Aupa et rejeta vers le sud-ouest les troupes autrichiennes qui lui étaient opposées.

Le 29, la 2^e armée prussienne avait entièrement franchi l'Aupa : ses divers corps étaient réunis et, continuant d'avancer, ils livrèrent simultanément le combat de Kœniginhof et celui de Jaromirz. Le premier s'engagea entre une partie du 4^e corps autrichien que le 2^e ne put soutenir à temps, et la 1^{re} division de la garde qui avait reçu l'ordre de s'emparer du pont sur l'Elbe tout en assurant ses relations avec le 1^{er} corps vers Arnau et avec le 5^e vers Skalitz : cette division réussit dans son entreprise et prit position sur la rive droite de l'Elbe. A Jaromirz, c'est encore le 5^e corps qui livre un combat victorieux à la principale partie du 4^e corps autrichien et qui le refoule jusque sous le canon de Josephstadt. Le 5^e corps mit un détachement d'observation devant cette place et continua son mouvement vers l'ouest, dans le but d'achever la concentration de la 2^e armée prussienne.

Le 30 juin, des communications directes étaient assurées entre la 1^{re} et la 2^e armée. Voici quelles étaient, à cette date, les positions occupées par les troupes prussiennes :

2^e armée, aile gauche, sur le cours de l'Elbe, d'Arnau à Jaromirz :

1^{re} armée, centre, à Horsitz, à 20 kilomètres de Kœniginhof.

Armée de l'Elbe, aile droite, à Smidar, à 12 kilomètres au sud de la 1^{re} armée.

L'état-major général prussien supposait que Benedeck accepterait la bataille décisive sur la rive gauche de l'Elbe, le front couvert par le cours d'eau, les deux flancs appuyés par les places de Königsgrätz et de Josephstadt ou qu'il retirerait son armée vers Pardubitz. En conséquence, une grande partie de la 2^e armée, qui avait exécuté, le 1^{er} et le 2 juillet, un mouvement de conversion vers le sud autour de Königinhof, dut rester sur la rive gauche de l'Elbe au nord de Josephstadt.

Avant d'étudier la grande bataille qui termine les opérations en Bohême, il est nécessaire de tirer une conclusion des faits que nous venons de relater. La marche des Prussiens sur un front aussi étendu que celui qu'ils avaient adopté au début des opérations, et à travers un terrain aussi difficile que la ceinture montagneuse de l'Erz-Gebirge et du Riesen-Gebirge, pouvait avoir des résultats funestes si l'unité de direction dont ils jouissaient au point de vue militaire et politique s'était également rencontrée chez leurs adversaires. Les Prussiens opérèrent, en effet, suivant des lignes d'invasion séparées par des obstacles tels qu'aucune communication n'était assurée entre les colonnes quand elles débouchaient sur le territoire ennemi. Or, les Autrichiens pouvaient occuper une position centrale : au lieu de menacer la Silésie dont l'invasion ne pouvait avoir aucun résultat sur les débuts des hostilités, au lieu d'abandonner la Saxe dont l'occupation permettait aux adversaires de diminuer leur front d'opérations, il eut été préférable de défendre ce royaume avec des forces suffisantes pour repousser l'armée de l'Elbe et battre la 1^{re} armée prussienne trop éloignée de la 2^e pour en tirer un secours efficace et propice. En agissant ainsi, Benedek eut immédiatement pris une position centrale qui lui permettait de diriger ses forces vers Berlin : il eut placé le théâtre principal d'opérations à proximité des troupes alliées de l'Autriche qui opéraient dans le bassin du Weser et de celles qui se réunissaient sur les bords du Mein : il en eut donc tiré d'immenses avantages politiques et militaires. Mais des causes d'ordres différents s'opposèrent à la réalisation de ce plan qui eut complètement changé le caractère et la marche générale des opérations. Le général en chef autrichien n'avait pas cette liberté d'action qui appartenait au grand

quartier-général prussien : il ne put mettre ses projets à exécution : la Saxe ne fut pas défendue : la masse principale des forces autrichiennes resta trop longtemps en Moravie, tandis qu'elle aurait été parfaitement placée autour de Prague : ces premières fautes en amenèrent d'autres : les corps opposés à l'armée prussienne en Bohême s'échelonnèrent en s'isolant : ils ne purent résister à la marche combinée des corps ennemis : ceux-ci, secondés beaucoup plutôt par les erreurs et la lenteur des Autrichiens que conduits d'une façon irréprochable, parvinrent aisément à se concentrer en Bohême, puis à y prendre une position centrale qui coupait les communications entre l'armée autrichienne et ses alliés allemands.

Article III. — Bataille de Sadowa.

Au lieu de porter son armée sur la rive gauche de l'Elbe, Benedek se décida à accepter la bataille sur la rive droite du fleuve (fig. 68).

La position qu'occupait l'armée autrichienne était couverte sur son front par la Bistritz, petite rivière marécageuse : elle avait environ 7 à 8 kilomètres de profondeur. Elle est coupée par la route d'Horitz à Kœniggrætz qui traverse la Bistritz sur le pont de Sadowa. Le terrain va en s'élevant depuis la Bistritz jusqu'au milieu de la position occupée par la hauteur et par le village de Chlum : ces élévations présentent des terrasses successives sur lesquelles on avait établi des batteries qui se commandaient et se flanquaient réciproquement : les villages et les bois couvraient suffisamment les vallons et les pentes pour permettre à l'infanterie de masquer sa force et ses dispositions : les distances des portées de l'artillerie avaient été jalonnées : des travaux de fortification avaient été faits dans le but de consolider et de couvrir les points faibles : les abords avaient été rasés là où il avait été jugé inutile de conserver des abris : le front était donc aussi fort que possible. L'intérieur de la position contenait des couverts pour les réserves et des moyens de communication suffisants pour assurer les relations entre les diverses parties de l'ordre de bataille. Le flanc droit était naturellement protégé par la Trotina, ruisseau aux bords marécageux, coulant dans une vallée profondément encaissée et dont les points de passage eussent pu être rendus

impraticables. Quant au flanc gauche, il n'était déterminé par aucun obstacle naturel et il formait une sorte de brèche dans l'ensemble de la position. Enfin les derrières étaient aussi mauvais que possible, puisqu'ils étaient coupés par l'Elbe et l'on avait cherché à remédier à ce danger en jetant des ponts sur le fleuve sous la protection de la place de Kœniggrätz.

Le 1^{er} et le 2 juillet, Benedek ordonna à tous les corps d'armée qui se trouvaient à proximité de se réunir sur le champ de bataille qu'il avait choisi : il disposait ainsi de 170,000 hommes environ.

Le 2 juillet, le roi de Prusse était arrivé à Gitschin et il fut décidé que l'armée prussienne se reposerait le lendemain. Mais les reconnaissances, que le prince Frédéric-Charles avait fait exécuter dans la journée même, rapportèrent l'information certaine que l'armée autrichienne se concentrait sur la rive droite de l'Elbe entre Sadowa et Kœniggrätz. Le commandant de la 1^{re} armée prussienne en fit prévenir le roi de Prusse et lui proposa de profiter de la position mal choisie des Autrichiens pour les attaquer le lendemain. Cette opinion fut approuvée par le roi qui envoya en conséquence, dans la nuit du 2 au 3, les ordres nécessaires aux chefs de l'armée de l'Elbe et de la 2^e armée. Il fut convenu que la 1^{re} armée, qui se trouvait au centre et la plus rapprochée de l'ennemi, contiendrait celui-ci, tandis que la 2^e armée et l'armée de l'Elbe se mettraient en marche dès le point du jour pour tomber respectivement, celle-ci sur le flanc gauche et celle-là sur le flanc droit des Autrichiens. Cette prompte décision devait avoir les plus grandes conséquences.

Le 3 au matin, le prince Frédéric-Charles avait pris position à Dub avec le gros de ses forces, à 3 kilomètres environ du front de la position ennemie : la 7^e division, sous les ordres du général Fransecky, avait été portée sur la gauche vers Cerewitz. Un brouillard assez épais et une pluie fine empêchaient la vue de s'étendre au loin : néanmoins les reconnaissances dirigées sur Sadowa firent savoir que ce point était occupé fortement par les Autrichiens et presque aussitôt l'artillerie engagea un combat à grande distance.

La répartition des troupes austro-saxonnes était la suivante :

A gauche : le corps saxon et le 1^{er} corps, à Prim et à Probus ;

Au centre : les 10^e, 8^e et 4^e corps, bordant la Bistritz et gardant la route ;

A droite : les 3^e et 2^e corps, de Cistowes à Racitz ;

En réserve : le 6^e corps et la cavalerie, près de Chlum, Lipa et Rosberitz.

A 8 heures du matin, au moment où le roi de Prusse rejoignait l'avant-garde de la 1^{re} armée, la 8^e division, commandée par le général Horn, et faisant partie de cette armée, marchait sur Sadowa : peu de temps après, elle s'emparait du pont de la route sur la Bistritz.

Vers 9 heures, la 1^{re} armée se portait définitivement à la rencontre de l'ennemi dans l'ordre suivant :

A gauche : la 7^e division, Fransecky, de Cerewitz sur Benateck ;

Au centre : la 8^e division, Horn, à Sadowa ;

A droite : les 3^e et 4^e divisions, de Milowitz vers Tresowitz.

Ces quatre divisions se trouvèrent ainsi en présence de forces numériquement supérieures, ayant l'avantage de la position et dont les batteries leur firent subir des pertes considérables. La situation de la gauche prussienne était particulièrement critique, car elle était isolée et, d'un instant à l'autre, l'aile droite autrichienne, qui n'avait aucun ennemi à combattre, pouvait se porter en masse contre elle et l'acabler. Malgré les dangers d'une lutte aussi inégale, les 2^e et 4^e corps prussiens tinrent bon : s'ils ne firent aucun progrès, ils gardèrent du moins les points qu'ils occupaient et laissèrent le centre de l'armée autrichienne dans l'incertitude complète sur le véritable point d'attaque : leur énergique attitude donna, à l'armée de l'Elbe et à la 1^{re} armée, le temps de prononcer leur mouvement offensif contre les deux ailes de l'armée autrichienne.

A l'aile droite de l'armée prussienne, l'armée de l'Elbe marcha dans la direction de Nechanitz. Le pont qui existe sur la Bistritz en cet endroit avait été coupé par les Saxons. L'avant-garde de l'armée de l'Elbe le rétablit sous le feu de l'ennemi, traversa la rivière et se porta sur Lubno. La 14^e division, commandée par Munster, se dirigea aussitôt sur les villages de Prim et de Probus occupés par les Saxons, dans le but de les attaquer de front, tandis que la 15^e division, conduite par Canstein, cherchait à les tourner par leur flanc

gauche. La lutte fut longue et opiniâtre, mais les deux divisions prussiennes restèrent enfin maîtresses du flanc gauche de la position autrichienne. C'était le point le plus faible de cette position et aussi le plus dangereux puisque, de Prim et de Probus, l'armée de l'Elbe pouvait déjà menacer les communications de l'armée autrichienne avec Kœniggrætz.

A la gauche de l'armée de l'Elbe, le 2^e corps prussien, qui formait la droite de la 1^{re} armée, était parvenu à traverser la Bistritz par le pont de Tresowitz et s'était avancé sur la rive gauche de la rivière jusqu'à Dohalika : mais il avait été alors tellement accablé par les projectiles de l'artillerie ennemie qu'il lui était impossible de faire aucun progrès.

La 8^e division était parvenue à s'établir dans un petit bois à l'est de Sadowa, mais elle ne pouvait en déboucher.

La 7^e division combattait toujours avec énergie près de Benateck et du bois qui est situé au sud-est de ce village, mais elle était dans une situation si périlleuse qu'elle était obligée de renoncer à toute idée d'offensive.

Les pertes subies par les 3^e, 4^e, 7^e et 8^e divisions étaient telles et leurs progrès étaient si faibles que le prince Frédéric-Charles donna, vers midi, l'ordre au 3^e corps, qui formait sa dernière réserve, de se porter en avant pour soutenir, renforcer et relever la 8^e division.

A ce moment même, le canon se faisait entendre sur la gauche de la 7^e division : c'était la 1^{re} division de la garde royale prussienne, tête de colonne de la 1^{re} armée prussienne, qui débouchait sur le champ de bataille devant le flanc droit de l'armée autrichienne. Il était temps. Aussitôt la 1^{re} division de la garde dégage la 7^e division prussienne, marche sur Horenoves, s'en empare et prononce une vigoureuse attaque contre l'aile droite de l'armée autrichienne.

Cette division est, du reste, soutenue par le 6^e corps qui, sous les ordres du général Mutius, atteint alors les bords de la Trotina : la 11^e division traverse le cours d'eau à Racitz et la 12^e, sur la gauche de la 11^e, marche vers le confluent de la Trotina. Ainsi donc, tandis que la 1^{re} division de la garde aborde l'aile droite autrichienne, le 6^e corps est déjà en arrière du flanc droit de cette armée, dans une position telle que le 2^e corps autrichien est obligé de faire un crochet défensif en arrière pour occuper Sendracitz et Trotina : c'est, en effet, par

ce point que passe la route de Josephstadt à Kœniggrætz suivie par la 12^e division prussienne.

Après un court combat, les points de Maslowed, Sendracitz et Trotina tombent respectivement au pouvoir de la 1^{re} division de la garde, des 11^e et 12^e divisions, et l'aile droite autrichienne est obligée d'aller prendre une seconde position en arrière, de Chlum à Nedelist, le village de Cistowes ayant été également pris par la 7^e division.

En même temps, le 3^e corps prussien entraît au centre de la ligne formée par la 1^{re} armée et relevait en partie la 8^e division. Sous cette protection, l'artillerie de la 1^{re} armée prenait une position plus avantageuse d'où elle pouvait battre efficacement le village de Chlum : mais, malgré ce renfort, la 1^{re} armée ne se trouvait pas encore à même de passer à l'offensive.

C'est alors que la 1^{re} division de la garde, continuant sa marche victorieuse à travers les troupes autrichiennes, atteignait directement leur réserve entre Chlum et Rosberitz et s'emparait de ces deux villages ainsi que de celui de Lipa et de la hauteur de Chlum. Les efforts des troupes autrichiennes qui se trouvaient à proximité se portèrent immédiatement contre cette division qui, après des alternatives de succès et de revers, conserva définitivement la clef du champ de bataille qu'elle avait conquise avec une si grande hardiesse et un si rare bonheur.

Du reste, bientôt l'avant-garde du 1^{er} corps prussien venait renforcer la 1^{re} division de la garde et lui prêter son appui pour assurer la possession de la hauteur et du village de Chlum.

La bataille était définitivement perdue pour les Autrichiens : leur centre et leur aile gauche commencèrent à se retirer, sous la protection de la cavalerie qui vint se déployer vers Stresetitz : en face d'elle, la cavalerie prussienne prit aussitôt son ordre de bataille et les deux masses se heurtèrent vers trois heures et demie. Bientôt le succès se prononça en faveur de la cavalerie prussienne, tandis que la cavalerie autrichienne était obligée de céder le terrain et se retirait définitivement sur Pardubitz. Quant au reste de l'armée autrichienne, il avait pu gagner avec peine l'Elbe et Kœniggrætz. La nuit et la présence de cette place mirent fin à la poursuite.

Les Autrichiens avaient perdu dans cette journée 40,000 hommes, dont 20,000 prisonniers, 174 canons et 11 drapeaux. Les Prussiens avaient eu 16,000 hommes mis hors de combat.

Nous avons déjà dit plus haut quels étaient les points défectueux de la position choisie par Benedek : ajoutons que cette position n'avait pas été suffisamment renforcée par des ouvrages de fortification passagère, que le flanc droit n'était pas assez fortement occupé malgré la connaissance certaine de la position de la 2^e armée prussienne, que les Autrichiens ne prirent jamais l'offensive, qu'ils restèrent sur la défensive absolue même au début de la bataille où tout les favorisait, et nous aurons résumé les principales fautes commises par le général en chef autrichien. Quant à l'armée prussienne, elle fit preuve d'une rare valeur ; mais, si l'on tient compte du manque presque complet de combinaison entre les trois armées principales qui la composaient, on est forcé de penser que l'immobilité complète de l'adversaire, pendant les premières heures de la bataille, fut la principale cause de son succès.

Article IV. — Marche des Prussiens sur Vienne

L'armée autrichienne avait subi à Sadowa un échec complet et tel que son général en chef fit proposer au roi de Prusse un armistice de quatre jours. Cette démarche n'eut aucun succès.

Mais, si les Autrichiens avaient été battus en Allemagne, ils avaient, au contraire, ainsi que nous le verrons plus loin, remporté sur les Italiens une victoire éclatante à Custozza. Forcé de retirer ses troupes d'Italie pour les porter au secours de la capitale de l'empire qui était menacée et à découvert depuis la bataille de Sadowa, le gouvernement autrichien céda la Vénétie à l'empereur Napoléon III. Le but de ce sacrifice volontaire était évidemment, soit de séparer l'Italie de la Prusse à l'aide de la rétrocession de la Vénétie faite par la France en faveur de la première de ces deux puissances, soit de faire intervenir la France à titre d'alliée ou de médiatrice et, en tout cas, d'augmenter le nombre des forces contre l'armée prussienne victorieuse à Sadowa. La France intervint, en effet, en faveur de la paix : toutefois, elle ne put obtenir aucun résultat immédiat. Quant à l'Italie, elle resta fidèle au traité d'alliance qu'elle avait conclu avec la Prusse.

Les négociations diplomatiques se poursuivirent activement, mais le roi de Prusse déclara qu'il ne consentirait à la conclusion d'un armistice que si l'Autriche lui offrait des garanties satisfaisantes de paix et il ordonna de continuer les opérations militaires.

L'armée prussienne fut alors considérablement augmentée. On organisa 116 bataillons de landwher et on en prit 24 pour former les 1^{er} et 2^e corps d'armée de réserve: les autres furent employés à former la garnison des places fortes et à garder les nouvelles conquêtes que les troupes de campagne venaient de faire dans les duchés de l'Elbe, dans le Hanovre, dans la Hesse électorale et dans la Saxe. On constitua un 4^e bataillon avec le dépôt de chacun des 81 régiments d'infanterie et on en envoya la majeure partie pour renforcer l'armée d'opérations. On créa 19 régiments de cavalerie de landwher dont on fit usage, soit pour les 1^{er} et 2^e corps d'armée de réserve, soit pour occuper les territoires conquis, soit pour renforcer la cavalerie de l'armée du Mein.

De même en Autriche on chercha à compléter les effectifs des troupes de campagne, d'abord à l'aide de la formation d'un 4^e bataillon, puis d'un 5^e bataillon dans chaque régiment d'infanterie.

Le 4 et le 5 juillet, les troupes prussiennes s'étaient reposées: elles étaient cantonnées ausud de Kœniggrœtz, dans les environs de Pardubitz.

Quant à l'armée autrichienne, elle avait hâté sa retraite.

Le 4 juillet, le 6^e corps autrichien fut envoyé par le chemin de fer à Olmütz: il fut suivi par les 1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 6^e et 8^e corps d'armée qui se trouvèrent réunis, le 9, à l'abri de cette place.

Le 10^e corps fut dissous et les troupes qui le composaient dirigées par le chemin de fer sur Florisdorf, près de Vienne, pour concourir à la mise en état de défense et à la défense de la capitale ainsi que du pont sur le Danube.

Les corps de cavalerie se retirèrent sur Brunn; la division Schleswig-Holstein se rendit de là à Vienne.

Le 6, l'armée prussienne se mit en mouvement à la poursuite de l'ennemi avec lequel elle n'avait pas gardé le contact et dont la direction était inconnue: les premières dispositions prises par l'état-major-général se ressentirent donc de cette incertitude à laquelle mit fin un incident fortuit: un fourgon

de poste contenant d'importants documents du grand quartier-général autrichien tomba entre les mains des éclaireurs ennemis et l'état-major général prussien sut ainsi ce qu'il lui importait de connaître. De nouveaux ordres furent donnés en conséquence.

La 2^e division prussienne fut chargée d'observer et de bloquer les deux places fortes de Josephstadt et de Kœnigggrœtz.

La 2^e armée dut se tenir à l'aile gauche et marcher sur Olmutz.

La 1^{re} armée, au centre, prit Brunn pour objectif :

L'armée de l'Elbe, à droite, se porta vers Iglau.

La 2^e armée devait seule suivre directement l'ennemi et chercher à l'atteindre : quant à la 1^{re} armée et à l'armée du Mein, elles devaient marcher de concert sur Vienne.

Le 8, au moment où l'armée prussienne commençait son mouvement, la division de landwehr de la garde, qui faisait partie du 1^{er} corps d'armée de réserve, entra sans coup férir dans la place de Prague évacuée par les Autrichiens.

Le 10, le grand quartier-général du roi de Prusse était à Zwittau et de nouvelles propositions d'armistice y étaient présentées, mais en vain.

A cette date, une partie de l'armée autrichienne d'Italie arrivait à Vienne pour recueillir les troupes battues qui se retiraient et pour participer à la défense de la capitale. Ce fut d'abord le 5^e corps qui fut transporté par le chemin de fer de Vérone et Saint-Poelten, à travers le Tyrol, puis le 9^e corps qui vint aussi en chemin de fer, mais par la ligne du Frioul.

Le 13, l'armée prussienne occupait les positions suivantes :
2^e armée, à la gauche, près d'Olmutz ;

1^{re} armée, au centre, à Brunn ;

Armée de l'Elbe, à droite, entre Iglau et Znaim ;

Grand quartier-général, à Brunn.

Ce même jour, l'archiduc Albert, le vainqueur de Custozza, remplaçait, dans le commandement de l'armée autrichienne du nord, le feld-zeug-meistre Benedek tombé en disgrâce. Le nouveau général en chef donna immédiatement les ordres nécessaires pour faire évacuer Olmutz par les corps d'armée qui s'y étaient réunis et pour les porter sur Vienne par le chemin de fer. Quant aux négociations en vue de la paix, elles continuaient toujours et ne pouvaient aboutir, malgré

les efforts faits en particulier par le gouvernement français.

Le 15, l'armée de l'Elbe avait dépassé Znaym.

L'avant-garde de la 1^{re} armée se trouvait le même jour à Lundenbourg où se réunissent la voie ferrée de Brunn à Vienne et celle d'Olmütz à Vienne : le chemin de fer étant ainsi occupé par l'ennemi, il devint impossible de continuer le transport des troupes autrichiennes d'Olmütz à Vienne : les 3^e, 4^e et 6^e corps avaient pu seuls être transportés : Benedek reçut l'ordre de gagner Presbourg avec les 1^{er}, 2^e et 8^e corps d'armée et avec l'artillerie de réserve en passant par la Hongrie.

Du reste, ce même jour encore la 2^e armée, qui formait l'aile gauche de l'armée prussienne, se trouvait en présence des troupes que Benedek mettait en marche par la route de Kremsier conformément aux instructions qu'il venait de recevoir. C'est alors qu'eut lieu entre une partie de cette colonne autrichienne considérable et une partie de la 1^{re} armée prussienne, le double combat de Tobitschau et de Prerau dont les résultats furent encore funestes aux Autrichiens. A la suite de ce combat l'armée autrichienne fut définitivement coupée en deux parties n'ayant plus aucune union entre elles : d'une part les corps de l'armée du nord qui avaient pu atteindre Vienne et les corps de l'armée du sud qui venaient de Vénétie : d'autre part, les 1^{er}, 2^e et 8^e corps que Benedek ramenait à marches forcées d'Olmütz par Kremsier, Hradisch, le col de Jawornick, et Tyrnau, sur Presbourg. Toutefois, de cette dernière masse il resta encore environ 20000 hommes à Olmütz : le 5^e corps prussien fut laissé en observation devant la place, mais il fut bientôt relevé par le détachement qui opérait sur la frontière commune à la Moravie et à la Silésie.

Le 16, l'armée de l'Elbe occupait Hollabrunn et menaçait le pont de Krems que les Autrichiens firent sauter.

La 1^{re} armée s'avancait de Lundenbourg sur Vienne par la rive droite de la Morava, sauf le 4^e corps qui fut porté sur la rive gauche de la rivière.

Le 19, les positions de l'armée prussienne étaient les suivantes :

A droite : armée de l'Elbe, à Stockerau ;

Au centre : 1^{re} armée, à Gunserdorf ;

A gauche : 2^e armée, entre Gœding et Blumenau ;

Grand quartier-général, à Nickolsbourg.

Le 20, les négociations diplomatiques qui avaient été inutiles jusque-là eurent enfin un résultat : une suspension d'hostilités fut conclue pour 5 jours, mais elle ne devait partir que du 22 à midi,

Or, le 4^e corps d'armée, qui formait la gauche de la 1^{re} armée prussienne, avait été dirigé vers Presbourg dont la possession entre Vienne et Komorn était très-importante au point de vue des opérations ultérieures, quelque dut être le système défensif qu'adopteraient les autrichiens. Mais là était arrivée une partie du 2^e corps autrichien. Les deux troupes se trouvèrent en présence le 22 et elles engagèrent le combat près de Blumenau : le 4^e corps prussien était sur le point de remporter encore un succès, lorsque la lutte dut cesser en raison de la suspension des hostilités consentie le 20.

Le 26, un armistice de quatre semaines était définitivement signé à Nickolsbourg et il devait être suivi de la conclusion de la paix.

CHAPITRE III.

OPÉRATIONS DANS L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

Article I. — Invasion du Hanovre et de la Hesse.

D'après la convention conclue à Gastein le 14 août 1865, l'Autriche et la Prusse s'étaient réservé la souveraineté en commun des duchés de Schleswig-Holstein : l'Autriche s'était chargée provisoirement de l'administration de Holstein et la Prusse de celle du Schleswig.

En raison de cette double clause, le duché de Holstein était occupé par une brigade autrichienne sous les ordres supérieurs du général Gablentz et un corps d'armée prussien commandé par le général Manteuffel se trouvait dans le duché de Schleswig, peu de temps avant les hostilités entre les deux pays.

A la suite de certaines difficultés survenues au sujet de l'administration particulière de chacun des deux duchés par chacune des deux puissances contractantes, la Prusse prétendit revenir à l'administration en commun des deux duchés : le

général Manteuffel reçut en conséquence l'ordre d'entrer avec ses troupes dans le Holstein et de se concerter, pour cette administration, avec le général Gablentz, mais celui-ci retira ses troupes vers Altona.

Dans la nuit du 11 au 12 juin, la brigade autrichienne fut concentrée à Hambourg, puis elle partit par le chemin de fer de Hanovre, Cassel et Francfort, pour aller rejoindre l'armée en Bohême, laissant ainsi aux Prussiens une position solide et assurée qui devait avoir la plus grande influence sur les opérations dans l'Allemagne occidentale.

Le 13 juin, le gouvernement prussien adressait à ceux de la Saxe, du Hanovre et de la Hesse Électorale des propositions de neutralité, s'ils consentaient à renier leur vote émis le 14 à la diète, à ramener leurs troupes au pied de paix et à accepter les projets de réforme fédérale : s'ils refusaient d'accéder à ce qu'elle leur demandait, la Prusse les menaçait d'une invasion : elle ne leur donnait, au reste, qu'une journée pour répondre à cet ultimatum.

Le Hanovre et la Hesse-Électorale ayant repoussé les prétentions de la Prusse, comme le fit la Saxe, la guerre leur fut déclarée le 15 au soir même.

Le 16 juin, la 13^e division, commandée par le général Gœben, se mit en marche de Minden sur Hanovre. Le même jour, la division combinée, sous les ordres du général Beyer, quitta ses cantonnements de Wetzlar, et se dirigea sur Cassel. Enfin, le corps d'occupation des duchés de l'Elbe, formant une division combinée et que commandait le général Manteuffel, se porta sur Hanovre. Toutes ces troupes étaient placées sous le commandement supérieur du général Vogel de Falkenstein. Quelques bataillons de landwehr furent immédiatement envoyés dans les duchés de l'Elbe pour y remplacer la division Manteuffel (fig. 69.).

Les forces que les alliés de l'Autriche pouvaient opposer aux Prussiens dans l'Allemagne occidentale étaient les suivantes.

1°. Le corps d'armée du royaume de Hanovre, alors réuni à Hanovre et qui comprenait : 16 bataillons d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs à pied, 24 escadrons, avec 42 bouches à feu :

2° L'armée du royaume de Bavière, se concentrant alors à

Wurtzbourg, constituant le 7^e corps d'armée fédéral et qui comprenait 4 divisions avec 1 réserve de cavalerie et 1 réserve d'artillerie, formant ensemble 38 bataillons d'infanterie, 7 bataillons de chasseurs à pied, 44 escadrons, avec 144 bouches à feu.

3^e Le 8^e corps d'armée de la Confédération germanique, se constituant alors près de Francfort, comprenant 1 division formée par le royaume de Wurtemberg, 1 division formée par le grand-duché de Bade, 1 division formée par le grand-duché de Hesse, 1 division combinée de troupes autrichiennes, de troupes du duché de Nassau et de la Hesse-électorale ; renfermant ensemble 39 bataillons d'infanterie, 7 bataillons de chasseurs à pied, 36 escadrons, avec 134 bouches à feu.

L'armée hanovrienne était commandée par le général Arentschild, l'armée bavaroise par le prince Charles de Bavière, le 8^e corps fédéral par le prince Alexandre de Hesse.

La marche convergente des divisions Gœben et Manteuffel sur Hanovre plaça l'armée hanovrienne dans une position critique que l'on n'avait pu prévoir, car rien ne faisait supposer que la brigade autrichienne chargée d'occuper le Holstein se retirerait en Bohême, où son arrivée ne devait pas être de grande importance, tandis qu'elle aurait été fort utile dans l'Allemagne occidentale : de fait, l'armée hanovrienne était entièrement isolée.

Le 16, l'armée hanovrienne fut dirigée sur Göttingen et, afin de retarder la marche des Prussiens, on coupa les chemins de fer qui unissent Hanovre à Lünebourg, Brunswick, Göttingen et Minden.

Le 17, la division Gœben fit son entrée à Hanovre avec le général Vogel de Falkenstein.

Le 18, elle fut rejointe à Hanovre par la division Manteuffel.

Les journées des 18, 19, 20, 21 et 22 furent occupées à faire tomber au pouvoir des Prussiens tous les forts et postes fortifiés qui défendent la côte du royaume de Hanovre.

Le 16, la division des troupes fournies par la Hesse électorale avait quitté Cassel et s'était retirée en toute hâte par Fulda sur Francfort, partie en chemin de fer et partie par les routes.

Le 19, au moment où la division hessoise rejoignait à Francfort le 8^e corps fédéral, le général Beyer faisait son entrée à Cassel avec la division prussienne qu'il amenait de Vetzlar

et qu'il n'avait pu faire arriver plus tôt, le chemin de fer de Cassel à Vetzlar par Marbourg ayant été détruit par les Hessois.

La promptitude avec laquelle l'armée hanovrienne avait quitté la capitale du royaume pour chercher à rejoindre les troupes fédérales avait été telle que cette armée n'était ni organisée, ni approvisionnée. Se supposant hors d'atteinte à Göttingen, elle profita de ce moment de répit pour compléter sa formation : elle y était encore le 20, ayant ainsi laissé passer l'occasion favorable pour effectuer sa retraite sans danger.

En effet, le 19, la division Gœben se mit à la poursuite des Hanovriens qui, le 21, quittèrent enfin Göttingen pour se porter à Heiligenstadt et Langensalza, avec l'espoir qu'ils rejoindraient les Bavarois par Gotha. Le contingent du duc de Saxe-Cobourg-Gotha allié de la Prusse, et qui ne contenait que 2 bataillons, n'était pas suffisant pour s'opposer à la marche des Hanovriens. Si ceux-ci se hâtaient et si les Bavarois se portaient à leur rencontre, il était probable que la jonction des deux masses se ferait sans difficulté. Mais il n'en fut pas ainsi, tandis qu'au contraire les Prussiens montrèrent alors une très-grande habileté et agirent avec une extrême rapidité.

Le colonel Fabeck, qui commandait le contingent de Saxe-Cobourg-Gotha, reçut l'ordre de s'établir à Eisenach avec ses troupes que renforcèrent 3 bataillons de landwher avec de la cavalerie et de l'artillerie fournis par la garnison d'Erfurth : il fut, en outre, bientôt appuyé sur sa gauche par la division Beyer venue de Cassel vers Eisenach.

Le 24 juin, l'armée hanovrienne atteignait Langensalza. Le même jour il n'y avait encore à Gotha, où le colonel Fabeck venait de prendre position sur de nouveaux ordres, qu'une force insuffisante pour barrer le chemin aux Hanovriens. Le roi de Hanovre marchait avec son armée. Il fut alors sommé de déposer les armes, mais il n'y consentit point : toutefois, au lieu d'agir avec vigueur, il perdit un temps précieux à parlementer, soit avec le colonel Fabeck, soit avec le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, s'engageant à ce que son armée resterait pendant six mois sans combattre contre les Prussiens, si on la laissait passer librement en Bavière.

Cependant, le prince Charles de Bavière, dont le quartier

général était alors à Bamberg, était informé de la situation critique dans laquelle était l'armée hanovrienne et sollicité de lui porter secours : il envoya quelques troupes vers le nord dans la direction probable que devaient suivre les Hanovriens.

Les pourparlers avaient continué le 24 et le 25 entre le roi de Hanovre et le général Alvensleben venu à Gotha, sur l'ordre du roi de Prusse, pour proposer la paix à condition que le Hanovre adhérerait à la réforme fédérale proposée par la Prusse et que son armée serait licenciée. Un temps précieux fut ainsi perdu par les Hanovriens qui n'en tiraient aucun parti, tandis que les Prussiens en profitaient, au contraire, pour concentrer davantage leurs troupes.

Le 26 à midi, l'armistice, qui avait été conclu en vue des négociations pour la paix, devait prendre fin. A ce moment, voici quelles étaient les positions des Prussiens autour de l'armée hanovrienne :

Au nord de Langensalza, une partie de la division Manteuffel venue directement de Hanovre par Göttingen ;

A l'ouest de Langensalza, les divisions Gœben et Beyer qui occupaient les environs d'Eisenach ;

Au sud de Langensalza, le général Flies venu avec 5 bataillons et 2 batteries de la division Manteuffel par le chemin de fer de Hanovre à Magdebourg et à Halle et qui reçut le commandement de toutes les troupes alors réunies à Gotha, soit de 11 bataillons et 3 escadrons avec 16 pièces.

Cet ensemble mettait environ 42,000 hommes à une journée de marche de l'armée hanovrienne, dont l'effectif n'était pas supérieur à 18,000 hommes, et qui était complètement cernée.

Le 27, l'armée hanovrienne se mit en mouvement, non pas pour continuer sa marche vers le sud, mais pour revenir au nord. Son arrière-garde, qu'elle avait laissée à Langensalza, fut alors attaquée par le général Flies. Le combat fut acharné et, en définitive, tout à l'honneur des Hanovriens, mais ceux-ci furent arrêtés dans leur mouvement.

Le 28, malgré le succès partiel du combat de Langensalza, l'armée hanovrienne resta sur les mêmes positions : les Prussiens concentrèrent leurs forces et entourèrent alors complètement l'ennemi.

Le 29, le roi Georges V de Hanovre consentit à capituler : il

fut expulsé de son royaume et son armée renvoyée dans ses foyers après avoir rendu les armes et avoir juré de ne pas les reprendre contre la Prusse.

Le résultat que la Prusse venait d'obtenir dans l'Allemagne occidentale avait une grande portée à la fois morale et matérielle : toute la partie de l'Allemagne située au nord du Mein était, en effet, dès lors au pouvoir des Prussiens. Ils avaient su profiter de la faute qu'avait commise l'Autriche lorsqu'elle avait rappelé en Bohême la brigade d'occupation du Holstein, de la lenteur apportée par les Hanovriens à se retirer sur le 8^e corps fédéral et du peu d'empressement que celui-ci avait mis à secourir l'armée hanovrienne. Les divisions prussiennes avaient été habilement conduites en général, étant donnée l'indécision de leurs adversaires : elles avaient agi avec rapidité et leur succès n'eut rien laissé à désirer s'il n'avait été amené exclusivement que par les combinaisons militaires : mais celles-ci furent puissamment secondées par d'autres combinaisons dans laquelle la Prusse montra, du reste, une aussi grande habileté.

La poursuite de l'armée hanovrienne par les troupes prussiennes, que commandait le général Vogel de Falkenstein et qui prirent le nom d'armée du Mein, avait eu pour conséquence de faire perdre à celle-ci un temps précieux et elle aurait dû permettre aux 7^e et 8^e corps fédéraux de compléter leur organisation, puis de se réunir pour opérer de concert : mais il n'en fut pas ainsi et les deux masses entre lesquelles allait opérer l'armée du Mein restèrent éloignées l'une de l'autre, le 7^e corps entre Wurtzbourg et Bamberg, le 8^e entre Francfort et Hanau.

L'armée du Mein se composait alors de 48 bataillons, de 16 escadrons et de 16 batteries : son effectif était environ de 53,000 hommes. Elle allait avoir à lutter contre l'armée bavaoise forte de 50,000 hommes et contre le 8^e corps fédéral contenant à peu près 60,000 hommes, indépendamment des troupes de dépôt et de garnison dont disposaient encore le grand-duché de Bade et les royaumes de Bavière et de Wurtemberg.

Dans les derniers jours de juin, le 8^e corps fédéral avait pris au nord de Francfort une position stratégique destinée à couvrir la capitale politique de la Confédération germanique : son quartier-général était à Friedberg.

Quant à l'armée bavaroise, elle avait quitté ses cantonnements primitifs et s'était portée au-devant de l'armée hanovrienne, mais trop tard pour la secourir. Le 30 juin, elle était à Cobourg, Hildburghausen et Meiningen. Le prince Charles apprit alors la capitulation des Hanovriens et donna immédiatement les ordres nécessaires pour porter ses colonnes vers l'ouest dans le but d'opérer sa jonction avec le 8^e corps fédéral.

Les deux corps fédéraux étaient donc séparés l'un de l'autre : le général Vogel de Falkenstein se décida immédiatement à profiter de la situation fâcheuse dans laquelle se trouvaient les ennemis pour prendre une offensive vigoureuse et pour isoler complètement les deux masses principales de l'adversaire.

Le 1^{er} juillet, l'armée du Mein fut concentrée à Eisenach et elle prit la route qui va à Francfort par Fulda, Schlucktern, Gelnhausen et Hanau : elle avait ainsi, sur son flanc gauche, l'armée bavaroise qui pouvait gêner son mouvement et lui faire courir de sérieux dangers.

Le 3 juillet, l'armée du Mein se trouvait entre Langsfeld et Hunfeld, l'armée bavaroise entre Dermbach et Hunfeld, toutes deux tendant vers Fulda.

Le 4, les deux armées se rencontrèrent en partie aux environs de Dermbach : le combat fut acharné et le succès sembla se prononcer en faveur des Bavares.

Le 5, ceux-ci ne continuèrent cependant pas leur marche vers l'ouest où ils n'avaient rencontré aucun avant-poste du 8^e corps : ils se dirigèrent vers le sud, renonçant ainsi à l'idée première de faire, par Fulda, leur jonction avec ce corps d'armée.

Le même jour, l'armée du Mein se concentra et choisit des positions avantageuses, supposant qu'elle allait être attaquée par toute l'armée bavaroise réunie : mais cette attente fut vaine.

Quant au 8^e corps fédéral, il était resté dans l'inaction pendant ce temps : seule la division wurtembergeoise fut portée au défilé de Gelnhausen par lequel passe la route de Fulda à Hanau.

Le 6, l'armée du Mein arriva à Fulda.

Le 7, elle séjourna dans cette ville.

A cette époque, on connaissait la défaite complète des Autri-

chiens à Sadowa et la marche des Prussiens sur Vienne. Il en résultait un affaiblissement sensible dans la situation morale des alliés de l'Autriche qui, joint aux difficultés du commandement de troupes fournies par des États dont les sentiments étaient loin d'être tous les mêmes, devait nécessairement paralyser l'action directrice du général en chef. L'armée du Mein était, au contraire, encouragée par les succès de la grande armée prussienne en Bohême, outre qu'elle obéissait à une impulsion unique.

Le général Vogel de Falkenstein ne pouvait cependant, malgré la désunion réelle des deux corps fédéraux, engager ses troupes dans les défilés de Schlucktern et de Gelnhausen, sans avoir préalablement éloigné l'armée bavaroise de son flanc gauche. Celle-ci était, en effet, venue prendre position sur la rive gauche de la Saal franconienne.

Le 8 et le 9, l'armée du Mein se dirigea de Fulda sur Bruckenu.

Le 10, cette armée traversa le Rhœnegebirge et marcha à la rencontre des Bavaois. La division Beyer, à droite, se dirigea sur Hammelbourg : la division Gœben, à gauche, sur Kissingen : la division Manteuffel forma la réserve. Le combat s'engagea simultanément à Hammelbourg et à Kissingen. Les Bavaois résistèrent avec énergie, mais les Prussiens parvinrent à franchir la Saal et à s'emparer des deux localités sur lesquelles était appuyée la ligne de défense de l'ennemi. Les Bavaois furent obligés d'abandonner leurs positions : ils reprirent l'offensive le soir, mais en vain.

Le 11, le prince Charles de Bavière retira d'abord son armée vers Gemunden, sur la rive gauche du Mein, puis définitivement sur Schweinfurth.

La division Manteuffel fut chargée de poursuivre les Bavaois et de masquer le mouvement qu'allait effectuer l'armée du Mein contre le 8^e corps fédéral.

Le général Vogel de Falkenstein, ayant éloigné momentanément l'armée de Bavière, reprit immédiatement l'offensive contre le 8^e corps qui n'avait fait, malgré les ordres du prince Charles, aucun mouvement pour soutenir les opérations des Bavaois. Il résolut de tenter une attaque contre le flanc droit de ce corps d'armée, tout en le menaçant sur son front. A cet effet, tandis que la division Manteuffel contenait les Ba-

varois, la division Gœben dut suivre la rive droite de la Saal franconienne, arriver jusqu'au coude du Mein à Gemunden, traverser le Spessart et attaquer l'ennemi à Aschaffenburg afin d'ouvrir la route de Francfort, et la division Beyer reçut l'ordre de marcher d'Hammelbourg sur Gelnhausen pour faire une démonstration qui aurait pour conséquence de forcer le passage de ce défilé.

Les premiers mouvements nécessaires pour l'exécution de ce plan commencèrent le 11 : la division Manteuffel resta devant les Bavaois, la division Gœben marcha sur Gemunden, la division Beyer se porta sur Gelnhausen.

Le 12, la division Gœben était à Gemunden, suivie de la division Manteuffel dont la présence en arrière était inutile, les Bavaois paraissant décidés à prendre quelques jours de repos à Schweinfurth.

L'arrivée subite des troupes prussiennes sur le flanc droit de la position du 8^e corps fédéral obligea le prince Alexandre de Hesse à donner immédiatement les ordres nécessaires pour parer à ce danger imprévu : il dirigea immédiatement sur Aschaffenburg la division hessoise et la division combinée dans laquelle se trouvaient des troupes autrichiennes, Nassauviennes et hessoises. La division hessoise fut portée à Laufach.

Le 13, la division Gœben vint donner à Laufach contre la division hessoise et la battit : le soir, les bataillons hessois firent un retour offensif, mais ils durent laisser définitivement Laufach au pouvoir de l'ennemi.

Le 14, la division Gœben se porta de Laufach sur Aschaffenburg où elle se trouva en présence des troupes battues la veille et de celles qui avaient été conservées en réserve. Le prince Alexandre de Hesse qui se trouvait à Seligenstadt avec le gros de ses forces ne vint point au secours des divisions qu'il avait placées à Aschaffenburg et Gœben remporta un nouveau succès.

Le 15, la division Gœben resta à Aschaffenburg, tant pour se reposer que pour attendre la division Manteuffel qui était à une journée de marche en arrière.

Le 16, le général Vogel de Falkenstein fit son entrée à Francfort avec la division Gœben en passant par Hanau : la division Manteuffel suivait la précédente.

Le même jour, la division Beyer atteignait le défilé de Gelnhausen qu'aucun ennemi n'occupait.

En effet, aussitôt après l'échec d'Aschaffembourg, le prince Alexandre de Hesse avait donné l'ordre d'évacuer Hanau, Gelnhausen, Francfort, et avait porté le 8^e corps fédéral sur l'Odenwald au sud de Francfort.

Le commandant en chef de l'armée du Mein prit possession, au nom du roi de Prusse, de la Hesse et du Nassau, ainsi que de Francfort. La Diète fédérale avait déjà quitté cette ville le 14 et s'était transportée à Augsbourg où elle devait bientôt disparaître.

L'armée du Mein prit alors quelques jours de repos pendant lesquels elle reçut un renfort de 15 bataillons, 12 escadrons et 2 batteries que fournit la Prusse et qui provinrent aussi des contingents de certains États de l'Allemagne du Nord qui s'étaient déclarés les alliés de la Prusse. Le commandement de cette armée fut donné au général Manteuffel, le général Vogel de Falkenstein ayant été appelé au gouvernement de la Bohême, et le général Flies fut placé à la tête de la division qu'avait conduite jusqu'ici le général Manteuffel.

Pendant que le 8^e corps fédéral, battu à Laufach et à Aschaffembourg, cherchait à se rapprocher de l'armée bavaroise, celle-ci se portait, de son côté, de Schweinfurth sur Wurtzbourg. Le 8^e corps se retirait, par Diebourg, Michelstadt et Amorbach, sur la rive droite de la Tauber, abandonnant ainsi aux Prussiens la route directe vers les grands-duchés de Hesse-Darmstadt et de Bade et vers le royaume de Wurtemberg.

Le 20, l'armée du Mein reprit l'offensive.

Les traces de l'ennemi avaient été perdues par les Prussiens. Dans l'ignorance de la direction de retraite prise par le 8^e corps fédéral ainsi que de la position et des projets de l'armée bavaroise, le général Manteuffel fut obligé de diviser ses troupes en deux colonnes :

A gauche, la division Flies, suivie par la division Gœben, longea la rive droite du Mein, de Francfort vers Aschaffembourg et Mittenberg, afin de chercher l'armée bavaroise que l'on supposait placée vers Wurtzbourg.

A droite, la division Gœben se dirigea sur Darmstadt et Michelstadt.

Le 23, il fut certain que les 7^e et 8^e corps fédéraux s'étaient établis sur la rive droite de la Tauber, position qu'ils avaient choisie pour inquiéter le flanc gauche de l'armée du Mein si

elle voulait se porter sur le sud pour atteindre Karlsruhe et Stuttgart. En raison de cette certitude, l'armée du Mein fit une conversion à gauche en pivotant sur Mittenberg, de façon à faire face à la Tauber.

Le 24, l'armée du Mein se porta à l'attaque de la nouvelle ligne de défense prise par l'ennemi. A gauche, la division Flies fut chargée d'attaquer la division hessoise qui occupait Wertheim au confluent de la Tauber et du Mein. A droite, la division Gœben prit pour objectif Tauber-Bischoffsheim que défendait la division wurtembergeoise. Entre la division hessoise et la division wurtembergeoise se trouvait la division badoise. La 4^e division du 8^e corps fédéral servait de réserve. Malgré une énergique résistance, la ligne de la Tauber fut forcée par les Prussiens. Toutefois la division wurtembergeoise tenta, dans l'après-midi, un vigoureux retour offensif pour reprendre Tauber-Bischoffsheim : elle échoua dans cette tentative. Le 8^e corps battit définitivement en retraite.

Le 25, les deux corps d'armée fédéraux firent enfin leur jonction entre la Tauber et Wurtzbourg : ils adoptèrent une position défensive sur laquelle ils furent attaqués de nouveau par toute l'armée du Mein ayant la division Gœben à droite, la division Beyer au centre et la division Flies à gauche. La droite et le centre de l'armée du Mein repoussèrent l'ennemi et l'obligèrent à se retirer.

Le 26, les 7^e et 8^e corps fédéraux prirent une nouvelle position plus rapprochée de Wurtzbourg : ils y furent encore attaqués et battus, mais cette fois par le centre et par l'aile gauche de l'armée du Mein.

Le 27, les troupes de l'Allemagne du Sud se retirèrent à Rotterdam et jetèrent une forte garnison dans Wurtzbourg que protégeait, du reste, la forteresse de Marienberg : le même jour cette forteresse fut bombardée par les Prussiens.

Le 28, des négociations étaient engagées pour la capitulation de Marienberg lorsqu'arriva la confirmation officielle d'un armistice conclu à Nickolsbourg : cet armistice ne devait commencer que le 2 août, mais le général Manteuffel et le prince Alexandre de Bavière convinrent néanmoins de suspendre immédiatement les hostilités.

La position des 7^e et 8^e corps fédéraux était, du reste, très-critique à cette époque. En effet, un 2^e corps d'armée de ré-

serve avait été formé et concentré à Leipzig, sous les ordres du grand-duc de Mecklembourg-Schwérin : il se composait de troupes prussiennes, tant de l'armée active que de la landwehr, et de certains contingents fournis par quelques-uns des États allemands alliés de la Prusse, en particulier de la division de Mecklembourg-Schwérin. Le 20 juillet, ce corps d'armée quitta Leipzig pour opérer en Bavière : le 23, son avant-garde était à Hoff : le 28, elle entra à Bayreuth, sans avoir rencontré une résistance sérieuse : le 31, tout le corps entier était réuni à Nuremberg et il y fut arrêté par l'armistice.

Cet armistice sauva donc l'armée bavaroise d'un grand danger, car le 2^e corps d'armée de réserve prussien était sur le point de faire sa jonction avec l'armée du Mein. L'armistice ne concernait d'abord que le 7^e corps fédéral : toutefois le grand-duché de Bade en conclut un de son côté et retira ses troupes du 8^e corps fédéral qui se fondit peu à peu, sans que les Prussiens eussent à faire aucun effort.

Le 2 août, en raison des clauses de l'armistice et de leurs conquêtes antérieures, les Prussiens occupaient Wurtzbourg et une grande partie de la Bavière, Heidelberg et Mannheim dans le grand-duché de Bade, Mergentheim dans le royaume de Wurtemberg, le royaume de Hanovre, les deux duchés de Hesse et celui de Nassau. Tous les autres États de l'Allemagne occidentale enclavés dans les précédents ou entre les possessions du royaume de Prusse s'étaient ralliés à celui-ci et avaient envoyé leurs contingents à l'armée d'opérations.

Nous avons déjà indiqué précédemment les conditions respectives dans lesquelles se trouvaient les deux partis ennemis dont la lutte se termina sur les bords du Mein : nous avons fait ressortir qu'elles étaient fort avantageuses aux Prussiens qui furent, du reste, conduits avec la plus grande habileté, particulièrement dans la première partie de la campagne ayant Francfort pour objectif. A partir de l'occupation de Francfort par les Prussiens, les commandants en chef des 7^e et 8^e corps fédéraux opérèrent avec plus d'ensemble et d'énergie qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors, tandis que les opérations de l'armée du Mein se ressentirent du changement de son commandant en chef : toutefois, lorsque les hostilités recommencèrent sur les bords de la Tauber, la nouvelle certaine de la conclusion d'un armistice entre l'Autriche et la Prusse devait avoir infail-

liblement pour conséquence d'encourager encore les soldats de l'armée du Mein et d'accroître, au contraire, la désunion des troupes de l'Allemagne du Sud, surtout de celles qui faisaient partie du 8^e corps fédéral.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS EN ITALIE.

Article I. — Offensive de l'armée Italienne.

Le 8 avril 1866, un traité d'alliance offensive et défensive avait été conclu entre le nouveau royaume d'Italie et le royaume de Prusse, en vue d'une lutte commune contre l'Autriche : le lendemain de la signature de ce traité, le gouvernement prussien soumettait à la Diète de la Confédération germanique son projet de réforme fédérale qui devait fatalement aboutir à une guerre entre les deux principales monarchies allemandes.

Le traité du 8 avril fut ratifié à Florence, le 14, et à Berlin, le 20. A cette dernière date, il sembla un instant que l'Autriche et la Prusse allaient renoncer à poursuivre leurs armements : mais, le 26, l'Autriche déclarait qu'elle ne pouvait adopter cette mesure à cause de la menace d'une agression de l'Italie sur ses frontières du Sud et cette déclaration amenait aussi la mobilisation de l'armée italienne.

La diplomatie faisait encore alors tous ses efforts pour éviter la guerre : la France prit la direction des négociations ayant pour objet de réunir une conférence dans laquelle seraient discutées et résolues toutes les questions en litige. L'Autriche ayant refusé, le 1^{er} juin, de prendre part à cette conférence, les hostilités devinrent imminentes.

Le 9 mai, l'archiduc Albert était venu prendre le commandement de l'armée autrichienne du Sud qui était destinée à défendre la Vénétie contre les troupes du royaume d'Italie. Indépendamment des troupes de garnison dans le Tyrol, dans le quadrilatère formé par Peschiera, Vérone, Legnago et

Mantoue, dans la Vénétie, dans l'Istrie et dans la Dalmatie, cette armée comprenait ou allait bientôt comprendre comme troupes de campagne :

Le 5^e corps ; général Lichtenstein : 3 brigades : 21 bataillons, 2 escadrons, 6 batteries ;

Le 7^e corps ; lieutenant-feld-maréchal Maroicic : 3 brigades : 21 bataillons, 1 escadron, 6 batteries ;

Le 9^e corps ; lieutenant-feld-maréchal Hartung : 3 brigades : 21 bataillons, 1 escadron, 6 batteries ;

Division de réserve ; général-major Rodich : 2 brigades : 13 bataillons, 2 batteries ;

Brigade de cavalerie de réserve ; colonel Pulz : 16 escadrons, 1 batterie.

La répartition de ces troupes était la suivante (fig. 63 et 70) :

Division de réserve : à droite : à Castelnuevo ;

5^e corps, avec brigade de cavalerie de réserve : au centre : autour de Vérone ;

7^e corps et 9^e corps : à gauche : à Padoue et à Vicence.

L'armée italienne était organisée ainsi qu'il suit :

1^{er} corps : général Durando : 4 divisions : 72 bataillons, 13 escadrons et 12 batteries ;

2^e corps : général Cucchiari : 4 divisions : 72 bataillons, 10 escadrons et 12 batteries ;

3^e corps : général Della Rocca : 4 divisions : 72 bataillons, 13 escadrons et 12 batteries ;

4^e corps : général Cialdini : 8 divisions : 144 bataillons, 30 escadrons et 29 batteries ;

Division de cavalerie de réserve : général de Sonnas : 20 escadrons, 2 batteries ;

Réserve d'artillerie : 7 batteries.

La concentration de ces corps d'armée fut la suivante :

1^{er} corps, vers Lodi ;

2^e corps, vers Crémone ;

3^e corps, vers Plaisance ;

4^e corps, vers Bologne.

Vers le 15 juin, cette armée se rapprocha des frontières de la Vénétie et du quadrilatère et elle prit les positions ci-dessous indiquées :

Gauche : 1^{er} corps, vers Lonato ;

Centre : 2^e corps, vers Lodi ;

Droite : 3^e corps, vers Casal-Maggiore.

L'extrême droite était formée par le 4^e corps qui prit la dénomination d'armée du Pô et qui se porta vers Ferrare et Borgo-Forte.

L'ensemble des 1^{er}, 2^e et 3^e corps forma l'armée du Mincio dont le roi prit le commandement en chef.

L'extrême gauche de l'armée du Mincio était formée par le corps des volontaires qui fut mis sous les ordres de Garibaldi. Ce corps s'était formé vers Côme : il était fort de 40 bataillons réunis en 5 brigades : il dut venir se placer près de Brescia et lutter dans le Tyrol contre le général Kuhn qui commandait une division de troupes autrichiennes dans cette contrée et qui flanquait ainsi l'extrême droite de l'armée autrichienne du sud.

D'après la répartition des troupes italiennes, et d'après les avis venus de Berlin, celles-ci devaient prendre l'offensive simultanément à travers le quadrilatère et par le Pô inférieur. Un premier plan de campagne avait admis l'attaque principale par le quadrilatère, conjointement avec une diversion sur le bas Pô. Un second plan de campagne donnait la préférence à une opération principale par le Pô inférieur, concurremment avec une forte démonstration vers le quadrilatère. Un moyen terme fut adopté par l'état-major italien et il eut pour résultat de donner autant d'importance à l'action sur le quadrilatère qu'à l'entreprise sur le bas Pô, ce qui amena la division des forces italiennes en deux masses ayant chacune un effectif à peu près égal à celui de l'armée autrichienne du sud, mais sans relations assurées l'une avec l'autre et trop éloignées pour se secourir mutuellement au cas d'un danger subit. Enfin, la veille même du jour où les hostilités allaient commencer, le grand quartier-général italien reçut de Berlin un avis qui l'engageait à traverser le quadrilatère avec toute l'armée italienne, à masquer Mantoue et Vérone, à livrer une grande bataille au-delà de l'Adige et à marcher directement sur Vienne pour se réunir le plus tôt possible à la grande armée prussienne. Cette offensive hardie devait être secondée à l'extrême gauche par les volontaires de Garibaldi qui agiraient comme il le jugerait bon, mais, en tout cas, de façon à couper les communications entre le Tyrol et l'armée autrichienne opérant en Vénétie.

Quant à l'archiduc Albert, il occupait une forte position couverte par le quadrilatère et au centre des deux principales masses italiennes : il s'était résolu à garder la défensive stratégique, se réservant la possibilité de prendre l'offensive tactique, si les circonstances lui paraissaient favorables.

Le 21, le roi Victor-Emmanuel vint prendre le commandement de ses troupes.

Le 20, sur les ordres du roi, le chef d'état-major général de l'armée avait fait informer l'archiduc Albert que les hostilités commenceraient dans un délai de trois jours.

Le 22, les positions de l'armée du Mincio étaient les suivantes :

A gauche, le 1^{er} corps : à Cavriana, Pozzolengo et Volta ;

A droite, le 2^e corps, à Castelluchio et vers Mantoue ;

Au centre et en réserve, le 3^e corps, avec la division de cavalerie : à Guzzoldo, Goïto et Medole ;

Ce même jour, l'armée du Pô effectuait sa concentration entre Bondeno et Ferrare et avait son quartier-général dans cette ville.

Le 23, l'armée du Mincio passa ce cours d'eau et pénétra dans le quadrilatère.

Article II. — Bataille de Custozza.

Le passage du Mincio par les Italiens se fit sans résistance de la part des Autrichiens.

Le 23, les positions des Italiens sur les deux rives du cours d'eau étaient les suivantes :

A gauche : 1^{er} corps, ayant effectué le passage à Mozambano, Borghetto, Valeggio et Molini-di-Volta, tant sur des ponts permanents que sur des ponts de bateaux, et occupant les positions de la rive gauche, de Salionze à Pozzolo, avec 3 divisions, la 4^e étant restée sur la rive droite à Pozzolengo pour observer et masquer la place de Peschiera ;

A droite : 3^e corps, ayant effectué presque tout entier le passage à Goïto, et occupant les positions de la rive gauche, de Pozzolo à Roverbello, mais disposé sur deux lignes et ayant son front couvert par la division de cavalerie de réserve :

En réserve ; 2^e corps, sur la rive droite du Mincio, occupant

Castelluchio, surveillant Mantoue et se reliant par une de ses brigades avec l'extrême gauche de l'armée du Pô.

L'absence complète des Autrichiens dans la partie du quadrilatère déjà occupée par l'armée du Mincio avait confirmé chez les Italiens l'opinion déjà répandue depuis quelque temps parmi eux que l'ennemi avait concentré ses forces sur la rive gauche de l'Adige et qu'il renonçait à défendre le quadrilatère. Le grand quartier-général italien conçut alors le projet d'occuper une forte position sur les dernières hauteurs entre Peschiera, Vérone et Mantoue, dans le but d'attirer l'attention de l'archiduc Albert et de rendre plus facile le passage du Pô par l'armée que commandait le général Cialdini.

En raison de ce nouveau plan, on dut construire immédiatement des têtes de pont sur le Mincio pour protéger la retraite, et les ordres de marche suivants furent donnés pour le lendemain 24 :

A gauche : le 1^{er} corps, moins la division laissée sur la rive droite du Mincio devant Peschiera, devait se porter sur Castelnovo et Somma-Campagna ;

A droite : le 3^e corps devait se diriger sur Somma-Campagna et Villafranca, ayant sa droite couverte par la division de cavalerie ;

En réserve : le 4^e corps devait venir prendre position à Goïto et à Roverbello, moins les deux divisions chargées d'observer Mantoue.

Le quartier-général devait être placé à Valeggio.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'archiduc Albert avait jusque-là gardé une position d'attente, prêt à marcher avec le gros de ses forces au-devant de celle des deux masses italiennes qui prendrait la première l'offensive : bientôt il fut certain pour lui que l'armée du Pô n'exécutait encore qu'une diversion tandis que l'armée du Mincio s'avancait hardiment dans le quadrilatère : du reste, des pluies torrentielles suivies bientôt d'une crue du fleuve et d'inondations rendaient définitivement toute opération impraticable sur le bas Pô ; rassuré ainsi sur son aile gauche, il laissa une brigade de cavalerie en observation sur les rives du Pô et il concentra le reste de ses forces autour de Vérone dans le but de livrer bataille à l'armée du Mincio.

Le 23 au soir, les positions occupées par l'armée autrichienne du sud étaient les suivantes :

Extrême droite : division de réserve, général Rupprecht, à Pastrengo ;

Droite : 5^e corps, général Rodich, en amont et près de Vérone, sur la route de Peschiera ;

Centre : 7^e corps, général Maroicic, à l'ouest et près de Vérone, entre les routes de Peschiera et de Mantoue ;

Gauche : 9^e corps, général Hartung, en aval de Vérone, sur la route de Mantoue ;

Extrême gauche : brigade de cavalerie de réserve renforcée par une partie des escadrons de cavalerie de corps d'armée et chargée, sous le colonel Pulz, d'opérer dans la direction de Villafranca.

Le centre de cette position avait sa retraite assurée par le camp retranché de Vérone ; le flanc droit était appuyé par Peschiera, par la flottille de canonnières du lac de Garde et par la division Kuhn qui opérait dans le Tyrol ; le flanc gauche était couvert par Legnago et par la brigade de cavalerie en observation sur le bas Pô.

Le lendemain, l'armée autrichienne du sud devait se porter à la rencontre de l'armée du Mincio et l'attaquer.

Le 24 juin, c'est-à-dire le septième anniversaire de la bataille de Solferino, les deux armées livrèrent la bataille de Custozza sur un terrain qui présente la plus grande analogie avec celui sur lequel eut lieu celle de Solferino : à droite et à gauche du Mincio, viennent, en effet, s'épanouir les dernières ramifications des Alpes : elles se terminent brusquement sur chaque rive à peu près à la même hauteur, et ensuite une plaine presque unie s'étend jusqu'à la rive gauche du Pô : la principale différence entre la forme du terrain des deux champs de bataille sur lesquels tant de combats ont déjà été engagés, c'est que celui de Custozza est traversé du nord au sud par la Tione, ruisseau profondément encaissé dont les rives sont très-accidentées entre Castelnuovo et Villafranca. C'est sur l'un des mamelons qui bordent le cours d'eau qu'est bâti le village de Custozza dont le nom a été donné à la bataille que nous étudions.

Vers six heures du matin, l'engagement commença entre les avant-gardes des ailes droites et gauches des deux armées, d'une part vers Salionze et d'autre part vers Villafranca. En raison de la configuration du sol, la vue n'a qu'un

horizon très-borné : en outre, les Autrichiens connaissaient parfaitement le champ de bataille, comme étant le théâtre de leurs exercices annuels, tandis que les Italiens en ignoraient les difficultés : enfin, les Autrichiens savaient qu'ils allaient livrer bataille et avaient adopté des formations tactiques conformes aux circonstances locales ainsi qu'à l'éventualité d'un engagement important, alors que les Italiens semblaient exécuter une simple marche de campagne avec la possibilité, mais très-peu probable dans leur pensée, de rencontrer l'ennemi et d'avoir à lutter avec lui. Les débuts furent donc tout à fait avantageux aux Autrichiens. L'infanterie de leur aile droite fit reculer les têtes de colonne de l'aile gauche italienne sur la route de Castelnovo à Mozambano, tandis que la cavalerie placée à leur aile gauche prit immédiatement dans la plaine près de Villafranca une attitude qui devait avoir la plus grande influence sur le sort de la bataille.

En raison des diverses causes que nous venons d'énumérer, l'armée italienne ne put que très-difficilement parvenir à une action combinée de quelques-unes de ses divisions : elle combattit toute la journée avec désunion et ne livra, sauf à Custozza même, que des combats partiels engagés par les troupes qui arrivaient successivement en présence de l'ennemi : celui-ci opérait, au contraire, avec ensemble.

En résumé, des deux ailes de l'armée italienne, celle de gauche fut obligée de se retirer devant les efforts combinés du 5^e corps et de la division de réserve des Autrichiens, celle de droite, après avoir eu un engagement très-vif le matin, resta presque toute la journée dans une position d'attente, en face de la cavalerie autrichienne : quant au centre, il défendit avec acharnement le point de Custozza qui était la clef de la position, mais il fut forcé de l'abandonner devant l'action combinée et plusieurs fois renouvelée du 7^e corps autrichien, de la gauche du 5^e et de la droite du 9^e.

Le 24 au soir, l'armée italienne commença la retraite principalement par Valeggio et Goïto et elle repassa le Mincio dans la nuit du 24 au 25.

Le 25, les positions de l'armée italienne étaient les suivantes :

- Gauche : 1^{er} corps, à Volta et Cavriana ;
- Centre : 2^e corps, à Goïto et vers Mantoue ;

Droite : 3^e corps, entre Goïto et Gazzoldo, avec la division de cavalerie de réserve.

Quant à l'armée autrichienne du sud, elle s'étendait de Salionze à Villafranca par Custozza, et son général en chef supposait qu'il aurait à livrer le lendemain une seconde bataille : la victoire avait été, en effet, très-vivement disputée et les pertes considérables des deux côtés. Mais, le 25, l'archiduc Albert apprit d'une façon certaine que l'armée du Mincio s'était retirée : il resta sur la rive gauche du cours d'eau et il fit suivre l'ennemi par quelques partis de cavalerie qui traversèrent le Mincio et vinrent donner contre le rideau de cavalerie formé par la division de Sonnas pour protéger la retraite des Italiens vers l'Oglio.

Le 27, l'armée du Mincio était sur la rive droite de l'Oglio, son flanc gauche protégé par le corps des volontaires de Garibaldi qui avait dû revenir à Brescia.

Quant à l'armée du Pô que les inondations et la crue du fleuve avaient contrainte à l'immobilité, elle reçut l'ordre de revenir vers Bologne et Modène.

Le plan de campagne des Italiens avait donc échoué devant l'habileté de l'archiduc Albert qui sut mettre à profit les enseignements que lui avait laissés son père l'archiduc Charles et qui appliqua avec beaucoup de sagacité les principes stratégiques posés par Napoléon I^{er} et développés par Jomini. Il occupait une position centrale entre deux masses ennemies séparées l'une de l'autre, absolument comme Benedek en Bohême : mais, au lieu de faire agir ses troupes séparément, il les réunit sans hésitation devant celle des deux masses qui était la plus menaçante, et c'est ainsi qu'avec un effectif de 80,000 hommes il remporta un succès assez important pour obliger à la retraite une armée dont la force numérique était double de la sienne. Il convient d'ajouter que les formations tactiques, prescrites par lui à ses troupes, contribuèrent largement à leur assurer la victoire sur le champ de bataille de Custozza.

Article III. — Dernières opérations.

Tout d'abord, il avait été décidé que l'armée du Mincio se retirerait sur Crémone et Plaisance : mais bientôt il fut évident

que les Autrichiens ne songeaient pas à franchir le Mincio et que la défaite subie par les Italiens n'avait point eu des conséquences morales et matérielles aussi grandes qu'on l'avait supposé. L'armée dut donc s'arrêter derrière l'Oglio.

Le 1^{er} juillet, elle bordait ce cours d'eau de Pontevico à Marcària, le 1^{er} corps à gauche, le 2^e corps au centre, le 3^e corps à droite, le front couvert par la division de cavalerie qui patrouillait entre l'Oglio et la Chiese, le grand quartier-général à Piadena.

A la même date, l'armée du Pô s'était rapprochée des Apennins : ses divisions occupaient Reggio, Modène et Bologne ; le quartier-général était à Modène : le front était couvert par des postes avancés à Ferrare et Mirandola ; la gauche était en communication par Guastalla et par Casale-Maggiore avec la droite de l'armée du Mincio.

Les troupes italiennes étaient réorganisées, remises de leur premier échec, et désireuses de reprendre l'offensive au moment où la Prusse victorieuse de l'Autriche à Sadowa adressait au gouvernement italien un appel pressant pour qu'il recommençât aussitôt les hostilités. Le premier plan de campagne ayant échoué, on renonça à marcher directement sur le quadrilatère ; on adopta alors le second plan qui consistait principalement à tourner le quadrilatère par l'est et le principal rôle fut réservé au général Cialdini et à l'armée du Pô dont il avait le commandement.

Dès que la reprise des hostilités eut été ordonnée dans le sens que nous venons d'indiquer, une démonstration fut faite contre la tête de pont de Borgoforte ; puis le général Cialdini concentra son armée entre Sermide et Bondeno.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet, trois ponts furent jetés sur le Pô.

Le 8, l'armée du Pô passa sur la rive gauche sans rencontrer de résistance : quelques rares éclaireurs autrichiens étaient en vue : ils se retirèrent sur Legnago et sur Rovigo.

Le 9, le passage du fleuve était complètement effectué : le général Cialdini dirigea son armée sur Rovigo et pour établir ses communications avec Ferrare un nouveau pont fut construit à Ponte-Lugosano.

Le 11, l'armée du Pô s'emparait de Rovigo sans coup férir.

Après la bataille de Custozza, l'archiduc Albert était resté

sur les positions conquises : il avait cru ensuite que l'armée du Pô allait prendre immédiatement l'offensive et il avait pris ses dispositions pour concentrer son armée vers Trecenta dans le but d'attaquer le flanc gauche de l'armée du Pô quand elle serait en marche sur Rovigo. Ayant acquis ensuite la certitude que Cialdini restait pour le moment inactif et que l'armée du Mincio était toujours derrière l'Oglio, il avait ensuite pris la résolution de pénétrer sur le territoire ennemi, tant pour affirmer sa victoire que pour vivre aux dépens de l'adversaire.

Le 1^{er} juillet, l'armée autrichienne du sud franchit le Mincio.

Le 2, cette armée était établie ainsi qu'il suit :

Extrême droite : division Kuhn descendant du Tyrol pour marcher contre Lonato et Brescia ;

Droite : 5^e corps, à Rivoltella, devant combiner ses efforts avec la division Kuhn contre le corps des volontaires de Garibaldi :

Centre : 7^e corps, à Pozzolengo, Solferino et Cavriana ;

Gauche : 9^e corps, à Volta et à Goïto ;

Extrême gauche : brigade de cavalerie, à Medole et à Guizzolo ;

Grand quartier-général et division de réserve, à Pozzolengo.

Mais la nouvelle de la défaite de l'armée autrichienne du nord à Kœniggrätz amena l'archiduc Albert à reporter ses troupes sur la rive gauche du Mincio.

Le 4, cette armée était répartie ainsi qu'il suit :

Droite : division de réserve et 7^e corps, à Pastrengo et à Castelnuovo ;

Centre : 5^e corps, à Valeggio ;

Gauche : 9^e corps, à Villafranca.

Le 5, il fut décidé qu'une partie de l'armée autrichienne du sud serait expédiée sur Vienne : en raison de cette nouvelle disposition, le 5^e corps fut dirigé sur le Tyrol pour être transporté par voie ferrée sur la capitale de l'Autriche : le 9^e corps prit la direction de Padoue pour être transporté de même par voie ferrée sur Vienne. L'archiduc Albert devait partir avec ces deux corps d'armée pour aller prendre le commandement de l'armée autrichienne du nord. La division de réserve fut dissoute : les troupes qui la constituaient renforcèrent les autres

corps d'armée et les garnisons des places de la Vénétie. Enfin, le 7^e corps d'armée, couvert par la brigade de cavalerie, devait se retirer sur l'Isonzo, y prendre position et chercher à retarder le plus possible, si ce n'est à arrêter les troupes italiennes lorsqu'elles reprendraient l'offensive. La Vénétie venait, du reste, comme nous l'avons déjà dit, d'être cédée par l'Autriche à la France, le 4, mais les Italiens ne continuèrent pas moins leurs opérations en vue de s'emparer de cette dernière par la force.

Le 9, l'armée autrichienne du sud était derrière le Bacchiglione, sauf le 5^e corps qui s'était dirigé sur le Tyrol.

Le 10, les Autrichiens étaient sur la Brenta et s'y reposaient le 11 : la place de Rovigo fut évacuée le même jour.

Le 15, les 5^e et 9^e corps avaient définitivement quitté la Vénétie et le 7^e corps, devenu corps de l'Isonzo, avait pris position sur la Piave.

Le même jour, le général Cialdini occupait Padoue et se portait aussitôt à la rencontre des Autrichiens.

Pendant ce temps, l'armée du Mincio s'était aussi mise en mouvement, non plus pour traverser le Mincio et pour attaquer directement le quadrilatère, mais pour suivre l'armée du Pô et lui prêter son concours.

Le 10, le 3^e corps italien avait traversé le Pô à Casale-Maggiore : le 15, il était à Ferrare : le 16, il traversait de nouveau le Pô à Ponte-Lugosano : il était suivi des 1^{er} et 2^e corps : l'infanterie fut presque toute transportée en chemin de fer depuis Parme : la cavalerie et l'artillerie suivirent la route de Guastalla à Ferrare par Mirandola et Bondeno.

Le 16, l'armée italienne eut son organisation complètement modifiée.

Le général Cialdini reçut le commandement de l'armée d'expédition composée de 5 corps d'armée forts chacun de 3 divisions et de 1 brigade de cavalerie.

Le roi Victor-Emmanuel ne conserva sous ses ordres qu'une armée d'occupation contenant 3 corps d'armée et 1 division de cavalerie.

Ce changement dans la constitution de l'armée italienne se fit sans que les opérations fussent interrompues.

Le 24, l'armée d'expédition avait franchi le Tagliamento.

Le 26, elle se trouvait en présence du 7^e corps autrichien qui

occupait Udine, Gradisca, Gorizia et Palmanuova (fig. 62).

Elle y fut arrêtée par la notification d'une suspension d'armes de huit jours qui avait été consentie par l'Autriche sur la demande de l'Italie forcée de songer enfin à ses propres intérêts, car la Prusse avait, en quelque sorte, traité pour elle seule à Nickolsbourg.

Quant à l'armée d'occupation, elle avait pris position à Borgoforte d'où les Autrichiens étaient partis le 17 : elle surveillait les places du quadrilatère et du Pô ainsi que Venise : le 23, elle avait porté son quartier-général à Rovigo.

Dans le Tyrol, les volontaires de Garibaldi luttèrent avec des chances diverses contre la division du général Kuhn, qui était chargée de se maintenir dans la vallée du haut Adige, quand la conclusion de l'armistice vint également y suspendre les hostilités. Les volontaires étaient pleins d'enthousiasme, mais peu habiles, tandis que le général Kuhn et ses troupes connaissaient parfaitement le Tyrol, outre qu'ils étaient soutenus par la population dont les hommes valides avaient aussi formé des corps de partisans.

Mais ce n'est pas seulement sur terre que l'Italie avait mis en action toutes ses forces vives pour combattre l'Autriche et pour chercher à obtenir la Vénétie autrement que par des négociations diplomatiques.

Indépendamment de la flottille de canonnières donnée par la France en 1859 et qui opérait sur le lac de Garde, mais sans succès, contre celle de l'Autriche, l'Italie avait une flotte pour laquelle elle avait fait de grands sacrifices et sur la coopération de laquelle elle fondait de sérieuses espérances. Cette flotte se composait de 33 bâtiments à vapeur, dont 12 étaient cuirassés, qui portaient ensemble 680 canons et 41,000 hommes : elle était sous les ordres de l'amiral Persano et se subdivisait en trois escadres de combat.

La flotte autrichienne, commandée par l'amiral Tegethof, ne contenait que 28 bâtiments à vapeur, dont 7 cuirassés, portant ensemble 530 canons et 7500 hommes.

Vu son infériorité marquée, celle-ci s'était établie dans le canal de Fusana, au nord de Pola.

Quant à la flotte italienne, elle était sortie du golfe de Tarente le 22 juin, elle avait traversé l'Adriatique, puis elle était

venue mouiller dans la rade d'Ancône d'où elle menaçait à la fois Venise, Trieste, Pola et Lissa.

Cependant, le 26 juin, la flotte autrichienne avait fait une démonstration devant Ancône et l'amiral Persano l'avait laissée retourner à Pola sans l'attaquer.

Sous la pression de l'opinion publique, la flotte italienne fut obligée de quitter la rade d'Ancône, le 8 juillet, et de prendre la mer pour marcher à la rencontre de la flotte autrichienne : mais cette apparente offensive fut de courte durée et, le 13, l'amiral Persano ramenait ses vaisseaux au même point.

Sur de nouveaux ordres, la flotte italienne quitta enfin Ancône et se dirigea vers l'île de Lissa, située en face de Spalatro, près de la côte de Dalmatie. Le 17, elle se trouvait en vue de cette île dont elle devait s'emparer. Le 18 et le 19, les forts autrichiens furent bombardés, mais en vain, et aucun débarquement ne put être effectué.

Le 20, les Italiens allaient reprendre leur attaque contre l'ennemi, quand l'amiral Tegethof apparut soudain avec la flotte autrichienne. Celui-ci avait quitté Pola et se portait à la rencontre de l'adversaire : pendant le trajet, il avait disposé ses vaisseaux sur trois lignes dont chacune formait au centre un angle saillant et refusait ses ailes : sur la 1^{re} ligne, étaient les 7 bâtiments cuirassés ; sur la 2^e, 7 gros bâtiments non cuirassés ; sur la 3^e, 7 bâtiments légers non cuirassés : son front et ses flancs étaient éclairés par des avisos. Cette marche imprévue vint surprendre la flotte italienne ; quelques-uns de ses navires étaient éloignés en vue d'exécuter une attaque à revers contre l'île de Lissa ; d'autres avaient subi de graves avaries dans les attaques du 18 et du 19. Néanmoins l'amiral Persano fit tous ses efforts pour prendre rapidement ses dispositions de combat. Il n'était encore que dix heures du matin, quand la 1^{re} ligne de la flotte autrichienne fondit sur les bâtiments cuirassés italiens qui s'étaient également placés en 1^{re} ligne. Cette charge n'eut aucun succès et, dès lors, la lutte se composa de combats partiels dans lesquels les Autrichiens agissaient avec un plan convenu d'avance, tandis que les Italiens opéraient sans ensemble.

La bataille navale de Lissa dura toute la journée : les Italiens y perdirent deux de leurs plus beaux navires et un troisième y éprouva de telles avaries qu'il coula le lendemain. Des

deux côtés, on se battit avec une grande énergie; les résultats de la lutte ne furent cependant pas décisifs : mais l'île de Lissa ne pouvant approvisionner de charbon la flotte italienne, celle-ci revint vers la rade d'Ancône dans laquelle elle entra le 21, tandis que la flotte autrichienne restait dans un port de l'île de Lissa, prête à recommencer le combat. La retraite de la flotte italienne, bien qu'elle n'eût pas été complètement battue, fut considérée en Italie et partout comme une preuve évidente d'échec. Ce fut une cruelle déception pour les Italiens qui avaient espéré être plus heureux sur mer que sur terre.

La flotte italienne ne devait plus reprendre la mer dans cette campagne.

L'armistice conclu, le 27, entre l'Autriche et l'Italie, avait pour but d'établir les préliminaires de la paix. L'Italie posait comme conditions essentielles que l'Autriche admettrait la réunion de la Vénétie à l'Italie malgré la cession qu'elle avait faite de cette province à la France, que la portion du Trentin rattachée à l'Italie par sa nationalité et par sa situation géographique serait également cédée à l'Italie, et que le règlement antérieur de la question romaine ne subirait aucune modification.

L'Autriche avait déjà cédé la Vénétie, mais elle ne voulait point consentir à abandonner la moindre portion du Trentin. Libre sur le Danube, elle mit en marche les 2^e, 3^e, 5^e et 9^e corps d'armée qui vinrent renforcer le 7^e corps, en vue de reprendre l'offensive contre les Italiens et d'obliger leur gouvernement à accepter les conditions qu'elle posait à la conclusion de la paix. L'armée d'opération italienne prit, de son côté, d'excellentes positions sur le terrain qu'elle occupait et l'armée d'occupation se rapprocha d'elle jusqu'à Padoue et Vicence. Néanmoins les négociations continuaient et la suspension d'armes fut prolongée jusqu'au 10 août.

L'armistice fut enfin signé le 12 août et dura jusqu'au 9 septembre.

CHAPITRE V

TRAITÉS DE PAIX.

Le 23 avril, la paix fut signée à Prague entre la Prusse et l'Autriche. Les principales clauses du traité furent les suivantes. L'Autriche cédait la Vénétie au royaume d'Italie qu'elle reconnaissait ainsi comme monarchie nouvelle, ce qu'elle n'avait point voulu faire jusqu'alors : elle reconnaissait la dissolution de la confédération germanique : elle donnait son adhésion à l'organisation de la confédération de l'Allemagne du Nord sous la suprématie de la Prusse : elle consentait aussi à la formation d'une confédération des États de l'Allemagne du Sud avec existence internationale indépendante et dont les relations avec l'Allemagne du Nord devaient être l'objet d'une entente ultérieure entre les deux parties : elle s'engageait à payer une indemnité de 20 millions de thalers à la Prusse : enfin, elle approuvait à l'avance les annexions territoriales que celle-ci jugerait bon de faire.

A Berlin, furent signés les traités de paix de la Prusse avec les alliés de l'Autriche : le 13 août, avec le royaume de Wurtemberg : le 17, avec le grand-duché de Bade : le 22, avec le royaume de Bavière : le 3 septembre, avec le grand-duché de Hesse-Darmstadt. Chacun de ces États eut à payer une indemnité de guerre. Wurtemberg et Bade ne subirent aucune modification territoriale. Quelques territoires voisins d'Orb furent enlevés à la Bavière. Hesse-Darmstadt perdit une partie du territoire de Hambourg, et reçut en échange quelques parcelles de terrains voisins de Francfort, du Nassau et de la Hesse électorale : toute la région du grand-duché au nord du Mein dut faire partie de la confédération de l'Allemagne du Nord : la Prusse se réserva le droit exclusif de garnison à Mayence.

Un décret du roi de Prusse, en date du 16 août, annexa purement et simplement à ses États les territoires du royaume de Hanovre, du duché de Nassau, de la Hesse électorale, des duchés de Schleswig-Holstein et de Francfort.

Ces divers traités augmentaient le royaume de Prusse d'une population de 4000000 d'habitants environ.

Le 22 octobre, fut encore signé à Berlin le traité de paix entre la Saxe et la Prusse. Le royaume de Saxe devait faire partie de la confédération de l'Allemagne du Nord, recevoir des garnisons et des officiers de l'armée prussienne, payer une indemnité de guerre et s'effacer complètement derrière le puissant suzerain que lui imposait l'issue de la guerre : il perdait donc son indépendance.

Le 3 octobre enfin, la paix fut conclue à Vienne entre l'Autriche et l'Italie. La clause principale était la cession de la Vénétie à l'Italie : cette cession se fit par l'intermédiaire de la France et, le 19 novembre, le roi Victor-Emmanuel entra à Venise.

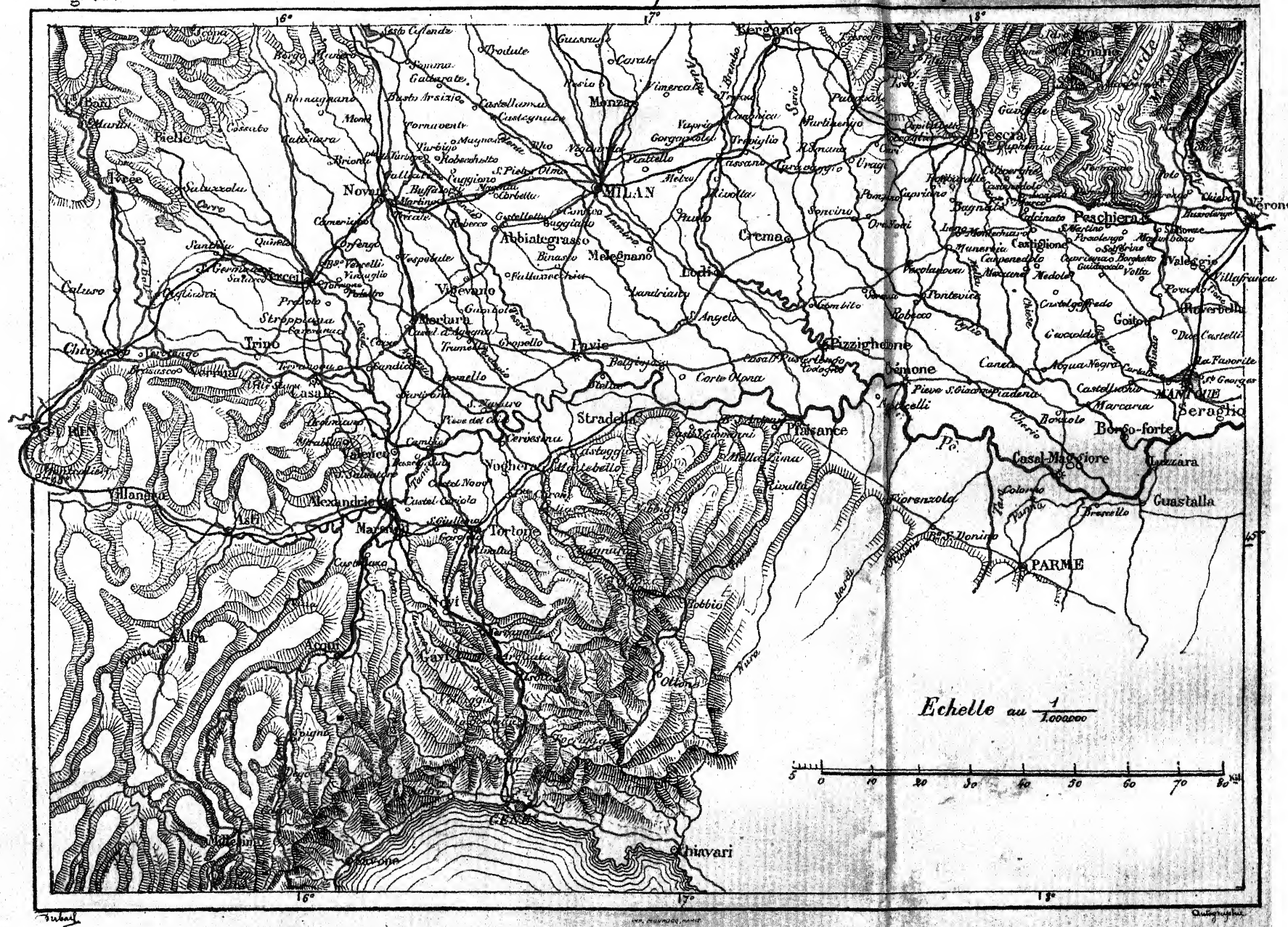
D'après les traités conclus entre la Prusse et les États de l'Allemagne du Sud, ceux-ci s'engageaient à maintenir en vigueur le Zollverein allemand, sous condition que chacune des parties contractantes pourrait le dénoncer six mois à l'avance, si elle désirait que l'effet en cessât. La Prusse compléta encore son œuvre en concluant avec ces États et avec ceux de la nouvelle confédération de l'Allemagne du Nord, des traités d'alliance offensive et défensive par lesquels les uns et les autres se garantissaient réciproquement leurs territoires et s'engageaient, en cas de guerre, à se soutenir avec toutes leurs forces militaires : en outre, la réorganisation de celles-ci devait être partout dirigée par des commissaires prussiens : ces traités furent tenus secrets, mais ils se révélèrent presque aussitôt lors des difficultés survenues entre la Prusse et la France au sujet de l'occupation de la place de Luxembourg.

Enfin la constitution de la confédération de l'Allemagne du Nord fut discutée dès le 15 décembre 1866 et promulguée ultérieurement. Cette confédération comprit les États suivants : le royaume de Prusse, le royaume de Saxe, les principautés, duchés et villes libres de Lauenbourg, Mecklembourg-Schwérin, Mecklembourg-Strélitz, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Weimar, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, partie de Hesse-Darmstadt, Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sondershausen, Anhalt, Waldeck, Reuss, Schaumbourg, Lippe, Lubeck, Brême et Hambourg.

Fig. 63.

Théâtre des opérations en 1859.

12^e Fascicule



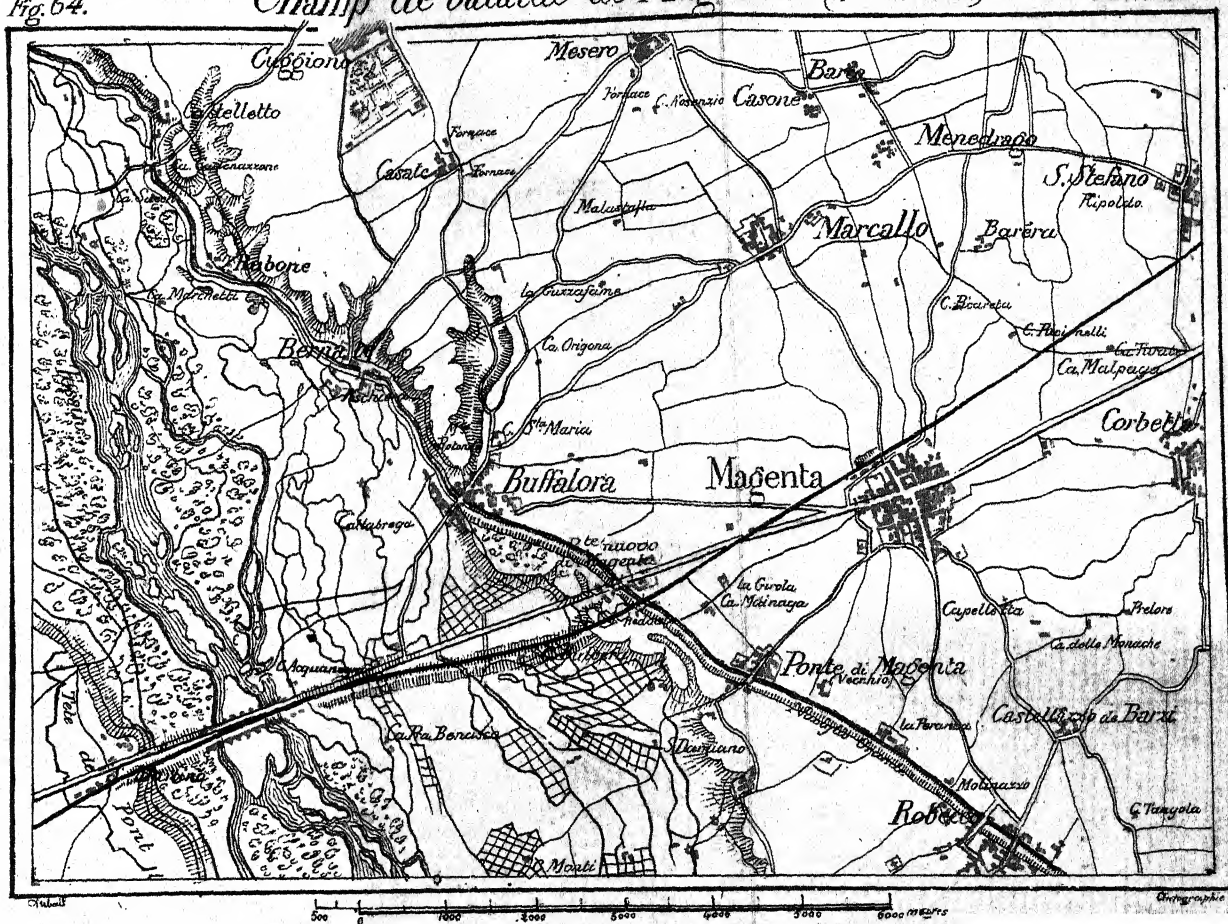
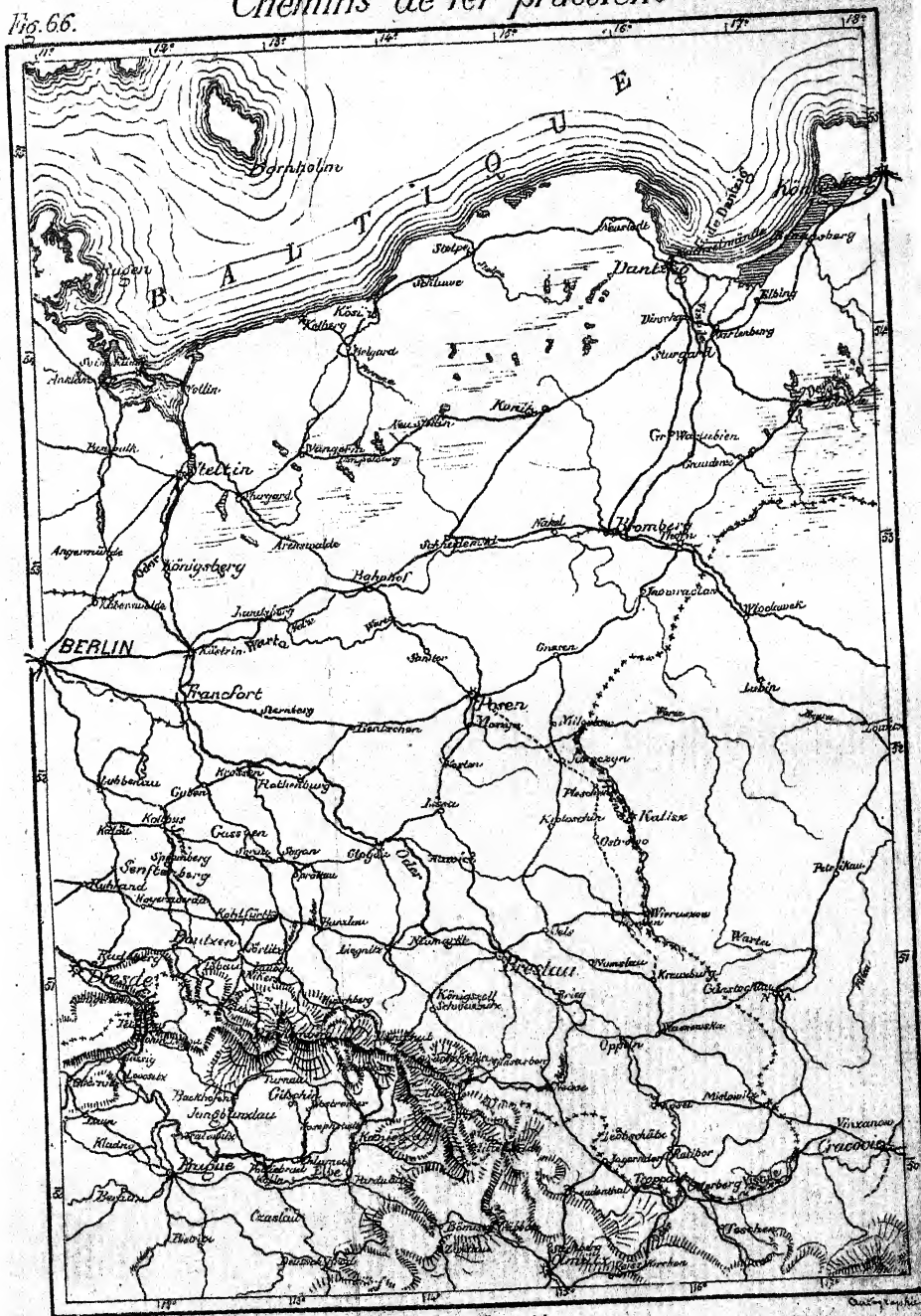


Fig. 66.

Chemins de fer prussiens

20^e Fasc.



Echelle en kilomètres.

0 50 100 200

Fig. 67. Théâtre des opérations en Bohême et en Moravie (1866.)



Fig. 68. *Champ de bataille de Sadowa. (3 juillet 1866) 20^e Esc.*

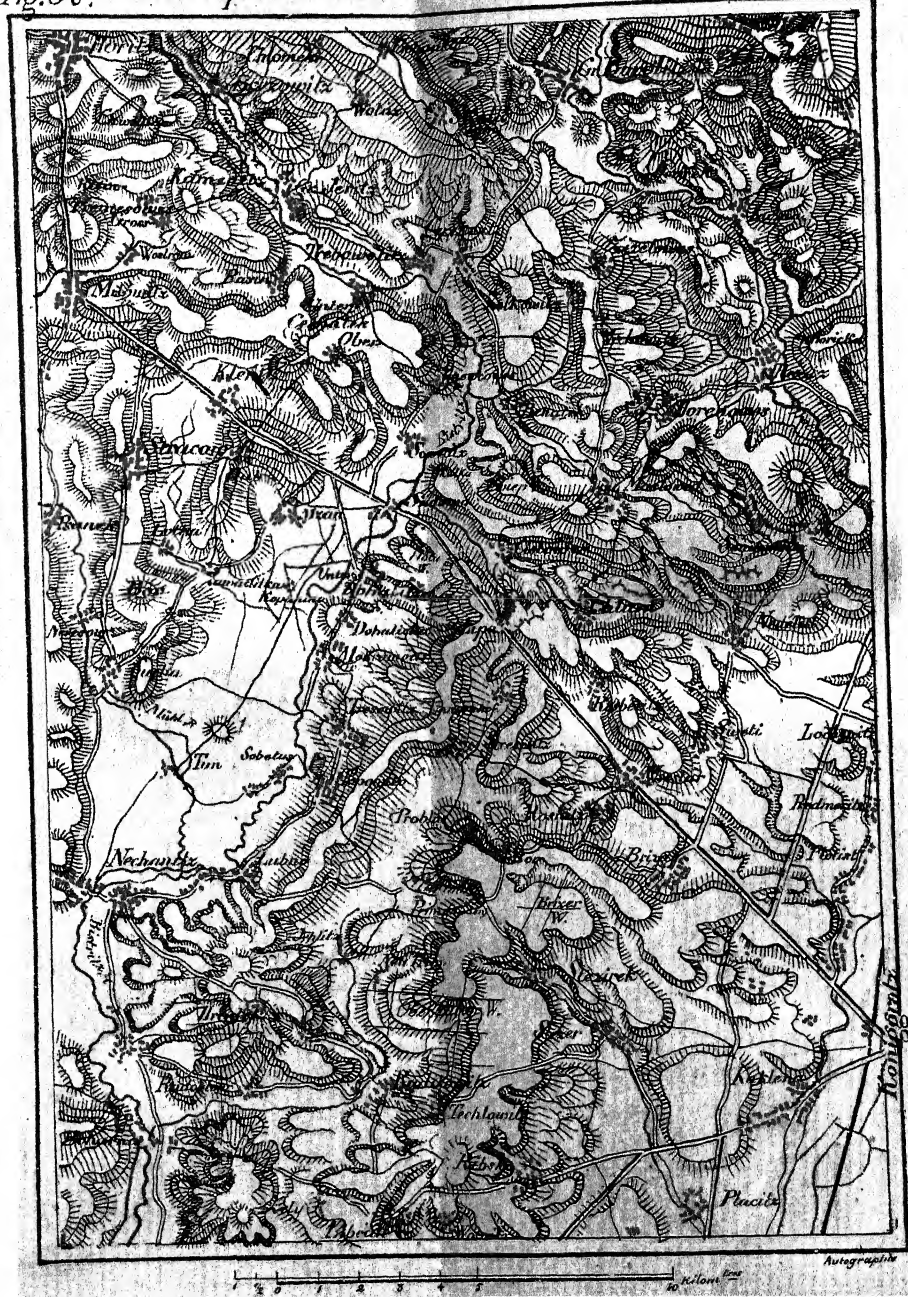
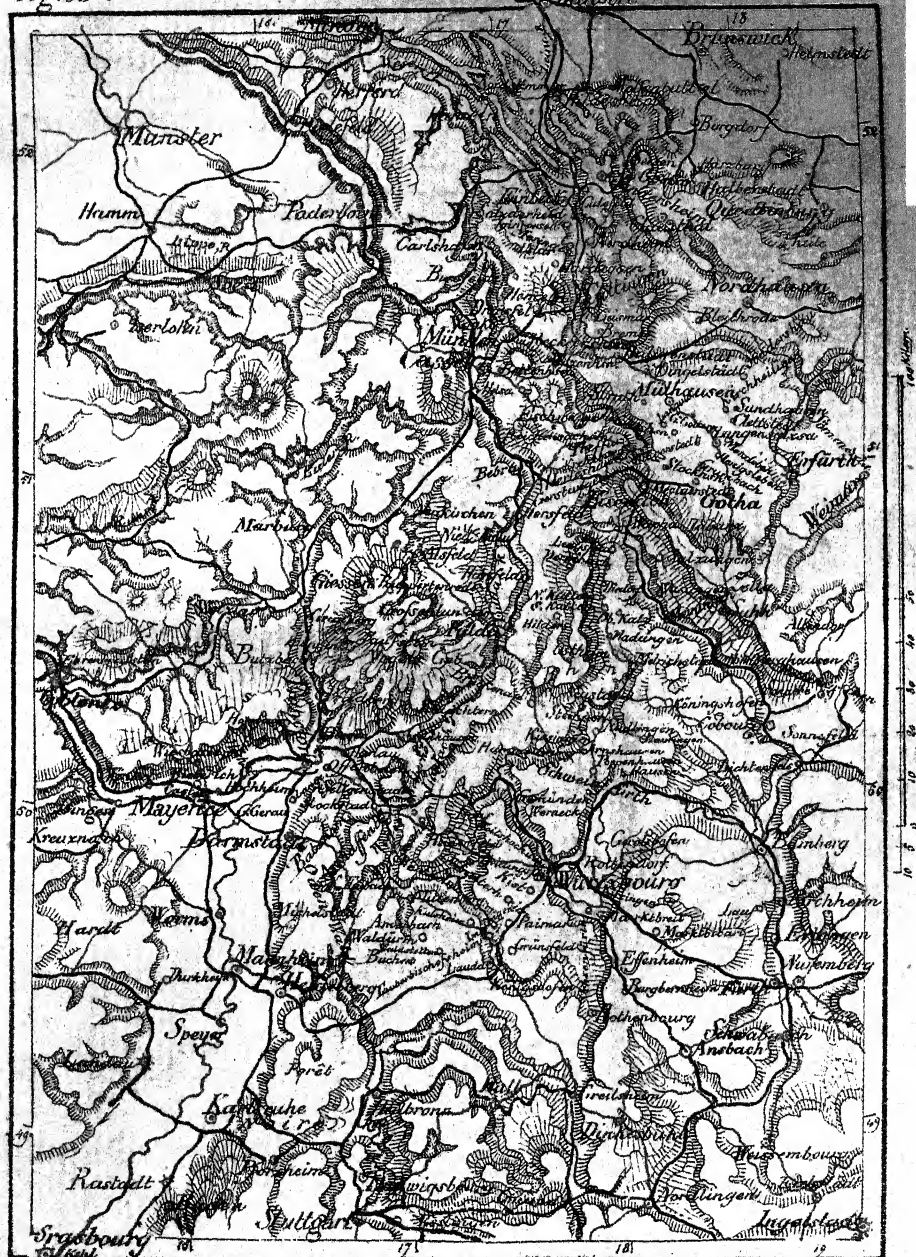


Fig. 69.

Théâtre des opérations (1866)
dans les bassins du Rhin et du Main.

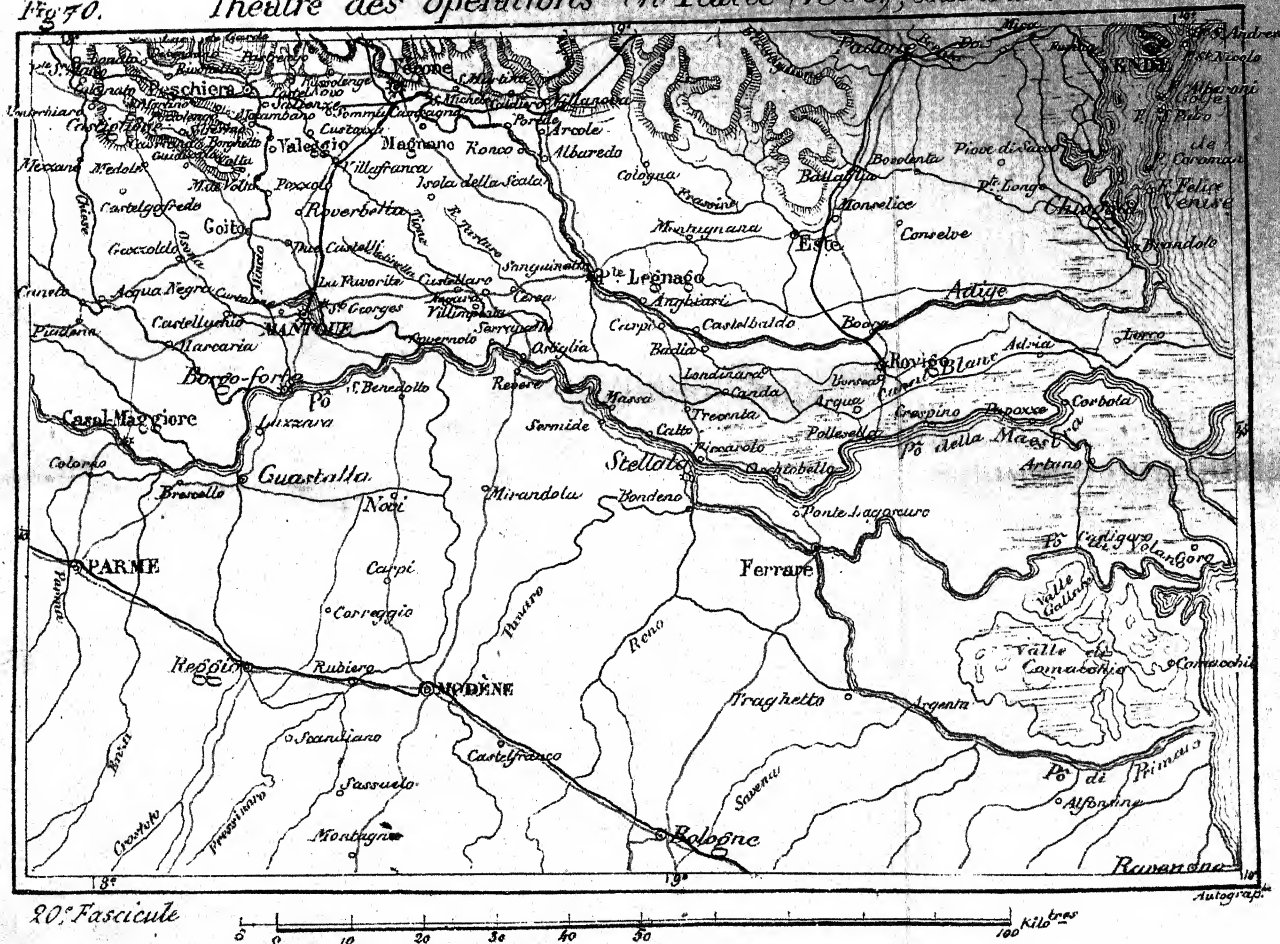
20. Fast.



d'après la Carte de F. Crouse (sans l'ouvrage)
indiqué à l'Autriche en 1866, d'après
les documents de l'Etat-major autrichien.

Abbréviations. hert pour hertzen, ludger
hert pour hertzen.

Fig. 70. Théâtre des opérations en Italie (1866); bataille de Custoza.



355.54			
Call No. BAR			
Accession No. 13214 V. 2.			
Title Cours D'Art Militaire.			
Author Barthelemy, H.			
BORROWER'S NO.	DATE LOANED	BORROWER'S NO.	DATE LOANED

FOR CONSULTATION
ONLY

FOR CC ONLY TION